

LOUISE DECHÊNE

# Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français



Boréal

Les Éditions du Boréal  
4447, rue Saint-Denis  
Montréal (Québec) H2J 2L2  
[www.editionsboreal.qc.ca](http://www.editionsboreal.qc.ca)

LE PEUPLE, L'ÉTAT  
ET LA GUERRE AU CANADA  
SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

DU MÊME AUTEUR

*Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974; Boréal, coll.  
« Boréal compact », 1988.

*Le Partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Boréal, 1994.



Louise Dechêne

LE PEUPLE, L'ÉTAT  
ET LA GUERRE AU CANADA  
SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

*Édition préparée par Hélène Paré, Sylvie Dépatie,  
Catherine Desbarats et Thomas Wien*

Boréal

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération canadienne des sciences humaines, de concert avec le Programme d'aide à l'édition savante, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Les Éditions du Boréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour ses activités d'édition et remercient le Conseil des Arts du Canada pour son soutien financier.

Les Éditions du Boréal sont inscrites au Programme d'aide aux entreprises du livre et de l'édition spécialisée de la SODEC et bénéficient du Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres du gouvernement du Québec.

Couverture : *Vue du Fort de Chambly en Canada... au sud de la ville de Montréal* (haut) ; *Vue de la ville de Québec, capitale du Canada en Nouvelle France, 1721* (bas). Edward E. Ayer Collection, The Newberry Library, Chicago. En médaillon : *Habillemens des Coureurs de bois Canadiens, 1730*. The Yale Collection of Western Americana, The Beinecke Rare Book and Manuscript Library, Chicago.

© Les Éditions du Boréal 2008  
Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2008  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Diffusion au Canada : Dimedia  
Diffusion et distribution en Europe : Volumen

*Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
et Bibliothèque et Archives Canada*

Dechêne, Louise, 1928-2000

Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français

Comprend des réf. bibliogr. et un index

ISBN 978-2-7646-0594-3

1. Canada – Histoire militaire – Jusqu'à 1800. 2. Milices – Québec (Province) – Histoire. 3. Canada – Mœurs et coutumes – Jusqu'à 1763. 4. Canada – Histoire – Jusqu'à 1763 (Nouvelle-France). I. Paré, Hélène. II. Titre.

FC226.D42      2008      355.00971'09032      C2008-940692-3

## Préface

*C'est sans doute l'écriture de ce livre qui a permis à notre mère, Louise Dechêne, d'affronter avec courage les dernières années de sa vie. Une maladie dévastatrice, l'emphysème, l'a clouée chez elle. Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français fut la bouée de sauvetage qui lui rendit la vie supportable. Même s'il y a bientôt huit ans qu'elle est morte, le 1<sup>er</sup> juillet 2000, nous avons encore le souvenir de notre mère, les deux avant-bras appuyés sur sa table de travail pour mieux respirer, au milieu de ses notes, de ses ouvrages de référence et des différentes parties de son manuscrit. Elle nous parlait de ses progrès et de ses reculs, de ses difficultés à vérifier ses références.*

*Comme elle ne pouvait plus se déplacer, c'est à cette même table de travail, au milieu de ses papiers, qu'elle recevait les quelques proches qu'elle acceptait encore dans son intimité, malgré sa maladie. Elle a eu à peine le temps de connaître son dernier petit-fils, Laurent, mais sa dernière petite-fille, Sophie, est arrivée trop tard du Vietnam. Notre mère aurait tant voulu la rencontrer.*

*Ce livre a été son dernier projet, mais toute notre enfance s'est déroulée au rythme de ses travaux historiques. Louise Dechêne était un bourreau de travail. Après sa journée à l'université, elle s'installait à son immense secrétaire, qui trônait au beau milieu de la salle à manger, pour écrire sa thèse de doctorat, et souvent nous, ses enfants, lui donnions un coup de main. Geneviève et moi classions des fiches résumant*

*les actes notariés, François dessinait des cartes. Nous avons appris à jouer silencieusement, il ne fallait pas nuire à sa concentration. Nous avons tous ressenti une grande fierté lorsqu'elle a reçu son doctorat d'État à Paris : c'était un peu la réussite de toute la famille, dans des conditions fort difficiles.*

*Notre mère était une femme remarquable et imposante, féministe avant l'heure. Elle a élevé seule trois enfants tout en menant une brillante carrière universitaire. Dans les années 1960, une femme sans fortune qui s'exile seule à Paris avec sa progéniture, c'était peu commun. Elle nous a transmis une éthique du travail sans faille, un sens aigu des responsabilités, de la rigueur et du dépassement. Elle ne supportait pas la médiocrité, la faiblesse. Il n'était pas facile d'être à la hauteur de ses attentes.*

*Au cours de sa dernière hospitalisation, alors qu'elle se savait proche de la mort, elle a utilisé le peu d'énergie qu'il lui restait pour nous livrer ses instructions pour l'achèvement de son manuscrit. Nous avons tellement d'autres choses à lui dire, mais c'est elle qui a choisi, comme toujours, la façon dont elle voulait que sa vie se termine : pas dans l'apitoiement ni dans les pleurs, mais en nous dictant, avec un filet de voix, mot à mot, ce qu'il fallait pour terminer son œuvre. Il était clair qu'elle tenait à ce que ce livre soit publié. C'était véritablement sa dernière volonté.*

*Nous avons donc reçu d'elle une mission, mais nous avons besoin d'aide. C'est grâce à un groupe d'amis, collègues historiens et anciens étudiants, que ce livre voit le jour. Nous voulons en premier lieu rendre un hommage tout particulier à une grande amie de notre mère, Hélène Paré, qui a pris le projet en main et qui n'a jamais perdu espoir. Elle a été l'organisatrice en chef de ce difficile et long chantier. Hélène a travaillé en collaboration avec Sylvie Dépatie, Catherine Desbarats et Thomas Wien, professeurs aux départements d'histoire de l'UQAM, de l'université McGill et de l'Université de Montréal respectivement. Nous les remercions de tout notre cœur.*

*Grand merci aussi à toutes les autres personnes qui ont travaillé à ce projet. Christophe Horguelin et Hélène Paré ont assuré la transcription*

*du manuscrit. Isabelle Masingue a collaboré à la relecture, Brigitte Caulier, directrice du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) de l'université Laval, a participé au volet cartographie. Les cartes ont été réalisées par Philippe Desaulniers, cartographe au CIEQ. Nous saluons la participation financière du Programme d'études sur le Québec de l'université McGill, institution où notre mère a poursuivi la plus grande partie de sa carrière.*

*Enfin, nous voulons remercier chaleureusement nos tantes, les sœurs de Louise Dechêne, Suzanne Saint-Jacques Mineau qui tenait énormément à ce que ce livre voit le jour, et Marie Saint-Jacques Clusy, qui a contribué généreusement au financement des travaux.*

*Nous espérons que la publication de cet ouvrage, qui symbolise la persévérance dans l'adversité, servira d'exemple à nos enfants, Camille, Vincent, Jean-Marie, Laurent et Sophie, afin qu'ils aillent jusqu'au bout de leurs ambitions, comme leur grand-mère l'a fait.*

Les enfants de Louise Dechêne, François,  
Geneviève et Julie Miville-Dechêne



## Avant-propos<sup>1</sup>

Thomas Wien

Louise Dechêne n'a pas eu le temps de terminer ce livre. Elle est décédée le 1<sup>er</sup> juillet 2000, à l'âge de 71 ans. Le 28 juin encore, elle dictait à ses filles Geneviève et Julie les grandes lignes de la conclusion. *Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français* s'insère dans une étude plus vaste des rapports entre les colons canadiens et l'administration sous le régime français. L'historienne s'est lancée dans ce projet après avoir terminé sa thèse, déposée en 1973 et publiée l'année suivante sous le titre de *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*<sup>2</sup>. Au cours de la carrière professorale qu'elle venait alors d'entreprendre, à la mi-quarantaine, L. Dechêne accumula informations, fiches et brouillons. En 1994, elle fit paraître un premier livre, *Le Partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, portant sur la police des grains<sup>3</sup>. Il fallait alors mener à son terme l'autre — dans son esprit, la principale — partie de l'analyse, consacrée à la sphère militaire. Ce fut l'objet de l'opiniâtre travail de la retraitée. C'est en effet retirée chez elle, devenue « casanière », comme elle le disait pudiquement, que cette femme prise dans l'étau de l'emphysème s'est évadée vers le régime français. Voici le fruit de cette longue série de voyages vers un autre temps.

Si elle avait disposé de quelques mois de plus, L. Dechêne aurait



révisé davantage certains chapitres, surtout le dernier, laissé à l'état d'ébauche. Elle aurait enrichi la partie historiographique de l'introduction et rédigé une conclusion qui s'annonçait moins concise que celles de ses autres ouvrages<sup>4</sup>. Tous ces « aurait » ne devraient toutefois pas détourner l'attention de ce qu'elle a réussi à faire : terminer, à peu de chose près, les 12 chapitres et l'introduction qui forment ce livre<sup>5</sup>. Contenant l'essentiel de son propos, cette étude vient modifier considérablement notre vision de la société coloniale et de son État avant tout militaire. La milice est au cœur de l'analyse. Les annales militaires puis à leur suite l'historiographie du régime français nous ont habitués à voir évoluer le milicien canadien presque d'un bout à l'autre de l'épopée coloniale. *Le* et non *les* miliciens, voilà le problème, car les Canadiens qui fondent sur les villages anglo-américains au tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle ou combattent l'envahisseur en 1759 sont réduits au statut de symbole : de bravoure, d'indiscipline, de « canadienité » en somme. S'attaquant au mythe du peuple guerrier, ce livre entreprend de rendre aux miliciens leur pluralité et par là, une certaine densité humaine. Sans renoncer pour autant à les suivre en campagne, jusqu'à ce que la guerre vienne ravager leur coin d'Amérique, l'étude relit leur expérience à la lumière des acquis de l'histoire sociale au sens large du terme<sup>6</sup>.

La portée de l'investigation dépasse toutefois les seuls miliciens. C'est l'ensemble de la population d'une colonie exposée, devant composer avec la guerre et ses exigences qui est ici décrite. Même lorsque l'ennemi n'est pas aux portes, voire à celles des postes éloignés, la défense de la colonie représente une charge, en corvées et en exactions diverses. Aussi ce livre poursuit-il l'examen, lancé dans *Le Partage des subsistances*, de ce qu'être sujet canadien de l'État royal exigeait en sacrifices et en engagements. Comptabilité méticuleuse qui nuance fortement le portrait traditionnel d'une population coloniale insouciant et cajolée par son roi.

Dans sa tendance à improviser, réflexe devenu routine, le pouvoir dont l'auteure documente et critique l'exercice est arbitraire. Le

contexte le plus vaste de cette histoire (comme du livre précédent) est finalement l'Ancien Régime français lui-même, observé à partir d'une de ses marches lointaines<sup>7</sup>. En présentant ainsi le Canada comme partie intégrante, fût-elle périphérique, du royaume, elle incite encore une fois à ne pas exagérer la largeur de l'Atlantique. Son analyse des rapports ambigus entre colonie et métropole, entre colons et métropolitains remet en question les interprétations marquées, dans des doses variables selon l'historien, par l'anticolonialisme et le nationalisme<sup>8</sup>. C'est la thèse voulant qu'avant 1760, deux peuples, le canadien et le français, en étaient venus à se faire la guerre (ou presque) au sein d'un seul État<sup>9</sup>, qui fait l'objet d'une critique particulièrement sévère. À la place, l'auteure fonde son analyse sur les relations entre dominants et dominés. Dans ces rapports sociaux, la provenance géographique n'a qu'un rôle secondaire à jouer. Adoptant la perspective des paysans et du petit peuple urbain, c'est sans complaisance mais de près qu'elle regarde les puissants, ceux de Québec et dans une moindre mesure ceux de France, faire leur travail de gouvernants au nom des privilégiés. Ce faisant, elle investit de pratiques une notion que les historiens se sont trop souvent contentés de brandir comme épithète : l'Ancien Régime colonial.

Cette rapide présentation faite, nous tenterons d'abord de suivre L. Dechêne qui, sur une période de plus de vingt ans, définit le sujet de son étude et façonne la matière de — finalement — deux livres. Nous la suivrons ensuite de chapitre en chapitre alors qu'elle dévide l'argumentation de ce deuxième ouvrage. Enfin, la troisième partie de cet avant-propos s'attarde brièvement sur certaines des perspectives que le livre dégage sur l'histoire (vécue *et* écrite) de l'Ancien Régime colonial et européen. Tout en sachant que l'auteure, agacée par le flafla historiographique, aurait fait plus court...

## 1. Le projet

Louise Dechêne ne s'est pas beaucoup exprimée sur l'évolution de ce long travail. Elle qui n'affectionnait pas les communications et les articles avant-coureurs, ballons d'essai habituels de la profession, a consacré ses publications les plus courtes à d'autres sujets avant de faire paraître *Le Partage des subsistances* en 1994<sup>10</sup>. Ce livre sur la circulation des grains et sa gestion par l'État annonçait et délestait la pièce maîtresse à venir. Dans l'introduction, l'auteure se bornait à dire du chemin parcouru qu'il fut long et du projet de départ qu'il avait pris une ampleur imprévue grâce « au plaisir de débusquer des problèmes auxquels nous n'avions pas d'abord songé<sup>11</sup> ». Mais encore... En attendant une étude plus poussée des documents de travail de l'historienne, c'est de loin en loin que quelques traces éparses permettent d'entrevoir l'état d'avancement du chantier et un certain cheminement intellectuel.

Et si le début de ce livre fournissait un indice quant à ses origines ? Écoutons le premier témoin appelé à la barre du chapitre 1, le jeune Jérôme de Pontchartrain. Pour monter la garde dans les forteresses coloniales, écrit-il à Vauban en 1699, on ne saurait se fier aux Canadiens comme on le pourrait aux Français. Au Canada, « c'est tout un autre Esprit, d'autres manières, d'autres sentimens, un amour de la liberté et de l'indépendance, et une férocité insurmontable<sup>12</sup>... » L. Dechêne consacre une bonne partie de son premier chapitre à l'analyse des avatars successifs de cette image stéréotypée, faisant défiler le film des perceptions métropolitaines du colon typique. L'importance qu'elle accorde à cet aspect de l'histoire coloniale s'explique : jusqu'à un certain point, cette image instable est à l'origine non seulement de ce livre, mais de toute sa réflexion sur le régime français.

Pour le voir, remontons jusqu'au milieu des années 1960, alors que l'historienne est à Paris. Pour les Archives du Québec, elle inventorie la correspondance de Vauban et des documents officiels qui pourraient intéresser les historiens de la Nouvelle-France. En

même temps, elle fréquente les séminaires de Mandrou, de Goubert et d'autres. S'étant jusque-là surtout intéressée au XIX<sup>e</sup> siècle bas-canadien<sup>13</sup>, elle découvre l'Ancien Régime français dont l'historiographie est alors en plein renouvellement. Le contact avec l'univers des *Annales* et des documents anciens l'incite à poursuivre ses études d'histoire canadienne en privilégiant dès lors le régime français. Cette période qu'elle a jusqu'alors trouvée peu intéressante (car trop familière) pose tout à coup problème à ses yeux<sup>14</sup>. Pourquoi? L'explication de ce changement d'orientation qu'elle donnera au cours d'une entrevue radiophonique quelques années plus tard nous ramène aux stéréotypes. Elle dira avoir pensé que les méthodes et les approches des *Annales* permettraient de vérifier le bien-fondé des images reçues du régime français, images tirées « des textes des observateurs qui étaient passés par la Nouvelle-France et qui avaient dit telle chose, telle chose, les habitants se comportent de telle façon<sup>15</sup>... ».

En effet, les différentes facettes du Canadien générique jouent un rôle de premier plan dans l'œuvre de l'historienne. *Habitants et marchands* prend pour cible une de ces images, le Canadien coureur de bois, et *Le Partage des subsistances*, dans une moindre mesure il est vrai, l'habitant insoumis. Le présent livre s'attaque avec méthode à deux autres variantes : celle du Canadien « féroce » toujours sur le pied de guerre et celle, apparue sur le tard, du Canadien... canadien, c'est-à-dire conscient de sa différence, n'étant plus français que du bout des lèvres. L. Dechêne s'emploie à voir jusqu'à quel point chacune de ces images décrivait la population coloniale (pas toujours la seule population masculine) et, le cas échéant, dans quelles circonstances. Pour découvrir, évidemment, combien on avait forcé le trait.

Cette belle continuité établie, passons maintenant à une lecture plus respectueuse de la complexité des travaux et de la pensée de l'auteure. Enquête sur les relations entre la population coloniale et l'État royal, les débuts du projet à l'origine de ce livre se confondent sans doute avec la fin de la thèse, en 1973. *Habitants et marchands* fut bien écrit en réaction aux images éculées, mais aussi à l'historiographie qui

les véhiculait<sup>16</sup>. Prenant rarement leurs distances avec les sources officielles empreintes de la perspective étatique ou ecclésiastique, les historiens accordaient généralement le beau rôle aux gouverneurs et intendants, présentés avec les évêques comme les architectes du développement colonial. Du coup, l'historiographie endossait les critiques que ces puissants formulaient à l'endroit d'une population qui semblait s'entêter à suivre ses propres desseins. De façon très consciente, L. Dechêne entreprit de se situer en dehors du discours officiel, afin de « retracer étape par étape l'évolution d'une société<sup>17</sup> ». Il s'agissait de faire ressortir, loin du bruit des événements, ses structures sous-jacentes ou en voie de formation. Simple en apparence seulement, la démarche passait par l'examen approfondi de la mise en place d'une économie et d'une structure sociale coloniales<sup>18</sup>. Elle imposait l'utilisation de documents rédigés au contact de la population tels les documents notariés et judiciaires, et parfois la lecture à rebrousse-poil des sources officielles.

C'est ainsi que le temps d'une démonstration cumulative, L. Dechêne mit l'État entre parenthèses. L'influence étatique ou plus largement institutionnelle ne s'en trouvait pas niée, au contraire; dans le cas de la seigneurie ou du commerce des fourrures, elle était même étudiée de près. Il reste que *Habitants et marchands* se concentre sur les lignes de force socioéconomiques et le sort du plus grand nombre et ne s'attarde guère aux gestes des administrateurs. La conclusion, selon laquelle la vie économique « a une existence autonome » et « s'articule avec l'ensemble [colonial] dans un réseau d'actions et de réactions qui n'est pas prédéterminé *ni particulièrement infléchi* par l'administration<sup>19</sup> », vaut peut-être pour le mouvement lent et pour ainsi dire tectonique, mais reste à être démontrée pour les zones moins profondes de l'histoire coloniale même économique. L'auteure en est d'ailleurs consciente, car, du même souffle, elle fait remarquer qu'à la lumière de sa relecture de la colonisation, la question « des incidences du facteur gouvernemental sur le développement, de la pertinence et de l'efficacité des interventions régulatrices<sup>20</sup> » devrait être

repensée. C'est pour cette raison qu'elle préconise un retour à l'étude des mesures étatiques, mais cette fois avec une meilleure conscience que naguère du poids spécifique de la société coloniale.

Le projet qui découle de cette réflexion est pour l'instant (1973) assez flou et passablement circonscrit. L. Dechêne se borne à constater qu'« une étude attentive de l'économie publique ferait apparaître toutes les liaisons financières entre l'État et le secteur privé », tout en faisant ressortir davantage le « mécanisme des rapports sociaux ». Le résultat « ne déplacerait cependant pas les lignes de force qui se dégagent de cette démonstration [celle de *Habitants et marchands*<sup>21</sup>] ». Cette première esquisse laisse présager une enquête dont l'envergure sera à la mesure de l'influence somme toute restreinte que l'historienne accordait alors à l'activité étatique. Pour que ce projet prenne de l'ampleur, il faudra qu'elle ôte les parenthèses qui enferment l'État.

L'ouverture semble se faire au cours des années suivantes. Prenons à témoin le survol rapide de l'historiographie de la Nouvelle-France que L. Dechêne publie en 1977 dans la revue française *Études canadiennes*. Vers la fin d'une analyse faisant encore la part belle aux traits durables du développement colonial et aux « zones de relative inertie » de son économie<sup>22</sup>, elle change tout à coup de registre en faisant état d'un contraste étonnant :

Il est possible, en France, de faire une histoire des structures socio-économiques, qui ignore à peu près la sphère politique. Compte tenu de la lenteur des changements, on peut ignorer des décisions qui effleurent à peine cette société [,] des événements lointains qui l'affectent peu, toujours indirectement. La Nouvelle-France, au contraire, est sans épaisseur ; son économie n'a pas de poids. Les décisions administratives, les desseins militaires et autres viennent constamment bouleverser son évolution<sup>23</sup>.

Fin des parenthèses ? Cette interprétation semble en tout cas accorder une place plus grande à l'État, soudainement doté d'un cer-

tain « poids » par rapport à cette société canadienne qui manque d'« épaisseur ».

Un cahier scolaire intitulé « Problèmes » datant de la fin des années 1970, dans lequel l'historienne consigne ses réflexions sur la trame de l'histoire coloniale et québécoise, éclaire quelque peu le chemin suivi lors de ce changement d'optique<sup>24</sup>. Il débute par une analyse de la transition du féodalisme au capitalisme. L'auteure exprime d'abord l'avis que l'approche la plus prometteuse de cette question dans l'historiographie européenne est celle qui reconnaît que le capitalisme peut donner un second souffle aux structures plus anciennes — dont les structures étatiques. Passant à l'histoire coloniale, elle présente les différentes interprétations axées sur le mercantilisme, le jeu des marchés et des facteurs de production, les méfaits du colonialisme. Elles ont toutes les trois tendance à qualifier de capitalistes les colonies fondées à l'époque moderne, quitte à ménager une place dans leurs analyses à des structures archaïques. « Dans tout ceci, conclut-elle, le *moteur est la production économique*. Les appareils [institutionnels] sont plus ou moins adaptés, pas du tout même, alors ils gênent le mouvement vers l'avant<sup>25</sup>. » L. Dechêne prend le contre-pied de ces interprétations en posant l'hypothèse que le Canada tout au moins est une colonie qui n'a pas sauté l'étape du féodalisme. Dans cette colonie comme en Europe, « avant d'accéder à des formes capitalistes, il fallait... aller jusqu'au bout du [mode de production féodal]<sup>26</sup> ».

Jusqu'ici, nous ne nous éloignons pas beaucoup de l'univers de *Habitants et marchands*. L. Dechêne poursuit toutefois son analyse en abordant plus spécifiquement le champ étatique. Au Canada, le mode de production féodal se concrétise de façon particulière, car l'État y jouit d'une autonomie et d'une puissance inhabituelles. Elle s'explique en décrivant un véritable projet :

Ce que je veux démontrer c'est comment au Canada la monarchie prend « des allures de classe », en ce sens qu'elle agit indépendamment des autres classes dans la poursuite de sa lutte pour dominer les



Nations indigènes, les « peuples », qui seraient ses vassaux. Il n'est pas question d'un État immobile, entrave au progrès, ni d'une monarchie modernisante [*sic*] (Poulantzas, etc.<sup>27</sup>) [,] mais d'un Pouvoir féodal presque à l'état pur, représenté [dans la colonie] par les militaires, les chevaliers. Un pouvoir qui mène une politique anti-mercantiliste d'une part (et ceci va croissant de 1700 [à] 1760). Tout en maintenant en respect [d'autre part] ce qui pourrait être une noblesse seigneuriale<sup>28</sup>.

Un État aux coudées assez franches est donc au centre du jeu. En plus de surtaxer le commerce (c'est ce sens qu'il faut donner à « politique anti-mercantiliste ») et de gêner la noblesse tout en la tenant en laisse, il entretient des rapports inusités avec la population non privilégiée. Celle-ci, on le sait, échappe largement aux impôts dans l'acception étroite du terme. L'auteure constate qu'elle n'évite pas les exactions étatiques pour autant. Au Canada, « on paie, on donne, on contribue, *de sa personne* plutôt que de ses biens. L'habitant est *corvéable* et *miliciable* à merci. Par l'État seulement. Pour maintenir cette disponibilité, il faut empêcher la seigneurie de se renforcer<sup>29</sup>. » C'est ainsi que « le contexte militaire [...] sacrifie le prélèvement des surplus (rentes, usure, etc.) au profit de l'exploitation des personnes (corvées, milice<sup>30</sup>...) ». La puissance étatique serait à l'origine d'une absence de solidarité à l'intérieur des groupes sociaux, elle provoquerait sans cesse des heurts entre des classes dont elle obscurcirait les rapports. Bref, la « monarchie en armes [...] pervertit tout<sup>31</sup> ».

À cette étape de la réflexion, l'accent est mis sur la capacité de la monarchie à influencer (tout en les occultant) sur les rapports sociaux dans la colonie. Il n'est pas étonnant alors que la liste d'« études particulières » qui suit immédiatement ce schéma<sup>32</sup> trace un genre de diagonale entre l'activité étatique et les différents groupes sociaux. Il s'agira donc de faire l'« inventaire » de la noblesse et d'étudier sa cohésion et son idéologie ; présenter le clergé et analyser les finances ecclésiastiques, révélatrices des rapports entre l'Église et l'État ; étudier le

complexe de problèmes compris sous la rubrique « marchands/munitionnaires » ; enfin, aborder le peuple par le biais du poids étatique qui pèse sur lui (corvées, réquisitions, milice). L'État est vu ici à travers ses relations avec les groupes. Un seul point en l'occurrence non développé, « intendance », renvoie à l'État comme structure. À ce chapitre, c'est l'article de 1977 qui permet d'entrevoir une hypothèse de recherche, s'appuyant pour l'instant sur les travaux d'autres historiens. On est tenté d'y voir une application à la sphère étatique du grand thème de *Habitants et marchands*. On se rappellera que l'historienne décrivit dans sa thèse une « société traditionnelle qui se reforma spontanément » au Canada<sup>33</sup>. Cette fois-ci, c'est un État d'Ancien Régime qui s'y met en place. Il aura vite fait de compliquer l'existence de ses sujets coloniaux.

Il est certain qu'il [l'Ancien Régime] cherche à simplifier, à améliorer le fonctionnement de la justice et du gouvernement local [colonial] et rien à première vue ne s'opposait à ce que ce but soit atteint dans la colonie, puisqu'on part à zéro, sans le poids des coutumes et de la vénalité des offices. Mais pour atteindre ce but, il eût fallu que ces administrateurs aient eu une conscience claire de ce qui gênait l'administration dans la métropole. Or, on les voit souvent recréer dans ce pays neuf des problèmes qui auraient pu facilement être évités, comme la superposition des pouvoirs civils et militaires et autres enchevêtrements qui sont sources de querelles, de confusion et de tracasseries pour les administrés<sup>34</sup>.

On voit poindre l'arbitraire, maître-mot à la fois du *Partage des subsistances* et de la présente étude.

Dans le plan de recherche, l'aspect militaire est déjà très présent par le biais des études sur le munitionnaire et la milice. Il sera appelé à prendre de l'importance par la suite, comme l'indique l'entretien radiophonique de 1981, qui fait porter l'étude en cours sur l'incidence des décisions politiques et de la guerre sur la vie des gens.

Ce que je veux faire maintenant, et j'ai commencé à travailler dans les archives, c'est étudier davantage le domaine des rapports sociaux, mais alors là je m'en vais carrément dans le XVIII<sup>e</sup> siècle. Je ne veux plus faire de monographie — je crois qu'on fait une monographie dans sa vie, on n'en fait pas plusieurs — mais [étudier] en général les rapports sociaux à la fin du régime français toujours, à partir de sources plus générales. Et aussi essayer de voir l'influence des aspects politiques. Parce que, au XVIII<sup>e</sup> siècle, vous avez les guerres... Peut-être aussi un aspect que j'ai laissé dans l'ombre dans mon ouvrage [*Habitants et marchands*], et je crois qu'il ne faut pas oublier l'aspect... À tout [le] moins à quel point la vie des gens ordinaires a été affectée par les décisions politiques, par les guerres, par le type d'administration<sup>35</sup> [...]

À cette étape (1981), la recherche était déjà bien entamée. L. Dechêne pouvait s'appuyer sur des notes prises pour *Habitants et marchands*, notamment à partir des archives judiciaires de Montréal. Entre-temps, elle avait dépouillé les dossiers d'autres cours coloniales, lu les principales séries de correspondance officielle, et commencé l'étude détaillée des Archives de la Guerre déjà visitées pendant les années parisiennes. Il restait à terminer ce dernier travail, consulter les manuscrits de la collection Baby et ceux des Archives du séminaire de Québec, et poursuivre sa lecture des imprimés.

Au début des années 1980, la codirection du premier volume de l'*Atlas historique du Canada* ralentit de beaucoup la cadence des travaux sur ce projet. Une demande de subvention en 1984 permet toutefois de constater que si les recherches avaient piétiné depuis quelques années, la réflexion, elle, s'était précisée. Portant maintenant non plus sur les six décennies de domination française au XVIII<sup>e</sup> siècle mais sur les seules années 1737-1760, l'analyse vise trois thèmes : l'exercice du pouvoir par des officiers royaux plutôt omnipotents et l'esprit de ce gouvernement, entre le discours officiel et les pratiques ; la logique des interventions étatiques, militaire plutôt que fiscale comme en France et témoignant de la puissance de la notion de

colonie-garnison peuplée de soldats-défricheurs; les attitudes de la population envers le « système de contrôle » qu'on leur impose, entre la résistance et « l'adhésion et l'obéissance ». Le cadre conceptuel s'est raffiné. Il tourne maintenant autour des notions d'autorité, de paternalisme, de subordination et d'insubordination. « La monarchie en armes [qui] pervertit tout » reste certes la pierre angulaire de l'étude, mais les attitudes et les discours sont désormais jugés aussi importants que les actes, les comportements et les structures. Enfin, L. Dechène présente un plan provisoire. Le sujet des sept chapitres : les sources et les discours qu'elles véhiculent; la hiérarchie et le fonctionnement de l'administration et les représentations symboliques du pouvoir royal; les troupes de la colonie, « auxiliaires de l'administration »; la milice coloniale, son recrutement, ses fonctions, ses « performances »; le contrôle sur la circulation des personnes; les aspects sociaux de l'imposition et de la circulation monétaire; le contrôle des subsistances<sup>36</sup>.

Dans une sorte de démarche du crabe (caractéristique de notre discipline?) alliant retranchements, approfondissements et ajouts, on voit que le projet change de forme<sup>37</sup>. D'une part, L. Dechène laisse peu à peu tomber certains aspects du programme initial, prenant acte de son ampleur démesurée, des progrès de la recherche d'autres historiens sur certaines de ces questions, et enfin de l'évolution de ses propres priorités. L'étude approfondie de la noblesse et de l'Église et ses serviteurs fait les frais de ce ménage; le tandem « marchand/munitionnaire » se voit inséré dans une étude plus ambitieuse de la circulation des grains qui permet à l'historienne de renouer avec l'histoire rurale. D'autre part, la recherche d'explications rend nécessaire de remonter jusqu'à la fin et bientôt jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle. En même temps, depuis 1980 environ, ses lectures l'incitent à pousser plus loin sa réflexion sur différents aspects de l'exercice du pouvoir, cette fois dans une optique plus anthropologique : hégémonie, opinion publique, intermédiaires politiques, comportements guerriers et, aussi, peurs collectives, chez les dominants comme chez les dominés<sup>38</sup>.

La question du « poids que doit supporter le peuple », autrefois simple aspect du programme parmi d'autres, est désormais privilégiée.

Les bulletins nous manquent pour la fin des années 1980, alors que L. Dechêne boucle sa recherche et se consacre à la rédaction et à la révision des chapitres déjà écrits. Il devient évident vers 1990 que toute cette étude ne tiendra pas en un seul livre, même en retranchant le chapitre que l'historienne prévoit consacrer à la circulation des personnes et la majeure partie de celui sur la monnaie. L'étude sur la circulation des grains, initialement censée être la matière d'un seul chapitre, remplira finalement le livre de 1994, *Le Partage des subsistances*. Par la suite, le manuscrit que nous publions ici prendra lui aussi une ampleur insoupçonnée. Les 8 chapitres initialement prévus (semble-t-il) deviendront 12 au cours de la retraite-marathon de l'auteure. Aux prises jusqu'à la toute fin avec des problèmes de plan, L. Dechêne se plaindra à maintes reprises de la difficulté de retravailler des chapitres rédigés quelques années plus tôt — elle n'y parviendra pas tout à fait — et de trouver le bon dosage de faits déjà connus pour guider le lecteur à travers ses différentes « études ».

Pendant ces années, c'est l'expérience *subjective* des Canadiens qui l'intéressera tout particulièrement : expérience de guerre et, de plus en plus, expérience identitaire. Déjà effleuré dans son étude des discours caractérisant la population coloniale, cet aspect sera maintenant abordé de front. Ce qu'on imagine être une réponse au virage « subjectiviste » de l'historiographie occidentale est aussi, pour ce qui est de l'identité collective, une réaction à l'intense débat local autour de la redéfinition du nationalisme québécois, sinon du Québécois tout court<sup>39</sup>. Dans cette discussion, la figure du colon rapidement devenu plus canadien que français servira bien souvent de repère historique. C'est cette même figure que L. Dechêne remettra en question dans la dernière partie de *Le Peuple, l'État et la Guerre*.

Parcours singulier que celui de ce livre si longtemps en chantier. Son façonnement progressif exprime le mûrissement d'une réflexion au contact des sources et du contexte intellectuel et politique changeant

— au cours, finalement, si on remonte à Pontchartrain, de la moitié d'une vie. Si l'étude attentive de ces influences, passionnante, dépasse notre (avant)-propos, un autre aspect de la genèse de ce livre mérite une brève description : le travail de l'écrivaine. Dans sa note explicative<sup>40</sup>, Hélène Paré évoque la géographie à zones concentriques de l'espace de travail de L. Dechêne : devant l'historienne sur sa vieille table en pin, papier ligné et plume ; un peu plus loin, les notes, les fiches de lecture et quelques livres ; banni dans une autre pièce, l'ordinateur dont elle ne se servait presque jamais ; surplombant l'engin honni et dans un corridor attenant, ses bibliothèques de travail. À cette disposition des instruments et des matériaux correspondait une façon distinctive de construire son récit. C'est sur fiches que les informations provenant de livres et de pièces d'archives faisaient le voyage vers sa table, mais c'est sous la forme de transcriptions regroupées sur des feuilles ou collées les unes à la suite des autres qu'elles subiraient leur ultime et plus profonde transformation. Dense et avare de citations directes, la prose de l'auteure cache les nombreux indices qui la sous-tendent, à plus forte raison que sa pratique d'annotation devenait plus laconique avec le temps. L'analyse qui résulte de tout cela paraît d'autant plus distillée et remplie de jugements d'autorité que sa base documentaire est partiellement occultée. Avide de nous convaincre à travers ses raisonnements, L. Dechêne n'en demande pas moins qu'on lui fasse confiance.

Passons maintenant au point d'aboutissement, à l'ouvrage lui-même. Sa structure compliquée et sa densité reflètent sa longue gestation et son caractère inachevé, son côté « réflexion en cours », mais aussi son ambition de saisir tout un champ de l'expérience historique. Car ce que l'auteure écrivait au sujet du livre-jumeau *Le Partage des subsistances* s'applique aussi à celui-ci :

À mi-chemin entre le social et le politique, entre les structures et les événements qui les ébranlent, cette étude [...] cherche à saisir la manière de penser et d'agir des gouvernants et des gouvernés, à comprendre l'ensemble culturel spécifique qui est le leur<sup>41</sup>.

## 2. L'étude

*Le Peuple, l'État et la guerre* se divise en quatre parties d'inégales longueurs. Le premier chapitre et, à sa façon, l'introduction posent le problème de l'image guerrière des colons, ses origines et ses formes successives à l'époque moderne. Suivent les trois pans asymétriques du corps principal du livre, formé des chapitres 2 à 12. Deux chapitres (2 et 3) consacrés à une sorte de préhistoire couvrent la période de familiarisation et d'expérimentation du XVII<sup>e</sup> siècle. Les quatre chapitres suivants (4 à 7) traitent de la gamme des opérations militaires, d'ordre public et d'imposition, entre 1687, alors que débute un quart de siècle de conflits, et le déclenchement en 1744 de la phase nord-américaine de la guerre de Succession d'Autriche. Enfin, les chapitres 8 à 12 forment le dernier pan du triptyque. Ils examinent sous différents angles la période d'hostilités ouverte par ce conflit et se terminant avec la Conquête de 1760.

C'est l'image saisissante d'Anne Edmond, jeune paysanne prête à tout pour empêcher le départ de son frère et d'autres jeunes gens à la guerre, qui hante l'introduction de l'ouvrage. Exploitant avec finesse un document judiciaire, L. Dechêne montre qu'avec une fascination mêlée d'inquiétude, la population rurale suit la guerre même lointaine. Sautant sur l'occasion de mettre en scène un rare personnage féminin, fût-il travesti<sup>42</sup>, l'auteure se sert de cet épisode pour présenter l'argumentaire central : tous les Canadiens ne partent pas à la guerre avec enthousiasme, comme le veut l'image galvaudée par l'histoire traditionnelle et militaire. Cette image, l'histoire sociale, qui « [fait] comme si la guerre n'existait pas<sup>43</sup> », a omis de la corriger. Afin de savoir dans quelles circonstances les Canadiens participent à la guerre, et suivre les traces que cette dernière laisse dans la vie coloniale, il faut enfin faire la jonction entre les deux historiographies. Et nous voilà lancés.

Le premier chapitre prend le relais de l'introduction en s'interrogeant sur les origines et l'évolution des images du colon belliqueux,



du colon tout court, de la population coloniale dans son ensemble. En faisant la généalogie de cet ensemble de représentations métropolitaines, l'auteure remonte jusqu'aux retombées imaginaires des découvertes. Par la suite, le portrait du colon acquerra de durables associations criminelles. S'y mélangent des souvenirs réfractés d'émigrations forcées, reflet aussi de la difficulté persistante qu'ont les élites européennes à imaginer une société coloniale policée, si loin du cadre rassurant des vieilles institutions et si près des « Sauvages »... L. Dechêne s'emploie à ancrer dans la structure sociale émergente de la colonie les images de véritables combattants qui s'y ajouteront au XVII<sup>e</sup> siècle. En contrepoint à ces aperçus métropolitains, il y a cette autre image, qui serait plutôt l'autoportrait d'une population désireuse de bâtir sa colonie en paix. Implicite sinon subversive, cette vision populaire nous ramène au propos de l'introduction.

L'auteure passe ensuite aux affaires militaires. La période s'étendant des débuts jusqu'aux années 1660 fournit la matière du chapitre 2. Durant cette période, les immigrants français font le terrifiant apprentissage de la guerre en Amérique. De conditions sociales diverses, tous ont cependant en mémoire des souvenirs de conflits, presque endémiques dans leur pays natal. En Amérique, le fléau a un autre visage. Au cours des deux décennies suivantes, traitées dans le chapitre 3, l'organisation militaire encore informelle se transforme sous la pression des urgences successives en une structure plus durable. À la milice née en 1669 et largement exposée au pouvoir discrétionnaire du commandant, se joignent en 1683 les troupes de la Marine expédiées de France. Les difficultés de la mobilisation pour les campagnes anti-iroquoises (d'ailleurs peu concluantes) des années 1680 signalent déjà que le rêve ministériel ne correspond pas à la réalité coloniale : il est illusoire d'espérer que les colons-miliciens assureront spontanément leur propre défense, sur le modèle romain. Entrent donc en scène les troupes, appelées à rester et à servir d'assise à une noblesse militaire canadienne de naissance ou, assez facilement paraît-il, d'adoption. À la fin de cette période, les principaux acteurs

de la suivante répondent tous présents : l'administration qui compose avec les circonstances mais se garde une ample marge de manœuvre, l'élite coloniale « militarisée » [3 : 147], et le peuple. Les colons de sexe masculin, se divisant alors entre une majorité de défricheurs et une minorité de coureurs de bois, sont moins prêts que les nobles officiers à prendre les armes, à moins de se sentir directement menacés.

D'abord toute proche, la menace s'éloigne au cours de la période suivante, qui fait l'objet d'un traitement plus détaillé. Encore envahissante aux temps de la Ligue d'Augsbourg — massacre de Lachine (1689), expédition de Phips (1690) —, la guerre s'en tient aux raids frontaliers au cours du conflit suivant et, après 1713, devient une affaire de campagnes ponctuelles montées pour venir à bout de résistances amérindiennes, loin dans l'intérieur du continent<sup>44</sup>. Cette période d'une soixantaine d'années (1687-1744) fait l'objet de prises de vue très variées dans les chapitres 4 à 7. Le chapitre 4 traite des différents types d'opérations : les mouvements défensifs de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle surtout, parfois contre un envahisseur qui ne vient pas ; les grandes offensives dirigées généralement contre des Amérindiens et rarement efficaces. C'est cependant la guerre de partis visant les colonies anglo-américaines avant 1713 qui surtout retient l'attention dans ce chapitre. Soulignant que les « coups de main » faits par de petites unités mobiles sont déjà connus en Europe et donc pas à proprement parler une nouveauté pour les stratèges français, L. Dechêne les insère dans leur contexte nord-américain, où s'opère alors une fusion partielle de traditions militaires. L'auteure insiste sur l'indispensable participation amérindienne ; celle des colons, dont peu possèdent l'endurance nécessaire, est plutôt facultative. Les Amérindiens montent seuls la majorité des partis. Ces expéditions réunissent ordinairement peu d'hommes. Les entreprises conjointes, où les deux groupes aux cultures militaires si différentes collaborent tant bien que mal, peuvent se révéler beaucoup plus meurtrières, comme le démontre l'« expérience de guerre totale » [4 : 169] menée contre Schenectady (NY) en 1690.

L'étude méticuleuse de la participation à ces incursions débouche sur l'analyse de la « barbarie des conflits coloniaux » [4 : 176]. Nous approchons ici du cœur du propos de L. Dechêne. Scrutant de près les usages en matière de prises de chevelures et de prisonniers, l'historienne vérifie qui en fait commerce et dans quelles circonstances. Suit le *cui bono* : la pratique s'avérant efficace, les autorités des deux côtés de l'Atlantique démontrent peu d'états d'âme devant le carnage de la guerre inter-coloniale. Les colons, suggère avec empathie l'auteure, se posaient davantage de questions.

Qui fait la guerre ? se demande simplement L. Dechêne dans le chapitre 5. L'auteure rappelle que les Amérindiens, surtout les domiciliés dans le cas du Canada, « constituent la principale force militaire de la Nouvelle-France » au cours de cette période, quoiqu'en disent les sources et à leur suite les historiens [5 : 194]. La précieuse collaboration de ces alliés, dont elle aborde rapidement la culture militaire, est sans cesse renégociée. Derrière les Amérindiens, les combattants de souche française, moins efficaces, arrivent seulement en deuxième lieu. Parmi eux, les troupes de la Marine pèsent le plus lourd, contrairement à ce que pensent des historiens enclins à mythifier la milice<sup>45</sup>. L'importance de cette dernière est encore relativisée par la présence d'une élite de combattants issus de diverses couches de la population : les volontaires qui, rémunérés en espèces ou en butin, participent aux partis et à la guerre de course d'un Iberville. Enfin seulement, il y a la milice, peu utilisée dans les combats hors frontières des années 1690 et 1710. Les autorités, plus rapidement que les historiens dirait-on, ont peu à peu appris à évaluer de façon plus réaliste son potentiel militaire. Subsisteront au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme seule trace des espoirs versaillais déçus, des regrets officiels au sujet de la « mollesse » de cette population apparemment si vaillante autrefois...

La milice a désormais un rôle d'encadrement de la population. Ce constat prépare le terrain pour l'ambitieux sixième chapitre qui porte essentiellement sur le gouvernement local dans la colonie. Nous voici devant une interrogation fondamentale concernant la nature du

pouvoir au Canada. Louise Dechêne s'éloigne des caractérisations globales habituelles (autocratie française épanouie, épurée ou affaiblie en terre américaine) pour traiter de ce problème comme un processus historique : la militarisation progressive du pouvoir dans la colonie. Suit un fascinant exercice comparatif où l'auteure, l'exemple métropolitain devant les yeux, explore le jeu des compensations enclenché par les conditions coloniales particulières. Celles-ci sont dues principalement à la guerre. Elles se traduisent par des déviations importantes de la trajectoire métropolitaine : centralisation du pouvoir autour des commissaires royaux (gouverneur, intendant) aux dépens de tribunaux pour la plupart rapidement domestiqués ; gouverneur doté d'un réel pouvoir, notamment grâce à la noblesse militaire qui lui est entièrement redevable en l'absence de vénalité ; intendant ressemblant à un intendant de l'armée, plus qu'à celui de province qu'en a fait l'historiographie, et condamné à s'entendre avec le gouverneur afin de faire avancer l'entreprise militaire commune<sup>46</sup>.

C'est ainsi que se présente le « pouvoir militaire<sup>47</sup> », vu du sommet. Il se prolonge vers le peuple en misant sur des subordonnés tels les subdélégués de l'intendant, très actifs en ville, mais aussi sur des intermédiaires. Le principal parmi ces derniers est le capitaine de milice des paroisses rurales. Milice rurale qui en tant qu'élément social est autrement plus importante que la « milice bourgeoise » urbaine. Suit l'analyse de la structure de cette milice des campagnes, et du corps des officiers dont les origines paysannes s'accusent avec le temps. Difficile métier que celui de capitaine de milice, notamment en ce qui a trait à la délicate répartition des travaux de voirie, étudiés de près ici, et des corvées. Les émoluments pour l'essentiel intangibles de la charge comprennent l'exercice d'un certain pouvoir local. Cette situation se traduit par une communauté paysanne autrement plus faible au Canada qu'en France. C'est en creux que la communauté aide à façonner ce système de gouvernement plutôt autoritaire, comme si les pores de cette société pourtant neuve sécrétaient la hiérarchie.

Dans le chapitre 7, l'exercice du pouvoir dans la colonie est abordé avec l'étude d'un de ses enjeux fondamentaux, l'imposition, surtout sous forme de travail et de services. Encore une fois, l'optique est diachronique : c'est la mise en place d'un système de services personnels qui est regardée sous la loupe, ainsi que l'évolution de l'attitude des corvéables envers ce système. La première composante étudiée est la corvée militaire instituée pour la construction des fortifications urbaines. L'auteure présente les phases de la mise en place et de l'abandon de cette forme d'imposition, ainsi que la répartition du fardeau entre citadins et ruraux. L'enquête passe ensuite au cas classique du logement des gens de guerre, obligation elle aussi inégalement répartie entre et à l'intérieur des groupes sociaux. En guise d'illustration des tensions créées par cette cohabitation forcée, l'historienne montre sa sensibilité aux enjeux sociaux en faisant une relecture tonique du récit du *Chien d'or*<sup>48</sup>. Le chapitre se clôt sur une question inusitée et subversive : la population coloniale n'aurait-elle pas préféré payer une capitation pour se voir libérée de ses autres obligations envers l'État ? La réponse est mitigée : si certains groupes auraient peut-être gagné au change, les administrateurs, qui n'y voyaient pas d'avantages, ne les ont jamais consultés à ce sujet.

Les cinq derniers chapitres portent sur la « dernière phase » du régime français au Canada (1744-1760<sup>49</sup>). Dans ces régions peu respectueuses du calendrier européen (qui, on le sait, programme entre 1740 et 1763 deux guerres séparées par sept ans de paix), une seule « guerre longue et dure » éclate en 1744<sup>50</sup>. L'analyse débute par la présentation des sources pour déboucher rapidement sur ce qu'en ont fait les historiens. À l'encontre de leurs vis-à-vis anglo-américains, les miliciens canadiens n'ont guère laissé de témoignages écrits<sup>51</sup>. C'est par conséquent la querelle au sein de l'état-major qui prend toute la place dans l'historiographie. La défense des Canadiens par le gouverneur Vaudreuil, lui-même né dans la colonie, suscite la méfiance de l'auteure plus encline à exploiter en les nuancant les remarques des officiers métropolitains. C'est surtout l'acerbe Mont-

calm, tête de Turc de l'historiographie nationaliste canadienne-française, qui bénéficie de cette relecture. Plutôt que de remettre en question l'utilité des tactiques irrégulières, qui sont déjà utilisées en Europe, le général et ses officiers, déçus des prestations des miliciens canadiens, accusent les officiers des troupes coloniales d'avoir mal entraîné ces combattants. Après avoir récapitulé les principaux engagements de ce dernier long conflit, l'auteure, tout en privilégiant la milice, souligne encore une fois l'importance primordiale des alliés amérindiens. Les miliciens étant nombreux à servir malgré tout, notamment dans les forts éloignés, leur absence se fera sentir dans la colonie. Ces difficultés viendront peu à peu à bout de la patience populaire.

Les conditions du service des miliciens — recrutement, entraînement, équipement, commandement —, guère étudiées jusqu'à présent, font l'objet du neuvième chapitre. L'auteure insiste particulièrement sur la quasi-absence des officiers de milice pendant les campagnes, du moins avant les derniers engagements de la guerre, et la vie difficile dans les camps. Le chapitre 10 porte davantage sur les années 1750, décennie de tous les dangers. C'est l'occasion de revoir la situation dans les paroisses rurales, où les familles et particulièrement les femmes sont obligées de composer avec les absences de plus en plus fréquentes et prolongées d'une partie des hommes. L'auteure récapitule certaines conclusions de *Le Partage des subsistances*. Entre la pénurie de main-d'œuvre, les mauvaises récoltes et les réquisitions, c'est toute une économie rurale qui se trouve disloquée. Nous visitons ensuite les campements militaires, où se déroulent les prétendus tiraillements entre Français et Canadiens qui, on le sait, ont fait couler beaucoup d'encre<sup>52</sup>. L'analyse serrée des documents incite l'historienne à limiter la portée du contentieux entre officiers aux origines contrastées. L. Dechêne trace un portrait peu admiratif de Vaudreuil, qui aurait des raisons particulières d'accuser les officiers métropolitains d'avoir malmené l'héroïque milice canadienne, voire les alliés amérindiens. L'examen des conditions de déploiement de la milice

démontre qu'il n'en est rien : les « Canadiens » sont pour l'essentiel commandés par les officiers — presque tous nés dans la colonie — des troupes de la Marine. Guère au fait de ces discussions d'état-major et séparés de leur champion Vaudreuil et de leurs officiers par une distance sociale importante, les miliciens côtoient, semble-t-il sans trop de heurts, des soldats nés en France. Le conflit entre officiers n'oppose pas lui non plus deux blocs à la solidarité « ethnique » monolithique. Enfin, c'est l'expérience de combat des miliciens qui est présentée de façon évocatrice : les découvertes et les patrouilles sur les frontières, « la peur au quotidien » [10 : 383] de ces hommes mal encadrés et mal entraînés, rythmée de loin en loin par des participations aux grands engagements. Malgré tout, ils apprendront avant la fin à « se comporter en soldats<sup>53</sup> ». Évoquant ces scènes de carnage, L. Dechène constate que la mortalité des miliciens, et encore moins celle des combattants amérindiens, n'a pas été prise en compte par l'histoire démographique. Dans les paroisses, les proches, eux, savent compter leurs morts et leurs disparus dont ils espéreront le retour de captivité pendant des années.

Un certain flou règne quant à l'organisation des derniers chapitres, sujette à des réaménagements de fin de parcours que l'historienne n'a pas eu le temps de mettre en œuvre. Les notes dictées le 28 juin 2000 préconisaient notamment le déplacement de la matière entre les chapitres 11 et 12 et la conclusion, qui obtenait alors le statut de treizième chapitre. Ces changements n'ayant pas été faits, ce dont nous disposons est d'un long onzième chapitre, formant un tout cohérent et portant sur divers aspects de l'invasion du Canada en 1759-1760. Le douzième chapitre est un cas à part. Faisant partie d'un premier jet rédigé vers le début des années 1990, sinon plus tôt, puis laissé en plan, ce chapitre semble avoir entièrement échappé aux révisions entreprises par la suite<sup>54</sup>. L'historienne s'était d'ailleurs servie d'un de ses passages en rédigeant la section du chapitre 11 consacrée aux rumeurs pendant l'invasion. La partie restante contient une analyse suivie de phénomènes qui intéressaient de plus en plus



L. Dechêne à la fin de sa vie : l'identité, la religion, la peur. Ces thèmes donnent une certaine symétrie à l'ouvrage en rappelant le premier chapitre et l'introduction qui, en parlant du désir de paix des colons, font une première incursion dans le domaine de la subjectivité populaire.

Nous ayant ramenés à la fin du chapitre 10 vers l'expérience de guerre dans les paroisses, l'auteure consacre donc le chapitre suivant à l'invasion. Cherchant à éviter la dense circulation historique aux alentours des plaines d'Abraham, L. Dechêne met en lumière surtout l'expérience méconnue des ruraux<sup>55</sup>. Contre un fond d'excès de confiance locale, qui, insiste l'historienne, n'est l'apanage ni des officiers ni de l'élite, mais d'une bonne partie de la population, elle suit les étapes de l'invasion britannique de la vallée. Vaudreuil en dirige la défense avec ineptie. La vie des femmes, des enfants et des vieillards dans les bois, la stratégie de terre brûlée d'un envahisseur brutal, l'inquiétude des miliciens qui craignent d'être privés des honneurs de la guerre, l'alternative de la fin — se battre encore ou désertier? : tout témoigne d'une conscience aiguë des souffrances vécues par les Canadiens, en armes ou réfugiés, au cours de ces mois terribles. « Nous ignorons comment cette population a passé l'hiver [1760] » [11 : 418] : amère, la phrase donne le ton à ce chapitre à lourde charge émotive. Les quelques pages décrivant la résistance dans les paroisses ne représentent sans doute qu'une partie d'une section qui allait parler d'ailleurs, selon les notes dictées en juin 2000, de l'après-septembre 1759. La résistance devient alors cachée; la tension entre ces résistants et ceux qui s'en tiennent à leur serment de neutralité est de toute évidence forte. Dès mai 1760, les Britanniques sont les maîtres incontestés de la colonie : « [I]l n'y a [alors] plus aucune résistance parce qu'il y a une grande peur, causée par la victoire [des Britanniques], la peur des Anglais, peur des Indiens, *panique* vers la fin<sup>56</sup>. »

Pour l'essentiel, L. Dechêne pose la question suivante dans le chapitre 12 : si la plupart des miliciens ne sont pas belliqueux de nature, qu'est-ce qui les amène à accepter de se battre? La recherche d'une

réponse à cette interrogation l'entraîne dans une enquête aux conclusions frappantes. Commenant par l'aspect le plus tangible de la question, l'historienne examine la distribution, dans le temps et entre les classes sociales, des profits de la guerre. Elle conclut que pour le plus grand nombre, l'espoir de réaliser des gains substantiels, de partager la manne du pillage par exemple, était assez mince<sup>57</sup>. Les facteurs immatériels ont donc dû jouer un rôle important. Les pages restantes du chapitre abordent sous différents angles l'interface entre le discours des puissants et le sentiment populaire. Dans un des passages les plus stimulants du livre, l'auteure fait travailler son imagination disciplinée sur la question du sentiment d'identité des Canadiens à cette époque pré-nationale. Pesant ce que disent les témoignages et ce que l'analyse rigoureuse du contexte suggère qu'ils taisent, elle rejette l'idée d'un sentiment canadien soudant miliciens et officiers nés dans la colonie (Vaudreuil toujours en tête). Rejetée également, l'idée qu'une antipathie particulière envers les officiers français eut un effet démobilisateur. L. Dechêne met en doute « l'existence d'un sentiment d'identité collective qui transcenderait les clivages sociaux pour opposer les Canadiens aux Français ». [12 : 439] Le patriotisme populaire existait bel et bien, mais il englobait sans opposition profonde un sentiment canadien et l'allégeance au roi de France. Dans l'ensemble, ce patriotisme a dû favoriser la mobilisation et non la décourager.

Les encouragements du clergé, qualifiant de saintes les guerres d'une Nouvelle-France bénie de Dieu, ont dû contribuer au même résultat<sup>58</sup>. Or, l'accumulation des revers à partir de 1758 provoque un changement radical du message officiel de l'Église : Dieu a laissé tomber les colons, il les punit pour leurs nombreux péchés. Ne pouvant pas exclure que les curés aient adouci ce dur message épiscopal, L. Dechêne se garde bien de parler de « trahison des clercs ». Il reste que cette annonce consternante accompagne et accentue nécessairement la peur de cette population de subir aux mains de l'ennemi — de souche britannique *et* amérindienne — le même sort que les vic-

times anglo-américaines des guerres frontalières des soixante dernières années. C'est donc la peur des représailles qui va grandissant et qui, à l'été 1760, provoque une débandade générale.

Louise Dechêne n'a pas écrit la conclusion de ce livre. Vers 1996, elle a rédigé trois feuilles de notes, intitulées « Conclusion générale de l'étude », auxquelles elle a ajouté quelques précisions verbales le 28 juin 2000. S. Dépatie et C. Desbarats se sont inspirées de ces notes pour écrire la conclusion du présent volume. La question identitaire et la dimension religieuse, composante négligée de l'identité coloniale, y connaissent quelques développements supplémentaires. Cette partie du livre est aussi le lieu d'un dernier retour sur l'historiographie et la mémoire collective. L. Dechêne tenait à souligner que l'idée, chère à l'historiographie nationale, d'une population coloniale devenue hostile envers sa mère patrie ingrate bien avant les batailles décisives, venait en fait... de la propagande de l'envahisseur britannique<sup>59</sup>. Le douloureux souvenir populaire de la guerre sous le régime français, pensait-elle, avait été oblitéré dans la foulée par l'Église intéressée à « ne pas rouvrir la blessure<sup>60</sup> ». Ni historiens, ni folkloristes s'y seraient intéressés par la suite. Au cœur de leur vision du passé et point de départ de la présente étude : l'image de Canadiens socialement indifférenciés mais toujours prêts à se battre pour leur patrie laurentienne.

### 3. Thèmes et ambivalence

Mai 1760 : c'est la fin. Le dernier chapitre de *Le Peuple, l'État et la guerre* se termine sur la vision affligeante d'une population exsangue, la peur de ses différents envahisseurs au ventre. Selon son évêque et peut-être selon ses prêtres, c'est Dieu qui l'a abandonnée, lui assénant une punition à la hauteur de ses péchés. À première vue, la notion d'une colonie livrée à son sort ne nous éloigne pas beaucoup du topos (et du pathos) habituel de l'historiographie nationaliste. Il reste que cette dernière, comme celle favorable aux Britanniques d'ailleurs,

accusait non pas Dieu mais la France d'avoir laissé tomber la colonie et ce, dès les dernières années de la guerre de Sept Ans, sinon plus tôt. Cette vision des choses était bien sûr influencée *a posteriori* par l'imminence du véritable abandon de la colonie par la France lors de la Cession de 1763. Entrait aussi en ligne de compte la conviction de ces historiens que depuis un certain temps déjà, la population coloniale, certes éprouvée mais solidement enracinée dans son pays laurentien, n'était plus tellement attachée à sa « mère patrie ». On pourrait dire que, selon cette interprétation, les Canadiens eux aussi faisaient acte d'abandon<sup>61</sup>.

S'offusquant devant tant d'impatience à voir naître la « nation canadienne », L. Dechêne souligne d'un double trait la force des liens attachant les colons à la France et à leur roi<sup>62</sup>. En même temps, elle fait état de leur profond désarroi, au lendemain des batailles décisives, reflet de leur expérience de guerre, récente et moins récente. Les images traditionnelles du Canadien particulariste et belliqueux, les voilà moins écartées que dissoutes dans la complexité de l'histoire coloniale.

La façon de L. Dechêne de reconstruire cette complexité appelle quelques remarques pour terminer. « Chacune à sa manière..., toutes les guerres sont atroces, hier comme aujourd'hui » [4 : 176] écrit-elle, exprimant un peu de la souffrance que lui causait la barbarie quotidienne et médiatisée de son temps, en dernier lieu celle des conflits rwandais et yougoslave<sup>63</sup>. Se plaçant du côté des victimes ou des participants involontaires quels qu'ils soient, les Canadiens en première ligne mais aussi les autres, de souche européenne ou amérindienne, L. Dechêne a écrit un livre à la fois sur et contre la guerre. Tranchant sur une historiographie canadienne qui a tendance à passer rapidement sur les horreurs des conflits inter-coloniaux, une lancinante interrogation morale traverse ce livre et lui fournit son intrigue centrale<sup>64</sup>. Car à sa manière, l'historienne donne raison à l'état-major de l'Église coloniale qui, dans ses ultimes fulminations, parlait de punition. Ce n'est bien sûr pas la puissance divine, courroucée par les paroles impies ou la luxure des fidèles, qui punit. L'invasion et tout ce

qui l'accompagne représentent plutôt la vengeance de l'ennemi pour le carnage que les *French and Indians* ont longtemps semé sur la « frontière » anglo-américaine. À l'issue des guerres du tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle, observe l'auteure, les colons sont conscients de l'avoir échappé belle, mais « n'en éprouvent pas moins un sentiment de supériorité, de suffisance qui leur fait mépriser les colons anglais et, surtout, méconnaître la haine qui, comme une plante vénéneuse, pousse encore plus vite que la peur sous les pas de leurs guerriers ». [4 : 166] La haine accumulée se déversera sur le Canada en 1759. Ayant alors perdu leur confiance excessive en l'incompétence militaire des sujets britanniques, les Canadiens craignent, entre autres choses, que ce ne soit au tour de *leurs* enfants d'être emmenés en captivité par l'ennemi et ses alliés autochtones.

La punition annoncée de la *hubris* populaire ferait ressembler ce drame à une tragédie grecque si les Canadiens non privilégiés avaient la liberté d'action d'un orgueilleux personnage antique que la vanité rend responsable de son malheur. On peut lire ce livre comme une méticuleuse vérification de comptes voulant établir jusqu'à quel point les Canadiens sont responsables du leur. L'analyse finement calibrée des différentes catégories de combattants coloniaux, celle du système de recrutement et, finalement, de tout le gouvernement militaire, des attitudes envers la guerre, envers l'ennemi, envers le roi enfin, tout sert à circonscrire de façon précise la sphère du consentement et donc de la responsabilité. L'auteure n'établit pas de bilan final, mais si on se doute qu'elle ne charge pas de responsabilité collective cette population littéralement dépassée par les événements, il y a tout de même ce malaise populaire qui, en 1759, se transforme en terreur. La suite des événements (août...) justifiera en partie ces craintes<sup>65</sup>.

L'un des aspects du drame colonial est la situation fragile du Canada, établissement faiblement peuplé et éloigné de la métropole. Cette faiblesse relative impose justement aux stratèges (et aux colons) la guerre éclair contre les colonies voisines. Une autre vulnérabilité est tout aussi évidente : l'éloignement et le sous-peuplement relatif, mais

aussi le statut colonial rendent conditionnel le soutien métropolitain ; une transaction comme celle de 1763 est en tout temps imaginable pour le Canada comme elle ne peut pas l'être pour, par exemple, la Bretagne. L'asymétrie fondamentale de l'histoire coloniale est reproduite dans ce livre, où se succèdent des représentations métropolitaines souvent peu flatteuses des colons, un Ancien Régime français qui somme toute s'exporte mal et... une population coloniale d'une loyauté apparemment à toute épreuve à Sa Majesté Très-Chrétienne, jusqu'à la toute fin et même au-delà. Il n'y a pas de contradiction nécessaire entre ces éléments, seulement une perspective de plus sur ces Canadiens interprétant comme ils le peuvent leur situation historique particulière.

Autre vulnérabilité qui nous fait passer des Grecs à Kafka, dont un des protagonistes se voit graver sa sentence dans le dos : cette population subira de la façon la plus concrète l'autonomisation du discours. Ou plutôt, de l'image du colon générique. La décision prise à la table diplomatique en 1763 de céder le Canada aux Britanniques ne découle-t-elle pas en partie du stéréotype du Canadien insoumis, aux associations vaguement criminelles et donc sujet de seconde zone<sup>66</sup> ? Il se peut que les envahisseurs des paroisses portent eux aussi une image déformée qui ne peut que rendre plus brutale la « punition ». À qui croient-ils avoir affaire ? Prenons à témoin un observateur britannique écrivant alors que le vent est sur le point de tourner, en 1757 :

[Les Canadiens] *are not only well trained and disciplined, but they are used to arms from their infancy among the Indians; and are reckoned equal, if not superior in that part of the world to veteran troops. These French are troops that fight without pay — maintain themselves in the woods without charges — march without baggage — and support themselves without stores, and magazines*<sup>67</sup>...

Depuis des décennies, les autorités françaises ne croient plus à cette utopie du paysan en armes élevé à l'amérindienne, mais elle

subsiste — avec quelles séquelles, sur le terrain ? — chez les officiers britanniques (dont Wolfe) enclins à se plaindre de leurs propres troupes coloniales<sup>68</sup>. Plus tard, nous l'avons vu, elle ira se loger dans l'historiographie<sup>69</sup>.

Arrive alors la Conquête. Témoin de l'imagination rigoureuse de l'historienne, son insistance sur la fidélité malgré tout des Canadiens laisse transparaître aussi une ambivalence plus large quant aux possibilités de l'Ancien Régime. Dans ce livre, Tocqueville est à l'honneur : l'Ancien Régime se fait plus ancien, dirait-on, plus arbitraire au Canada qu'en France. À première vue, la soumission des colons, fruit d'un dur apprentissage, correspond parfaitement à cette vision du régime. L'historienne propose néanmoins une perspective moins désolante sur la dynamique à long terme du gouvernement colonial, évoquant une élite qui à la longue aurait pu être moins divisée et moins dépendante de la métropole et un peuple qui peu à peu aurait pu faire son apprentissage démocratique sous des auspices plus favorables. Cette projection s'appuie sur les exemples des autres colonies : anglo-américaines et, rarement citées dans l'historiographie canadienne, antillaises françaises<sup>70</sup>. C'est bien sûr la Conquête qui transforme cette réflexion en exercice contre-factuel, coupant court à la maturation politique ou du moins la retardant, et faisant rater aux Canadiens le rendez-vous de 1789. On le sait, les choses se passeront autrement. Comme L. Dechêne le faisait remarquer dans ses notes sur la conclusion, « d'autres puissances profiteront... de la tradition de soumission aux ordres<sup>71</sup> » : les Britanniques, l'Église catholique.

Une dernière ambiguïté pour terminer, celle émergeant de l'antipathie manifeste de l'historienne pour l'interprétation nationaliste. Pourquoi cette attitude ? Plusieurs facteurs doivent l'expliquer, y compris la profonde ambivalence avec laquelle L. Dechêne vivait sa québécoisité et qui la rendait sans doute particulièrement sensible aux hésitations identitaires d'autrefois. Inévitablement, cette ambivalence englobe aussi la France dans un livre qui tantôt rejette, tantôt épouse le regard métropolitain. L'auteure reproche justement à l'histoire

nationaliste sa tendance à évacuer et à projeter vers l'extérieur, sur le conquérant et surtout, sur la France ingrate, les rapports de domination qui existent à l'intérieur de la société et qui sont largement occultés par le discours élitair des sources. Alliant empathie et sensibilité au social, Louise Dechêne entreprend de reconstituer le point de vue des dominés. Rejetant une historiographie fondée sur la bellicosité et le particularisme populaires, elle cherche à rendre à cette condition coloniale une partie de ses dangers, de son équivoque. Et au peuple, une voix. Comme elle l'écrivait elle-même, dans le style télégraphique de ses notes : « Défaut de témoignages directs, ai recomposé *le contexte*<sup>72</sup>. »



# Le travail d'édition

## Hélène Paré

### L'établissement du texte

Sur la table de travail, un sous-main et tout autour, à portée de la main, des documents bien rangés en piles de hauteur moyenne et quelques boîtes de fiches, le tout se rapportant aux cinq derniers chapitres. À quelques pas de la table, près de la porte du couloir, un banc avec des chemises et plusieurs boîtes à chaussures pleines de fiches; sous le banc, une boîte contenant la transcription des sept premiers chapitres, sur papier et sur support électronique. Dans le couloir, une bibliothèque remplie de livres et de documents se rapportant au travail en cours. En face de celle-ci, une porte ouverte sur une autre pièce avec d'autres piles de dossiers sur un secrétaire : versions anciennes, textes manuscrits et photocopies de ces derniers.

Louise Dechêne rédigeait à la main, puis faisait transcrire plusieurs chapitres à la fois. Au moment de sa mort, l'introduction et les 10 premiers chapitres avaient été transcrits. Le onzième était terminé, mais elle ne l'avait pas encore confié à la transcription, le trouvant trop long. Quant au douzième, les parties censées le former étaient regroupées dans une chemise avec des notes de lecture et des feuilles d'analyse.

Un rapide coup d'œil aux dossiers a suffi pour constater qu'un travail d'édition s'imposait et, surtout, qu'avant de déplacer quoi que ce soit, il fallait inventorier les documents se rapportant à l'ouvrage. La meilleure façon de procéder étant celle des archéologues, nous avons fait un plan de l'aire de travail et dressé un premier inventaire en attribuant un numéro à chaque ensemble de documents suivant sa position géographique. Après le déménagement du matériel, nous avons effectué un inventaire plus poussé. Cette simple précaution nous épargnera bien des démarches inutiles lorsque viendra le temps de relier certains morceaux les uns aux autres et de résoudre diverses questions. À tout moment, il sera possible de remettre un document dans sa chemise et de replacer celle-ci virtuellement dans l'aire de travail de Louise Dechêne, en gardant à l'esprit que ce qui était important se trouvait à sa portée, sur sa table de travail ou tout près.

Dans un premier temps, nous avons réuni les chapitres déjà transcrits en un document que nous avons appelé *Texte A*. L'examen de ce Texte A ainsi que du manuscrit original et des photocopies de ce dernier nous a, en quelque sorte, indiqué la marche à suivre pour compléter le travail, mais aussi les principes à observer tout au long de ce processus.

Les principes sont simples : respecter le mieux possible le texte de Louise Dechêne ainsi que ses intentions, visibles dans des notes et des remaniements effectués à divers moments ; résoudre les questions de chronologie ou de faits demeurées en suspens, combler quelques lacunes ou apporter certains compléments indispensables et, enfin, intégrer à l'ouvrage les tableaux et les cartes qu'elle avait l'intention d'y joindre.

La marche à suivre a consisté à établir le texte de chaque chapitre en confrontant le *Texte A* à d'autres formes du même texte : le manuscrit original, la photocopie de celui-ci et une copie de la transcription, ces deux dernières portant des annotations de l'auteure. La lecture systématique du manuscrit original nous a permis de rétablir plusieurs mots et même quelques passages qui avaient sauté au

moment de la saisie; ce travail a été fait en tandem, une personne lisant le manuscrit, l'autre vérifiant la transcription. Quant à la photocopie du manuscrit original, l'auteure y avait recours pendant que l'original se trouvait à la transcription et il lui arrivait d'y noter des corrections et des ajouts. Enfin, en rédigeant les derniers chapitres, elle revenait à l'occasion à l'un des chapitres précédents pour le corriger, le modifier, ajouter des passages ou en retirer, ce qu'elle faisait à la main sur une copie de la transcription, quand ce n'était pas sur la photocopie du manuscrit. L'examen méthodique de tous ces matériaux nous a permis d'établir avec une quasi-certitude la dernière forme qu'elle avait donnée au texte, du moins en ce qui a trait à l'introduction et aux chapitres 1 à 11. Précisons que le chapitre 11 est le seul dont elle n'a pas vu la transcription, effectuée en juillet 2000. Nous savons simplement qu'elle aurait souhaité le raccourcir.

À ces vérifications s'en sont ajoutées d'autres. Nous avons vérifié l'exactitude des citations et des références bibliographiques et archivistiques<sup>1</sup>, de même que celle des renvois à d'autres parties de l'ouvrage ou à ses annexes. Il convenait aussi de dissiper les confusions possibles en nous aidant des sources pour ajouter quelques précisions, le cas échéant.

Nous avons également entrepris de résoudre diverses questions que l'auteure avait provisoirement laissées en suspens. Des questions portant sur des dates ou des termes précis, des noms de personnages, mais aussi de brefs passages à reformuler, une idée à développer ou un projet de conclusion. Par exemple, à la page 35 bis du manuscrit du chapitre 1, Louise Dechêne a laissé une note en marge du dernier paragraphe de la 3<sup>e</sup> section (chap. 1, p. 89) : « à réécrire / chercher d'autres points de vue / contreponds ». S'il est assez aisé de vérifier des dates ou des noms propres, il est beaucoup plus délicat de réécrire des paragraphes entiers ou de combler des lacunes importantes : nous n'avons donc pas tenté de le faire dans les 11 premiers chapitres, mais nous avons parfois signalé, dans une *note des éditeurs*, les remarques laissées par l'auteure. Il y a même des cas où nous avons

décidé de porter à l'attention du lecteur des commentaires que Louise Dechêne avait supprimés, parfois repris ensuite ailleurs et biffés de nouveau : voir chapitre 3, note 126, et 4, note 111. Enfin, nous avons remanié la table des matières à partir des indications de l'historienne et attribué des titres aux sections et sous-sections de chapitre.

Toutes ces vérifications et corrections, toutes ces interventions dans le texte de Louise Dechêne, nous les avons consignées dans un registre, avec les raisons qui les ont motivées, afin d'en conserver la trace et l'explication. C'est ainsi que s'est constitué, petit à petit, un *Texte B*, c'est-à-dire une version à peu près définitive de l'ouvrage.

## **Le dernier chapitre et la conclusion**

Le chapitre 12 et la conclusion ont demandé un travail d'une autre nature. Dans le premier cas, le dossier ne contenait que des parties de chapitre et quelques notes. Dans le deuxième cas, nous n'avions que des notes. Plutôt que de laisser ces éléments inachevés dans l'état où nous les avons trouvés, nous avons décidé qu'il valait mieux proposer des liens entre les parties du chapitre 12 et bâtir une conclusion autour de la structure rédigée ou dictée par Louise Dechêne, bref, faire œuvre d'historien. Voir la note des éditeurs au début du chapitre 12 (note 1), ainsi que le texte de la conclusion.

## **Les autres composantes**

Afin d'asseoir sa réflexion, Louise Dechêne avait dressé des tableaux chronologiques des mouvements militaires de 1666 à 1760. Plusieurs renvois à ces tableaux, notamment dans les chapitres 4 (p. 154-155) et 8 (p. 293-294), confirment qu'elle envisageait de les compléter et de les annexer à l'ouvrage. La même rigueur que dans le reste de l'ou-

vrage a été appliquée à la transcription et à l'établissement du texte de ces annexes consacrées aux mouvements militaires : voir annexes A, B1 et B2.

Outre ces tableaux chronologiques, l'historienne avait tracé des esquisses de cartes, sans doute pour mieux se représenter les mouvements militaires, mais aussi le recrutement des milices dans les paroisses de la colonie et leurs allées et venues, de même que les événements marquants qui se déroulaient simultanément à de grandes distances les uns des autres. Il nous est apparu que de tels outils seraient indispensables aux lecteurs. En nous fondant sur les indications de l'auteure, nous avons défini le contenu de cinq cartes, représentant l'Est de l'Amérique du Nord et la vallée du Saint-Laurent au tournant du XVII<sup>e</sup> siècle ou au moment de la guerre de Sept Ans.

Dans le premier chapitre de l'ouvrage, Louise Dechène signale les similitudes qui existent entre certaines gravures du XVII<sup>e</sup> siècle représentant des combattants au Canada et dans les Antilles (p. 73, 75). Nous avons choisi d'incorporer ces deux illustrations afin d'éclairer le propos de l'historienne, pour laquelle le célèbre « Canadiens en Raquette allant en guerre sur la nege » [*sic*] ne ressemble en rien au milicien canadien.

Les nombreuses notes que nous avons consultées ne nous ont fourni aucune indication quant au titre que Louise Dechène aurait souhaité donner à son livre. Il fallait un titre qui témoigne bien de son projet et de la continuité entre ses diverses recherches. Thomas Wien l'a composé en rédigeant son avant-propos et nous avons convenu que l'auteure l'aurait sûrement approuvé.



Réalisation : CIEQ, Université Laval



Réalisation : CIEQ, Université Laval

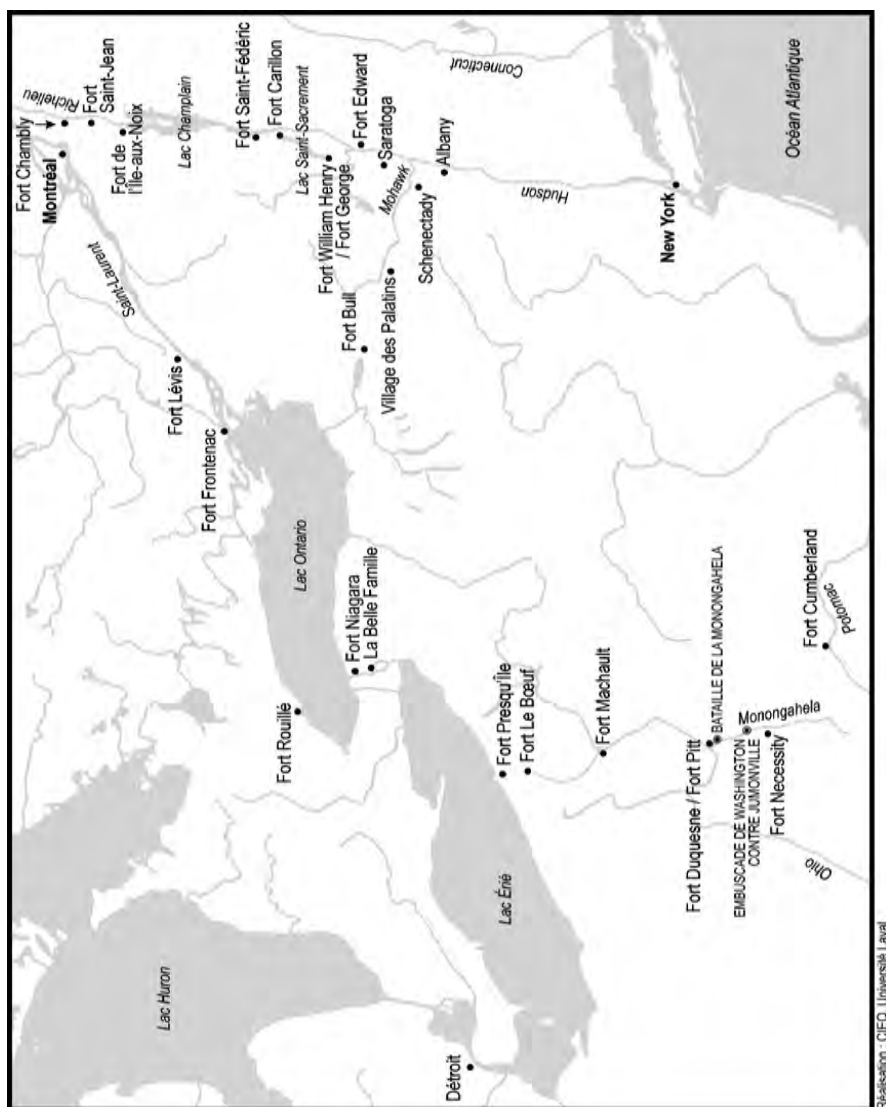
### Carte 1 — Le Canada, l'Acadie et le Nord de la Nouvelle-Angleterre – 1660-1715.

Sources : Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, *passim*. Gilles Havard, *Empire et métissage*, Québec, Septentrion, 2003, p. 438.









Réalisation : OIEQ, Université Laval

#### Carte 4 — La région au sud des Grands Lacs à l'époque de la guerre de Sept Ans.

Sources : Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 42. Fred Anderson, *Crucible of War. The Seven Years' war and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, New York, Alfred A. Knopf, 2000, carte 4.



Réalisation : CIEQ, Université Laval

### Carte 5 — L'Acadie, l'Île Royale et la Nouvelle-Écosse à l'époque de la guerre de Sept Ans.

Source : Louise Dechéne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 42.



## Introduction

Au début de l'hiver 1696, le gouverneur de la Nouvelle-France décide de rassembler un gros corps de troupe, soldats, miliciens et Indiens domiciliés, pour aller attaquer les Onontagués sur leur territoire au sud du lac Ontario. Québec et sa région doivent fournir de 400 à 500 hommes, une contribution considérable. Un premier appel de miliciens a lieu en janvier, mais l'expédition est finalement reportée à l'été<sup>1</sup>.

Le 13 juin, le jour même où les conscrits quittent leurs paroisses, une nouvelle extraordinaire se répand dans la ville comme le feu dans la paille : une flotte anglaise comptant au moins 40 vaisseaux et plus de 10 000 hommes est sur le point d'envahir le pays. Quatre frégates ennemies ont déjà remonté le fleuve jusqu'à Tadoussac. Un jeune étranger, qui vient de mettre pied à terre et se dirige vers le château entouré par la foule des curieux, a apporté la nouvelle. Et d'autres encore. Il s'est échappé, dit-il, des prisons de Boston d'où il a pu observer tous les préparatifs. Il a vu charger la poudre sur le navire quatre jours durant. Comble d'infortune, le sieur d'Iberville qui était en course devant Boston a été pris par les Anglais et brûlé sur la place, ce dont il fut témoin, les prisonniers ayant été forcés de participer à l'exécution. Le second bâtiment d'Iberville a coulé bas, entraînant la mort de son frère qui le commandait. Quant aux 300 Français qui les accompagnaient, ils sont passés à l'ennemi et s'en viennent avec

l'armée brûler et ravager les côtes de ce pays, « étant plus méchants que les Anglais même », ajoute le jeune homme. De Boston, il est passé (la concordance des temps ne joue pas, cf. plus haut : Un jeune étranger a apporté la nouvelle...) en Acadie d'où il rapporte d'autres tristes nouvelles. Le flibustier québécois Guyon est mort aux mains des Anglais et le commandant, monsieur de Villebon est mort de maladie. C'est son lieutenant, le sieur de Saint-Castin, qui lui a fourni un canot et un guide indien pour venir à Québec. À ceux qui lui demandent pourquoi alors il est arrivé dans la barque de Dorval, un habitant de l'île d'Orléans, le voyageur explique que parvenu à la pointe nord de l'île, son canot lui a été volé durant la nuit, ce qui l'a obligé à se séparer de son guide et à marcher le long de la côte à la recherche d'un passeur<sup>2</sup>.

Plus que ces propos, c'est l'apparence du messenger de Boston qui semble avoir éveillé les premiers soupçons. À l'office du château, où les gardes l'ont invité à manger un morceau avant de passer dans le cabinet du gouverneur, ceux qui l'observent commencent à avoir des doutes, jusqu'à ce qu'un nommé Lacroix plonge effrontément la main dans sa chemise et s'écrie « C'est une fille ! ». La fille, car c'en est une, dément avec aplomb, mais « pressée de se montrer » en présence de Frontenac, de son secrétaire et du major de la ville, elle fond en larmes et passe aux aveux. Non sans tenter, toutefois, une ruse ultime. Il est vrai qu'elle ne vient pas de Boston, mais de la côte du Sud, de la Grande-Anse (Saint-Roch-des-Aulnaies) exactement et, en traversant le fleuve vers à l'île d'Orléans, elle a bien vu les quatre frégates, portant pavillon blanc quoique anglaises, qui barraient la rivière. Peine perdue, elle est écrouée et le départ des miliciens vers Montréal et l'Iroquoisie se poursuit comme prévu.

L'intendant qui est aussi du voyage confie l'information à son subdélégué, en l'occurrence le lieutenant de la prévôté. Les procédures sont menées tambour battant le lendemain et le surlendemain avec les trois témoins qu'on a sous la main : un secrétaire du gouverneur qui a assisté à la scène dans l'office, le frère de l'accusée et le passeur crédule. Convaincue de s'être travestie en homme pour répandre

« des impostures et des faussetés qui ont troublé le repos public et qui tendaient à empêcher le progrès des armées du Roi en ce pays », Anne Edmond, âgée de seize ans, native de la seigneurie d'Argentenay en l'île d'Orléans, est condamnée à être battue et fustigée de verges, épaules nues, par l'exécuteur de la haute justice, dans les carrefours et lieux accoutumés de la ville, pour être ensuite remise à ses parents qui veilleront sur sa conduite mieux qu'ils ne l'ont fait jusqu'alors. La sentence est assortie d'une amende de 250 livres envers le roi, une forte somme pour ces paysans, et de la perte des vêtements de son frère (capot brun, chemise blanche avec dentelle aux poignets, chapeau noir, culotte, bas et gants) confisqués au profit des pauvres de l'hôpital. La peine infamante est exécutée le surlendemain. Le frère d'Anne et les trois autres jeunes gens impliqués dans l'affaire devront subir leur procès au retour de la guerre, mais ces dernières procédures n'ont pas été conservées<sup>3</sup>.

Depuis les débuts de la colonie les rumeurs d'invasion par mer sont souvent venues troubler le repos des Québécois et l'idée de répandre sciemment de tels bruits pour contrer une expédition de la milice régionale vers les pays d'en haut n'est pas nouvelle non plus. Pourquoi la capitale laisserait-elle partir ses défenseurs quand l'ennemi est à ses portes? Ainsi, en juin 1673, avait-on voulu empêcher Frontenac de poursuivre sa route vers Cataracoui avec un gros contingent de colons en racontant qu'une flotte hollandaise avançait vers Québec, après s'être emparée de Boston<sup>4</sup>. Il ne s'agissait pourtant que d'une opération de transport et de construction de fort avec des possibilités d'affrontement militaire à peu près nulles. Mais la plupart des habitants du bas de la colonie, relativement à l'abri des incursions iroquoises, n'aiment pas aller au-devant du danger, sans compter les accidents et les maladies qu'ils risquent d'attraper au cours de ces déplacements massifs dans des lieux impraticables. Mais, de gré ou de force, ils sont souvent appelés à servir loin de chez eux et les campagnes rapprochées des dernières années ont fait plusieurs victimes et laissé de mauvais souvenirs.

Chez les Edmond, le fils aîné a été mobilisé en janvier 1693 pour marcher contre les Tsonnontouans, du côté du lac Champlain, et il rend grâce à Dieu de l'avoir épargné pendant la terrible retraite de son détachement<sup>5</sup>. Trois ans plus tard, le voilà marié et c'est au tour de René, âgé de dix-neuf ans, d'être commandé pour la guerre. Tout comme Joseph Gaulin, un garçon de vingt ans qui « rôde » autour de sa jeune sœur Anne. Venues de Château-Richer à peu près en même temps, vers 1666, les familles Edmond et Gaulin comptent parmi les pionniers de Sainte-Famille et de Saint-François, paroisses du nord-est de l'île d'Orléans. La première est assez représentative du colon moyen alors que les Gaulin, avec plusieurs terres et une parenté nombreuse bien ancrée dans la région, se situent un cran au-dessus. Ils ont même un frère, Antoine, qui poursuit des études de théologie au séminaire de Québec. Robert a repris la terre familiale à Sainte-Famille et Joseph, le cadet, vit sur celle de Saint-François qu'il a reçue en partage<sup>6</sup>.

Ce sont ces trois garçons, Joseph et Robert Gaulin, René Edmond et un quatrième nommé Jean Laviolette, plus difficile à identifier, qui complotent dans les fredoches derrière l'église de Saint-François par un beau dimanche de mai, en présence d'Anne, « la fille qui nous empêchera d'aller en guerre ». La longue attente qui suivit l'appel initial de la milice, en janvier, a renforcé leur détermination et permis à Joseph de parfaire son plan. René ne voudrait pas qu'il arrive du mal à sa sœur mais l'objection est faible, car ils sont tous convaincus qu'une « pauvre fille » ne risque pas grand-chose, si par malheur la supercherie était découverte. Illusion partagée par Anne qui plaide l'irresponsabilité due à son sexe et à son âge lorsqu'elle paraît devant ses juges. « On lui a fait dire », répète-t-elle. Interrogée sur les raisons pour lesquelles elle a suivi ces mauvais conseils : « Ne sait-elle pas que c'est un des plus grands crimes que l'on puisse commettre que de vouloir s'opposer aux commandements des personnes qui ont l'autorité du Roi ? » Comment pouvait-elle refuser, répond-elle, Gaulin et son frère de même que les deux autres lui disant tous les jours « qu'elle ne les reverrait jamais et qu'on les menait à la boucherie<sup>7</sup> ».



Il y a plusieurs aspects de cette histoire qui retiennent l'attention, à commencer par la connaissance étonnante de l'actualité sur laquelle reposent les inventions de ces jeunes paysans. Ils ont peut-être trop forcé sur l'ampleur du péril et l'accumulation de revers, mais chaque épisode du récit est en soi plausible. On sait par exemple que les vaisseaux de Le Moyne d'Iberville devaient quitter la France au printemps pour les côtes de l'Acadie et du Maine et rien ne s'oppose à ce qu'ils aient été attaqués et défaits au nord de Boston<sup>8</sup>. L'ordre de commandement sur la rivière Saint-Jean est bien tel que le décrit Anne, et puisque l'annonce de la mort de Robineau de Villebon n'attire aucun démenti non plus, nous pouvons conclure que le gouvernement est sans nouvelles récentes de l'Acadie, ce que les conspirateurs avaient prévu. Dans une ville où les corsaires sont rares, Joseph Guyon jouit d'une grande renommée. Chacun sait qu'il est présentement en course à l'entrée du golfe, d'où il aurait pu faire signaler l'arrivée des navires ennemis, à défaut de pouvoir les intercepter. L'idée de le faire périr au combat est à la fois plausible et astucieuse<sup>9</sup>. Que des Français puissent faire cause avec les Anglais n'est pas non plus improbable. On a beaucoup parlé trois années plus tôt des deux transfuges partis assassiner le baron de Saint-Castin, sur les ordres du gouverneur de Boston<sup>10</sup>.

Bref, la supercherie a beau être cousue de fil blanc, l'information est assez vraisemblable pour troubler les autorités et leur faire soupçonner la présence de conjurateurs de plus haut calibre que Joseph Gaulin et ses amis. Quels sont ceux qui « véritablement » l'ont fait agir, demande le juge inlassablement. À la fin, il devra accepter la réponse de l'accusée, reconnaître que les gens de la campagne sont bien informés et que la peur leur donne de l'esprit<sup>11</sup>.

Bacqueville de la Potherie a glissé ce fait divers dans son *Histoire de l'Amérique septentrionale*, mais à la manière d'une historiette galante; une fille travestie en homme invente des nouvelles invraisemblables pour garder son amant auprès d'elle. Est-ce ainsi que les choses lui furent racontées ou l'auteur d'un ouvrage consacré en

grande partie à l'héroïsme et aux prouesses militaires des Canadiens aurait-il préféré en faire une simple histoire de femmes, en passant sous silence le rôle de quelques garçons qui ne correspondent pas au modèle<sup>12</sup>? Car c'est là le fin mot de l'histoire. Ce procès révèle une réalité somme toute banale, mais rarement évoquée dans le contexte de la Nouvelle-France. Tous les colons ne partent pas pour la guerre la fleur au fusil. Il y a dans la colonie, comme ailleurs, des hommes prêts à tout pour ne pas aller se faire tuer dans quelque contrée lointaine et terrifiante. Plus surprenante est la crainte que leur inspirent les volontaires, leurs compatriotes, qui suivent les chefs de guerre comme Iberville<sup>13</sup>. Voilà qui renvoie à une vision traditionnelle, très européenne, de la guerre où la démarcation n'est pas entre « notre » armée et celle de l'ennemi, mais entre les habitants du pays et toutes les bandes de soldats, quelle que soit leur origine.

Cette attitude n'est assurément pas celle de toute la colonie mais elle a bel et bien existé à un certain moment, à un certain endroit et c'est ce qui importe. La guerre occupe sans contredit une très grande place dans cette société et le but de cette étude est précisément de délimiter cette place en tenant compte de la diversité des circonstances et des situations sociales et individuelles. Le propre du stéréotype est d'abolir le temps et les clivages sociaux, d'attribuer à toute une population des comportements, des qualités ou des défauts qui sont en fait très inégalement distribués et représentés d'une période à l'autre. De tous les stéréotypes qui marquent l'histoire de la Nouvelle-France, celui qui souligne l'esprit guerrier et la combativité naturelle des Canadiens est le plus durable, le plus présent. Initiés aux arts martiaux dès l'enfance, ayant parfaitement assimilé les pratiques indigènes, ce sont de féroces et redoutables soldats. Piètres agriculteurs et ouvriers, ils préfèrent la guerre à toute autre occupation, d'où les victoires répétées remportées contre les colons britanniques trop absorbés par la réussite de leurs entreprises pour se défendre. Les progrès de l'histoire sociale n'ont pas ébranlé ces idées reçues. Ceux qui étudient la famille, l'agriculture, le commerce ou les genres

de vie font comme si la guerre n'existait pas et les spécialistes de l'histoire militaire et des grandes synthèses continuent à paraphraser Charlevoix ou tel autre observateur de l'époque pour camper le portrait du milicien<sup>14</sup>.



## CHAPITRE 1

# Représentations

En réponse à une longue lettre du maréchal de Vauban dans laquelle celui-ci a esquissé un projet de colonisation militaire pour le Canada, Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain écrit ceci :

Quant aux chateaux et Citadelles que vous proposez de bastir dans les villes a mesure qu'elles deviendront puissantes, je demeure d'accord qu'elles serviroient Utilement a se deffendre contre les Ennemis, mais à qui en donnerez vous la garde et qui vous assurera de la fidelité des hommes que vous aurez establis pour les garder ; car on ne doit pas regarder les Canadiens sur le mesme pied que nous regardons icy les François, c'est tout un autre Esprit, d'autres manières, d'autres sentimens, un amour de la liberté et de l'indépendance et une férocité insurmontable contractée par la fréquentation continue qu'ils ont avec les Sauvages<sup>1</sup>.

Cet échange de vues amical entre le jeune homme sur le point de remplacer son père comme secrétaire d'État à la Marine et le vieil officier, son ancien maître en art des fortifications, a lieu en janvier 1699. Jérôme de Pontchartrain est associé aux travaux du ministère depuis quatre ans et cette correspondance qui aborde divers aspects du commerce étranger et des affaires coloniales montre qu'il connaît déjà bien les dossiers et accueille volontiers les avis qui peuvent lui servir.

De toute évidence ce projet de Vauban n'est pas de ceux-là et, sans prendre la peine de le réfuter point par point, il utilise la première idée qui lui vient à l'esprit pour clore le sujet. Cette représentation du Canadien comme un barbare et un renégat serait donc assez répandue à la fin du siècle, mais d'où vient-elle?

Les colons en général n'ont pas bonne réputation en Europe et depuis fort longtemps. Dans l'émerveillement qui suit la découverte des mondes américains, à travers les représentations contradictoires et troublantes de leurs habitants, la figure du colon apparaît comme en creux sur les marges pour personnifier la bête tapie derrière le civilisé. L'Europe chrétienne a une conception fataliste de la nature humaine. Hors des encadrements traditionnels qui le retiennent dans le droit chemin, le commun des mortels ne saurait trouver en soi la force de résister au mal. Inexorablement, il se laissera guider par ses passions, lubricité et cupidité qui engendrent la cruauté. Avec le temps, des explications savantes viendront renforcer la croyance initiale. La « légende noire » des atrocités espagnoles aux Antilles et sur le continent a beaucoup fait pour associer barbarie et colonisation dans l'imaginaire européen, mais l'association s'étend aux autres nations, anglaise, française et hollandaise, quelles que soient leurs relations avec les Amérindiens. Car ce n'est pas tant le sort de ces derniers qui est en cause dans ces représentations comme la nature de la civilisation et ses inquiétantes fragilités.

Est-il nécessaire de faire un si long détour avant d'aborder l'image du militaire canadien? Absolument, parce que le tempérament belliqueux que ses contemporains lui prêtent n'est pas un trait isolé que l'historien pourrait immédiatement confronter à une suite d'exploits ou de revers pour évaluer la justesse de l'observation. Il s'insère dans le portrait du colon français en Amérique du Nord, il s'articule à d'autres éléments qui mettent en cause ses origines, son environnement et un ensemble de comportements. Il faut mettre à jour les rapports que ces éléments entretiennent les uns avec les autres ainsi que les modèles dont s'inspirent les auteurs de ce portrait.

Pour y parvenir, nous puisons dans l'ensemble des sources « littéraires », les ouvrages publiés à l'époque de la Nouvelle-France aussi bien que ceux publiés ultérieurement mais qui circulèrent en leur temps sous forme manuscrite. Autour de ce corpus, nous regroupons d'autres témoignages qui n'étaient pas destinés au public, telles les correspondances officielles ou privées. Car ne perdons pas de vue qu'aucune de ces sources n'est étanche. Les administrateurs, les officiers, les prêtres et les marchands lisaient les récits de voyage et les autres ouvrages sur la colonie avant de faire la traversée, pour savoir un peu ce qui les attendait, et on les lisait aussi au Canada où le livre circulait, quoi qu'on dise<sup>2</sup>. À l'inverse, les auteurs avaient souvent accès à la correspondance officielle, à tel ou tel mémoire manuscrit de missionnaire ou de commerçant. La diffusion de l'information que signale Michèle Duchet pour le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle n'était pas un phénomène inconnu dans la période antérieure<sup>3</sup>. À Québec comme à Versailles, les documents du fonds des colonies étaient relativement accessibles, que ce soit avec l'accord du ministre, celui de l'intendant ou la simple bienveillance d'un commis<sup>4</sup>. Comme dans un jeu de miroirs, l'image est réfléchie d'un témoignage à l'autre, sans que l'on puisse toujours distinguer d'où elle vient.

Les auteurs appartiennent à divers milieux : gens de plume et d'épée, gens d'Église, marins et marchands qui ont vécu dans la colonie brièvement ou leur vie durant et quelques hommes de lettres qui n'y sont jamais venus. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la voix des clercs tend à enterrer toutes les autres, mais par la suite celle des officiers s'affirme. L'importance accordée à la population d'origine française varie d'une source à l'autre. Cette population est toujours au centre de l'action dans les récits historiques. En revanche, les Amérindiens demeurent le principal sinon l'unique objet d'intérêt dans les relations, journaux de voyage et autres textes descriptifs. Il faut le rappeler, car le fait de rassembler ici les références brèves et éparées au caractère des colons risque de créer une fausse impression, de donner à ceux-ci une importance que les textes ne leur accordent pas toujours.

## 1. Généalogies

On croit généralement que l'origine sociale et les qualités morales des pionniers sont des facteurs importants dans l'histoire des colonies, et les références à la généalogie des Canadiens pour expliquer tel ou tel comportement sont un procédé courant chez les auteurs. Les thèses les plus populaires sont, dans l'ordre, celle qui fait plonger les racines de la société coloniale dans la gueuserie du royaume et celle qui en vante les antécédents militaires.

### *a) Origines honteuses*

La première version prend sa source dans les peurs populaires des embarquements forcés, dans les mille et un projets pour délester la France de ses pauvres et peupler du même coup ses colonies. Tout commence très tôt. Peut-être à Saint-Malo, au printemps 1541, quand les habitants virent arriver les chaînes de prisonniers destinées au Canada, conformément à la commission de monsieur de Roberval qui « à iceulx pays a esté envoyé par le Roy [...] avec grande compaignye de gentz d'esprit, Tant gentilz hommes comme aultres, et avec iceulx grande compaignye de gentz criminels degradés pour habiter le pays<sup>5</sup> ». Ou peut-être à Rouen en mai 1598, le jour où le Parlement fit publier, dans l'étendue de son ressort,

ung baon à son de trompe pour faire assembler par les quatre quartiers de la ville tous et chacun les gueux, mendiens vallides, tant hommes que femmes, et dudit nombre en estre pris et choisy jusques à deux cens hommes et cinquante femmes pour estre envoiez à Canada, suivant le voulloir et intention du Roy, et à ceste fin delivrés au marquis de la Roche et, en attendant la commodité dudit voiage, estre attachés deux à deux et emploiez aux ouvrages publicques et nourris de pain et de vivres et enjoinct auxdits gueux d'y obeyr sans plus divaguer ni mendier par les rues sur peyne du fouet<sup>6</sup>...



Plus de 800 se présentèrent, sortis des faubourgs et des villes et villages avoisinants, et quand le magistrat leur eut expliqué que l'on prendrait les plus forts pour le Canada, certains dirent qu'ils aimaient mieux retourner dans leur pays, et les autres « qu'ilz estoient contens d'aller au voiage » et qu'ils feraient « tout ce que l'on voudroit, pourveu qu'ilz feussent nourriz<sup>7</sup> ». Les embarquements pour les Îles, la Guyane ou la Nouvelle-France continuèrent de créer des remous dans les villes du Ponant au siècle suivant. Comme à La Flèche en 1653, quand il fallut, l'épée à la main, disperser les émeutiers qui s'opposaient au départ de trois religieuses pour le Canada, soi-disant contre leur gré<sup>8</sup>. Ou à Angers le 1<sup>er</sup> mai 1662, quand la nouvelle d'une levée d'hommes pour Plaisance déclencha parmi la foule des miséreux assemblés à cette fin une panique telle que plus de 30 personnes périrent étouffées et piétinées<sup>9</sup>. Les déportations plus systématiques des années 1680, reprises avec vigueur sous la Régence, vont raviver ces peurs anciennes, particulièrement dans la capitale, et associer plus étroitement encore colonies, criminalité et embarquements forcés dans l'esprit du peuple<sup>10</sup>.

L'opinion éclairée peut de son côté s'inspirer des traités d'économie politique comme ceux de La Popelinière (1582), de Turquet de Mayerne (1611), de Du Noyer de Saint-Martin (1616) ou de Montchrestien (1615), des nombreux mémoires conservés dans les bureaux de la Marine ou de certaines chartes de compagnies de commerce pour conclure que toutes les colonies furent initialement des lieux d'exil pour les mauvais garçons et les mauvaises filles du royaume<sup>11</sup>. Qu'importe si l'État, malgré tant d'encouragements, n'eut pas de véritable programme de relégation avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, si bien des projets n'eurent aucune suite, si le gouverneur du Canada prend la peine, en 1658, de renvoyer une fille enceinte à La Rochelle « pour remettre en réputation notre pays que l'on confond avec les isles Saint-Christophe », l'opinion est faite<sup>12</sup>.

Ainsi, même si Colbert n'avait pas décidé en 1669 de tirer des filles de l'Hôpital général pour hâter le peuplement du Canada, le

lieutenant de Baugy se serait attendu à y trouver, aussi sûrement que la neige et les maringouins, des femmes « d'assez bonne humeur ». Pas d'hésitation non plus sur les antécédents de la petite société marchande de Québec : « C'est tout banqurotiers ou gens qui ont eu des affaires [...] en un mot presque tous gens de sac et de corde<sup>13</sup>. » Baugy et le nouvel intendant de Meulles ont pu à loisir se conforter mutuellement dans leurs préjugés pendant la longue traversée qui les amène au Canada en septembre 1682. À plusieurs reprises au cours de son bref mandat, cet intendant évoque le passé criminel des colons pour mettre ses talents en valeur. « Il n'est rien de si aysé [...] que de gouverner ces peuples icy, écrit-il, ce quoy qu'ils soient composez de toute sorte de gens, et que le vice ait obligé la plupart de chercher ce pays comme un azile, et pour se mettre à couvert de leurs crimes<sup>14</sup> [...] » Antoine-Denis Raudot tient les mêmes propos dans sa *Relation par lettres* rédigée au début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. L'abbé Bertrand de Latour, qui observe pendant son séjour à Québec entre 1729 et 1731 des paroisses bien réglées, des chrétiens bien instruits, pleins de probité et de politesse, ne manque pas de souligner le contraste avec les premiers temps, la foule d'aventuriers « qui n'allaient en Canada que pour se mettre à couvert [...] amas de rebelles, de libertins, d'impies; pire qu'à Rome quand Saint Pierre y entra<sup>16</sup> ». L'idée de tare originelle traîne aussi dans les écrits d'officiers français passés au Canada pendant la guerre de Sept Ans<sup>17</sup>.

Dans l'intervalle, les parodies littéraires donnèrent un second souffle à ces idées reçues et un tour plus aimable ou, si l'on veut, plus misogyne. Après que Lahontan eut mis les mariages du Canada à la mode<sup>18</sup>, vint Robert Challe qui profita d'une escale à la Martinique en 1691 pour s'attendrir sur la belle Fanchon et les autres femmes de l'île : « Les trois quarts de celles d'ici se ressentent toujours de la sève de la Mère Ève, qui les y a conduites par autorité de justice, ou qui y a amené leurs mères [...] » Le cas de la Nouvelle-France est évoqué par Challe lors de son passage au Cap, à propos des vagabonds que les États de Hollande se proposent d'y faire passer. « On pourrait faire

la même chose : Paris seul fournirait plus de cinquante mille canailles qui ne font que filer et friser leur corde. Cette vermine de la capitale du royaume trouverait son châtement dans un travail nécessaire : leurs enfants ne seraient point infectés des crimes de leurs parents, et peu à peu il s'en formerait d'honnêtes gens. Cela s'est vu à la fondation de Rome, et se voit encore à Québec, dont les premiers habitants n'ont été qu'une poignée de bandits et de putains<sup>19</sup>. » *Les Aventures de Monsieur Robert Chevalier, dit de Beauchêne, capitaine de flibustiers dans la Nouvelle-France*, publié en 1732 par l'écrivain français Alain-René Lesage, introduit des distinctions sociales parmi la troupe anonyme des déportés. Avec le comte de Monneville et la sage mademoiselle Du Clos, ce sont les enfants perdus des grandes familles, injustement punis par des parents cruels, qui débarquent chez les Hurons<sup>20</sup>.

#### *b) Origines pieuses et militaires*

Une seconde tradition prête aux Canadiens des origines exemplaires. Aussi ancienne que la colonie, elle s'est développée indépendamment des propos malveillants qu'elle a choisi d'ignorer. Dans les premières *Relations* des jésuites, dans les annales des communautés religieuses et dans celles de Montréal rédigées par le sulpicien Dollier de Casson, l'immigration est comme la marque de l'élection divine<sup>21</sup>. Ceux qui quittèrent la France pour venir seconder l'œuvre des missionnaires en créant des communautés chrétiennes au milieu de la barbarie étaient des personnes de grande dévotion, souvent issues de lignages anciens d'où elles tiraient leur noblesse de cœur et leur mâle courage. Même les gens d'origine plus modeste arrivaient auréolés de vertu. À près d'un siècle de distance, nous retrouvons un écho de ces images exaltantes dans l'*Histoire et description générale de la Nouvelle-France* du jésuite Charlevoix. L'auteur s'inspire des textes anciens pour décrire les pèlerins de cette nouvelle Jérusalem en y ajoutant l'intention polémique.

Tout le monde sçait de quelle maniere la plupart des Colonies se sont formées dans l'Amerique, mais on doit rendre cette justice à celle de la Nouvelle France, que la source de presque toutes les Familles, qui y subsistent encore aujourd'hui, est pure, et n'a aucune de ces taches, que l'opulence a bien de la peine à effacer; c'est que ses premiers Habitans étoient, ou des Ouvriers, qui y ont toujours été occupés à des travaux utiles, ou des Personnes de bonne Famille, qui s'y transportèrent, dans la seule vûë d'y vivre plus tranquillement, et d'y conserver plus sûrement leur Religion, qu'on ne pouvait faire alors dans plusieurs Provinces du Royaume, où les Religioneux étoient fort puissans. Je crains d'autant moins d'être contredit sur cet article, que j'ai vécu avec quelques-uns de ces premiers Colons, presque centenaires, de leurs Enfants et d'un assez bon nombre de leurs petits-Fils; tous gens plus respectables encore par leur probité, leur candeur, et la pitié solide, dont ils faisoient profession, que par leurs cheveux blancs, et le souvenir des services, qu'ils avoient rendus à la Colonie<sup>22</sup>.

Charlevoix mis à part, la dimension religieuse de l'immigration est vite tombée en oubli et, à compter de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, l'accent est mis sur les origines militaires des colons. « Je ne suis pas surpris, Madame, si les Canadiens ont tant de valeur, écrit Bacqueville de La Potherie, puisque la plupart viennent d'Officiers et de ces Soldats qui sortaient d'un des plus beaux Régiments de France<sup>23</sup>. » Rémonville, un armateur nantais qui a beaucoup investi au Mississippi avant l'époque de Crozat, propose un peuplement militaire en prenant le Canada comme exemple : « plus de dix milliers d'hommes faits au tour et braves comme des Césars que le régiment de Carignan a produit là, qui n'était rien avant l'arrivée de ce régiment<sup>24</sup> ». Avec le temps, même le souvenir de la première génération de gentils-hommes s'estompe et les auteurs associent facilement toute la noblesse de Nouvelle-France aux officiers que le régiment de Carignan-Salières laissa derrière lui en 1668<sup>25</sup>.

### c) *La troisième voix*

Entre la racaille et les héros, ne peut-on pas faire une place au commun des immigrants, ni anges ni bêtes? Pierre Boucher, un marchand et officier de la compagnie des Cent-Associés qui a grandi au Canada, le croit. L'*Histoire véritable et naturelle... de la Nouvelle France* qu'il fait publier à Paris en 1664 cherche à « désabuser » les honnêtes gens de toutes leurs mauvaises opinions sur le Canada, et à rassurer en particulier ceux qui se demandent s'il y passe des « garnemens et des filles mal-vivantes<sup>26</sup> ». Mais le plaidoyer n'a guère de retentissement, non plus que celui du récollet Chrestien Leclerc qui trente ans plus tard tente encore de rétablir la vérité. À l'exception d'une poignée de gentilshommes, écrit-il, « [...] les autres chefs de famille qui ont passé en Canada étaient en France de bons Bourgeois de ville médiocrement accomodés, ou des artisans de différents métiers, des laboureurs peu aisés ou des soldats, mais tous honnêtes gens de leurs personnes, ayant de la probité, de l'honneur, de la religion quand bien même la disgrâce de la fortune [...] aurait contribué à leur éloignement; ils ne laissaient pas d'être gens d'honneur dans leur état et dans leur condition<sup>27</sup>. »

## 2. Portraits d'hommes de guerre

### a) *La figure édifiante des débuts*

À ceux qui lui reprochaient de trop exposer sa vie, le major de Montréal répondait : « Messieurs, je ne suis venu ici qu'afin de mourir pour Dieu, en le servant dans la profession des armes. Si je ne croyais pas mourir, je quitterais le pays pour aller servir contre le Turc et n'être pas privé de cette gloire<sup>28</sup>. » La conduite de Closse, comme celle de Maisonneuve, de Montmagny, des sieurs Brigeart, Hertel et des autres capitaines est caractérisée par la maîtrise de soi et la discipline, la patience, la réflexion et la prudence qu'ils savent imposer à leurs subordonnés. Quand le moment de l'action est venu, ils sont prêts à

se sacrifier. « Retirez-vous et sauvez vos vies, pendant que je soutiendrai l'effort du combat, mourant pour vous », dit le capitaine de Tadoussac à ses hommes<sup>29</sup>. La gloire n'est pas tant dans les victoires, plutôt rares d'ailleurs, que dans le courage et l'acceptation tranquille de la mort qui suscite le respect chez les ennemis mêmes<sup>30</sup>. Quand 26 « Montréalistes » se trouvent enveloppés par 200 Iroquois qui tirent sur eux sans blesser personne alors que chaque coup des Français porte, ce n'est pas l'adresse de ceux-ci qui est en cause, mais « la protection visible de la Mère de Dieu<sup>31</sup> ». Ces héros épiques font face à des ennemis qui ne l'emportent que par le nombre ou la ruse. Et si les auteurs louent volontiers les qualités physiques de l'Amérindien, ils condamnent en bloc sa manière de faire la guerre, marquée, selon eux, par l'indiscipline, la témérité, l'excitation vite retombée et la lâcheté. Leurs critiques et leurs sarcasmes visent autant les nations alliées des Français, comme les Hurons, que les ennemis iroquois<sup>32</sup>. L'homme de guerre qui émerge des textes des missionnaires et des autres annalistes des premiers temps de la colonie est sans ambiguïté. Il incarne la valeur dans le sens plein du terme, c'est-à-dire toutes les qualités morales et physiques confondues.

#### *b) Le nouveau combattant*

Dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, cette figure subit une brusque métamorphose. Les représentations subséquentes ne sont pas uniformes, mais elles ont deux points communs : la primauté des attributs physiques et l'émergence d'une identité coloniale qui occulte les différences sociales.

Contrairement au combattant de naguère qui se signalait d'abord par ses vertus, celui qui prend la relève doit sa réputation à ses qualités physiques. Les témoignages sont nombreux et unanimes : le Canadien est robuste, infatigable, et le meilleur tireur du monde. Raudot décrit les difficultés incroyables des campagnes militaires, en raquettes ou en canot selon la saison, avec des blessés, sans vivres et

l'ennemi aux trousses<sup>33</sup>. Les habitants du pays ont l'habitude des « marches forcées à travers les bois pendant trois ou six mois de temps, résistant à la rigueur du froid, vivant au bout de leur fusil », écrit l'ingénieur Franquet<sup>34</sup>. Selon Charlevoix, « les Sauvages les plus habiles ne conduisent pas mieux leurs Canots dans les Rapides les plus dangereux, et ne tirent pas plus juste », et l'idée que les Canadiens surpassent les Amérindiens à la course apparaît aussi dans le Journal de Pehr Kalm<sup>35</sup>.

Les prouesses sont réservées aux enfants du pays. Si quelques officiers nés en France savent faire face aux défis de l'environnement, la masse des immigrants est implicitement exclue et il est difficile de trouver une seule référence positive aux troupes de la Marine qui participent à toutes les campagnes et à quelques-unes des plus périlleuses. Franquet, un officier de ce corps, va même jusqu'à affirmer que les soldats n'ont jamais été en guerre<sup>36</sup>. Et à quoi faut-il attribuer l'endurance et l'adresse des Canadiens? Les réponses sont embrouillées. Ici on évoque l'habitude de la chasse pratiquée « dès la plus tendre jeunesse » ou la « vie errante » à laquelle « ils se sont accoutumés de bonne heure », mais ailleurs les aptitudes corporelles sont présentées comme des dons naturels ou acquis sans effort, « insensiblement », avec le lait sucé à la mamelle ou l'air que l'on respire, deux métaphores souvent utilisées<sup>37</sup>. La théorie des climats qui associe la robustesse et le tempérament belliqueux à la zone froide encourage ce genre d'explications<sup>38</sup>.

Les soldats du début de la colonie étaient toujours clairement identifiés selon leur statut et leur condition et les anciens chroniqueurs ne confondaient pas les qualités du chef et celles de ses subordonnés. La figure des nouveaux combattants est loin d'être aussi précise. L'expression collective « les Canadiens » qui se généralise à la fin du siècle tend à masquer leur identité. Observons un instant la gravure bien connue qui illustre la campagne de Le Moyne d'Iberville à Terre-Neuve en 1696 dans l'*Histoire de l'Amérique septentrionale* de Bacqueville de La Potherie. Elle a pour titre « Canadiens en Raquette

allant en guerre sur la nege<sup>39</sup> [*sic*] ». Le personnage est vêtu légèrement : un justaucorps à manches galonnées et basques courtes s'arrêtant en haut du genou, des bas assez fins pour ne pas cacher le galbe de la jambe et, enfin, les chaussons et les raquettes. Le cou et la nuque ne sont pas protégés et les mains sont nues. La nature hostile est représentée par les montagnes enneigées à l'arrière-plan, et la férocité du guerrier par le casse-tête accroché à la ceinture du pourpoint. Qui est ce Canadien ? La pipe, une habitude populaire, laisserait croire qu'il s'agit d'un combattant subalterne, un des aventuriers qui se sont portés volontaires, mais l'élégance relative de la tenue vient contredire cette impression et suggère plutôt un des nombreux officiers et cadets qui faisaient partie de l'expédition. Comparons maintenant ce portrait à celui du boucanier de Saint-Domingue qui illustre la traduction française de l'ouvrage d'Alexandre-Olivier Exmelin (ou Exquemelin), parue en 1686 et maintes fois rééditée<sup>40</sup>. Il y a comme un air de famille entre ces deux figures incertaines plantées avec leur long fusil et leur pipe fumante dans un décor exotique. À la manière des sculptures médiévales, les visages poupins encadrés de cheveux bouclés n'expriment rien, n'ont aucun caractère spécifique et l'identification repose sur des objets symboliques. Cependant, les raquettes emblématiques renvoient à plus d'un personnage, au coureur de bois qui défie l'autorité comme au milicien qui marche docilement à la guerre, au commandant et à celui qui est commandé.

➤ **Figure 1.** Intitulée « Canadiens en Raquette allant en guerre sur la nege » [*sic*], cette gravure illustre le tome premier de l'*Histoire de l'Amérique septentrionale* de Claude-Charles Bacqueville de la Potherie, Paris, Nion et Didot, 1722, p. 51. *Note des éditeurs* : comparant ce personnage à celui du boucanier de Saint-Domingue, Louise Dechêne écrit : « Il y a comme un air de famille entre ces deux figures incertaines plantées avec leur long fusil et leur pipe fumante dans un décor exotique » (page 21). Reproduction : Bibliothèque et Archives Canada, C001854.



*Canadiens en Raquette allant en guerre sur la neige*



Il en va ainsi de la plupart des textes qui traitent du caractère et du comportement d'un Canadien situé hors du temps et hors de son milieu. De qui parle-t-on, se demande le lecteur scrupuleux? Parfois une fissure dans les généralisations permet de reconnaître l'objet du discours, à la condition d'être très attentif aux nuances du vocabulaire et à l'idéologie de l'auteur.

### *c) Le héros de Bacqueville*

L'ouvrage de Bacqueville de La Potherie ne pose pas ces difficultés.

Je rapporte généralement tous les faits de guerre [...]. J'ai cru d'ailleurs qu'en diminuant cet Ouvrage plusieurs officiers du Canada auraient lieu de se plaindre de moi, de les avoir mis en oubli. La guerre que nous avons eue avec cette terrible Nation [iroquoise] est trop cruelle pour ne pas citer jusqu'au dernier Subalterne et Habitant même qui y ont eu part. Il est juste de transmettre à la postérité ce qu'ils ont tous fait et soutenu pour la gloire du Roi<sup>41</sup>.

Mais ne nous y trompons pas. Le « Canadien » qui est glorifié à chaque page, celui qui « aime la guerre plus que tout autre chose » est officier, membre de la noblesse militaire coloniale<sup>42</sup>. Tout comme les guerriers amérindiens alliés des Français, les combattants d'origine modeste sont à peine entrevus dans le récit et les troupes réglées, qui ne savent pas marcher sur la neige, sont disqualifiées d'emblée. « Il fallait être Canadien ou avoir le cœur d'un Canadien pour être venu à bout d'une telle entreprise », écrit l'auteur à propos des campagnes de la baie d'Hudson, en mettant ces paroles dans la bouche du gouverneur pour leur donner plus de poids<sup>43</sup>.

Bacqueville est le fils d'un planteur de la Guadeloupe, descendant d'une ancienne famille de robe alliée aux Phélypeaux. D'abord commissaire à bord du *Pélican* lors de la campagne d'Iberville à la baie du Nord en 1697, il revient l'année suivante comme contrôleur de la



▲ **Figure 2.** Représentant un « boucanier de Saint-Domingue », cette gravure est extraite de l'*Histoire des aventuriers flibustiers qui se sont signalez dans les Indes*, d'Alexandre-Olivier Exquemelin (ou Cexmelin), [Paris, s.n., 1686] 1744, ouvrage conservé dans les collections de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. *Note des éditeurs*: après avoir comparé ce personnage à celui du Canadien en raquettes, Louise Dechêne ajoute : « À la manière des sculptures médiévales, les visages poupins encadrés de cheveux bouclés n'expriment rien, n'ont aucun caractère spécifique et l'identification repose sur des objets symboliques » (page 72). Reproduction : Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Marine au Canada et en repart en 1701 pour poursuivre une seconde carrière d'officier dans les troupes de la Guadeloupe, ce qui correspond mieux à ses goûts<sup>44</sup>. La prise du fort Nelson dans des circonstances extraordinairement dures et hasardeuses fut son baptême du feu et servit de point de départ au récit exalté de tous les autres engagements, qui représente l'essentiel de l'ouvrage. Le ton tranche avec la sécheresse des relations militaires antérieures ou avec la précision ironique de Lahontan. Mis à part les chapitres consacrés exclusivement aux Amérindiens, calqués sur les mémoires du commerçant Nicolas Perrot, l'*Histoire de l'Amérique septentrionale* est une célébration de l'officier créole, de son endurance et de sa bravoure. Un portrait lumineux, sans nuance, dans lequel l'auteur met beaucoup de lui-même. Car, comme il ne cesse de le répéter, Bacqueville est un « Américain », « un homme du Nouveau Monde », et son mariage avec la fille d'un ancien capitaine du régiment de Carignan, qui compte cinq cents ans de noblesse bien solide, précise-t-il, complète le processus d'identification entre le gentilhomme « né sous la zone torride » et cet autre qui fait la guerre en hiver.

Le portrait est sans doute celui qui correspond le mieux à l'image que l'élite coloniale a d'elle-même. Les propos recueillis par le botaniste suédois Pehr Kalm pendant un séjour dans la colonie en 1749 en témoignent. Kalm n'a jamais eu l'occasion d'observer un Canadien « en course », à la guerre ou à l'exercice, et il n'a pas non plus d'idées préconçues. Il ne fait que noter soigneusement dans son journal de voyage les vantardises de ses hôtes et compagnons de route sur les talents et l'endurance extraordinaire des habitants du pays, leur soumission exemplaire aux ordres de leurs généraux ; des soldats intrépides qui chantent sur un estomac vide et regardent la mort avec le sourire. En un mot, le Canada, c'est Rome en puissance face à Carthage. Dans la description de Carthage, des colons britanniques amollis par le confort, de leurs officiers buveurs et incapables, on reconnaît les idées de Kalm sur la dégénérescence américaine (qui aurait épargné la Nouvelle-France) mélangées aux préjugés de ses

hôtes<sup>45</sup>. La guerre de Succession d'Autriche vient de se terminer. Malgré des conditions adverses, le Canada s'en est bien tiré, ce qui explique le degré élevé d'autosatisfaction qui flotte dans les salons de la colonie, dont le distingué visiteur se fait l'écho.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les aventures extraordinaires comme les histoires de pirates connaissent une vogue sans précédent en Europe et, profitant de cet engouement, Lesage publie en 1732 *Les Aventures de M. Robert Chevalier, dit de Beauchêne, capitaine de flibustiers dans la Nouvelle-France*, qu'il présente comme les mémoires posthumes du héros. Le roman est assez bien documenté pour le faire croire à qui ignore la nature de la société<sup>46</sup>. Beauchêne est un Canadien qui, après avoir passé une partie de son enfance chez les Iroquois, revient dans la colonie où il participe à quelques campagnes militaires pour se joindre ensuite à des flibustiers rencontrés en Acadie et écumer avec eux la mer des Antilles. L'auteur l'abandonne dans le golfe de Guinée et nous ramène au Canada sur les pas du comte de Monneville, alias M. Le Gendre, un condamné à la déportation promu capitaine dans l'armée coloniale. Dans ce florilège de clichés, il y en a trois qui retiennent notre attention : la férocité du Canadien, la société guerrière et la subjugation de l'Amérindien ou la subversion du pouvoir.

« J'étais, raconte Beauchêne, un enfant violent et cruel qui n'acceptais aucune forme d'autorité et faisais le désespoir de mes parents, Français d'origine, de mœurs paisibles. » Admirateur des Iroquois, il s'arrange pour se faire adopter par eux et le voilà enfin libre de s'exercer aux armes et d'aller en course. Au bout de six ans de vie sauvage, les hasards de la guerre le ramènent parmi les siens. « Je me suis regardé longtemps comme un Iroquois. Il m'a fallu plusieurs années, je ne dis pas pour vaincre mais seulement pour adoucir un peu cette férocité contractée avec ces hommes. » Les scènes de batailles et de tortures qui parsèment le roman laissent croire que tous les Canadiens ont été à la même école. Quand ils ne font pas la guerre, ceux-ci vont à la chasse et ramènent des fourrures, tout comme font les Amérindiens. Pas de commerce, pas de division du travail et pas

de vraie démarcation sociale entre les colons-soldats et leurs officiers choisis pour leur bravoure. Cette société guerrière fonctionne un peu à la manière des « Frères de la côte » de l'île de la Tortue<sup>47</sup>. L'autorité se négocie, la guerre est un genre de vie et les notions de devoir et de loyauté envers le roi ne sont pas évoquées. Enfin, Beauchêne ne va jamais nulle part sans « ses Sauvages » qui le suivent les yeux fermés et se feraient tailler en pièces pour le défendre. C'est par amour pour lui qu'ils consentent à participer à telle ou telle campagne militaire et le héros se sert de cette fidélité pour faire plier ceux qui veulent lui donner des ordres<sup>48</sup>. Bref, les Amérindiens sont subjugués par les talents de l'aventurier qui les tient en son pouvoir et en dispose à sa guise.

#### *d) Le rebelle des écrivains*

Quand il n'est pas obligé de composer avec la réalité, l'imaginaire français reste fidèle à la figure du rebelle. C'est ainsi que Robert Challe se plaît à représenter les Acadiens dans ses *Mémoires*, où la frontière entre relation et fiction disparaît par endroits. « [Il] importait que les gouverneurs qu'on enverrait en Acadie [...] fussent des gens doux et populaires, afin de gagner peu à peu ces habitants, qui ont presque sucé avec le lait l'air d'indépendance qu'ils ont contracté avec les sauvages parmi lesquels ils ont été élevés; [...] On a fait tout le contraire. On a envoyé au Port Royal des singes de la royauté, qui ont tout d'un coup exigé une obéissance aveugle, qui ont interdit aux colons tout commerce avec les Anglais, sans leur apporter ce dont ils avaient besoin [...] » Il en résulta un commerce secret; les autorités firent pendre quelques colons, « ce qui a révolté tous les autres, qui se sont, en grande partie, retirés dans les bois, enragés de la cruauté de leur propre nation. De concert avec les sauvages, ils assommaient tous les Français d'Europe [...] qui osaient mettre le pied dans les bois, ou s'écarter des habitations<sup>49</sup>. »

Ces écrivains, non tenus par les conventions régissant les relations

militaires, sont ceux qui exploitent le thème de la férocité chez les Européens. Contrairement aux autres auteurs qui mentionnent leurs atrocités en passant, sans état d'âme, comme si elles allaient de soi dans ce milieu, le romancier s'y attarde et les met au compte des traits acquis. Il existe dans cette littérature une fascination particulière pour le cannibalisme, perçu comme une habitude commune plutôt que comme un rituel amérindien, habitude qui serait aussi celle des colons au cours des campagnes militaires, quand les vivres font défaut<sup>50</sup>. On aura reconnu dans les textes de Challe et de Lesage la même figure inquiétante du révolté, du féroce soldat que Jérôme de Pontchartrain avait en tête au moment où il prenait la responsabilité du ministère de la Marine et des Colonies. Une caricature, sans doute, mais qui est beaucoup moins éloignée des témoignages historiques accrédités qu'on peut le croire. Sous le couvert de l'observation savante, du récit fidèle, ceux-ci renvoient souvent aux mêmes clichés, à la même mythologie.

*e) Le héros ambigu de Charlevoix*

Notre dernière figure d'homme de guerre est celle qui apparaît dans *l'Histoire et description générale de la Nouvelle France* du père Charlevoix, publiée en 1744<sup>51</sup>. La figure est ambiguë, surtout lorsqu'on la compare aux trois prototypes qui précèdent : le saint, le héros, le rebelle. Charlevoix a construit son portrait du créole, ou plutôt de l'officier créole, puisqu'il s'agit essentiellement de celui-ci, à la manière des descriptions dichotomiques des caractères et des mœurs amérindiens qui parsèment les relations des missionnaires et autres observateurs ; d'un côté les qualités, de l'autre les défauts et, comme pour l'Amérindien, la balance penche nettement du côté des défauts<sup>52</sup>. Le personnage a toutes les qualités physiques admirables mentionnées plus haut, avec en plus la vivacité d'esprit, des manières policées qui le rendent très agréable dans le commerce de la vie. Il est brave mais la bravoure est chez lui une sorte d'instinct, plutôt que fermeté de l'âme, car on le

dit léger et inconstant. Impétueux, il est incapable d'une action suivie et concertée; indiscipliné, il ne sait ni obéir ni commander, ou rarement. Ayant ailleurs dans le cours du récit comparé Iberville à César à la tête de la dixième légion, l'auteur se sent obligé de préciser pour préserver la réputation du héros que « Feu M. d'Iberville [...] avait toutes les bonnes qualités de sa Nation sans en avoir les défauts<sup>53</sup> ». Pessimiste sur l'avenir de la colonie, Charlevoix demeure néanmoins optimiste quant au potentiel de ces hommes braves et adroits, bons chrétiens par surcroît, qui pourraient rendre de grands services à leur souverain hors de chez eux, car leurs défauts, assez curieusement, disparaissent quand ils sortent de la colonie<sup>54</sup>.

Pour saisir le sens de ces propos, il faut lire attentivement les deux premiers tomes de l'*Histoire*, les dénonciations répétées de la course des bois, laquelle fonctionne dans le récit comme une malédiction locale, la source de tous les maux. La course des bois a produit des transfuges qui ont rendu les Français méprisables aux yeux des peuples indigènes; elle a contaminé toute la jeunesse du pays et altéré le caractère de sa noblesse. « Ils seroient des hommes parfaits, si avec leurs vertus ils avoient conservé celles de leurs Ancêtres<sup>55</sup>. » Tel est le thème de l'ouvrage : une régression morale, une maladie de l'âme qui a arrêté le progrès de l'Évangile chez les barbares et celui du peuplelement dans la colonie<sup>56</sup>.

Charlevoix n'a pas inventé les défauts de ses créoles. Il a simplement rassemblé les témoignages qui traînaient ici et là dans les ouvrages antérieurs et dans la correspondance des administrateurs de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle en particulier, et, en les intégrant à la trame de l'ouvrage, il leur a donné un sens<sup>57</sup>. Nous devons suivre sa démarche. Même si, à première vue, ce portrait moral semble assez éloigné de la fonction militaire, au bout du compte il nous y ramène, la guerre étant, dans le scénario de la dégénérescence, la fonction par défaut.



### 3. Des mauvaises et bonnes qualités du créole

Le dossier est volumineux mais répétitif. Comptons trois défauts dominants, la paresse, l'indépendance et l'imprévoyance, et une grande qualité, l'amour de la guerre.

#### *a) Paresse*

L'époque moderne sous la poussée de la Réforme a réhabilité le travail que la tradition médiévale associait à la punition divine et à la souffrance. Désormais le travail est vertu, discipline et source de richesse. Ces idées avancées entre autres par Laffemas et Montchrestien sont reprises et mises en pratique par Colbert. « L'abondance procède toujours du travail et la misère de l'oisiveté », écrit-il aux maires et échevins d'Auxerre<sup>58</sup>. Les faiblesses ou la nature de l'économie ne sont pas la cause mais la conséquence du chômage et du vagabondage. Il faut donc combattre l'oisiveté naturelle des peuples, les « exciter » au travail pour enrichir le pays et consolider l'ordre social. Dans une société bien ordonnée, chaque individu accomplit la tâche qui lui est assignée par son état, le laboureur dans ses champs, l'artisan dans sa boutique, le marchand sur les routes et les places de marché, et les officiers dans les sphères plus élevées de la justice et des armes.

C'est ce modèle épuré que Colbert a en tête quand il prend en main l'administration de la Nouvelle-France. Il voit donc à regret la Compagnie des Indes occidentales renoncer à son monopole sur le commerce des fourrures à l'intérieur de la colonie, « parce qu'il est à craindre que par le moyen de la traite, les habitants ne demeurent une bonne partie de l'année dans l'oisiveté, au lieu que s'ils n'avoient pas la liberté de la faire, ils seroient necessitez de s'appliquer à bien cultiver leurs terres<sup>59</sup> ». Dans les vues du ministre comme dans l'ordre des choses, les engagés et les soldats ont été envoyés au Canada pour défricher et labourer la terre et toute occupation qui les détournerait de leur condition n'est que fainéantise. Par la suite, les rapports alar-

mistes du clergé et des administrateurs vont contribuer à répandre l'idée que toute la population a tourné le dos à l'agriculture pour se précipiter dans les bois, d'où ces généralisations sur le goût des Canadiens pour vivre sans rien faire, leur aversion pour le travail assidu, que l'on trouve dans la correspondance officielle des trois dernières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle comme sous la plume de Charlevoix qui s'en inspire<sup>60</sup>. Plus tard, l'existence des paysans sédentaires dans cette colonie est enfin reconnue, mais les préjugés ne disparaissent pas pour autant. Comment pourraient-ils être laborieux quand l'hiver interrompt leurs travaux pendant six mois et qu'ils ne paient pas d'impôts<sup>61</sup> ?

On peut aussi, comme le fait Raudot, lier la paresse des habitants à leurs origines. « Le Canadien [...] a bien de la peine à s'attacher à un lieu et tient du sauvage pour aimer l'indépendance et l'oisiveté [...] mais [...] pouvoit on esperer autre chose des peuples qui sont nez de peres et de meres oisifs ? Les soldats ont peuplé ce pays avec ces filles, qui, ayant vecu dans le desordre en France, ont inspiré à leurs enfans au lieu du travail, l'orgueil et la faineantise<sup>62</sup>. » À la différence de Lahontan et de Challe, cet intendant n'ironise pas. Non plus que les administrateurs précédents qui attribuent les désordres et la pauvreté du pays à la paresse des femmes, laquelle engendre tous les autres vices. Tantôt, ce sont les femmes du milieu artisanal qui sont la cible de ces attaques, tantôt les filles des gentilshommes. En 1710, madame de Vaudreuil déclare la guerre à la paresse dans les campagnes, celle des hommes qui ne se déplacent plus qu'à cheval et en perdent leur virilité, celle des femmes « qui ne font rien la plupart du temps » et qu'il faut mettre à l'ouvrage, à la fabrication de la filasse pour les magasins du roi, par exemple<sup>63</sup>. La question du travail féminin resurgit dans le journal de Pehr Kalm, qui multiplie les observations contradictoires, les siennes et celles des autres, sur l'oisiveté et la vanité des femmes de Québec et de Montréal. Il s'agit manifestement d'un sujet de conversation dans les salons de la colonie<sup>64</sup>. Et ne faudrait-il pas verser au dossier les éloges du jeune évêque de Québec,

Saint-Vallier, à l'endroit de « madame la gouvernante » qui passe sa vie à visiter les malades et le reste du temps à élever sa famille et à travailler de ses mains, « apprenant encore plus par son exemple que par ses paroles, à toutes les personnes qui viennent lui rendre leurs devoirs, qu'une femme chrétienne de quelque rang qu'elle puisse être ne doit jamais demeurer inutile, et que, dès qu'elle ne fait rien, elle est en état de faire beaucoup de mal<sup>65</sup> ». Rien d'original, sans doute, dans ces discours normatifs, mais la négation du labeur féminin nous semble plus appuyée qu'ailleurs<sup>66</sup>. Quoi qu'il en soit, ces propos ajoutés aux reproches adressés aux hommes de la colonie renforcent l'impression d'un désœuvrement généralisé.

### *b) Indépendance*

Souvent associé à la paresse, l'esprit d'indépendance renvoie aussi au modèle d'une société ordonnée où ceux qui sont placés aux échelons inférieurs doivent une soumission absolue à leurs supérieurs. Les Amérindiens qui ne connaissent pas le principe hiérarchique servent de contre-exemple : « Comme ils sont maîtres absolus d'eux-mêmes sans être assujettis à aucune Loi, l'indépendance dans laquelle ils vivent les asservit aux passions les plus brutales [...] C'est de cette indépendance que naissent toute sorte de vices<sup>67</sup>. » Que l'on s'indigne de l'insubordination des commerçants de fourrures, que le gouverneur Vaudreuil fustige « l'esprit de mutinerie et d'indépendance » qui s'est introduit chez les habitants de la campagne qui mènent une vie trop commode, ne doit pas surprendre. La référence inévitable à l'air ou aux naturels du pays mise à part, ces remarques sont de celles qu'on entend partout où il y a des maîtres et des serviteurs, des seigneurs et des paysans, des gouvernants et des gouvernés<sup>68</sup>. Mais quand elle s'adresse à la noblesse, l'accusation sort de l'ordinaire. Noblesse et indépendance ne sont-elles pas des notions antinomiques ? En principe, les commandements et les sanctions sont nécessaires pour le peuple qui ne contrôle pas ses pulsions et non

pour les classes supérieures qui sont censées avoir appris à se gouverner elles-mêmes, à intérioriser les contraintes morales, comme à faire leurs les contraintes sociales marquées par le respect et la soumission à qui de droit dans des réseaux d'interdépendance de plus en plus denses<sup>69</sup>. Or la noblesse que la monarchie a poussée en Nouvelle-France pour parfaire en quelque sorte l'organisation sociale a traversé des heures difficiles au lendemain de son arrivée. Sans fortune initiale pour mettre leurs domaines en valeur et attendre patiemment la montée des rentes, souvent formés au seul métier des armes, certains gentilshommes, une fois démobilisés et livrés à eux-mêmes dans des conditions matérielles aussi précaires, dérogent à leur devoir de dignité exemplaire. Avant que la guerre ne recommence pour canaliser les énergies et ouvrir à nouveau des carrières, la délinquance nobiliaire tient une large place dans la correspondance des administrateurs, que ces désordres affligent, un peu comme si leur propre famille était en cause.

J'ay fait arrester deux des enfans du Sieur Damours, un de nos conseillers, qui ont des concessions en l'Acadie. Je les ay fait enfermer dans une Chambre les fenestres bouchées, sans communication avec qui que ce soit, ny père ny amis, pour avoir méprisé les avis que je leurs avois fait donner par leur père, que s'ils continuoient de vivre dans les bois dans les desordres des sauvagesses et des ivrogneries, je les châtierais [... Je] ne les en ay fait sortir qu'après une assurance publique de toute la famille qu'ils changeroient de vie<sup>70</sup>.

Les dérèglements sont attribués aux défaillances de l'autorité parentale. Les enfants ne vont pas en pension et ne sont pas disciplinés à la maison de sorte qu'en grandissant « ils se font un caractère dur et féroce qui rejaillit, et même souvent, sur leurs pères et mères auxquels ils manquent de respect aussi bien qu'à leurs supérieurs et curés, et qui les rend aussi entre eux incapables d'avoir aucune honnêteté dans les procédés qu'ils ont ensemble<sup>71</sup>. » Charlevoix reprend

les mêmes propos sur la « tendresse assez mal entendue » des parents pour les enfants et « le peu de naturel » de ces derniers pour leurs parents. « Les Sauvages tombent dans le même défaut », ajoute-t-il machinalement en dépit de tous les témoignages qui louent la piété filiale des Amérindiens, comme si les vices des créoles avaient besoin d'être cautionnés par ceux des Amérindiens pour être plus crédibles<sup>72</sup>.

### *c) Imprévoyance*

Quels modèles inspirent les dénonciations répétées de l'imprévoyance des Canadiens, de leur avidité doublée d'une propension à dissiper tous leurs gains en frivolités, sans songer au lendemain ni à l'établissement de leurs enfants? Gardons-nous d'y voir l'émergence d'une nouvelle éthique bourgeoise valorisant la modération et l'accumulation rationnelle. Pour prendre un exemple, les plaisanteries à l'adresse des marchands de Québec, sur les toilettes de leurs femmes et leurs tables trop bien garnies, entendues par Kalm à la table du gouverneur, relèvent de la conception traditionnelle de l'ordre somptuaire qui veut que chacun s'habille et mange selon sa condition<sup>73</sup>. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France est en train de tourner la page et le Canada en fait autant, mais les transgressions en offusquent encore plusieurs, à Québec comme à Montpellier, et peut-être davantage dans la colonie où le privilégié se sent plus vulnérable et se montre donc plus susceptible<sup>74</sup>.

Les accusations d'imprévoyance ont toutefois une portée beaucoup plus large et révèlent chez la plupart des auteurs un mépris profond pour le commerce qui soutient le développement de la colonie. Le commerce des fourrures est avant tout l'image des débauches des coureurs de bois de retour à Montréal après un long séjour dans les pays d'en haut, telles que dépeintes par Lahontan. « Ils dissipent, mangent, boivent & jouient tout pendant que les Castors durent & quand ils sont à bout, ils vendent dorures, dantelles & habits. Ensuite

ils sont obligés à recommencer des voyages pour avoir lieu de subsister<sup>75</sup>. » Lahontan n'aime pas les marchands, mais il n'oublie pas que ce sont eux qui gèrent le commerce de sorte que l'insouciance des voyageurs est relativisée, un détail pittoresque sans plus<sup>76</sup>. Pour Charlevoix, elle est la clé de la « décadence du commerce en Canada ». Cupides pour le seul plaisir de dépenser, les Canadiens, identifiés aux coureurs de bois, n'ont pas su prévoir qu'en écorchant les Amérindiens ils détruiraient le commerce. Ce qui devait arriver est arrivé, écrit l'historien, et le commerce est « présentement presque tout entier entre les mains des Anglois<sup>77</sup> ». Les profits se sont envolés mais les Canadiens courent toujours — pour le seul plaisir de la vie errante et la gloire qu'ils recueillent à vaincre les périls<sup>78</sup>.

d) « *La Jeunesse [...] déteste la Paix* »

Cependant la vanité et la légèreté qui empêchent de construire quoi que ce soit de durable n'ont pas que des mauvais côtés pour l'historien jésuite puisque, si déplorables soient-ils à d'autres points de vue, ces défauts favorisent la vocation militaire du Canada. C'est ce qui ressort du passage intitulé « Différence des colonies Angloises et Françaises ». À la rusticité des Anglais, qui les empêche de profiter de leur opulence, Charlevoix oppose les manières policées de la nation française et sa prodigalité. Les uns se fortifient par le commerce et l'agriculture, amassent du bien pour établir leurs héritiers, tandis que les autres laissent les leurs dans la nécessité. Il s'ensuit que

Les Anglois Amériquains ne veulent point de Guerre, parce qu'ils ont beaucoup à perdre; ils ne ménagent point les Sauvages, parce qu'ils ne croient point en avoir besoin. La Jeunesse Française, par des raisons contraires, déteste la Paix, & vit bien avec les Naturels du Pays, dont elle s'attire aisément l'estime pendant la Guerre & l'amitié en tout tems<sup>79</sup>.

Pour le lecteur d'aujourd'hui, comme pour l'homme qui vit à l'époque des Lumières et valorise l'ordre et la paix, le bonheur des peuples et les entreprises de la bourgeoisie, le jugement est accablant pour le Canada, mais Charlevoix voit les choses autrement. D'abord, il n'aime ni les Anglais ni les marchands. « C'étoit presque toujours des Hommes de fortune », écrit-il en parlant des gouverneurs de leurs colonies, « qui ne sçavoient point la guerre, qui ne l'avoient même jamais faite, et dont tout le mérite étoit d'avoir amassé du bien par des voyes, qui ne suposent point les qualités nécessaires pour soutenir le rang, où on les élevoit, et que des Gens de cette sorte n'acquerraient jamais<sup>80</sup>. » Dans ces lignes, comme dans le reste de l'ouvrage d'ailleurs, mais pas toujours aussi clairement, le terme de référence est facile à reconnaître. La société militaire et aristocratique reste pour l'auteur le modèle idéal<sup>81</sup> et, parce que la Nouvelle-France a semblé par moments vouloir s'en rapprocher, il demeure attaché à ces Français-Canadiens, si éloignés soient-ils de l'état de grâce originel, et très indulgent pour leurs égarements. L'essentiel étant qu'ils craignent Dieu et sachent faire la guerre, le constat d'échec matériel qui se dégage de son ouvrage n'a pas à ses yeux tellement d'importance<sup>82</sup>.

Mais pour ses lecteurs, qui sont nombreux, ce constat a de l'importance. La consécration de Charlevoix comme le grand sinon l'unique spécialiste de la Nouvelle-France est chose faite dans la décennie qui suit la publication de l'*Histoire*<sup>83</sup>. Véritable *vade-mecum* des officiers des huit bataillons qui passent au Canada entre 1755 et 1757, elle est souvent la source de leurs « observations » sur l'état de la colonie et les mœurs de ses habitants. Quand après une escale de deux semaines à Québec, l'enseigne de vaisseau Parscau Du Plessis note dans son journal que les Canadiens élèvent leurs enfants « comme les Sauvages » sans aucune discipline, et autres clichés du genre, d'où tire-t-il son information ? De la lecture de Charlevoix ? Ou d'une conversation avec un autre officier qui a lu Charlevoix<sup>84</sup> ? Car à la différence des auteurs que nous avons présentés dans ce chapitre, tous plus ou moins familiers avec l'ensemble des sources documen-

taires sur le Canada, les témoins français de la guerre de Sept Ans ne savent à peu près rien de la colonie sinon quelques idées reçues et ce qu'ils viennent tout juste de lire dans un ou deux ouvrages choisis : Lahontan parfois, Charlevoix plus souvent, ou encore l'*Histoire des voyages* de l'abbé Prévost qui puise ses renseignements sur Saint-Domingue et le Canada dans Charlevoix. « Un homme très véridique », disait Voltaire de celui qui fut naguère son préfet d'études, et le marquis de Mirabeau, l'abbé Raynal et Diderot sont du même avis<sup>85</sup>. La Nouvelle-France occupe relativement peu de place dans leurs réflexions sur le commerce et les colonies en général et un ouvrage aussi bien documenté et aussi clairement organisé que l'*Histoire* offre à ces auteurs féconds et pressés à peu près tout ce dont ils ont besoin. Quelqu'un devra un jour se pencher sur l'œuvre du jésuite, situer ses travaux historiques sur l'île de Saint-Domingue, le Japon, la Nouvelle-France et le Paraguay dans le paysage intellectuel du XVIII<sup>e</sup> siècle, tant du point de vue de leur conception que de leur réception<sup>86</sup>. Pour l'instant, contentons-nous de noter le succès de l'*Histoire* auprès du public et de nous demander si ce succès n'a pas desservi le Canada. Puisque les Français n'y ont plus aucun commerce et sont devenus « les coureurs de l'Amérique septentrionale », selon l'expression du marquis de Mirabeau, quel est l'intérêt de cette colonie<sup>87</sup>? Ce ne sont tout de même pas les talents belliqueux des Canadiens, leur seul atout, qui pourraient attirer la sympathie des Encyclopédistes. Chez les militaires français, par contre, le portrait d'une population qui n'aime rien tant que la guerre et la fait si bien ne peut que créer des attentes exagérées et, éventuellement, des déceptions.

Si les Canadiens n'avaient été que cultivateurs et manufacturiers, ils subsisteraient encore [...] Mais, ruinés par la métropole, presque sans idée de propriété, ne trouvant de facilités que dans la guerre, ils ont cherché à détruire les Anglais par les sauvages et les sauvages par les Anglais, et le sort a voulu qu'ils fussent eux-mêmes détruits, afin d'être juste une fois<sup>88</sup>.



Ces propos d'Hilliard d'Auberteuil, citoyen de Saint-Domingue, rendent bien l'image que l'opinion publique va conserver des Canadiens. Cent ans de littérature axée sur l'héroïsme des missionnaires et des soldats a puissamment contribué à doter la colonie de cette identité guerrière indélébile. Tout comme le discours sur l'Amérindien, le discours sur le créole renvoie d'abord aux préoccupations des auteurs, ce qui nous amène, en conclusion, à parler des préoccupations de ceux qui n'ont laissé ni journaux ni mémoires<sup>89</sup>.

#### 4. Ceux qui voient les choses autrement

Le lecteur qui plonge dans les sources littéraires de l'histoire des colonies britanniques ne peut qu'être frappé par l'abondance et surtout la diversité des auteurs et des opinions. Il trouvera là aussi des généralisations sur les origines criminelles des colons, des clichés sur l'influence de la culture amérindienne, des considérations sur la dégénérescence morale, la progression de l'indolence, du luxe et de la corruption. Passant d'un extrême à l'autre, il lira les publications des promoteurs, les éloges extravagants de la nature généreuse, la célébration de la réussite matérielle, de la mobilité sociale, les exhortations de ceux qui rêvent de construire la cité de Dieu, les lamentations sur l'appauvrissement culturel ou les effets délétères de l'environnement. Dans ce chœur discordant, les voix des Américains et des Européens s'entremêlent et la répartition des jugements favorables et défavorables ne suit pas nécessairement l'axe colonie-métropole. Conscients de la mauvaise réputation de l'Amérique en Angleterre, les colons cherchent à en modifier l'image, mais en même temps ils sont souvent les critiques les plus sévères de leur propre société. Le statut et la profession des auteurs, leur formation intellectuelle et les objectifs des publications sont autant d'éléments qui concourent à la variété des discours<sup>90</sup>.

Relativement nombreuses et d'une grande richesse sur le plan ethnographique, les sources littéraires de l'histoire de la Nouvelle-

France n'offrent pas la même diversité. Nos auteurs sont, à de rares exceptions près, des prêtres et des officiers. Cette surreprésentation de l'Église et de la noblesse nous semble tout aussi importante, sinon davantage, que leur appartenance métropolitaine. Les Canadiens qui font l'objet de ces discours sont doublement Autres. Ils ont lié leur sort à celui de la colonie et, fussent-ils paysans, artisans ou marchands, leur réussite et la sécurité de leur famille reposent sur l'amélioration progressive des réseaux commerciaux et sur la paix avec leurs voisins. Ils le savent, le répètent sans doute souvent, mais l'écrivent rarement.

Les deux seuls ouvrages publicitaires sur la Nouvelle-France, parus à quelques années d'intervalle dans le troisième quart du XVII<sup>e</sup> siècle, ont plusieurs points communs : l'aversion pour la guerre, la sensibilité à la beauté et à la bonté du pays et à ses promesses d'avenir, la foi dans l'association harmonieuse du commerce et de l'agriculture ; enfin, on ne trouve chez les auteurs aucune tentative de se distancier des colons en glosant sur leur caractère et l'influence du milieu<sup>91</sup>. Pierre Boucher et Nicolas Denys sont des marchands qui parlent des colonies en termes d'investissement et de profit, « le premier mobile de toutes les conditions des hommes<sup>92</sup> ». Le premier a d'abord été commis et interprète pour la Communauté des habitants à Trois-Rivières avant d'être nommé gouverneur du même poste. Pour un temps représentant de la Compagnie des Cent-Associés en Acadie, Denys consacra la majeure partie de sa vie à créer des postes de pêche sédentaire dans cette colonie<sup>93</sup>. Boucher qui participe activement à la défense des habitations françaises pendant la guerre franco-iroquoise n'en tire toutefois aucune gloire et s'il évoque brièvement ces malheurs, ce n'est que pour marquer qu'ils sont révolus<sup>94</sup>. Il loue le savoir-faire du guerrier iroquois mais n'a rien à dire sur l'expérience militaire acquise par les Français, même pas sur la sienne. Le roi a promis d'envoyer une armée pour détruire les ennemis et, désormais, les colons délivrés du danger et des responsabilités militaires pourront vaquer à leurs affaires. Voilà l'essentiel<sup>95</sup>.

Au moment où paraissent ces ouvrages, le développement de la Nouvelle-France longtemps bloqué par les guerres est sur le point de démarrer. Deux à trois générations plus tard, les progrès, sans être spectaculaires comme ceux des colonies voisines, sont quand même réels. Dans mon enfance, raconte un vieillard en 1749, il n'y avait guère d'habitants hors des villes et « là où maintenant se dressent des maisons et des fermes splendides, où s'étendent de vastes champs, il n'y avait presque partout que la forêt<sup>96</sup> ». Assurément cet homme aurait été fort étonné d'apprendre qu'un savant jésuite parlait du pays qu'il avait construit comme d'un échec. La conquête de la forêt et de l'autosuffisance alimentaire, les améliorations dans la construction, le chauffage, les transports, l'aménagement des paroisses et de la vie communautaire sont à ses yeux une réussite, il en parle avec fierté, mais personne n'a transcrit ce discours. Les marchands de fourrures ont aussi de bonnes raisons de se féliciter. Après les secousses du début du XVIII<sup>e</sup> siècle et en dépit de toutes les entraves que le gouvernement lui impose, le commerce s'est restructuré, raffermi et le volume des exportations de fourrures de la Nouvelle-France est au moins trois fois plus élevé que celui qui provient des comptoirs de la baie d'Hudson et de toutes les colonies britanniques réunies<sup>97</sup>. À la poursuite de leur profit, voyageurs et équipiers créent, consolident et étendent le réseau d'alliances avec les nations indigènes. Comme le rappelle Bruce Trigger, les compagnies de commerce et leurs commis furent, dans les débuts, les architectes de la bonne entente, les vrais « fondateurs de la Nouvelle-France », mais comme ils ne laissèrent pas de relations de leurs activités, l'histoire n'a retenu que les accusations que leurs adversaires publièrent contre ces compagnies<sup>98</sup>. La voix des générations subséquentes de commerçants de fourrures est tout aussi effacée. L'un d'eux, Nicolas Perrot, après trente années de voyages dans les pays d'en haut pour ses affaires et comme agent-interprète du gouvernement, rédigea une histoire de ces nations fondée sur leur tradition orale et sa propre expérience. Ces mémoires inédits furent largement utilisés par Bacqueville de La Potherie, Bégon et Charle-

voix pour leur contenu documentaire, mais il fallut attendre leur publication tardive, au XIX<sup>e</sup> siècle, pour découvrir l'auteur<sup>99</sup>. Modeste, abrupt, sans complaisance ni pour ses compatriotes ni pour les Amérindiens, Perrot croit que toutes les guerres des Français contre ces derniers et en particulier contre les Renards auraient dû et auraient pu être évitées.

Il faudrait poursuivre l'enquête dans les archives, rassembler tous les textes des marchands et autres personnes qui ne font pas carrière dans les armes ou la religion, pour voir si ce désir de paix si présent chez les Boucher, Denys et Perrot ne serait pas une constante dans certaines couches de la société<sup>100</sup>.

## CHAPITRE 2

# Mise en place de l'institution militaire (1608-1669)

En 1665, année où le roi envoie un régiment pour réduire les Iroquois, le Canada a derrière lui plus d'un demi-siècle de relations plutôt hostiles avec les indigènes, allant de la méfiance et des attentats isolés à la guerre proprement dite, amorcée au début des années 1640. Grâce aux travaux des anthropologues et de quelques historiens, nous commençons à comprendre la nature complexe des conflits entre les Cinq-Nations et les tribus voisines du nord, conflits dans lesquels les Français sont imbriqués dès leur arrivée. Dans cette guerre qui devient peu à peu la leur, les colons n'ont jamais eu l'initiative et, compte tenu de leur faiblesse numérique et militaire, l'ennemi aurait pu aisément les expulser ou les exterminer, l'eût-il souhaité<sup>1</sup>. Mais il ne le souhaite pas, cette sorte de détermination étant d'ailleurs étrangère à la culture amérindienne. L'action contre les Français est menée un peu à la façon des guerres intertribales ordinaires : un conflit prolongé marqué par une alternance de temps forts et de temps faibles. Étalaé sur environ vingt-cinq ans, il a compromis le peuplement de la colonie, retardé le développement de l'agriculture et interrompu souvent le commerce des fourrures, seul support financier de l'entreprise. En 1665, le Canada ne compte que 3 500 habitants dispersés dans trois bourgs fortifiés et quelques enclos ruraux.

## 1. Les guerres des Iroquois

### *a) Une période à part*

Une interprétation courante fait remonter les aptitudes des Canadiens pour la petite guerre à cette période initiale. Au cours de ces terribles affrontements avec les Iroquois, ils auraient adopté les tactiques de leurs ennemis et appris à combattre avec férocité et l'énergie du désespoir, préférant mourir les armes à la main que de subir les mille tortures réservées aux prisonniers<sup>2</sup>. La même idée circulait déjà chez les mémorialistes du régime français écrivant longtemps après ces événements<sup>3</sup>. La « hantise des origines<sup>4</sup> » ou la tendance à chercher l'explication dans le plus lointain passé est ici en cause car, pour peu que l'on prenne la peine de l'examiner, l'expérience militaire de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle offre peu de points communs avec les pratiques postérieures. Deux séries de facteurs contribuent à isoler cette période de la suite de l'histoire militaire coloniale. La première a trait aux circonstances locales, à la disproportion des forces, à l'extrême vulnérabilité des positions françaises, sans cesse sur la défensive. La seconde renvoie au contexte métropolitain, aux changements profonds tant dans la structure des armées que dans le rapport État, guerre et société qui séparent la France d'Henri IV de celle de Louis XIV.

« La distinction qui nous est familière entre militaires et civils n'a pas le même sens dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. » La remarque d'André Corvisier convient particulièrement bien à la situation coloniale. Les premiers hivernants, comme on les appelle, sont des marins, matelots ou ouvriers, et des marchands avec leurs commis et leurs valets. La plupart savent manier l'épée et l'arquebuse et, à la limite, on peut dire que tous sont aussi soldats. C'est ainsi qu'il faut interpréter les termes de la capitulation de Québec en 1629, qui répartit les quelque 60 Français à rapatrier en deux groupes : les gens de qualité autorisés à garder leurs armes et leurs effets personnels ; les « soldats », c'est-à-dire tous les autres, qui seront désarmés<sup>6</sup>. Trois ans

plus tard, Champlain qui vient reprendre officiellement possession de la Nouvelle-France au nom de la Compagnie des Cent-Associés marche vers le fort à la tête d'une escouade de soldats armés de piques et de mousquets, au son du tambour<sup>7</sup>. Dès lors les militaires forment une catégorie à part, du moins dans les comptes de la compagnie. Ils sont peu nombreux, au plus quelques dizaines entre 1633 et 1643, puisque la compagnie de 60 soldats qui arrive en 1644 est accueillie comme un puissant secours<sup>8</sup>. En ajoutant ceux recrutés par la Société Notre-Dame de Montréal on compterait alors, selon Marcel Trudel, une centaine d'hommes engagés spécifiquement pour défendre la colonie et répartis entre Québec, Trois-Rivières, Montréal et, temporairement, la Huronie et le fort Richelieu. En 1648, la Communauté des Habitants, sous-traitant des Cent-Associés, évalue les effectifs à la baisse, soit 24 soldats de garnison distribués entre les trois bourgs et 40 autres regroupés en un *camp volant* qui veilleront à la sûreté de la navigation sur le fleuve et, par des patrouilles incessantes, à la protection des habitations dispersées dans les côtes<sup>9</sup>.

La guerre ayant pour effet de diminuer les exportations de fourrures, partant les revenus de la Communauté, il s'ensuit que plus les attaques se multiplient, moins il y a d'argent pour protéger les établissements. D'où l'expédient utilisé pour aller secourir la mission huronne en train d'être anéantie par les attaques iroquoises, expédient que nous verrons souvent réapparaître dans l'histoire de la colonie avec des résultats divers. Les administrateurs font appel à des volontaires qui, en guise de rémunération, sont autorisés à faire la traite avec les marchandises avancées par la compagnie, moyennant une certaine part des profits. Les quelques contrats notariés cités par Marcel Trudel indiquent la présence de soldats et d'une majorité de domestiques parmi ces volontaires (60 en 1649 et une trentaine l'année suivante), prêts à affronter le danger pour des profits qui leur sont normalement interdits<sup>10</sup>. Ils ne participent à aucune action militaire, mais le premier contingent ramène des fourrures<sup>11</sup>.

Pour faire face à leurs difficultés financières, les administrateurs

profitent de la paix fragile conclue en 1653 pour casser le camp volant et supprimer la garnison de Trois-Rivières et peut-être aussi celle de Montréal. Pendant les neuf années suivantes les colons vont devoir « se garder eux-mêmes<sup>12</sup> ». À la suite d'une recrudescence des hostilités et des demandes pressantes de renfort, la colonie reçoit un nouveau contingent de 100 soldats en 1662<sup>13</sup>.

Les soldats de cette période n'appartiennent à aucune formation régulière. Il n'y a à peu près pas d'information touchant le mode de recrutement, mais nous pouvons penser qu'il ne diffère pas de celui utilisé pour le commun des travailleurs. La recrue s'engage à servir pour une durée déterminée, trois ans d'ordinaire, moyennant tels gages annuels, en échange de quoi la compagnie paie la traversée, son entretien dans le pays et le passage en France à l'expiration du contrat. À la différence des hommes de travail que les recruteurs revendent aux colons et aux communautés, les arquebusiers ou les soldats restent à la charge de la compagnie à moins, bien entendu, que les parties s'entendent pour annuler le contrat. Nous ignorons, par exemple, quel accord est intervenu entre la Communauté des Habitants et les 70 soldats du camp volant congédiés en 1653 par manque de fonds<sup>14</sup>. Retenons que le statut de ces premiers soldats est aussi précaire que celui des autres engagés. Les hommes chargés d'entraîner et d'encadrer ces jeunes gens ont une certaine expérience militaire bien que dans la plupart des cas il soit difficile de préciser laquelle. On rapporte que le sieur de Maisonneuve, gouverneur de Montréal, a commencé à guerroyer en Hollande à l'âge de treize ans, que tel autre militaire a combattu les Turcs ou les Espagnols sur la Méditerranée, a joint les Suédois en Allemagne, a « eu quelque commandement dans les armées de France<sup>15</sup> ». Ce sont des carrières plus ou moins définies. Deux gouverneurs et quelques gentilshommes ont acquis leurs grades dans les régiments du roi ou sur ses vaisseaux, mais les autres officiers et sous-officiers n'ont pas de grades proprement dits, leurs titres correspondant simplement à leurs fonctions dans la colonie. Il y a les commandants appelés parfois capitaines,



leurs substituts nommés lieutenants, et un nombre relativement élevé de sergents et de caporaux. Ceux-ci sont souvent des gens instruits et de bonne naissance venus comme volontaires, ou soldats sans contrat, à qui les autorités confient des responsabilités<sup>16</sup>.

La nature privée plutôt qu'étatique de cette petite organisation militaire, l'absence de professionnalisme, la brièveté des enrôlements, le flou dans l'encadrement et l'absence d'une nette distinction hiérarchique entre officiers et sous-officiers sont autant de traits archaïques. Accentués par l'éloignement, ils nous rappellent que les institutions militaires de l'époque baroque sont encore dans une période de transition<sup>17</sup>. Quelle que soit leur valeur, ces troupes rassurent par leur seule présence. « Nous avons ici nombre de soldats de bonne allure et de résolution », écrit le jésuite Lejeune en 1636. Il poursuit :

La diane nous réveille tous les matins. Nous voyons poser les sentinelles; le corps de garde est toujours bien muni; chaque escouade a ses jours de faction [...] C'est un plaisir de voir nos soldats faire les exercices de la guerre dans la douceur de la paix & de n'entendre le bruit des mousquetades et des canons que par réjouissance, nos grans bois et nos montagnes répondans à ces coups par des échos roulans, comme des tonnerres innocens qui n'ont ny foudres ny éclairs. En un mot notre forteresse de Quebec est gardée dans la paix comme le serait une place d'importance dans l'ardeur de la guerre<sup>18</sup>.

Mais l'année suivante, quand il tente de rattraper les Iroquois qui ont intercepté un convoi huron chargé de fourrures, le gouverneur compte tout autant sur les habitants de Québec que sur sa garnison<sup>19</sup>. Les circonstances exigent que les colons soient sur un pied de guerre et, jusqu'à un certain point, ils y sont préparés, du moins mentalement. Les deux tiers des immigrants viennent de Normandie et des provinces de l'Ouest, régions régulièrement perturbées par des violences de toutes sortes. Ils ont eu vingt ans entre 1628 et 1655, c'est-

à-dire que les premiers venus ont connu la fin des guerres religieuses, que tous ont été plus ou moins touchés par les soulèvements des campagnes et des faubourgs et les terribles répressions. Plusieurs ont vu l'armée de Picardie à l'œuvre à Caen, à Avranches ou à Rouen, le principal port d'embarquement pour le Canada<sup>20</sup>. Ceux qui ont grandi le long de la Loire et en Île-de-France gardent en mémoire des émeutes durement punies ou encore les pillages de l'armée de Condé pendant la Fronde<sup>21</sup>. La *doulce France* est à feu et à sang. La guerre fait partie du quotidien, les armes ont droit de cité, les bourgeois ont l'habitude du guet et des patrouilles, le moindre bourg a sa stratégie de défense et jusqu'en 1660, les milices urbaines conservent leur rôle militaire, car la préservation des biens et la sécurité des familles des miliciens en dépendent. L'exercice des armes n'est pas réservé à l'élite. Les communes ont leurs compagnies d'arquebusiers et les jours de fête sont l'occasion de concours de tir et de débordements guerriers auxquels toute la population prend part<sup>22</sup>.

### *b) Une colonie sur la défensive*

Au Canada aussi la guerre est l'affaire de tous et la principale différence entre militaires et civils est que les uns sont payés pour la faire et les autres pas. Et comme les premiers sont bien peu nombreux, les colons doivent dès le début organiser au mieux leur propre système de défense en créant les formes d'associations et de discipline collective héritées de la tradition et ravivées pendant les troubles qui marquèrent leur jeunesse. Nous connaissons un peu l'organisation qui prévaut au début des années 1650 dans le bourg de Trois-Rivières où vivent une centaine de Français et un groupe d'Algonquins et autres néophytes indigènes desservis par les jésuites dans une chapelle séparée. Le bourg est entouré d'une palissade neuve de 11 pieds de haut avec une redoute servant de corps de garde aux trois escouades qui font le guet à tour de rôle. Quelques pièces d'artillerie complètent la défense. Tous les Français « habitants, soldats et compagnons » âgés

de seize à soixante ans sont tenus de servir et une ordonnance vient rappeler aux premiers que les compagnons ne doivent pas monter la garde plus souvent qu'à leur tour et que le maître doit permettre à son serviteur qui a fait la ronde de nuit de dormir jusqu'à neuf heures le lendemain<sup>23</sup>. Les ordonnances ne font aucune distinction entre soldats et civils, les uns et les autres étant soumis à l'autorité du capitaine du bourg, marchand et juge du lieu, qui commande les inspections, les exercices de tir, le service du guet et impose des amendes aux contrevenants<sup>24</sup>. La suppression de la petite garnison en 1653 ne bouleverse donc rien. Il est important de noter qu'ici comme ailleurs dans la colonie, le service obligatoire ne s'étend pas aux opérations de patrouille menées hors du bourg, pour lesquelles on fait appel à des volontaires. Les Amérindiens, qui ne participent pas au service de la place, fournissent aussi des volontaires pour les combats, comme c'est le cas lors de la sortie désastreuse du 19 août 1652<sup>25</sup>. L'année suivante, plusieurs centaines d'Iroquois viennent à nouveau attaquer Trois-Rivières. Si ses habitants sont incapables de chasser l'ennemi et de l'empêcher de ravager les champs et les troupeaux alentour, ils réussissent quand même à soutenir un siège de neuf jours, ce qui montre que les exercices militaires conventionnels qu'on leur impose ont leur utilité<sup>26</sup>.

Nous ne savons à peu près rien des mesures de défense adoptées à Québec et dans les environs. Des réaménagements ont lieu en 1653, à la suite de la suppression du camp volant, entre autres le choix de huit bourgeois pour encadrer les habitants de la banlieue et des côtes plus éloignées<sup>27</sup>. La rapidité avec laquelle le gouverneur Voyer d'Argenson, à peine débarqué, rassemble 160 hommes en juillet 1658 pour courir après un parti d'Iroquois laisse supposer l'existence d'une structure de mobilisation assez efficace<sup>28</sup>. À Montréal, le poste le plus exposé, l'ordre des patrouilles est réajusté en 1653 pour intégrer une centaine de nouveaux engagés. La confrérie ou « dévotion de soldats de la Sainte Vierge » mentionnée par l'annaliste de l'Hôtel-Dieu est le côté religieux de cette organisation militaire<sup>29</sup>. Une ordonnance de Mai-

sonneuve de 1658 rappelle les principales consignes : ne jamais sortir de chez soi sans arme, ne pas travailler aux champs autrement qu'en groupe, et se barricader sitôt le couvre-feu sonné. Personne ne doit aller chasser au-delà des terres défrichées ni pêcher plus loin que le grand courant<sup>30</sup>. Les 36 inventaires après décès dressés durant cette période montrent que les règlements concernant l'armement sont bien observés et laissent entrevoir un arsenal varié et considérable<sup>31</sup>. Presque tous les défunts possédaient au moins un fusil, arquebuse ou mousqueton, souvent plusieurs, et les quatre qui en étaient dépourvus étaient des domestiques qui disposaient des armes de leurs maîtres<sup>32</sup>. Les pistolets, faciles à dissimuler et très utiles pour riposter rapidement à l'assaut, sont présents dans cinq inventaires seulement. En revanche, plus des deux tiers ont une bonne épée dans son baudrier de cuir et si les simples artisans et défricheurs possèdent une telle arme c'est qu'ils savent la manier et s'attendent à affronter l'ennemi face à face un jour ou l'autre<sup>33</sup>. Le port de l'épée qui deviendra par la suite un attribut honorifique réservé à l'élite a ici un rôle utilitaire important.

Les forts de la colonie sont des refuges précaires qui contrôlent mal le pays alentour et les sources d'approvisionnement. Pour se rapprocher de leurs terres, les colons construisent des maisons hors des palissades, mais en vue les unes des autres. Celles de Montréal sont bâties « en façon de redoute » avec des contrevents ferrés. Ceux qui s'étaient établis dans les seigneuries isolées en aval de Trois-Rivières durent abandonner leurs habitations quand les attaques s'intensifièrent pour chercher refuge dans le fort. Les conditions d'enfermement sont moins rigoureuses dans la région de Québec, relativement épargnée, mais là aussi les habitants ont le sentiment d'être prisonniers et d'étouffer<sup>34</sup>. Ils « estoient en captivité il y avoit désia quatre vins ans par les grandes guerres des hiroquois leurs plus dangereux ennemis », note vers 1669 un officier français qui ignore visiblement l'histoire de la colonie qu'il est venu secourir, mais a entendu ces propos quelque part<sup>35</sup>. Une aussi longue épreuve peut faire perdre la notion du temps.

Tous les gouverneurs ont rêvé d'aller attaquer les Iroquois dans

leur pays à la tête d'une puissante armée, les réduire à l'obéissance, les exterminer si nécessaire. Champlain croit qu'une centaine de carabinières, piquiers et halibardiers « accompagnés de trois ou quatre milles sauvages alliés » feraient l'affaire. « On irait au pays des Iroquois en douze journées; au moyen des pétards, des mines, des artifices à feu et de cavaliers, on leur ferait abandonner sans résistance leurs principaux villages et on leur donnerait la loi à tous. Alors nous serions craints des ennemis, nous serions redoutés et aimés de nos alliés, qui tous sauraient ce que valent les Français quand on les offense<sup>36</sup>. » Confiance exagérée dans le pouvoir réel et symbolique des armes françaises, méconnaissance des forces et des politiques des nations alliées, sous-estimation de la résistance ennemie, ce sont là des traits durables du discours militaire colonial que nous retrouvons, à peine atténués, dans les projets d'invasion de Voyer d'Argenson et de Du Bois d'Avaugour au début des années 1660<sup>37</sup>. En attendant que le roi leur fournisse les moyens de mettre ces plans à l'épreuve, les Français restent sur la défensive. Très rarement osent-ils prendre les devants et chasser les partis iroquois qui tournent autour des habitations. Les *Relations* et le *Journal* des jésuites ainsi que les autres sources ne mentionnent que neuf de ces « offensives » sur une période de trente ans. Elles se font ordinairement en barques pavoisées et munies de petites pièces d'artillerie. Dans la moitié des cas le détachement revient sans avoir vu l'ennemi. Quand les hommes oublient la prudence et mettent pied à terre, l'ennemi les repère et leur inflige de lourdes pertes<sup>38</sup>. L'affaire du Long-Sault, que nous comptons parmi les offensives qui tournent mal, est un cas de témérité tout à fait exceptionnel<sup>39</sup>. D'ordinaire les colons meurent ou sont faits prisonniers non pas dans des opérations de guérilla au fond des bois mais dans leurs champs à une portée de fusil de leur demeure, surpris dans leurs occupations quotidiennes en dépit des précautions. L'alarme est donnée, quelques-uns tentent d'intercepter le convoi ennemi pour délivrer les captifs, le plus souvent sans succès. Ils enterrent les morts et confient à Dieu le sort des prisonniers.

John Dickinson a établi que cette guerre avait fait relativement peu de victimes chez les Français. On pourrait sans doute lui chicaner l'exactitude des sources, mais même en faisant la part des individus anonymes, soldats ou domestiques, dont le décès ou la capture n'ont pas été signalés, les chiffres resteraient bas. Selon les périodes, morts et captifs représentent ensemble de 5 % à 7 % de la population, la décennie 1650 étant la plus touchée<sup>40</sup>. À titre de comparaison, des épidémies comme celles de 1687 ou de 1703 emportent jusqu'à 8 % des Canadiens en quelques mois seulement<sup>41</sup>. La quantification a toutefois ses limites et ne peut rendre compte d'un phénomène historique tout aussi réel que les pertes démographiques, soit le climat de terreur qui règne dans la colonie et que nous restituent les annalistes. S'il y a « exagération », les historiens n'y sont pour rien. C'est la perception des contemporains et l'imaginaire colonial qu'il faut interroger.

On a souvent noté que la violence qui entoure les mouvements militaires européens de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle ne le cède en rien à celle que déploient les Amérindiens. Là-bas aussi on saisit le citadin aux prés et le paysan aux champs, on brûle les chaumières, on tue le bétail, on rançonne les prisonniers<sup>42</sup>. Mais peu importe puisque les colons ne raisonnent pas ainsi. Ils sont plongés dans un monde dont ils ne savent pas lire les signes. Ce qui leur arrive est toujours imprévisible et incompréhensible. Il en va ainsi de la torture qui, en France, sert à arracher des aveux ou à détourner du crime ceux à qui on l'offre en spectacle. Mais quel sens donner aux supplices amérindiens et pourquoi certains captifs sont-ils libérés et d'autres sacrifiés<sup>43</sup>? Les colons ont sans doute autant de mal à accepter les brusques revirements de situation. À peine ont-ils fêté la trêve conclue avec deux des cinq nations de la ligue iroquoise qu'une troisième envoie 600 guerriers harceler leurs habitations<sup>44</sup>. Telle région qui se croyait à l'abri découvre avec stupeur que l'ennemi vient d'y enlever une femme et ses quatre enfants, comme ce fut le cas sur la côte de Beaupré en juin 1660<sup>45</sup>. Une dernière observation : s'il est vrai

que les attaques contre les Français sont intermittentes, la guerre elle-même, c'est-à-dire celle que se livrent entre eux les Amérindiens, est continue. Tout le pays occupé et bien au-delà est sillonné constamment par des bandes de guerriers qui poursuivent des objectifs et des stratégies que les observateurs européens ont souvent du mal à saisir. Cette guerre ambiante exacerbe le sentiment de danger.

Les Français participent-ils aux affrontements intertribaux? Est-ce ainsi, comme les historiens se plaisent à l'écrire, qu'ils ont appris l'art de la « petite guerre », en se battant aux côtés des Montagnais, des Algonquins, des Hurons ou des Outaouais<sup>46</sup>? Cette affirmation repose sur un second postulat, soit la présence précoce d'un grand nombre de « coureurs de bois » à l'ouest et au nord de la colonie, pour qui l'activité militaire n'est qu'un signe parmi d'autres d'acculturation. Or il faut se rendre à l'évidence que les Français qui s'aventurent hors de la colonie avant la paix de 1667 sont bien peu nombreux. Les interprètes et autres agents des compagnies de commerce qui hivernent chez les Hurons, les Algonquins ou les Népissingues avant 1629 se comptent sur les doigts de la main, année moyenne<sup>47</sup>. Par la suite leur présence n'est plus vraiment nécessaire, les Hurons s'occupant de rassembler les fourrures et de les délivrer fidèlement dans les magasins de la colonie. Les jésuites contrôlent bien le personnel de leur mission et les *Relations* ne signalent pas le passage de commerçants indépendants qui viendraient semer le désordre parmi les catéchumènes<sup>48</sup>. Ce n'est qu'en 1653, après le démantèlement du réseau construit par les Hurons, et une fois la trêve conclue avec les Iroquois, que les Français prennent le chemin des Outaouais. Dès lors, on observe un mouvement irrégulier de commerçants dans les territoires du nord compris entre le Saguenay et le lac Supérieur, dont il ne faut pas toutefois exagérer l'ampleur. Quelques dizaines d'hommes, peut-être, les meilleures années? Ce sont des voyages excessivement dangereux que l'on entreprend en groupe en évitant autant que possible les endroits trop perturbés<sup>49</sup>.

Quel que soit le nombre de ces commerçants audacieux, une

chose est sûre : ils n'accompagnent pas les Amérindiens à la guerre. Pour affirmer le contraire, il faudrait démontrer d'abord que la participation des Français est requise, qu'elle a sa raison d'être. Ce fut le cas dans les commencements lorsque les mousquetaires n'avaient qu'à faire feu pour épouvanter l'ennemi. Nous connaissons tous les gravures qui ont immortalisé les défaites des Iroquois en 1609 et en 1615 grâce à la présence de Champlain et de ses hommes. Les Hurons continuent d'apprécier la protection des commerçants armés qui hivernaient dans leurs villages et ils invitèrent certains d'entre eux à joindre leurs expéditions. L'aide militaire fut pour les Hurons un élément clé de l'alliance et ils furent très déçus de recevoir des missionnaires plutôt que des soldats<sup>50</sup>. Une expérience de courte durée donc, limitée à une poignée d'individus, qui n'est pas transmise aux colons qui commencent à s'implanter dans le pays à partir de 1633<sup>51</sup>. Très vite les guerres amérindiennes, momentanément apaisées, reprennent avec une intensité accrue, mais les Français n'y prennent aucune part à moins qu'ils soient eux-mêmes en péril. Ils refusent leur aide aux Algonquins et aux Montagnais et il semble bien que les Hurons n'y comptent plus<sup>52</sup>. Aucun Français ne les accompagne quand ils vont en course contre les Iroquois car les jésuites, qui relatent assez fidèlement ces mouvements, ne manqueraient pas de le rapporter, le cas échéant. D'ailleurs, du moment où les Amérindiens acquièrent des armes à feu, ce qui se produit dans les années 1640, le soldat français cesse d'être un atout dans ce genre de guerre et peut devenir un fardeau.

Nous reviendrons plus loin sur la manière amérindienne de faire la guerre, l'apprentissage et la discipline qu'elle exige. Il faut cependant mentionner ici le témoignage de Radisson, qui s'insère dans cette première période et contredit notre propos. Celui que l'histoire a élu coureur de bois exemplaire raconte que pendant sa captivité chez les Iroquois, vers 1653, il accompagne ceux-ci à la guerre contre des nations du sud. Le garçon (il aurait environ treize ans) y fait montre d'une telle valeur que le village l'accueille en héros au



retour<sup>53</sup>. Ce dernier détail devrait suffire à établir l'invraisemblance de l'épisode, où le narrateur fait valoir une supériorité naturelle qui lui permet d'assimiler les conduites de ses hôtes et de les surpasser<sup>54</sup>.

Si les Français n'aident guère leurs alliés, ceux-ci sont souvent mobilisés pour des opérations défensives autour de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal, et de temps à autre, plutôt rarement, ils combattent alors côte à côte avec les colons. Les commentaires ne sont pas toujours élogieux et reconnaissants, loin de là ! Le discours des jésuites, où percent sans cesse la méfiance et le mépris pour des comportements militaires jugés lâches et désordonnés, traduit-il le sentiment général ? Comment savoir<sup>55</sup> ? Retenons seulement que nous ne trouvons aucune trace durant cette période des relations privilégiées que certains Français vont établir avec divers groupes amérindiens, relations qui feront la force de cette colonie. Avant de bien faire la guerre ensemble, ils doivent apprendre à se connaître, à s'évaluer mutuellement, un processus alors à peine amorcé. Avant d'aller en course et de tendre des embuscades à l'ennemi, les colons doivent apprendre d'abord à se déplacer en forêt et sur les rivières et, en 1666, ils sont encore peu nombreux à savoir le faire. Bref, si la population appelle à grands cris les armées du roi, c'est qu'elle se sent totalement incapable de se défendre seule et ne fait pas confiance à ses alliés.

### *c) Carignan et les campagnes de 1666*

Les troupes arrivent au cours de l'été 1665 : le régiment de Carignan-Salières et quatre autres compagnies d'infanterie, 1 310 hommes en tout qui ont pour mission d'aller exterminer les Iroquois « dans leurs foyers<sup>56</sup> ». Jusqu'à leur départ trois ans plus tard, elles sont employées à fortifier les marches de la colonie du côté du Richelieu et du lac Champlain, à tenir garnison dans les trois bourgs et dans les nouveaux forts. Les expéditions militaires ont lieu en 1666. La première qui s'étend sur 10 semaines, du 9 janvier au 17 mars pour ceux qui partent de Québec, est un échec qui tourne au tragique. Le détache-

ment de quelque 500 hommes s'égare et, ventres vides, décimé par le froid, il aboutit chez les Hollandais plutôt que chez l'ennemi. Le retour est encore plus pénible. La seconde, organisée au mois de juillet suivant, fait demi-tour après avoir croisé une ambassade iroquoise qui ramène des prisonniers et veut faire la paix. Insatisfaits des pourparlers, les généraux lancent leur grande offensive à l'automne. Cette fois l'armée de 1 300 hommes pénètre chez les Agniers qui n'attendent pas le roulement des tambours pour quitter les lieux. Après avoir détruit de fond en comble quatre beaux villages désertés, les Français prennent rapidement le chemin du retour car la saison est déjà très avancée<sup>57</sup>. La ligue iroquoise est-elle aussi intimidée par ce déploiement militaire que les contemporains se plaisent à le répéter? Une chose est sûre, elle est momentanément épuisée et, pour réparer ses forces, souhaite un accord avec les Français<sup>58</sup>. Conclue le 10 juillet 1667, la paix apportera à ceux-ci vingt années de tranquillité.

Les colons contribuèrent à la construction des forts et aux campagnes de 1666. Versailles tenait d'ailleurs à ce que des soldats fournis par le pays, « qui sçavent la manière de combattre ces peuples sauvages », appuient le corps expéditionnaire<sup>59</sup>. Pour mesurer cette participation, nous ne possédons pas d'autres données que celles de la *Relation* des jésuites qui mentionne 200 « volontaires » sur un total de 500 hommes dans le détachement de janvier et 600 sur 1 300 dans celui de l'automne<sup>60</sup>. L'estimation est certainement très exagérée car 600 correspond à 43 % de la population masculine de plus de quinze ans recensée cette année-là<sup>61</sup>. Pour trouver une participation aussi forte, il faut attendre 1759, les taux de mobilisation maximum se situant d'ordinaire autour de 20 %. Retenons donc une participation moindre à la campagne de Tracy, mais relativement importante puisqu'elle parut telle aux chroniqueurs. Mais fut-elle purement volontaire? Encore là, le doute est de mise. Pendant la décennie 1660, le Canada reçut chaque année plusieurs centaines d'engagés. En 1666, une bonne partie des jeunes gens de la colonie, le tiers peut-être, ne disposent pas librement de leur personne et n'ont pas non plus une

longue expérience du pays<sup>62</sup>. Il y a sans doute des colons plus agueris à leurs côtés mais aucun, semble-t-il, qui sache reconnaître son chemin en forêt sans l'aide de guides amérindiens. Les éloges de Dollier de Casson à l'endroit du comportement remarquable des « Mont-réalistes » dans ces campagnes doivent être pris avec un grain de sel<sup>63</sup>. Personne n'a eu l'occasion de faire valoir son adresse ni son courage au cours de ces opérations peu glorieuses.

Mais pour la première fois les Français ont osé marcher au-delà du territoire étroit et relativement protégé de la colonie et ils en tirent une grande fierté. Elle transparait, malgré les règles du genre, dans le long poème burlesque que le jeune Chartier de Lotbinière a composé sur la campagne d'hiver, de laquelle il était revenu miraculeusement indemne. Il était évidemment hors de question de transformer une aussi triste aventure en épopée mais l'auteur ne se résigne pas à ridiculiser l'armée et son commandant. Les traits cruels sont réservés aux ennemis et, pour le reste, la parodie demeure bienveillante, toute en surface avec des guerriers qui riment avec les lauriers, une jeunesse qui rime avec prouesse. L'échec prend des airs de victoire<sup>64</sup>. La campagne de l'automne suivant est saluée sans hésitation par la colonie comme une réussite éclatante. Loin d'être déçu par la fuite des Iroquois et l'impossibilité d'une victoire par les armes, le commandant des habitants de Québec, Jean-Baptiste Legardeur de Repentigny, y voit la main de Dieu. Comme il le raconte à mère Marie de l'Incarnation, il fut lui-même témoin du miracle. Étant monté sur une colline pour observer les environs, les troupes à ses pieds lui semblèrent tout à coup si nombreuses « qu'il crut que les anges s'y étaient joints, ce qui le mit tout hors de lui-même ». Les ennemis, qui d'une autre hauteur partageaient la même transe, la même vision d'une armée de plus de 4 000 hommes, renoncèrent dès lors à soutenir le siège pour lequel ils s'étaient si bien préparés<sup>65</sup>.

Les interventions du ciel sont coutumières dans cette colonie qui, depuis ses origines, mène une guerre sainte contre ceux qui empêchent la propagation de la religion chez les peuples barbares. C'est

ainsi que l'Église perçoit la situation et les colons ne demandent pas mieux que de croire qu'ils accomplissent les desseins de la providence et que, pour cette raison, celle-ci ne saurait les abandonner. Une assurance qui tient la peur en respect. Les propos de M. de Repentigny, un des principaux et plus anciens habitants du pays, traduisent bien l'état d'esprit général. Or, après 1667, ce genre de témoignage devient de plus en plus rare parce que les sources, et non pas les mentalités, se sécularisent. D'une part les *Relations* des jésuites et les autres annales religieuses cessent de jouer le rôle de gazettes coloniales pour se concentrer sur les missions et les couvents des ordres religieux. D'autre part les nouvelles sources, correspondances administratives et journaux militaires, ont leurs propres conventions qui excluent les détails sans effets directs sur l'issue de la campagne. Si l'histoire militaire s'enrichit, l'histoire culturelle y perd. La dimension religieuse est un élément important des guerres coloniales que nous tenterons d'analyser dans une perspective de longue durée à la fin de cette étude<sup>66</sup>.

Notons en terminant la discrétion des témoins sur les victimes de la campagne de janvier-mars 1666. Les jésuites, d'ordinaire si précis pour dénombrer les personnes tuées ou capturées par les Iroquois, sont laconiques : plus de 60 morts. Combien plus ? « Nous perdimes... quatre cens hommes, lesquels en marchant tomboient morts de froids », note dans son journal personnel un officier d'infanterie encore secoué par l'expérience<sup>67</sup>. Rien d'autre, à part une vague référence de Dollier de Casson aux malades et aux blessés de la petite armée de M. de Courcelle qui furent reçus à l'Hôtel-Dieu « après cette terrible guerre de l'hiver<sup>68</sup> [...] » Une marche de dix semaines dont cinq en pays inhabité, au plus fort de l'hiver, par des gens mal nourris, a certainement fait beaucoup de victimes. Un peu moins sans doute parmi les volontaires de la colonie, plus habiles à la marche et plus chaudement vêtus que les soldats, mais, assurément, plusieurs y laissèrent leur vie ou demeurèrent estropiés. Une quarantaine peut-être, selon une évaluation conservatrice. Le cas échéant,

cette campagne aurait fait presque autant de victimes que les Iroquois au cours des cinq années précédentes<sup>69</sup>. Le parti pris de taire ou de minimiser les pertes est une autre constante dans l'histoire militaire de la colonie, tout comme les problèmes de ravitaillement qui se sont fait cruellement sentir dans les campagnes de 1666 et qui se répéteront chaque fois que les autorités feront marcher de gros corps de troupes.

## 2. Les fondations militaires

### *a) Un projet de peuplement militaire raté*

Conformément au plan initial le séjour du régiment de Carignan-Salières au Canada est de courte durée. En 1668, trois ans après son arrivée, il rentre en France, laissant derrière une série de fortins, où les colons pourront se retirer advenant une reprise toujours possible des hostilités, et environ 400 soldats et une trentaine d'officiers qui acceptent le congé offert pour devenir colons<sup>70</sup>. Les primes et les fortes pressions n'ont pas réussi à en attirer davantage. Pour comprendre comment le roi et son ministre perçoivent la milice canadienne, les illusions qu'ils entretiennent sur son compte, nous devons nous arrêter à ce projet de peuplement militaire qui est la pierre angulaire du régime sociopolitique qu'ils veulent établir dans cette colonie. Les officiers recevront une seigneurie et encourageront les soldats de leur compagnie à y prendre des terres à cens.

Cette manière de donner un pays nouvellement conquis répond à l'usage autrefois reçu chez les Romains de distribuer aux gens de guerre les champs des provinces subjuguées qu'on appelait *paedia militaria* et la pratique de ces peuples politiques et guerriers peut, à mon sentiment, être judicieusement introduite dans un pays éloigné de mille lieues de son Monarque, qui, à cause de cet éloignement, peut souvent être réduit à la nécessité de se soutenir par ses propres

forces. Elle me paraît d'autant plus à estimer qu'un jour elle procurera au Roi un corps de vieilles troupes, capables de conserver cet Etat naissant du Canada contre les incursions des Sauvages. C'est pourquoi les premiers de nos rois, plus grands politiques qu'on ne se l'est persuadé, introduisaient dans les pays nouvellement conquis des gens de guerre, nés leurs sujets, dont la fidélité leur était bien connue afin d'y contenir au dedans les habitants dans le devoir, et au dehors d'éloigner leurs ennemis communs. Pour les y entretenir et les faire subsister, nos anciens Rois leur concédaient dans ces pays mêmes, des terres qu'ils cultivaient et qui leur fournissaient, par leurs productions, tout ce qui était nécessaire à la vie; pratique également économique et politique, puisque d'un côté, elle épargnait les finances du trésor public et que de l'autre elle intéressait l'officier et le soldat à la conservation du pays, comme à celle de leur propre héritage<sup>71</sup>.

Ce texte de l'intendant Talon traduit fidèlement la pensée et la volonté de Versailles. Si la référence romaine est banale en ce début de règne, l'idée de rattacher la conquête de l'Amérique au récit légendaire des origines nationales et monarchiques l'est moins et montre bien l'importance que l'on accorde à cette nouvelle extension du royaume mérovingien<sup>72</sup>. Or malgré quelques petits succès ici et là, la colonisation militaire ne se déroule pas comme prévu. D'une part, un peu moins du tiers des officiers accepte de s'établir au Canada, ce qui compromet d'emblée l'opération. D'autre part, les soldats sont en majorité de jeunes recrues qui n'ont pas eu le temps de s'attacher à leurs officiers au point de suivre leur exemple. Au lieu d'un licenciement par compagnie, on assiste à une série de décisions individuelles. Les futurs soldats-laboureurs s'établissent où bon leur semble, souvent dans les endroits où ils ont été cantonnés, autour des villes. Éparpillés, ils se mêlent aux habitants du pays et aux centaines d'engagés sans expérience militaire recrutés dans les années 1660<sup>73</sup>. Dans leurs fiefs plus éloignés, les officiers-seigneurs attendent en vain les censitaires et, comme ils n'ont pas le capital requis pour faire valoir leur

domaine, ils ont tôt fait d'aller chercher ailleurs ce revenu que la terre, pour l'instant, leur refuse<sup>74</sup>. Les travaux des historiens ont bien démontré la logique interne du mouvement de peuplement qui, tant que les hommes restent libres, échappe à la volonté des planificateurs. Qualité des terres, proximité des marchés, liens de parenté et contraintes matérielles orientent les décisions des colons. Non seulement les hommes ne se regroupent pas autour de leurs anciens officiers mais ils préfèrent vivre dans leur propre habitation plutôt que dans des agglomérations villageoises. Rationnelle et avantageuse à maints égards, cette dispersion de l'habitat propre à l'Amérique est évidemment contraire à une organisation défensive basée sur un réseau de places fortifiées à caractère résidentiel et militaire, comme l'Europe en construisait du temps des incursions barbares et comme on voudrait les recréer dans la colonie<sup>75</sup>. Les premiers administrateurs royaux se rendent-ils compte que leurs recommandations sont inutiles, qu'elles ne prévaudront pas contre les exigences agricoles et domestiques ni contre l'optimisme des habitants qui misent sur la paix? Peut-être, mais de là à dire au ministre qu'il comprend mal le contexte et doit repenser son projet, il y a un pas que bien peu osent franchir et surtout pas Jean Talon, courtisan modèle. Ainsi les instructions de 1669 touchant l'organisation militaire présupposent une population beaucoup plus dense qu'elle ne l'est en réalité, des distances plus courtes et la présence dans chaque côte d'anciens officiers capables d'enseigner la discipline militaire.

Mon intention est que vous divisiez tous mes sujets habitans audit pais par compagnies ayant esgard à leur proximité; qu'après les avoir ainsi divisés vous establisiez des capitaines, lieutenants et enseignes pour les commander; qu'en cas que tous ceux qui composeront les dites compagnies puissent s'assembler et s'en retourner chez eux en un jour, vous donniez les ordres qu'ils s'assemblent une fois chaque mois pour faire l'exercice du maniement des armes; et en cas qu'ils soient trop éloignés, vous subdivisiez les compagnies par escouades

de 40 à 50 hommes et que vous leur fassiez faire l'exercice une fois le mois ainsi qu'il est dit cy-dessus ; et à l'égard des compagnies entières, vous les fassiez assembler une fois ou deux l'année.

Que vous prissiez soin qu'ils soient tous bien armés et qu'ils aient toujours la poudre, plomb et mesche nécessaires pour pouvoir se servir de leurs armes dans les occasions.

Que vous visitiez souvent les escouades et compagnies et leur fassiez faire l'exercice en votre présence.

Qu'autant qu'il sera possible vous puissiez assembler une fois l'an le plus grand nombre des dits habitans que se pourra pour leur faire faire pareillement l'exercice en corps, en observant toutefois de ne pas leur faire faire de trop grandes marches, laissant à votre prudence d'assembler seulement tous ceux qui pourront le faire et s'en retourner en deux jours de temps, afin qu'un plus grand temps ne consume celui qu'ils doivent employer à leur commerce et la culture de leurs terres. Je laisse à votre prudence à examiner s'il ne serait pas avantageux au bien de mon service et à l'augmentation de la colonie d'assembler tous les deux ou trois ans un nombre de mil à douze cens hommes de guerre bien armés et faire une marche dans le païs des Iroquois et autres Nations sauvages pour leur faire toujours connaître la puissance de Mes armes et les contenir dans les termes du devoir et de l'obéissance qu'ils me doivent<sup>76</sup>.

#### *b) Le texte fondateur de la milice*

Le texte ci-dessus, qui sert d'acte de fondation à la milice canadienne, est tiré d'une lettre du roi au gouverneur de Courcelle, c'est-à-dire d'une correspondance privée. Aucun acte public ne viendra par la suite sanctionner, compléter ou préciser ces instructions afin que la population sache ce qu'on attend d'elle. À l'occasion des guerres, les administrateurs publient des ordonnances ponctuelles pour obliger les habitants à se procurer des fusils, à élever des forts dans leurs paroisses ou à s'occuper des feux de signalement et une ordonnance



de 1710 donne préséance aux capitaines de milice sur les marguilliers dans les processions. Mais ne cherchons pas le règlement général sur le fonctionnement de la milice, les critères de sélection des conscrits, le choix des officiers de milice, leur rang et leurs attributions durant les campagnes, la tenue des assemblées et la confection des rôles, les sanctions qui menacent les contrevenants, etc. Il n'existe pas. Une ordonnance qui énumère les devoirs des colons limite du même coup ces devoirs. Ainsi les ordres publiés du temps des compagnies par les anciens gouverneurs pour régler la garde des places marquaient implicitement que le service obligatoire s'arrêtait aux portes du fort<sup>77</sup>. Les instructions royales de 1669 font table rase des usages antérieurs et, en demeurant secrètes, instaurent un régime de service militaire et paramilitaire illimité<sup>78</sup>.

Nous croyons que cette façon de gouverner est particulière aux colonies, à la Nouvelle-France surtout, car la bureaucratie de la Marine a la partie moins facile aux Antilles. Le gouverneur général des îles de l'Amérique reçut en même temps des instructions à peu près semblables pour mettre les habitants sur un pied de guerre mais des ordonnances subséquentes vinrent en révéler et en préciser la teneur<sup>79</sup>. L'absence de règlements généraux dans diverses branches administratives fit d'ailleurs partie des griefs des colons antillais dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Versailles évite de donner des lois à ses colonies, disait-on, pour ne pas y soumettre ses représentants<sup>80</sup>. Lorsque le Conseil de la Marine demande à l'intendant de Québec de dresser l'inventaire de tous les titres et actes législatifs du Canada y compris les directives de la correspondance ministérielle, il consacre l'existence du double répertoire, l'un public et dûment enregistré, l'autre caché<sup>81</sup>. Le cas de la milice n'est donc pas exceptionnel mais il est quand même surprenant qu'une institution aussi importante soit demeurée jusqu'à la fin du régime dans les limbes de l'administration coloniale sans que le vide attire l'attention. Mais il est bien possible que les critiques ne soient pas parvenues à notre connaissance.

### *c) Essai de définition*

Pour saisir les grands traits de la milice, nous devons faire appel à la fois aux directives ministérielles et à l'usage qui sur plusieurs points s'en écarte, comme le montrera la suite de cette étude. Cette première définition est forcément incomplète mais nécessaire comme point de départ. Au Canada le service militaire est une obligation à caractère personnel et universel. Elle pèse sur chaque individu et non sur le groupe, paroisse ou famille. Tous les hommes valides y sont soumis en principe, quels que soient leur statut matrimonial, leurs responsabilités familiales ou leur position sociale. L'aptitude à porter les armes commencerait à quatorze ans selon un arrêt de 1686 et le mémoire d'un gouverneur daté de 1716, lequel fixe en outre à soixante ans la limite d'âge supérieure<sup>82</sup>. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, par ailleurs, les recensements annuels fixent à quinze ans la frontière entre petits et grands garçons et à cinquante ans celle entre adultes et vieillards<sup>83</sup>. Disons que la question est plutôt théorique puisque les adolescents et les hommes âgés ne risquent guère d'être conscrits, comme nous le verrons. Si l'état civil n'est jamais évoqué, Versailles aime par contre rappeler aux administrateurs que la condition sociale ou professionnelle n'exempte personne de la milice. Ils verront à ce « qu'il n'y ait aucun habitant, domestique ou ouvrier qui n'y soit compris et s'il s'y trouve des gentilshommes qui ne veulent pas y prendre des places d'officiers, il faut qu'ils y servent comme soldats ». Seuls les officiers pourvus de brevets du roi sont exemptés<sup>84</sup>. Le gouverneur général choisit et signe les commissions des officiers de milice, assisté par les deux gouverneurs particuliers pour leur ressort. La correspondance ne renferme pas d'instructions plus précises que celles que nous venons de citer sur les critères de sélection. Versailles considère que ces fonctions reviennent de droit à la noblesse, pour qui les accepter est un devoir. Les compagnies ne forment pas de régiments mais sont regroupées par gouvernement avec des commandants, majors et aides-majors à Québec, à Trois-Rivières et à Montréal dont la juri-

diction n'est pas toujours claire<sup>85</sup>. Les officiers de milice n'ont aucun rang avec les troupes réglées, c'est-à-dire que leur statut est le même que celui des soldats dans la hiérarchie militaire. Le recrutement et la conduite des milices relèvent du gouverneur et des officiers d'état-major. Selon les époques et les circonstances, les milices sont commandées tour à tour pour aller en guerre ou pour effectuer des tâches paramilitaires, transports de munitions et travaux sur les fortifications. Dans tous ces cas elles sont censées servir gratuitement et l'armement, fusil avec une certaine quantité de poudre et de plomb, est à leurs frais<sup>86</sup>. La milice est une institution militaire soumise aux règlements et à la justice militaire. Toute désobéissance et tout acte criminel commis à l'occasion ou au cours du service, qu'il s'agisse de corvées ou d'opérations militaires proprement dites, échappent donc aux juges et aux lois ordinaires et, par conséquent, au regard de l'historien car la justice militaire a laissé peu de traces<sup>87</sup>. Cette définition sommaire de la milice, rappelons-le, est provisoire, la suite de notre étude ayant précisément pour but de la compléter.

#### *d) Une institution originale*

Contrairement aux autres institutions coloniales qui sont toujours plus ou moins apparentées à celles du royaume, la milice fait figure de création originale. Entre les deux systèmes de recrutement militaire, levée par forme d'impôt ou enrôlement volontaire, la monarchie a depuis le XVI<sup>e</sup> siècle choisi le second pour réorganiser son armée. Cependant, à côté du volontariat, on trouve diverses formes de service obligatoire qui peuvent être rangées dans trois catégories. D'abord, les formes issues de la tradition médiévale comme le ban et l'arrière-ban ou service personnel attaché à la possession d'un fief. Le seigneur haut-justicier doit se présenter aux convocations avec ses armes et fournir aussi celles des paysans qui l'accompagnent, mais depuis 1483, il ne sert plus gratuitement. Le service est de trois mois à l'intérieur du pays ou quarante jours seulement hors des frontières.

L'importance militaire de cette formation est nulle mais on continue de la convoquer tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle et, surtout, à taxer lourdement ceux qui veulent s'en exempter, ce qui explique pourquoi elle survit à son utilité<sup>88</sup>. Les milices urbaines ont aussi une histoire fort ancienne. Traditionnellement les bourgeois servent sans solde et s'équipent à leurs frais. Tous les citoyens en âge de porter les armes, sans exception, participent à la défense sous le commandement de leurs magistrats. Les villes qui revendiquent le privilège de se défendre elles-mêmes ont leur propre artillerie et n'acceptent pas la présence des troupes royales dans leurs murs. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la monarchie n'a que faire du pouvoir militaire des cités et, très tôt, leurs milices n'ont plus qu'une existence nominale. Elles figurent dans les cérémonies et participent de façon restreinte au service du guet<sup>89</sup>.

Toutes les formes anciennes d'autodéfense et de service obligatoire sont donc ou bien disparues ou en décadence au moment où Colbert fonde les milices coloniales. Des deux formes modernes, garde-côtes et milices « de terre » ou provinciales, seule la première existe déjà dans les régions du littoral. Créées au XVI<sup>e</sup> siècle pour suppléer aux forces navales inexistantes et plusieurs fois réorganisées par la suite, les milices garde-côtes rassemblent tous les hommes de dix-huit à soixante ans dans une zone de deux lieues le long de la mer. Elles jouent un rôle passif essentiellement, faire le guet, maintenir les fortifications en état, mais doivent être prêtes à repousser un débarquement. Pour y mettre plus d'ordre et d'efficacité on introduit au XVIII<sup>e</sup> siècle le principe du tirage au sort et une solde pour les jours employés à l'exercice<sup>90</sup>. Le service obligatoire est imposé ailleurs dans l'ensemble du royaume par l'ordonnance de 1688 créant les milices provinciales. Les paroisses doivent fournir un certain nombre d'hommes, choisis par tirage au sort parmi les célibataires de moins de quarante ans, les équiper, leur verser la prime d'engagement et leur solde tant qu'ils demeurent dans la province. Les officiers, choisis par l'intendant parmi les gentilshommes du pays, reçoivent des commissions royales et une solde. Fixé d'abord à deux ans, le service des sol-

stats de milice se résume à peu de chose en temps de paix, mais en temps de guerre, l'institution fonctionne comme une réserve de recrues pour l'armée et le service est prolongé. Une forte proportion de miliciens, jusqu'à 46 % pendant la guerre de Succession d'Espagne, sont incorporés dans les régiments. Le cas échéant, ils sont entretenus par le roi sur le même pied que les soldats. La milice fait peur et quand elles le peuvent les paroisses sont prêtes à payer cher pour acheter un volontaire et éviter que leurs fils soient tirés au sort. Au XVIII<sup>e</sup> siècle les ponctions vers l'armée active sont moins lourdes et on tend à recruter davantage dans les villes pour ne pas nuire à l'agriculture. Les conscrits sont exemptés de taille durant leur service. Notons enfin que le détail des levées de la milice ne relève pas des officiers militaires mais de l'intendant et des subdélégués assistés des syndics élus par les communautés<sup>91</sup>.

Les prestations en nature que l'on exige des paysans pour des fins militaires entrent dans la troisième catégorie de service forcé. Les réquisitions de charrois et de main-d'œuvre pour les transports et les travaux de terrassement des forteresses sont inégalement réparties et pèsent plus lourdement sur les provinces frontalières. Les modalités de ces tâches sont mal déterminées, ce qui donne lieu à des abus, mais il semble que l'usage de rétribuer les pionniers ou corvoyeurs soit devenu la norme dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas exclu que les paysans viennent s'embaucher de leur plein gré quand la saison et les gages font leur affaire, comme ils le firent lors de la construction de la forteresse d'Ath en 1668. Les intendants gardent un droit de regard sur le recrutement et sur l'exécution des corvées<sup>92</sup>.

De cet inventaire des diverses formes de service obligatoire qui existent en France, dégageons les grandes lignes. Le devoir militaire gratuit est à peu près disparu. La mobilisation ne frappe qu'une fraction relativement faible de la population et épargne les producteurs et les chefs de famille. Le recrutement de ces troupes d'appoint relève des autorités civiles. Voilà qui est fort éloigné du système que Louis XIV et Colbert implantent dans leurs colonies ! Par certains

détails, il se rapproche de l'une ou l'autre organisation métropolitaine, des garde-côtes en particulier, mais ceux-ci servent uniquement à la défense de leur propre territoire tandis que les colons doivent participer à des expéditions offensives<sup>93</sup>. À l'évidence le modèle n'est pas français. Il s'inspire plutôt des idées qui circulent depuis la Renaissance à propos des phalanges grecques composées de soldats-agriculteurs qui s'équipent à leurs frais, des soldats libres de l'ancienne Rome, de la supériorité des sujets en armes sur l'armée mercenaire<sup>94</sup>. C'est le rêve d'une société parfaite où les individus peuvent se substituer les uns aux autres dans un mouvement circulaire entre les occupations productives et les activités militaires sans que les rendements des unes et des autres en souffrent. Déjà ancien, le thème du soldat-citoyen sera très populaire chez les encyclopédistes : « Il faudrait que dans chaque condition le citoyen eut deux habits, l'habit de son état et l'habit militaire<sup>95</sup>. »

Au temps de Colbert les colonies offrent un terrain idéal pour mettre ces théories en pratique. Après l'expérience de colonisation militaire de Carignan-Salières vient la création des milices civiques formées de paysans robustes, bien exercés, propriétaires de leurs terres donc parfaitement capables d'assumer le coût de leur armement et de leur entretien quand ils vont en guerre. La résolution de ne faire désormais aucune dépense publique pour la défense des colonies donne des ailes à l'utopie<sup>96</sup>.

L'absence du mot « milice » dans les instructions de 1669 à M. de Courcelle est significative, ce qu'on ne saurait saisir sans retracer brièvement l'histoire de ce mot<sup>97</sup>. Dans son sens ancien, qui apparaît au XVI<sup>e</sup> siècle et se maintient assez longtemps, « milice » désigne les gens de guerre en général et c'est bien ainsi que l'entendent les chroniqueurs de la Nouvelle-France dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. « Nos soldats français sont si fervents, écrit Marie de l'Incarnation à propos de ceux du régiment de Carignan et des colons qui les accompagnent à la guerre, qu'ils ne craignent rien [...] Il semble à toute cette milice qu'elle va assiéger le Paradis et qu'elle espère le prendre et y

entrer, parce que c'est [pour] le bien de la foi et de la religion qu'elle va combattre<sup>98</sup>. » La connotation religieuse n'est pas accidentelle. Sous l'influence du latin ecclésiastique, « milice » renvoie très souvent aux armées célestes. Voilà peut-être ce qui explique la popularité du terme chez les historiens cléricaux de naguère qui, pour rehausser la valeur et la sainteté des premiers colons, remplaçaient les mots « soldats », « guerriers », « hommes », « Français » ou « volontaires », utilisés tour à tour dans les sources, par celui de milice. D'où cette « milice de la Sainte-Famille » que le gouverneur de Montréal aurait créée en 1663, une pieuse invention qui traîne encore dans nos manuels<sup>99</sup>. Le mot a aussi un sens plus moderne qui se répand progressivement au XVII<sup>e</sup> siècle. Il désigne une troupe de citoyens armés pour la défense du territoire qui seconde l'armée régulière<sup>100</sup>. Or ce n'est pas du tout ce que Louis XIV et son ministre ont en tête. Le mot « milice » ne figure pas dans les directives de 1669 parce qu'il n'est pas question de créer un corps auxiliaire mais de former une véritable armée coloniale.





## CHAPITRE 3

# Réajustements de l'institution militaire (1667-1687)

### 1. Le temps d'une paix

À deux reprises, les guerres qui scandent l'histoire du régime français sont interrompues assez longtemps pour que la colonie puisse profiter de l'accalmie, oublier le danger et poursuivre plus facilement ses activités. La paix de trente ans qui suit le traité d'Utrecht (1713) est l'une de ces périodes privilégiées qui offre aux historiens l'occasion de délaissier le fil des événements et de faire le point sur l'état général du pays<sup>1</sup>.

#### *a) Progrès de l'agriculture*

En revanche, la paix de vingt ans qui suit l'entente conclue avec les Cinq-Nations iroquoises en 1667 est rarement identifiée comme telle dans l'historiographie parce qu'elle est masquée par le brouhaha des sources conventionnelles que constituent la correspondance administrative et les archives religieuses et judiciaires. Pendant que les autorités se déchirent entre elles et accusent les colons de tous les désordres, la majorité d'entre eux travaillent à assurer la sécurité de leur famille. La mise en valeur de la terre est la tâche immédiate qui requiert toute leur énergie. C'est durant cette période que l'agri-

culture de l'île de Montréal progresse le plus rapidement, comme nous l'avons naguère démontré à partir des recensements, des registres paroissiaux et des actes notariés, et sans aucun doute en est-il de même dans les autres seigneuries comme celles des environs de Québec<sup>2</sup>. Mais si solide soit-elle, la démonstration n'a pas réussi à dissiper les idées reçues, telle l'antinomie entre commerce et agriculture, et les plus récentes synthèses continuent de représenter le Canadien du XVII<sup>e</sup> siècle sous les traits du coureur de bois et de situer l'élan « colonisateur » au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Nous devons donc insister, préciser que les milices que l'on commence à mobiliser dans les années 1680 sont essentiellement composées de paysans demeurant pour les deux tiers dans le gouvernement de Québec, loin des séductions des pays d'en haut<sup>4</sup>.

#### *b) Consolidation du commerce des fourrures et des alliances*

Tout comme il a fallu tourner l'objectif vers les campagnes pour évaluer le progrès de l'agriculture, nous devons observer la situation des Amérindiens à l'ouest de la colonie pour comprendre l'évolution du commerce des fourrures. Car, vues de Chagouamigon, les querelles de Frontenac, les luttes pour contrôler de la traite et l'avalanche de règlements contre la course des bois n'ont plus guère d'importance. C'est la démarche de Richard White qui va droit à l'essentiel. Décimés et dispersés par les guerres intertribales et les maladies européennes, les peuples ou fragments de peuples qui s'installent autour des Grands Lacs et de leurs affluents après la tourmente ont deux priorités : subsistance et sécurité. Celle-ci est encore loin d'être acquise et la méfiance règne. Quand ils ne se sentent pas menacés par la famine ou leurs ennemis, certains sont prêts à entreprendre le long et difficile voyage à Montréal pour échanger leurs fourrures. À la moindre alarme, ils y renoncent<sup>5</sup>. Afin de maintenir leurs exportations, les Français sont donc obligés d'avoir des hommes sur place pour encourager les fournisseurs à descendre dans la colonie ou, en cas de refus,

pour monter eux-mêmes les marchandises et redescendre les fourrures. Souvent ce sont les Amérindiens qui réclament leur présence. En somme les pratiques commerciales dépendent largement des circonstances et des décisions individuelles des groupes indigènes avec lesquels les commerçants français doivent sans cesse négocier et renégocier les ententes<sup>6</sup>.

Versailles n'a pas encore saisi la complexité des relations avec les nations éloignées et croit à tort que les Français sont libres d'organiser la traite à leur guise, que seuls le libertinage et le pillage attirent ceux-ci dans les pays d'en haut. Il faut donc régler le marché des fourrures sur le modèle des marchés publics du royaume et tout rentrera dans l'ordre. Tels sont les présupposés de l'édit royal du 15 avril 1676 qui met fin à la distribution de permis de traite dans la profondeur des bois<sup>7</sup>. Comme l'explique Colbert à l'intendant de Québec, l'intention du roi est de faire établir des marchés hebdomadaires dans les principales villes de la colonie où les pelleteries seront échangées publiquement. Deux ou trois fois l'an, des foires se tiendront sur les mêmes lieux, qui rassembleront un plus grand nombre de visiteurs<sup>8</sup>. En interdisant la présence de commerçants dans les villages de l'intérieur, on est sûr que les Amérindiens prendront docilement le chemin de la colonie, tout comme les paysans des zones décommercialisées des grandes villes de France qui ne peuvent vendre leurs grains ailleurs qu'au marché<sup>9</sup>. Une telle méconnaissance des lieux, des distances, du déplacement des zones de chasse, de la culture des fournisseurs et de la dimension diplomatique de la traite prête à sourire. Pourtant Colbert n'est pas un esprit borné, incapable d'imaginer ce qu'il ne connaît pas. Mais il est mal informé par des administrateurs énervés par leur propre impuissance, en l'absence d'appui militaire ou policier, qui semblent incapables d'oublier leurs rancunes pour exposer clairement les problèmes et proposer des solutions raisonnables.

Entre 1672 et 1681, on compte pas moins de sept règlements d'origine royale et une vingtaine d'origine locale contre les « coureurs

de bois » assortis de menaces de mort, fouet, galères, amendes et confiscations, qui ont pour seul effet d'aggraver les désordres qu'ils sont censés combattre<sup>10</sup>. La fièvre de dénonciations qui empoisonne la correspondance administrative culmine en 1679-1680 lorsque l'intendant accuse le gouverneur de favoriser le transport des pelleteries chez les Anglais et affirme que plus de 800 Français vivent dans les bois des années durant tandis que leurs terres, leurs bestiaux et leurs femmes sont à l'abandon<sup>11</sup>. La création d'un système de congés pour les voyages dans l'ouest, l'amnistie consentie aux contrevenants vont, en décriminalisant la traite à l'intérieur, permettre d'imposer une discipline aux voyageurs. Par ailleurs, le rappel de l'intendant Duchesneau en 1682 ramène le sens de la mesure dans l'administration, car nous savons qu'il n'y a jamais eu 800 ni même 600 colons dans les pays d'en haut à cette époque, que les terres de la colonie sont ensemençées, que le bétail se multiplie et que les femmes font des enfants avec leur mari<sup>12</sup>. Mais le nombre importe moins que la qualité des hommes confondus sous le nom de « coureurs de bois ». L'expression, qui apparaît justement pour la première fois dans les textes officiels en 1672, sert à désigner toutes sortes d'individus : d'anciens engagés sans domicile fixe, des criminels qui abusent des Amérindiens, de jeunes Montréalais qui vont intercepter les fourrures destinées à la foire ou à tel marchand-équipeur, ainsi qu'une majorité de voyageurs qui n'ont pas mérité d'être en si mauvaise compagnie<sup>13</sup>. Tout en poursuivant leurs intérêts, ces commerçants sont, avec les missionnaires, les premiers artisans de l'alliance à laquelle la Nouvelle-France va confier sa destinée.

Bon diplomate, le voyageur des pays d'en haut fait parfois un bon soldat, mais pas nécessairement. Les hommes qui exercent ce métier sont au départ plus vigoureux que la moyenne et ils acquièrent au fil des années une connaissance inestimable de la forêt, des lacs et des rivières, la capacité de dormir à la belle étoile, de marcher longtemps sans manger, de porter de lourdes charges. Ces sujets de choix pour les partis de guerre sont cependant plus difficiles à mobiliser que les

paysans. À vrai dire, ils ne font pas partie de la milice et quand ils participent aux campagnes militaires, c'est à titre de volontaires, pour les avantages qu'ils peuvent en tirer.

*c) La colonie doit se défendre seule*

Après le retrait du régiment de Carignan-Salières, Colbert fait passer cinq nouvelles compagnies au Canada en 1670 avec des fonds pour les entretenir jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante. Poursuivant son projet de peuplement militaire, il enjoint aux capitaines et à l'intendant de faire tout en leur pouvoir pour établir et marier ces soldats<sup>14</sup>. En vain les administrateurs prient le ministre de ne pas les licencier aussi hâtivement, alléguant que l'absence de troupes réglées encourage « l'insolence » des Iroquois. La décision est irrévocable : la colonie doit assumer seule sa défense<sup>15</sup>. Mais ni le gouverneur de Courcelle ni le comte de Frontenac qui lui succède en 1672 ne l'acceptent. Dès le lendemain de son arrivée et durant les dix années suivantes, ce dernier revient inlassablement à la charge. Impossible de tenir les ennemis en respect et d'assurer l'ordre public sans soldats<sup>16</sup>. En 1682, c'est au tour du nouveau gouverneur La Barre de réclamer de l'aide pour marcher contre les Iroquois qui multiplient les attaques contre les nations alliées : « Je ne puis avec le pays seul les réduire ou les ruyner<sup>17</sup>. »

Ce qui frappe dans la correspondance de ces années, c'est la rareté de références précises aux forces coloniales qui devaient, en principe, représenter la puissance des armes du roi auprès des indigènes. En 1667, l'intendant Talon écrivait que les peuples du Canada, étant « naturellement guerriers », formeraient vite une pépinière de soldats capables de soutenir l'Amérique méridionale comme la septentrionale<sup>18</sup>. Mais depuis les instructions royales de 1669 pour réduire les habitants en compagnies et les préparer à la guerre, l'administration tend à éviter le sujet. En réclamant à cor et à cri des troupes réglées, les gouverneurs avouent implicitement ne pas faire confiance aux

colons mais, personnellement responsables de leur formation militaire, ils seraient mal venus d'insister. Ils parlent surtout de la négligence des habitants à se munir de fusils, ce qui détourne l'attention des problèmes plus fondamentaux, comme l'absence d'officiers dans les côtes pour former des soldats. Quand Frontenac écrit en 1673 que, craignant une attaque hollandaise sur Québec, il a « commencé » à régler la milice du pays, on s'attendrait à une vive réaction de Versailles : pourquoi un tel retard dans le programme de militarisation<sup>19</sup>? Mais l'aveu passe inaperçu. On sent que l'intérêt de Colbert n'y est plus. Pendant la guerre de Hollande, la correspondance acquiert ce caractère routinier dont elle ne se départira plus, le ministre ou son commis se contentant de répéter mécaniquement qu'il faut armer et aguerrir les habitants, sans tenir compte des non-dits ni de l'inquiétude qui perce derrière les demandes de troupes. Car les colons n'ont pas encore été mis à l'épreuve. Ils furent mobilisés une seule fois durant ces années de trêve, en 1673, pour aller construire le fort Cataracoui à l'entrée du lac Ontario, une opération très pénible comprenant le transport à bras d'homme du matériel, y compris six petits canons, au-dessus des rapides<sup>20</sup>. Elle fit beaucoup murmurer à Montréal, mais le gouverneur est heureux de rapporter que les quelque 400 corvéables firent montre de bonne volonté et d'une endurance extraordinaire<sup>21</sup>. La guerre toutefois exige davantage.

Finalement Versailles consent à envoyer des troupes. Trois compagnies d'infanterie de la Marine arrivent à Québec en 1683 et d'autres les années suivantes jusqu'à ce que le détachement atteigne 35 compagnies ou 1 750 hommes en 1688<sup>22</sup>. La pause qui suit la fin de la guerre de Hollande et la trêve de Ratisbonne (1684) a autorisé l'envoi de ces renforts, perçu cependant comme une mesure temporaire. « Faites bien entendre aux soldats et aux officiers, écrit Seignelay à l'intendant de Rochefort, qu'ils ne sont pas envoyés pour y demeurer, seulement pour y porter quant à présent un prompt secours pour mettre La Barre en estat de déterminer promptement la

guerre avec les Iroquois<sup>23</sup>. » Et, en juin 1689, au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le ministre rappelle au gouverneur Frontenac l'importance des milices pour la conservation de la colonie. Elles doivent être capables de se défendre « d'autant plus que Sa Majesté fait estat de retirer le plus tost qu'il se pourra les troupes qui sont en ce pays<sup>24</sup> ». Dix années vont passer avant que Versailles accepte implicitement que les troupes sont au Canada pour y rester, et encore ! Chaque fois que la guerre fait relâche, l'idée que la colonie devrait assumer seule sa défense réapparaît dans la correspondance<sup>25</sup>. Mais on ne se fait plus d'illusion. Le mot « milice » qui devient d'usage courant avec l'arrivée des troupes réglées traduit la réalité : l'existence d'un corps de réserve local subordonné à l'armée.

## 2. Aller humilier l'Iroquois

Les deux expéditions lancées contre l'Iroquoisie en 1684 et en 1687 marquent la fin de la trêve et l'entrée officielle du corps de milice sur la scène militaire. Relativement bien documentées, elles serviront à dégager plusieurs traits que l'on retrouve dans d'autres campagnes subséquentes basées aussi sur la mobilisation massive des colons.

### *a) Les invasions de 1684 et 1687 : effectifs, coûts*

Les 670 et 804 hommes présents au fort Cataracoui respectivement en 1684 et en 1687 représentent environ 21 % et 24 % de la population masculine âgée de quinze ans et plus<sup>26</sup>. Soyons clair. Il ne s'agit pas du quart de la milice puisque ni les jeunes garçons, ni les hommes âgés, ni les infirmes ne vont en guerre, mais d'une mesure abstraite fondée sur les catégories des recensements. À défaut d'une définition précise et de rôles des milices, elle permet de comparer les taux de participation d'une campagne à l'autre<sup>27</sup>. Ceux-ci sont dans la moyenne. En 1684, la répartition des recrues entre villes et cam-

pagnes s'accorde avec celle de la population : un peu plus des trois quarts sont des ruraux. Les hommes du gouvernement de Montréal qui, selon le même critère, devraient fournir le quart des effectifs sont, avec 32 %, quelque peu surreprésentés<sup>28</sup>. La première campagne dure deux mois et demi et la seconde trois mois, pour les habitants du gouvernement de Québec qui ont plus de chemin à faire pour se joindre au reste de l'armée. Celle de 1684 se déroule au moment des récoltes tandis que celle de 1687 empiète sur le temps des semences. L'intendant croit pouvoir régler facilement ces problèmes en obligeant ceux qui restent à faire gratuitement les récoltes des absents, sous peine de prison. Cette ordonnance du 10 juillet 1684 est très mal reçue dans le gouvernement de Montréal et, un mois plus tard, de Meulles doit adoucir les conditions faites aux moissonneurs. On leur fournira les outils et les vivres à même un fonds souscrit par les bourgeois et les paysans plus aisés<sup>29</sup>. De cette intervention maladroite, un principe émerge apparemment bien accepté : les habitants qui ne sont pas mobilisés doivent assumer le coût des travaux agricoles de ceux qui vont à la guerre. Or ces travaux ne se résument pas aux semences et aux récoltes comme les intendants semblent le croire. Pour bien faire il faut trouver des remplaçants pour ceux qui partent et les payer à même les contributions de tous les habitants de la côte. À part deux exemples tardifs, ces arrangements n'ont pas laissé de trace<sup>30</sup>. Ils exigent toutefois des paroisses bien établies, assez prospères, conditions encore rares au XVII<sup>e</sup> siècle. Enfin, une donnée essentielle nous échappe : combien y a-t-il de chefs de ménage parmi ceux commandés pour aller en guerre ? Si les recrues sont surtout de jeunes célibataires encore domiciliés chez leurs parents, comme ce sera le cas au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, les communautés rurales s'en tirent à moindre coût.

Tous les recensements de la colonie depuis 1681 ont une rubrique pour les armes à feu et une autre pour les épées à partir de 1692. Selon les chiffres recueillis, les paroisses comptent plus de fusils qu'il n'en faut pour armer ceux qui vont en guerre mais apparemment ces



chiffres sont trompeurs. En 1682, le gouverneur ordonne à ceux qui n'en ont pas d'acheter leurs fusils chez les marchands et l'année suivante des armes du roi sont commandées et mises en vente à plus bas prix. En dépit de ces précautions, plusieurs miliciens se présentent à la revue de juillet 1684 les mains vides. On leur prête des armes qu'ils doivent rapporter après la campagne à défaut de quoi ils ont six mois pour payer celles qu'ils ont conservées ou perdues. Les ordonnances d'octobre 1684 et d'août 1685 assorties d'amendes et de menaces de saisie montrent que l'intendant a toutes les peines du monde à récupérer ses avances<sup>31</sup>. Le même scénario se répète en 1686-1687 : une commande de 500 fusils vendus à crédit avant la campagne et des retards dans le recouvrement qui exaspèrent le ministre<sup>32</sup>. Cette mauvaise volonté, que les paysans vont manifester tout au long du régime, ne porte pas sur la possession d'un fusil puisqu'ils en ont à la maison pour la chasse et leur sécurité, mais sur l'utilisation d'une arme acquise à leurs frais pour le service du roi dans des guerres lointaines.

Le déplacement d'un millier d'hommes sur une distance de plus de 600 kilomètres, avec des munitions de guerre et de bouche pour entretenir cette armée, entraîne nécessairement de grandes dépenses. Or la correspondance ministérielle n'aborde pas cette question avant la campagne de 1684, comme s'il était entendu que la colonie épongerait tous les frais qui ne sont pas liés à l'entretien des troupes réglées<sup>33</sup>. L'expédition de l'anse à la Famine va coûter 45 368 livres, une bagatelle par rapport aux campagnes postérieures mais, dans l'immédiat, une somme énorme parce que non prévue<sup>34</sup>. Pourtant l'intendant avait fait un bel effort pour ménager les deniers du roi. Il n'est pas question de distribuer des souliers, chemises, « mitasses » ou autres vêtements, comme on le fera systématiquement à partir de 1744. Les hommes de milice partent à la guerre avec ce qu'ils ont sur le dos en quittant la maison et tant mieux pour ceux qui ont leur propre couverture quand viennent les nuits froides de septembre. L'intendant s'attend aussi à ce qu'ils fournissent leur subsistance et, s'il n'exagère pas, la plupart « auraient fait provision de vivres

dans leur particulier<sup>35</sup> ». La politique demeure la même en 1687 mais il semble que les conscrits se montrent moins accommodants en ce qui concerne les vivres. Elles furent finalement mises en partie au compte du roi, et en partie au compte des colons qui ne marchent pas à la guerre et sont tenus de contribuer d'une façon ou d'une autre à l'expédition<sup>36</sup>. Cet aspect du financement des guerres, propre au XVII<sup>e</sup> siècle, est si peu documenté qu'il a échappé aux historiens. Nous ignorons par exemple comment l'intendant s'y prend pour tirer des vivres de ceux qui restent dans les paroisses. Aux principaux marchands du pays, il demande d'équiper un homme de milice à leurs dépens, une procédure qui n'a pas laissé de trace, à une exception près, semble-t-il. Le 5 juillet 1684, quelques jours avant le départ du détachement de Québec, un marchand de cette ville, François Hazeur, engage devant notaire un habitant des Grondines, vraisemblablement un ancien soldat, pour aller à la guerre à la place de l'homme que sa belle-mère, marchande à Montréal, « est obligée d'y envoyer ». Le nommé Lavallée recevra 250 livres (monnaie du pays) à son retour, en plus de son équipement : un fusil, une couverte, un minot de galette et un pot d'eau-de-vie. Si pour quelque considération il était refusé lors de la revue qui se fera à Montréal, il ne recevra que 40 livres pour son voyage jusqu'à cette ville<sup>37</sup>. Les conditions sont remarquablement généreuses et on peut trouver des volontaires pour bien moins, comme en témoignent les contrats de remplacement conclus par deux appelés montréalais au cours du même mois<sup>38</sup>. Cette forme d'imposition sur les négociants introduite en 1684 et en 1687 reste apparemment en vigueur jusqu'à la fin du siècle et s'étend aux communautés religieuses. « L'on nous obligea d'y fournir deux hommes et de les esquiser et payer pour aller en guerre et il fallut passer par là », écrit une ursuline à propos de la campagne de 1696<sup>39</sup>. Ces pratiques semblent avoir disparu par la suite.

## b) *La mobilisation et les difficultés des campagnes*

Après plusieurs années de tranquillité, la population accepte-t-elle facilement la relance de la guerre contre les Iroquois? Leurs actes d'hostilité contre les alliés illinois et quelques commerçants français justifient-ils, aux yeux de l'habitant de Beauport ou de Longueuil, le risque de voir ces offensives se retourner contre la colonie? On peut en douter puisque aucune des raisons alléguées par les partisans de la guerre ne les touche directement. En 1684 comme en 1687, l'annonce de la mobilisation imminente est mal accueillie et les autorités doivent publier des ordonnances — « une manière de manifeste » selon le mot du gouverneur — pour exposer les enjeux et étouffer les murmures<sup>40</sup>. Le concours de l'Église est nécessaire. « Nous avons estimé le succès de cette Entreprise comme une chose de la dernière conséquence, non seulement pour la Conservation de la Colonie, mais pour le bien de la religion et pour la Conversion de tous les Sauvages du Canada [...] », explique le mandement du 24 avril 1687 qui ordonne les prières des quarante heures et des processions pour le succès d'une guerre qui peut être considérée « comme sainte<sup>41</sup> ». Ces interventions eurent un bon effet, rapportent leurs auteurs, et les hommes firent preuve ensuite de bonne volonté. Il en sera toujours ainsi dans les campagnes de ce type : un mouvement de protestation initial, timide et vite apaisé, après quoi chacun fait contre mauvaise fortune bon cœur. On compte dans cette colonie comme ailleurs une minorité de garçons attirés par la guerre, par l'aventure, les défis et le butin qu'elle promet. Nous les retrouverons dans les décennies suivantes parmi les volontaires qui vont par petites bandes faire le coup contre les Anglais. Les gros contingents de milices employés contre les Iroquois ne permettent guère à l'obscur fusilier de faire valoir ses talents et offrent peu d'occasions de profits, aussi rassemblent-ils surtout ceux qui préféreraient rester chez eux. Mais la distinction n'apparaît pas encore en 1684 puisque les Français n'ont pas commencé à aller « en parti » et les illusions sont permises. Elles sont

inscrites dans la dernière clause du contrat passé entre ce négociant québécois et l'homme qu'il engage pour aller à la guerre : « [É]tant accordé entre les partyes que sy le dit Lavallée faict quelque profit ou fortune dans ledit voyage, ils [Hazeur et Soumande] lui donneront, Le dit Hazeur ny prétendant aucune chose que la moitié d'un esclave, en cas que ledit Lavallée en puisse amener quelques uns<sup>42</sup>. »

Comme on peut le voir dans l'annexe A, la milice ne forme toujours qu'une partie des armées coloniales qui rassemblent aussi des troupes réglées, des Amérindiens domiciliés et alliés, et parfois, comme en 1687, un bataillon de volontaires venus des pays d'en haut<sup>43</sup>. Les 142 soldats qui participent à l'expédition de 1684 et les 843 présents à l'armée en 1687 viennent tout juste d'arriver dans le pays. Comme ils ont été recrutés dans les mois et les semaines précédant l'embarquement, ils n'ont guère plus d'expérience militaire que la plupart des colons. Pour les uns et les autres le voyage en Iroquoisie est un cauchemar. Bien peu, et surtout pas les hommes de milice de Québec, savent conduire les canots dans les rapides. Sans cesse à l'eau à cause de leur maladresse, ils attrapent les fièvres, sans compter qu'ils perdent les fusils, les vivres et les munitions chaque fois que l'embarcation chavire<sup>44</sup>. Le gaspillage est tel que l'état-major prend l'habitude de confier le matériel du roi à des canoteurs expérimentés et bien rétribués. Les transports entre Montréal, Cataracoui et les autres forts des Grands Lacs pèsent lourd dans l'extraordinaire des guerres coloniales<sup>45</sup>. La pratique a aussi pour conséquence de délester la milice des hommes les plus capables, ceux de Montréal et des environs, qui réussiront toujours à se faire exempter pour travailler aux convois. Pour ne pas se noyer, le canoteur malhabile longe les rives couvertes de forêts où l'ennemi est peut-être embusqué. La peur commence dès qu'il a franchi le lac Saint-Louis<sup>46</sup>. La campagne de 1684 est marquée par la maladie qui met la moitié de la milice « sur le grabat » et fait environ 80 victimes, ainsi que par la disette de vivres, deux accidents appelés à se répéter<sup>47</sup>. L'intendance a beau faire des provisions, les problèmes de logistique pour acheminer les vivres à l'armée et les conserver ne

seront jamais vraiment résolus. La maladie est aussi au rendez-vous en 1687. Elle frappe les hommes au retour de Niagara et on en enterre plusieurs le long du chemin<sup>48</sup>. Il y eut aussi des morts et des blessés au combat : une centaine de Français et une dizaine d'Amérindiens périrent, selon Lahontan, six Français et cinq Amérindiens seulement selon le rapport officiel<sup>49</sup>. L'incertitude et les contradictions dans l'évaluation des pertes sont aussi des traits constants. La tendance est de grossir les pertes ennemies et de glisser sur celles de sa propre armée. L'historien n'a aucun moyen de trancher.

### *c) La performance des milices : problème de formation*

Le lieutenant de Baugy, aide de camp du général Denonville, a laissé un journal de l'expédition de 1687, suivi des ordres de marche, et le baron de Lahontan a inséré dans ses *Nouveaux voyages* un plan de l'armée juste avant que l'attaque surprise des Tsonnontouans jette le désordre dans ses rangs. Seules les grandes batailles de la guerre de Sept Ans sont aussi bien documentées. Les témoignages montrent bien ce que la correspondance administrative laissait déjà deviner : les miliciens dans l'ensemble n'ont reçu aucun entraînement militaire avant de se mettre en marche. On ne leur a pas appris à nettoyer leurs armes avec le tire-bourre, à faire feu au commandement et dans l'ordre, un rang ou une colonne à la fois, à ne pas tirer pour rien le long de la route et dans les camps, à observer le silence, à se laver, à raccommoder leurs souliers, à ménager les vivres et les munitions, enfin, à obéir aux ordres. Une armée de 50 000 hommes ferait moins de bruit, note Baugy<sup>50</sup>. Comme les troupes réglées sont aussi nulles, quelques décharges de mousqueterie par l'ennemi suffirent pour que les quelque 1 600 hommes partent à courir aveuglément dans tous les sens. Les Amérindiens et les voyageurs qui formaient l'avant-garde tinrent ferme, de sorte que le commandant parvint à rassembler ses troupes. Les Iroquois ayant, selon leur habitude, vite renoncé au combat et abandonné les lieux après avoir brûlé leur village, les Français

s'employèrent à saccager le maïs, les fèves et les citrouilles à grands coups d'épée et à ravager deux autres villages également désertés<sup>51</sup>. Ainsi l'apprentissage se fait sur le terrain, un peu tard pour transformer une foule de paysans excités en armée disciplinée.

À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il est depuis longtemps acquis que l'art militaire est une technique d'assujettissement. Le but de l'entraînement est de créer au moyen d'exercices en apparence futiles des réflexes d'obéissance automatique. Tous les officiers reconnaissent l'utilité de ce dressage. Des hommes mal entraînés qui réfléchissent avant d'agir peuvent faire rater les meilleures entreprises, fussent-elles lancées au plus profond des bois<sup>52</sup>. Et visiblement, des exercices pour apprendre aux colons à entretenir leur fusil et à ne pas tirer les uns sur les autres quand ils avancent en formation ne seraient pas inutiles non plus. Les anciens soldats de Carignan ont vieilli et ne représentent sans doute qu'une faible minorité des bataillons de milice des années 1680, composés surtout d'immigrants engagés comme domestiques dans la décennie précédente et de jeunes gens nés dans le pays. L'écart entre cette milice et l'armée coloniale dont rêve Versailles est considérable et les gouverneurs qui partagent un moment ses illusions ne tardent pas à déchanter. À son arrivée à Québec, Lefebvre de La Barre se voit déjà partir avec 1 200 habitants aguerris pour aller hiverner en Iroquoisie. Un an plus tard, il réclame des soldats, « par ce qu'il me faut un corps de gens qui obeïssent, et que la jeunesse de ce pays cy n'est ny stilée à la guerre, ny capable d'obeissance qu'elle pourrait acquerir par un peu de service & d'expérience ». Et au lendemain de la triste expédition de 1684, qui se termine par des pourparlers avec l'ennemi, sans coup férir, il croit qu'à l'avenir on devrait tout bonnement se passer de la milice<sup>53</sup>. Bénéficiant de l'expérience de son prédécesseur, Denonville se montre d'emblée plus réaliste. Il préférerait, écrit-il, laisser les habitants sur leurs terres, n'utiliser que ceux qui peuvent conduire les canots pour le transport du matériel et avoir des soldats pour faire la guerre<sup>54</sup>.

Pour expliquer l'absence d'un système d'entraînement militaire

efficace, nous pourrions évoquer la dispersion de l'habitat et les difficultés d'encadrement dans les campagnes, mais comme les milices urbaines ne semblent pas mieux préparées, il faut trouver autre chose. La vraie question est sans doute la suivante : combien d'heures par semaine et de jours par année faut-il consacrer à la formation d'un corps de réserve pour pouvoir le lancer en campagne à la première alerte ? La réponse appartient aux spécialistes de l'art militaire mais, assurément, les exercices prévus dans les instructions ministérielles ne suffiraient pas. Suit une seconde question dont nous connaissons la réponse : combien l'administration est-elle prête à dépenser pour maintenir la population coloniale sur un pied de guerre ? Rien du tout. Et tout s'explique.

#### *d) Les invasions de 1693 et de 1696 et la paix de 1701*

Deux fois encore les armes françaises vont envahir les cantons iroquois. L'offensive de 1693 dirigée contre les Agniers a lieu entre janvier et mars. Trois cents hommes de milice recrutés en majorité autour de Québec forment la moitié du contingent. Les campagnes d'hiver ne font pas l'unanimité dans l'état-major. Elles exigent une endurance peu commune, ce qui limite leurs effectifs. En revanche les assaillants sont à peu près certains de ne trouver que des femmes, des enfants et des vieillards dans les villages amérindiens durant la saison de chasse. À partir de là, l'historien peut opter entre deux hypothèses. Les commandants choisissent l'hiver pour faire des prisonniers tout en évitant la bataille ou, au contraire, comme le croit Bacqueville, pour forcer les guerriers à revenir et à livrer combat afin de secourir leurs familles<sup>55</sup>. C'est en effet ce qui se passe en 1693 mais rien ne prouve que les stratèges coloniaux avaient prévu une riposte aussi vive. Pourchassée, surprise par le dégel et affamée, la troupe abandonne la plupart de ses captifs en chemin et rentre à Montréal plus morte que vive. Le « succès mitigé », pour employer un euphémisme répandu, est mis sur le dos des Amérindiens domiciliés<sup>56</sup>. Toutes ces

misères, sans compter les victimes non dénombrées, laissent un goût amer, dans les côtes du gouvernement de Québec en particulier, qui est à l'origine de ce « complot » imaginé par des jeunes gens de l'île d'Orléans lors de la levée de 1696<sup>57</sup>. Cette dernière campagne, dirigée cette fois contre les Onontagués et les Onneiouts, rassemble plus de 2 000 hommes dont 800 miliciens. Elle se déroule à peu près comme celle de Tracy en 1666, quoique plus tôt en saison : efforts exténuants pour atteindre des villages abandonnés par leurs habitants à l'approche des Français, quelques jours pour ravager les moissons et brûler ce qui ne l'était pas déjà, et un voyage de retour sans trop d'accidents. Pas de mauvaise surprise comme en 1687. Bref, un succès qui « a même dépassé mon attente », écrit le gouverneur, à croire que celle-ci était placée bien bas<sup>58</sup>.

Si la première attaque des Français contre l'Iroquoisie, celle de l'automne 1666, a surpris et impressionné les Agniers, les invasions subséquentes n'ont pas eu les répercussions que certains contemporains et les historiens à leur suite leur attribuent<sup>59</sup>. Au lendemain de l'expédition de 1687, les Iroquois reprennent l'offensive contre la colonie et pendant une dizaine d'années viennent régulièrement ravager les campagnes de l'ouest du pays. Comme nous le verrons plus loin, les Français se défendent du mieux qu'ils peuvent et à quelques reprises repoussent vigoureusement les bandes ennemies. Mais ces petits mouvements ne sont pas décisifs non plus. Les circonstances qui forcent les Cinq-Nations à renoncer à leurs ambitions et à conclure une paix durable en 1701 sont multiples et complexes. Les travaux récents ont cependant démontré que ce ne sont pas les armes coloniales qui ont réduit les Iroquois à cette extrémité, mais bien davantage le harcèlement soutenu et quelques défaites cuisantes que leur infligent les tribus des pays d'en haut, alliées des Français. Au bout du compte, la victoire française sur ces ennemis séculaires est d'ordre diplomatique plutôt que militaire<sup>60</sup>.



### 3. Officiers de milice ou officiers des troupes ?

Pendant longtemps les gentilshommes furent accueillis à bras ouverts dans la colonie, leur présence conférant à ces comptoirs lointains une aura de respectabilité et de permanence. Les premiers étaient surtout marchands et marins. Ils s'approprièrent le commerce naissant en même temps que le gouvernement et, s'ils n'accumulèrent pas de grandes fortunes, ils en tirèrent assez d'avantages matériels et immatériels pour avoir envie de s'installer pour de bon. Plus tard, Colbert exerça de fortes pressions sur les officiers du régiment de Carignan pour qu'ils demeurent en Nouvelle-France et, jusqu'au début des années 1670, l'administration cherchera à accroître la noblesse coloniale en favorisant la venue de personnes bien nées et en accordant des lettres d'anoblissement à six ou sept anciens habitants du pays. Les historiens ont vu dans ces décisions la volonté d'affermir l'ordre social en élargissant la classe seigneuriale à sa tête, mais n'est-ce pas prendre le moyen pour la fin<sup>61</sup> ? Des raisons pratiques, plus immédiates, inspirent cette politique, qui ont trait à l'orientation militaire que le ministre veut donner à la colonie. En échange des faveurs qu'on lui accorde, la noblesse se rendra utile en encadrant les colons-soldats. Chaque seigneurie formera une unité militaire et les seigneurs retrouveront au Canada leur rôle traditionnel de chefs de guerre. La vaillance étant naturellement la marque de leur état, tous les nobles, même ceux qui ne sont pas passés par les armées du roi, sont capables d'assumer cette responsabilité<sup>62</sup>. En 1671, l'intendant Talon est heureux de signaler l'arrivée à Québec de cinq gentilshommes poitevins, saintongeais et normands : « Si les gens de cette qualité prennent aisément cette route, bientôt le Canada se remplira de personnes capables de le bien soutenir<sup>63</sup>. »

L'enthousiasme ne tarde pas à retomber. Duchesneau, le successeur de Talon, lance un premier cri d'alarme en 1679 et pendant une dizaine d'années la misère et la délinquance nobiliaires occupent une place importante dans la correspondance administrative. Des nobles

incapables de subsister sur leur seigneurie, trop pauvres pour faire honneur à leur rang; des familles nombreuses qui laissent leurs fils courir les bois et s'associer aux gens du commun pour créer des désordres dans la colonie. Les exemples spectaculaires ne manquent pas, mais tant qu'une étude approfondie n'aura pas cerné de plus près les situations et les comportements de ce groupe social, la prudence s'impose<sup>64</sup>. Si le malaise est réel, il n'est pas général. Certains nobles figurent en bonne place parmi l'élite commerciale, d'autres se tirent bien d'affaire comme commerçants de fourrures et quelques-uns ont trouvé des emplois dans l'état-major ou dans les cours de justice. Toutefois, les places sont rares, la plupart des seigneuries ne produisent pas encore de rentes et les petites bontés que le roi dispense à ceux qui ont renoncé à leur commission pour répondre à ses désirs ne suffisent pas pour éduquer et établir les enfants<sup>65</sup>. Au-delà des problèmes d'argent immédiats, la crainte de voir la famille se défaire à force de mariages médiocres et de tâches grossières, son nom ravalé si aucune dignité publique ne vient le sanctionner, habite ceux qui ont un nom à perdre. La noblesse est une notoriété. Elle a besoin de signes tangibles de distinction, d'une reconnaissance sociale plus étendue que celle imposée par la seigneurie et, vers 1680, son existence dans la colonie semble compromise.

L'encadrement de la milice, sans commission royale, sans appointements, n'est pas une solution et d'autant moins qu'aussi longtemps que le Canada vit en paix avec ses voisins, ses officiers n'ont même pas l'occasion de se distinguer. Très sensibles au sort de la noblesse nécessiteuse, l'intendant de Meulles puis le gouverneur Denonville proposent des remèdes qui sont favorablement accueillis à Versailles. Le roi accepte de recevoir chaque année, gratuitement, deux jeunes gentilshommes de la colonie dans les gardes de la Marine de Rochefort. La mesure ne résout pas d'un coup le problème de l'éducation des fils, mais elle permet à ces familles d'espérer<sup>66</sup>. Porte ouverte sur des carrières dans la Marine, hors de la colonie, elle brise leur isolement, resserre les liens avec la France. On propose aussi la formation d'un

corps de volontaires canadiens pour discipliner « les enfants de notre noblesse » et leur procurer de quoi vivre, ce qui est approuvé en principe dès 1686<sup>67</sup>. Pour des raisons que nous ignorons, le projet est modifié en chemin et la compagnie mise sur pied à l'automne 1687 ne rassemble pas les jeunes gentilshommes désœuvrés de la colonie mais 120 voyageurs des pays d'en haut toutes origines confondues. La paye est celle du soldat, six sols par jour, et les quatre lieutenants qui les encadrent touchent 24 sols. Le fonds n'ayant pas été prolongé, la compagnie fut congédiée au bout d'un an et une tentative du gouverneur de Montréal en 1690 pour ressusciter et élargir le projet n'eut pas de suite<sup>68</sup>.

Trop brève pour être concluante, l'expérience est en soi intéressante, car elle montre que le système militaire colonial peut encore évoluer vers de nouvelles formes de participation, comme cela se produit dans les colonies anglaises voisines. En Nouvelle-Angleterre, au Connecticut par exemple, la milice fonctionne surtout comme une force défensive et une armée de réserve. Pour aller au devant de l'ennemi, les assemblées provinciales préfèrent lever et payer des compagnies de volontaires, encadrées par les notables, qui sont démobilisées à la fin de chaque campagne. Les Rangers, qui se signaleront au Canada pendant la guerre de Sept Ans, entrent dans cette catégorie mais d'autres unités militaires distinctes de la milice proprement dite ont existé dès le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>. Au Canada, la présence des troupes réglées empêche la milice d'évoluer vers des formes onéreuses mais plus efficaces de recrutement.

#### *a) Le sauvetage de la noblesse canadienne et la course aux commissions*

La troisième proposition pour sauver la noblesse coloniale est de lui offrir des commissions dans les troupes de la Marine. La suggestion est faite et retenue dès l'arrivée des premières compagnies. Comme celles-ci débarquent avec leurs propres officiers, il faut attendre les

vides créés par les départs, les décès et les promotions pour faire place aux candidats locaux, ce qui laisse prévoir une intégration graduelle et limitée à quelques sujets de choix. Mais la colonie est impatiente et elle a l'oreille du gouverneur qui va utiliser son droit de pourvoir aux emplois vacants pour accélérer le mouvement. On a l'impression que le ministre, qui n'avait certainement pas prévu l'assaut, laisse faire plus ou moins, quitte à reprendre les choses en main après la guerre<sup>70</sup>. En envoyant ces troupes au Canada, Seignelay veut renouveler l'expérience de Carignan et ordonne de congédier les soldats qui voudront se marier et s'établir dans la colonie avec une année de solde en prime<sup>71</sup>. Ces départs ajoutés aux morts et au renvoi des invalides en France font que les 35 compagnies accusent un déficit de 450 hommes dès le début de 1689. Versailles décide de les réduire à 28 ce qui signifie, en principe, la suppression de 21 emplois d'officiers, à raison de 3 par compagnie, une mesure qui risque de compromettre le projet d'intégration<sup>72</sup>. Mais le gouverneur va garder ces officiers réformés dans le service et en doublant chaque échelon de la hiérarchie réussir à conserver, voire même à augmenter leurs emplois pendant plus de dix ans. On passe dorénavant du grade d'enseigne réformé à celui d'enseigne en pied, de lieutenant réformé à celui de lieutenant en pied, de capitaine réformé à celui de capitaine en pied<sup>73</sup>. La route est longue mais ouverte à un plus grand nombre. Pour justifier son système, Frontenac fait valoir que la guerre pratiquée dans la colonie, par petites unités dispersées, exige un rapport officiers-soldats supérieur à celui des armées européennes qui combattent par bataillons, et que la multiplication des étapes permet aux officiers de mieux apprendre le métier<sup>74</sup>.

Malgré l'apport d'un millier de recrues, le nombre de soldats diminue beaucoup pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg et, la paix venue, la reprise des congédiements de ceux qui se font colons achève de dégarnir les compagnies<sup>75</sup>. Vers 1699, les troupes comptent moins de 800 hommes au lieu d'une force nominale de 1 400 et Versailles ordonne une autre réforme en laissant Québec choisir la

méthode. Les avis sont partagés. Certains, comme l'intendant, proposent de réduire encore le nombre des compagnies, mais l'état-major impose une autre solution : les 28 compagnies ne compteront désormais que 30 soldats au lieu de 50 et ainsi le corps des officiers ne sera pas touché<sup>76</sup>. Cette structure va demeurer en place jusqu'en 1750. Le nombre d'officiers surnuméraires diminue au début du siècle. Les nominations de capitaines et de lieutenants réformés ont cessé, mais Vaudreuil insiste pour conserver les enseignes réformés, appelés alors « petits enseignes », pour accélérer l'entrée des enfants d'officiers dans le corps. Versailles finit par céder et en 1722 crée le grade d'enseigne en second pour régulariser leur statut, ce qui porte le nombre d'officiers par compagnie à 4, pour un total de 112, auquel il faut ajouter quelques officiers d'état-major<sup>77</sup>. Les gentils-hommes du pays sont bien représentés dans le corps d'officiers. En 1695, 55 d'entre eux y ont déjà trouvé une place, sans compter ceux qui servent dans d'autres colonies ou sur les vaisseaux du roi. De 30 %, la proportion s'élève à 45 % en 1722 pour atteindre 75 % dans les années 1750<sup>78</sup>. Dès la fin du <sup>xvii</sup>e siècle, le recrutement se fait principalement dans la colonie et ce n'est qu'une question de temps pour que la première cohorte venue de France perde progressivement du terrain.

La cinquantaine de commissions distribuées entre 1685 et 1695 parmi un groupe pourtant restreint n'a pas comblé toutes les attentes. Ceux qui doivent patienter, en particulier les très jeunes gens, sont autorisés à servir dans la troupe comme cadets. Dans l'armée française les cadets sont des fils de famille qui ont rang de soldat sans avoir contracté d'engagement et sans recevoir de paye, ce qui leur permet de se retirer quand bon leur semble<sup>79</sup>. Ceux des troupes de la Marine jouissent du même avantage avec la solde en plus<sup>80</sup>. Une liste des cadets de cette période révélerait sans doute un groupe nombreux, hétéroclite et instable, car jusqu'à la fin de la guerre de Succession d'Espagne, l'admission se fait à la bonne franquette. On a reçu plus de 90 cadets dans les compagnies au cours des dernières années,

écrit en 1715 le commissaire d'Aigremont qui demande un règlement pour fixer le nombre des candidats et les assujettir aux fonctions ordinaires du soldat<sup>81</sup>. Pressés de se faire valoir, les cadets sont constamment détachés de la troupe pour accompagner les partis de guerre. Si la valeur joue indéniablement pour l'obtention d'une commission, la naissance et les protections comptent au moins autant. Mais, au XVIII<sup>e</sup> siècle, bien des espoirs sont permis. Si l'on songe, par exemple, que 54 % de officiers de vaisseaux de Louis XIV sont roturiers de naissance, pourquoi les jeunes bourgeois de la colonie ne seraient-ils pas confiants<sup>82</sup>? Avec le recul, on observe cependant que, contrairement aux idées reçues, les chances de la roture sont plus faibles au Canada et il y a sans doute un grand nombre d'officiers manqués parmi tous ces cadets, pour défaut de haute naissance<sup>83</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le groupe rajeunit et se referme encore davantage. Versailles ayant cédé aux pressions et abaissé l'âge d'admission de seize ou dix-sept ans à quinze ans, le gouverneur se fait rassurant. Il est très exigeant dans le choix des candidats, écrit-il au ministre, et offre ces places aux fils d'officiers en guise de récompense. « Cette succession du père aux enfants dans les emplois de guerre est la source de la noblesse; c'est ce qui avance les familles et forme au roi des hommes sur lesquels il peut compter<sup>84</sup>. » En créant le grade de cadet à l'aiguillette, l'ordonnance royale de 1731 consolide ces dispositions. La sélection se fait désormais au moment de l'admission plutôt qu'à la fin de l'apprentissage et le nombre est fixé à deux cadets pour chacune des 28 compagnies<sup>85</sup>. Le jeune homme sert d'abord comme cadet-soldat avant d'être promu cadet à l'aiguillette, ce qui lui assure éventuellement une commission d'enseigne en second<sup>86</sup>. La voie est à peu près sûre, mais encore lente. La voie rapide, accession directe à une commission après un bref séjour en France dans les gardes-marines par exemple, est réservée à quelques privilégiés. Les occasions de guerre étant devenues plus rares, les gouverneurs ont appris à utiliser autrement les cadets, comme indicateurs pour prévenir les intelligences et les séditions des soldats, et comme aides-majors dans

les garnisons<sup>87</sup>. À ce dernier titre, ils commandent souvent les milices pour diverses corvées.

Avant que les troupes de la Marine ne leur ouvrent la porte, les gentilshommes de la colonie servaient comme volontaires dans les diverses expéditions, celles de 1684 et de 1687 entre autres. Par la suite, ceux qui n'ont pas été retenus dans la première vague de promotions et qui ne souhaitent pas aliéner leur liberté en entrant dans la troupe continuent de se porter volontaires dans les partis de guerre et autres campagnes avec l'espoir de faire enfin reconnaître leur valeur. Quand les volontaires sont des personnes de qualité, ils figurent nommément dans les relations militaires à côté des officiers et des cadets et, le cas échéant, leur mort ou leurs blessures sont signalées. Plusieurs voient la guerre de course comme un moyen d'accès à quelque commission, dans la Marine si possible ou, à défaut, dans ses compagnies d'infanterie<sup>88</sup>. Peu réussissent. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques officiers envoient leurs fils combattre les Renards et les Chicachas à titre de volontaires pour les faire admettre plus facilement dans les cadets<sup>89</sup>. Il ne subsiste plus d'illusion quant à la possibilité de court-circuiter les étapes dans un corps aussi rigide et aussi concurrentiel.

Le rapport officiers/soldats dans les compagnies franches de la Marine entretenues au Canada s'élève constamment entre 1689 et 1750 à mesure que la troupe s'amenuise. De un officier pour treize soldats en 1690, il passe à un pour huit vers 1700 pour se maintenir aux alentours de un pour sept de 1720 à 1750. Et si nous comptons les cadets parmi les officiers, puisque après tout ils en assument les fonctions, le rapport n'est plus que de un pour cinq et même moins pendant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>90</sup>. À quelques exceptions près, ces officiers et aspirants officiers sont issus d'une cinquantaine de familles nobles établies en Nouvelle-France entre 1636 et 1668, de neuf familles anoblies sur place par Louis XIV, et des officiers des troupes de la Marine qui arrivent à partir de 1683, dont une centaine font souche dans la colonie. (Vers 1700, cette catégorie sociale peut représenter environ 3 % de la population et de moins en moins par

la suite<sup>91</sup>.) Dès que la porte s'est entrouverte, les gentilshommes du pays se sont jetés corps et âmes dans la course aux commissions. Une telle unanimité est assez rare, car si ailleurs la noblesse exalte ses origines guerrières et revendique le monopole des charges militaires, elle a depuis longtemps appris à diversifier ses activités. Au Canada, une noblesse venue d'horizons divers, qui en général n'a pas à remonter bien loin pour trouver des marchands, tend au contraire à se transformer en une sorte d'ordre militaire. La noblesse de Charles Legardeur de Tilly date de 1510. Il a des terres et des offices du côté de Caen et le goût des spéculations maritimes si répandu chez les gentilshommes normands au début de l'époque moderne. Avec neuf autres membres de sa famille, Charles passe au Canada en 1636, où il joue un rôle important dans le commerce et le gouvernement. Retiré des affaires après 1663 sans avoir fait fortune, il siège au Conseil souverain et tente d'établir ses quinze enfants. Six des sept garçons embrassent la carrière des armes, la moitié en France dans la Marine, l'autre dans les troupes de la colonie<sup>92</sup>. Le cas est loin d'être unique à l'époque. Les fils des marchands anoblis Lemoyne, Boucher et Denys, par exemple, cherchent tous un emploi militaire. Les officiers venus de France, ceux de Carignan comme ceux de la Marine, sont souvent des cadets de familles de robe où l'office a été réservé à l'aîné. Pour eux, le Canada est le point de départ d'une nouvelle tradition familiale qui voue de préférence les aînés à la carrière des armes, soit le signe distinctif d'une orientation militaire, comme le note Jean Chagniot<sup>93</sup>.

Tant que l'histoire de la noblesse canadienne n'aura pas été faite, ces observations resteront beaucoup trop vagues. La reconstitution des familles associée à une enquête dans les travaux généalogiques, pour rejoindre les fils qui font carrière ailleurs, permettrait d'évaluer exactement la proportion de nobles dans les emplois militaires entre 1684 et 1760, de vérifier si nous avons raison de croire que cette proportion est à son point le plus élevé au début de la période<sup>94</sup>. Toutes les circonstances convergent alors pour précipiter les gentils-



hommes dans cette voie. À l'arrière-plan, celles que nous avons esquissées plus haut, pauvreté, isolement et désarroi moral, à l'avant-plan, la guerre continuelle qui multiplie les vocations<sup>95</sup>. La recherche de la sécurité matérielle est au moins aussi importante que l'honneur attaché au service du roi. Une commission d'officier n'apporte pas la richesse, mais elle offre de quoi vivre un cran au-dessus du commun et la satisfaction d'établir au moins un de ses fils<sup>96</sup>. Les circonstances changent au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des revenus agricoles et seigneuriaux de plus en plus intéressants, de nouvelles ouvertures du côté commercial, le développement des services gouvernementaux et religieux créent d'autres options. L'identification des gentilshommes avec le service militaire est moins étroite, mais la pression pour l'obtention des commissions ne relâche pas puisque les effectifs de la noblesse augmentent à chaque génération et que la paix maintient l'offre à un niveau très bas. C'est ce qui fait dire à l'intendant Hocquart en 1737 : tous les gentilshommes et les enfants d'officiers désirent entrer dans le service, ce qui est louable en soi, mais plusieurs y entrent pour la solde, ce qui l'est moins. « On ne sait pas quoi faire de ceux qui n'entrent pas », et il suggère de les faire servir en France<sup>97</sup>. En fait, las d'attendre, les cadets à l'aiguillette et les enseignes ont déjà commencé à essaimer dans d'autres colonies où l'ascension a des chances d'être plus rapide, à l'île Royale et en Louisiane d'abord et un peu plus tard aux Isles<sup>98</sup>. À défaut de fournir cette armée coloniale capable de voler au secours de l'Amérique méridionale, dont rêvait Talon, le Canada est devenu une pépinière d'officiers<sup>99</sup>.

### *b) Les critiques*

L'intégration des gentilshommes du pays dans les troupes réglées se fait aux dépens de la milice, car elle la prive des chefs que lui réservait le plan initial. C'est là une évidence qui constitue, pour ceux qui se sentent brimés, un bon prétexte pour dénoncer les pouvoirs des gouverneurs. Au lendemain de la paix de Ryswick, le bruit d'une réforme

imminente des troupes fait trembler les officiers. Si les compagnies sont réduites de moitié, quels sont ceux qui seront remerciés? Pour François Lefebvre Duplessy Faber, arrivé au Canada en 1687 à la tête d'une compagnie d'infanterie de la Marine, la réponse est claire. Il confie son « sentiment » au maréchal de Vauban, son protecteur : « Il seroit de commencer cette réforme par tout ce qu'il y a d'officiers canadiens qui ne doivent estre regardez que comme de milices. » Il précise sa pensée :

Les gouverneurs n'ont Jamais plus mal fait que de fourrer cette grande quantité d'officiers canadiens dans les troupes du Roy, outre qu'ils ont affoiblis par ce moyen les forces de la Collonie en y mettant de diverses especes de familles dont parties estoient obligéz a la def-fance du pays et les autres a servir dans le besoin à la teste des milices et qu'en ayant fait des officiers des troupes L'on les a affoiblies d'autant de bons hommes soit de qualité ou de service qu'on auroit envoyé de france pour remplir ses amplys et qui petestre se seroient establis dans le pays Et par la ussent contribüé a son augmentation<sup>100</sup>.

Les « Canadiens » visés ici ne sont pas nécessairement ceux qui sont nés dans la colonie, mais deux groupes spécifiques : les descendants des anciennes familles marchandes, comme les Le Moyne par exemple, qui ont eu le temps d'acquérir du bien ; les officiers du régime de Carignan qui « ont eu de tres belles Seigneuries sur lesquelles Ils peuvent grassement vivres<sup>101</sup> ». Ces propos confidentiels trahissent l'amertume d'un officier vieillissant passé au Canada dans l'espoir d'un avancement rapide et qui sollicite sans succès depuis dix ans un poste dans l'état-major<sup>102</sup>. Mais au-delà de ses griefs personnels, Duplessy Faber exprime le sentiment d'injustice ressenti sans doute par tous les officiers des troupes de la Marine qui se marient et s'établissent dans la colonie à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle sans recevoir aucun encouragement, aucune récompense en retour, ni terre, ni gratifica-

tion, comme ce fut le cas pour leurs prédécesseurs. Sans tenir compte de cinq gentilshommes venus comme soldats ou cadets, 42 des 105 officiers arrivés entre 1683 et 1688 vont demeurer dans le pays, soit 40 % par rapport à 30 % des officiers de Carignan, et les besoins de ceux de la Marine ne sont pas moindres puisque dans bien des cas la vénalité les a faits renoncer à l'armée pour un emploi gratuit dans les ports et les colonies<sup>103</sup>. Entre 1690 et 1749, une cinquantaine d'autres officiers des troupes de la Marine viendront d'ajouter à ce contingent d'émigrés. Très jeunes au moment de l'arrivée pour la plupart, ils doivent prendre leur rang avec les candidats locaux et s'armer de patience<sup>104</sup>. L'opposition entre les officiers du pays et ceux venus de France plus récemment est de courte durée. Très vite, les mariages fusionnent les deux groupes et dans cet ensemble de plus en plus homogène, les rivalités ne sont plus qu'individuelles et familiales<sup>105</sup>.

La militarisation de l'élite coloniale suscite d'autres remarques, bien plus perfides. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, on dit communément que certaines personnes ne veulent pas voir finir la guerre contre les Iroquois de peur de perdre leur place si le roi retirait ses troupes, que le gouverneur non plus ne veut pas la paix puisqu'il perdrait toute son autorité sur « les bonnes familles » en même temps que le droit de nommer aux emplois militaires<sup>106</sup>. Ruette d'Auteuil, ancien procureur général du Conseil supérieur en disgrâce, part lui aussi du principe que le pouvoir militaire nuit au développement paisible de la colonie. Rien n'oblige le roi à entretenir à grands frais des troupes en temps de paix, écrit-il en 1719, si ce n'est la volonté du gouverneur, de l'intendant et des officiers qui ont chacun leurs propres raisons et intérêts. Il suggère donc une réforme générale « comme on fit du régiment de Carignan à la charge et non autrement que les soldats s'établiront et marieront dans le pays et que les officiers seront mis à la demie-payé au moyen qu'ils seront tenus de discipliner les milices des quartiers de leurs demeures ». Ces milices pourront ainsi défendre efficacement le pays en cas d'attaque. Ruette d'Auteuil propose en

même temps d'abolir les états-majors de Montréal et de Trois-Rivières, d'écourter le mandat des gouverneurs pour réduire le favoritisme et de cesser de construire des fortifications inutiles et onéreuses pour le roi et la population<sup>107</sup>. Une voix isolée sans aucun doute, car le contexte canadien, contrairement à celui des Antilles, ne favorise pas l'émergence d'une opinion aussi résolument antimilitariste<sup>108</sup>. Une voix qui nous rappelle cependant, comme celles citées plus haut, qu'il ne faut pas confondre les intérêts des officiers coloniaux avec ceux de l'ensemble de la société. Les contemporains savent faire la différence.

Bien avant nous, W. J. Eccles a souligné l'importance de ce qu'il appelle « l'establishment » militaire de la Nouvelle-France et résumé les étapes de sa formation<sup>109</sup>. Nous avons repris en partie les mêmes données afin de mieux dégager les deux traits suivants. Premièrement, ce corps d'officiers est relativement fermé et ce dès le début. Pour y entrer, la naissance précède le mérite. Les neuf lettres de noblesse expédiées dans la colonie au <sup>XVII</sup><sup>e</sup> siècle récompensaient une première génération de marchands qui avaient contribué au peuplement et à l'essor du commerce, et ce sont leurs fils qui obtiennent plus tard des commissions dans les troupes. Derniers anoblis, en 1716, pour leurs exploits militaires, les Hertel ne sont pas représentatifs, mais bien l'exception à la règle<sup>110</sup>. Si les commissions ne créent pas la noblesse, elles la consolident. Elles servent à définir plus nettement les contours d'un groupe qui, sans cette reconnaissance tangible, risquait de se dilater au point de perdre toute spécificité et elles finissent par souder les unes aux autres les familles anciennes et nouvelles qui y ont accès. Deuxièmement, la recherche d'un emploi, plus que la soif de servir ou l'ethos militaire dont parle W. J. Eccles, pousse les nobles dans les troupes, d'où leur manque d'empressement pour les charges non rémunérées qui leur étaient réservées initialement dans la milice.

### c) *L'encadrement des milices au XVII<sup>e</sup> siècle*

La frontière sociale qui séparera les officiers des troupes des officiers de milice au XVIII<sup>e</sup> siècle n'est pas encore en place dans les années 1670 et 1680. Pour connaître l'organisation et l'encadrement des milices durant cette période, nous disposons essentiellement de deux sources, ni l'une ni l'autre satisfaisante : les revues des bataillons pour les campagnes de 1684, de 1687 et de 1696, et les références aux officiers de milice recueillies dans les actes notariés<sup>111</sup>. Il y a 13 compagnies en 1684 et 16 en 1687, comprenant chacune deux sous-officiers et deux officiers. Les noms de ces derniers figurent sur le rôle de 1684, mais celui de 1687 ne relève que ceux des capitaines. Ces compagnies sont des formations régionales rassemblant les miliciens d'une même paroisse urbaine ou de quelques paroisses rurales voisines. Elles sont regroupées en trois ou quatre bataillons qui respectent aussi, autant que faire se peut, la structure territoriale<sup>112</sup>.

Observons d'abord les milices urbaines qui ont un prestige et une tradition hérités de l'époque des compagnies que n'ont pas celles des campagnes. Avant l'arrivée des troupes de la Marine, les capitaines de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal sont invités à participer à diverses assemblées consultatives et même à siéger dans les conseils de guerre à côté des cinq officiers d'état-major, pour compléter le quorum<sup>113</sup>. Pendant son voyage au lac Ontario en juin et juillet 1673, le gouverneur va jusqu'à confier le « commandement du chateau et ville de Québecq et des habitations circonvoyssines » et de « tous les habitants et milices qui seront dans la dicte estendue » à Charles Legardeur de Tilly, membre du Conseil souverain, consacré pour l'occasion « colonel du premier régiment de la milice de ce pays<sup>114</sup> ». Même si les milices ne sont pas formées en régiment, le grade est flatteur et va se perpétuer. René-Louis Chartier de Lotbinière, conseiller et lieutenant général de la prévôté, qui a succédé à Tilly, commande le « régiment de Québec » dans la campagne de 1684. Le lieutenant de « la compagnie colonelle de la milice bourgeoise de la ville de

Québec » est un marchand, Antoine Gourdeau dit Beaulieu, qui participe aussi à l'expédition de 1684 et sans doute à celle de 1687. Paul Dupuy, ancien enseigne de Carignan devenu lieutenant particulier de la prévôté, agit comme major dans les deux campagnes.

Les officiers de Trois-Rivières et de Montréal appartiennent aussi à la noblesse locale partagée entre commerce et judicature. Le capitaine de la milice de Montréal fut pendant longtemps Charles Le Moine, riche marchand anobli en 1668 pour sa réussite et ses services comme interprète et principal négociateur des gouverneurs auprès des Cinq-Nations. Il commanda sa compagnie dans les expéditions de 1666 et encore dans celle de 1684<sup>115</sup>. Son beau-frère Michel Messier, un marchand de moindre envergure, fut lieutenant dans les années 1670. Le bailli de la seigneurie Jean-Baptiste Migeon de Branssat le remplace dans la décennie suivante, mais il ne participe toutefois pas à la campagne de 1684<sup>116</sup>. Un autre gentilhomme et officier de justice, le procureur du roi Jacques-Alexis Fleury Deschambault, est capitaine puis colonel de la milice de Montréal à la fin du siècle. Il avait déjà participé à la campagne de 1684 à titre d'aides-major du « régiment » de Québec et il commande le bataillon de Montréal dans l'expédition de 1696<sup>117</sup>. À Trois-Rivières, nous retrouvons une autre famille de marchand anobli, les Godefroy, à la tête de la milice locale. De toute évidence, les commissions dans les milices urbaines flattent la vanité des anciennes et principales familles du pays durant cette période. Ceux qui le peuvent n'hésitent pas à accompagner leurs hommes à la guerre, confiants que leurs services seront reconnus. Or au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, brusquement et comme d'un commun accord, les gentilshommes abandonnent ces charges aux négociants et dès lors la dimension honorifique de l'institution prend le pas sur la dimension militaire. Comment expliquer ce revirement autrement que par un réflexe défensif? La noblesse tient à se dissocier de la milice pour ne pas donner raison à ceux qui voudraient l'y cantonner, pour mieux affirmer son droit aux emplois militaires au moment où l'on parle de les lui retirer.

La noblesse n'a jamais manifesté le même intérêt pour l'encadre-

ment des milices rurales. Souvent elle n'habite pas sur ses terres et, le cas échéant, elle ne se soucie guère de la formation militaire de ses censitaires. La création de compagnies de milice avec des officiers en titre est amorcée en 1673 dans l'urgence d'une menace hollandaise<sup>118</sup>. Les premières mentions d'officiers ruraux dans les actes notariés datent de 1676 et la rareté de ces références les années suivantes indique que l'institution n'est pas encore solidement implantée dans toutes les côtes avant la fin du siècle<sup>119</sup>. Néanmoins, le profil social de ces premiers officiers est déjà celui que nous observerons chez ceux du XVIII<sup>e</sup> siècle : des paysans pionniers de la paroisse, des commerçants et quelques propriétaires de seigneuries et d'arrière-fiefs appartenant à la même couche sociale. La plupart n'ont pas d'expérience militaire. Lors des expéditions de 1684 et de 1687, les gouverneurs La Barre et Denonville font appel à d'anciens officiers de Carignan et à d'autres gentilshommes familiers avec le métier des armes pour mener les habitants des côtes à la guerre. Dans les deux tiers des cas ils ne demeurent pas dans la même paroisse ou seigneurie que les hommes de leur compagnie. Tel le Montréalais Legardeur de Beauvais placé à la tête de la milice de Batiscan ou encore le Québécois Pierre-Noël Legardeur de Tilly qui commande la milice de Beaupré à la place d'Étienne Lessard, son capitaine attitré<sup>120</sup>. Seulement trois seigneurs appartenant à l'élite coloniale, soit Boucher, Juchereau et de Suève, marchent avec leurs censitaires, ce qui ne signifie pas d'ailleurs qu'ils assument les responsabilités d'officiers de milice en d'autres temps.

Les officiers des côtes ne sont cependant pas absents des campagnes du XVII<sup>e</sup> siècle et, à titre d'officiers subalternes, ils ont droit à la reconnaissance de l'état-major. Ainsi les lieutenants de milice figurent nommément dans la revue des troupes de 1684. Certains comme le capitaine de la côte de Beaupré prennent très au sérieux leur rôle de chef militaire. Dans le livre de comptes de l'église Sainte-Anne, on peut lire ce qui suit : « Receu du sieur noël gaignon et des autres jeunesses qui lavoient accompagné durant la campagne de mil six cent quatrevingt seize apres une messe solennelle daction de

graces en L'honneur de ste anne qu'ils firent chanter en cette Eglise la somme de 40 [livres]<sup>121</sup>. »

Ces traits sont appelés à disparaître. Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, semble-t-il, les officiers de milice n'ont plus aucun rang dans les opérations militaires. À la guerre ils servent comme soldats à l'instar de tous les habitants, sous la conduite des officiers des troupes, des cadets et des sous-officiers parfois. L'intendant Raudot, voulant rehausser le caractère militaire de l'institution et l'autorité des capitaines des paroisses, propose en 1707 qu'on en fasse des sergents avec les appointements attachés à ce grade. Comme d'autres suggestions ultérieures du même genre, celle-ci se heurte à l'opposition du corps des officiers des troupes et n'a pas de suite<sup>122</sup>. Privées de leur propre encadrement quand vient le temps d'aller en guerre, les milices cessent de fonctionner comme des formations territoriales pour devenir une réserve indifférenciée de conscrits. Au lieu de partir et de revenir avec le sieur Gaignon, les jeunes gens de Sainte-Anne de Beaupré seront plus tard éparpillés dans des unités hétérogènes et instables, commandées par des hommes qu'ils ne connaissent pas<sup>123</sup>. La décision de recruter dans la colonie même les officiers des compagnies franches de la Marine est à l'origine de cette évolution. La politique est différente aux Antilles où l'on s'efforce au contraire de maintenir une barrière entre les troupes métropolitaines et la société coloniale en interdisant par exemple aux officiers d'état-major de posséder des habitations. Même si ces règlements sont mal observés, le principe demeure. Ils s'ensuit que les milices des « Isles » conservent leur organisation territoriale primitive et, sous le contrôle des grands planteurs, elles en viennent à se percevoir comme le bras armé de la société civile<sup>124</sup>. Dans les colonies anglaises, longtemps dépourvues de troupes réglées, la milice représente aussi une force locale avec laquelle les gouverneurs sont obligés de composer<sup>125</sup>. Rien de tel au Canada où la milice ne forme pas un corps militaire autonome et n'a aucune existence sur le plan politique<sup>126</sup>.



## CHAPITRE 4

### D'une guerre à l'autre (1687-1744)

Louis Ataria, un Iroquois du Sault Saint-Louis, filleul de Louis XIV, avait mis Denonville en garde. Celui qui va fourgonner dans un nid de guêpes, lui dit-il avant la campagne de l'été 1687 contre les Tsonnontouans, doit les écraser toutes à la fois, sans quoi il risque de se faire piquer<sup>1</sup>. La troupe venait à peine de réintégrer ses foyers que l'on signalait les premières attaques sur les habitations écartées du gouvernement de Montréal. Dans les années qui suivent, non pas une mais trois guerres, ayant chacune sa propre histoire et sa propre chronologie, se déroulent simultanément dans le Nord-Est de l'Amérique : celle qui débute en 1688 entre les colons de la Nouvelle-Angleterre et la confédération abénaquise soutenue par les Français, qui se termine par une paix précaire en 1699 pour reprendre en 1703 ; celle qui oppose la confédération iroquoise aux nations algonquiennes alliées des Français et à ceux-ci directement à partir de 1687, qui se termine par la Grande Paix de 1701 ; enfin celle de la Ligue d'Augsbourg, ou « la guerre des Anglais », comme on l'appelle dans la colonie, qui respecte le calendrier européen<sup>2</sup>. Au cours de ces années, les opérations défensives dans les villes et les campagnes de la Nouvelle-France s'entremêlent aux offensives contre l'Iroquoisie et contre les établissements anglais du Sud, de Terre-Neuve et de la baie d'Hudson. Le traité de neutralité signé par les Cinq-Nations donne à la guerre suivante,

celle de la Succession d'Espagne, une autre allure, plus lente, plus mercantile et encore plus concentrée sur les frontières maritimes. Si chaque printemps ou presque ramène des rumeurs d'invasion, les Canadiens en sont quittes pour la peur et ceux qui aiment l'aventure militaire vont la chercher au loin. Après Utrecht, la guerre s'éloigne encore plus. Les quelques détachements que la colonie envoie pour étouffer les révoltes indigènes du côté du Mississippi ne troublent guère la quiétude générale le long du Saint-Laurent.

La liste des mouvements militaires présentée en annexe reflète le biais de nos sources, essentiellement la correspondance des gouverneurs et des intendants, plus rarement une relation de première main<sup>3</sup>. Dans les comptes rendus qu'ils adressent à Versailles, les administrateurs privilégient les engagements où figurent les officiers des troupes et autres personnes de qualité. La moindre affaire mérite un récit circonstancié, pourvu que le sieur Untel s'y soit signalé. En revanche, un affrontement qui ne touche que les paysans, comme il y en a tant à l'ouest de la colonie au début des années 1690, n'a droit qu'à une vague évocation : « [L]'ennemi fit de nombreuses incursions sur nos côtes. » La discrimination est encore plus criante pour les détachements d'Amérindiens, domiciliés ou alliés, non accompagnés d'officiers, soit la majorité, qui sont englobés sous la rubrique « Nos Sauvages ont continué de harceler les côtes... » de Boston ou d'Orange. Pourtant les autorités savent bien que ces mouvements sont à la fois le bouclier et le fer de lance de la colonie et elles font tout pour entretenir la fidélité et l'ardeur des guerriers. Mais quand vient le temps de relater « ce qui s'est passé de plus remarquable en Canada depuis le départ des vaisseaux », leurs actions ne forment plus qu'une vague toile de fond, un accompagnement aux exploits des Français. Il a fallu en plus faire un choix parmi les multiples événements militaires qui se déroulent en Acadie, à Terre-Neuve, à la baie d'Hudson et en Louisiane pour ne conserver que ceux auxquels le Canada a prêté main forte ou encore ceux qui relèvent d'une même stratégie et ont des répercussions directes et immédiates sur sa propre sécurité.

Telles, par exemple, les attaques des Abénaquis de Pentagoüet et de la Kennebec contre la Nouvelle-Angleterre.

Les mouvements qui retiennent l'attention des administrateurs ne sont pas toujours présentés de la même façon. Nous avons tantôt des chiffres précis pour chaque catégorie de participants, bien identifiée, tantôt un nombre global et arrondi dans lequel soldats, militaires et milices sont confondus : « un parti de 200 François et Sauvages ». Le stéréotype des effectifs contrastés — une poignée de braves contre des centaines d'ennemis — est très présent dans le discours militaire de l'époque. Généralement on exagère le nombre d'adversaires mais une sous-évaluation des forces françaises, particulièrement des contingents indigènes, n'est pas exclue<sup>4</sup>. Les sources anglaises sont encore moins fiables. Elles tendent aussi à grossir la troupe ennemie et font difficilement la distinction entre les assaillants français et amérindiens.

Avec ses lacunes et ses imperfections, le tableau chronologique présenté en annexe sert de support à l'analyse qui suit, laquelle distingue trois types d'opérations militaires : les actions défensives qui se déroulent autour des villes et dans les campagnes de la colonie, les petits détachements ou « partis » qui vont attaquer l'ennemi sur son territoire et, enfin, les offensives de plus grande envergure.

## 1. Les mouvements défensifs

### *a) Les attaques iroquoises et la vie dans les forts*

Pendant une dizaine d'années, de 1687 à 1697, les habitants de l'Ouest du pays sont la cible d'une série de raids qui interrompent les communications et les travaux agricoles, font beaucoup de victimes et de dégâts matériels. Le nombre des incursions iroquoises suit d'abord une courbe ascendante qui atteint son point culminant entre 1689 et 1692 et redescend par la suite. Les paroisses profitent de l'accalmie de 1694 pour aller chercher les morts enterrés hâtivement dans les environs et les inhumer dans les cimetières<sup>5</sup>. L'échec des

négociations de paix amène une reprise des hostilités en 1695 mais les attaques deviennent de plus en plus rares. Les ennemis font généralement leur apparition dans le temps des semences et tournent autour des côtes jusqu'à la fin de l'automne. Fidèles à la tradition, ils ne font pas la guerre en hiver. Leurs guerriers ont la partie moins facile que naguère. Cinquante ans plus tôt, ils pouvaient naviguer à peu près impunément d'un bout à l'autre du Saint-Laurent, ils doivent maintenant prendre la colonie à revers par des voies moins directes où ils marchent et s'exposent davantage. Le Richelieu, la Saint-François, l'Outaouais et ses prolongements dans les rivières des Mille-Isles et des Prairies sont les portes d'entrée. Cela limite leur action et permet aux gens qui demeurent en aval de Trois-Rivières de dormir sur leurs deux oreilles. Mais en amont, la situation est critique et rien n'est prêt pour y faire face.

Pour comprendre les lenteurs dans l'organisation de la défense, il faut rappeler que jusque-là l'aménagement du territoire a été laissé à l'initiative privée, celle des seigneurs d'abord et celle des colons. Ces derniers ont, bien sûr, entendu parler des anciennes guerres iroquoises et des dangers vécus par la génération précédente, mais ils refusent de croire que l'histoire pourrait se répéter. Les seigneurs dans l'ensemble ont peu de moyens et souvent ne demeurent même pas sur leur terre. Rares sont ceux qui se soucient de protéger leur propriété. Montréal offre une bonne illustration de cet état d'esprit. Le poste est devenu un grand bourg aéré, ouvert sur le fleuve et les campagnes environnantes. Le séminaire de Saint-Sulpice secondé par son bailli se préoccupe de l'ordonnance des rues et des bâtiments, pas du tout de sécurité<sup>6</sup>. Sur le pourtour de l'île, côté ouest, les sulpiciens ont naguère concédé une série d'arrière-fiefs qui devaient servir de rempart à la partie la plus exposée de la seigneurie<sup>7</sup>. Les propriétaires y installèrent des magasins palissadés plus ou moins solides pour la clientèle amérindienne, mais ils n'ont pas assez d'employés ni assez d'armement pour se défendre, encore moins pour bloquer le passage des ennemis. Un magasin aussi bien fortifié que celui que Charles Le

Moyne a fait construire dans sa seigneurie de Châteauguay sur la rive Sud — maison à poteaux avec deux épaisseurs de madriers remplies de mortier, dans un enclos de deux arpents — fait figure d'exception<sup>8</sup>. Non loin de là, la seconde agglomération de la région, le village de Kahnawake qui compte presque autant d'habitants que Montréal, est mal abrité derrière une palissade délabrée. Les paysans sont les plus exposés. Les habitations alignées le long du fleuve ou d'un cours d'eau transversal sont, au mieux, à quelque 120 mètres les unes des autres et la distance augmente si les concessions sont plus larges ou les défrichements moins avancés. Le danger vient toujours de la forêt qui commence juste derrière les terres cultivées. Les maisons et les granges en bois ne résistent pas aux assauts et les toits de chaume ou de planches flambent en moins de temps qu'il n'en faut pour fuir.

Plus consciente des périls qu'elle est en train d'attirer sur la colonie, l'administration royale prend les choses en main. Le gouverneur de Montréal met les habitants à l'ouvrage et pour hâter les travaux y emploie aussi les soldats. La clôture de pieux de quinze pieds de haut achevée en 1688 délimite un vaste espace autour de la ville, capable d'accueillir les campements de centaines de réfugiés. La palissade est protégée par un fossé et renforcée par des corps de garde et plusieurs plates-formes pour l'artillerie, assez considérable, semble-t-il. La construction d'une redoute en bois sur le coteau du moulin en 1693, qui sera éventuellement englobé dans le prolongement de l'enceinte, complète le système de défense<sup>9</sup>.

Le réaménagement rural soulève plus de difficultés et impose de lourds sacrifices aux paysans. On leur demande de construire un fort ou réduit au centre de la paroisse, autour de l'église par exemple, assez grand pour abriter toutes les familles avec leurs provisions de grains, de fourrage, leurs animaux, ainsi qu'une petite garnison. Les travaux et toutes les activités du fort sont sous commandement militaire. Les propriétaires de l'emplacement et des terres voisines sont contraints de céder temporairement à la communauté des habitants leurs droits d'usage sur les bâtiments, les réserves de bois et les arpents cultivés,

selon des arrangements qui varient d'une paroisse à l'autre. L'estimation des prélèvements et des dommages est reportée à la fin de la guerre et donne parfois lieu à d'interminables procès<sup>10</sup>. Mais ces parcelles protégées ne suffiraient pas à nourrir la population. Dans le temps des semences, des récoltes et des labours, les paysans se rassemblent pour aller travailler sur les terres éloignées, en principe sous la protection de soldats<sup>11</sup>. Les conditions de vie à l'intérieur du fort sont misérables. À côté du corps de garde et d'une ou deux maisons convenables offertes aux officiers, les habitants des côtes et les soldats logent dans des abris de fortune, cabanes de pieux couvertes d'écorce, et dorment sur la paille<sup>12</sup>. Si frustes soient-elles, les maisons qu'ils ont été forcés d'abandonner évoquent, par comparaison, des images de confort.

Au début les gens refusent le déplacement et certains s'opposent même ouvertement à la construction des forts. « Chaque habitant voudrait que sa maison eut une citadelle et personne ne la veut quitter, encore moins faire des villages », écrit Denonville en août 1687. Mais lorsque l'ennemi « aura cassé quelques têtes, ils s'y résoudront<sup>13</sup> ». Les préjugés que ce gouverneur nourrit à l'endroit des paysans ne l'aident pas à comprendre leur anxiété à l'idée d'abandonner ainsi tout ce qu'ils possèdent et qui leur permet de subsister<sup>14</sup>. Il faudra plus que quelques petites attaques dispersées pour les faire bouger. Les habitants de Lachine, qui disposaient pourtant de trois forts pour se mettre à couvert, ne se sentaient pas assez menacés pour s'éloigner de leurs terres au moment où les récoltes allaient commencer. On peut supposer que le saccage de cette paroisse de quelque 60 familles, le 5 août 1689, mit un terme à la résistance dans l'ensemble de la région<sup>15</sup>.

En tout une trentaine de forts ou enclos ont été érigés ou consolidés dans le gouvernement de Montréal. Certains situés sur les marges du territoire habité, à Chambly, à Châteauguay ou près du lac des Deux-Montagnes, sont de simples avant-postes militaires. Plusieurs abritent à la fois les réfugiés des côtes et une garnison permanente, tels La Prairie, Sorel, Pointe-aux-Trembles et deux ou trois

autres érigés pareillement dans des endroits stratégiques. Le reste sert simplement de places de sûreté à la population environnante<sup>16</sup>. Des deux moyens de communication prévus, les feux de signallement et les coups de canon, le dernier seul fonctionne assez bien. Chaque fort a reçu un canon pour pouvoir alerter ses voisins, lesquels à leur tour retransmettent l'alarme un peu plus loin. Et aussitôt la garnison la plus proche envoie un détachement à l'endroit où l'ennemi vient d'être signalé<sup>17</sup>. Au début le gros des troupes est cantonné dans la ville mais très vite on décide de multiplier et de grossir les garnisons dans le plat pays afin de répondre plus rapidement aux appels à l'aide<sup>18</sup>. Les détachements qui patrouillent ainsi la campagne sont commandés par des officiers des troupes et composés des soldats et des habitants du fort auxquels se joignent parfois des Amérindiens domiciliés s'il s'en trouve dans les environs. Quand ils arrivent sur les lieux, les assaillants ont déjà pris le large, traînant avec eux quelques captifs. Poursuivis de trop près, ils tueront ces derniers pour hâter leur fuite, mais les Français doivent rarement faire face à ce dilemme car l'ennemi a généralement une bonne longueur d'avance<sup>19</sup>. À quelques reprises le gouverneur de Montréal rassemble plusieurs centaines de soldats, miliciens et Amérindiens domiciliés soit pour bloquer une descente qu'on appréhendait, comme en août 1693, soit pour poursuivre vigoureusement l'ennemi dans sa retraite, comme au Long-Sault en juillet 1692. D'ordinaire, cependant, la riposte est à la mesure des attaques, émiettée, par petits détachements organisés à la hâte. Les recrues marchent parfois à contrecœur, la discipline laisse souvent à désirer et les bons coups sont rares. Gédéon de Catalogne, l'officier qui a laissé une chronique très détaillée de ces mouvements, reproche aux Français, aux officiers particulièrement, leur pusillanimité. Un peu plus d'agressivité, croit-il, aurait mis un terme à ces incursions, car les Iroquois sont lâches, une opinion douteuse plus facile à soutenir sur papier que sur le terrain<sup>20</sup>.

La plupart des forts, surtout ceux qui n'ont pas de garnison, peu d'artillerie, aucun fossé ou remblai pour protéger la palissade, ne

résisteraient pas à l'assaut d'une petite bande de guerriers tant soit peu déterminés. La chose n'est pas impensable puisque les Iroquois, qui vivent eux-mêmes dans des villages fortifiés, savent très bien comment mener un siège et forcer une barricade. On les a vus autrefois tenter d'enlever un fort français bien défendu<sup>21</sup>. Mais les revers politiques et militaires, les pertes démographiques les ont rendus moins audacieux. Plus que jamais, ils évitent les combats et limitent leurs attaques à des groupes isolés et sans défense, familles qui tardent à quitter leurs demeures ou les réintègrent trop vite, moissonneurs et laboureurs mal protégés, canoteurs séparés du convoi, etc. Sitôt le coup accompli, ils se retirent. On ne rapporte aucune attaque contre les forts par les Iroquois durant cette période, aucune tentative pour assiéger les habitants qui s'y réfugient. Cela nous amène à ouvrir une parenthèse à propos des exploits de madame de Verchères et de sa fille Madeleine, une héroïne nationale pour la postérité.

L'histoire, racontée d'abord par Madeleine elle-même dans une lettre de 1699 adressée à madame de Maurepas, a été reprise dans l'ouvrage de Bacqueville de La Potherie, un ami de la famille arrivé au Canada à la fin de la guerre. Les deux versions sont si proches l'une de l'autre qu'il est difficile de savoir si l'écrivain a dicté le texte à l'héroïne ou vice-versa<sup>22</sup>. Résumons les « faits ». Le fort de Verchères, qui sert de place de sûreté à la famille seigneuriale et aux paysans des alentours, aurait été attaqué à deux reprises par les Iroquois. En 1690, madame de Verchères repousse pendant deux jours les assauts des Iroquois, qui lèvent le siège peu de temps avant l'arrivée des secours. Le 22 octobre 1692, c'est Madeleine, âgée de quatorze ans, qui, en l'absence de ses parents, prend le commandement du fort, après avoir échappé de justesse à une bande de 40 Iroquois. Non satisfaits de s'être emparés d'une vingtaine de colons qui travaillaient aux champs, ils continuent de rôder autour du fort. Seule avec quelques enfants, un soldat et des femmes « désolées » et gémissantes, la jeune fille parvient à force d'astuces et de courage à tenir l'ennemi en respect pendant plusieurs heures. Elle charge elle-même le canon et en



tire un coup. L'alarme s'étant ainsi répandue de fort en fort jusqu'à Montréal, le gouverneur envoie une barque avec un détachement de 100 hommes mais les Iroquois se sont déjà éclipsés avec leurs prisonniers quand les secours arrivent. En guise d'épilogue, Bacqueville ajoute qu'ils furent rattrapés et défaits au lac Champlain par un parti d'Amérindiens domiciliés, un épisode emprunté aux annales de l'année précédente qui n'a rien à voir avec les habitants de Verchères<sup>23</sup>. Bref, à peu près tout dans cette histoire est invraisemblable, y compris l'épouvante et la frayeur que le coup de canon aurait causées chez les Iroquois, comme si ceux-ci n'avaient pas eu cinquante ans pour s'y accoutumer ! Des événements aussi surprenants, aussi contraires aux usages militaires des ennemis et mettant en scène une des premières familles de la colonie auraient dû être rapportés et commentés par le gouverneur et l'intendant, mais la correspondance de 1692 et de 1693 n'en souffle mot. Quant au journal officiel, il donne une autre version de ce qui s'est passé à Verchères cet automne-là. Monsieur de Callière, écrit le chroniqueur, résolut de ravitailler les forts du bas-Richelieu après le passage des Iroquois et envoya un canot vérifier si les eaux étaient assez hautes pour laisser passer la barque. « [...] ce canot a son retour eut connaissance que les ennemis avoient tué et pris prisonniers quelques personnes à Vercheres, emmené les bestiaux dans le bois et levé la chevelure à un soldat à St-Ours. On jugea que ce ne pouvoit estre qu'un petit party détaché du gros<sup>24</sup>. » Ainsi, comme ailleurs dans l'Ouest de la colonie, les habitants de cette seigneurie vécurent dans la crainte et subirent des pertes humaines et matérielles. Dans leur fort mal défendu, les dames de Verchères auraient fait preuve de sang-froid dans ces occasions et tout le reste ne serait qu'une pieuse invention<sup>25</sup>.

#### *b) Les victoires; les représailles*

Personne n'a encore fait le compte des victimes de cette guerre et la tendance actuelle, chez les historiens et démographes québécois, est

de minimiser les pertes et de rejeter les estimations des contemporains dès qu'elles sont un tant soit peu élevées. Un article récent ramène les quelque 200 morts et disparus dans le sac de Lachine à quelques dizaines et oublie de mentionner la guerre parmi les facteurs de sous-évaluation des décès survenus dans l'ensemble de la colonie aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles<sup>26</sup>. Faut-il rappeler que ceux qui meurent dans les guerres ne sont presque jamais enterrés dans le cimetière paroissial et que les victimes des raids iroquois ne font pas exception ? Pour mieux cerner ces disparitions, l'historien dispose de plusieurs sources, à commencer par les chiffres cités par les témoins du temps qui devraient être recueillis et analysés comme l'a fait John Dickinson pour la période 1608-1666<sup>27</sup>. La banque de données du PRDH pourrait aussi fournir des indices : remariages en l'absence de l'acte de décès du premier époux, enfants de tous âges qui n'apparaîtront jamais plus dans les registres, etc.<sup>28</sup>. Plus concluantes sont les informations contenues dans les archives judiciaires et les actes notariés, inventaires des communautés, partages, conventions et contestations. Après la mort de René Huguet, tué et enterré à Lachine en juin 1691, l'inventaire de ses biens nous informe que sa femme et ses deux enfants ont été « pris par les Iroquois » dans la même occasion. Puis un autre inventaire de 1697 révèle que la mère est revenue, qu'André, l'aîné, est mort en captivité et que Françoise, alors âgée de onze ans, est encore prisonnière<sup>29</sup>. C'est dans les requêtes des proches et quand s'ouvrent les successions que nous apprenons le sort de Jean Lelat de Montréal, tué en haut de l'île au retour d'une escorte, celui des époux Faye de La Prairie, enlevés en 1690 et libérés avant 1695, celui des époux Estier de La Chesnaye, morts sur le chemin de la captivité, et de leur fillette de deux ans élevée chez les Onontagués<sup>30</sup>. Le nombre de victimes que révélerait une telle enquête ne sera sans doute pas très élevé, mais les chiffres sont relatifs et, avec une population aussi faible, il en faut peu pour faire des brèches importantes. Une perte de 250 à 300 hommes, le groupe le plus exposé, représenterait 1/10 des adultes masculins de la colonie, une proportion aussi forte que celle enregis-

trée en Nouvelle-Angleterre pendant la guerre du roi Philippe, considérée comme très meurtrière par les historiens<sup>31</sup>.

L'enquête peut aussi servir à d'autres fins. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, les Américains ont pieusement recueilli les noms des victimes des guerres « franco-indiennes » et, plus récemment, ces listes ont été mises à contribution pour l'étude des cultures amérindiennes. Qui, des hommes et des femmes, des adultes et des enfants de tous âges, est le plus susceptible d'être tué sur place ou d'être amené en captivité? Les réponses varient selon les époques et les circonstances et, aussi, selon l'identité des assaillants<sup>32</sup>. S'ajoutant à ces travaux, une analyse des victimes canadiennes des années 1687-1697 pourrait éclairer le comportement des Cinq-Nations à un moment critique de leur histoire et, du même coup, elle permettrait de mieux comprendre les réactions des colons<sup>33</sup>. Les rapports officiels sont d'ordinaire très discrets sur le sort des Iroquois qui tombent entre les mains des Français. Ceux qui font la capture doivent les remettre au gouverneur ou au commandant de la place et l'usage veut que ceux-ci les donnent à leur tour aux alliés amérindiens qui en disposent à leur guise. Une façon commode de se dissocier des actes de barbarie qui peuvent s'ensuivre<sup>34</sup>. Les exécutions ont lieu dans les villages amérindiens et parfois dans les villes de la colonie devant la foule des curieux. Lahontan a décrit avec un humour mêlé d'indignation un de ces spectacles qui se déroule à Québec durant l'hiver 1692, avec les Hurons dans le rôle des bourreaux<sup>35</sup>. Dans le gouvernement de Montréal, toutefois, les choses se passent autrement. À deux occasions ce sont les habitants qui réclament des bûchers et qui les allument, semble-t-il. En octobre 1689, trois prisonniers iroquois sont amenés à Montréal « où toute la populase et les sauvages domiciliés demandèrent par droit de représailles qu'ils fussent brullés ». Le second épisode se situe en juin 1691, au retour d'une poursuite assez désordonnée où les Français eurent raison de l'ennemi mais non sans perdre eux-mêmes plusieurs hommes. Ils firent quatre prisonniers que les membres du détachement se partagèrent et ramenèrent dans leurs paroisses respectives — Repentigny, Boucherville,

Pointe-aux-Trembles et Montréal — pour y être brûlés. Les officiers, y compris Gédéon de Catalogne, témoin et chroniqueur de ces événements, ne font pas que tolérer cette conduite, ils l'approuvent<sup>36</sup>. Comment comprendre de telles éruptions de violence populaire sans prendre la mesure des peurs qu'elles cherchent à exorciser ?

*c) Faire front contre l'envahisseur : exaltation et suffisance*

Les mobilisations massives à l'annonce d'une invasion anglaise rompent avec les tensions engendrées par l'enfermement dans les forts, les attaques sournoises et les petits mouvements éparpillés et futiles. Rassemblés pour s'opposer à une armée ou à une flotte ennemie dénombrée et bien localisée, les habitants et les soldats se sentent brusquement investis d'une mission héroïque et l'exaltation collective règne sur les lieux de ralliement. Le grand nombre et les cérémonies qui entourent ces déplacements, les harangues, les cris, les pavillons dressés, les bénédictions des prêtres enivrent la troupe tout autant que le vin et l'eau-de-vie qui font aussi partie du rituel. Le 17 octobre 1690, au son des fifres et des caisses, 800 soldats et miliciens du gouvernement de Montréal entrent dans Québec assiégé et « le bruit de cette belliqueuse jeunesse qui venait en sautant et avec de grandes démonstrations de joie » ne pouvait que décontenancer l'ennemi, écrit l'annaliste de l'Hôtel-Dieu<sup>37</sup>. À nouveau en 1707, en 1709 et en 1711, troupes et milices venues au secours de Québec font la fête, rient et dansent toute la nuit dans les rues de la ville en attendant les Anglais<sup>38</sup>. La résolution et la gaieté se lisaient sur les visages, notent souvent les officiers dans ces occasions<sup>39</sup>. Ces témoignages décrivent un phénomène bien connu des spécialistes de l'histoire militaire, soit la confiance et l'enthousiasme d'avant la bataille, encore plus sensibles quand la troupe se prépare à défendre son petit coin de terre<sup>40</sup>. Ces bonnes dispositions sont rarement mises à l'épreuve cependant, puisque sur un total de 9 ou 10 invasions appréhendées, par mer ou par terre, 2 seulement ont bel et bien eu lieu.

La première fois, en 1690, les habitants du gouvernement de Québec participèrent activement à la défense. Durant deux mois, en l'absence des troupes et du gouverneur, qui craignait davantage une attaque du côté du lac Champlain, la garde de la ville et la surveillance des travaux de fortification furent confiées aux milices bourgeoises sous le commandement du major de la place. À l'approche de la flotte de William Phips, les habitants de la côte du Sud, de la Pointe-Lévis et de l'île d'Orléans reçurent l'ordre de repousser tout débarquement, ce qui fut bien exécuté de sorte que les Bostonnais se présentèrent devant Québec le 16 octobre sans avoir pu renouveler leurs provisions. Enfin, durant le siège de deux jours qui suivit, les habitants de Beaupré et de Beauport firent preuve de présence d'esprit et de fermeté<sup>41</sup>. Sans être décisives, ces actions montrent que les milices des paroisses commandées par leurs propres officiers sont capables d'agir en corps et de leur propre initiative quand elles sont menacées. Or cette autonomie leur sera par la suite refusée. Observons comment les choses se passent lors de la fausse alerte de 1709. Encore une fois, la colonie vit sous la menace de deux attaques conjuguées, par le fleuve et par les terres, et le gouverneur Vaudreuil a décidé de faire évacuer les campagnes et de concentrer toutes ses forces dans les villes. À la suite d'une assemblée tenue à Montréal en juin, où les officiers des milices urbaines et rurales n'ont même pas été invités, les habitants du gouvernement ont ordre de se retirer dans la ville avec leurs familles, leurs effets, leurs grains et leurs bestiaux dès que l'ennemi aura franchi la frontière. Le mois suivant, le gouverneur parcourt lui-même les côtes du gouvernement de Québec pour imposer la nouvelle stratégie. « Je fis mesme une augmentation d'officiers de milice afin de mieux insinuer aux habitans ce que j'avois envie qu'ils fissent », à savoir envoyer leurs femmes, enfants, bestiaux et autres possessions dans les bois et « se venir jeter » dans Québec en emportant leurs vivres<sup>42</sup>. Le plan soulève une vive opposition. Apparemment les habitants craignent pour leurs familles et sont convaincus qu'en restant sur place ils sauraient comme par le passé empêcher l'ennemi de

débarquer. Deux ans plus tard, en 1711, nouvelle alarme et Vaudreuil reprend ses tournées dans les côtes en aval de Québec pour encourager les habitants « à tout abandonner pour la cause commune ». Après plusieurs délibérations, écrit-il, l'assemblée des curés, officiers de milice et autres principaux habitants des cinq paroisses de l'île d'Orléans acceptèrent enfin de procéder à l'évacuation<sup>43</sup>. La flotte de Walker étant allée se perdre dans les brumes de Sept-Îles, personne à l'époque ne saurait dire si ce plan compliqué, qui contrarie les réactions spontanées de la population, aurait pu fonctionner et accroître la résistance de la colonie. Le test viendra plus tard, en 1759.

Les tentatives des Anglais pour envahir la colonie par le Richelieu, avant 1712, avortent les unes après les autres. Les petites armées qui les attendent à La Prairie ou à Chambly finissent par lever le camp après quelques jours ou quelques semaines, selon les informations recueillies sur les mouvements ennemis, toujours lentes à venir et souvent erronées. Une fois seulement, par une nuit pluvieuse d'août 1691, un parti d'Anglais et d'Amérindiens commandé par le maire d'Albany surprend le camp de La Prairie, profitant de la défection des miliciens qui ont abandonné leur position pour se mettre au sec. Après un engagement meurtrier à la porte du fort, les Anglais battent en retraite. Ils sont rattrapés par un groupe d'éclaireurs et le long combat qui s'ensuit fait beaucoup de victimes de part et d'autre<sup>44</sup>.

Dans l'ensemble on peut dire que le Canada a bénéficié d'une chance inouïe pendant ces deux guerres. Québec n'a jamais été en état de soutenir un véritable siège et les défenses sont aussi fragiles dans le haut de la colonie. Mais les circonstances ont joué en faveur des Français. Tout en rendant grâce au Ciel de ses bénédictions, ceux-ci n'en éprouvent pas moins un sentiment de supériorité, de suffisance qui leur fait mépriser les colons anglais et, surtout, méconnaître la haine qui, comme une plante vénéneuse, pousse encore plus vite que la peur sous les pas de leurs guerriers<sup>45</sup>.

## 2. La guerre de partisans

Les mots utilisés par les historiens pour décrire le genre d'offensives que la Nouvelle-France lance contre les établissements anglais à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, comme « guérilla », « petite guerre », « raid » ou « commando », appartiennent au vocabulaire d'aujourd'hui. Seule l'expression « petite guerre » est ancienne mais, longtemps associée à la maraude, elle apparaît rarement dans les textes coloniaux de l'époque. Elle se répandra au XVIII<sup>e</sup> siècle, à la suite de l'intérêt des stratèges européens pour les unités mobiles spécialisées placées sur les flancs d'une armée, à qui l'on confie les opérations de diversion, les reconnaissances et d'autres missions éclair très risquées. Même si les officiers de la guerre de Sept Ans détachés au Canada lui donnent souvent un sens plus général, l'expression reste ambiguë. La *guerrilla* rapportée d'Espagne par les armées de Napoléon, lourde de sens politique, l'est encore plus et les autres mots entrés plus tardivement dans la langue nous éloignent toujours davantage du contexte<sup>46</sup>. L'emploi de ces néologismes peut laisser croire que cette forme de guerre était à ce point étrangère aux Français du XVII<sup>e</sup> siècle que les mots pour la décrire leur manquaient. Ce serait une erreur. La langue de l'époque classique a tout ce qu'il faut pour désigner les attaques exécutées à l'improviste avec hardiesse et promptitude, les opérations dispersées qui n'ont pas de suite. On parle communément de « coups de main », d'« incursions », de « courses » sur terre ou sur mer et, surtout, de « partis »<sup>47</sup>. Le parti est une petite formation militaire offensive qui agit selon les ordres, ce qui le distingue des troupes de brigands, explique Furetière. Ces mots venus du fond des âges nous rappellent que si ce genre de guerre doit beaucoup aux Amérindiens, il a aussi des antécédents européens. Les Français ne font pas qu'imiter les tactiques indigènes, ils y joignent leur propre tradition militaire et cette complémentarité a souvent joué à leur avantage. Ne perdons pas de vue toutefois que la majorité des partis ne sont composés que d'Amérindiens qui vont par petites bandes

de 6 à 20 guerriers, rarement plus, surprendre des colons isolés et ravager le plat pays. L'ensemble de ces mouvements ne peut pas être quantifié mais les chiffres rassemblés par Richard Melvoin pour la vallée du Connecticut donnent quand même une idée de leur ampleur. Entre 1688 et 1698, cette région aisément accessible par le nord, donc très vulnérable, est attaquée à treize reprises par les Amérindiens domiciliés ou alliés des Français, mais les sources françaises ne permettent pas de saisir ces mouvements. Pendant la guerre de Succession d'Espagne, le nombre d'attaques s'élève à 29, dont seulement 2 entreprises conjointes<sup>48</sup>. Ces dernières mobilisent des effectifs plus considérables et font ordinairement plus de ravages et de victimes en un coup que plusieurs incursions amérindiennes réunies. Bien que relativement rares, les « partis de Français et de Sauvages » ont surtout retenu l'attention, tant celle du gouvernement colonial qui vante les performances et les résultats pour justifier sa politique et ses dépenses, que celle des voisins anglais choqués de voir des chrétiens orchestrer et participer à ces cruelles campagnes.

#### *a) Deux modèles : les campagnes de 1686 et de 1690*

La colonie découvre ses talents en 1686 à l'occasion d'une expédition à la baie James qui, sous couvert d'une opération de police, s'empare de trois postes de fourrures appartenant à la Hudson's Bay Company. « Une affaire de marchands », comme l'écrit le gouverneur Denonville, car la France et l'Angleterre ne sont pas en guerre, ce qui n'empêche pas le ministre et ses administrateurs locaux d'appuyer la campagne entreprise et défrayée par la compagnie du Nord<sup>49</sup>. Une centaine de volontaires choisis parmi les colons et les soldats des troupes de la Marine mettent deux mois et demi, dans des conditions terriblement dures, pour franchir la ligne du partage des eaux et trois semaines de plus pour atteindre le fond de la baie et foncer sur un premier fortin qui dépose les armes après un combat d'une demi-heure. Suit la prise à l'abordage d'un navire anglais avec lequel les



« coureurs » transformés en marins vont s'emparer de deux autres forts. Peu nombreux et perdus dans ces déserts de vase et de glace, les assiégés n'ont pas avantage à résister trop longtemps et il est dans l'intérêt des Français de préserver les postes qu'ils vont dès lors occuper et exploiter à leur compte. L'opération ne fait que trois ou quatre morts chez les Anglais et rapporte de beaux profits en castor aux bailleurs de fonds, une fois déduits les équipements, les gages et les parts du pillage qui reviennent aux participants. « Voilà, monseigneur, les coups d'essai de nos Canadiens », écrit le grand vicaire qui, comme le reste de la colonie, s'étonne de l'audace et du succès incontestable de l'entreprise<sup>50</sup>.

Les trois partis lancés par le gouverneur sur les colonies anglaises quatre ans plus tard, dans l'hiver 1690, sont aussi des coups d'essai mais d'un autre ordre : une expérience de guerre totale. Le premier détachement de 200 hommes, moitié volontaires français moitié Amérindiens, reprend le chemin de Corlar (Schenectady, New York.), ce bourg anglo-hollandais sur lequel était naguère tombé par erreur la malheureuse troupe de Courcelle, gelée, affamée et désorientée<sup>51</sup>. Durant les vingt-cinq années qui séparent ces événements, les chemins entre les deux colonies ont été balisés par le commerce et le bon voisinage, et les Français ont beaucoup appris. Tomber à l'improviste sur le village endormi et non défendu, massacrer une bonne partie de la population, réduire le fort et les maisons en cendres, garder quelques prisonniers ingambes et faire main basse sur le butin qui peut être facilement emporté, c'est l'affaire d'une douzaine d'heures, la copie conforme d'une action amérindienne, la saison exceptée. Les deux autres partis organisés depuis Trois-Rivières et Québec ont la tâche moins facile. Même pour des hommes bien entraînés, la marche depuis la Saint-François et la Chaudière jusqu'aux côtes habitées de la Nouvelle-Angleterre est longue et exténuante. Les habitants de Salmon Falls ne résistent pas. Ceux de la baie de Casco, en guerre avec les Abénaquis depuis deux ans et davantage sur leurs gardes, ont le temps de se réfugier dans un gros fort avec garnison et huit pièces

de canon. Portneuf et Hertel qui ont joint leurs forces et commandent à ce moment quelque 300 hommes, amérindiens en majorité, décident d'assiéger la place selon les méthodes classiques. Mais le recours aux leçons européennes s'arrête là, car ayant plus tard accepté la capitulation des Anglais moyennant un sauf-conduit pour tous les prisonniers, les deux officiers laissent les Abénaquis en disposer à leur guise. Le bilan de ces campagnes est lourd : environ 125 personnes, hommes, femmes et enfants, tuées sur place, plus de 150 prisonniers dont très peu survécurent, et des kilomètres de terre brûlée<sup>52</sup>.

Des actions conjointes du même genre sont répétées à quelques reprises pendant la guerre de Succession d'Espagne. Les autres partis regroupant plusieurs dizaines de colons ou soldats, mêlés ou non aux Amérindiens, s'en tiennent à des opérations qui se rapprochent davantage de celle de 1686 à la baie du Nord et des usages militaires de l'époque, ceux de la guerre de course en particulier. Plusieurs de ces incursions sont à peine mentionnées dans les annales officielles. Nos informations proviennent donc d'une vingtaine de faits d'armes hautement publiés en leur temps et inlassablement réédités par les historiens, sur lesquels repose la renommée des Canadiens<sup>53</sup>. Ils serviront à cerner les comportements et la mentalité spécifique d'un groupe d'hommes venus d'horizons divers qui ont choisi volontairement de joindre les partis de guerre.

Les petits détachements comptent rarement plus de 100 participants d'origine française et souvent beaucoup moins. Les hommes prêts à aller en parti ne sont pas très nombreux puisque le moindre contingent envoyé en Acadie ou ailleurs soulève aussitôt des inquiétudes sur la sécurité du Canada et sa capacité de recruter pour d'autres entreprises. Les autorités locales en ont particulièrement contre Iberville, capable d'attirer les meilleurs hommes avec des conditions alléchantes. Il lui suffit de venir chercher 110 Canadiens pour une campagne à la baie d'Hudson, conformément aux instructions royales de 1694, pour que Callière annule l'expédition projetée à Cataracoui. En 1696 le gouverneur fait encore des difficultés à pro-

pos du recrutement pour Terre-Neuve<sup>54</sup>. De toute évidence les bons soldats sont une ressource rare qu'il faut ménager. Deux ou trois cents peut-être, à la fin du siècle, ce qui représenterait environ 10 % des hommes en âge de porter les armes, une proportion somme toute respectable<sup>55</sup>. Les historiens ont tendance à proposer des chiffres plus forts fondés sur un amalgame entre la résistance physique, la course des bois et l'engagement militaire. Or le commerce ne prédispose pas à la violence, bien au contraire. Du nombre de voyageurs dans les pays d'en haut, il faudrait commencer par soustraire tous ceux qui n'ont pas la moindre envie d'aller en guerre<sup>56</sup>. Ensuite, soustraire ceux qui n'ont pas ou qui n'ont plus, à cause de leur âge, la capacité d'aller en parti. Le voyage de traite est devenu une activité collective bien organisée où les tâches peuvent être réparties inégalement pour accommoder les débutants et les commerçants moins robustes. Les brigades de canots avancent sans précipitation d'un point de repère à l'autre. Les hommes prennent le temps de dormir et ne manquent pas de vivres. Parvenus à Michillimakinac ou au Détroit, ils peuvent refaire leurs forces avant de poursuivre plus avant ou de reprendre le chemin du retour. Enfin, les commerçants ne voyagent pas hors saison. Les hommes qui vont en parti empruntent des chemins détournés, moins praticables. La longueur du trajet n'est pas toujours prévisible. Plusieurs semaines, plusieurs mois dans certains cas. Les provisions étant limitées pour alléger la marche et la chasse étant aléatoire, la faim à un moment ou un autre est presque inévitable. Une fois le coup accompli, point de pause mais un retour précipité qui tourne souvent en véritable fuite. En hiver, toutes ces difficultés sont décuplées. Bref, seuls des hommes jeunes, très vigoureux et particulièrement motivés peuvent servir utilement dans les partis.

Les Amérindiens sont plus aptes pour ce genre d'épreuve, ce qui soulève la question : pourquoi le gouvernement colonial tient-il à utiliser aussi des Français ? Il s'en explique dans les commencements, soit au début des années 1690, avant que les petits partis mixtes n'entrent dans les usages militaires. La première raison est d'ordre psy-

chologique. Prouver à ses alliés que les Français savent faire la guerre « à leur mode » et effacer la mauvaise impression que les revers et la passivité des années précédentes auraient créée. Est-ce ainsi que les Amérindiens voient les choses? Ont-ils besoin d'une telle démonstration pour épouser la cause d'Onontio? Question difficile, mais l'argument traduit bien le sentiment d'insécurité de la colonie, sa méfiance envers ses alliés. La seconde raison est d'ordre tactique. Les coups des Amérindiens sont insuffisants, dit-on, pour terroriser les Anglais, les obliger à rester aux aguets dans leurs forts, les empêcher de prendre l'offensive. La présence de Français aux côtés des guerriers introduit « de la fermeté et de la conduite » dans les entreprises et est nécessaire pour paralyser l'ennemi<sup>57</sup>. De cet argument cousu de fil blanc, retenons pour notre propos que les Français ne sont pas là pour tempérer la cruauté de leurs partenaires, bien au contraire<sup>58</sup>. Dans plusieurs partis les Français représentent la moitié des effectifs, dans d'autres beaucoup moins et souvent leur présence se résume à un seul individu<sup>59</sup>. L'état-major pousse les futurs officiers, cadets ou volontaires, à joindre les petits partis amérindiens pour apprendre les techniques et pouvoir les enseigner plus tard à leurs soldats<sup>60</sup>. Si la présence des Français dans les partis est facultative, celle des Amérindiens est indispensable lorsqu'on pénètre en territoire étranger. Eux seuls peuvent guider la troupe, chasser sans bruit au besoin, lire correctement sur le sol de la forêt les allées et venues des ennemis, sans compter leurs talents proprement militaires et l'effet d'épouvante des corps nus et peints qui ajoute à leur efficacité. Les expéditions composées uniquement de Français comme celle de 1686 à la baie James, la course de l'hiver 1697 sur les pêcheries anglaises de Terre-Neuve et autres entreprises plus maritimes que terrestres sont les exceptions à la règle<sup>61</sup>.

Français et Amérindiens ont appris à partager leurs savoirs pour mieux faire la guerre mais les deux groupes divergent toujours sur un point essentiel : la relation à l'autorité. Pour un Européen du XVII<sup>e</sup> siècle, ces chefs qui « ne commandent point absolument », qui

ne peuvent ni récompenser ni punir, n'ont jamais cessé d'être un objet d'étonnement. « Ils disent seulement qu'ils faudroit faire une certaine chose et apres les autres le font sils veulent, n'y ayant point de punission entre eux il ne peut avoir aucune subordination<sup>62</sup>. » Le capitaine de Villieu, qui accompagne plus qu'il ne commande 200 Abénaquis de l'Acadie sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, décrit la procédure. Après plusieurs conseils pour décider où il faut aller frapper, l'avis des jeunes guerriers prévaut sur celui des anciens et ils se chargent de la conduite du parti. Tout au long de l'opération, ils prennent le temps de délibérer pour savoir s'il n'y aurait pas lieu de modifier le plan initial. L'opinion des chefs qu'ils se sont choisis finit peut-être par l'emporter mais tous ont eu droit à la parole et les décisions communes sont respectées<sup>63</sup>. Une autre forme de soumission donc, à la coutume plutôt qu'aux personnes, que les hommes de l'Ancien Régime savent difficilement reconnaître. Dans les partis moins homogènes que celui-ci, avec des guerriers de différentes nations et des Français, la série des conseils peut s'allonger.

Du côté français, on procède plus rondement : le chef ordonne et les hommes obéissent. Nous devons ici faire une distinction entre la discipline basée sur un entraînement et le principe d'obéissance, au père, à Dieu et à tous les représentants de l'autorité légitime, qui est la loi fondamentale de cette société<sup>64</sup>. Les garçons qui vont en parti de leur plein gré par ambition, intérêt ou goût de l'aventure, sont sans doute plus brutaux, plus présomptueux et plus indociles que la moyenne et, pourtant, ces petites formations fonctionnent avec ordre et efficacité. C'est la hiérarchie toujours présente et réaffirmée par la force s'il le faut qui empêche le groupe de se désagréger. Sa cohésion repose sur les liens à la fois verticaux et personnels que le chef réussit à établir avec ses hommes, sur la fidélité qu'il sait leur inspirer. En montant à la baie du Nord en 1686 le chevalier de Troyes, commandant de l'expédition, doit sévir plusieurs fois pour étouffer des querelles et des débuts de mutinerie qu'il attribue, selon les idées reçues de son temps, au « naturel » des Canadiens, et qui montrent tout bon-

nement que ces maîtres de barque et commerçants de fourrures ne sont pas des soldats. Le long voyage est une initiation à la discipline militaire. Les punitions ne remplacent pas l'entraînement que les hommes n'ont jamais reçu, mais adroitement distribuées elles rappellent à chacun sa place et son devoir d'obéissance. Les leçons semblent porter fruit puisque la troupe ira ensuite spontanément planter le mai, symbole par excellence de la subordination, devant les tentes du capitaine et de ses lieutenants<sup>65</sup>. La famille, les relations d'amitié ou de voisinage jouent un rôle important dans la composition des partis. La majorité des 24 Français qui suivent François Hertel à Salmon Falls en 1690 lui sont plus ou moins apparentés. Les plus gros détachements se présentent comme un assemblage de trois cercles concentriques : autour du commandant des cadets, des membres de la famille et quelques compagnons de route ; au centre, le commun des volontaires, ceux qu'il a su attirer et qui lui restent fidèles d'une campagne à l'autre ; dans le dernier cercle, les nouveaux venus pas encore mâtés<sup>66</sup>. Pierre Le Moyne d'Iberville est le meilleur exemple du chef de guerre entouré de loyaux soldats, prêts à le suivre n'importe où, à la baie d'Hudson, à Corlar, sur les côtes du Maine et de Terre-Neuve, et au golfe du Mexique pour finir. Le caractère privé des engagements resserre les liens. Les hommes venus du Canada à Plaisance en 1696, aux frais du sieur d'Iberville, « seul maistre de la guerre d'hyver » comme ils le répètent, refusent d'aller attaquer St. John's si celui-ci ne marche pas à leur tête<sup>67</sup>. Parmi les chefs de guerre de cette génération, mentionnons un autre corsaire, Pierre Denys de Bonaventure, et les officiers des troupes Nicolas d'Ailleboust de Manthet, Jacques Testard de Montigny, Hertel père et fils, Jean-Baptiste Hertel de Rouville. Le commandant de parti doit savoir passer d'une attitude à l'autre : respecter la dynamique de groupe des guerriers amérindiens en prenant soin de ne pas leur imposer sa volonté, du moins ouvertement, affirmer son autorité avec les soldats et les gens de la colonie et créer entre ces individus un esprit de corps, le sentiment de solidarité absent au départ. Tel Rouville qui a toute la confiance

des quelque 60 Abénaquis de son parti et qui, avant de lancer celui-ci sur Haverhill, demande aux « cent soldats et Canadiens choisis » de s'embrasser pour faire la paix<sup>68</sup>.

*b) La barbarie ordinaire*

Haverhill est un village du Massachusetts sur la rivière Merrimack. Le 29 août 1708, les Français « y entrèrent enfin l'épée et la hache à la main, et y mirent le feu ». Au moins 100 personnes furent massacrées, sans compter celles qui brûlèrent dans les maisons, et « le nombre des Prisonniers fut considérable ». Charlevoix, notre narrateur, s'en tient au récit succinct de l'affaire tiré de la correspondance de Vaudreuil. Mais il ajoute : « [J]e me trouvai à Montreal sur le Port même, lorsque le Parti y débarqua vers la mi-Septembre. On donnoit surtout de grandes louanges au Sieur Dupuys, Fils du Lieutenant Particulier de Quebec, lequel avoit poussé l'humanité jusqu'à porter une bonne partie du chemin la Fille du Lieutenant de Roy d'Hewreuil, qui ne pouvait presque point marcher<sup>69</sup>. » Ce passage de l'*Histoire et description générale de la Nouvelle-France* résume bien l'attitude officielle de la colonie à l'égard de la barbarie exercée par ses partisans. Mêlé à la foule des curieux, le père Charlevoix regarde arriver le parti de Haverhill et, plutôt que de décrire la scène, l'historien, dont les choix sont rarement innocents, bifurque aussitôt sur la bonté manifestée par un jeune officier au cours de cette campagne. Alors que nos sources racontent par le menu les attaques des Iroquois contre les colons, les enfants arrachés du sein de leur mère et rôtis à la broche, elles entourent d'un voile pudique les actions des Français et des Amérindiens domiciliés, n'offrent que des comptes rendus édulcorés, des formules usées que le lecteur ne risque pas de prendre au pied de la lettre, comme « ils ne firent aucun quartier », « l'ennemi fut taillé en pièces », etc.<sup>70</sup>. Pour retrouver les images insoutenables de femmes éventrées, de têtes d'enfants fracassées contre les arbres, il faut lire les sources anglaises, où elles abondent<sup>71</sup>. Traditionnellement on a

opposé la guerre totale pratiquée en Amérique à la guerre de plus en plus circonscrite et ordonnée des Européens. Plus récemment, on a plutôt cherché à relativiser la barbarie américaine mais, à vrai dire, ces comparaisons ne mènent nulle part. Chacune à sa manière et quelles que soient les méthodes de carnage, toutes les guerres sont atroces, hier comme aujourd'hui. Les attitudes changent toutefois et l'historien doit d'abord s'appliquer à saisir la sensibilité des divers groupes sociaux et des générations successives. Il faut aussi mieux définir les contours de la violence ordinaire. Contrairement aux Américains qui ne cessent de s'interroger sur le rapport de leur nation à la guerre, les historiens de la Nouvelle-France ne s'attardent pas à la barbarie des conflits coloniaux<sup>72</sup>. Ceux qui l'ont fait, comme Cornelius Jaenen, ont tendance à noyer le problème en confondant les pratiques militaires courantes avec des rituels rarement pratiqués, comme la torture et les festins cannibales que les Amérindiens domiciliés, par exemple, les meilleurs compagnons d'armes des Français, ont abandonnés depuis longtemps<sup>73</sup>. Les chevelures et les captifs ramenés dans la colonie sont en revanche des formes de violence étroitement associées à la guerre de partisan et qui doivent être examinées sur une longue durée, c'est-à-dire au-delà du cadre chronologique de ce chapitre.

### *c) Les chevelures*

La coutume amérindienne d'arracher le cuir chevelu de l'ennemi que l'on vient de tuer, de suspendre ces trophées peints et décorés à des perches pour les rapporter en triomphe dans les villages fascina tous les observateurs européens. Faute de mieux, les Français utilisèrent le mot « chevelure » pour désigner ces dépouilles étranges jusqu'à ce que le mot « scalp » vienne le remplacer vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>74</sup>. De Champlain à Lafitau, la pratique a été souvent décrite mais toujours dans le cadre traditionnel des guerres intertribales, jamais à travers les dérives que les Européens lui ont fait subir. Les colonies anglaises, en



lutte contre diverses tribus amérindiennes, commencent assez tôt à offrir des primes à ceux qui rapportent les scalps de leurs ennemis. D'abord prévues pour stimuler l'ardeur guerrière des alliés indigènes, les récompenses finissent par intéresser également les milices et les habitants des villages frontaliers qui se mettent alors à dépouiller les cadavres de leurs assaillants amérindiens, ou français à l'occasion. Le montant des primes, publié dans les journaux et les placards, varie d'une colonie et d'une période à l'autre, avec une forte tendance à la hausse au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle lorsque les attaques se multiplient. D'ores et déjà, la coutume fait partie de la culture coloniale, explique James Axtell. Des chevelures ornent le tribunal de Salem et servent d'oriflammes aux compagnies de milice provinciales qui défilent dans les rues de Boston ou de New York. Et, à l'exemple des Anglais, les Amérindiens se seraient mis à considérer les scalps comme une source de profit plutôt que comme un symbole de la valeur du guerrier et de la cohésion de la communauté. Au lieu de les conserver, d'en orner leurs villages, ils les rapportent aux autorités pour toucher la prime et on les accuse même de les couper en deux pour obtenir davantage<sup>75</sup>.

La situation et les politiques ne sont pas les mêmes dans les colonies françaises. Pourtant, plusieurs historiens, principalement les spécialistes de l'histoire coloniale américaine, croient que la Nouvelle-France aussi distribuait systématiquement des primes aux chasseurs de têtes, avec les mêmes conséquences : perversion des colons et affaiblissement des traditions amérindiennes<sup>76</sup>. Convaincus d'avance qu'il en est ainsi, ces auteurs donnent aux textes sur lesquels ils s'appuient un sens qu'ils n'ont pas. Nous savons, par exemple, que les guerriers indigènes ont l'habitude de venir présenter leurs trophées aux gouverneurs ou commandants des places avant de les rapporter dans leurs villages. La cérémonie n'est sans doute pas tout à fait désintéressée, mais ce n'est pas parce que des Abénaquis présentent « sept ou huit chevelures blondes » à Denonville en 1688 que l'on peut conclure que le gouverneur a déjà offert de les acheter<sup>77</sup>. En fait, c'est

seulement l'année suivante que les Français commencèrent à distribuer des présents aux Abénaquis pour les exciter à faire la guerre aux Anglais, et en 1690 que le roi autorisa en termes vagues une « assistance » aux Amérindiens qui vont en parti contre les Iroquois<sup>78</sup>. Les primes sont mentionnées pour la première fois dans une lettre de 1692 où l'intendant explique qu'il s'est entendu avec le gouverneur pour payer aux Amérindiens domiciliés et alliés 30 livres par chevelure et 60 livres par prisonnier, une pratique qui aurait débuté, croyons-nous, vers la fin de l'année 1690<sup>79</sup>. Elle est de courte durée car Versailles aussitôt s'y oppose, non par scrupule mais en raison du coût jugé trop élevé. Les administrateurs insistent. Avec 30 livres par tête, plaident-ils, on pourrait exterminer tous les guerriers iroquois pour seulement 30 000 livres et même moins puisque les primes sont versées en marchandises « comptées à hauts prix ». Mais le roi maintient son refus et la question des chevelures disparaît pendant longtemps de la correspondance officielle<sup>80</sup>. Lorsque les Abénaquis viennent à Québec en 1706 pour se plaindre que leurs « cabanes sont remplies de chevelures angloises qui flottent au gré du vent, sans qu'il paroisse que vous y preniez seulement garde », Vaudreuil est fier de leur rappeler qu'en effet il ne fait point payer les chevelures depuis le début de la guerre, une pratique trop inhumaine, mais il est toujours prêt à racheter les prisonniers à bon prix<sup>81</sup>.

Les récompenses prennent une autre forme, moins exacte, plus aléatoire, en somme plus conforme à l'esprit du régime. Comme l'explique Catherine Desbarats dans une étude sur les distributions de présents aux Amérindiens, Versailles préfère parler de don gratuit, de charité royale plutôt que de reconnaître que le roi paie pour services rendus<sup>82</sup>. Au moment d'entrer en campagne, les Français offrent des festins pour chanter la guerre. Chaque fois que les guerriers vont en parti, ils sont équipés à neuf. Des vivres sont distribuées aux familles pendant leur absence et eux-mêmes reçoivent des rations au retour et divers articles pour remplacer ce qui a été cassé ou perdu. Les scalps se paient généralement de cette manière, sans exiger un compte précis

et sans obliger les Amérindiens à abandonner leurs trophées dans les magasins du roi. Longtemps après, en 1741, l'intendant propose, pour en finir avec cette notion, de mettre à prix les chevelures des Chicachas, ce qui confirme que la pratique n'est pas courante<sup>83</sup>.

Elle prend certainement de l'importance pendant la guerre de Succession d'Autriche mais l'examen attentif des mouvements des partisans et des comptabilités ne permet pas de conclure à une procédure régulière. La principale référence figure dans un état partiel des dépenses encourues à Montréal entre le 1<sup>er</sup> septembre 1746 et le 31 août 1747 : pour paiement de 56 chevelures, 1 867 livres, 10 sols<sup>84</sup>. Or le gouverneur de Trois-Rivières, Rigaud de Vaudreuil, avait signalé que des Abénaquis détachés de son armée étaient revenus le 22 septembre avec précisément 56 chevelures<sup>85</sup>. Il s'agirait donc d'une récompense particulière, une sorte de bonus, car il va sans dire que le nombre est bien inférieur à celui des victimes et des scalps rapportés au cours de cette période de douze mois. Quelques autres références dispersées dans les comptes de l'Acadie et des pays d'en haut renforcent l'impression que les primes (mot d'ailleurs jamais utilisé dans les textes) ont un caractère plus cérémonial que mercantile. « Pour deux chevelures qu'ils ont données pour Mr Le Général, 61 l. 13 s. », lit-on dans un état de marchandises fournies aux Ouyatanons en 1744<sup>86</sup>. Les bureaux de Montréal ont laissé une documentation détaillée sur les départs et les retours des partis, les vivres et les marchandises distribuées. Les chevelures et les prisonniers sont mentionnés dans ces séries mais ne sont pas comptabilisés et, d'autre part, il n'y a pas de corrélation apparente entre le nombre de chevelures déclarées et la valeur des équipements<sup>87</sup>. Notons enfin que les scalps payés à la pièce valent toujours 30 livres environ, comme en 1690, malgré l'inflation galopante des années 1740 et 1750, ce qui devrait suffire à dissiper l'idée d'un marché quelconque. En fait la valeur réelle de ces primes est devenue presque symbolique. La pratique ne semble pas avoir gagné de terrain pendant la guerre de Sept Ans. Les comptes font défaut mais le silence des nombreux journaux militaires à ce propos

est un indice, tout comme certains témoignages isolés. Les Français ne paient point pour les scalps, déclarent chacun de leur côté un Britannique prisonnier au Détroit et un Français prisonnier à Albany<sup>88</sup>. Quand les hommes du major Rogers pénètrent dans le village abénaquis d'Odanak (Saint-François), le 4 octobre 1759, ils trouvent des centaines de chevelures suspendues au-dessus des portes et en d'autres endroits, preuve qu'elles ne sont pas des objets de commerce<sup>89</sup>.

Dans la guerre de partis, la Nouvelle-France est l'agresseur et ses alliés sont plus nombreux que ceux des colonies britanniques, d'où les différences dans la façon de gérer la violence. À aucun moment, par exemple, n'a-t-on même songé à offrir des primes pour les scalps aux partisans français. Ceux-ci ne sont donc pas tentés d'adopter une coutume qui ne leur rapporte rien. Cela n'exclut toutefois pas les actions gratuites isolées. Si le cadet Rimbault a vraiment levé une chevelure au cours de l'expédition de mars 1747, son geste montre bien que la guerre rend les hommes fous<sup>90</sup>.

#### *d) La propriété des captifs*

À Trois-Rivières en 1644, le gouverneur Montmagny voulut racheter trois Iroquois que ses alliés venaient de capturer. Les Algonquins acceptèrent de lui remettre leur prisonnier, mais les Hurons refusèrent de céder les deux autres. « Je suis un homme de guerre et non un marchand, déclara leur capitaine ; je suis venu pour combattre et non pour trafiquer ; ma gloire n'est point de rapporter des présents dans mon pays mais d'y amener des captifs ; je ne puis donc toucher ni à vos haches ni à vos chaudières<sup>91</sup>. » Cinquante ans plus tard, les domiciliés d'origine iroquoise sont devenus plus conciliants mais le rachat des captifs pose encore bien des difficultés et quoique la tradition algonquienne soit moins rigide à cet égard, les Abénaquis peuvent aussi faire preuve d'intransigeance. Dans toutes ces cultures, les prisonniers, tant européens qu'amérindiens, ont une grande importance à la fois réelle et symbolique pour la communauté et pour les guer-

riers qui les ont capturés et à qui ils appartiennent d'abord. Ceux qui sont éventuellement relâchés, contre rançon ou par échange, ont participé aux cérémonies d'accueil, ont occupé un certain temps la place précise qui leur a été assignée dans le village, près de leur maître ou d'un parent adoptif. Ces usages ayant été observés, les négociations de rachat peuvent commencer.

Les sources françaises sont avares de renseignements sur le mouvement des prisonniers entre la colonie et les Amérindiens. Les auteurs contemporains comme Bacqueville, Raudot, Lafitau ou Charlevoix ont soigneusement évité la question et leurs ouvrages nous renvoient aux formes traditionnelles de la guerre et du traitement des prisonniers, avant qu'elles ne soient modifiées par la présence des Européens et la diffusion du christianisme. La correspondance officielle n'en parle pas et les transactions se font sous seing privé. Ce que nous en savons provient surtout des récits de captivité conservés pieusement dans les colonies anglaises et insérés dans les sermons de leurs pasteurs. Plusieurs furent publiés en leur temps et connurent de véritables succès de librairie. La valeur documentaire de ces sources est inséparable de leur contenu idéologique. Dans la culture puritaine, la captivité est une expérience spirituelle, le passage de la faute à la rédemption, de Babylone, personnifiée par la colonie française, à Israël ou à la délivrance<sup>92</sup>. Les faits sont agencés pour célébrer la puissance du Seigneur, ce qui ne rend pas ces récits moins précieux mais devrait inciter l'historien à la prudence. Mal utilisés, ils servent à étayer tous les stéréotypes, comme l'existence d'une culture unique franco-indienne telle que l'imaginait Cotton Mather et plus récemment Alden Vaughan, parmi d'autres spécialistes de l'histoire coloniale américaine<sup>93</sup>. Il s'ensuit pour ces auteurs que les conventions européennes concernant les prisonniers de guerre qui se sont imposées depuis le XVI<sup>e</sup> siècle ne sont pas observées en Nouvelle-France, que les partisans français ont le droit de capturer des ennemis pour en tirer une rançon<sup>94</sup>. En somme, l'administration coloniale serait acculturée au point d'ignorer l'ordonnance royale de 1654 qui

stipule : « Il appartient au Roi seul de disposer des prisonniers soit libéralement, soit par échange ou par Rançon et de les taxer à telle somme que bon luy semble<sup>95</sup>. » Est-il nécessaire de préciser que si les Amérindiens n'acceptent pas les lois françaises, les colons y sont soumis et ne font pas de prisonniers pour leur compte personnel.

En principe le gouvernement de la colonie devrait racheter tous les prisonniers que les Alliés sont prêts à céder et assumer les frais de leur entretien qui seront remboursés en même temps que le montant des rançons lors du rapatriement<sup>96</sup>. Or les délais sont longs, les prisonniers sont nombreux et les finances publiques ne permettent pas de telles dépenses, de sorte que le gouverneur confie ses responsabilités au secteur privé, comme nous dirions aujourd'hui. Encouragés par les autorités et par l'Église, les couvents, les négociants et les officiers civils et militaires qui en ont les moyens se font un devoir de racheter les captifs et ils s'arrangent ensuite pour rentrer dans leurs frais le plus tôt possible, en les employant comme domestiques par exemple<sup>97</sup>. Quand vient le temps des cartels, les représentants de Boston ou de New York doivent s'entendre avec ces particuliers sur les termes de la libération. Rien ne permet de conclure qu'un commerce lucratif, avec enchères sur la place du marché et l'intervention de revendeurs spécialisés, se cache derrière ces arrangements, comme l'écrit trop hâtivement John Demos en s'appuyant sur le témoignage d'Elizabeth Hanson, capturée en 1724 par les Abénaquis<sup>98</sup>. Aux prisonniers des Amérindiens s'ajoutent enfin ceux que ramènent les officiers des troupes et les capitaines de corsaires, qui sont le plus souvent logés chez les habitants aux frais du roi et qui font le désespoir de l'intendant<sup>99</sup>. À partir de 1745, les villes de la colonie et les paroisses environnantes sont remplies de prisonniers de toutes provenances.

Ces éclaircissements nous ont éloignée du propos initial, soit l'attitude des Amérindiens vis-à-vis des prisonniers. Sur le terrain même de la victoire, la propriété des captures n'est pas négociable. Les guerriers qui vont en parti avec les Français ne partagent pas leurs prisonniers avec les officiers du roi. Ils n'acceptent pas non plus les

conventions européennes, telles les sommations et les capitulations conditionnelles qui contrarient leur propre désir de gloire et trompent les attentes de la communauté<sup>100</sup>.

Quand le parti réussit à surprendre l'ennemi, à investir la place avant qu'il n'ait eu le temps d'organiser une résistance, comme à Schenectady en 1690 ou à Deerfield en 1704, la question des prisonniers ne soulève aucune difficulté. À un certain moment, les assaillants interrompent le carnage, rassemblent les survivants que les guerriers se partagent pour le voyage de retour. Les Français n'ont pas à intervenir. Les choses se compliquent lorsque le fort anglais est alerté et décide de se défendre comme à Casco en 1690 et à Pemaquid en 1696. La première sommation du commandant français prend ordinairement la forme d'un chantage : il ne répond pas des réactions des Amérindiens du parti si les assiégés refusent de déposer les armes. Ce qui laisse entendre qu'il peut les retenir advenant une reddition. Le croit-il vraiment ? Après le rejet de la première sommation et un siège de cinq jours, le fort Loyal (Casco) capitule avec les honneurs de la guerre, soit la promesse d'un sauf-conduit jusqu'au poste anglais le plus proche pour tous ses occupants, 70 hommes environ, plus un grand nombre de femmes et d'enfants. Mais les Abénaquis s'en emparent, tuent ceux qui résistent et ramènent les autres dans leurs villages<sup>101</sup>. La prise du fort de Pemaquid commence à peu près de la même façon. La garnison se rend après seulement un jour de siège à la condition qu'on la protège des Amérindiens. Relativement plus nombreux dans le détachement, et appuyés par deux navires ancrés au large, les Français peuvent cette fois respecter les termes de la capitulation. Les prisonniers désarmés sont aussitôt placés sur une île en vue des vaisseaux, avant d'être transportés à Boston et à l'île des Monts-Déserts, lieu des échanges<sup>102</sup>. Mais rares sont les commandants qui disposent d'une telle marge de manœuvre. L'histoire militaire de la Nouvelle-France est remplie de promesses non tenues, d'abandons déshonorants. Le massacre de la garnison du fort George (William Henry) en 1757, qui fit scandale en son temps, vient clore

une longue série<sup>103</sup>. Les règles de guerre européennes et amérindiennes en matière de vies humaines et de captivités sont inconciliables<sup>104</sup>. Comme la colonie a mis son sort entre les mains de ses alliés, ce sont leurs règles qui prévalent. En matière de destruction matérielle, par contre, la tradition européenne s'est imposée. Les « dégâts », la tactique de la terre brûlée et les pillages caractérisent les expéditions à forte participation coloniale. Comme les partisans n'occupent pas le terrain après la victoire et n'ont donc pas à se préoccuper de leur propre subsistance, ils se livrent à cœur joie à la destruction systématique des ressources.

#### *e) Sensibilités françaises et coloniales*

La guerre de partisan qui secrète ces violences fait-elle l'unanimité ou observe-t-on dans certains milieux un mouvement de recul, des interventions pour limiter, tempérer les actes d'agression ? Chose certaine, la critique ne vient pas de Versailles. On chercherait en vain dans les mémoires du roi et dans la correspondance ministérielle la moindre hésitation à armer les guerriers alliés, la plus timide remontrance au sujet des cruautés envers les populations civiles, voire une simple allusion aux responsabilités morales des officiers, à l'honneur et à la réputation de la France. Comme si les guerres qui se déroulent hors d'Europe échappaient fatalement à toutes les conventions<sup>105</sup>. Les réactions suscitées par une lettre du gouverneur de l'Acadie à Pontchartrain semblent nous donner tort, mais voyons de plus près. « On prétend, écrit Subercase en décembre 1708, qu'un parti de Canadiens et de Sauvages est entré dans la rivière de Mazamet et qu'ils y ont égorgé 4 à 500 personnes sans faire quartier aux femmes ni aux enfants, et que c'est ce qui a fait arrêter les Anglais. » Le marquis de Chevry, intéressé dans le commerce de l'Acadie et conseiller du ministère, a écrit en marge : « Ces actions de cruauté devraient être modérées. Nous devons craindre le réciproque. » Une autre main, du ministre ou d'un commis, a ajouté : « Bon. Le défendre. Écrire a Mon-



sieur de Vaudreuil pour savoir la vérité du fait et les raisons<sup>106</sup>. » En transmettant la nouvelle dans les mêmes termes qu'elle avait empruntés pour lui parvenir, Subercase a déclenché sans le vouloir un malaise, un sursaut d'inquiétude. Le mot « égorgé » venu tout droit de l'imagination populaire, la référence déplaisante aux femmes et aux enfants tranchent avec la neutralité des rapports officiels et secouent un court instant l'indifférence bureaucratique, mais l'affaire est aussitôt oubliée sans que Vaudreuil ait eu besoin de s'expliquer<sup>107</sup>. Quand il y a des divergences sur la stratégie à suivre, comme pendant la guerre de Succession d'Espagne, l'incitation pour intensifier les coups de main vient de Versailles, alors que Québec recommande plutôt la prudence<sup>108</sup>. Les petits partis coûtent relativement peu et, en définitive, cet avantage l'emporte sur toutes les autres considérations.

Rien n'indique que les gouverneurs de cette période aient tenté de modérer l'action des guerriers qu'ils lancent contre les villages anglais. Comment pourrait-on d'ailleurs leur demander de ménager les prisonniers anglais quand on les pousse à tuer sans merci les ennemis iroquois qui tombent entre leurs mains, quand on leur reproche leur « sottie pitié » s'ils décident, comme en février 1693, d'en épargner quelques-uns<sup>109</sup>? Se pose-t-on seulement la question? Lorsqu'on évoque les cruautés, comme dans la correspondance échangée avec les gouverneurs des colonies anglaises, ce sont toujours celles des autres<sup>110</sup>. Le Canada n'est pas l'île de la Tortue. Les commandants ne sont pas des francs-tireurs mais des officiers des troupes qui obéissent aux ordres et songent à leur avancement. Les campagnes, même celles qui sont financées par des intérêts privés, font partie d'un plan concerté entre Versailles et Québec<sup>111</sup>. Une guerre juste, donc, voulue par le roi et nécessaire pour prévenir un plus grand mal; une guerre qui se veut défensive puisqu'en terrorisant les populations, elle force l'ennemi à disperser ses forces pour protéger les civils et l'empêche ainsi d'attaquer la Nouvelle-France. Tel est le principe derrière cette stratégie, souvent démenti par les faits, mais auquel on continue d'adhérer faute de système de rechange.

Jusqu'à quel point la population est-elle aussi convaincue qu'il faut faire la guerre ailleurs pour avoir la paix chez soi? Nous n'en saurons jamais rien. Tant que la colonie vit sous la menace iroquoise, on peut supposer que le ressentiment populaire s'étend aussi aux habitants de la Nouvelle-York accusée d'armer les assaillants, mais embrasse-t-il aussi ceux de la lointaine Nouvelle-Angleterre? Les partisans reçoivent-ils encore le même appui lorsque le danger s'estompe? Du point de vue des Abénaquis de Saint-François, l'attaque de 1704 contre Deerfield n'est rien d'autre que la juste revanche de la trahison commise par le major Waldren contre les leurs, une trentaine d'années plus tôt<sup>112</sup>. Mais qu'en pensent les colons qui regardent passer les vainqueurs avec leurs scalps et leurs captifs et que ces histoires anciennes ne concernent pas? Nous savons par les récits de captivité qu'ils se montrent compatissants envers les prisonniers anglais. Quand ces derniers circulent dans la colonie, les gens de la campagne leur offrent volontiers le couvert et parfois une paillasse près du feu pour adoucir le voyage, si le maître y consent<sup>113</sup>. La pitié conjuguée avec l'espoir de leur faire abjurer l'hérésie pousse les personnes de qualité à racheter les captifs et à les traiter convenablement, bien plus que l'intérêt selon nous. Ces actions charitables, comme c'est ordinairement le cas, contribuent à préserver la bonne conscience des colons, à les empêcher de s'interroger sur la source des malheurs qu'ils tentent d'alléger. Ajoutons que la crainte de la réciproque, qui est le commencement de la sagesse, joue très peu puisque c'est l'Acadie plutôt que le Canada qui reçoit les coups des Bostonnais.

Même si la guerre s'éloigne de la vallée du Saint-Laurent après 1696, chaque parti qui rentre glorieusement au pays la ramène et l'offre en spectacle. La scène se passe tantôt dans un port, tantôt dans un autre<sup>114</sup>. Celle-ci se passe à Québec le 25 juillet 1745 mais c'est toujours la même scène. Une vingtaine de Hurons de Lorette reviennent d'Annapolis Royal avec trois prisonniers et quelques chevelures. La veille ils ont campé sur la pointe nord de l'île d'Orléans pour préparer leur entrée : raser les têtes, peindre les visages, les leurs

et ceux des prisonniers, finir d'apprêter les scalps, les hisser au bout des perches fixées au centre des canots. Le lendemain, en remontant le long de l'île et jusqu'à ce qu'ils arrivent en face de Québec, ils poussent telle une antienne les cris qui annoncent tour à tour le nombre de morts et de prisonniers. À 50 mètres du rivage, les canots s'arrêtent et, immobiles comme des statues, les guerriers attendent en silence que les gens aient fini de se rassembler. Le moment venu, ils reprennent leurs avirons et foncent à toute vitesse sur la grève où d'autres Hurons venus les accueillir s'emparent des prisonniers pour leur faire subir les épreuves ordinaires. Puis, toujours escortés par la foule, ils montent au château du gouverneur rendre compte de leur campagne, rejoignant les officiers du parti qui avaient pris les devants<sup>115</sup>. Il n'y a personne dans cette colonie qui ne puisse interpréter un cri de mort, qui n'ait pas un jour suspendu sa faux, son marteau ou son aiguille pour écouter le bilan d'une de ces campagnes lointaines retentir d'une rive à l'autre du fleuve. Et plusieurs, sans trop savoir si la victoire annoncée n'était pas aussi une menace, se sont signés avant de reprendre leur ouvrage<sup>116</sup>.

Pour éviter l'anachronisme, nous ne devons pas oublier le contexte politique et culturel de l'âge de Louis XIV, la révocation de l'édit de Nantes en 1685 et l'appui donné à Jacques II en 1689, la répression des paysans des Cévennes de 1702 à 1709 et autres actions décriées à l'étranger mais largement acceptées dans le royaume<sup>117</sup>. Pourquoi les barbaries exercées contre les colons anglais, à la fois hérétiques et rebelles à leur prince légitime, troubleraient-elles les consciences<sup>118</sup>?

### 3. Les grandes entreprises

En juillet 1704, un détachement de 800 hommes en route pour attaquer quelques villages anglais se dispersa dans la plus grande confusion avant même d'avoir atteint le territoire ennemi. On blâma le gouverneur pour avoir mal planifié l'opération et les Amérindiens

domiciliés pour avoir cédé à la panique<sup>119</sup>. En juillet 1709, une petite armée de 1 500 hommes partie pour détruire des entrepôts militaires sur la frontière « s'éparpilla comme des perdreaux » en apprenant qu'un gros corps de troupe ennemi se dirigeait vers elle. On blâma les éclaireurs qui s'étaient fait voir, le messenger qui avait ébruité la fausse nouvelle, les officiers pour avoir désobéi au commandant et les guerriers de Kahnawake pour avoir quitté l'armée<sup>120</sup>. Le lieu dit « pointe à la Peur » sur le lac Champlain perpétua le souvenir de cette débandade<sup>121</sup>. En 1715, une expédition contre les Renards qui devait rassembler 1 100 hommes, voyageurs et guerriers des pays d'en haut, se désintégra sous la pression des problèmes de ravitaillement et d'indiscipline au moment de quitter Michillimakinak pour marcher vers l'ennemi<sup>122</sup>. C'est la première d'une série de six grosses offensives étalées sur trois décennies contre cette nation du Mississippi supérieur. Certaines tournèrent à la catastrophe, toutes furent des échecs sur le plan militaire. Ainsi en 1728 on mobilisa 400 hommes de milice et 800 Amérindiens domiciliés dans la colonie pour aller, de concert avec les gens des pays d'en haut, achever les « rebelles ». Ceux-ci eurent le temps de fuir à l'approche du corps expéditionnaire, qui dut se contenter de brûler les villages et de saccager les champs de maïs, à la manière des opérations de naguère en Iroquoisie<sup>123</sup>. Mais ce qui était présenté comme une quasi-réussite au XVII<sup>e</sup> siècle est maintenant perçu comme une campagne honteuse et chacun cherche à se disculper en renvoyant la responsabilité des lenteurs et des désordres à l'échelon inférieur<sup>124</sup>. Les campagnes désastreuses de 1736 et de 1739 contre les Chicachas, menées conjointement par la Louisiane et le Canada, achèvent ce premier cycle de fiascos militaires allant de 1666 à 1740<sup>125</sup>.

Une quinzaine d'affaires en tout, ayant en commun deux points qui les distinguent des partis ordinaires : la troupe est plus nombreuse et les colons ne participent pas librement aux campagnes. Parce qu'elles exigent de longs préparatifs, qu'elles coûtent cher et qu'elles ne répondent pas à toutes les espérances, elles font toujours couler

beaucoup d'encre et les discours tendent à masquer les vrais problèmes à l'origine des échecs ou demi-échecs répétés. Jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le style des administrateurs coloniaux est volontiers pompeux, comme imprégné de la rhétorique triomphale qui a marqué le règne. Lorsque les résultats sont décevants, ils ne renoncent pas à l'hyperbole, mais l'utilisent pour attirer l'attention sur les aspects non controversables de l'entreprise. Au lieu d'écrire « la troupe a laissé fuir l'ennemi et n'a rien fait », on dira « la troupe a épouvanté l'ennemi et n'a donc pas eu l'occasion de marquer sa valeur ». Quand on ne peut pas signaler la fermeté et la bravoure des hommes sous le feu ennemi, on décrit les fatigues « prodigieuses », l'endurance « incroyable » et le zèle des officiers « qui tient du miracle ». Et afin de chasser l'idée d'une campagne inutile, on glisse sur celle-ci et on s'attarde sur les retombées avantageuses à long terme, consolidation des alliances et répercussions sur la stratégie ennemie. Les relations des expéditions de 1696 et de juillet 1704 sont des modèles du genre<sup>126</sup>. Le ton change à partir de la Régence. Pour mettre fin à la logorrhée des officiers coloniaux et accélérer le service, le Conseil de la Marine exige des lettres brèves, ne traitant que d'une seule affaire, où l'exaltation n'a plus sa place<sup>127</sup>. Moins ronflants, les comptes rendus subséquents ne font cependant pas toute la lumière sur les déboires militaires, car subsiste un deuxième écran, autrement plus opaque que la langue, soit le procès d'intention. En règle générale, les gouverneurs préfèrent harceler l'ennemi avec de petits partis plutôt que de faire marcher de gros corps de troupes. Conscients des difficultés et susceptibles d'être blâmés en cas d'échec, ils font la sourde oreille aux avis contraires aussi longtemps que Versailles ne vient pas appuyer ces derniers<sup>128</sup>. Il y a donc un débat autour des grandes offensives qui porte non pas sur le fait militaire, mais sur la volonté personnelle du gouverneur et celle des commandants. On ne demande pas si Frontenac pouvait surprendre et vaincre les Onontagués et les Onneiouts en 1696 ni si Lignery pouvait écraser les Renards en 1715, mais seulement si l'un et l'autre voulait atteindre ce

but. Non, répondent les accusateurs, ces officiers ont sacrifié la victoire à leurs intérêts particuliers. Dans le petit monde des serviteurs royaux en exil, des carrières bloquées et des ambitions meurtries, la malice triomphe, et dans l'aller et retour entre Québec et Versailles le soupçon prend valeur de conviction. On dit par exemple que Frontenac a besoin de la menace des Iroquois pour maintenir son pouvoir et que c'est pour les ménager qu'il a renoncé à poursuivre l'offensive de l'été 1696<sup>129</sup>. Lorsque Vaudreuil tarde à lever une armée pour exterminer les Renards, on l'accuse de faire armer ceux-ci pour qu'ils aillent détruire les Illinois et, du même coup, le commerce de la Louisiane qui pourrait concurrencer celui du Canada, dans lequel le gouverneur a des intérêts propres. Qu'un vieil officier de soixante-dix-huit ans dont les fils font carrière dans la Marine ait pu machiner un complot aussi tordu semble aller de soi pour tout le monde. Sans le moindre début de preuve, l'affaire est entendue<sup>130</sup>. Ces intrigues ont trouvé un prolongement dans l'historiographie. Elles lui ont imposé des chronologies étroites, des explications courtes, et ont continué de masquer l'aspect fonctionnel des faits gouvernementaux et militaires. La synthèse très éclairante de Dale Miquelon fait exception. Laissant les procès d'intention à l'arrière-plan, l'historien observe ce qui se passe sur le terrain à différentes occasions et en tire les conclusions qui s'imposent. À savoir, les expéditions militaires ambitieuses avec des troupes indisciplinées et un faible support logistique sont vouées à l'échec<sup>131</sup>.

Quand les volontaires vont en parti, ils se présentent avec armes et bagages. Ils savent aussi voyager avec un minimum de vivres, comptant sur la trappe, la chasse et le pillage pour compléter leurs provisions. Les magasins du roi fournissent sans doute une partie de leurs munitions de guerre et de bouche, mais la demande, étalée au cours de l'année, n'est pas assez forte pour créer des problèmes. Le silence de la correspondance des intendants à ce propos en fait foi. Les choses se compliquent dès que l'on tente de faire marcher plusieurs centaines d'hommes « par commandement ». Aux lenteurs de la mobilisation s'ajoutent les lenteurs des préparatifs : construction

ou réquisition de canots pour transporter les troupes, stockage de fusils pour armer tous ceux qui arrivent à la revue les mains vides, provisions de blé et de lard en quantité suffisante pour nourrir les hommes pendant toute la durée de l'expédition<sup>132</sup>. La surprise qui fait la force de la guerre de parti est ici hors de question. Toute la colonie, ses alliés et ses ennemis savent des semaines sinon des mois à l'avance qu'une campagne se prépare. Contrairement aux partisans, ces petites armées ne sauraient vivre au bout du fusil et l'organisation des convois de vivres et de matériel militaire à travers bois et rivières pose des problèmes insurmontables qui minent la bonne volonté de la troupe. Enfin, et c'est sans doute leur principale faiblesse, les grandes entreprises font appel à des hommes qui n'ont jamais été au feu et n'ont pas reçu de formation militaire. Seuls les colons du gouvernement de Montréal qui ont combattu pour repousser les Iroquois entre 1689 et 1696 ont acquis une telle expérience, mais ils ne représentent alors que le quart des milices du pays. Les garçons mobilisés pendant la guerre de Succession d'Espagne appartiennent à une nouvelle génération de sorte que, dorénavant, sur la longue durée, l'inexpérience est générale d'un bout à l'autre de la colonie. Chaque gros corps de milice que l'on déplace à grands frais entre Québec, Montréal et Chambly en est toujours à ses premiers pas. La composition des petites armées varie, ainsi qu'on peut le voir dans l'annexe A. Les milices comptent d'ordinaire pour 30 à 50 % des effectifs, complétés par les soldats des compagnies franches et des centaines d'Amérindiens. Alors que ces derniers vont spontanément en parti, ils se font prier pour participer aux grandes entreprises et quittent souvent l'armée en cours de route. Non par caprice, comme disent les officiers, mais par prudence, parce qu'ils ne conduisent pas l'opération et que le comportement tapageur et imprévisible de la troupe ne peut que compromettre le résultat et mettre leur vie en danger.

Pour marcher contre les Renards, on mobilise d'abord non pas les habitants des côtes, mais des « coureurs de bois ». Accoutumés aux fatigues, ils feront, croit-on, de bons soldats. Le plan a pris naissance

à Versailles, au lendemain d'Utrecht. Puisqu'il faut réduire cette nation rebelle et que les finances de Sa Majesté ne peuvent en faire la dépense, l'expédition sera transformée en affaire commerciale où tous les participants trouveront leur profit, à la manière de la guerre de course. Les quelque 200 voyageurs qui circulent illégalement dans les pays d'en haut obtiendront une amnistie, ou la possibilité de redescendre dans la colonie sans encourir de poursuites, après avoir servi dans cette campagne. À ceux-ci s'ajouteront 200 autres commerçants de fourrures qui sont autorisés à monter et à traiter des marchandises à la condition d'aller d'abord joindre l'armée rassemblée à Michillimakinac. Tous ces hommes de même que les officiers du corps expéditionnaire doivent se pourvoir à leurs frais de vivres, de munitions, de canots et des autres choses nécessaires à l'entreprise, autant de dépenses qui grèvent à l'avance les revenus du commerce<sup>133</sup>. La suppression des congés de traite imposée depuis 1696 facilite le marchandage. Les voyageurs qui sont obligés de saisir l'offre du gouverneur pour commercer légalement ne peuvent pas être considérés comme des volontaires, d'autant moins que plusieurs d'entre eux se déchargent de leur obligation militaire sur un engagé ou un valet<sup>134</sup>. Contraints par les circonstances de marcher à la guerre, ils traînent les pieds, contestent les ordres et, en dépit de leur vigueur et de leur connaissance du terrain, ils ne valent pas mieux que les milices des paroisses, la docilité en moins. Grâce à leur position privilégiée dans les villages alliés, certains voyageurs rendent de grands services aux commandants des postes, mais l'ensemble de ces commerçants ne représente pas une force militaire sur laquelle la colonie peut compter<sup>135</sup>. La guerre des Renards a dissipé les dernières illusions.



## CHAPITRE 5

# Qui fait la guerre? (1687-1744)

Ce chapitre vient préciser ce que l'analyse des mouvements de guerre laissait déjà voir. Ceux qui font la guerre sont principalement les alliés amérindiens, les soldats, officiers et aspirants officiers des troupes de la Marine et les colons volontaires. Brièvement, nous explorons le contour de ces groupes et les raisons qui les incitent à marcher en guerre. Contrairement à ceux qui choisissent de servir et d'exposer leur vie, les milices ne vont à la guerre que lorsqu'elles sont commandées. Deux tableaux assez flous se dégagent des pages précédentes : celui des habitants du gouvernement de Montréal qui défendent leur territoire avec énergie dans les années 1690; celui des bataillons recrutés partout dans la colonie que l'on pousse à diverses reprises sur les chemins de l'Iroquoisie et de la Nouvelle-York. La pauvreté de la documentation ne permet pas de les compléter. Peu visible sur le terrain au cours de cette période, la milice est en revanche un élément important dans les plans de l'état-major et dans le discours administratif en général, et nous avons tourné l'objectif de ce côté. La démarche fait ressortir les illusions que l'on a longtemps entretenues sur les capacités militaires des habitants-soldats et la vision plus réaliste qui finit par s'imposer au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## 1. Les forces coloniales

### *a) Les Amérindiens*

Les Amérindiens constituent la principale force militaire de la Nouvelle-France. Nous devons insister, car les historiens ne se sont pas empressés jusqu'ici de le reconnaître. Dans les travaux de William J. Eccles, par exemple, les alliés indigènes sont présentés en troisième place, après les milices et les compagnies franches de la Marine, comme des troupes auxiliaires, habiles certes mais volages, qui gagnent à être encadrées par des Canadiens<sup>1</sup>. Ce n'est pas l'opinion du gouvernement colonial, même si son discours peut le laisser croire. Au-delà de toutes les références à l'inconstance et à la fourberie des alliés, au coût prétendument trop élevé de leur collaboration, observons plutôt la place de plus en plus grande accordée à la politique indigène dans la correspondance officielle, l'appropriation graduelle de l'initiative diplomatique si longtemps abandonnée aux jésuites. En 1666, on croit qu'un bon régiment suffit pour réduire les Iroquois et faire marcher au pas les autres nations. Les événements des deux dernières décennies du siècle viennent miner cette belle assurance. Peu à peu, l'administration perd de vue les finalités religieuses de la mission pour n'y voir qu'une source de guerriers encadrés par des prêtres au service du roi<sup>2</sup>. Lorsque éclate la guerre de Succession d'Espagne, le primat de l'alliance est chose acquise, du moins dans la colonie, car Versailles met plus de temps à comprendre et à accepter les conséquences de sa dépendance<sup>3</sup>. Pour employer la métaphore janusienne de Richard White, nous ne retenons ici que la face orientale de l'alliance, celle qui sert les intérêts français et qui se traduit sur le plan militaire par la prépondérance des opérations de harcèlement sur tous les autres mouvements<sup>4</sup>. La guerre de parti n'est pas encore une tactique parmi d'autres, mais le pivot de la stratégie française, et les partisans sont d'abord des Amérindiens. Les données de l'annexe A (1666-1740) rendent compte bien imparfaitement de cette réalité puisque les sources de cette période comptabilisent les

effectifs amérindiens seulement dans les rares occasions où ils marchent avec les Français<sup>5</sup>. Mais il y a là des indices qui, combinés avec les dénombrements de population et de guerriers, permettent d'évaluer approximativement l'importance numérique des forces indigènes engagées du côté de la Nouvelle-France d'une année à l'autre.

Les contemporains désignent sous le nom de « domiciliés » les groupes amérindiens convertis au catholicisme qui ont établi leur domicile permanent dans la colonie, parmi les habitations françaises. Ces communautés ont été souvent déplacées depuis l'époque des premières missions. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, elles sont rassemblées dans les endroits suivants : les Hurons à Lorette, les Abénaquis à Bécancour et à Saint-François ou Odanak, les Iroquois au Sault Saint-Louis ou Kahnawake, villages desservis par les jésuites. Un autre groupe iroquois établi dans l'île de Montréal par les sulpiciens sera relocalisé dans la seigneurie du lac des Deux-Montagnes en 1721, en même temps que les Algonquins de l'île « aux Tourtres » et quelques bandes de Népissingues<sup>6</sup>. La distinction entre alliés et domiciliés n'a ici aucune connotation politique. Les Français ont dû renoncer à faire de ces néophytes des sujets du roi, soumis aux mêmes lois, aux mêmes obligations que les colons, et les domiciliés s'attendent à être traités comme les autres alliés. Les officiers viennent dans leurs villages pour chanter la guerre et le gouverneur offre le festin — veau gras, poulets, pigeonneaux, sucre, vin, etc.<sup>7</sup>. Au terme de longues cérémonies, le conseil accepte de prêter son concours et pose ses conditions. Les migrations incessantes entre telle mission et les territoires occupés par la même nation, tout comme l'adoption de captifs, peuvent modifier brusquement le nombre et la composition d'une population, et ces changements affecteront son taux de participation aux campagnes militaires. L'ensemble est plus stable. Il compte environ 2 000 âmes vers 1680, 2 500 dans le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant de grimper à 4 000 pendant les deux guerres subséquentes<sup>8</sup>. La correspondance officielle donne parfois le nombre de guerriers pour l'un ou l'autre de ces villages et, en juxtaposant ces chiffres à ceux des

recensements, John Dickinson et Jan Grabowski établissent un rapport guerriers/population totale très élevé, de l'ordre de 1/4 à 1/5<sup>9</sup>. Ainsi, selon les estimations des contemporains, les domiciliés peuvent fournir environ 500 guerriers entre 1687 et 1740 et l'analyse des engagements militaires montre que leur évaluation correspond à la réalité. Cette petite population produit bon an mal an des centaines de bons soldats dispersés dans les partis et occasionnellement regroupés pour participer à la défense de la colonie ou à quelques grosses expéditions.

La participation des alliés éloignés est difficile à cerner. Les Abénaquis des rivières Saint-Jean et Sainte-Croix et de la côte du Maine peuvent, semble-t-il, lancer en campagne de 400 ou 500 hommes. En 1736, soit après les fortes migrations vers le Saint-Laurent, on dénombre encore 350 guerriers le long de la rivière Saint-Jean<sup>10</sup>. Les Micmacs, qui joueront un rôle important dans les guerres du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, se mêlent rarement aux opérations françaises antérieures. Iberville appréciait leurs talents de marins et engagea 30 Micmacs du cap Breton pour l'attaque de Pemaquid en 1696. Seules les circonstances l'empêchèrent d'embarquer ceux de La Hève pour la campagne de Terre-Neuve<sup>11</sup>. Pendant la guerre de Succession d'Espagne, les gouverneurs de Plaisance firent appel à eux à quelques reprises pour les courses le long des côtes et, de leur propre initiative, ils font quelques belles prises sur mer<sup>12</sup>. Du côté des pays d'en haut, les nations sont trop nombreuses et trop instables pour qu'il nous soit possible de proposer des estimations. Nous ignorons, par exemple, combien de Hurons, d'Ojibwés, d'Outaouais, d'Illinois, de Miamis, de Sakis et d'autres alliés allèrent régulièrement harceler les Iroquois dans les années 1680 et 1690, jusqu'à ce que ceux-ci fussent forcés d'accepter la paix négociée par les Français. Des milliers sans doute, car le bassin de population est considérable<sup>13</sup>. Les chiffres de l'annexe A ne rejoignent que les groupes qui viennent prêter main forte aux Français dans la colonie ou qui participent aux entreprises conjointes contre les Renards et les Chicachas. Parfois des pressions sont néces-

saïres pour obtenir leur concours, comme pour les 400 guerriers que Denonville fit recruter en 1687 ou les 400 à 500 que Vaudreuil fit descendre en 1711 ; parfois ce sont des visiteurs venus livrer des fourrures à Montréal qui ne demandent pas mieux que d'aller faire le coup avant de rentrer chez eux. Les guerriers des pays d'en haut participent ainsi à sept campagnes dans le bas de la colonie entre 1687 et 1711, avec des effectifs variant de 200 à 500<sup>14</sup>. Les Ojibwés et, surtout, les Outaouais de Michillimakinac sont les plus fidèles.

Il n'entre pas dans notre propos d'aborder la question qui a retenu l'attention des spécialistes de l'histoire amérindienne : pourquoi ces peuples combattent-ils du côté des Français? En insistant sur l'importance des forces alliées dans la stratégie française, les pages qui précèdent pourraient laisser croire que la colonie peut toujours compter sur quelque 1 500 guerriers et en disposer à sa guise. Or, c'est tout le contraire. Rien de plus fragiles que ces alliances qu'il faut sans cesse renégocier ! Les relations entre la Nouvelle-France et ses alliés ne sont jamais faciles et elles sont particulièrement tendues avec les Iroquois domiciliés, le groupe le plus nombreux, qui restent attachés à leurs frères des Cinq-Nations et à la terre ancestrale en Nouvelle-York<sup>15</sup>. Nous savons, bien sûr, que les Amérindiens ne sont ni des mercenaires ni des marionnettes qui dansent au gré des Européens. Mais au-delà des raisons immédiates qui les poussent à accepter la hache de guerre des Français, désir de vengeance, recherche de captifs pour remplacer les morts d'une guerre précédente, fidélité religieuse, enjeux commerciaux, etc., au-delà de toutes les explications offertes par la trame événementielle, n'y a-t-il pas une question plus fondamentale? Pourquoi la guerre est-elle si présente, inscrite dans le fonctionnement même de ces sociétés? La théorie de Pierre Clastres peut peut-être apporter une réponse. Chez les peuples sans État, écrit-il, la guerre obéit à une logique de différenciation. Chaque petite communauté cherche d'abord à maintenir son identité et son indépendance politique par rapport à toutes les autres. La dynamique belliqueuse ou l'alternance entre alliance et discorde est la façon de

reconduire la dispersion et la pluralité, d'empêcher l'absorption d'un groupe par un autre<sup>16</sup>. Or, tous les groupes dont il est question ici ont subi au XVII<sup>e</sup> siècle des bouleversements terribles. Ce sont des communautés reconstituées à partir de divers fragments arrachés à leurs territoires d'origine, des communautés de réfugiés pas aussi unies et homogènes qu'elles le voudraient<sup>17</sup>. Dans ces circonstances, la quête de l'identité et de la différenciation peut être ressentie comme une urgence et la guerre effective quasi permanente comme la seule façon de cimenter la nouvelle communauté.

#### *b) Les soldats et les officiers de la Marine*

La contribution des soldats des compagnies franches de la Marine aux guerres de la Nouvelle-France n'a été reconnue ni par leurs contemporains ni par les historiens. Ils n'ont place nulle part dans le tableau colonial qui prend forme dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, dominé par la figure admirable et inquiétante du Canadien<sup>18</sup>. L'opinion fit une place de choix au régiment de Carignan qui passa trois années au Canada sans se distinguer à la guerre, mais elle rejeta les compagnies franches de la Marine entretenues dans le pays pendant près de 90 ans et engagées dans la plupart des opérations militaires. « Il est très fâcheux pour les pauvres habitants de se voir continuellement commander pour la guerre pendant que la plus grande partie des soldats ne le sont pas », écrit l'intendant Champigny en 1691, et un demi-siècle plus tard, un ingénieur de la Marine de passage dans la colonie lui fait écho : « En temps de guerre il n'y a que les habitants qu'on puisse armer pour la deffense de la colonie et pour molester et harceler les Anglais [...] » Suit le portrait classique du Canadien vivant au bout de son fusil et du soldat français incapable de marcher en hiver, voire même en été<sup>19</sup>. Exclue du récit par Bacqueville, Raudot et Charlevoix, confondus avec les colons par certains observateurs, les soldats de la Marine n'ont qu'un rôle de faire-valoir dans les écrits de l'époque<sup>20</sup>.

Bien que surchargée d'événements militaires, l'histoire traditionnelle ne leur a pas accordé une meilleure place. De la part des historiens canadiens-français qui cherchaient d'abord à démontrer que le Canada ne devait rien à la France, cela ne peut surprendre. Pour des raisons moins évidentes, l'historiographie anglophone n'a guère porté attention aux soldats non plus, sinon pour souligner leurs insuffisances<sup>21</sup>. Quelques articles plus récents sur le profil social, l'habillement ou les comportements délinquants ne remettent pas en question le jugement des générations antérieures sur le rôle militaire de ce corps de troupes réputé nul<sup>22</sup>. Seule la thèse de Jay Cassel qui apporte enfin quelques données précises sur le sujet vient nuancer cette interprétation<sup>23</sup>.

Il suffit pourtant de lire les chroniques des années de guerre 1689-1697 pour constater que la participation des compagnies franches de la Marine à la défense du pays est très importante. Les quelque 1 000 soldats cantonnés à Montréal et dans les forts des environs sont sans cesse en mouvement, à poursuivre les ennemis, à accompagner les convois. Les colons aussi font partie des détachements mais en moindre nombre et rien ne suggère qu'ils se comportent mieux que les soldats, bien au contraire<sup>24</sup>. Les contrôles de troupes n'ont pas été conservés et les références de la correspondance administrative sont contradictoires, de sorte que la mortalité militaire nous échappe, mais tout indique qu'elle est très élevée durant cette période<sup>25</sup>. Qui plus est, les soldats ne font pas que quadriller les côtes de la colonie pour protéger et secourir les habitants et participer aux grandes campagnes comme le service l'exige. Une minorité d'entre eux vont en parti à titre de volontaires. Ils forment le tiers du détachement qui s'empare des forts anglais de la baie James en 1686, environ la moitié des effectifs français dans l'attaque de Schenectady en février 1690 et 40 % des hommes qui vont saccager les côtes de Terre-Neuve avec Iberville à l'hiver 1697. Les soldats sont encore présents à Deerfield en 1704, à Terre-Neuve avec de Montigny en 1705, à Haverhill en 1709 et sans doute dans d'autres partis moins bien documentés. À la fin de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, un intendant évalue à 300 le nombre

de soldats capables d'aller en parti, soit environ 40 % de la troupe, une proportion très honorable quoi qu'il en pense<sup>26</sup>. Bref, ces soldats venus de France fournissent, tout comme la colonie, leur contingent de volontaires, de jeunes gens ayant bon pied bon œil et en mal d'action. Dans leur cas, c'est l'aventure pour l'aventure puisque la pression sur les commissions est beaucoup trop forte pour qu'un soldat d'origine modeste puisse espérer sortir du rang<sup>27</sup>.

Les officiers en pied, les surnuméraires et les cadets, un ensemble de 150 à 200 individus, font la renommée de la Nouvelle-France. Ils se signalent dans la défense du territoire et surtout dans la guerre de parti, à la tête de petites formations hétérogènes plutôt qu'à celle de leur compagnie. Plusieurs facteurs convergent à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle pour favoriser les belles performances individuelles, à commencer par l'extrême jeunesse de ce corps d'officiers. Les compagnies franches de la Marine sont une création récente et les officiers qui viennent de France entre 1683 et 1687 ne sont pas tellement plus âgés que les jeunes gens du pays qui se bousculent à l'entrée. Comme c'est l'audace qui compte dans ce style de guerre, plus que l'expérience, la jeunesse est un atout. La présence de la guerre sur le territoire pendant près de dix ans ne permet à personne de se reposer « à l'arrière ». Ceux qui trouvent le service trop dur repartent, laissant dans la colonie les plus résolus<sup>28</sup>. Autre avantage momentané : la faiblesse de la structure de commandement et l'absence de cohésion des troupes laissent une grande liberté de mouvement à leurs officiers. Enfin, la compétition féroce pour les commissions stimule leur ardeur. La jeunesse du pays, en particulier, n'a d'autre choix que de se lancer dans la guerre à corps perdu si elle veut se tailler une place dans la profession. Toute cette situation est appelée à changer au XVIII<sup>e</sup> siècle avec l'éloignement du danger, le vieillissement du corps, la priorité donnée à l'ancienneté et la suffisance nourrie de succès faciles, mais pour l'instant les officiers ne se ménagent pas. Vingt-sept d'entre eux, ou environ 20 % des effectifs, sont tués pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, soit autant que pendant la guerre de Sept Ans<sup>29</sup>.



La recherche d'un emploi ou d'une promotion, sur laquelle nous avons beaucoup insisté dans le chapitre précédent, n'est pas tout. Les officiers et les cadets se battent pour l'honneur de servir le roi, pour la gloire personnelle, pour le plaisir, pour les profits de guerre souvent, pour maintenir le nom de la famille ou pour le rehausser, pour toutes espèces de mobiles si étroitement liés qu'ils ne sauraient eux-mêmes distinguer entre le devoir et l'intérêt.

### *c) Les volontaires*

Nous possédons assez d'indices pour tracer un portrait des hommes qui suivent les officiers dans les partis de guerre, regroupés ici dans la catégorie des volontaires<sup>30</sup>. Les historiens les ont toujours confondus avec les milices malgré les différences évidentes. Point de contrainte ici, ni de répartition géographique préalable. Muni d'une autorisation officielle pour prendre avec lui tel nombre d'hommes, une condition *sine qua non*<sup>31</sup>, le commandant de l'expédition choisit à sa guise parmi ceux qui viennent lui offrir leurs services. Le caractère privé de ce recrutement fait de bouche à oreille explique la concentration dans le voisinage et dans la parenté de l'officier. Il s'attend à ce que les volontaires se présentent bien armés et, dans bien des cas, à ce qu'ils apportent aussi le reste de leur équipement. Seuls les hommes bien décidés, motivés et si possible expérimentés sont retenus. Ils sont jeunes, au début de la vingtaine dans la majorité des cas identifiés, et généralement d'origine urbaine. Québec en produit bien davantage que Montréal, ce qui reflète en partie le poids démographique des deux villes ou le domicile des officiers, et surtout le caractère maritime d'un grand nombre d'opérations militaires.

Au-delà de ces caractéristiques générales, on distingue une tranche supérieure composée des fils de la noblesse et de la bourgeoisie, des membres des familles seigneuriales. Le volontariat sert de tremplin aux aspirants officiers et permet à quelques individus d'origine honorable mais roturière d'obtenir éventuellement une com-

mission dans les troupes de la Marine. Migeon de La Gauchetière, fils d'un ancien bailli de Montréal, fait valoir ses services sur les vaisseaux d'Iberville pour obtenir un brevet de garde-marine, et c'est pour avoir participé à titre de volontaires aux expéditions de 1686 à la baie James et de 1690 à Corlar que Testard de Montigny et Robutel de La Noue, deux fils de marchands apparentés aux Lemoyne, sont admis dans le corps des officiers<sup>32</sup>. Mais ces réussites sont trop exceptionnelles pour avoir soutenu les ambitions des nombreux volontaires issus de la même catégorie sociale. Nous ne saurons jamais exactement pourquoi Louis Crevier, fils du seigneur de Saint-François, va mourir à Salmon Falls et les fils du notaire Genaple de Bellefonds vont se faire tuer en Acadie, au fort Bourbon ou en Louisiane<sup>33</sup>. Entre ces volontaires qui ont droit à une épitaphe dans les chroniques militaires et la troupe des partisans, la distance culturelle n'est jamais très grande. La proximité favorise les liens de camaraderie, à tout le moins de connaissance, entre ces garçons issus d'une même génération d'immigrants qui ont grandi côte à côte dans ces petites villes et leurs banlieues. Mais ce sont des liens qui ne se laissent pas mesurer, alors que l'attachement familial saute aux yeux. Il est aussi fort chez les fils d'artisans, dans la classe populaire en général, que parmi l'élite. Dans une liste de 67 volontaires canadiens qui attendent à Rochefort le navire qui les transportera au Mississippi, nous relevons sept couples de frères, une proportion remarquablement élevée<sup>34</sup>. Les trois fils de l'arquebusier René Fezeret sont tués en service à la Louisiane au début du siècle et trois des quatre fils d'un ancien officier de Carignan qui font la campagne des Chicachas comme volontaires y laissent leur vie<sup>35</sup>. Sans parler des effets d'entraînement dans la famille élargie dont il n'y a pas de meilleur exemple que celui des frères Lemoyne, qui peuvent compter sur la fidélité d'une vaste parenté pour seconder leurs entreprises<sup>36</sup>.

Parmi tous les mobiles qui poussent les jeunes gens dans les partis de guerre, les gages ou la promesse d'une participation aux pillages et rançonnements jouent souvent un rôle déterminant. Dans le cas

des expéditions financées par des intérêts privés, les arrangements sont assez bien connus. Ceux conclus en 1686 par la compagnie du Nord pour aller chasser les Anglais de la baie d'Hudson sont généreux. La compagnie offre aux 100 volontaires des gages mensuels de 30 livres et plus selon les talents, avec trois mois versés d'avance, « outre leur part aux profits qu'il plaise à Dieu de donner ». Il n'en fallait sans doute pas moins pour attirer des gens capables d'affronter les fatigues et les risques d'un tel voyage, dont plusieurs hommes de métier indispensables, marins, charpentiers de navires, armuriers, etc.<sup>37</sup>. La troupe qui fait la campagne de Terre-Neuve avec Iberville en 1696-1697 invoque sa « chasse-partie » pour réclamer sa part dans la moitié du pillage de Saint-Jean, sur laquelle elle a déjà perçu une avance en partant du Canada<sup>38</sup>. Les conditions et le vocabulaire — on parle de « prises tant sur terre que sur mer », par exemple — reflètent l'influence de la guerre de course que Québec a commencé à pratiquer vers cette époque. Conformément aux usages maritimes, les armateurs retiennent les deux tiers des retours et l'équipage se partage la tierce partie divisée en un certain nombre de lots, à raison d'un ou de plusieurs lots selon la fonction et le mérite. On consent parfois une avance mais les gages sont généralement exclus<sup>39</sup>. Les campagnes de 1704, de 1705 et de 1709 à Terre-Neuve, de 1707 à Port-Royal et celles de 1694, de 1697 et de 1709 à la baie d'Hudson sont des entreprises privées qui observent plus ou moins ce modèle de distribution.

Nous ignorons ce qu'elles peuvent rapporter. Carbonear n'est évidemment pas Carthagène, mais les profits sont sans doute suffisants puisque les organisateurs ne sont jamais à court de volontaires<sup>40</sup>. Ceux-ci doivent toutefois s'armer de patience car il faut du temps pour transformer le butin, fourrures ou morue principalement, en argent. Près de deux ans après leur expédition de 1686, cinq volontaires du parti du chevalier de Troyes renoncent à leurs droits et actions contre la compagnie du Nord pour une somme forfaitaire de 400 livres<sup>41</sup>. Le règlement de la prise de Saint-Jean de 1709 traîne encore devant les tribunaux en 1716. La moitié des sommes « prove-

nant des effets et rançons » qui revient aux combattants, officiers, soldats et habitants de Plaisance n'a pas été versée par les principaux intéressés, soit Costebelle et Saint-Ovide, gouverneur et lieutenant de roi au moment de cette expédition. Ils soutiennent que les lettres de change sur Londres, qui couvraient une partie des rançons, n'ont pas été honorées<sup>42</sup>. Cette question des « rançons » est loin d'être claire. Elles ne peuvent porter que sur les biens de l'ennemi et non sur sa personne, ce qui serait une transaction illicite que l'on ne viendrait pas évoquer devant les tribunaux. Les campagnes de Terre-Neuve font des centaines de prisonniers qui, faute de moyens, sont souvent abandonnés dans leurs villages dévastés après avoir été désarmés. Même ceux qui vont en prison sont ordinairement vite relâchés par mesure d'économie, de sorte que la libération ne peut guère ici être source de profit. Les officiers français consentiraient-ils à épargner telle propriété, telle cargaison, moyennant une contribution ? Peut-être, mais l'explication s'accorde mal avec les tactiques systématiques d'incendie, de pillage et de destruction décrites dans les relations militaires. À quoi correspond, par exemple, la rançon de 260 livres sterling remise par le marchand Skeiffington au lieutenant Testard de Montigny lors de la prise de Bonavista en mai 1705, puisque ce poste est aussitôt entièrement détruit et ses habitants, Skeiffington en tête, transportés dans les prisons de Plaisance<sup>43</sup> ? Contrairement à la guerre de course, sévèrement réglementée et surveillée par les amirautes, ces « prises sur terre » régies seulement par des conventions particulières se déroberaient aux enquêtes et laissent toute latitude aux bailleurs de fonds et aux commandants de priver les hommes de leur juste part de profits. L'expédition de 1744 contre le port de Canso, financée par les négociants et les officiers de Louisbourg, offre un bel exemple de détournement. Les soldats de la garnison qui s'étaient portés volontaires n'auraient eu aucune part au butin promis<sup>44</sup>.

Enfin il y a toujours le risque d'une défaite, comme celle de 1709 devant le fort Albany, sans autre chose à partager que les dettes et l'humiliation. Ce cas est particulièrement intéressant parce qu'il

illustre l'attitude ambiguë de Versailles vis-à-vis de ces campagnes, bienveillante quand elles réussissent et méprisante dans le cas contraire. On prétend, écrit le ministre à Vaudreuil, qu'il serait facile de chasser les Anglais de la baie James avec 100 hommes, « en donnant le pillage ou partie pour récompense ». Si la chose pouvait se faire sans frais, « Sa Majesté [...] trouveroit bon que vous l'entreprissiez ». Le gouverneur et l'intendant s'empressèrent d'exaucer ce souhait. Ils créèrent une société, y investirent personnellement des sommes d'argent pour donner l'exemple et furent ensuite sévèrement blâmés pour avoir agi selon leur « interest particulier<sup>45</sup> ».

Malgré tout, les opérations que nous venons de voir ont un atout important qui attire à la fois les investissements et les combattants : ces forts et ces villages du littoral ont des stocks de morue ou de fourrures et des embarcations pour ramener ce butin à bon port. Les partis dirigés contre la Nouvelle-York et la Nouvelle-Angleterre n'offrant pas ces avantages sont toujours aux frais du roi, ce qui n'empêche pas les volontaires d'avoir droit au pillage mais limite leur part à ce qu'ils peuvent rapporter personnellement. La chance de trouver de l'argent et des objets précieux dans ces petits bourgs de frontière est à peu près nulle mais dans un monde de pénurie, tout est bon à prendre. Après le sac de Corlar en février 1690, les partisans partent avec 50 chevaux chargés de butin. Poursuivis, ils les abandonnent et en mangent ensuite quelques-uns pour survivre. Louis Descarri réussit néanmoins à ramener deux chevaux sur la terre familiale de la côte Saint-Joseph en banlieue de Montréal<sup>46</sup>. D'ordinaire, les hommes repartent avec des fardeaux trop lourds qu'ils sont forcés d'alléger dans les passages difficiles et heureux sont ceux qui conservent encore quelques effets au bout de quatre à six semaines de marche à travers bois. Le pillage dans ce genre de guerre, c'est le miroir aux alouettes, comme l'observe Harold Selesky à propos des compagnies de dragons levées dans le Connecticut, une promesse répétée à chaque campagne, plutôt vide de sens sur le terrain<sup>47</sup>. Mais les assemblées provinciales anglaises paient leurs volontaires, ce qui rend la déception moins

amère, alors que ceux du Canada recrutés par le roi n'ont droit en principe à aucun salaire.

L'absurdité de ce principe n'échappe sûrement pas aux contemporains. L'intendant peut offrir 300 livres au voyageur qui monte à Michillimakinac pour le service, à cause des risques du voyage, mais pas un denier aux hommes qui l'escortent ou vont en parti<sup>48</sup>. À Québec, les jeunes gens prêts à l'aventure, qui ne sont pourtant pas légion, ont le choix entre trois employeurs : les sociétés de pêche et de commerce qui paient entre 12 et 30 livres par mois selon les tâches ; les commandants de flibuste et les officiers recrutant à leur compte qui font miroiter de bons profits et accordent souvent des avances ; et le gouverneur qui n'offre rien d'autre qu'un butin improbable. Celui-ci peut-il ignorer à ce point la loi du marché s'il veut recruter de bons hommes pour les partis de guerre ? Nous n'avons pas pu faire autrement que de donner 12 livres par mois aux 60 volontaires passés en Acadie, explique l'intendant en 1692, et il y a fort à parier que chaque appel de volontaires donne lieu aussi à des négociations et à des compensations tenues secrètes pour ne pas irriter le ministre<sup>49</sup>.

La concurrence entre les voyages lointains rémunérés et le service militaire gratuit est un problème qui resurgira pendant les guerres du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans un autre contexte toutefois. Celui que nous venons d'entrevoir, campagnes maritimes largement soutenues par des capitaux privés et liaisons étroites entre Québec, Plaisance et Port-Royal, est sur le point de disparaître. De courte durée, cette phase de l'histoire de la Nouvelle-France n'a pas reçu assez d'attention. Les années 1690-1713 sont la grande époque de la guerre de course pour la France et ses colonies. Port-Royal, surnommé non sans exagération le Dunkerque de l'Amérique, est un rendez-vous important de corsaires, largement surpassé cependant par Plaisance pour le nombre de prises<sup>50</sup>. L'Atlantique Nord a adopté la technique des flibustiers des Antilles, soit des embarcations de petit tonnage, parfois des barques de 35 tonneaux et moins armées de quelques canons, qui demandent un financement minime<sup>51</sup>. On mise sur la surprise et la souplesse

pour attaquer les bateaux de pêche et les bâtiments marchands le long des côtes de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Angleterre. Ces eaux sont sillonnées par les corsaires anglais, ce qui rend la partie hasardeuse mais ne décourage pas les petits investisseurs. En 1704, le marchand-boulangier québécois Louis Prat fait construire un brigantin, baptisé le *Joybert* en l'honneur de la femme du gouverneur, pour son commerce de farine à Terre-Neuve et « pour l'armement en la course des ennemis de l'état », avec saint Michel écrasant le dragon de l'hérésie à la proue. Son zèle lui vaudra éventuellement une place de garde du port<sup>52</sup>. Encouragés par les autorités, les principaux négociants de Québec et bon nombre d'officiers de plume et de guerre participent à des armements pour la course durant cette période, presque toujours en société pour atténuer les risques<sup>53</sup>. Le Canada peut surmonter ses deux gros handicaps, l'interruption de la navigation fluviale en hiver et la pénurie initiale de bons bateaux de 75 à 100 tonneaux, en s'appuyant sur les ports terre-neuviens et acadiens, où les navires s'échangent et où les marins peuvent aller s'abriter et ramener leurs prises en toute saison. Québec possède en revanche un atout par rapport aux colonies voisines : un plus grand bassin de population pour former ou compléter les équipages de corsaire, la course exigeant en effet beaucoup plus d'hommes que la navigation ordinaire<sup>54</sup>. Comme il n'existe aucune étude sur le sujet, nous ne saurions dire si le Canada a tiré profit de cette complémentarité. Du point de vue économique et en dépit de l'enthousiasme soulevé par quelques belles réussites, comme la flibuste de Léger de La Grange en 1704, il est bien possible que le solde des bons et des mauvais coups soit négatif, mais là n'est pas notre propos<sup>55</sup>.

Heureuses ou malheureuses, ces activités maritimes ont des répercussions certaines sur les réserves de volontaires. Combinée avec les engagements pour les pêcheries du golfe, la course prélève les meilleurs marins, les garçons les plus résolus, plus de 100 certaines années, et pour plusieurs ce sont des voyages sans retour. On croit communément à l'époque que, de navire en navire, une partie des

équipages canadiens est allée se perdre « dans les pays chauds<sup>56</sup> ». Beauchêne, ce personnage créé par Lesage en 1732, un Canadien qui a troqué ses raquettes pour le sabre d'abordage et qui meurt en France après avoir écumé les mers du Sud, se rattache à la même tradition<sup>57</sup>. Les volontaires passent en effet rapidement d'un lieu de guerre à l'autre. Sitôt rentré de son « voyage contre les Iroquois », Jacques Dain s'engage pour la « Baie du Nord » et repart l'année suivante vers l'ouest où il périt on ne sait comment. Trois donations devant notaire pour que ses amis « se souviennent de lui dans leurs prières » jalonnent son triste parcours<sup>58</sup>. Les coups sur les villages anglais, les affrontements avec les Iroquois dans les rapides de l'Ouataouais, un hiver à la baie d'Hudson entre deux combats, une campagne en mer, autant de possibilités d'emploi pour ceux qui font de la guerre un métier, un mode de vie. Après quelques années de dangers, de privations, de tueries, de ravages et de maigres butins, certains reviennent s'établir dans la colonie, mais ils sont bien mal préparés pour la vie lente et les travaux qui les attendent. La guerre abîme les corps et les âmes. Pour être un bon partisan, il faut être de tous les partis. Les paysans et les ouvriers du pays sont de mauvais soldats parce qu'ils vont rarement à la guerre. C'est l'évidence même. En somme, et quoi qu'en pensent les théoriciens du laboureur-soldat, ces occupations sont incompatibles.

Avec le bruit des actions militaires sur les frontières circulent des histoires inquiétantes au sujet des garçons qui courent les bois et les mers et gardent les places, comme l'assassinat de l'aumônier du fort Sainte-Anne à la baie James par le jeune Guillory, fils d'un armurier de Montréal<sup>59</sup>. Elles entretiennent la méfiance et élargissent le fossé entre la population et les bandes de volontaires. Rappelons la peur qu'inspirent les compagnons d'Iberville, « plus méchants que les Anglais même », aux jeunes gens de l'île d'Orléans recrutés comme miliciens en 1696<sup>60</sup>. On ne saurait mieux illustrer la différence entre les deux corps militaires, sensible pour les contemporains, mais que les historiens ont choisi d'ignorer.



## 2. La milice dans l'œil de l'administration

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, au moment où le traité d'Utrecht vient mettre un terme aux hostilités intercoloniales, le Canada compte environ 4 000 hommes de quinze à cinquante ans. Les survivants des habitants du haut de la colonie qui se sont défendus contre les incursions iroquoises pendant près de dix ans ont maintenant atteint la quarantaine ou plus et ne représentent qu'une faible proportion de l'ensemble. Il en va de même des volontaires, jamais très nombreux, qui se sont en partie éparpillés hors du pays, au gré de leurs engagements lointains. La majorité des milices n'ont jamais été à la guerre. Fréquemment mobilisées, elles eurent à affronter le feu de l'ennemi quatre fois seulement, en 1687 et en 1693 en Iroquoisie, en 1690 à Québec et en 1691 à La Prairie. Pendant la guerre de Succession d'Espagne, elles firent plusieurs mouvements mais ne participèrent à aucun combat. L'écart entre une expérience aussi limitée et les généralisations sur les performances militaires de cette population saute aux yeux. Au début de cette étude, nous avons retracé les figures idéalisées de l'homme de guerre à travers les relations, les mémoires historiques et la littérature de l'époque. Il reste à savoir si ces discours ont influencé le cours des événements, si les administrateurs coloniaux partagent l'opinion contemporaine sur la valeur des milices, si leurs politiques reflètent cette confiance.

### *a) À la conquête de Manhatte et de Boston*

L'analyse des projets de conquête de Manhatte et de Boston répond à la question. Elle montre que plusieurs administrateurs, avec de notables exceptions toutefois, crurent les milices assez aguerries pour mener à bien ces campagnes. Mais les propos désabusés qui se multiplient au début du XVIII<sup>e</sup> siècle marquent la fin de cette belle assurance, le début d'une vision plus réaliste du potentiel militaire de la colonie.

Dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, le ministère de la Marine accueillit une dizaine de projets de conquête des colonies anglaises et, à deux reprises, il leur donna un commencement d'exécution. L'annexion de la Nouvelle-Hollande au Canada est en soi une excellente idée. Elle forcerait les Iroquois à rendre les armes, donnerait à la colonie française une seconde porte sur la mer, le monopole des fourrures de l'intérieur, et elle tiendrait la Nouvelle-Angleterre « enfermée dans ses limites ». Le coup de main du duc d'York, frère de Charles II, sur Manhatte et les postes de l'Hudson en 1664, combiné avec la présence du régiment de Carignan, semblait favoriser ce dessein. L'intendant Talon croit qu'après avoir réduit les Agniers, il faudrait attaquer Orange, où les Hollandais ne manqueraient pas de se joindre aux Français pour secouer « la domination insupportable des Anglois<sup>61</sup> ». Formulée pour la première fois, l'idée que divers groupes opprimés par des colonies anglaises, Flamands, Irlandais, catholiques ou esclaves africains, accueilleraient à bras ouverts l'armée française qui viendrait les libérer permet toutes les audaces et sera souvent reprise. Le roi, poursuit Talon, pourrait aussi opter pour une solution diplomatique, soit forcer l'Angleterre à restituer la colonie aux Pays-Bas et s'entendre avec ceux-ci pour l'acheter. En 1681, l'intendant Duchesneau croit encore que le duc d'York céderait volontiers son domaine américain à la France, pourvu qu'elle y mette le prix. Il ne resterait plus alors qu'à conquérir Boston par les armes, un jeu d'enfant, pour consolider l'acquisition de la colonie<sup>62</sup>. C'est le second présupposé : l'Angleterre ne tient pas tellement à ses colonies et n'interviendrait pas pour chasser les Français le jour où ils s'en empareraient.

Loin de refroidir les projets de conquête, les campagnes médiocres de 1684 et de 1687 les relancent. L'argument est simple. Puisqu'il est impossible de vaincre militairement les Iroquois, il faut commencer par déloger les Anglais qui les protègent en combinant deux attaques, par mer et par terre. À l'automne 1688, M. de Callière, gouverneur de Montréal, délégué du gouverneur général Denonville, va proposer ce plan à Versailles qui décide d'y donner suite, mais avec

d'importantes modifications. En secret, le Canada rassemblera de son côté environ 1 000 soldats et 600 habitants pour marcher sur Orange, puis sur Manhatte déjà assiégé par deux frégates. Le ministre s'en remet au gouverneur pour la conduite des opérations, et la majeure partie des instructions portent sur le butin, l'occupation du pays conquis et le sort de sa population<sup>63</sup>. La décision d'entreprendre cette campagne et l'optimisme qui émane des directives ne sont pas sans rapport avec les événements récents en Angleterre, le débarquement de Guillaume en novembre, la fuite de Jacques II en France et le couronnement de « l'usurpateur » en février 1689. Les colonies vont sûrement se révolter contre les représentants de leur souverain légitime, croit-on à Québec comme à Versailles, et le désordre ne peut que favoriser les armes françaises<sup>64</sup>. Les soulèvements de New York et de Boston à l'annonce de la Glorieuse Révolution confirmeront les anciens préjugés. Un « gouvernement populaire » comme celui de la Nouvelle-Angleterre, qui ne reconnaît pas l'autorité des représentants royaux, est une aberration et ne peut que sombrer tôt ou tard dans l'anarchie totale. Dans l'esprit des administrateurs de l'époque, Boston n'est guère plus qu'un asile de forbans qui se désintègrera à la première attaque car, et c'est là le quatrième postulat, ses habitants ne songent qu'au commerce, ils ignorent le métier des armes et sont incapables de se défendre<sup>65</sup>.

Les frégates de M. de La Coffinière abordèrent à Chedabouctou le 12 septembre 1689, trop tard pour rassembler les troupes de la colonie et les lancer à l'assaut de la Nouvelle-York, comme Frontenac se contentera d'expliquer au ministre<sup>66</sup>. En fait, le projet d'une invasion par terre ne fait pas l'unanimité et le nouveau gouverneur est de ceux qui le croient irréalisable. Il souhaite vivement que le roi envoie une escadre foudroyer ces « vieux parlementaires de Boston [...] aussi bien que ceux de Manathe dans leur tanière », mais il ne faut pas compter sur le concours du Canada. La distance, les difficultés du trajet, du transport des vivres et munitions, sont des obstacles insurmontables, selon lui<sup>67</sup>. Mais d'autres continuent d'y croire, en parti-

culier Iberville, qui a l'oreille de Lagny, chargé des affaires coloniales au ministère, et celle de Pontchartrain<sup>68</sup>. Une nouvelle tentative d'expédition conjointe est lancée en 1697 avec Boston comme premier objectif. Conformément aux ordres reçus, Frontenac rassemble 1 500 hommes à la fin du mois de mai et fait préparer les canots, les armes et les provisions pour le voyage à Pentagoüet où ils embarqueront sur l'escadre de M. de Nesmond, soit 11 vaisseaux portant 300 soldats et 4 brûlots. Une avant-garde amérindienne renforcée de 100 Canadiens ira séparément à pied paralyser les défenses de Boston avant le débarquement. Après la prise de la ville, les troupes remonteront la côte jusqu'à New York en ruinant tout sur leur passage. La question du pillage occupe une place importante dans les mémoires et les instructions entourant l'entreprise et il est clair que le ministre compte sur les « richesses immenses » qu'on a fait miroiter pour rentrer dans ses frais<sup>69</sup>. Mais encore une fois, les vents et autres circonstances viennent contrarier le projet. Au bout de trois mois d'attente à Québec, les milices sont démobilisées et renvoyées dans leurs paroisses, tandis que Nesmond repart vers la France sans avoir rien fait<sup>70</sup>.

Quatre ans plus tard, Iberville tente de relancer l'entreprise avec une toute nouvelle stratégie. Puisque la coordination entre les forces navales et les troupes de terre semble impossible, la colonie agira seule, avec l'aide d'un seul navire pour apporter des vivres sur la côte. Le secret étant la clé du succès, la troupe de 1 800 hommes (1 000 Canadiens, 400 soldats et 400 Amérindiens) empruntera la route plus cachée et plus directe des rivières Chaudière et Kennebec au lieu du chemin habituel par les rivières du Loup et Saint-Jean, où elle serait vite repérée. Enfin, la campagne aura lieu en hiver, quand la rade de Boston est vide et qu'il ne reste dans la ville que des gens besogneux peu propres à la guerre. Il prévoit quelques heures, quelques jours au plus, pour s'en rendre maître, et le reste de l'hiver pour ruiner le plat pays jusqu'aux portes de New York, forçant la population à aller se réfugier en Pennsylvanie. Une expédition semblable pourrait être

menée contre la Nouvelle-York l'hiver suivant. Fort de la réussite, Iberville est prêt à prendre le commandement. Cette fois, cependant, ses propositions ne sont pas retenues<sup>71</sup>.

À la suite de Charlevoix, les historiens attribuent l'échec des projets de conquête aux circonstances extérieures, sans se demander si les troupes coloniales auraient pu accomplir la mission qui leur était assignée si Versailles eut voulu les mieux soutenir, si les vaisseaux avaient fait diligence<sup>72</sup>. Rien n'est moins sûr. Les entreprises ne sont pas vraiment planifiées. Les problèmes de logistique, comme l'absence de magasins de vivres sur ces longs parcours, ne sont même pas évoqués. Les stratèges coloniaux semblent croire qu'une armée de conscrits peut fonctionner comme un parti de 100 volontaires amérindiens et français bien déterminés, qu'à l'instar de ceux-ci, elle ne mettra pas plus d'un mois à atteindre la côte atlantique, que les tactiques utilisées pour surprendre un bourg de 300 à 400 âmes tel Schenectady peuvent être reproduites avec la même efficacité pour réduire des villes de 5 000 à 7 000 habitants comme New York et Boston. Ainsi, les derniers projets d'Iberville, de loin les plus irréalistes, sont calqués sur le coup de main de Portneuf de janvier 1690 qui avait pourtant mis plus de trois mois à atteindre sa cible, en remontant la Chaudière, une route à peu près impraticable<sup>73</sup>. Les chiffres trahissent la même inconscience. Les projets de 1689 misaient beaucoup sur les troupes de la Marine, alors nombreuses. La guerre les ayant fait fondre, on augmente le nombre des milices pour ces expéditions lointaines sans examiner les répercussions qu'un tel prélèvement pourrait avoir sur la colonie.

Ces projets révèlent l'état d'esprit qui régnait dans la colonie à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Comme on l'aura noté, ils reposent sur la méconnaissance des colonies anglaises. Tous les stratèges ont sous-estimé la volonté politique et la capacité de résistance de l'adversaire. Ils dénotent surtout une confiance démesurée dans les talents des officiers et les capacités militaires des habitants, confiance aux racines anciennes renforcée par quelques beaux coups récents. La défense de Québec

en 1690 où les milices s'étaient signalées fit beaucoup pour accréditer l'idée qu'en matière militaire les colons pouvaient tout faire sans avoir rien appris. L'euphorie était-elle confinée à un petit cercle d'officiers de plume et d'épée ou avait-elle gagné une large partie de l'opinion, nous ne saurions le dire. Une seule chose certaine, elle s'évapore après 1700 et les projets de conquête sont définitivement mis aux oubliettes<sup>74</sup>. Dès lors, les plans les plus audacieux s'en tiennent à des objectifs modestes et plus rapprochés et aux pratiques de la guerre de partisan : saccage et retraite immédiate. Au ministre qui lui reproche de ne pas profiter de la bonne volonté des milices pour organiser une grosse expédition en Nouvelle-Angleterre, telle que proposée par le gouverneur de Montréal, Vaudreuil explique qu'il est peut-être facile de mobiliser les habitants pour aller secourir Québec, « une cause commune » et un voyage de quinze jours, mais il n'en va pas de même quand on veut les envoyer en parti pendant plusieurs mois. D'ailleurs, « tout le monde n'est pas capable de le faire<sup>75</sup> ». Une évidence pour la première fois clairement formulée. L'année 1709 porte un rude coup à la bonne réputation des milices. En juillet, elles cèdent à une peur panique dans les broussailles du lac Champlain et, en septembre, elles font des difficultés pour aller défendre Québec contre une autre invasion appréhendée<sup>76</sup>. Ce n'est pas un hasard si l'on commence alors à décliner leurs prouesses à l'imparfait.

#### *b) La milice n'est plus ce qu'elle était*

L'affaire des chevaux, qui mérite une place de choix dans le palmarès des sottises administratives, illustre le revirement. Jusque-là très rares dans la colonie et pratiquement absents dans les campagnes autour de Montréal, les chevaux commencent à se répandre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce en particulier à un commerce intercolonial mené par quelques Anglais dans l'entre-deux-guerres<sup>77</sup>. Les autorités font aussitôt un rapprochement entre ces paysans qui circulent en voitures et en traîneaux et les déconvenues militaires des der-

nières années. « On remarque, écrit l'épouse et porte-parole du gouverneur, que depuis qu'il y a un si grand nombre de chevaux en Canada les jeunes gens ne sont plus si vigoureux que quand ils estoient obligé d'aller à pied en été ou en raquette en hiver, cela fait que [...] si l'on est obligé de faire quelques party l'hyver, on a de la peine à trouver des gens qui puissent aller en raquette comme autrefois [...] » Bref, les Canadiens sont devenus « effeminez<sup>78</sup> ». On évoque aussi la menace qu'une telle abondance de chevaux fait peser sur l'élevage des bovins, mais Versailles retient surtout le premier argument et exige des mesures sévères pour empêcher les habitants de mener une vie molle, qui diminue les forces, abat le courage et mine leur supériorité sur les Anglais<sup>79</sup>. De 1710 à 1713, la destruction des chevaux est un des principaux thèmes du mémoire annuel que le roi adresse à ses administrateurs et ceux-ci ne manquent jamais de répondre respectueusement qu'ils font de leur mieux pour enrayer le mal. En réalité, ils ne font rien du tout puisque le problème n'existe pas et qu'ils ont fini par s'en rendre compte. Seule une minorité de paysans possède un cheval, un seul, lorsque paraît l'ordonnance qui défend d'en avoir plus de deux et, dans les décennies suivantes, cette limite n'est atteinte que par une faible proportion de la paysannerie, 3 à 10 % selon les seigneuries<sup>80</sup>. On crut l'affaire définitivement enterrée par le Conseil de la Marine mais, sitôt en place, Maurepas juge bon de rouvrir le dossier et de dénoncer à son tour ce funeste usage qui fait que les colons « ne seront plus en état de servir comme leurs pères » dans les guerres à venir<sup>81</sup>. L'intendant Hocquart a du mal à convaincre le ministre que les chevaux sont utiles pour l'agriculture et les transports, que le plan proposé pour les exporter aux Antilles n'est pas rentable et que les projets d'impositions et d'amendes aux propriétaires sont impraticables. Cette curieuse obsession traîne jusqu'au milieu du siècle dans les mémoires du roi, alimentée par les critiques des officiers coloniaux à propos des campagnes contre les Renards et les Chicachas<sup>82</sup>. S'il est vrai que « les Canadiens ont de moins bonnes dispositions qu'au-

trefois pour la guerre », il faut bien trouver une explication et celle-ci, qui présente la situation comme facilement réversible, garde la faveur<sup>83</sup>.

La milice, en tant que corps spécifique qui doit être bien encadré et discipliné, occupe une place de plus en plus grande dans la correspondance officielle à partir de 1710. Naguère à peu près absentes, les références aux revues des aides-majors dans les côtes, aux inspections des armes, au choix des officiers et à l'organisation générale du corps se multiplient durant cette période. Il faut, écrit le gouverneur, « leur apprendre à marcher et former des rangs d'exercice autant qu'il sera nécessaire pour obéir à un commandement, et tout ce qui dépend de la discipline militaire<sup>84</sup> ». À première vue, cet intérêt subit, juste à la fin de la guerre, semble paradoxal. Pourquoi se préoccuper de la formation militaire, dont on a fait si peu de cas auparavant, quand la colonie n'est plus en danger ? C'est que la milice est devenue au fil des ans bien plus qu'une réserve de conscrits. Elle ordonne et encadre les habitants des paroisses et permet déjà, par exemple, de mobiliser rapidement les brigades de travailleurs employés aux fortifications. Or, au moment où les administrateurs prennent pleinement conscience de l'utilité de l'institution pour la transmission des commandements et le maintien de l'ordre public dans les côtes, une série de petites agitations dispersées et de murmures sur les chantiers du roi montre la nécessité de renforcer cet encadrement et de former les hommes à l'obéissance. Et que proposer de mieux que de les soumettre à la discipline militaire ?

Faute de moyens et de volonté, le programme va cependant rester lettre morte. La tournée annuelle de l'aide-major de Québec dans les paroisses de ce gouvernement qui a l'heur de plaire au ministère n'a aucun effet sur le terrain. Lorsque la guerre recommence en 1744, les habitants ne savent pas encore exécuter le moindre mouvement d'ensemble ni distinguer la gauche de la droite<sup>85</sup>. Mais ils ont subi une autre forme de mise au pas qui leur fait accepter docilement la mobilisation massive et continue qui sera dès lors la règle. Pré-



cisons qu'il ne s'agit pas d'une brusque conversion à l'obéissance puisque cette population n'a jamais en fait refusé de servir. Le changement réside plutôt dans le contexte, dans les exigences du gouvernement militaire qui augmentent considérablement au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et auraient pu provoquer des résistances dans un milieu moins bien préparé.



## CHAPITRE 6

# Ordre public et pouvoir militaire

Les historiens de la Nouvelle-France ne se sont guère interrogés sur la nature du gouvernement colonial. Les travaux érudits sur les institutions publiques manquent et toute l'attention porte sur les individus qui les dirigent plutôt que sur le fonctionnement administratif à long terme. L'idée générale qui se dégage de ces portraits et des descriptions des ouvrages de synthèse est que le régime autocratique s'est assoupli, certains diront affaibli, en traversant l'Atlantique. Pour William J. Eccles, un historien qui fait autorité, le gouvernement de la Nouvelle-France est une version améliorée de celui d'une province française, le résultat d'une politique éclairée, soucieuse de neutraliser les privilèges ou les intérêts particuliers au profit du bien commun des colons. La centralisation extrême du pouvoir, l'absence de toute forme de représentation passent pour une garantie d'équité et d'efficacité<sup>1</sup>. À l'opposé, nous avons la dénonciation de Tocqueville en marge de son ouvrage sur l'Ancien Régime, jamais même évoquée dans l'historiographie canadienne.

C'est dans les colonies qu'on peut le mieux juger la physionomie du gouvernement de la métropole, parce que c'est là que d'ordinaire tous les traits qui le caractérisent grossissent et deviennent plus visibles. Quand je veux juger l'esprit de l'administration de Louis

XIV et ses vices, c'est au Canada que je dois aller. On aperçoit alors la difformité de l'objet comme dans un microscope.

Au Canada, une foule d'obstacles que les faits antérieurs ou l'ancien état social opposaient, soit ouvertement, soit secrètement, au libre développement de l'esprit du gouvernement, n'existaient pas. La noblesse ne s'y voyait presque point, ou du moins elle y avait perdu presque toutes ses racines; l'Église n'y avait plus sa position dominante; les traditions féodales y étaient perdues ou obscurcies; le pouvoir judiciaire n'y était plus enraciné dans de vieilles institutions et de vieilles mœurs. Rien n'y empêchait le pouvoir central de s'abandonner à tous ses penchants naturels et de façonner toutes les lois suivant l'esprit qui l'animait lui-même. Au Canada, donc, pas l'ombre d'institutions municipales ou provinciales, aucune force collective autorisée, aucune initiative individuelle permise. Un intendant ayant une position bien autrement prépondérante que celle qu'avaient ses pareils en France; une administration se mêlant encore de bien plus de choses que dans la métropole, et voulant de même faire tout de Paris, malgré les dix-huit cents lieues qui l'en séparent; n'adoptant jamais les grands principes qui peuvent rendre une colonie peuplée et prospère, mais, en revanche, employant toutes sortes de petits procédés artificiels et de petites tyrannies réglementaires pour accroître et répandre la population : culture obligatoire, tous les procès naissant de la concession des terres retirés aux tribunaux et remis au jugement de l'administration seule, nécessité de cultiver d'une certaine manière, obligation de se fixer dans certains lieux plutôt que dans d'autres, etc., cela se passe sous Louis XIV; ces édits sont contre-signés Colbert. [...]

Aux États-Unis, le système de décentralisation des Anglais s'outre, au contraire : les communes deviennent des municipalités presque indépendantes, des espèces de républiques démocratiques. L'élément républicain, qui forme comme le fond de la constitution et des mœurs anglaises, se montre sans obstacles et se développe. L'administration proprement dite fait peu de choses en Angleterre et les par-

ticuliers font beaucoup ; en Amérique l'administration ne se mêle plus de rien, pour ainsi dire, et les individus en s'unissant font tout. L'absence des classes supérieures, qui rend l'habitant du Canada encore plus soumis au gouvernement que ne l'était, à la même époque, celui de France, rend celui des provinces anglaises de plus en plus indépendant du pouvoir<sup>2</sup>.

Cette longue citation n'est pas superflue, car elle touche au cœur du problème, soit la centralisation gouvernementale et l'importance respective de la volonté politique et du contexte historique comme facteurs de changement. Tocqueville nous incite à examiner les réalités coloniales dans une perspective comparative et à reconnaître ce qui les sépare et les distingue de celles de la métropole. Au départ, un fait incontestable. Alors que partout dans le royaume la monarchie doit composer avec les pouvoirs locaux, dans la colonie elle rencontre peu d'obstacles et elle a vite fait d'étouffer dans l'œuf les quelques institutions qui auraient pu éventuellement gêner ses administrateurs. Tocqueville a observé la législation coloniale au moment où la fureur de gouverner est à son comble et on ne peut que lui donner raison aussi sur l'inanité de certains édits ou projets d'édits pour encourager la « peuplade » et ordonner la vie des colons<sup>3</sup>. Mais les directives ministérielles n'expliquent pas tout. Également dépourvus de freins institutionnels initiaux, le Canada et les Îles d'Amérique partagent le même système administratif et pourtant, dans un cas, le pouvoir des agents royaux se déploie sans opposition sérieuse pendant plus d'un siècle, dans l'autre, il doit sans cesse plier pour ne pas attiser la contestation<sup>4</sup>. D'une part, le contraste remet en cause l'efficacité de la bureaucratie de l'Ancien Régime et nous invite à ne pas sous-estimer la capacité des individus de se regrouper quand leurs intérêts sont menacés. Il est bon, écrit Colbert au gouverneur de la Nouvelle-France, « que chacun parle pour soy, et que personne ne parle pour tous », mais même dans les colonies, même en l'absence de véritables supports institutionnels, les communautés revivent et parfois parlent

d'une seule voix<sup>5</sup>. D'autre part, il est clair que des facteurs autres que ceux retenus par Tocqueville influencent l'évolution politique et administrative, tels que la vie économique et, surtout, la guerre, ce puissant moteur de croissance étatique<sup>6</sup>.

Alors qu'en France la guerre engendre une crise fiscale, laquelle exige une gestion financière centralisée et plus complexe qui consolide paradoxalement la prépondérance du civil sur le militaire, elle enclenche au Canada le processus inverse, soit la militarisation progressive du pouvoir. Car les jeux ne sont pas faits en 1663. L'administration bicéphale implantée par Colbert dans les colonies d'Amérique — d'un côté les commissaires du roi, de l'autre une cour souveraine enracinée dans le pays — traduit davantage le poids de la tradition française que les visées centralisatrices du secrétaire d'État. Et comme les fonctions des uns et des autres sont plutôt mal définies et se chevauchent, les rapports de force ne sont pas encore fixés<sup>7</sup>. Ils le deviendront. Rapidement, le Conseil supérieur est dépouillé de ses compétences administratives, très vastes dans l'édit de création, pour n'être guère plus qu'un tribunal sous surveillance. Même son droit d'enregistrement est sévèrement limité au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les attributions et la marge d'autonomie des trois tribunaux royaux de première instance sont pareillement rognées. L'étude de ces institutions et des importantes modifications qu'on leur fait subir entre 1663 et 1760 reste à faire<sup>8</sup>. Nous ne faisons que signaler la tendance et la replacer dans le contexte militaire qui la justifie en ajoutant toutefois une dernière observation à propos de l'absence d'offices vénaux dans la colonie. Un progrès, disent les historiens, un gage de compétence et d'honnêteté puisque les magistrats qui ne donnent pas satisfaction peuvent être révoqués. Mais de fait, on révoque rarement, et toujours pour insoumission plutôt que pour incompétence. En règle générale, la précarité des emplois rend les titulaires craintifs, très vulnérables aux pressions du gouverneur et de l'intendant, parfois tirillés entre les deux, et incapables de défendre leurs institutions<sup>9</sup>.

Le gouverneur, celui que l'on appelle toujours « Monsieur le

général », réunit en sa personne la dignité et l'autorité. Contrairement aux gouverneurs de province qui ne conservent que la dignité, « du bruit, des trompettes, des violons, un air de royauté », comme l'écrivait Madame de Sévigné, ceux du Canada jouent un rôle de premier plan<sup>10</sup>. Que la justice et, en principe du moins, la police soient du domaine de l'intendant n'entame pas le pouvoir réel et très étendu du représentant du roi, demeuré intact jusqu'à la fin du régime<sup>11</sup>. Les querelles entre gouverneurs et intendants, si fréquentes au XVII<sup>e</sup> siècle, ne doivent pas masquer le fait qu'en dernière analyse les priorités militaires prennent le pas sur tous les autres aspects de l'administration et imposent une collaboration sur l'essentiel. D'ailleurs, après 1715, les rivalités s'apaisent<sup>12</sup>. La participation des intendants à l'administration militaire n'est pas un trait original puisqu'en France aussi leur compétence en ce domaine est considérable, particulièrement dans les régions frontières et les pays conquis, mais elle est encore plus marquée au Canada<sup>13</sup>. Tant par sa formation, dans les bureaux de la Marine, que par ses attributions et ses affinités, l'intendant qui siège dans les conseils de guerre et a pour tâche principale de gérer les finances, soit essentiellement le budget militaire, se rapproche davantage d'un intendant de l'armée que d'un intendant de province. On a vu l'intendant Champigny se rendre à Cataracoui, en juin 1687, et ordonner l'« arrestation » d'Iroquois sur le lac Ontario<sup>14</sup> et, aux derniers jours de la colonie, l'intendant Bigot quitter la capitale pour s'installer dans le camp de l'armée de Beauport; deux actions isolées, sans doute, mais qui nous invitent à étudier les terrains d'entente au lieu de monter en épingle le moindre différend, à ne pas se contenter d'interprétations faciles comme l'opposition séculaire entre la robe et l'épée, gage de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs<sup>15</sup>.

L'orientation militaire se reflète aussi dans la nature des impôts. La population est assujettie à une série de prélèvements directs, de prestations en nature : milice, corvées pour les fortifications, logement des gens de guerre, réquisitions de bras, de charrois, de grains.

La mobilisation est sous la responsabilité de l'état-major dans chacun des trois gouvernements. Nous avons vu plus haut comment l'agrégation de la noblesse coloniale au corps de la Marine a renforcé une structure sociale inégalitaire qui autrement risquait de s'estomper. Associée au pouvoir, cette noblesse militaire donne en retour à celui-ci de solides assises dans le pays.

En résumé, la présence permanente des troupes, la primauté de l'alliance indigène et les guerres incessantes sont autant de développements imprévus qui accentuent la centralisation et durcissent les pratiques administratives. Dans les deux dernières décennies du régime français, le Canada ressemble de plus en plus à une grande garnison, commandée plutôt que gouvernée. « Cette administration, la plus absolue qui fut jamais, ne connaît ni représentations, ni difficultés, ni délais, ni refus », dira un colon et ancien employé du roi à la fin du régime<sup>16</sup>. Telle est la toile de fond des chapitres suivants et de celui-ci en particulier qui s'attarde sur l'organisation gouvernementale sur le plan local et sur le rôle des milices urbaines et rurales dans la formation des communautés et le maintien de l'ordre public.

## 1. Police urbaine et milices bourgeoises

### *a) Des villes bien surveillées*

Depuis les années 1670, les villes canadiennes n'ont plus aucune organisation municipale. Dans les débuts, les colons de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal avaient leurs assemblées générales sur le modèle des villages de France, qui regroupaient les hommes libres et domiciliés et élaient chaque année un procureur syndic pour gérer en leur nom les affaires et les propriétés de la communauté<sup>17</sup>. L'historien de cette période, Marcel Trudel, lie la présence des syndics au Conseil établi en 1647 pour gérer la colonie, où ils ont une voix consultative puis délibérative, sans tenir compte des fonctions locales de ces élus qui justifient d'abord leur existence<sup>18</sup>. Pour aménager,



ordonner et protéger les premiers établissements, les habitants durent nécessairement se rassembler en communautés sous l'autorité des gouverneurs et ce, avant même la création du Conseil de Québec. Exclue de celui-ci et de l'administration coloniale générale dès 1657, les trois syndics continuèrent de s'occuper de la police municipale jusqu'à ce que Colbert ordonne leur suppression en 1673. Quatre ans plus tard, c'est chose faite<sup>19</sup>. Le retrait de ce privilège ne créa pas de remous apparent et le souvenir de l'institution, qui avait quand même fonctionné pendant une trentaine d'années, s'estompa rapidement. Les grands perdants furent les artisans et les commerçants, soit la fraction moyenne et majoritaire de la population urbaine qui avait fourni la plupart des syndics des années 1650 et 1660 et perdait ainsi le moyen de se faire entendre. La suppression des assemblées de ville laissa l'élite indifférente, semble-t-il, car dans le cas contraire ses protestations auraient été rapportées dans la correspondance officielle. Régulièrement consultés par les autorités, nobles et négociants ne sentent pas le besoin de faire front commun avec le peuple pour conserver le droit de s'administrer eux-mêmes. La tradition communale qui avait réussi à traverser les mers n'est pas assez forte pour résister à la volonté du pouvoir central et les impôts créés au XVIII<sup>e</sup> siècle ne sont pas de nature à la ranimer. Les citadins sont conscients qu'il n'y a « aucun syndic ni personne publique pour représenter l'intérêt public », mais ils s'en accommodent<sup>20</sup>.

À partir de 1663, les règlements généraux touchant l'ordre public sont émis par le Conseil souverain et les commissaires royaux tandis que la police particulière ou l'application de ces règlements dans les villes relève du lieutenant général civil et criminel ou juge du lieu<sup>21</sup>. Dans l'exercice de leurs fonctions administratives, les magistrats se trouvent à tout instant en concurrence avec les représentants du roi, au point où l'on peut parler de deux sinon de trois niveaux de gouvernement urbain. Directement ou par l'intermédiaire de leurs subdélégués, les intendants interviennent régulièrement dans les affaires de police et fréquemment dans les procédures judiciaires. Entre le

commissaire de la Marine, subdélégué d'office à Montréal, et les officiers de cette juridiction, les relations sont toujours tendues et les affrontements se multiplient dans les années 1740, car le lieutenant général, Guiton de Monrepos, tolère moins bien que ses prédécesseurs que l'on empiète sur ses compétences et porte atteinte à la dignité de sa charge<sup>22</sup>. Québec et Trois-Rivières sont à l'abri de tels conflits car, par nécessité peut-être, par astuce à coup sûr, ce sont les procureurs et les juges royaux qui agissent comme subdélégués. Parfaitement soumis à l'intendant, ces officiers coloniaux contribuent ainsi à l'érosion de leurs propres pouvoirs<sup>23</sup>. Peu à peu, l'administration de la ville, soit la réglementation des métiers, l'approvisionnement des marchés, la taxation des denrées, échappe aux tribunaux<sup>24</sup>. Ils conservent en partie la voirie et la police des cabarets et poursuivent divers petits contrevenants mais doivent rapporter à l'intendant les affaires plus considérables « qui pourraient avoir quelque relation au bien, à la sûreté publique et à la police des troupes », c'est-à-dire à peu près tout<sup>25</sup>.

Les gouverneurs particuliers et les officiers d'état-major, lieutenants de roi, majors et aides-majors, représentent le troisième palier d'autorité, et le premier en matière de répression puisque le pouvoir civil n'a pas les moyens de faire régner l'ordre. En principe, il devait s'appuyer sur la maréchaussée, un corps d'origine militaire voué principalement à la poursuite des brigands et des déserteurs dans les campagnes françaises qui fut introduit à Québec en 1677 pour dispenser la même justice expéditive contre les gens sans aveu ou non domiciliés et pour prêter main-forte à la justice ordinaire<sup>26</sup>. Or, dans le territoire habité par les Français, le vagabondage n'était pas assez important pour justifier un tribunal d'exception et l'arrivée des troupes de la Marine quelques années plus tard rendit la présence de la maréchaussée encore moins nécessaire. Au lieu de l'abolir, on la laissa languir. Le prévôt n'a qu'un exempt et quatre archers sous ses ordres à Québec et une autre petite brigade composée d'un lieutenant et de trois archers établie à Montréal en 1711, en principe pour arrê-

ter les Amérindiens en état d'ivresse<sup>27</sup>. Dans les deux villes, la maréchaussée seconde les officiers de justice et les commissaires du roi dans l'application des ordonnances et elle escorte les condamnés aux supplices et exécutions publics. Sa faiblesse ne lui permet guère de poursuivre les malfaiteurs et les déserteurs au-delà du périmètre urbain, d'autant moins qu'elle n'a pas de chevaux en propre pour les randonnées. Elle en loue à l'occasion et ne fait presque aucune course sans le renfort des soldats de la Marine<sup>28</sup>.

Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre novembre et avril, la garnison de Québec compte un peu moins de 200 soldats et sous-officiers, celle de Montréal presque 500, ce qui représente 1 militaire pour 2,5 personnes en 1700, et pour 6 ou 7 dans les années 1740<sup>29</sup>. Le reste de l'année, on envoie une partie des soldats dans les postes éloignés, tout en s'efforçant de maintenir des garnisons urbaines suffisantes pour inspirer le respect et assurer la paix publique. Les huis-siers qui vont effectuer une prise de corps, signifier un décret d'assignation ou de saisie pouvant provoquer des mouvements d'humeur et des résistances, se font accompagner d'un sergent et de quelques soldats. De même, la cour ne se déplace jamais pour aller enquêter sur des crimes commis à la campagne sans être accompagné d'un détachement militaire. L'état-major ne fait pas que prêter ses hommes à la justice. Gardiennes de la paix et responsables en particulier du service du guet, les troupes interviennent, sur l'ordre de leurs propres officiers, chaque fois qu'un crime ou un désordre leur est signalé. Si les personnes appréhendées sont des civils, les ordonnances exigent que le juge, aussitôt prévenu de l'arrestation, prenne la suite des procédures<sup>30</sup>. Apparemment, la règle est mal observée. Dans les bagarres assez fréquentes entre soldats et colons, ces derniers se retrouvent souvent au cachot pour une période plus ou moins longue sans décret de justice. À l'occasion des travaux sur les fortifications, les officiers des troupes ne se gênent pas non plus pour emprisonner les corvéables indociles sans faire appel à la cour. Les magistrats s'en plaignent, les officiers sont blâmés, mais la pratique

n'en continuent pas moins<sup>31</sup>. À défaut d'avoir le droit pour soi, l'état-major peut recourir à l'intimidation. Ayant décidé par exemple de transformer la place du marché de Montréal en place d'armes, il harcèle les paysans et le public à maintes reprises pour les faire déguerpir. L'intendance n'encourage pas ces abus, ni bien d'autres manifestations d'arrogance, mais elle préfère souvent fermer les yeux<sup>32</sup>. Joignant sa voix à celle des gouverneurs, elle réclame une augmentation des troupes pour la sûreté du pays et, tout autant, pour le maintien du bon ordre et de l'autorité<sup>33</sup>.

Pour la population urbaine, le militaire représente d'une part un fardeau, une source de tapages et de désordres, d'autre part la sécurité de leurs biens et de leurs personnes, et cette dernière considération semble l'emporter sur les premières. Sans s'embarrasser des conflits de juridiction, les gens reconnaissent l'autorité à sa force d'intervention et courent spontanément au corps de garde chercher protection<sup>34</sup>. Cette confiance prend parfois un tour surprenant. En 1728, les artisans et les commerçants de Montréal qui s'inquiètent de la rareté et de la cherté des blés adressent leur requête non pas aux autorités compétentes, juge ou subdélégué, mais au gouverneur de la place car, dans leur esprit, lui seul peut agir efficacement contre les accapareurs<sup>35</sup>. À part quelques documents égarés dans d'autres fonds comme celui-ci, les archives des états-majors n'ont pas été conservées. Celles des subdélégations non plus<sup>36</sup>. Tout un pan de la scène urbaine échappe ainsi à l'attention des historiens, en particulier les affaires opposant colons et Amérindiens, civils et militaires, et tous les mouvements collectifs étouffés dans l'œuf, murmures, désordres mineurs, chansons et autres provocations qui, mieux connus, révéleraient peut-être des hostilités latentes, des clivages socioculturels inattendus<sup>37</sup>. La police urbaine ne se résume pas en effet au ramonage des cheminées, au nettoyage des rues et aux écarts des cabaretiers, comme les maigres dossiers des juridictions ordinaires peuvent le laisser croire. Difficilement discernable de la justice, elle touche à tout ce qui menace l'ordre public. Si les villes canadiennes sont relativement pai-

sibles depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, c'est sans doute grâce aux progrès de l'autocontrainte, comme le souligne André Lachance, mais plus encore parce qu'elles sont bien encadrées et étroitement surveillées<sup>38</sup>.

### *b) Les milices bourgeoises*

À l'ombre du militaire, les milices bourgeoises, comme on les appelle, sont peu visibles. La rareté des références en fait foi. À quelques reprises, en 1714 par exemple, puis en 1727, le gouverneur général fit dresser un rôle des milices coloniales et de leurs officiers, à la demande de Versailles<sup>39</sup>. Aucun n'a été conservé. Ne restent qu'un résumé daté de 1744 et une « récapitulation » pour l'année 1750 qui donne le nombre de compagnies par paroisse, leur composition et le nom des capitaines dans le cas des compagnies urbaines. Une enquête sur les officiers de milice dans les sources judiciaires et notariales fournit quelques indices pour le premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces données ont été rassemblées dans les tableaux 6.1 et 6.2.

À Montréal, les compagnies sont plus petites et plus nombreuses, soit 5 déjà en 1721 et 12 en 1750, avec des effectifs variant entre 30 et 110 hommes. Plus peuplé, Québec ne compte pourtant que deux compagnies au début du siècle et sept en 1750, toutes relativement fortes, soit une moyenne de 103 hommes ou le double de celles de Montréal. Comme dans la métropole, l'artillerie relève de la milice bourgeoise et les jeunes citadins sont invités à faire l'apprentissage du canon le dimanche et les jours de fête pour pouvoir défendre leur ville le moment venu<sup>40</sup>. Mais tant que les troupes de la Marine détachées au Canada n'ont pas leur propre compagnie d'artilleurs, soit jusqu'en 1750, le gouverneur compte sur les maîtres-canonniers de Québec et de Montréal pour enseigner le métier aux soldats, ce qui restreint le temps consacré aux élèves miliciens<sup>41</sup>. Il semble que leur formation ait été également négligée après 1750, les officiers et même les maîtres artilleurs de la ville étant continuellement en service dans les postes et à l'armée<sup>42</sup>.

Durant cette période, les compagnies d'infanterie sont encadrées par quatre officiers et même cinq à Montréal, tous des marchands, plusieurs parmi les plus considérables du pays<sup>43</sup>. La réussite commerciale accélère sans doute l'ascension depuis le grade d'enseigne à celui de premier capitaine, et l'ancienneté est également importante. Les gouverneurs doivent respecter ces critères et résister à l'envie de parachuter un nouveau venu plus doué pour les armes à la tête du peloton. Pierre Guy, qui émigre au Canada peu avant 1725, ne met que treize ans à gravir les quatre échelons. Petit commerçant au moment de sa première commission en 1730, il se taille vite une place enviable comme fournisseur des magasins du roi à Montréal et équipier pour la traite des fourrures<sup>44</sup>. D'autres, à la suite d'une carrière moins heureuse, piétineront longtemps dans les grades subalternes et quitteront le corps avant d'avoir obtenu la reconnaissance sociale accordée aux capitaines. Le titre de colonel couronne le *cursus honorum*. Au début du siècle, il est encore réservé aux officiers de justice, avec Jacques Alexis Fleury Deschambaut et François-Marie Bouat, tour à tour lieutenants généraux de la juridiction de Montréal, et le conseiller Jean Crespin qui succède à Chartier de Lotbinière, lieutenant général de la prévôté de Québec. Notons que ces magistrats sont aussi des marchands. Par la suite, la charge de colonel est accordée au plus ancien capitaine<sup>45</sup>. En 1750, les négociants Jean-Baptiste Neveu et Joseph Fleury de La Gorgendière, âgés tous deux de soixante-quatorze ans, sont respectivement colonels des milices de Montréal et de Québec. Même les capitaines sont rarement dans la force de l'âge. Leur moyenne d'âge à la même date est de cinquante-quatre ans. Nous ne connaissons pas les noms des trois ou quatre sergents qui complètent chaque compagnie et pouvons tout au plus supposer que ce sont des artisans et, parfois, d'anciens soldats. Une seule chose est sûre : comme dans les troupes réglées, une barrière sociale les sépare du corps des officiers auquel ils n'ont pas accès.

Quand Louis Charly, capitaine d'une compagnie de milice en 1752, demande au gouverneur de Montréal la permission de quit-

ter le service tout en conservant « les rangs, honneurs, exemptions et prérogatives attachés à la dite charge », il fait surtout référence à l'exemption du logement des gens de guerre, une imposition abhorrée par la bourgeoisie<sup>46</sup>. Les autres avantages sont plus diffus. Dans les églises et les processions, les officiers des villes n'ont pas droit à des distinctions particulières comme c'est le cas à la campagne. S'ils sont présents aux assemblées de police ou invités à d'autres réunions consultatives, c'est à titre personnel, comme notables ou négociants, plutôt qu'à titre de capitaines de milice. Mais la charge n'en revêt pas moins de prestige à leurs yeux, comme en témoignent la vive concurrence et le souci des préséances à l'intérieur du corps. Un officier des côtes ayant prétendu avoir le pas sur ceux de Montréal dans un rassemblement général, ces derniers portent aussitôt l'affaire à l'attention du gouverneur et font enregistrer sa réponse, laquelle confirme que les officiers des villes ont préséance sur ceux des campagnes, et la capitale sur les deux autres villes<sup>47</sup>. En prenant possession de sa charge, le colonel va présenter sa commission au commandant militaire de la place et, à son tour, il reçoit celle des nouveaux officiers de milice du gouvernement, petites cérémonies qui légitiment son titre et confirment tous les impétrants dans leurs dignités<sup>48</sup>.

On peut supposer que chaque compagnie de milice regroupe les hommes d'un même quartier. La ségrégation socioprofessionnelle n'étant pas encore très développée, la territorialité va de pair avec la diversité des conditions. Les propriétaires, soit la majorité des chefs de ménage, forment le noyau stable de la compagnie, et les locataires, qui vont et viennent entre ville et campagne et d'un quartier à l'autre, la frange instable<sup>49</sup>. Les jeunes gens engagés pour des voyages saisonniers, les apprentis et les domestiques qui ne disposent pas librement de leur personne représentent un autre groupe de miliciens virtuels. La compagnie est aussi censée intégrer comme simples fusiliers tous les gentilshommes dépourvus de commissions royales dans les troupes de la Marine ou autres emplois, mais nous savons qu'ils ne se plient pas à cette directive<sup>50</sup>. Bref, des problèmes de mobilité, de dis-

ponibilité et de susceptibilité sociale compromettent l'universalité du service en milieu urbain. Mais de quel service s'agit-il? Les compagnies de milice sont-elles autre chose qu'un système d'inscriptions révisées à la hâte avant chaque levée de conscrits? Existent-elles en permanence sur le terrain? Y a-t-il des rôles tenus à jour, des exercices une ou deux fois par mois et des inspections d'armes tel que recommandé, des liens durables entre les hommes et leurs officiers? Ces compagnies représentent-elles une force d'ordre dans la ville, leur a-t-on confié des fonctions particulières? Les sources administratives fournissent peu de réponses, aucune par exemple sur l'entraînement militaire. Si les citadins sont mieux formés et mieux armés que les paysans, pourquoi ne pas signaler leur zèle à Versailles qui ne cesse de s'enquérir de ces questions, au lieu de ces commentaires désabusés sur les milices en général? Et si les compagnies urbaines ne se rassemblent pas régulièrement pour l'exercice, que reste-t-il pour établir les rapports internes d'autorité et de solidarité qui leur donneraient corps?

Au Canada, comme nous l'avons vu, le guet ou rondes de nuit et le service des portes, les deux fonctions traditionnelles des milices bourgeoises, sont assumés par les troupes de la Marine, sauf dans des circonstances exceptionnelles, comme à Québec en 1690, à Montréal en 1692 et durant la guerre de Succession d'Autriche<sup>51</sup>. En 1744, la garnison de Montréal réduite à moins de 200 hommes, malades et estropiés compris, ne peut plus garder l'enceinte de 3 500 mètres de pourtour. On commence par murer et barrer 8 de ses 15 portes et on confie une partie de la surveillance aux officiers de milice, sous l'autorité de l'état-major militaire. Le guet est alors plutôt tourné vers le dehors, pour prévenir un coup de main ennemi toujours possible et pour empêcher les Amérindiens, en particulier les alliés des pays d'en haut logés dans un hangar hors des murs, de circuler dans la ville la nuit tombée<sup>52</sup>. La participation de la milice à la police urbaine, quand elle ne dispose même pas d'un corps de garde pour abriter ses factionnaires, n'est qu'un arrangement temporaire devenu superflu après l'augmentation des troupes en 1750. Elle est encore moins fré-



quente à Québec. En 1742, pour enrayer une vague de brigandage, le gouverneur fait patrouiller la ville par les milices toutes les nuits pendant deux mois, mais d'ordinaire la maréchaussée et les troupes suffisent à la tâche, même en temps de guerre<sup>53</sup>.

Il y a aussi les cérémonies. En novembre 1686, pour inaugurer le buste de Louis XIV, les bourgeois de Québec avaient été placés autour de la place de la Basse-Ville lorsque l'un d'eux quitta le rang, laissant là le fusil qu'il avait emprunté pour l'occasion. Son voisin, qui ne trouvait pas le sien, s'en empara et pour badiner, ignorant que l'arme était chargée de plomb, fit feu sur un passant qui mourut de ses blessures. À la suite du procès, le Conseil supérieur fit défense d'apporter des fusils chargés aux assemblées de milices et de tirer autrement qu'en l'air et au commandement<sup>54</sup>. Et, détail significatif, la cour ne tint pas les officiers de milice responsables de l'accident et ne les cita même pas comme témoins. Les compagnies franches de la Marine nouvellement arrivées au pays ne participaient pas à cette cérémonie, mais dans celles qui suivent, elles sont toujours bien en vue, impeccablement rangées en bataille dans leurs uniformes blancs et bleus, avec les fifres, les tambours, les enseignes semées de lis d'or et la panoplie des grands jours : piques, haliebardes, épées et fusils de Tulle. Québec ne ménage pas la poudre pour saluer en grande pompe l'arrivée d'un nouvel évêque, gouverneur ou intendant. Celui-ci est accueilli sur le rivage par les officiers de la prévôté qui remplacent pour l'occasion les élus municipaux. Le reste de la composition et l'ordre du cortège officiel de ces « entrées » varient selon la dignité que l'on honore, mais les officiers de milice n'y figurent pas. Avec leurs compagnies en armes, ils font la haie le long du parcours. La première visite des dignitaires à Trois-Rivières et à Montréal se fait également au bruit des cloches, des canons et des tambours, au milieu des soldats et des citoyens en armes<sup>55</sup>.

À côté des troupes réglées, les milices urbaines qui n'ont ni uniforme ni drapeau, que des fusils de chasse dépareillés et un tambour pour scander leurs mouvements, font piètre figure dans ces cérémo-

nies. « [C']était peut-être la chose qui attachait le plus à la milice », écrit Moreau de Saint-Méry en parlant des uniformes somptueux et bigarrés des compagnies de Saint-Domingue, devenus au fil des ans objets de fierté et d'émulation entre les quartiers de l'île<sup>56</sup>. Le fait que les milices des villes canadiennes se contentent de paraître dans leurs habits du dimanche, sans signe distinctif autre que le hausse-col ou ornement métallique porté par les officiers, n'est pas purement anecdotique<sup>57</sup>. La place marginale de l'institution dans la communauté urbaine ne justifie pas les étalages vestimentaires, et les compagnies n'ont pas assez de cohésion pour avoir envie de se distinguer à grands frais. Entre les capitaines de milice qui n'ont ni pouvoirs ni responsabilités et ces regroupements instables de citoyens, les liens semblent très lâches. Les occasions d'agir en corps sont si rares qu'on ne voit guère comment la milice pourrait renforcer les liens de voisinage et contribuer à la construction d'une identité citadine. Il en va tout autrement dans les paroisses rurales.

## 2. Le gouvernement des campagnes

La police générale et particulière des campagnes relève directement et exclusivement de l'intendant et de ses subdélégués dans chaque gouvernement, sauf à quelques endroits où une cour seigneuriale bien établie aide à poursuivre les contrevenants<sup>58</sup>. Écartés de l'administration des côtes, les tribunaux royaux de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal continuent de rendre la justice dans l'étendue de leur juridiction concurremment avec l'intendant et ses représentants, dont divers notables ruraux, curés, notaires, officiers seigneuriaux, etc., pourvus de commissions provisoires pour enquêter ou régler telle ou telle affaire<sup>59</sup>. Un sondage dans la série des ordonnances des intendants montre que leurs interventions personnelles dans la sphère judiciaire sont plus limitées qu'ils ne le laissent parfois entendre, soit une cinquantaine de causes par année en moyenne

avant 1748, provenant en majorité des paroisses rurales du gouvernement de Québec<sup>60</sup>. Ils jugent en priorité les litiges relatifs à la propriété et aux privilèges seigneuriaux et bon nombre de disputes familiales, mais toutes les affaires sommaires, en particulier celles qui se terminent par un règlement à l'amiable, n'ont peut-être pas été enregistrées. Ailleurs dans la colonie, ce sont surtout les subdélégués qui reçoivent les plaideurs qui préfèrent éviter la justice ordinaire et, comme nous l'avons vu, ces dossiers ont disparu.

Les capitaines de milice sont chargés de la publication et de l'exécution des ordonnances de police dans la paroisse, de l'exécution des décrets judiciaires des commissaires du roi et de ceux des tribunaux quand il n'y a pas de huissier à proximité. Ils comblent un vide institutionnel. Pour remédier à la rareté des justices seigneuriales et à l'absence de communautés rurales légalement constituées, les autorités ont fait de cette organisation militaire qu'est la milice un rouage essentiel de l'administration des campagnes. Elles y sont parvenues, non pas à la suite d'une décision et d'un plan précis, mais peu à peu, d'une expérience à l'autre, jusqu'à ce que la pratique se révèle assez efficace pour être étendue à toute la colonie, pas avant le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, semble-t-il<sup>61</sup>. Les retombées de cette politique sur les collectivités rurales sont importantes. Ainsi transformée en force d'ordre locale, la milice offre aux habitants une structure hiérarchisée qui ordonne et consolide les relations de voisinage, qui à travers une série de conflits et de compromis définit et gère les intérêts communs, qui, enfin, médiatise les rapports entre la paroisse et le monde extérieur. Commençons par décrire son organisation générale et par identifier ces « capitaines de côte », comme on les appelle alors, qui font l'apprentissage du pouvoir.

#### *a) Les cadres de la milice rurale*

Le recensement général des milices de 1750 qui a déjà servi à décrire les milices urbaines représente le seul tableau d'ensemble de l'institu-

tion dans les campagnes<sup>62</sup>. Il donne le nombre de compagnies par paroisse et le nombre d'hommes et d'officiers par compagnie, mais le document est anonyme. Pour connaître l'organisation antérieure et identifier les officiers de milice, nous avons donc fait appel à d'autres sources. Le procès-verbal de 1721 sur la commodité et l'incommodité des paroisses a permis de cerner d'assez près le nombre de compagnies dans chacun des trois gouvernements et d'identifier 124 officiers et sous-officiers qui figurent parmi les témoins de cette enquête. Nous avons établi une seconde liste d'officiers à partir des intitulés des actes notariés passés entre 1710 et 1729, tels que retranscrits dans la banque de données Parchemin<sup>63</sup>. Une douzaine de noms recueillis dans une enquête de 1729 sur les provisions de blé sont venus s'ajouter. Le tableau 6.2 rassemble les éléments quantitatifs de ces documents<sup>64</sup>. La moitié des 149 personnes identifiées dans les actes des notaires figuraient déjà dans la liste de 1721, ce qui laisse 75 nouveaux noms (58 dans les côtes) pour compléter l'échantillon. Avec un total de 180 individus, nous rejoignons certainement la plupart des officiers des milices rurales du premier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle.

À cette époque, il y a environ une compagnie par paroisse, avec des effectifs très inégaux selon l'état du peuplement. Dès qu'une côte compte une trentaine de familles, le gouverneur nomme un capitaine et sitôt après un lieutenant et un enseigne pour le seconder. Chaque compagnie comprend un ou deux sergents, vraisemblablement nommés par le capitaine de la côte. Déjà solidement implantée dans le gouvernement de Québec, l'institution marque un retard dans celui de Montréal qui compte moins de compagnies et d'officiers relativement à sa population. Pour chapeauter les compagnies et coordonner les opérations dans une région donnée, on a aussi créé des majors et des aides-majors, par exemple pour la côte du Sud en aval de Québec, l'île d'Orléans, la côte de Beaupré ou les seigneuries de Beauport et Charlesbourg réunies, sans compter une majorité générale dans chaque gouvernement. Trente ans plus tard, le nombre d'hommes aptes à porter les armes a doublé mais le nombre d'officiers dans les

Tableau 6.1 — Recensements des milices, 1744 et 1750

[illegible]

\* Le recensement de 1744 ne donne pas le nombre de compagnies dans le gouvernement de Trois-Rivières et le chiffre 1 150 couvre à la fois la ville et les côtes. Sources: AG, C11A, v. 81: 177. « Recensement des milices du Canada en 1744 »; C11A, v. 95: 344-349. « Récapitulation des milices du gouvernement général du Canada, 1750 ».

Tableau 6.2 — Officiers de milice identifiés, 1710-1729

	Milices urbaines				Milices rurales				Ensemble
	Québec	Trois-Rivières	Montréal	Total	Québec	Trois-Rivières	Montréal	Total	
1721									
État-major									7
Capitaines		1	1	2					48
Lieutenants									32
Enseignes									20
Sergents									15
Total		1	1	2					122
1710-1729									
État-major	1			1					8
Capitaines	1	1	6	8					24
Lieutenants	1	3		4					11
Enseignes		3	1	4					15
Total	3	7	7	17					58
Ensemble	3 (2)	8 (1)	8 (5)	19 (8)	92 (32)	31 (8)	57 (22)	180 (62)	199 (70)

\* Évaluation approximative.

Sources : RAPQ (1921-1922), p. 262-380, Procès-verbal sur la commodité et l'incommodité des paroisses de M.-B. Collet, 1721; BANQ-CAQ, TP1, S777/I, f. 175-226, Recensement des grains, 1729; autres officiers identifiés dans le répertoire des actes notariés *Parchemin*. Au total 149 officiers ont été identifiés dans cette dernière source, dont 74 qui figuraient déjà dans le procès-verbal de 1721 et qui, par conséquent, ont été éliminés du tableau.

côtes a presque quadruplé<sup>65</sup>. Cette inflation résulte à la fois d'un mouvement de hausse graduel et d'une brusque augmentation pendant la guerre de Succession d'Autriche. Le cas de La Prairie servira à illustrer ces mouvements. La seigneurie ne compte qu'une compagnie et trois officiers en 1721, quatre compagnies et 17 officiers en 1745, six compagnies et 20 officiers en 1750. On a ajouté un capitaine en second dans certaines compagnies et un major pour l'ensemble de la seigneurie. Entre-temps, le nombre de feux est passé de 100 à 300, une croissance plus rapide qu'ailleurs mais qui ne justifie pas à elle seule l'alourdissement de l'encadrement<sup>66</sup>. Les responsabilités civiles accrues que l'administration impose aux officiers des côtes et les avantages personnels que ceux-ci retirent de leur position sont aussi à l'origine de la multiplication des commissions. Les compagnies du gouvernement de Québec dénombrées en 1750 sont souvent considérables, jusqu'à 170 miliciens, et requièrent 6 à 8 officiers. La moyenne générale y est de 91 hommes et 5,2 officiers par compagnie en regard de seulement 64 hommes et 3,7 officiers dans le gouvernement de Montréal.

Les gouverneurs insistent sur l'importance de choisir de bons officiers de milice pour maintenir les gens de la campagne dans la subordination, des personnes sages, capables de se faire obéir<sup>67</sup>. Les recommandations du curé ou du seigneur sont utiles, surtout quand ce dernier appartient à l'élite militaire, mais l'accord des officiers déjà en place dans la paroisse compte davantage. Vaudreuil, à qui on reprochait d'avoir nommé à Portneuf un capitaine de milice indigne de sa charge, par favoritisme, défend ainsi son choix : « [J]'ai suivy sur cela la coutume; outre qu'il est le meilleur habitant de cette seigneurie, son beau-père a exercé cet employ depuis plus de 20 à 30 ans et j'aurois crû faire une injustice de ne le pas donner a son gendre, les S<sup>rs</sup> de Portneuf et Dejordy seigneurs en ce tems de ce lieu me l'ayant demandé avec instance<sup>68</sup>. » Ainsi, dès le début du siècle, l'hérédité de ces fonctions est entrée dans les usages, le fils et, à son défaut, le gendre succédant au père, et la même famille fournissant souvent les

cadres des nouvelles compagnies, de sorte que les réseaux de parenté s'étendent souvent sur plusieurs paroisses voisines. Dans ce système de cooptation déguisée, les commissions du gouverneur entérinent le choix des « anciens et principaux habitants ». Il s'ensuit que le corps des officiers de milice compte peu de nouveaux venus. Sur 60 officiers du gouvernement de Québec présents à l'enquête de 1721, seulement 7 sont nés en France. Le phénomène est cependant moins marqué dans la région de Montréal, alimentée par un courant migratoire continu en provenance du reste du pays et des troupes de la Marine. La proportion d'officiers de milice nés en France y est plus forte, soit 7 sur 27<sup>69</sup>. Les anciennes familles réussissent ici et là à confisquer les emplois de milice à leur profit mais, dans l'ensemble, les immigrants s'imposent plus facilement dans l'Ouest de la colonie.

La controverse déjà ancienne au sujet de l'origine sociale des officiers de milice reposait sur un postulat erroné, à savoir que la milice aurait été la matrice de la société canadienne. Ainsi, les historiens qui voulaient démontrer que celle-ci était égalitaire et démocratique ont-ils insisté sur l'origine populaire des capitaines de milice, un simple habitant capable de s'affirmer vis-à-vis de son seigneur, du gouvernement et des hommes de la paroisse qui le suivaient à la guerre<sup>70</sup>. Voulant prouver au contraire le caractère « féodal » de la société, Fernand Ouellet a vu dans ces officiers des gentilshommes, des seigneurs puis des bourgeois traîtres à leur état qui embrassaient les valeurs militaires de la noblesse dans l'espoir de s'y intégrer<sup>71</sup>. Débat stérile s'il en est. Constatons simplement que le profil des officiers de milice reflète la structure socioprofessionnelle locale et non pas l'ordre social en général. Entre 1710 et 1729, on ne trouve guère que des paysans dans les côtes, d'où une majorité de paysans (75 % environ) à la tête des compagnies de milice, choisis dans les familles pionnières qui ont du bien<sup>72</sup>. Nous relevons aussi une douzaine de commerçants, navigateurs ou anciens voyageurs, et deux notaires. Second en importance, le groupe seigneurial comprend 12 employés seigneuriaux, receveurs, gérants, procureurs fiscaux et juges, ainsi que 15 seigneurs



ou fils de seigneurs. Ces derniers ne possèdent souvent qu'une portion de fief ou un arrière-fief. Certains sont originaires du lieu, donc de souche paysanne; les autres sont des commerçants qui ont quitté la ville pour vivre sur la terre qu'ils ont achetée ou reçue en partage. Cinq seigneurs ou membres d'une famille seigneuriale figurent parmi les 14 officiers d'état-major. Au fur et à mesure que la tâche du capitaine de côte s'alourdit, les seigneurs ont avantage à abandonner l'emploi à leurs censitaires et à se réserver celui de major ou de commandant, plus prestigieux qu'onéreux. Si l'hypothèse est juste, les seigneurs-capitaines seraient encore plus rares au milieu du siècle.

La présence seigneuriale directe ou indirecte chez les officiers est particulièrement visible sur la côte du Sud en aval de Québec et dans le gouvernement de Trois-Rivières. La planche des seigneuries publiée dans l'*Atlas historique du Canada* montre que ces régions ont deux traits communs : l'origine roturière de nombreux concessionnaires et l'exiguïté de leurs propriétés<sup>73</sup>. Or, les seigneurs que nous retrouvons dans les emplois de milice n'appartiennent pas à la noblesse coloniale, qui a reçu la majeure partie du sol et qui fait carrière dans les troupes de la Marine. Les Costé, Fortin, Guimont, Petit, Lefebvre, Jutras, Brunet et autres sont de petites gens, socialement très près de leurs censitaires, ce qui ne facilite pas l'exercice de l'autorité. Ce n'est pas un hasard si les disputes entre les capitaines de côte et les seigneurs éclatèrent précisément dans le gouvernement de Trois-Rivières. Ces derniers exigèrent que le capitaine ne publiât aucun ordre de l'administration centrale sans qu'ils en prissent d'abord connaissance. L'affaire fut jugée assez sérieuse pour être portée à l'attention du ministre en 1711, qui donna tort aux seigneurs querelleurs<sup>74</sup>. Le meilleur moyen d'éviter ces problèmes n'est-il pas de demander un emploi dans la milice pour eux-mêmes ou un membre de leur famille? Ce genre de conflit risque moins de se produire dans le gouvernement de Montréal, où domine la grande propriété ecclésiastique et nobiliaire<sup>75</sup>. Forts de leur position sociale, les prêtres et les gentilshommes ont d'autres moyens d'intervention dans les affaires de la paroisse et

ils connaissent avant tout le monde, parce qu'ils ont été consultés, les ordonnances qui la concernent. Déjà en 1710-1729, la proportion de paysans parmi les officiers de milice de l'ouest de la colonie est légèrement plus élevée qu'ailleurs et, d'après une liste sommaire d'une centaine de noms recueillis dans les archives judiciaires et autres entre 1740 et 1755, elle pourrait alors atteindre 90 %. Les paysans ont pour eux la stabilité que n'ont pas toujours les autres catégories professionnelles, les marchands des côtes, par exemple, nombreux dans la région mais peu visibles dans nos listes<sup>76</sup>.

L'analyse de l'origine sociale des officiers de milice vient confirmer les conclusions du chapitre 3 : en optant pour les troupes réglées, la noblesse coloniale en bloc, y compris ses membres qui poursuivent d'autres carrières, a tourné le dos aux commissions dans la milice que Versailles voulait lui réserver, comme si les accepter eut été une dérogance<sup>77</sup>. Pas de mouvement en sens inverse non plus. La milice n'est pas un tremplin vers un emploi dans les troupes ni une voie d'accès à la noblesse. De fait, la milice rurale suit et précise les contours d'une autre catégorie sociale, celle des notables dont le prestige et l'influence s'arrêtent aux frontières de la paroisse.

L'expérience militaire n'entre pas dans les critères de sélection des officiers de milice et, mis à part une poignée de soldats démobilisés parmi la minorité née en France, ils n'en ont pas non plus. On ne compte d'ailleurs pas sur eux pour former la paysannerie au métier des armes, du moins pas avant les années 1750. D'autre part, leur âge avancé exclut qu'ils puissent servir utilement à la guerre. En 1721, les capitaines ont en moyenne cinquante ans, les lieutenants et les enseignes quarante-sept ans<sup>78</sup>. Quelques sondages montrent que les officiers du milieu du siècle sont au moins aussi âgés. Par exemple, l'âge moyen de 11 capitaines et lieutenants de La Prairie en 1745 est de cinquante-deux ans<sup>79</sup>. Dans un petit groupe de 25 officiers ruraux cités comme témoins en cour entre 1743 et 1758, six ont plus de soixante-cinq ans. Les doyens, Prisque Lessard de Sainte-Anne de Beaupré et Jean-Baptiste Quenel de Lachine, ont respectivement

soixante-seize et soixante-quatorze ans<sup>80</sup>. Visiblement, cette société croit que la sagesse est le privilège de l'âge. Nous croisons de temps à autre un « ancien capitaine de milice » qui n'a pas attendu la mort pour céder sa place, mais, à l'évidence, rien ne les y oblige, et, en attendant, les autres officiers vieillissent dans les grades subalternes. L'âge, d'ailleurs, n'empêche pas le capitaine de s'acquitter de ses fonctions puisqu'il peut toujours déléguer un de ses hommes sur le terrain. Les problèmes que pose l'analphabétisme peuvent aussi être contournés. Antoine Bazinet, capitaine de milice de Pointe-aux-Trembles, un paysan, s'en remet à un marchand de la paroisse pour la publication des ordonnances sur le parvis de l'église à l'issue de la messe dominicale<sup>81</sup>. Sans être exceptionnel, le cas est cependant moins fréquent que l'on pourrait le croire dans ces campagnes dépourvues d'écoles, où à peine 10 % des paysans savent signer leur nom. Les trois cinquièmes des officiers ruraux qui témoignent en 1721 et en 1729 signent leur déposition (72 sur 116), ce qui dénote un effort certain pour faire honneur à leur emploi<sup>82</sup>.

#### *b) Affaires locales, affaires du roi*

Les circonstances initiales du peuplement, faible immigration, habitat dispersé et individualisme agraire, ne favorisent pas le regroupement des colons. De chaque côté du fleuve, au-delà du pourtour urbain, le paysage qui s'offre à la vue du voyageur, cabanes plantées dans des champs mal essouchés et séparées les unes des autres par de larges bandes boisées, a quelque chose de désolant, d'inquiétant. Les colons vont vivre au fond des bois pour se cacher des autorités, écrivent Denonville et de Meulles, incapables de comprendre que la solitude du pionnier n'est pas recherchée mais inscrite dans la frontière nord-américaine<sup>83</sup>. L'assemblée des habitants pour bâtir une église est la première manifestation collective, un pas pour briser l'isolement. Ils choisissent un syndic ou receveur des aumônes, promettent, chacun selon ses moyens, de fournir des journées ou des matériaux et,

peu de temps après, l'église est consacrée, le prêtre missionnaire ouvre les registres, et les marguilliers élus, les comptes de la fabrique. Cette première page de l'histoire paroissiale se déroule généralement en vase clos. Parce qu'il n'y a pas encore de curé résident, que les seigneurs sont souvent absents et que l'administration coloniale n'a pas d'autres intermédiaires ou antennes dans les campagnes, les premiers paroissiens règlent leurs affaires entre eux et sans bruit<sup>84</sup>. Vingt ans plus tard, « la petite église en bois qui tombe en ruine » doit être remplacée et commencent alors les tiraillements entre les anciens habitants qui veulent une belle église en pierre pour marquer leur réussite et les pauvres, en majorité des nouveaux colons, qui ne fournissent pas leur quote-part. Cette fois, tout le monde s'en mêle, curé, seigneurs et coseigneurs, évêque, juges, subdélégués et intendants. D'où les dizaines d'ordonnances qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, viennent renforcer l'autorité de l'assemblée et des marguilliers, sanctionner la répartition et imposer des amendes aux retardataires. Les capitaines de milice sont alors souvent chargés de surveiller les procédures et de tenir la main à l'exécution des journées de travail. En principe, il s'agit de dons, librement consentis donc, et accordés aux revenus des donateurs. Mais au cours des assemblées d'habitants, la pression sociale aidant, plusieurs offrent trop et sont ensuite incapables d'honorer cette promesse qui les engage légalement, d'où les poursuites<sup>85</sup>. Si bien des paroisses restent fidèles à la procédure traditionnelle, d'autres remplacent l'offrande facultative par une contribution obligatoire fondée sur l'étendue de la propriété, soit le système rigide mais commode déjà en vigueur pour les travaux de voirie<sup>86</sup>. L'emprunt n'a rien d'étonnant puisque le même groupe de notables préside aux affaires de la fabrique comme à l'aménagement du territoire.

La construction et l'entretien des chemins qui mènent à l'église et au moulin sont des tâches collectives du XVII<sup>e</sup> siècle qui échappent aussi à l'œil de l'administration centrale et, par conséquent, à celui de l'historien. Nous savons toutefois comment les choses se passent à Montréal, seigneurie bien gérée qui a laissé des archives. Comme ail-

leurs dans la colonie, les censitaires sont tenus par leur contrat de concession de céder le terrain requis pour la voie publique. Très tôt, le bailli leur ordonne de nettoyer et d'égoutter la partie du chemin de charroi prise sur le devant de l'habitation et le procureur fiscal poursuit les contrevenants<sup>87</sup>. Devant les piètres résultats, l'assemblée des habitants décide en 1680 de se cotiser pour rendre les chemins enfin praticables et construire les ponts nécessaires. Les contribuables divisés en quatre classes selon leurs ressources fourniront 1 625 livres, les seigneurs 430 livres, et quatre prud'hommes s'occuperont de la perception et de l'organisation des travaux, de l'engagements des manœuvres, etc.<sup>88</sup>. La méthode est équitable et efficace, et pourtant elle ne sera pas retenue dans les autres seigneuries où l'on préfère s'en tenir aux corvées : corvée individuelle sur la devanture et corvée générale sur les chemins qui longent les terres non concédées ou celles des absents et pour les travaux plus difficiles comme les ponts. Si l'ouvrage exige un entrepreneur, la contribution est faite en argent plutôt qu'en journées, mais toujours suivant le même principe, soit au prorata de l'étendue de la propriété<sup>89</sup>. Les terres alignées le long d'un cours d'eau dans un lieu donné ayant presque toutes les mêmes dimensions, la répartition est à peu près égale.

Or, comme l'a bien observé Roland Sanfaçon, ce système fonctionne mal, pas autrement que sous la menace<sup>90</sup>. Deux facteurs sont à l'origine des difficultés. D'abord le climat. Une fois construit, le chemin doit être pratiquement refait chaque année tant les dégâts des gels et dégelés sont importants. Qui plus est, ces travaux onéreux (pas moins d'une semaine pour la devanture, sans doute, compte tenu des faibles moyens techniques) entrent toujours en conflit avec les tâches agricoles. L'hiver étant ce qu'il est dans ce pays, ils ne peuvent pas être reportés à la morte saison, comme en France, par exemple<sup>91</sup>. Deuxième facteur, le système d'imposition lui-même. Le colon a du mal à considérer comme propriété publique un terrain qui lui fut d'abord concédé et qu'il est seul chargé d'aménager. La tentation est grande de rogner sur la largeur réglementaire, de barrer le passage

pour protéger ses bestiaux, bref de traiter le chemin comme une extension de sa terre. La plupart sont cependant prêts à faire leur part puisqu'ils ont besoin de cette voie pour vaquer à leurs affaires, mais à quoi bon travailler sur un bout de chemin qui va se perdre dans les bois, les fardoques et les bourbiers d'un voisin absent ou négligent? L'inaction de quelques-uns anéantit les efforts de la majorité. D'autre part, en dépit des apparences, la répartition des travaux est loin d'être équitable, car dans la colonie, surtout dans les débuts, la superficie d'une terre ne reflète pas les moyens de son propriétaire. Les corvées pèsent plus lourd sur celui qui n'a que quelques arpents en culture et doit louer ses bras pour faire vivre sa famille que sur le paysan bien établi qui a des fils et des engagés à son service. Il était peut-être difficile de procéder autrement pour la construction et l'entretien du chemin de devanture, mais pourquoi ne pas redresser les injustices au moment des corvées générales, en exigeant moins des pauvres et davantage des nantis? Qui a intérêt à créer et à maintenir cette taxe régressive?

En premier lieu, les seigneurs. Le chemin rehausse la valeur d'une seigneurie et on peut supposer que personnellement ou par l'entremise de leurs représentants ils ont joué un rôle important dans l'organisation des travaux. Bons princes, ils fournissent pour l'exemple la corvée individuelle sur la devanture de leur domaine cultivé, lequel n'est généralement pas plus large qu'une censive, mais ils n'entendent pas faire plus<sup>92</sup>. Une répartition qui prendrait les ressources en considération, la rentabilité d'établissements tels que les moulins, les bacs, les pêches ou les terres à bois, gonflerait la contribution seigneuriale, comme on l'a observé en 1681 dans l'île de Montréal où le seigneur assumait 20 % du coût des travaux publics, un exemple qui a dû faire réfléchir. Très vite, donc, la corvée générale « au prorata des terres » entre dans les usages de la colonie avec l'exemption seigneuriale qui s'y rattache<sup>93</sup>. Cette dernière ne passe pas inaperçue. À la demande des censitaires de Rivière-Ouelle, l'intendant Raudot essaie en 1709 de renverser la tendance en imposant à Deschamps de Boishébert les

frais du chemin qui passe sur la partie non concédée de la seigneurie. Toutefois, l'ordonnance, qui reste isolée, ne fait pas jurisprudence<sup>94</sup>. Aucune autre collectivité rurale, semble-t-il, ne s'élève contre le privilège que les seigneurs sont en train d'établir, ce qui ne veut pas dire que tous l'acceptent, mais on fait rarement front commun contre son seigneur. Lorsqu'un droit est jugé abusif, les censitaires résistent à leur manière, par l'inertie et la désobéissance<sup>95</sup>. Ainsi, l'exemption seigneuriale est certainement un des facteurs qui alimentent la mauvaise volonté chronique des corvéables. Pour leur part, les « plus anciens et plus considérables habitants », ceux qui participent toujours à l'assemblée et parlent en son nom, font face à un dilemme : ils aimeraient bien que le seigneur fasse sa juste part, mais n'ont pas envie de changer l'assiette des corvées qui tourne aussi à leur avantage. Produit des rapports de force locaux, le système d'imposition est adopté tel quel par l'intendance lorsqu'elle entreprend la construction des grands chemins en 1706.

L'exécution des travaux est alors confiée aux officiers de milice dans chaque paroisse, sous l'autorité du grand voyer de la colonie. La tâche exige beaucoup de temps et de doigté. Le capitaine doit vérifier régulièrement si tous les riverains ont bien recalé les fossés, nettoyé et renchaussé leur portion de chemin ; en hiver, voir à ce que les balises soient toujours visibles après chaque bordée de neige ; dénoncer les contrevenants et percevoir les amendes. Pour les travaux collectifs, il lui faut publier les ordres, convoquer l'assemblée, dresser les rôles des contribuables, recueillir l'argent pour les épices de celui qui trace le chemin<sup>96</sup> et le prix de l'entrepreneur le cas échéant, rassembler les corvéables, surveiller le chantier, noter les absences, rendre compte au grand voyer, ou à l'intendant si nécessaire, du progrès des travaux et justifier les retards. Un capitaine de côte qui ne remplit pas ces devoirs est en principe tenu responsable du mauvais état des chemins, mais la documentation ne permet pas de savoir si la punition peut aller au-delà de la simple semonce<sup>97</sup>. La dénonciation est une arme qu'un capitaine habile utilise rarement, quand il n'a pas réussi à persuader

et à faire respecter son autorité. Dans ces paroisses où les liens de parenté, de dépendance et de clientèle sont très denses, il ne peut pas non plus dénoncer n'importe qui. Il faudrait pénétrer à petits pas dans chaque paroisse pour découvrir l'arrière-plan social et les stratégies derrière ces requêtes, ordonnances et procès-verbaux d'assemblées, le poids de l'influence seigneuriale par exemple. Le capitaine de milice qui, au nom de l'assemblée des habitants, se heurte au seigneur à propos du tracé d'un chemin ou des droits d'usage sur la commune est aussi celui qui lui fournit les certificats nécessaires pour réunir au domaine les terres des concessionnaires qui ne tiennent ni feu ni lieu et ne paient pas leurs rentes<sup>98</sup>. Cela fait aussi partie de ses fonctions, tout comme la surveillance des cabarets, l'obligation de rapporter à l'intendant les noms de ceux qui vendent des boissons sans permis<sup>99</sup>, qui font des assemblées non autorisées, qui vendent le sel ou le blé au-dessus du prix taxé, qui « s'ingèrent de » montrer à lire et à écrire aux enfants sans l'autorisation de l'évêque, etc.<sup>100</sup>.

Le contrôle des personnes, des entrées et sorties de la colonie, des déplacements d'un lieu à l'autre préoccupe beaucoup les autorités quand le programme d'émigration pénale annoncé sous la Régence commence à prendre une certaine ampleur. Le Canada reçoit d'abord des criminels pour être incorporés dans les troupes, puis des faux-sauniers pour servir comme domestiques ou soldats et des fils de famille exilés par lettre de cachet plus difficiles à caser<sup>101</sup>. Plusieurs parmi ceux qu'on embarque ainsi de force cherchent à regagner la France, à retrouver leur famille dans le cas des hommes mariés. Le quadrillage du territoire pour empêcher les embarquements clandestins ou les fuites à travers bois vers les colonies britanniques a été confié à la milice. Ses officiers ont ordre d'arrêter tous les soldats et autres passants non munis d'un permis de circuler ou d'un certificat de liberté signé du gouverneur, et les habitants qui hébergent des étrangers sont tenus de signaler leur départ, ou présumée désertion, dans les vingt-quatre heures, au capitaine de la côte. Celui-ci organise aussitôt la poursuite. De lourdes amendes, des peines de prison et le



retrait de la commission d'officier, pour ceux qui par négligence ou par connivence favoriseraient les évasions, complètent les directives<sup>102</sup>. Les désertions sont plus fréquentes du côté de Montréal où les garnisons sont nombreuses et le chemin des Anglais relativement plus facile. La vigilance s'impose aussi en aval de Québec où les milices doivent en même temps avoir l'œil sur les matelots déserteurs qui cherchent à entrer dans la colonie plutôt qu'à en sortir<sup>103</sup>.

En 1741, les habitants de Kamouraska refusent d'obéir à leur capitaine et d'aider le commandant de l'*Imprévu*, en route vers Le Havre, à rattraper des matelots qui ont profité de l'escale pour s'enfuir<sup>104</sup>. La même année, des officiers de milice de Terrebonne et des alentours sont cassés pour ne pas avoir prêté main-forte au sergent de la maréchaussée qui poursuivait deux soldats condamnés comme faussaires et, dans un cas, pour leur avoir donné asile<sup>105</sup>. Mais nous pourrions tout aussi bien évoquer l'exemple du capitaine de Châteauguay qui avec son fils et trois autres hommes de milice ramènent à Montréal un malheureux soldat qui était venu frapper chez un habitant de la paroisse après avoir erré dans les bois et « vécu seulement de morilles » pendant six jours<sup>106</sup>. Ou l'opération de ratissage lancée en 1742 contre les vagabonds et les brigands des environs de Québec, couronnée de succès avec 13 arrestations<sup>107</sup>. Ou encore la déclaration de Jacques Lebault, officier de milice de Boucherville qui, « ayant trouvé ledit Desse [...] chez le capitaine Quintal où [il] avait été traduit par des habitants de Chambly, je l'aurais pris et mené es prison royaux de la ville de Montréal, assisté des nommés Jacques Dulude et Louis Joachim, soldats de milice dudit Boucherville, pour quoy nous avons fait et dressé le présent procès-verbal de capture<sup>108</sup> [...] » Voilà des milices qui prennent au sérieux leurs fonctions policières, l'attitude la plus répandue dans nos archives, mais pas nécessairement la plus représentative puisque les autres, ceux qui ne dénoncent pas, qui ne traquent pas systématiquement les étrangers ne font pas parler d'eux, à moins d'être pris en flagrant délit de désobéissance<sup>109</sup>. D'autre part, les soldats déserteurs ne vont pas se réfu-

gier dans les paroisses mais gagnent très vite les colonies britanniques, souvent guidés par les Amérindiens. Les arrestations sont donc assez rares mais, contrairement à ce qu'affirme un gouverneur, les officiers de milice n'y peuvent rien<sup>110</sup>.

Auxiliaire de la justice à l'intérieur de la paroisse, l'officier de milice doit, à la tête de ses fusiliers, accompagner les huissiers qui viennent signifier des saisies, des avis de déguerpissement et autres sentences susceptibles de provoquer des réactions violentes<sup>111</sup>. On lui demande de conduire ou faire conduire des témoins ou des suspects jusqu'au tribunal, de procéder aux baux judiciaires, en somme d'assumer les fonctions du huissier en son absence ou de lui prêter concours en toutes circonstances. Dans les procès jugés par l'intendant, le capitaine agit souvent comme enquêteur, estimateur ou arbitre<sup>112</sup>. Lorsqu'une affaire criminelle éclate dans la paroisse, il est au premier rang, incertain de ce qu'il doit faire, effrayé des conséquences. « La justice » de Montréal mit deux jours pour arriver de Montréal à Terrebonne après l'assassinat de Jean-Baptiste Truchon, un pauvre habitant de la côte Sainte-Marie. Dans l'intervalle, le capitaine Jacques Brière n'avait pas l'autorité pour arrêter sa femme, de toute évidence la meurtrière, qui en profita pour s'enfuir. Mais il eut la présence d'esprit de poser des sentinelles à la porte de la maison du crime pour préserver une série de preuves accablantes contre elle<sup>113</sup>. Pour descendre à Kamouraska arrêter le forgeron Joseph Ouellet, accusé d'avoir fabriqué de fausses cartes, le conseiller Perthuis est accompagné d'un détachement militaire, comme c'est l'usage. Mais les nouvelles circulent plus vite que les gens de justice qui apprennent à leur arrivée que Ouellet est parti depuis deux jours on ne sait où. Le crime, qui mérite la potence, plus grave encore que le meurtre aux yeux de l'administration, n'émeut guère les paysans s'ils ne sont pas personnellement lésés. Quand le suspect est un des siens, la paroisse serre les rangs et se tait. Les officiers de milice de Kamouraska ne savent peut-être rien, mais puisqu'ils ne dénoncent pas ils pourraient bien être complices, pense Perthuis qui, sans égard pour leurs com-

missions, fait fouiller leurs maisons et leurs granges comme celles des autres habitants<sup>114</sup>. Pour la justice, donc, le capitaine de côte est un auxiliaire utile dont il faut cependant se méfier. Les incidents que nous avons observés ne permettent pas de dire si la méfiance est justifiée.

Les autres responsabilités se rattachent au service militaire et cérémoniel. En temps de guerre, le capitaine de milice désigne ceux qui vont en campagne, tâche importante sur laquelle nous reviendrons en étudiant la mobilisation des années 1740 et 1750. Il est chargé de la distribution des billets de logement des soldats de passage ou cantonnés dans la paroisse; il organise les brigades d'hommes et de chevaux que les campagnes doivent fournir pour la construction des fortifications urbaines, aspects étudiés dans le chapitre suivant. Les officiers de la région de Montréal commandent aussi des corvées locales pour les enclos de pieux refaits à neuf chaque fois que la guerre menace<sup>115</sup>. Ceux du bas du fleuve doivent surveiller l'arrivée des vaisseaux du roi et faire porter à bord les vivres qui rafraîchiront le menu en attendant l'arrivée à Québec<sup>116</sup>. Quand « le général » voyage dans la colonie, l'usage veut que les milices lui rendent les honneurs militaires à son arrivée dans la paroisse et qu'une vingtaine d'hommes montent la garde toute la nuit autour de la maison où il se retire. Le capitaine du lieu doit organiser l'accueil et la garde, loger ou trouver des logements convenables pour les hôtes officiels et leur suite et, en hiver, faire battre les chemins et préparer les chevaux et les voituriers de relais. Dans leurs déplacements saisonniers entre Québec et Montréal, les gouverneurs et les intendants sont généralement très entourés. Quatorze personnes, officiers et femmes d'officiers, accompagnent l'intendant Bigot à Montréal en février 1753, auxquelles viennent s'ajouter au moins une quarantaine de domestiques. En plus des effets personnels, on transporte tout le nécessaire du coucher, de la cuisine et de la table, soit un énorme bagage. À raison de deux chevaux par carriole de maîtres, d'un seul pour celles des domestiques et pour les traînes qui portent les équipages, le capitaine

de Cap Santé ou celui de Saint-Sulpice devront rassembler quelque 40 chevaux frais et presque autant de cochers pour mener les dignitaires jusqu'à l'étape suivante. Les services des cochers sont rétribués et les habitants ne se font sans doute pas prier pour prêter leurs attelages et conduire les voyageurs, mais la tâche du capitaine de milice, sur qui repose tout le succès de l'opération, ne l'est pas<sup>117</sup>.

La seule commission d'officier rural qui ait été conservée met l'accent sur la formation militaire des habitants :

Philippe de Rigaud Marquis de Vaudreuil Commandeur de l'ordre militaire de S<sup>t</sup>. Louis Gouverneur et Lieutenant général pour Le Roy en toute la Nouvelle France.

[...] ayant connoissance de l'Experience, bonne conduite et fidelité au service du Roy, du Sieur Pierre Dupré habitant de la Baye S<sup>t</sup>. Paul [...], Nous l'avons Créé et établi et par ces presentes le créons et Etablissons Capitaine de la Compagnie de milice des habitants de la Baye S<sup>t</sup>. Paul, Eboulements, Isle au coudre et Petite rivière pour en lad. qualité Commander lesd. habitants, les maintenir en paix et union entre eux, les Exercer de tems en tems au maniement des armes, afin de les mettre en etat de se deffendre en cas d'attaque de la part des Ennemis, prendre garde que lesd. habitants tiennent leurs armes en bon état, empêcher qu'ils ne s'en défassent, Et faire exécuter tous les ordres qui luy seront par nous envoyez, Ordonnons aux habitants [...] de reconnoitre led. S<sup>t</sup>. Dupré pour leur Capitaine, etc., etc.<sup>118</sup>.

Le texte est de 1717. Nous ignorons si le gouverneur utilise toujours cette formule, si les commissions subséquentes continuent d'insister sur des fonctions militaires fictives et de glisser sur les multiples tâches civiles imposées par l'intendant. Car il s'agit bien d'une fiction. Les capitaines de milice sont souvent menacés de punition s'ils ne font pas diligence en matière de voirie ou autres faits de police, mais à aucun moment ont-ils été tenus responsables du sous-armement

chronique des campagnes. Tous les officiers reconnaissent d'autre part, en 1717 comme en 1744 à la veille d'une nouvelle guerre, que les paysans ne sont pas exercés au maniement des armes, mais aucun n'en fait grief aux officiers des côtes. Ce n'est plus ce qu'on attend d'eux<sup>119</sup>.

### 3. L'autorité des capitaines de côte

Les responsabilités des capitaines de côte s'alourdissent progressivement entre le début et le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et elles varient aussi selon que les paroisses sont plus ou moins passantes et rapprochées des villes. Dans l'ensemble, le bilan est impressionnant, surtout lorsque l'on considère que les services de ces agents locaux ne sont pas rétribués. Déjà en 1707, alors que l'administration commence à peine, et comme à regret, à les utiliser pour l'exécution de ses ordonnances, l'intendant Raudot s'en inquiète et suggère de leur donner 100 livres d'appointements annuels et le rang de sergent dans les troupes de la Marine en guise de distinction. Il propose aussi que les nominations soient faites conjointement par le gouverneur et l'intendant, puisque la police des campagnes relève de ce dernier<sup>120</sup>. Des suggestions coûteuses qui froissent les susceptibilités des militaires et n'ont aucune chance d'être retenues. Raudot doit se contenter d'un arrangement avec le clergé. Le capitaine de milice aura sa place marquée dans les églises de campagne, soit le banc le plus honorable après celui du seigneur, et il recevra le pain bénit, l'eau bénite, la paix et l'encens, les cierges, les cendres et les rameaux en leur temps, après le seigneur et les marguilliers, mais avant le reste des fidèles. Avec les autres officiers de la milice rurale, il précédera ces derniers dans les processions<sup>121</sup>. De salaire, il ne sera plus question et les petites gratifications sous forme de poudre et de plombs qu'un intendant fait distribuer à quelques officiers zélés au début des années 1740 ont surtout une valeur symbolique<sup>122</sup>. Notons que les frais de déplacement des soldats et des officiers de milice obligés de se rendre à la ville pour

le service sont payés. De petits profits se cachent peut-être derrière ces courses et d'autres tâches mais, assurément, ce ne sont pas les avantages matériels qui font l'attrait des commissions et qui poussent ces paysans à divertir un temps si considérable de leurs occupations ordinaires. Un temps dont ils disposent toutefois, ce qui les situe d'emblée au-dessus de l'habitant moyen toujours pressé par les saisons agricoles trop courtes, parmi la minorité plus aisée qui, l'âge venant, tire un revenu de terres qu'elle n'est pas seule à faire valoir<sup>123</sup>. Si le capitaine peut planifier les travaux des ponts et chaussées, les demandes de l'administration centrale tombent à l'improviste et exigent une grande disponibilité. Il faut donc avoir des moyens pécuniaires pour remplir cet emploi et, surtout, le goût du pouvoir, l'envie d'être le premier ou parmi les premiers dans la paroisse.

La reconnaissance sociale est la récompense par excellence. Quand les habitants font spontanément appel au capitaine de la côte pour arbitrer leurs querelles, pour faire ce qu'il faut et informer qui de droit en cas de malheur, il recueille le salaire de ses peines<sup>124</sup>. Une simple commission du gouverneur ne suffit pas à créer cette confiance et cette autorité. Il a d'abord fallu que l'institution prenne racine dans le milieu. Plus le rôle des officiers de milice est important, plus ils se sentent valorisés et plus grande, croyons-nous, est la propension à citer leur titre dans les actes officiels de la vie privée, mariage d'un enfant, testament ou donation, transaction immobilière, etc. Sur ce plan, les paroisses des gouvernements de Québec et de Trois-Rivières ont une bonne avance sur celles de Montréal, où la discrétion des officiers ruraux se prolonge jusque dans la deuxième décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>125</sup>. Ainsi Jacques Richaume, capitaine de la côte de Repentigny depuis 1706, n'est pas tenté d'évoquer cette qualité quand il passe chez le notaire et, à sa mort en 1713, sa famille n'en fera aucun cas non plus<sup>126</sup>. Après 1720, l'institution s'impose d'un bout à l'autre de la colonie et les titres se multiplient dans les archives. Les qualités personnelles comptent évidemment. Certains officiers de milice ont plus de mal à se faire obéir, pour les travaux de voirie en

particulier. D'autres sont si visiblement dévoués à des intérêts particuliers, ceux du seigneur, par exemple, que toutes leurs interventions dans la vie publique de la paroisse sont mal reçues<sup>127</sup>. Le bon capitaine de côte est un petit stratège qui se présente comme un médiateur entre les factions locales. Ses pouvoirs sont de deux sortes. Ceux que lui donne l'intendant dans l'exercice d'un mandat précis et limité, comme le droit d'imposer une amende à ceux qui n'ont pas participé à telle corvée de chemin, qui ne s'étend pas à d'autres chemins en d'autres temps. Sans un ordre exprès, il ne peut pas arrêter un suspect et, d'une façon générale, faire preuve d'initiative<sup>128</sup>. L'autre type de pouvoir est au contraire indéfini, discrétionnaire. Il découle de l'absence de règlements touchant la sélection des participants aux campagnes militaires, aux travaux de fortification ou encore la quantité de grain que chacun doit fournir lors des réquisitions. Pourvu qu'il satisfasse aux quotas fixés pour la paroisse, le capitaine de côte peut, en matière d'administration, désigner qui il veut et exempter ses proches. La marge de manœuvre est toutefois moins grande qu'il n'y paraît, car il doit tenir compte des règles tacites de la communauté des habitants qui, sans l'interdire, tempèrent le favoritisme.

À l'usage, le système se révèle efficace et peu conflictuel. Il donne aux paroisses une illusion d'autonomie. En choisissant un des leurs pour exécuter ses ordres, l'administration coloniale s'assure qu'il sera mieux accueilli que s'il venait directement du dehors. Pierre Paris, de la seigneurie de Saint-Sulpice, refuse de recevoir le soldat de la Marine qui s'est présenté chez lui avec un billet de logement pour la nuit émis par le sieur Duvivier, capitaine de la compagnie. Celui-ci n'a « aucun pouvoir sur les habitants, plaide Paris emprisonné pour désobéissance, puisque ce droit [de donner des billets] n'appartient qu'au capitaine de la côte<sup>129</sup> ». On connaît l'hostilité qui, en France, entoure la figure du gabeleur, du fermier des tailles, de ces étrangers qui personnaifient l'autorité de l'État. Dans la colonie, la relation de pouvoir entre le centre et la périphérie insérée dans le tissu même de la collectivité est bien réelle mais moins visible.

Comme la plupart de nos informations sur la police des campagnes viennent des ordonnances des intendants, il est facile de croire que toute la vie publique est un effet de leur volonté. Pourtant, les communautés rurales ne font pas qu'acquiescer et résister aux ordres. Elles participent à l'élaboration des institutions. Ainsi, tel que noté plus haut, les usages qui régissent la construction des églises et des chemins avaient pris forme bien avant l'intervention de l'intendance. La dynamique des intérêts locaux se reflète aussi dans l'organisation de la milice. Ce ne sont pas les gouverneurs qui imposent ces cadres rigides, l'hérédité des fonctions, la primauté de l'ancienneté, la nette démarcation entre officiers et sous-officiers et le rôle obscur de ces derniers. Les habitants auraient pu adopter un système plus souple, moins axé sur le statut et plus ouvert au mérite individuel, au lieu de reproduire les valeurs hiérarchiques de la société globale comme ils l'ont fait. Dans la perspective de l'histoire de l'Ancien Régime, leur comportement n'a rien d'étonnant; on a partout constaté le conservatisme des sociétés rurales, celui des notables en particulier<sup>130</sup>. Mais dans le contexte de la Nouvelle-France, ce conformisme surprendra ceux qui pensent que les colons ont rejeté l'ancienne vision du monde avec les normes métropolitaines pour construire une nouvelle culture égalitaire, individualiste, bref américaine<sup>131</sup>.

L'histoire rurale du XVIII<sup>e</sup> siècle a fait de grands progrès au Québec depuis quelques années. Les mouvements de la population et de la propriété, les alliances matrimoniales, la transmission du patrimoine, les pratiques agricoles et commerciales, la composition des fortunes et la culture matérielle ont été l'objet de plusieurs enquêtes. Cependant, les études de la communauté rurale manquent encore au tableau. Louis Lavallée est le seul historien à avoir abordé la question. Nous lui devons une excellente description de l'assemblée des habitants de La Prairie, de ses démêlés avec les seigneurs et de ses luttes pour la conservation des biens communaux. Perçue essentiellement sous sa forme institutionnelle, cette communauté qui « ne réglemente pas la vie des champs et n'assoit pas l'impôt » est donc plus faible que



la communauté française, conclut l'auteur<sup>132</sup>. Sans doute, ou disons plutôt qu'elle est autre, sans réalité juridique, donc difficilement comparable<sup>133</sup>. Par ailleurs, nous ne connaissons pas encore la communauté informelle à laquelle ce chapitre accorde une présomption d'existence, c'est-à-dire les relations entre habitants d'un même lieu et entre ceux-ci et les gens d'ailleurs qui font qu'une communauté de résidence est aussi une communauté d'appartenance exerçant une certaine contrainte sur ses membres. Les statistiques démographiques et les schémas d'occupation du sol ne répondent pas à toutes les questions. Contrairement aux attentes, une zone d'habitat dispersé peut donner lieu à une vie communautaire intense, comme l'observe T. J. A. Le Goff à propos des campagnes bretonnes, et les rapports sociaux ne sont pas toujours tels qu'on les imagine<sup>134</sup>. Vues de l'intérieur, les divisions entre riches et pauvres, entre anciens habitants et nouveaux colons peuvent paraître moins grandes qu'elles ne le sont dans la grille d'analyse de l'historien. Le contraire, qui ferait obstacle à la solidarité, est également possible. La seule façon de savoir ce que les habitants ont dans la tête est de les écouter : recueillir la parole enfouie dans le bric-à-brac des archives judiciaires, saisir au vol le témoignage révélateur, capter le sens d'un mot, d'un incident, pour faire surgir le faible et le fort de la communauté rurale<sup>135</sup>. La démarche révélerait sans doute que dans l'échelle des identités, la famille ou le clan familial vient au premier rang, suivie par la paroisse qui rassemble les hommes et les femmes, les vivants et les morts. Elle préciserait la place de la compagnie de milice, située quelque part en deçà, dans l'enchevêtrement des rivalités et des solidarités de voisinage, dans la diffusion de l'information et la construction d'une vision locale de l'ordre public et des enjeux militaires.



## CHAPITRE 7

# La question des impôts

Le contraste entre le paysan français étouffé sous le poids des droits seigneuriaux et des taxes d'État et le Canadien libre et indépendant est un lieu commun qui résiste au progrès des connaissances. Les recherches sur la seigneurie et, plus encore, la vogue du concept de « féodalisme » dans les années 1970 et au-delà ont un peu atténué la différence, mais on persiste à croire que le gouvernement n'exige rien des colons hormis quelques droits sur le commerce et que ceux-ci vivent en retrait du pouvoir central dans leurs paroisses, quand ce n'est pas au fond des bois, et ne paient point d'impôts<sup>1</sup>. La milice n'est pas présentée comme une charge publique et les autres obligations, corvées militaires, réquisitions et logement des gens de guerre, qui font l'objet de ce chapitre, sont rarement mentionnées. Une bonne description de celles-ci s'impose donc. Mais l'essentiel de notre propos ne porte pas tant sur le poids des redevances, d'ailleurs variable selon le lieu et la période, comme sur la mise en place d'un système de services personnels reliant étroitement la population au gouvernement militaire. Les réactions entourant les prestations éclairent la vision que cette société a d'elle-même, les clivages sociaux qu'elle veut faire reconnaître. Des régimes fiscaux différents soulignent l'écart entre villes et campagnes. Quoi qu'en pensent les historiens, les contemporains du haut en bas de l'échelle sociale n'ont jamais douté que les redevances en services et en travail étaient bel et bien une « espèce d'imposition ».

## 1. Les ouvrages militaires

Le milicien est un fusilier et un terrassier. Déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, plusieurs campagnes militaires sont consacrées aux travaux de construction et de terrassement, mais l'ambivalence est plus marquée encore durant les guerres du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une gravure qui représenterait le Canadien avec un fusil en bandoulière et une pelle entre les mains traduirait bien l'expérience des années 1744-1760. De même, les corvées pour les fortifications de Québec et de Montréal se situent dans le prolongement du service obligatoire et gratuit que fournit la milice. On construit beaucoup dans cette colonie. L'initiative vient généralement de l'état-major qui veut des places fortes pour intimider les ennemis, bloquer leur marche en cas d'invasion, pour rassurer les peuples et les rendre plus soumis<sup>2</sup>. D'autres soutiennent au contraire que la meilleure défense du pays est sa géographie, que les fortifications excitent les Anglais au lieu de détourner l'offensive, que les garnisons sont insuffisantes pour soutenir ces places, que personne n'a envie de s'y laisser enfermer et enfin qu'il y aurait des dépenses publiques plus utiles, comme les aménagements portuaires, par exemple. Autant d'arguments qualifiés de « mauvais discours », de « cabales » par les administrateurs, qui procèdent sans l'assentiment de la population et sans prendre le temps d'évaluer convenablement le coût des ouvrages<sup>3</sup>. Versailles donne son aval et s'indigne ensuite des dépassements qui grèvent les fonds des colonies. Les chantiers sont fréquemment interrompus par manque de liquidités et la perception des impositions en argent et en travail fait murmurer.

### *a) La contribution urbaine*

Les forts de pieux ont la vie courte, trois ou quatre ans disent les pessimistes. Les colons en ont construit des dizaines depuis 1608, des centaines en tenant compte de tous les recommencements. À divers moments, chaque établissement a contribué à sa propre sécurité en

fournissant des pieux, des attelages et des bras pour élever ces palissades et remblais de terre. À part un léger supplément de paye pour les soldats des compagnies franches qui occasionnellement prêtent leur concours, ces ouvrages n'ont encore rien coûté au roi<sup>4</sup>. Il faut cependant de l'argent pour les travaux de charpenterie et de maçonnerie, qu'ils soient donnés à l'entreprise ou dirigés par l'ingénieur, puisque les ouvriers ne travaillent pas gratuitement. Dans les années 1680, le ministre accepte de déboursier quelques milliers de livres pour réparer les murs du château Saint-Louis, construire des poudrières et un entrepôt, mais rien n'est prévu dans le budget pour la ligne de défense que la capitale, sous la menace d'une flotte anglaise, commence à construire précipitamment en 1690<sup>5</sup>. Cette même année et au moins une autre fois pendant la décennie, les Québécois sont taxés pour couvrir les dépenses les plus pressantes. Ce sont de petites sommes en regard de la contribution du trésorier de la Marine qui, malgré les remontrances, monte en flèche : de 15 000 livres pour l'année 1690 à 80 000 livres pour l'exercice de 1697<sup>6</sup>. L'argent sert à construire des redoutes et des batteries, et il en faut aussi pour les matériaux, les outils et l'encadrement des corvoyeurs employés sur les palissades terrassées. Ceux-ci viennent principalement de la campagne, car Québec n'est encore qu'une petite ville de moins de 2 000 habitants avec une garnison militaire fort réduite. Sans autre source que les vagues informations contenues dans la correspondance officielle, le mode d'imposition utilisé pour les citadins durant cette première phase des travaux nous échappe. Il pourrait s'agir d'une taxe en travail avec possibilité de conversion en argent<sup>7</sup>. Quoi qu'il en soit la situation s'éclaircit à partir de 1702. Le ministre ayant décidé de consacrer une somme annuelle aux fortifications de la capitale, toutes les contributions urbaines se feront désormais en journées d'hommes ou en journées de charroi, selon les facultés de chacun. Ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas remuer la terre doivent engager quelqu'un pour le faire à leur place, à moins qu'ils ne préfèrent offrir leurs services pour encadrer les brigades de cor-

voyeurs. Bien que les rôles n'aient pas été conservés, quelques indices permettent de situer la moyenne des cotisations à cinq journées d'homme<sup>8</sup>. L'imposition ne souffre aucune exemption, un principe que les communautés religieuses, les officiers de guerre et de judicature et les officiers des milices urbaines jugent inacceptable. La bonne volonté qui régnait sur le chantier dans les débuts a vite fait place à la grogne, celle de l'élite surtout qui critique les plans, la conduite des travaux, et refuse de contribuer en invoquant ses privilèges. « Sur ce pied là, Monseigneur, écrit l'ingénieur au ministre, il n'y a que les malheureux qui seront chargés du poids de ce travail, ce qui fait murmurer les habitants jusqu'à les mutiner<sup>9</sup>. » Pour en finir avec ces tracasseries et le sous-financement, il propose de substituer aux corvées de nouveaux droits d'entrée, ou mieux encore une taxe foncière, solution que Versailles verrait d'un bon œil mais que les administrateurs de la colonie repoussent vigoureusement sous prétexte que la population est trop pauvre<sup>10</sup>. Les travaux avancent par à-coups dans différentes directions et, lorsqu'ils sont finalement abandonnés en 1720, Québec est toujours mal fortifiée.

Jusqu'à la fin de la guerre de Succession d'Espagne, les Montréalais ont continué d'entretenir leur clôture de trois kilomètres de circonférence à raison d'un millier de nouveaux pieux par année fournis à tour de rôle. Ces cotisations sont réglées par le tribunal<sup>11</sup>. La décision de remplacer la palissade par une enceinte de maçonnerie, décision qui remonte à 1712, est publiée en novembre 1714. L'intendant fait assembler les capitaines de milice et les principaux habitants tant de la ville que des côtes du gouvernement, en présence d'officiers de l'état-major, pour dresser les rôles des journées d'hommes ou de harnais que chacun doit fournir et former des brigades de travailleurs. Le poids moyen des corvées, basé sur le statut et les facultés, varie entre quatre et six journées d'homme ou 8 et 12 livres<sup>12</sup>. Les corvoyeurs ne sont pas nourris. À la différence du système en vigueur à Québec, la taxe peut être acquittée en espèces plutôt qu'en travail et l'administration compte même sur cette recette pour payer l'entrepreneur puisque

Versailles a refusé de subventionner le projet<sup>13</sup>. Mais voilà qu'un an plus tard, l'intendant propose un nouvel arrangement. Seuls les ruraux seront astreints aux corvées tandis que la ville versera un impôt annuel de 6 000 livres jusqu'à l'achèvement de l'enceinte, auquel le séminaire de Saint-Sulpice, seigneur de l'île de Montréal, contribuera pour un tiers. L'arrêt du Conseil d'État du 5 mai 1716 confirme ces dispositions<sup>14</sup>. Nous ignorons les raisons de ce revirement. Il n'y a pas eu de mouvement populaire contre les corvées, mais peut-être une opposition des communautés religieuses et des principaux habitants dont l'administration aurait été obligée de tenir compte. Il est évident que l'argent provenant de la conversion des corvées n'aurait pas pu soutenir seul le chantier, mais alors pourquoi les promoteurs coloniaux ont-ils feint de le croire en 1714? S'agissait-il d'une ruse pour forcer la main au ministre, jugée ensuite inutile<sup>15</sup>? Quoi qu'il en soit, Saint-Sulpice se dit satisfait et les Montréalais ont toutes les raisons de l'être aussi. La nouvelle taxe est modique, inférieure en fait à la valeur des journées qu'on avait voulu leur imposer, et les cotes sont appelées à diminuer avec l'augmentation de la population urbaine<sup>16</sup>. Conformément aux usages de la métropole, chaque groupe de contribuables, officiers, seigneurs, communautés, négociants et artisans, est représenté à l'assemblée par un ou plusieurs députés qui ont, outre la responsabilité de dresser les rôles, un droit de regard sur l'emploi de la recette<sup>17</sup>. Or, c'est justement l'utilisation des fonds qui va provoquer le mécontentement des citadins et paralyser pendant 10 ans un projet qu'ils avaient d'abord bien accueilli. Encore une fois la résistance vient d'en haut. Au commencement, pour diminuer les coûts, on avait encouragé les bourgeois à acheter les terrains le long du fleuve et à y construire des maisons qui, accolées les unes aux autres, devaient fermer la ville sur cette face. Mais le nouveau plan approuvé en 1718 opte pour un rempart continu et les riverains se retrouvent avec des terrains dévalués, en partie expropriés pour faire place à l'enceinte. De leur côté, les seigneurs se sentent lésés par les expropriations, plus importantes que prévues<sup>18</sup>. Les maçons ont aussi leurs raisons d'être en

colère. Toutes les enchères ont lieu à Québec plutôt qu'à Montréal et celui qui l'emporte chaque année malgré ses soumissions exorbitantes, dit-on, est un protégé de l'administration, « un étranger », « un maçon grossier de la capitale<sup>19</sup> ». En 1720, c'est l'impasse. L'assemblée refuse de contribuer davantage sous prétexte que l'impôt est mal employé et le procureur du roi chargé d'exécuter des saisies sur quelques citoyens en vue, pour l'exemple, prie l'intendant de le dispenser de faire ce recouvrement « qui lui attire les cris, murmures et inimitiés de tout un peuple<sup>20</sup> ». La crise est désamorcée l'année suivante par l'incendie qui détruit une bonne partie de la ville. Dès lors, la reconstruction domiciliaire mobilise les ouvriers et les ressources. Les travaux sur l'enceinte progressent à pas de tortue avec des fonds empruntés à d'autres postes du Domaine, et l'administration tarde à exiger l'impôt, jusqu'à ce que le ministre s'impatiente. Au début des années 1730, l'opposition s'étant effritée, les contributions commencent à entrer régulièrement et le chantier s'accélère<sup>21</sup>. En 1737 la ville est close et un arrêt du Conseil d'État de 1743 dresse le bilan. La taxe a rapporté jusque-là 115 524 livres. Selon l'entente de 1716, les Montréalais doivent donc encore 46 476 livres. Mais les règles ont changé en cours de route. Le roi verse au passif de la ville le coût réel de l'enceinte qui se monte à près d'un demi-million de livres et maintient l'imposition annuelle de 6 000 livres *sine die* pour servir aux réparations et à l'extinction de la dette<sup>22</sup>. L'arrêt dut surprendre même s'il ne causa pas de remous. Personne n'a envie de repartir en guerre pour une charge dont on a pris l'habitude et qui, avec le doublement de la population entre 1714 et 1760, diminue au fil des ans<sup>23</sup>.

Pour justifier des mouvements de troupes ou des ouvrages défensifs entrepris dans la fièvre des événements, sans l'autorisation expresse du ministère, l'administration militaire fait souvent intervenir l'opinion publique : « Toute la colonie est de cet avis. » Le dernier affrontement au sujet des fortifications nous rappelle le sens qu'il faut donner à cette notion sous l'Ancien Régime. Il ne s'agit pas ici d'une majorité d'opinions individuelles, comme nous l'entendons aujour-



d'hui, mais de l'avis de personnes loyales et éclairées, quel que soit leur nombre<sup>24</sup>. En 1744, la guerre ranime le chantier de Québec; les batteries sont rétablies et on construit un retranchement palissadé du côté de la rivière Saint-Charles. La nouvelle du siège de Louisbourg reçue le 21 juin 1745, plus d'un mois après le débarquement des Bostonnais, engage le gouverneur à faire fermer la ville par un mur de maçonnerie. Il y fut contraint, explique-t-il, par les citoyens de Québec qui tremblaient de peur et lui reprochaient son inaction<sup>25</sup>. « Tout le pays l'a demandé », renchérit l'ingénieur<sup>26</sup>. Une assemblée, sorte de conseil de guerre élargi, entérine la décision. Vingt et une des 31 personnes consultées appartiennent à l'état-major et au corps des officiers des troupes. L'administration et la justice ont ensemble quatre représentants, l'Église trois et les négociants trois, dont Pierre Trottier Desauniers, leur syndic qui le jour même est chargé de l'entreprise, sans appel d'offres. Seul l'intendant est en désaccord, ce qu'il évite d'afficher dans l'intérêt du bon ordre<sup>27</sup>. Les travaux menés rondement sont brusquement interrompus le 10 juillet 1746 par l'arrivée d'une lettre du ministre. Celui-ci ne croit pas à l'utilité de la fortification et si les habitants en jugent autrement, à eux de faire la dépense. Le gouverneur est prié de convoquer une nouvelle assemblée qui devra choisir entre la démolition ou la continuation de l'enceinte, et décider de l'imposition si elle opte pour la seconde solution<sup>28</sup>. Rappelé à la hâte, le conseil de l'année précédente est plus hésitant et demande quelques jours pour délibérer. Quand il se réunit à nouveau, la députation des marchands et des officiers de justice est passée de 5 à 44. Beauharnois commence par un vote par corps mais les marchands lui ayant remis par écrit deux avis contraires, il passe au vote par tête. Les bâtisseurs l'emportent avec une faible marge<sup>29</sup>.

Les dissidents ne méritent aucune considération : des forains en grande partie, des armateurs mesquins, des traîtres en puissance déjà séduits par les libertés anglaises ou des poltrons qui préféreraient fuir dans les bois plutôt que d'affronter l'ennemi dans une place bien défendue<sup>30</sup>. On sait bien d'ailleurs que « tout le monde » appuie la

Tableau 7.1 — Composition de l'assemblée et répartition des votes favorables aux fortifications (Québec, 30 juillet 1746)				
Groupes	Représentation		Votes en faveur	
	Nombre	%	Nombre	( % du groupe)
militaire	32	38	31	(97 %)
clergé	4	5	4	(100 %)
administration	4	5	2	(50 %)
justice*	14	16	5	(36 %)
marchands	30	36	6	(19 %)
Total	84	100	48	ou 56 % des voix
<p>* Les conseillers sont dans la catégorie « justice » même lorsqu'ils ont aussi un emploi dans l'administration.</p> <p>Il y a deux indécis, un conseiller et le nouveau syndic des négociants, et une abstention (l'intendant).</p> <p>Sources : AC, F3, v. 13 : 225-228, et C11A, v. 85 : 76-78.</p>				

décision « [à] l'exception d'un petit nombre de gens étrangers au pays ou [de gens] du peuple qu'on auroit pu peut-être ne pas appeler à une telle délibération<sup>31</sup> ». Le marchand forain est le bouc émissaire par excellence dans cette colonie. En réalité, la quasi-totalité des 24 bourgeois qui s'opposent à la fortification sont des Québécois de longue date sinon de naissance qui appartiennent à l'élite commerçante. L'intendant est plus lucide. Les bourgeois, écrit-il, ont voté pour la démolition. « Si je ne me trompe ce serait assez l'avis général de tous les habitants de cette colonie<sup>32</sup>. » Par peur de l'impôt, certainement, et aussi parce qu'ils ne croient plus à l'efficacité des forteresses, surtout depuis la capitulation de Louisbourg. Que la population se mette tout à coup à discuter sur la place publique du bien-fondé des stratégies élaborées dans l'intimité des conseils de guerre, voilà aux yeux du commandement militaire l'aspect le plus choquant de cette histoire! « L'esprit de vertige » a même gagné les officiers de milice. Parmi les huit appelés à l'assemblée, quatre se sont rangés du côté de la ville, contre leur colonel<sup>33</sup>.

Le groupe majoritaire n'a pas résolu la question du financement.

Il est clair cependant que l'administration ne veut pas d'une imposition directe comme celle de Montréal qui serait limitée à la ville de Québec. Posant comme principe que toute la colonie doit contribuer à la sécurité de la capitale, elle opte pour des taxes indirectes sur le commerce. Versailles retient sa proposition, non pas pour ménager les citoyens mais parce que les droits de douane rapportent bien davantage. Dès l'année suivante, les taxes sur les spiritueux sont réajustées à la hausse et l'édit de 1748 introduit un droit général de 3 % sur les autres importations et un droit de sortie de 3 % sur les produits du cru<sup>34</sup>. La possibilité d'exiger des corvées de la population québécoise en guise d'imposition ne fut même pas soulevée au cours de l'assemblée et des tractations subséquentes.

#### *b) Les corvées des paysans avant 1745*

Les chantiers militaires sont un stimulant pour l'économie urbaine dans la mesure où ils créent beaucoup d'emplois. Quand la ville est astreinte à travailler pour rien, comme Québec au début du siècle, seul un petit groupe d'ouvriers du bâtiment en profite<sup>35</sup>. À Montréal, où il n'y a pas de corvées, l'offre d'emploi s'étend à tous les charretiers, journaliers et autres personnes disponibles pour les transports et les terrassements, pourvu que les soldats et les corvoyeurs venus de la campagne n'accaparent pas les gros travaux. Bref, les avantages que les citoyens peuvent en tirer sont souvent moins importants qu'on l'a cru, mais ils existent, alors que pour les ruraux ces chantiers représentent une perte nette, perte de temps considérable, rien en retour. Les paysans du gouvernement de Québec sont à cet égard les plus éprouvés. À l'automne 1702, avant de repartir en France, l'intendant Champigny explique les procédures à son successeur. Pour engager les hommes à travailler promptement, les corvées sont comptabilisées à la tâche plutôt qu'à la journée, c'est-à-dire qu'on exige de chacun le transport d'un volume donné de terre, qui représente normalement quinze jours d'ouvrage.

Il arrive qu'ils ont quelques fois plus tost fait, travaillant la nuit pour s'en retourner chez eux. On ne commande à la fois que la moitié des habitans d'une paroisse et l'on ne fait ces commandemens qu'après les semences faites, vers la fin de may, jusqu'aux récoltes. On donne à ces habitans deux livres de pain par jour, [une livre] de lard et un bon coup d'eau de vie, et tous les 2 jours un bout de tabac pour fumer. M<sup>r</sup> l'Ingénieur conduit l'ouvrage et M<sup>r</sup> l'Intendant envoie un écrivain de sa part pour tenir les rolles<sup>36</sup>.

Les mémoires du roi de 1706 et de 1707 recommandent aussi de distribuer le travail à la tâche et de nourrir les habitants pour les soulager<sup>37</sup>. Les administrateurs répondent qu'ils suivent ces instructions, mais au même moment le commandant militaire de Québec écrit que la corvée des gens de la campagne a été réglée à quinze jours pour ceux qui prennent les vivres du roi et à dix pour ceux qui se nourrissent à leurs frais<sup>38</sup>. Modifiée ou pas, la corvée demeure très lourde depuis l'ouverture du chantier en 1690 jusqu'à sa fermeture en 1720. De Batiscan en amont jusqu'à Port-Joli en aval, quelque 29 paroisses, représentant une réserve de 1 500 à 2 500 hommes, fournissent donc chacune deux contingents de corvoyeurs presque à tous les étés<sup>39</sup>. Quand surviennent des rumeurs d'invasion et que les travaux sont accélérés, certains habitants (ceux des paroisses plus rapprochées sans doute) peuvent être rappelés sur le chantier une seconde fois et en d'autres saisons. Ils reçoivent alors des gages ou une exemption de la corvée de l'année suivante<sup>40</sup>.

Les officiers se plaignent souvent de la mauvaise volonté des citadins, jamais des paysans. Faut-il conclure que ceux-ci sont plus dociles? Non pas, car la différence tient surtout à l'attitude de l'administration vis-à-vis des uns et des autres. Trop de sévérité envers les bourgeois, les gens de justice et les membres du clergé pourrait lui être reprochée. Faute de pouvoir les mettre au pas, elle dénonce ceux qui refusent d'obéir. La prudence s'impose aussi avec les couches populaires. Même si cette colonie ne l'a jamais vécue, la hantise de l'émeute

urbaine reste vivace. En revanche, la manière forte peut être employée sans inconvénient avec les ruraux, étrangers dans la ville et fractionnés en petites bandes locales non solidaires. Ils protestent souvent et violemment, mais inefficacement, et les punitions pleuvent, comme le montre l'incident suivant, le seul à avoir laissé des traces dans nos archives<sup>41</sup>. Un matin de juillet 1695, deux équipes de corvoyeurs, une de Lauzon, l'autre de Beaupré, travaillent sous la surveillance de Fonville, procureur du roi à la prévôté, lequel frappe le fils Comtois de Lauzon. Ses camarades s'étant « revengés contre le sieur Fonville », ils sont aussitôt conduits en prison tandis que les habitants de Beaupré, qui observent la scène, leur crient qu'ils sont bien lâches de se laisser mener ainsi. C'est François Chauveau, un garçon de Lauzon, qui raconte ces événements le soir au souper chez le tonnelier Jorian, son hôte. Encore ému, il ne cache pas ses sentiments : les habitants sont des fous de se laisser maltraiter « et [...] quand ils feraient une révolte [...] il en serait ». Il y a là un nommé Thibierge, armurier du roi, qui lui fait la leçon : « Il ne devrait pas parler comme cela », dit-il, ajoutant « Et si Monseigneur le gouverneur et Monseigneur l'intendant envoyaient des troupes chez vous pour vous réduire et vous égorger ? » À quoi le jeune homme répondit « qu'ils seraient peut-être bien surpris eux-mêmes s'ils étaient égorgés par les dits habitants ». L'armurier courut rapporter ces propos séditieux aux autorités et Chauveau alla aussitôt rejoindre les gens de sa paroisse en prison.

Les paysans du gouvernement de Montréal ont l'habitude des corvées militaires, mais jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle elles se limitaient à la construction d'enclos dans le voisinage destinées à leur propre sécurité. Le fort de maçonnerie érigé à Chambly en 1710-1711 est le premier ouvrage qui rassemble tous les habitants des côtes<sup>42</sup>. Le subdélégué répartit les tâches et les fournitures de matériaux entre les paroisses, et les contribuables qui le préfèrent peuvent remettre leur quote-part en deniers à un employé chargé expressément de cette recette<sup>43</sup>. Quatre ans plus tard, un système semblable est utilisé pour la nouvelle enceinte de Montréal. Les contributions rurales sont éta-

blies sur le même pied que celles de la ville, selon la superficie et la mise en valeur de la propriété. D'après les rôles de cotisation dressés entre décembre 1714 et avril 1715, la corvée moyenne dans les côtes est de l'ordre de quatre journées d'homme, ou une valeur monétaire de huit livres, et plus du quart des paysans ne doivent que deux journées ou moins<sup>44</sup>. La taxe tombe au moment où l'inflation et les mal-adresses de la police des grains a dressé la campagne contre la ville<sup>45</sup>. Pourquoi, disent les habitants de Pointe-aux-Trembles, devraient-ils aider celle-ci à bâtir sa fortification alors que ses marchands leur vendent tout à prix fort et que l'administration les empêche de transporter et de vendre leur blé librement<sup>46</sup>? Confiant qu'une taxe aussi modique finira par être acceptée, le gouverneur de Montréal laisse le mouvement de protestation s'épuiser, mais voilà que la décision de lever un impôt en argent dans la ville vient tout remettre en question. L'arrêt de 1716 ne mentionne cependant pas les ruraux. Comme l'explique le procureur du séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, « le Conseil ne jugea pas à propos de contraindre les habitants des côtes à contribuer aux fortifications de la ville à cause de leurs forts qu'ils ont à entretenir mais M. le Gouverneur promet de leur faire faire par douceur des voiturées pour accélérer l'ouvrage [...] n'en parlez à personne<sup>47</sup>. » Le rôle de cotisation semble avoir été mis de côté. Une chose certaine, les corvées ne seront plus convertibles en argent. Les paysans doivent amasser des matériaux, pierres, sable, etc., en automne et les traîner en hiver jusqu'au chantier, mais nous ignorons si ces demandes sont fréquentes, ce qu'elles représentent en journées de travail<sup>48</sup>. Il est donc difficile de comprendre ce qui a pu déclencher la colère des gens de Longueuil en août 1717. Tout commença par une assemblée tumultueuse au manoir seigneurial où le gouverneur général décida d'aller en personne calmer les esprits. Mal lui en prit. Les habitants se montrèrent insolents, l'un d'eux allant jusqu'à le toucher à la cravate, et conséquemment se firent rudoyer par les gardes. D'autres s'amenèrent à la rescousse, en armes, et Vaudreuil crut plus prudent de rembarquer avec ses gens. Là-dessus, la rumeur se répan-

dit que, sur ses ordres, les domiciliés allaient venir piller et brûler la paroisse, et pendant deux jours les hommes de Longueuil montèrent la garde. Le gouverneur était sur le point d'envoyer la troupe pour les disperser quand le curé et quelques notables vinrent implorer sa clémence après avoir réussi à rassurer les rebelles<sup>49</sup>. Bref, une assemblée intempestive, en pleine saison des récoltes, des paroles maladroites et une fausse rumeur qui crée la panique ont transformé un simple concert de protestations, comme il y en a partout, en soulèvement, le plus grave incident du genre dans l'histoire de la colonie. Les paysans du gouvernement de Montréal n'ont pas pris les armes pour se soustraire aux corvées. Le régime des corvées générales prend fin avec les derniers charrois pour l'enceinte de Montréal. La construction de la nouvelle fortification de Québec qui débute en 1745 n'utilise que des travailleurs salariés, urbains et ruraux, et exceptionnellement la main-d'œuvre fournie par les compagnies de milice qui séjournent dans la capitale pour sa défense<sup>50</sup>.

Point de système colonial de corvées militaires, donc, mais des pratiques qui varient selon les circonstances et les opinions des administrateurs. Lorsque l'intendant Champigny impose quinze jours de corvée aux habitants des côtes de l'est de la colonie, ceux-ci vivent en paix alors qu'à l'ouest la population assiégée par les Iroquois est pendant longtemps sur un pied de guerre. Sur le moment, la charge peut sembler équitable en comparaison. À la condition toutefois de ne pas s'arrêter à l'écart entre cette corvée uniforme et celle de la ville, trois fois moins lourde et qui varie selon les facultés de chacun. Il est difficile de ne pas y lire les préjugés de l'époque, le mépris de la paysannerie, celle de la colonie en particulier, réputée oisive et vicieuse<sup>51</sup>. Alors que la corvée des campagnes québécoises s'apparente par sa forme arbitraire au service militaire, celle qui est établie dans les côtes du gouvernement de Montréal en 1715 observe les procédures d'une taxe bien réglée : assemblées de paroisses, rôles de cotisation dressés par les notables, contributions proportionnelles aux moyens des habitants. Les critères étant les mêmes pour la ville et la campagne,

les ruraux, dans l'ensemble moins aisés, sont moins taxés. Le gouverneur Ramezay semble avoir beaucoup investi dans cet arrangement, « une chose [...] bien deliberée et resolue », écrit-il<sup>52</sup>. L'influence du séminaire de Saint-Sulpice, toujours respectueux des règlements et de la tradition, a pu jouer. Et les temps ont changé, peut-être un peu les mentalités aussi. Au milieu du siècle, la guerre commande à nouveau les décisions, mais autrement qu'en 1690. La milice a la priorité. Les jeunes gens doivent rester disponibles pour les opérations militaires et le service des garnisons. Des levées importantes ont lieu chaque année dans toutes les paroisses et c'est dorénavant à titre de miliciens qu'ils s'en vont creuser et remblayer aux quatre coins du territoire défendu par les Français. Le temps n'est plus à l'économie et ceux qui ne vont pas à la guerre peuvent tirer profit des ouvrages et transports militaires qui se font dans le voisinage<sup>53</sup>.

## 2. Les réquisitions et le logement des gens de guerre

### *a) Les réquisitions de travailleurs et de fournitures*

En plus des corvées, l'administration réquisitionne souvent des travailleurs pour les fortifications ou toutes autres tâches liées au service du roi. Même rémunérées, ces prestations en travail peuvent devenir insupportables lorsqu'elles sont trop fréquentes et empêchent les colons de vaquer à leurs occupations. En voici deux exemples. Chaque fois que le chantier naval royal est à court de main-d'œuvre, l'intendant envoie ses hoquetons « commander des ouvriers » dans les côtes de la Canardière, Beauport, l'île d'Orléans et autres lieux<sup>54</sup>. Or, il ne s'agit pas de journaliers et de charretiers trop heureux de gagner quelques sous, mais de petits entrepreneurs qui, avec les compagnons charpentiers qu'ils emploient, ont des contrats avec les armateurs, des délais à respecter, bref des obligations professionnelles compromises par ces interruptions forcées. Les forges du Saint-Maurice, une autre entreprise royale, mobilisent régulièrement les habitants des côtes



environnantes pour les gros travaux, en particulier l'abattage des arbres servant à fabriquer le charbon de bois. « Ils résistent d'y aller sous prétexte qu'ils ont leur terre à cultiver, écrit l'ingénieur Franquet. On use quelque fois de violence pour les y obliger. De là il arrive qu'ils préfèrent abandonner le canton pour aller s'établir ailleurs que de se soumettre<sup>55</sup>. » Il ne faut pas dramatiser non plus. Si les réquisitions de main-d'œuvre correspondent aux temps morts de l'agriculture, elles sont bien accueillies. Mieux certainement que les réquisitions de blé, toujours odieuses puisqu'elles interdisent aux meilleurs producteurs de profiter des hauts prix et peuvent même entamer les réserves familiales. Elles sont utilisées pendant les disettes de 1737-1738 et de 1742-1744. Après avoir paralysé le commerce et taxé le blé au-dessous du prix courant, l'intendant l'envoie chercher d'autorité dans les granges, « pour la subsistance des troupes et des pauvres de la ville ». Comme nous le verrons plus loin, ces méthodes brutales réapparaîtront, cette fois sur une base régulière, pendant la guerre de la fin du régime<sup>56</sup>.

#### *b) Le logement des gens de guerre de 1665 à 1748*

Le logement personnel des gens de guerre est une autre charge publique onéreuse à laquelle les historiens n'ont pas porté beaucoup d'attention<sup>57</sup>. En France, les contemporains s'accordent pour dénoncer cette obligation qui est d'autant plus lourde que les gens aisés s'en font souvent dispenser et d'autant plus haïssable que l'indiscipline des troupes et la difficulté d'obtenir justice exposent les hôtes à toutes sortes d'exactions. Souvent, lorsque la troupe n'est pas trop nombreuse, les municipalités louent, aménagent et entretiennent à leurs frais des maisons pour loger les soldats, en attendant la construction de casernes. Pour soulager les populations et renforcer la discipline militaire, le casernement est jugé nécessaire mais il coûte cher et progresse très lentement au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup>. Nous retrouvons au Canada les mêmes usages, les mêmes abus et les mêmes remèdes avec quelques traits originaux en prime qui n'améliorent pas les choses, au contraire !

Quand les 1300 hommes du régiment de Carignan-Salières débarquèrent à Québec en 1665, la colonie ne comptait pas 500 maisons, 100 à 120 à peine dans l'ouest de la colonie où les plus gros effectifs furent cantonnés. Ils y passèrent trois hivers dans des conditions d'inconfort et de promiscuité difficiles à imaginer<sup>59</sup>. L'expérience laissa quelques mauvais souvenirs qui encouragèrent les habitants de l'île de Montréal à s'imposer pour louer la maison servant de corps de garde à la petite garnison. Au cours de l'assemblée du 3 décembre 1673 le syndic rappela à mots couverts que le viol est un des aléas du logement personnel : si les habitants ne répondent pas, dit-il, il lui faudra loger les soldats par quartier dans les maisons des bourgeois, avec les femmes et les enfants de ces derniers<sup>60</sup>. Ils répondirent bien. Les 327 livres recueillies cette année-là servirent à payer les arrérages et à faire un fonds pour l'entretien, et on continua de lever 50 livres chaque année pour la location<sup>61</sup>. Si, comme nous le supposons, la garnison de Québec logeait au château Saint-Louis aux frais du roi, la capitale aurait été entièrement libérée de cette charge jusqu'à l'arrivée du premier contingent des troupes de la Marine en 1683. À nouveau les colons doivent préparer la paillasse de paille neuve, la cuiller et la marmite, et laisser au soldat une place près du feu pour faire sa soupe au lard. Bien que moins criante que naguère, la disproportion entre les effectifs militaires et la capacité de logement de la colonie reste élevée. La majeure partie des 1 750 soldats loge dans les paroisses rurales autour des villes et à plusieurs reprises, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg et au-delà, on demande aux paysans de nourrir les soldats qu'ils hébergent moyennant paiement, parce que l'intendance est à court de vivres ou, à d'autres moments, pour la commodité<sup>62</sup>. Dans le gouvernement de Montréal, les troupes vivent pour un temps dans les fortins avec les colons que la guerre a chassés de leurs maisons<sup>63</sup>. Après la paix de Ryswick, la diminution des effectifs conjuguée avec la croissance urbaine permettent dorénavant et jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle de loger par billets tous les militaires dans les villes durant leurs quartiers d'hi-

ver, un avantage certain pour le service<sup>64</sup>. Montréal reçoit chaque automne 19 compagnies ou plus de 500 hommes quand les compagnies sont complètes, ce qui représente deux soldats par ménage au début de la période, un seul cinquante ans plus tard. Mais comme elles sont généralement incomplètes et qu'il faut défalquer aussi les sous-officiers mariés qui ont leur propre résidence, la charge réelle est moindre. Avec seulement 7 compagnies ou 210 hommes au maximum pour 461 ménages en 1716, et 1 055 en 1744, Québec est relativement épargné<sup>65</sup>.

Avons-nous raison de croire que le logement des officiers par billet est particulier à la colonie et qu'en France ceux-ci se logent à leurs frais? L'absence de référence à cette pratique dans les règlements généraux semble confirmer l'hypothèse. La méthode est utilisée pour les officiers du régiment de Carignan et, par la suite, pour tous les officiers qui ne résident pas dans la ville où ils sont cantonnés, qu'ils viennent de France ou d'ailleurs dans la colonie<sup>66</sup>. L'hôte doit leur fournir une chambre particulière chauffée et la chandelle. La charge ne s'adresse donc qu'aux bourgeois les plus aisés et même ceux-ci ne disposent pas toujours d'autant d'espace. Pour cette raison et, surtout, parce que la présence d'un étranger peut aisément devenir insupportable, la plupart préfèrent louer une chambre à l'auberge ou chez un particulier pour l'officier qu'on leur destine<sup>67</sup>. La dépense qui peut dépasser les 100 livres est plus ou moins fréquente selon les périodes. Dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la majorité des officiers résident avec leur famille dans la ville où ils tiennent garnison. Ceux qui sont à la charge de la communauté sont donc peu nombreux et si le juge établit une juste rotation parmi les hôtes de cette catégorie, leur tour ne revient pas tous les ans. Mais la guerre qui multiplie les déplacements de troupes et l'augmentation des compagnies franches en 1750 vont alourdir cette obligation.

En matière d'exemptions, la colonie suit les usages du royaume où la liste des privilégiés, définie entre autres par les règlements de 1651 et de 1678, est très longue. Les communautés religieuses, les

nobles, les officiers de guerre et de justice, les seigneurs, un notaire, un chirurgien et le syndic des habitants figurent parmi les exempts de la taxe levée en 1673 pour loger la garnison de Montréal<sup>68</sup>. Les intendants accordent volontiers des dispenses de logement à titre de récompenses ou comme primes attachées à des emplois peu ou pas rémunérés. Ainsi viennent s'ajouter à la liste précédente des commis du grand voyer et du Domaine, les syndics particuliers des couvents, des percepteurs d'amendes et un charpentier responsable de la prévention des incendies<sup>69</sup>. Le séminaire de Saint-Sulpice a réussi à faire exempter ses meuniers, métayers et autres locataires<sup>70</sup>. Les capitaines des milices urbaines, des négociants aisés pour la plupart qui auraient dû recevoir un officier, ont « de tout temps », disent-ils, été déchargés du logement<sup>71</sup>. Toutes ces dernières exemptions vont être supprimées après 1748 pour mieux répartir la taxe du casernement à Québec et accueillir le surcroît de militaires à Montréal. Mais la mesure restrictive est plus symbolique que pratique puisqu'elle ne touche pas à la majorités des exempts appartenant à l'Église, à la noblesse et aux corps des officiers de guerre et de plume pourvus de commissions royales<sup>72</sup>.

Le juge de police tient à jour la liste des logements disponibles avec celle des militaires qui séjournent dans la ville, ne serait-ce qu'une seule nuit, et il distribue les billets que le soldat présente à son hôte. « Sarot, mason, logera un soldat de la compagnie de St-Ours arrivé du fort Frédéricq, jusque à nouvelle ordre. Fait à Montréal, ce 24<sup>e</sup> may 1740<sup>73</sup>. » Les rôles n'ont pas été conservés. L'échantillon de logeurs de soldats et sous-officiers que nous avons rassemblé à partir de mentions éparses dans les archives judiciaires de Montréal est sans surprise<sup>74</sup>. Sur 156 cas au total, 71 ou 45 % sont des artisans, 13 % des aubergistes et 13 % encore, des commerçants. Les aubergistes sont-ils obligés d'accueillir autant de soldats ou reçoivent-ils pour un prix ceux dont les logeurs veulent se débarrasser ? Impossible de le savoir. La couche supérieure des citoyens est presque absente ici, puisqu'elle est soit exemptée soit chargée d'officiers, et la couche infé-

rieure formée des journaliers et des charretiers est également sous-représentée (4 %) parce que le soldat y serait trop mal logé. Il ne faut donc pas prendre au pied de la lettre les propos de l'ingénieur qui, pour promouvoir les casernes, affirme que seuls « les plus pauvres logent<sup>75</sup> ». De fait, l'imposition pèse sur les citadins moyens qui vivent et travaillent dans des appartements chauffés mais exigus où le soldat (deux en temps de « foule ») ajoute à l'encombrement quand l'hiver retient tout le monde à l'intérieur.

Les disputes, dommages et brutalités ordinaires qui entourent cette cohabitation forcée sont du ressort du major de la place ou du capitaine de la compagnie, à qui les hôtes doivent adresser leurs plaintes. La procédure n'est pas de nature à mettre ces derniers en confiance. Les griefs sont portés à l'attention du tribunal, où l'historien peut les retrouver, seulement lorsque le soldat est accusé d'un acte criminel, vol ou voie de fait, comme à Trois-Rivières chez le boucher Bolvin [*sic*]. Un soir, en l'absence des parents, une querelle éclate entre les filles de la maison et l'un des deux soldats de la Marine logés par billet. Alerté par le bruit, un voisin entre, veut s'interposer et dans la rixe qui s'ensuit reçoit un coup de couteau au ventre. Sans cette blessure, nous ne saurions rien de l'exaspération des jeunes filles et des jurements du soldat contre les « J. f. [Jean-foutre] de Canadiens<sup>76</sup> ». Ailleurs la vie en commun est mieux supportée, même appréciée lorsque le logeur y gagne un bon domestique ou un compagnon, comme Pierre Lenclus, cordonnier de Québec, qui en 1738 loge deux soldats, garçons-cordonniers de métier<sup>77</sup>. L'état-major recommande de placer les soldats dans des maisons où ils peuvent exercer leur métier, quand ils en ont, mais l'absence de cas semblables dans notre échantillon de logeurs montréalais montre qu'ils sont peu fréquents. Ne perdons pas de vue que les troupes tiennent garnison dans les forts éloignés pendant la moitié de l'année, ce qui ne favorise pas ces arrangements et brise l'accoutumance. Bref, le logement personnel des gens de guerre a parfois ses bons côtés mais dans l'ensemble il représente une charge, une source de contrariétés, même

entre gens de même origine sociale<sup>78</sup>. Quand le rang vient exacerber les tensions et humilier les hôtes, il est inacceptable. Un seul bourgeois est mort à la suite d'une querelle avec l'officier qu'il devait loger mais le fait divers n'en demeure pas moins exemplaire par les attitudes qu'il révèle : arrogance de l'officier, assurance tranquille que l'autorité tranchera toujours en faveur du militaire et fureur impuissante de la victime. Le 17 janvier 1748, le marchand-boulangier Nicolas Philibert fut bien étonné de voir le lieutenant Legardeur de Repentigny à sa porte avec un billet de logement. C'est une erreur, dit-il brusquement en renvoyant l'officier, puisqu'il fournit le pain de munition et doit, à ce titre, être exempté. Repentigny courut avertir le gouverneur, qui ordonna au juge de maintenir le billet, et deux jours plus tard il fit porter ses hardes chez le boulanger avec ordre de tenir la chambre prête. Quand l'officier se présenta dans la soirée, Philibert furieux lui dit qu'il avait renvoyé les effets chez l'ancien logeur et irait le lendemain s'entendre avec ce dernier pour le prix. À l'occasion de cette nouvelle rencontre, la querelle reprit de plus belle jusqu'à ce que Repentigny tirât son épée, pour venger son honneur des injures atroces, lit-on dans son placet. Le boulanger eut le temps de déposer sa plainte avant de mourir de sa blessure. Protégé par le gouverneur, l'intendant, l'évêque et tout le corps des officiers, « le malheureux monsieur de Repentigny » alla se réfugier au fort Saint-Frédéric, tandis que la prévôté instruisait son procès et le condamnait, par contumace, à avoir la tête tranchée. Les lettres de grâce furent publiées dès l'année suivante mais par égard pour la famille Philibert et l'opinion publique, le gouverneur jugea bon d'envoyer le lieutenant servir pour un temps à l'île Royale<sup>79</sup>.

### *c) Le casernement à Québec en 1748*

Sitôt arrivé à Québec à l'automne 1748, le nouvel intendant François Bigot procède au casernement de la garnison. Nous ne croyons pas que le drame de janvier ait influencé sa décision. La question est plu-

tôt de savoir pourquoi celle-ci a tant tardé, puisque la capitale disposait d'un bâtiment pour ses troupes depuis 1717. À l'époque, Vaudreuil et Bégon avaient proposé cette réforme pour le bien du service et le Conseil de la Marine, tout en les mettant en garde contre les réactions des contribuables, leur avait donné carte blanche pour remplacer l'obligation du logement personnel par une imposition annuelle destinée à l'entretien et au chauffage des casernes<sup>80</sup>. Ils commencèrent ensuite à tergiverser et le projet fut mis au rancart jusqu'en 1726, quand un nouveau gouverneur le ressuscita brièvement. Pour discipliner les troupes, il fallait vite les soustraire à l'influence pernicieuse des habitants, écrivait Beauharnois, mais deux ans plus tard il jugeait le projet prématuré<sup>81</sup>. Une convergence d'intérêts particuliers explique ces trente années de procrastination. Les administrateurs préfèrent finalement laisser aller les choses, ne pas « inquiéter le bourgeois », plutôt que d'affronter les difficultés inhérentes à un nouvel impôt qui leur attireraient les critiques et une mauvaise note sur leurs états de service<sup>82</sup>. Aussi longtemps que le logement personnel n'affecte qu'un petit nombre de foyers, un sur dix environ à Québec vers 1744, la majorité des citadins, les plus aisés surtout, n'ont pas intérêt non plus à favoriser une imposition répartie plus équitablement<sup>83</sup>. Les logeurs ont peut-être une autre opinion, mais ils n'ont jamais été consultés. Moins pusillanime que ses prédécesseurs, Bigot doit aussi se préparer à une augmentation des troupes. Déjà quelque 300 soldats destinés à l'Île Royale sont venus s'ajouter à la petite garnison locale entre 1747 et 1749. L'année suivante, la colonie reçoit plus de 1 000 recrues et redistribue ses forces, soit 13 compagnies de 50 hommes à Québec et à Montréal et 4 à Trois-Rivières<sup>84</sup>. Dans cette dernière place, les deux compagnies étaient jusque-là logées dans un corps de garde, entièrement aux frais du roi semble-t-il; le doublement de la garnison marquerait donc le début du logement personnel<sup>85</sup>. Il demeure en usage à Montréal où le nombre de soldats passe d'environ 410 à 650<sup>86</sup>. Les grands changements ont lieu à Québec : présence militaire décuplée et imposition plus lourde que prévu qui

fait sursauter le bourgeois. Il y a aussi la manière de procéder qui transgresse toutes les règles établies dans le royaume, comme le soulignent les négociants de la ville les 30 avril et 2 mai 1750.

Ils ont l'honneur de représenter à Messieurs les gouverneurs et intendant que toutes impositions et charges de ville perpétuelles, de la nature de celle que l'on veut faire, ne peuvent estre faites qu'en vertu d'un arrest du Conseil d'Etat du Roy et d'une déclaration de Sa Majesté enregistrée au Conseil supérieur de Québec, que la lettre du ministre ne peut estre regardée comme une déclaration du Roy, à laquelle lesdits habitants sont prêts de se soumettre lorsque Sa Majesté l'aura ordonné<sup>87</sup> [...]

Bigot ne retient ni l'argument juridique ni le plaidoyer pour diminuer la taxe établie à 13 491 livres et payable rétroactivement. Le syndic est invité à participer à l'assemblée de répartition, faute de quoi on procédera sans lui. Versailles, qui avait d'abord blâmé l'intendant pour avoir caserné la garnison sans autorisation, entérine subséquemment toutes les procédures par l'arrêt du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> juin 1753<sup>88</sup>. Les craintes des administrateurs précédents étaient vaines puisque, passées les protestations initiales, la ville paie sans problème, comme le montre le rôle d'imposition de janvier 1756 qui n'accuse qu'un faible solde en souffrance pour les six rôles antérieurs. À cette date, la cotisation moyenne des 1 003 feux imposables est de 13 livres et 6 sols avec des cotes variant entre 3 et 60 livres<sup>89</sup>.

L'impôt est en effet assez lourd, mais grâce à lui Québec échappe au logement personnel qui va devenir une charge écrasante ailleurs dans la colonie, avec l'arrivée subséquente des bataillons de l'armée de terre et une seconde augmentation des troupes de la Marine<sup>90</sup>. En 1755, les Montréalais qui n'ont pas été choisis pour loger les officiers ont l'ordre d'élargir les paillasses et les couchettes pour accommoder deux hommes, d'offrir des ustensiles pour deux soupes et de recevoir les soldats qui s'arrêtent brièvement en route vers les camps



comme ceux qui ont leurs quartiers d'hiver dans la ville<sup>91</sup>. Pendant la première moitié du siècle les paroisses rurales ont été relativement épargnées. Elles ont l'habitude de loger les soldats qui voyagent entre Québec et Montréal, et celles des environs de Québec accueillent de temps à autre des recrues fraîchement débarquées. À partir de 1755, comme nous le verrons plus loin, elles sont lourdement mises à contribution.

### 3. Qui a peur de la capitation ?

« Quoique ces corvées soient une espèce d'Imposition le nom n'en est cependant pas odieux en ce pays, les peuples y étant accoutumés depuis longtemps<sup>92</sup>. » L'accoutumance est le mot-clé. Les contemporains savent qu'en matière d'impôt, les charges anciennes, comme la taille par exemple, sont mieux tolérées qu'une innovation comme le dixième ou plus tard le vingtième, pourtant plus justes et plus rationnels<sup>93</sup>. Les Canadiens ont fourni des corvées pour leurs églises, leurs presbytères, pour les chemins et les ponts, pour les forts de pieux de la paroisse, ils accepteront donc sans trop de difficultés d'en fournir aussi pour l'enceinte de Montréal, se disent les administrateurs, et en dépit de quelques accrochages initiaux, les faits leur ont donné raison. Toutefois, dire que les colons ont l'habitude des corvées ne signifie nullement que ce régime est une sorte de victoire coloniale par rapport aux administrations fiscales de la métropole. En premier lieu, ils ne l'ont pas choisi de préférence à un autre. Ils n'ont jamais eu l'occasion de refuser une imposition générale, accordée à leurs moyens et payable en argent ou en denrées. Les administrateurs ont refusé pour eux les projets d'impôt de Versailles, à trois reprises, sans même les consulter, malgré les recommandations dans ce sens. « Nous n'avons point jugé à propos de communiquer nos vues, ainsi que vous nous le marquez, à quelques notables habitants. Nous savons qu'ils pensent moins favorablement que le peuple sur l'affaire en

question et la prudence a demandé que nous nous soyons conduits avec ce ménagement<sup>94</sup>. » Phrase laborieuse et ambiguë qui laisse quand même planer l'idée que le peuple, c'est-à-dire ceux qui fournissent les corvées, pourrait préférer une autre forme de contribution. En second lieu et quelle que soit l'opinion populaire, il est permis de croire qu'une imposition générale, loin d'être préjudiciable, aurait favorisé la maturation politique des colons et, éventuellement, soulagé les agriculteurs.

Les droits sur les produits coloniaux et les autres impôts indirects ne rapportant pas suffisamment, le roi ordonne en 1713 la création d'impôts directs dans toutes ses colonies d'Amérique<sup>95</sup>. Les finances sont épuisées et il est juste que leurs habitants, les Canadiens entre autres, fassent leur part « comme ils n'ont en aucune manière contribué aux dépenses immenses de la guerre comme les autres sujets de Sa Majesté et que cependant ils jouiront comme eux et même avec plus d'utilité des avantages de la paix ». À eux de choisir la forme de l'imposition, aux gouverneurs et aux intendants de convoquer des assemblées et de rapporter leurs décisions<sup>96</sup>. À la suite de ces instructions, Saint-Domingue consent à lever une capitation proportionnelle au nombre d'esclaves, sous forme d'octroi, gérée par ses Conseils supérieurs<sup>97</sup>. À Québec, les commissaires du roi rejettent la demande. Vingt ans plus tard, Maurepas revient à la charge et à nouveau en 1743, pour se faire répondre à chaque fois que la chose est impossible. La guerre qui éclate l'année suivante écarte momentanément le projet que Rouillé ramène sur le tapis avec beaucoup d'insistance entre 1751 et 1754. Québec fait alors mine d'aller de l'avant mais laisse traîner jusqu'à ce que la guerre vienne encore une fois interrompre tout projet de réforme fiscale et administrative.

Les arguments pour repousser l'imposition varient du raisonnable à l'in vraisemblable. Après avoir souligné que les Canadiens avaient fourni des corvées pour les fortifications et participé à plusieurs mouvements militaires, qui leur avaient causé bien des dépenses et des dérangements dans leurs travaux, Vaudreuil et Bégon

croient nécessaire d'évoquer une défection générale advenant une imposition, d'insister sur le « le ménagement qu'on doit avoir pour les habitants de ce pays par rapport à la proximité des Anglois<sup>98</sup> ». Beauharnois et Hocquart mettent plutôt l'accent sur la pauvreté des colons et, surtout, le danger d'insurrection. Ils préféreraient taxer le commerce, mais puisque le ministre veut un impôt direct, ils esquissent un projet qu'on ne saurait cependant exécuter sans avoir préalablement doublé les effectifs militaires. « Et ce n'est pas être trop prudent » compte tenu de « l'esprit d'indépendance » des Canadiens, qu'ils opposent à « la soumission parfaite » des paysans français<sup>99</sup>. Ce ne sont pas tant ces menaces, d'ailleurs accueillies avec un grain de sel, qui font reculer Versailles, que la mauvaise volonté de ses agents mal dissimulée sous les arguments chocs. Ils y renoncent par la suite pour s'en remettre aux méthodes dilatoires éprouvées que favorise la lenteur des communications. Ainsi en 1754, trois ans après avoir demandé un projet d'imposition en bonne et due forme, Rouillé n'a reçu que de vagues propositions et la colonie n'a pas encore été informée de sa décision<sup>100</sup>.

La correspondance n'aborde pas les vrais problèmes. Pour commencer, pourra-t-on préserver le régime des corvées ainsi que le service militaire obligatoire et gratuit lorsque les habitants paieront des impôts? Après tout, la taille n'était-elle pas à l'origine « une sorte de rachat de la conscription<sup>101</sup> »? Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le rapport entre impôt et travail ou entre service militaire et fiscalité est bien établi dans les mentalités des administrateurs et des communautés. Le milicien français du XVIII<sup>e</sup> siècle est exempt de taille pendant le service et un an après, trois s'il s'est marié et, au-dessus d'un certain niveau de taille, les paysans échappent au tirage au sort<sup>102</sup>. Pour prendre un exemple colonial, rappelons qu'en 1763 Saint-Domingue consent à verser au roi un « don gratuit » de quatre millions pour la suppression de la milice<sup>103</sup>. Les administrateurs auraient donc de bonnes raisons de craindre que les nouveaux impôts, si faibles soient-ils, poussent les Canadiens à remettre en question leurs prestations personnelles. Pour

que ceux-ci continuent à « marcher au premier commandement », ils préfèrent taxer le commerce à la limite de ce qu'il peut supporter. Versailles veut au contraire ménager le commerce et taxer les habitants pour les inciter à produire davantage<sup>104</sup>. La position est sans doute mieux fondée économiquement, à la condition toutefois de laisser les contribuables vaquer à leurs travaux, ce qu'on n'est pas prêt à faire.

La seconde contradiction avec les usages locaux a trait aux assemblées de paroisse et aux élections de syndics qui accompagneraient la taille, à l'introduction d'un système fiscal basé sur la responsabilité collective des communautés rurales dans une colonie où celles-ci n'ont pas d'existence légale et où les contraintes et les sanctions ne s'exercent que contre les individus. L'État de l'Ancien Régime n'a pas résolu les problèmes techniques de l'impôt sur le revenu tel que nous le connaissons aujourd'hui, comme la façon de vérifier chaque déclaration pour parvenir à une connaissance exacte des différentes sources de revenus fonciers ou mobiliers. Il craint aussi de se retrouver en face d'une multitude de débiteurs, souvent insolvables, de devoir entreprendre des poursuites coûteuses et de se contenter de recettes incertaines. Il reste donc fidèle à l'impôt « de répartition » fixé d'avance et réparti entre les communautés selon leurs ressources présumées. Dans chaque paroisse, les habitants sont solidaires de la dette, de sorte que la part des indigents et des autres mauvais payeurs finit par retomber sur les contribuables solvables<sup>105</sup>. Pour les mêmes raisons, et quel que soit le choix de la base d'imposition pour le Canada — la superficie en valeur dans le plan de Hocquart, des critères plus arbitraires dans celui de Bigot — le recouvrement adopterait également la forme collective<sup>106</sup>. L'habitant soumis aux redevances personnelles a toujours été seul face aux autorités et celles-ci ne sont pas prêtes à renoncer à cet avantage pour des discussions à n'en plus finir avec des communautés rurales consolidées par les nouvelles procédures. En outre, la capitation qui prendrait la forme de « l'octroi » dans les villes donnerait aux assemblées un droit de regard sur l'utilisation des fonds<sup>107</sup>. Les administrateurs savent comment les

planteurs antillais se sont prévalus de cette prérogative pour refuser des dépenses militaires et, à l'échelle locale, les contestations des contribuables montréalais au sujet de l'emploi de la taxe pour l'enceinte leur donnent à réfléchir<sup>108</sup>. Ils savent aussi qu'advenant une confrontation avec les colons ils seront les premiers blâmés. Autant de bonnes raisons, donc, pour redouter l'innovation.

Les pressions pour le statu quo viennent aussi de la colonie, en particulier de l'Église qui monte aux barricades dès qu'il est question d'imposer la propriété et les revenus et de faire concurrence à la dîme. En 1754, le ministre exige que le projet de capitation, jusque-là tenu secret, soit au moins communiqué à l'évêque pour qu'il aide à disposer favorablement les esprits. Les deux mémoires qui font suite à cette demande montrent que le clergé n'est pas prêt à s'élever au-dessus de ses intérêts particuliers<sup>109</sup>. L'année suivante l'abbé de L'Isle-Dieu, vicaire général de la Nouvelle-France à Paris, est heureux d'annoncer à l'évêque de Québec que l'imposition est écartée pour le moment<sup>110</sup>. Les autres groupes sociaux n'ont pas eu l'occasion de donner leur avis publiquement mais on peut supposer que la plupart des seigneurs partagent l'opinion de l'Église, de même que d'autres notables ruraux qui possèdent plus de biens que la moyenne des habitants sans pour autant fournir plus de redevances personnelles. Les nouveaux impôts, par nature progressifs, mettraient en péril ce régime trompeusement égalitaire. Ils n'épargneraient pas la noblesse militaire, bien représentée dans le groupe seigneurial<sup>111</sup>. Proche des gouverneurs, celle-ci n'est sans doute pas étrangère aux décisions de taxer et de retaxer le commerce plutôt que les particuliers. Pour d'autres, les nouveaux impôts s'ajouteraient à des contributions jugées déjà fort lourdes. Au moyen des congés de traite, de la ferme des postes et des privilèges accordés à leurs commandants, l'administration prélève une part substantielle des profits des marchands de fourrures. Comptent aussi les impôts indirects sur le commerce extérieur et le crédit à long terme sous forme de lettres de change différées et d'ordonnances de paiement sans échéance fixe que doivent supporter les fournisseurs du

roi<sup>112</sup>. Le paysan du début du XVIII<sup>e</sup> siècle qui fournit quinze jours de corvée sur les murs de Québec, une dizaine d'autres pour construire et entretenir les chemins de sa paroisse, soit presque un mois d'une saison culturale qui n'en compte que six, peut aussi penser qu'il contribue largement aux travaux publics. Il en va de même des milliers de garçons qui, au lieu d'aider leurs parents ou de préparer leur propre établissement, servent gratuitement dans de longues campagnes militaires et paramilitaires à partir de 1744. Sans recourir à des calculs compliqués, on pourrait constater que la charge est souvent bien supérieure aux tailles, aides et gabelles payées par un petit laboureur dans telle ou telle région de France<sup>113</sup>. La comparaison repose sur la reconnaissance de la valeur du travail agricole que les historiens qui répètent que les Canadiens ne sont pas taxés ont choisi de nier ou d'ignorer, allant ainsi à l'encontre de l'opinion éclairée du XVIII<sup>e</sup> siècle. « Prendre le temps du laboureur même en le payant serait l'équivalent d'un impôt. Prendre son temps sans le payer est un double impôt », lit-on dans l'édit de 1776 qui supprime la corvée royale en France<sup>114</sup>. Les colons le savent et au bout du compte l'acceptent.

On ne saurait comprendre la facilité avec laquelle l'état-major va pouvoir mobiliser cette population durant les guerres du milieu du siècle, l'astreindre à des tâches pénibles et obscures dans des lieux éloignés et malsains, sans avoir d'abord décrit les cadres de la vie publique et les différents services qu'elle a déjà l'habitude de fournir, comme nous venons de le faire dans les deux derniers chapitres. Car la contrainte n'explique pas tout. Au-delà des intérêts particuliers, de la grogne ordinaire et de certaines opinions plus critiques, le même besoin d'ordre et de sécurité pousse villes et campagnes à collaborer avec le militaire. Au fil des ans, les habitants des côtes ont appris à travailler en commun, à former des brigades de terrassiers ou encore de petits détachements policiers, à obéir et à être obéis. Le gouvernement peut miser sur cette discipline.

## CHAPITRE 8

### Une guerre de seize ans (1744-1760)

La guerre entre les colonies françaises et britanniques déclenchée en mai 1744 va durer seize ans. En Amérique, la trêve qui sépare les deux conflits européens est l'occasion d'un redéploiement des forces sur les frontières indécises tôt suivi d'agressions armées. Au terme de ces affrontements ininterrompus, toute une génération de colons a perdu jusqu'au souvenir de la paix. Contrairement aux guerres franco-anglaises précédentes où les milices étaient relativement ménagées, la guerre de Succession d'Autriche est marquée par une mobilisation massive et continue des habitants, de l'ordre de 2 000 par année. La ponction diminue à peine après 1748 et rebondit aussitôt pour atteindre environ 4 000 en 1753 et 1754, presque 6 000 en 1755 et s'élever rapidement jusqu'à 11 000 hommes au moment de l'invasion, ce qui correspond sans doute à la quasi totalité des hommes en état de marcher. La participation accrue de la milice aux mouvements militaires est en partie liée à la multiplication des places fortes sur le territoire, un autre trait original par rapport à la période antérieure. Pour construire, armer, ravitailler, chauffer et protéger les forts, maintenir les communications entre ceux-ci et le centre de la colonie, il faut beaucoup d'hommes. Même les conscrits sans formation ni expérience sont utiles pour les tâches paramilitaires et, parmi eux, le nombre de jeunes gens qui apprennent à faire la guerre augmente au fil des années.

## 1. Les sources

Pour étudier les modalités du recrutement, la composition des corps de milice et leur participation aux campagnes entre 1744 et 1760, les sources sont plus nombreuses, plus variées aussi dans les débuts, que celles dont nous disposons pour le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Compte tenu du brouillard idéologique qui entoure l'histoire de la fin du Régime français, quelques éclaircissements sur cette documentation ne sont pas superflus.

Tout d'abord, le volume ne doit pas masquer les carences. À quelques exceptions près, pas de journaux tenus par les officiers et les soldats de milice, pas de correspondance privée non plus, ni de traces des sermons que les aumôniers adressaient à la troupe rassemblée dans les camps et les forts; autant de sources qui, par exemple, font l'intérêt de l'ouvrage que Fred Anderson a consacré aux recrues du Massachusetts pendant la guerre de Sept Ans<sup>1</sup>. L'analphabétisme généralisé des paysans canadiens n'explique pas la rareté des témoignages provenant des autres groupes sociaux, des commerçants et des artisans des villes en particulier, majoritairement scolarisés<sup>2</sup>. Tant que l'hiver ne vient pas interrompre les communications entre Montréal et le lac Érié, le lieutenant Chaussegros de Léry et sa femme s'écrivent tous les deux ou trois jours<sup>3</sup>. En 1754, le gouverneur se plaint de la multitude de lettres, remplies de fausses nouvelles, dit-il, provenant des garnisons de l'Ohio<sup>4</sup>. Les textes ont existé mais ils n'ont pas été conservés. Rappelons que la presse locale, qui dans les colonies britanniques a beaucoup contribué à préserver les témoignages, n'existe pas en Nouvelle-France. En revanche, l'absence de véritables rôles de milice, avec nom, âge, résidence, métier et dates de mobilisation, tient non pas aux aléas de la conservation mais à la négligence de l'état-major colonial. « Nous n'avons point icy l'usage des rôles » écrit un enquêteur du trésorier de la Marine, ce que prouve bien la forme bâclée des quelques listes de conscrits qui ont subsisté<sup>5</sup>.

Pour la période 1744-1748, nous disposons d'un ensemble de



pièces comptables d'une grande richesse. Établies dans les bureaux de l'intendance et les magasins du roi, elles éclairent les mouvements de guerre, la composition des partis et des gros détachements, les équipements et les vivres qui leur sont distribués, de même que la diversité des tâches et la question des gages et des récompenses. L'arrivée d'un nouvel intendant en 1748 met un terme à la prolifération de ces états partiels remplis de détails précis. Les bordereaux subséquents ne laissent plus rien transparaître derrière la montée fulgurante des dépenses. Comme par le passé, l'administration rédige une chronique des événements militaires intitulée « relation de ce qui s'est passé de plus intéressant [...] » entre telle et telle date. Elle sert en quelque sorte de canevas à la correspondance des gouverneurs avec Versailles et aux nombreux rapports et journaux de campagnes rédigés par les officiers des troupes et aussi transmis au ministre. La correspondance interne entre le gouverneur, son état-major et les commandants des opérations éclaire mieux les détails du service et aborde plus spontanément les difficultés, les problèmes de discipline, que les rapports officiels tendent à escamoter. Elle a presque entièrement disparu, mais nous connaissons sa valeur grâce à quelques lettres dispersées et, surtout, aux deux belles collections des papiers Contrecoeur et de Léry<sup>6</sup>.

Les témoignages des officiers du pays sont particulièrement précieux pour notre propos puisqu'ils encadrent les milices dans tous leurs déplacements, dans les forts comme à l'armée. Or ces témoignages se font très rares à partir de 1756<sup>7</sup>. À en juger par le contenu des archives des colonies, le ministère n'a plus guère qu'un seul correspondant à Québec, le gouverneur Pierre de Rigaud de Vaudreuil, en poste depuis l'été précédent<sup>8</sup>. Il nous apprend qu'il a défendu à ses officiers de communiquer avec le ministre sans passer par lui, mais nous ne saurions dire si cette espèce de censure explique à elle seule l'effacement des autres correspondants<sup>9</sup>. Les dépêches de Vaudreuil à la cour, échelonnées sur plusieurs mois grâce aux courriers de Louisbourg, ses ordres, manifestes ou instructions en partie conservés forment une masse considérable. L'information est fractionnée dans de

courtes missives. La langue est figée, volontiers grandiloquente, avec des enfilades de phrases commençant par « je » qui donnent l'impression qu'il est seul pour tout faire. Pourtant aucun administrateur n'a été aussi prodigue de louanges envers ses subordonnés, mais de façon abstraite. Vaudreuil se plaît à exalter les mérites des troupes de la colonie, de leurs officiers et, avant tout, des « Canadiens résolus à répandre leur sang », qui ont « la passion de brûler la poudre » et ne demandent « que d'être placés dans les lieux les plus exposés » et ainsi de suite<sup>10</sup>. Il va sans dire que ce discours, élément stratégique dans une lutte de pouvoir, ne nous apprend rien sur les petites et grandes misères de la guerre ni sur l'état d'esprit des milices. Le gouverneur général n'aborde à peu près jamais les aspects concrets du service.

Pour savoir ce qui se passe sur le terrain pendant la guerre de Sept Ans, nous devons faire appel aux témoignages des officiers de l'armée de terre qui débarquent à Québec à partir de 1755. Ils ont laissé une immense documentation — mémoires, journaux de campagne, correspondance avec la France et à l'intérieur de l'armée — dont une petite partie a été versée aux archives du ministère de la Guerre et une autre pieusement conservée par les descendants; certains de ces documents ont été publiés par la suite<sup>11</sup>. Le regard du voyageur étranger et celui du militaire s'y entrecroisent. Le premier privilégie le détail pittoresque, les petits essais sur les mœurs locales qui s'inspirent plus souvent de quelques idées préconçues ou souvenirs de lecture que de ses propres observations. Il juge, il tranche et suit l'inclination naturelle du voyageur à la généralisation. Tous les textes n'ont pas la même spontanéité. Quand le chevalier de Lévis évoque le « prétendu » assassinat de Jumonville au début de son journal, il est clair que ce n'est pas le brigadier de 1756 qui tient la plume, mais le maréchal de 1783, en accord avec les opinions de son temps et celles de son ami James Murray, gouverneur de Minorque<sup>12</sup>. Bien d'autres eurent aussi le temps de retoucher leurs mémoires avant de les abandonner à la postérité, sans compter les modifications et suppressions apportées plus tard par leurs éditeurs<sup>13</sup>. Le journal du marquis de Mont-

calm, commandant du corps expéditionnaire de l'armée française, est de ce point de vue, et pour cause, irrécusable<sup>14</sup>. Rédigé en majeure partie sous sa dictée par divers secrétaires, il est la pièce maîtresse de cet ensemble documentaire à la fois pour le volume et l'intérêt historique et littéraire<sup>15</sup>. Par petites touches sarcastiques, Montcalm décrit les travers, les amours, les jeux et les magouilles de l'administration et de l'élite coloniale. L'écriture — celle du journal et sa correspondance très intime avec Lévis, commandant en second — est sa façon de se venger de la longueur des hivers canadiens et de ses frustrations dans la conduite de la guerre. Il a ses têtes de Turc, comme Rigaud, le frère du gouverneur, ou l'ingénieur Le Mercier, son protégé. Homme de culture, la lourdeur et l'ignorance l'affligent et il est prêt à oublier les fautes de celui qui a de l'esprit. La frivolité, la méchanceté, de même que la compassion, la tendresse et l'angoisse, bref la vie et la mort, circulent dans cette chronique bâclée, désordonnée et par moments captivante, qui est bien de son temps. Un temps qui n'était pas celui du respect, de la charité et de la rectitude politique. Que cette liberté de ton ait choqué les historiens québécois de naguère, ardents défenseurs des gloires nationales, et pourfendeurs des Lumières, on peut le comprendre. Qu'elle soulève la même réprobation aujourd'hui, comme en témoignent la section consacrée aux écrits de la guerre de Sept Ans dans *La Vie littéraire au Québec* ou les articles sur Montcalm dans le *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec* et le *Dictionnaire biographique du Canada*, est plus surprenant<sup>16</sup>.

Cela dit, ce ne sont pas les propos du visiteur qui retiennent notre attention, mais ceux du militaire, soit la partie la plus longue, la plus terne et aussi la plus solide de cette documentation. Les auteurs notent ce qu'ils voient et parlent de ce qu'ils connaissent : énumération des mouvements des partisans et des éclaireurs sur les frontières, ordres de marche, discipline dans les camps, position et comportement des combattants lors des sièges et des batailles, etc. Très répandue, particulièrement dans l'historiographie québécoise, l'idée que les officiers français ne concevaient pas la guerre autrement qu'en

bataille rangée et méprisaient les talents des Canadiens et des Amérindiens pour la petite guerre ne résiste pas à la lecture des journaux de campagne<sup>17</sup>. Rappelons tout d'abord ce que plusieurs historiens ont établi avant nous; les officiers qui passent en Amérique dans les années 1750 connaissent et apprécient les tactiques de harcèlement et d'embuscade que la guerre de Succession d'Autriche a contribué à répandre. Après s'être défendue en Bohême contre les hussards de Marie-Thérèse, formés au contact des Turcs, et au Piedmont contre les montagnards de Charles-Emmanuel de Savoie, l'armée française poussée par le maréchal de Saxe commence dès 1743 à créer ses propres unités de troupes légères pour protéger ses flancs, faire des reconnaissances dangereuses et aller surprendre l'ennemi. Plus tard, on préférera confier ces missions à des formations temporaires ou piquets en sélectionnant dans plusieurs régiments les meilleurs tireurs, les hommes les plus résolus. Parmi les officiers du corps expéditionnaire venu de France, plusieurs ont acquis l'expérience des nouvelles tactiques sur le terrain, tels Dieskau, aide de camp de Maurice de Saxe dans l'armée de Bohême, ou Montcalm et Lévis, vétérans des campagnes du Piedmont. Elles occupent une large place dans les traités d'art militaire publiés à l'époque et font partie de la formation des jeunes officiers<sup>18</sup>.

Chacun sait que c'est ainsi qu'on fait la guerre en Nouvelle-France et si les commandants ignorent encore ce que les guerriers amérindiens leur réservent, ils sont sûrs en revanche de pouvoir s'appuyer sur la milice coloniale renommée pour son endurance, son intrépidité et sa férocité. Ils s'attendent à trouver ces petites unités compactes, très mobiles, menées par leurs propres chefs, qui faisaient la force des Hongrois, des Serbo-Croates ou des montagnards catalans et que les récits de Bacqueville de La Potherie et du père Charlevoix laissaient espérer. Nous retrouvons ici la représentation de l'homme de guerre canadien esquissée au début de cette étude, telle que portée par la littérature depuis plus d'un siècle et entretenue par les silences et les euphémismes des rapports officiels. C'est l'image

que les officiers des bataillons ont en tête à leur arrivée et que plusieurs refusent de remettre en question quand la réalité s'en éloigne. Plutôt que de parler de réputation surfaite, de généralisations trompeuses, ils diront « les Canadiens ont perdu tout leur ancien esprit guerrier<sup>19</sup> ». Car ces garçons inexpérimentés, mal vêtus et mal armés, que l'on envoie en vrac joindre l'armée de Chouaguen et celle de Carillon en 1756 ne correspondent certainement pas aux attentes<sup>20</sup>. La critique qui s'ensuit ne vise cependant pas les miliciens, comme on l'a trop souvent écrit, mais le gouvernement et les officiers coloniaux responsables du recrutement, de l'encadrement et, en conséquence, du désordre. Passée la déception initiale, les officiers supérieurs vont s'appliquer à introduire la discipline dans les camps et à utiliser au mieux les troupes irrégulières, en tenant compte de leurs aptitudes.

Ni plus ni moins fiable que les autres sources, la documentation laissée par les militaires français a le mérite de relever certains détails touchant la milice que l'officier du pays ne voit plus tellement ils lui sont familiers. Mais comme les miliciens sont rarement sous le commandement direct des officiers des bataillons, ces observations ne sont pas aussi nombreuses que nous l'aurions souhaité.

## 2. Les mouvements de guerre

Comme pour les guerres précédentes, les mouvements militaires des années 1744-1760 ont été rassemblés en annexe<sup>21</sup>. La liste est encore plus sélective que la première et, cette fois, les sources ne sont pas en cause. Nous aurions pu en effet inclure dans ce tableau les centaines de petits partis relevés par le garde-magasin de Montréal vers 1745-1747 ou énumérés dans les journaux des commandants à Carillon, à Niagara et ailleurs entre 1755 et 1759. Mais l'accumulation n'aurait rien apporté faute d'être accompagnée d'une véritable analyse, pour savoir, par exemple, quels groupes chez les Amérindiens domiciliés et alliés étaient les plus actifs, ou quelle était la proportion de partisans

parmi les officiers des troupes de la Marine, des questions qui dépassent notre propos. Pour permettre au lecteur de s'y retrouver, nous avons donc procédé de la façon traditionnelle, ne retenant que les affaires plus décisives, celles qui firent du bruit en leur temps, celles où figure la milice, tout en regrettant de minimiser ainsi la présence amérindienne pourtant si nombreuse sur tous les fronts de guerre. Dans la majorité des cas, plusieurs sources convergentes ont servi à établir les effectifs des participants de chaque catégorie. Lorsqu'elles ne sont pas unanimes, nous tenons compte des choix des autres historiens. Il faut surtout éviter de prendre les ethnonymes au pied de la lettre. Telle expédition comptait 100 Français et 200 Indiens, lit-on souvent. « Français » ne sert pas ici à différencier les soldats des colons mais est utilisé comme un terme générique pour désigner tous les hommes d'origine européenne par opposition aux effectifs indigènes<sup>22</sup>. Jusqu'au début des années 1750, le mot « habitant » est régulièrement employé comme synonyme de milicien. On dit, tel détachement comptait 300 habitants et 200 soldats. Puis, sous l'influence des officiers venus de France, les habitants deviennent des Canadiens. Ainsi, en plus de désigner l'ensemble des colons, le nom « Canadiens » prend volontiers le sens plus restrictif de « soldats de milice », c'est-à-dire d'une catégorie sociale opposée à d'autres groupes sociaux. Un détachement composé « de Canadiens et de [...] voyageurs des pays d'En-Haut », peut-on lire, ou encore, trois officiers « ont été tués avec trois Canadiens », alors que les six morts sont tous du pays<sup>23</sup>. Enfin, l'expression « troupes de la colonie » peut fort bien désigner un mélange de soldats des compagnies franches de la Marine et de miliciens. Bref, le vocabulaire des contemporains ne traduit pas nécessairement les identités ethniques qui obsèdent les historiens<sup>24</sup>.

#### *a) Guerre de Succession d'Autriche*

Dans ses instructions du 30 avril 1744 à la suite de la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne le mois précédent, Maurepas juge que

le Canada n'a rien à craindre de l'ennemi, ni du côté de la mer, où les entreprises anglaises ont toujours été infructueuses, ni sur ses arrières bien protégés par les forts de Montréal, de Chambly et de Saint-Frédéric. La colonie peut donc et doit agir « offensivement » partout contre Chouaguen, contre les établissement de la baie d'Hudson et de la Nouvelle-Angleterre, et aller seconder les forces de l'Île Royale dans la reconquête de l'Acadie, dès qu'elle en recevra l'ordre<sup>25</sup>. Mais à Québec on est beaucoup moins optimiste. Des rumeurs d'invasion maritime circulent tout l'été attisées par une fausse alerte dans la nuit du 27 juillet. Visiblement le système de signaux confié aux milices des paroisses riveraines n'est pas encore au point et la ville n'est même pas fortifiée, au désespoir de l'état-major<sup>26</sup>. L'année 1744 est aussi marquée par une brusque interruption du commerce avec la France, l'Île Royale et les autres colonies françaises, les corsaires des ports anglo-américains ayant littéralement investi le golfe Saint-Laurent<sup>27</sup>. Coupés de leurs marchés et de leurs fournisseurs, déjà accablés par les pertes en mer les négociants québécois réclament des escortes efficaces pour les bâtiments de pêche et de commerce<sup>28</sup>. Cet automne-là, les administrateurs n'ont qu'une bonne nouvelle à rapporter à Versailles : la récolte abondante, venant après trois années de disette, permettra enfin d'équiper des partis de guerre dès qu'on aura réussi à mobiliser les Amérindiens. Quant à l'Acadie, le Canada est prêt à prêter son concours mais pas au point de compromettre sa propre sécurité. Ne disposant que de quelque 500 soldats des troupes de la Marine, il entend conserver ses milices et ses domiciliés<sup>29</sup>.

Côté maritime, rien ne se passe comme prévu. Une armée de 4 400 volontaires bostonnais appuyée par autant de matelots et quatre vaisseaux britanniques débarque dans l'île Royale en avril 1745. Le 27 juin suivant, après cinquante jours de siège et de bombardements intensifs, Louisbourg, la forteresse dite imprenable, est forcée de capituler. Les efforts considérables de la Marine française pour supporter les opérations terrestres dans la région se soldent par des rendez-vous manqués, comme à Port-Royal (Annapolis Royal) en 1744 et à Louis-

bourg en 1745 ou par des désastres et hécatombes comme ceux qui s'abattent sur la flotte du duc d'Anville, venue en 1746 pour reprendre Louisbourg, Port-Royal et Plaisance<sup>30</sup>. En mai 1747, l'escadre de La Jonquière qui convoie une trentaine de navires vers l'Amérique est attaquée par les Britanniques au large du cap Ortegal, dans la baie de Biscaye. Les navires destinés à Québec parviennent à s'échapper et arrivent à bon port, mais sans le commandant, nouveau gouverneur général, retenu prisonnier<sup>31</sup>. Le Canada a fourni deux détachements pour les opérations acadiennes. Celui du lieutenant Paul Marin composé de 100 volontaires, 80 Hurons et Abénaquis et une douzaine de jeunes officiers et cadets part à la fin de janvier 1745 et longe la rivière Saint-Jean. D'autres Amérindiens viennent grossir ses rangs en cours de route. Dans le bassin des Mines d'abord, puis devant Annapolis Royal, il attend en vain les ordres de Louisbourg. N'eût été la présence de deux bâtiments marchands retenus dans la rade par le temps plat et que la troupe prend à l'abordage, elle n'aurait rien fait du tout. L'appel à l'aide du commandant de la place assiégée n'arrive que le 1<sup>er</sup> juin. Le temps de gagner Cobeguit, à l'est du bassin des Mines, avec des hommes qui n'ont nulle envie d'aller risquer leur vie à l'île Royale, il est déjà trop tard et le détachement rentre à Québec avec ses prises et ses prisonniers<sup>32</sup>. Le second, qui fait voile vers l'Acadie en juin 1746, avec ordre d'aller bloquer Annapolis dès que les vaisseaux français seront annoncés, est beaucoup plus considérable. Six cents miliciens encadrés par 50 officiers et cadets s'embarquent sur l'*Armadilla*, armée par l'intendant, et environ 300 domiciliés font route à pied que rejoindront sur place autant d'Abénaquis et de Micmacs<sup>33</sup>. Cantonnée dans la région de Beaubassin, au fond de la baie de Chignectou, en attendant des nouvelles de l'escadre du duc d'Anville, la petite armée a déjà épuisé ses provisions et commencé à vivre sur le pays quand le gouverneur décide que les hommes, les domiciliés surtout, seront plus utiles sur la frontière du lac Champlain où, croit-il, une invasion se prépare. Le siège d'Annapolis, commencé en septembre avec une troupe réduite et affaiblie



par la faim et la maladie, est interrompu le 3 novembre, les vaisseaux attendus ayant été dispersés par la tempête. Grâce à la présence d'un corsaire de Louisbourg dans la baie, les Canadiens parviennent à regagner l'isthme de Chignectou et à refaire leurs forces avant d'entreprendre ce qui sera le moment fort de cette campagne pénible et jusque-là inutile. L'attaque, dans la nuit du 11 février 1747 d'un détachement de 500 hommes venus de Nouvelle-Angleterre pour les chasser d'Acadie a toutes les caractéristiques des coups de main qui avaient établi naguère leur réputation : un parti de 200 colons, de 60 Micmacs ou Abénaquis et de quelques guides acadiens bien encadré d'officiers et de cadets, une marche de près de 100 kilomètres dans la neige pour venir jusqu'à Grand-Pré où logent les Bostonnais, la surprise, beaucoup de morts et de blessés, presque tous chez l'ennemi<sup>34</sup>. Mais la maladie apportée à Chibouctou par la malheureuse flotte française creuse de plus en plus les rangs des alliés amérindiens et ceux des milices qui rentrent à Québec au début de l'été en piteux état<sup>35</sup>.

Au Canada, les actions offensives ne démarrent vraiment qu'en 1746, après le coup d'envoi de Paul Marin qui, de retour d'Acadie, se jette sur Saratoga sur le fleuve Hudson avec une troupe de 500 hommes dont 300 domiciliés<sup>36</sup>. Jusque-là, ces derniers ont montré peu d'empressement pour aller en parti et la colonie a concentré ses forces sur la défense du territoire : construction de l'enceinte à Québec et mise en place de dispositifs pour contrer une attaque par le fleuve, consolidation du réseau de forts dans le gouvernement de Montréal, et ouverture d'un chemin entre La Prairie et la rivière Richelieu, pour accélérer les communications avec le fort Saint-Frédéric à la tête du lac Champlain<sup>37</sup>. Comme la neutralité de la ligue iroquoise garantit en quelque sorte que les Britanniques n'attaqueront pas du côté du lac Ontario, la colonie peut concentrer ses forces sur la frontière sud. Construit entre 1731 et 1735, Saint-Frédéric est la plaque tournante des opérations. On y tient à l'année longue une importante garnison qui fournit des travailleurs pour

aménager la place et des éclaireurs pour surveiller les mouvements de l'ennemi. Des trois gros détachements lancés contre les établissements britanniques sur cette frontière, les deux premiers, celui de Marin mentionné plus haut et celui de Rigaud de Vaudreuil en 1746, obtinrent des victoires faciles, Saratoga et le fort Massachusetts n'étant défendus que par une poignée de personnes<sup>38</sup>. Celui de 1747, encore commandé par Rigaud n'osa pas attaquer Saratoga, alors bien pourvu d'artillerie et d'une garnison de 300 hommes, et revint sans avoir rien fait<sup>39</sup>. On avait quand même réussi deux fois à faire avancer plusieurs centaines de miliciens assez profondément en territoire ennemi, un progrès par rapport aux expéditions avortées du début du siècle<sup>40</sup>.

Comme les précédentes, cette guerre est d'abord une guerre de partis menée principalement par les Amérindiens et, comme par le passé, les rapports officiels, qui privilégient les actions des militaires coloniaux, ne rendent pas compte de cette réalité. Mais cette fois nous disposons aussi des comptes de l'intendance où sont notés le nombre, la composition et la destination des groupes équipés dans les magasins du roi de Montréal, ce qui englobe toutes les opérations au sud et à l'ouest. Nos calculs ne portent que sur les partis qui reviennent des colonies britanniques, soit 82 au total pour l'année 1746<sup>41</sup>. Ce sont de petites bandes, de 10 à 30 hommes en moyenne, à une exception près qui en compte une centaine. La plupart, exactement 70 sur 82, ne sont composées que d'Amérindiens. Dans 12 cas seulement, ceux-ci sont accompagnés d'officiers et de cadets des troupes de la Marine et parfois de « volontaires » ou d'« habitants ». La répartition est la suivante : 7 officiers, 18 cadets, 7 colons en regard de plus d'un millier de partisans amérindiens<sup>42</sup>. La campagne d'Acadie, en drainant 50 officiers et cadets et 600 miliciens, est peut-être une des causes de la faiblesse de la participation coloniale cette année-là. Les effectifs sont un peu plus forts en 1747 avec 11 officiers, environ 30 cadets et 100 volontaires regroupés dans 13 partis mixtes comptant 30, 60 et jusqu'à 200 hommes. Comme les comptes des magasins s'arrêtent en août avant la période des retours, il est impossible de

quantifier les autres partis, mais tout laisse supposer qu'ils seraient aussi nombreux que l'année précédente et que la supériorité numérique amérindienne serait également écrasante<sup>43</sup>.

Durant l'été 1746, quelque 500 alliés des pays d'en haut viennent grossir les forces locales et peut-être autant l'été suivant. Ils participent aux campagnes de Rigaud et à deux ou trois expéditions mixtes, mais presque tous les petits partis que nous avons dénombrés sont l'affaire des domiciliés. Grâce à un léger accroissement naturel et à l'arrivée de réfugiés abénaquis et autres au début de la guerre, les villages amérindiens de la vallée du Saint-Laurent comptent environ 3 500 habitants et peuvent fournir jusqu'à 700 guerriers<sup>44</sup>. Directement ou par l'entremise des missionnaires, le gouvernement exerce de fortes pressions sur les domiciliés. Aucune expédition importante n'a lieu sans leur concours. En même temps, on veut qu'ils poursuivent sans interruption les courses contre les habitations anglaises, qu'ils aillent tenir garnison et patrouiller autour des forts<sup>45</sup>. Mais on est incapable d'évoquer ces services sans ajouter quelques remarques malveillantes. Qui faut-il blâmer si les dépenses militaires montent en flèche sinon les Amérindiens, leurs caprices, leur « consommation prodigieuse » de vivres et de munitions ? Et qu'importe si les comptes démentent ces accusations, l'opinion est faite<sup>46</sup>. La colonie n'a jamais été aussi consciente de sa dépendance et c'est peut-être ce qui la rend ingrate et soupçonneuse. Le gouverneur de Montréal n'hésite pas à interpréter les agitations des indigènes de la région du Détroit comme le signe d'une « conspiration générale de la peau Noire contre la blanche » qui englobe les domiciliés. « Ils nous servent mal », dit-il à propos de ceux-ci, « et s'ils ne frappent pas encore sur nous, ils encouragent les ennemis à le faire et ne nous protègent pas<sup>47</sup>. »

La population partage ce sentiment d'insécurité. Elle a vécu pendant trois ans dans la crainte d'une invasion. Les milices de l'ouest et du centre de la colonie passèrent l'été 1745 à Québec à attendre la flotte qui, après Louisbourg, viendrait s'emparer de la capitale. L'année suivante, les paroisses riveraines demeurèrent encore sur le qui-

vive tandis que dans le haut de la colonie 1 500 hommes se tenaient prêts à aller barrer la route à l'armée ennemie du côté du lac Champlain. Ne vinrent finalement que de petites bandes de Mohawks qui, à sept reprises, attaquèrent des habitants isolés. Réveillés deux fois en pleine nuit pour courir après les assaillants, les Montréalais s'énervèrent, se tirèrent les uns sur les autres et perdirent 10 hommes, par noyade. Les Iroquois du Sault Saint-Louis montrèrent plus de sang-froid et, à la surprise générale, aidèrent à repousser l'ennemi, ce qui mit une sourdine temporaire aux accusations de trahison<sup>48</sup>.

On a souvent dit que la guerre de Succession d'Autriche n'était qu'une réédition des guerres précédentes. De fait, la stratégie est la même : multiplier les partis pour semer l'épouvante chez l'ennemi et l'obliger à rester sur la défensive. Le fort Saint-Frédéric qui sert de relais à l'aller et au retour permet aux partisans de s'enfoncer plus facilement dans les campagnes britanniques, là où les habitants sont moins sur leurs gardes, de faire plus de victimes et plus de dégâts<sup>49</sup>. Mais Saint-Frédéric et les entrepôts et forts de moindre importance disposés sur cette frontière introduisent une nouvelle dynamique dans le service des milices et, de ce point de vue, cette guerre s'écarte considérablement de celle du début du siècle. Les troupes de la Marine ne sont pas assez nombreuses pour garder les places. Les colons sont donc mobilisés à tour de rôle, pour tenir garnison pendant quelques mois et faire tous les travaux qui leur sont commandés. Les plus zélés d'entre eux se portent volontaires pour aller à la découverte aux alentours et, à l'occasion, joindre un parti en route vers le pays ennemi. Naguère les hommes partaient de chez eux pour aller en guerre et rentraient à la maison à la fin de la campagne. Dorénavant, le recrutement se fait par étapes avec un séjour au fort Saint-Frédéric ou à tel autre avant-poste, précédant ou suivant l'expédition. Le service s'allonge et la différence entre conscrit et volontaire s'estompe. Les 100 volontaires qui accompagnent Marin en Acadie en 1745 ont été recrutés à grands frais et non sans difficulté dans une vingtaine de paroisses du gouvernement de Québec<sup>50</sup>. Le détache-

ment n'a rien à voir avec les anciens corps de volontaires composés de gens apparentés, de compagnons fidèles, qui suivaient le chef qu'ils s'étaient choisi d'une aventure à l'autre. Enfin, dernière distinction avec les temps antérieurs : l'intensité de la mobilisation. En faisant le compte de tous les miliciens commandés pour des entreprises militaires et paramilitaires, c'est environ 2 000 hommes qui, chaque année entre 1745 et 1748, quittent leurs paroisses pour des périodes prolongées. En supposant un roulement annuel, c'est toute la jeunesse du pays qui aurait vécu cette expérience.

*b) De 1748 à la prise du fort Necessity (1754)*

Personne ne croit que le traité d'Aix-la-Chapelle est le prologue de la coexistence pacifique des colonies françaises et britanniques en Amérique du Nord. « Dieu veuille [...] que nous puissions nous tirer de ce pays avant que la guerre recommence », écrit de Montréal Élisabeth Bégon, un souhait que formulent aussi plusieurs négociants maltraités par le dernier conflit<sup>51</sup>. Ceux qui voient dans la restitution de Louisbourg un retour au « statu quo ante », n'ont qu'à regarder du côté de Halifax pour être détrompés. La Grande-Bretagne vient de créer cette base navale et militaire avec la ferme intention d'occuper toute la Nouvelle-Écosse, laquelle s'étendrait, selon elle, jusqu'à l'estuaire du Saint-Laurent. La France, qui a renoncé définitivement à la reconquête de l'ancienne Acadie, veut resserrer les Anglais dans la péninsule<sup>52</sup>. Ses déclarations de principe sont vigoureuses mais, sur le terrain, les moyens sont faibles relativement à la puissance nouvelle de l'ennemi. Elle s'en remet essentiellement à la stratégie tortueuse qui a cours depuis Utrecht dans ces contrées : faire pression sur les missionnaires afin qu'ils poussent secrètement les Micmacs et les Malécites à attaquer les Britanniques. À la différence que l'on veut cette fois mobiliser aussi les Acadiens, les convaincre de quitter leurs terres et tous leurs biens pour venir avec leurs familles se mettre sous la protection et au service des officiers canadiens qui dirigent les opé-

rations sur la frontière<sup>53</sup>. Avec une population d'environ 13 000 âmes, l'Acadie pourrait fournir plus de 2 000 miliciens si seulement la moitié de ses habitants acceptait d'émigrer à l'île Saint-Jean au nord de la baie Française et de Chignectou. Et comme les Acadiens ne répondent pas assez promptement aux sollicitations des prêtres et des officiers, ceux-ci incitent les Amérindiens à brûler leurs habitations et à transformer toute la région de Beaubassin en zone de guerre<sup>54</sup>.

À plusieurs reprises au cours de cette période, des groupes acadiens demandèrent une autorisation officielle pour aller s'établir au Canada, dans des lieux « commodes pour des laboureurs et des pêcheurs », afin d'échapper à un avenir menaçant, mais chaque fois elle leur fut refusée. « Il conviendrait mieux qu'ils restassent où ils sont [...] pour tomber en temps de guerre sur la Nouvelle-Écosse », écrit l'intendant<sup>55</sup>. Le plan permet de réduire au minimum les secours militaires extérieurs. Québec envoie seulement quatre petits détachements entre 1749 et 1751 qui se relaient pour encadrer la « transmigration acadienne », fortifier les frontières et faire le coup de concert avec les Amérindiens contre les établissements ennemis<sup>56</sup>. Entre 100 et 200 miliciens canadiens, mêlés aux soldats et aux domiciliés, sont donc présents à tout moment dans la région durant ces trois années. Après l'achèvement des forts Beauséjour et Gaspereau en 1752, n'y restent que des officiers et cadets avec une garnison d'environ 150 soldats des troupes de la Marine, secondés en principe par la milice locale. Composée de réfugiés de Beaubassin et d'ailleurs, sans expérience militaire et souvent brisée par les événements, cette milice ne peut pas, de toute évidence, remplacer l'armée qu'exigeait un enjeu de cette importance, soit la préservation du couloir reliant le Canada à l'île Royale et à l'Atlantique<sup>57</sup>. Mal défendu, le fort Beauséjour capitule le 16 juin 1755, après quatre jours de siège, et les Français abandonnent aussitôt leurs positions à la baie Verte et à l'embouchure de la rivière Saint-Jean. Dans les mois qui suivent, les Britanniques détruisent les villages acadiens de la Nouvelle-Écosse et renferment leurs populations en attendant les bâtiments qui les dis-

perseront le long de la côte, de Boston à Savannah. À la fin de l'automne, le nombre des déportés s'élève à 6 000 ou 7 000 et à 11 000 au terme de cette opération de nettoyage qui dure jusqu'en 1762 et atteint ceux qui avaient cru trouver asile à l'île Saint-Jean, ou sur les rives des rivières Saint-Jean et Miramichi. Parmi ceux qui réussirent à s'échapper, 2 000 environ se réfugièrent au Canada, sans permission préalable<sup>58</sup>.

En s'opposant à l'occupation britannique de l'Acadie, les Micmacs et les Abénaquis poursuivaient des guerres anciennes liées à la possession de leurs terres et la France tira facilement parti de la convergence entre ses intérêts et les leurs. Rien de tel à l'ouest de la colonie où les nations sont nombreuses et divisées et où l'Anglais n'est pas leur ennemi. Les bonnes relations entre les commerçants de fourrure français et la clientèle amérindienne, clé de voûte de l'alliance, furent compromises au début de la guerre par le blocus maritime et la situation demeura tendue même lorsque les canots de marchandises eurent retrouvé le chemin des pays d'en haut<sup>59</sup>. Oubliant que, malgré tout, les alliés étaient venus en grand nombre et à deux reprises, en 1746 et en 1747, participer à ses campagnes militaires, la colonie se crut à la veille d'un soulèvement général fomenté par les Britanniques. On eut toutes les peines du monde à recruter des miliciens pour escorter les voyageurs et aller approvisionner les principaux postes, tant la peur était grande<sup>60</sup>.

Les tensions s'apaisent après la guerre sauf au sud du lac Érié où les tribus continuent d'accueillir les commerçants de la Pennsylvanie et multiplient les actes d'hostilité contre les Français et leurs alliés. Le petit détachement que le gouverneur envoie en 1749 pour prendre acte de la situation et ordonner aux Britanniques de déguerpir est mal accueilli<sup>61</sup>. Or cette vallée de l'Ohio, qui n'était jusque-là qu'un territoire marginal réclamé à la fois par la France et la Grande-Bretagne mais peu fréquenté par les commerçants français parce que pauvre en fourrures, devient du jour au lendemain un enjeu majeur. Dans le plan élaboré par le gouverneur La Galissonnière de concert

avec Maurepas et Rouillé, la région est le trait d'union indispensable entre le Canada et la Louisiane, formant avec les Illinois la barrière qui contiendra les colonies britanniques à l'est des Alleghenys. On ira donc châtier les rebelles, refouler les Anglais par la force si nécessaire et construire quelques forts pour maintenir l'ordre parmi les tribus et garantir la possession du territoire<sup>62</sup>. Après trois ans de tergiversations, l'opération se déroule rondement. En juillet 1752, un détachement d'Outaouais et de Sautaux conduit par le cadet Mouet de Langlade détruit Pickawillani, village de Miamis anglophiles, et l'année suivante, plus de 2 000 hommes sont mobilisés pour construire le fort Presqu'Île sur le lac Érié, le fort de la Rivière-aux-Bœufs et le fort Machault vers le sud. Du côté britannique, un groupe d'investisseurs, à qui Londres a octroyé une large bande de terre le long de l'Ohio pour y établir des colons, décide au même moment, avec l'appui du gouverneur de la Virginie, de passer à l'action. Cette atteinte à l'intégrité de son territoire favorise un rapprochement entre la population locale et les Français. Par trois fois ceux-ci forcent les Virginiens à reculer, mais sans coup férir. C'est ainsi que le fort Duquesne que la compagnie avait commencé à construire au confluent des rivières Ohio, Allegheny et Monongahela, vient, en avril 1754, compléter la chaîne de postes français sur cette frontière<sup>63</sup>. Le premier affrontement sanglant a lieu un mois plus tard lorsqu'un détachement de volontaires coloniaux et d'Amérindiens commandé par George Washington attaque à l'improviste la petite troupe qui venait leur signifier une autre sommation. Jumonville, son commandant, est tué avec 9 de ses hommes et les 20 autres sont faits prisonniers. L'affaire, qualifiée d'assassinat, fait beaucoup de bruit au Canada et en France<sup>64</sup>. Elle est suivie presque aussitôt d'une riposte dont le commandement est confié au frère de Jumonville ce qui ne manque pas non plus de frapper l'imagination populaire. La victoire française sur les troupes virginiennes du fort Necessity, le 3 juillet 1754, marque le début de la guerre proprement dite en Amérique.

La pression sur la milice canadienne ne s'est pas relâchée



depuis 1748. Il fallut d'abord utiliser les colons pour tenir garnison dans les pays d'en haut, faute de soldats, une pratique qui continua même après l'augmentation des troupes de la Marine en 1750. Ils fournirent la majeure partie de la main-d'œuvre pour les nouvelles constructions entreprises durant la période, soit le fort Toronto, celui du portage de Niagara, La Présentation et le fort Saint-Jean sur le Richelieu, pour les transports de matériaux et d'artillerie, les travaux de déblaiement, les ajouts et réparations dans les anciens forts. Tout ceci, sans oublier les envois en Acadie, peut représenter un recrutement annuel de 1 000 à 1 500 hommes pour des séjours qui durent rarement moins d'un an. La mobilisation fit un bond en avant avec les campagnes de l'Ohio de 1753-1754, touchant alors entre 3 000 et 4 000 colons.

Comment la colonie perçoit-elle cette politique expansionniste et agressive menée en temps de paix qui lui arrache sa jeunesse et ses subsistances? Dès sa conception, la réclamation de l'Ohio se heurte à l'opposition des marchands. Pour gagner la confiance des tribus rebelles, le gouvernement force les équipiers à envoyer des marchandises de traite à bas prix dans cette région, aux dépens de leurs investissements au nord-ouest des Grands Lacs où les fourrures sont de meilleure qualité et les termes d'échange plus avantageux. Ces directives sont mal reçues<sup>65</sup>. Sur un plan plus général, le commerce canadien a besoin d'une bonne paix pour refaire ses forces et les meilleurs marchands ne peuvent que condamner tout ce qui la met en péril<sup>66</sup>. Le projet ne fait pas l'unanimité non plus chez les officiers, qui tout en étant d'accord en principe, auraient voulu procéder plus lentement, avec 500 hommes au lieu de 2 000, afin de tenir compte des moyens logistiques, d'une part, et, d'autre part, de ménager l'agriculture<sup>67</sup>. « Vous n'avez pas de troupes », même pas pour les besoins indispensables, écrit le capitaine de Raymond en s'adressant au ministre. « Continuerez-vous comme vous faites de dégarnir les campagnes de vos habitants<sup>68</sup>? » Il n'est certainement pas le seul officier à dénoncer une stratégie dont la colonie n'a pas les moyens mais la

dévotion au service et les ambitions personnelles l'emportent toujours sur leurs réticences. Toute la population a peur de mourir de faim si les habitants ne peuvent plus cultiver leurs terres et lorsque les nouvelles des conscrits commencent à filtrer dans la colonie au cours de l'été 1753, l'inquiétude se transforme en colère. Elle gronde plus fort encore à l'automne avec le retour des malades. Des vers satiriques, des propos séditeux, « des bruits infâmes » sur les officiers qui commandent l'expédition courent dans les rues de Montréal et sans doute ailleurs aussi<sup>69</sup>. Le peuple est sur le point de se révolter, raconte un prisonnier britannique, parce qu'on lui a arbitrairement ravi ses enfants<sup>70</sup>. Mais il n'ira pas jusque-là et dès l'année suivante, l'opposition semble retombée. Peut-être parce que la guerre n'apparaît plus comme un choix, mais comme une fatalité.

### *c) De 1755 à 1760*

Au début de 1755, la France et la Grande-Bretagne envoient des renforts à leurs colonies, ce qui, ajouté aux unités déjà sur place porte à environ 5 000 les effectifs des troupes réglées recrutées en Europe dans chacun des deux camps<sup>71</sup>. Les forces locales du Canada comprennent approximativement 1 500 guerriers amérindiens et 10 000 colons en âge de porter les armes dont la moitié sert déjà régulièrement<sup>72</sup>. Avec une population vingt fois plus forte, les colonies britanniques disposent d'une réserve considérable à peine entamée. Sur mer, la Grande-Bretagne part gagnante en s'emparant de deux des vaisseaux qui transportent les troupes en Nouvelle-France, en juin 1755 et de plus de 300 navires marchands dans les mois qui suivent. La flotte française est souvent clouée dans les ports et les communications avec l'Amérique, sans être coupées tout à fait, vont demeurer périlleuses, aléatoires. En 1755, l'ennemi poursuit un but précis et limité : resserrer les frontières du Canada en détruisant ses quatre principaux avant-postes : Duquesne, Niagara, Saint-Frédéric et Beauséjour. L'année se solde par la défaite française en Acadie, la destruction de l'armée de

Braddock en Ohio par les alliés amérindiens et un engagement indécis du côté du lac Champlain<sup>73</sup>. L'écart entre les forces françaises et britanniques s'élargit rapidement au cours des années suivantes, malgré l'arrivée de quatre autres bataillons et de recrues pour les troupes de la Marine. Du côté britannique, il y a une plus forte augmentation des troupes métropolitaines, la mise en place d'un commandement unifié et d'une bonne organisation des transports et des fournitures aux armées, la création d'une unité d'infanterie légère, de plusieurs régiments provinciaux et du corps des Rangers, soit une dizaine de compagnies de 100 hommes chacune, rompues aux tactiques de la petite guerre, qui viennent combler la pénurie de partisans amérindiens<sup>74</sup>. La Nouvelle-France doit donc affronter une armée beaucoup plus nombreuse et bien composée dans une guerre qui, dès 1756, s'annonce comme une lutte à finir<sup>75</sup>. Elle remporte néanmoins les premières manches. Après la Monongahela, ce sera Chouaguen en 1756, le fort George l'été suivant et Carillon en juillet 1758. Des victoires provisoires toutefois puisque l'adversaire reprend aussitôt ses positions, reconstruit de nouveaux forts sur les ruines des premiers et, loin de s'épuiser, profite des retards pour accroître et améliorer ses troupes. L'invasion commence avec la chute de Louisbourg le 26 juillet 1758 suivie de la destruction du fort Frontenac en août, du saccage de la côte de Gaspé en septembre et de l'abandon du fort Duquesne et de toute la région de l'Ohio en novembre, à la suite de l'avance de l'armée de Forbes sur cette frontière. En 1759 et 1760, l'armée britannique est au cœur du pays et achève sa conquête.

Les péripéties militaires sont connues. L'administration et le fonctionnement des milices sur le terrain, les conditions de vie et l'état d'esprit dans les camps et dans les paroisses menacées ne le sont pas ou très peu. Ils font l'objet des chapitres suivants.



## CHAPITRE 9

### Prêts à partir au premier commandement

Ce chapitre aborde le service militaire de la milice sous l'angle administratif. Une administration totalement militaire. Ailleurs, la milice dépend aussi du pouvoir civil. Dans les colonies anglaises, par exemple, l'autorité supérieure appartient aux assemblées provinciales. En France, la confection des rôles, les exemptions et le tirage au sort relèvent des intendants ou subdélégués, assistés par les communautés locales<sup>1</sup>. Au Canada, l'intendant ne se mêle pas des procédures de recrutement, son droit de regard se limitant aux dépenses pour les équipements et la subsistance, comme pour les troupes réglées. La milice coloniale se présente comme une organisation incomplète. Sans structure administrative supérieure en propre, elle est en quelque sorte amalgamée aux troupes de la Marine, régie par le même état-major, commandée par les mêmes officiers. Il y a bien des colonels de milice dans les villes, des majors ou commandants de milice dans les côtes, mais, de toute évidence, ces dignitaires n'ont aucune fonction utile. Les textes n'en font jamais mention<sup>2</sup>. Les ordres des gouverneurs, les critiques des observateurs, s'adressent toujours directement aux capitaines des paroisses, confinés pour les besoins du service dans leur rôle d'agents recruteurs.

Autre singularité de la milice canadienne : elle n'est pas réglementée<sup>3</sup>. Pas d'ordonnances militaires donc pour orienter notre recherche. Néanmoins en utilisant avec prudence une documenta-

tion hétéroclite, nous avons pu identifier les usages, les règles informelles qui entourent le service militaire des colons de 1744 jusqu'en 1759. Nous verrons dans le prochain chapitre les modifications importantes introduites cette année-là et la suivante.

## 1. L'exercice

La responsabilité de l'entraînement des milices avait été confiée vers 1711 au commandant et au major des troupes de la Marine qui devaient faire des revues deux fois l'an, visiter les armes et voir à ce que les habitants apprennent l'exercice et la discipline militaire. Cet objectif était alors perçu comme une priorité et diverses suggestions furent mises de l'avant pour aider à le réaliser<sup>4</sup>. Après la mort du commandant en 1714, l'intérêt fléchit et ne renaît qu'au début des années 1730, à la suite des bruits de guerre<sup>5</sup>. Dorénavant un aide-major de Québec parcourt les côtes de ce gouvernement pour enseigner les manœuvres et touche 200 livres par année, pour couvrir ses frais de déplacement. La modicité de la somme laisse supposer qu'il ne passe pas tous les dimanches et jours de fête sur les routes et que les quelque 45 paroisses de la juridiction, surtout les plus éloignées, ne reçoivent pas souvent sa visite. À l'annonce de la déclaration de guerre en 1744, quatre officiers au lieu d'un sont affectés à ce service, un à Montréal, un à Trois-Rivières et deux à Québec<sup>6</sup>. Mais, de toute évidence, ces promenades dominicales sont insuffisantes. Les administrateurs doivent avouer que la plupart des miliciens n'ont aucune notion de la discipline militaire et que 5 000 hommes ou presque la moitié d'entre eux ne sont pas armés<sup>7</sup>. Même les citoyens, ceux de Québec du moins, n'ont pas été mieux préparés. En avril 1747, on fit appel aux milices urbaines pour garder des prisonniers britanniques rassemblés sur la place et deux d'entre eux ont décrit les manœuvres. La troupe se présenta sans aucun ordre et exécuta les mouvements avec une lenteur extrême en hésitant beaucoup entre la gauche et la

droite. Honteux de cette piètre performance devant des étrangers, le gouverneur dut donner des ordres car, dès lors, les miliciens québécois furent convoqués chaque dimanche pour l'exercice<sup>8</sup>.

Aucune de ces initiatives ne tient compte des officiers de milice, comme s'il était entendu qu'on ne peut pas se fier à eux pour instruire les hommes de leur compagnie. Il est vrai que la plupart, paysans âgés sans expérience militaire, en seraient bien incapables et que les nominations par hérédité et par cooptation ne favorisent pas les anciens soldats nouvellement établis dans les paroisses. Ceux-ci sont un peu plus présents dans le gouvernement de Montréal mais pas assez pour expliquer pourquoi les aides-majors ne vont pas exercer les milices de l'ouest de la colonie avant 1744<sup>9</sup>. Par manque de personnel peut-être ? Car pendant longtemps le rôle tutélaire des officiers des troupes sur la milice n'est pas remis en question. C'est seulement sous la pression des événements que celle-ci finit par assumer la responsabilité de son entraînement. D'une part, les officiers des troupes deviennent de moins en moins disponibles ; de l'autre, après des années de service continu, il y a dans toutes les paroisses des miliciens capables d'enseigner les manœuvres, sans compter tous les soldats et sous-officiers des troupes réglées logés parmi eux qui veulent se rendre utiles. L'exercice hebdomadaire à l'issue de la grand-messe devient une pratique courante et les jeunes gens qui vont à la guerre pour la première fois sont un peu mieux préparés que l'étaient leurs aînés<sup>10</sup>. Entre la troupe excitée et maladroite de l'île de Montréal qui poursuit les assaillants agniers en 1747 et le bataillon d'élite des années 1759-1760, il y a un travail de formation de longue haleine qui tranche avec la négligence initiale.

Les historiens de la Nouvelle-France n'abordent pas cette question. Sans doute parce qu'ils associent implicitement l'entraînement militaire aux parades et aux batailles rangées des armées européennes et croient que les milices n'ont pas besoin d'exercices pour être efficaces dans le genre de guerre pratiqué en Amérique. C'est faux. Il ne suffit pas de tirer juste, il faut savoir quand tirer. Par ailleurs, les colons

ne partent pas de chez eux pour aller faire le coup avec quelques Amérindiens, mais ils sont rassemblés en grand nombre dans les camps, des mois durant, comme le sont les soldats. Et si les miliciens servent comme des soldats n'est-il pas juste qu'on leur enseigne aussi comment survivre dans l'armée, comment éviter les accidents, bref toutes les formes de discipline? Les gouverneurs en furent toujours conscients même si le laisser-aller l'emporta longtemps sur les bonnes intentions.

## 2. La levée

Une fois fixé le nombre d'hommes nécessaires pour une entreprise donnée, le gouverneur et son état-major le répartissent entre les paroisses ou, plus précisément, entre les compagnies de milice. On parle d'un commandement de 4, de 10 ou de 20 hommes par compagnie, à prendre dans l'étendue de la colonie lorsque le nombre est élevé, dans un seul gouvernement ou dans une douzaine de paroisses contiguës quand les besoins sont moindres<sup>11</sup>. L'usage est d'étaler le recrutement au maximum. Pour lever 50 hommes, on fait appel à 12 paroisses au moins. Ainsi, les 204 miliciens qui montent à la Belle-Rivière en 1755 sous le commandement du capitaine de Beaujeu ont été tirés de 28 paroisses du gouvernement de Montréal<sup>12</sup>. Le choix de la compagnie comme base de recrutement, plutôt que la paroisse, respecte un peu mieux les écarts démographiques mais pas suffisamment, car les compagnies sont de taille inégale. Le recensement des milices de 1750 énumère 101 localités rurales et donne pour chacune le nombre de compagnies avec leurs effectifs, ce que résume le tableau 9.1.

Les différences ne sont pas seulement dues au peuplement et à la géographie puisque nous les retrouvons aussi dans les villes. À l'ouest de la colonie, la tendance est de diviser les compagnies dès qu'elles rassemblent plus de 60 hommes, alors que dans la région de Québec, les vieilles paroisses populeuses comme Château-Richer, Charlesbourg,



Tableau 9.1 — Les compagnies de milice rurale en 1750			
Gouvernement de	Québec	Trois-Rivières	Montréal
Nombre de localités	46	16	40
Nombre de compagnies	60	16	67
Nombre de soldats et de sous-officiers	5 471	923	4 306
Moyenne d'hommes par compagnie	91	58	64
Médiane	88	52	62
Taille minima et maxima	34/171	32/87	16/140
Source : C11A, v. 95 : 344-349, « Récapitulation des milices du gouvernement général du Canada, 1750 ».			

Lévis ou celles de l'île d'Orléans n'ont qu'une ou deux grosses compagnies de 120 à 160 miliciens<sup>13</sup>. Ainsi, un commandement général, disons de 10 hommes par compagnie, produira moins de conscrits dans ce gouvernement que dans celui de Montréal, pourtant moins peuplé. Appliquée rigoureusement, cette méthode créerait des absurdités et des injustices criantes envers les nouvelles côtes, pauvres en hommes et en ressources, qui sont en bonne partie évitées toutefois, la rigueur n'étant pas le fort du gouvernement militaire. La planification non plus. En faisant la somme de ses besoins au début de l'année, il pourrait mobiliser d'un coup tous ceux appelés à marcher à tel ou tel moment pendant la campagne. Les habitants pourraient à leur tour planifier leurs travaux selon la date de leur départ ou de celui de leurs fils, engagés ou voisins ; la tâche des officiers recruteurs serait allégée et il en coûterait moins au roi. Mais l'état-major procède à la pièce. Les officiers passent et repassent inlassablement dans une même paroisse commander quelques hommes à la fois ; cinq en mai pour tenir garnison, trois en juin pour former un convoi, huit en juillet pour joindre tel détachement et ainsi de suite. Les habitants ne savent jamais ce qui les attend et ces pratiques brouillonnes ralentissent les opérations<sup>14</sup>.

L'état-major n'entend cependant pas changer ses façons de faire qui reposent sur l'idée qu'on alarme moins les populations et qu'on écarte tout danger d'insurrection locale en ne soutirant des paroisses qu'un petit nombre d'hommes à la fois. Comme l'explique le gouverneur Duquesne à un de ses officiers, les 1 400 miliciens qui monteront au lac Érié en 1754 viendront de partout « et la colonie ne s'apercevra guere de ce mouvement<sup>15</sup> ». Ce n'est qu'à la toute fin de la guerre, sous la pression des événements, lorsque les officiers des troupes ne peuvent plus multiplier les courses dans les côtes, que l'on voit les hommes d'une paroisse venir en corps joindre l'armée, un officier de milice à leur tête. L'histoire a retenu cette image alors que, au contraire, la dispersion des miliciens d'une même compagnie dans plusieurs brigades et en divers endroits a toujours été la règle. Simple unité de recrutement et d'identification, la compagnie de milice n'a pas d'existence réelle hors de la paroisse<sup>16</sup>.

Dans l'esprit de l'administration, il ne fut jamais question de ménager les agriculteurs et les pères de famille, comme cela se faisait ailleurs. En principe, tous les hommes, peu important le statut social et l'état civil, étaient tenus de servir et seules les aptitudes physiques devaient être prises en considération. Qu'en était-il dans les faits? Commençons par les villes où le nombre d'exempts est certainement bien supérieur à celui « des officiers pourvus de commissions, brevets ou lettres de service de Sa Majesté », les seuls qui soient libérés de la milice d'après les directives officielles<sup>17</sup>. La comparaison entre les effectifs de 1744 et de 1750 tels qu'ils figurent dans le tableau 6.1 fournit déjà un premier indice<sup>18</sup>. Le recensement des milices de Québec en 1744 colle d'assez près à un recensement paroissial effectué la même année : 1 245 soldats et officiers de milice en regard de 1 299 paroissiens âgés de quinze à soixante ans<sup>19</sup>. La petite différence pourrait correspondre aux personnes exemptées de ce service et, quoi qu'il en soit, elle nous rassure sur l'exactitude du dénombrement. Celui de 1750 est plus problématique et semble à première vue sous-évaluer considérablement la population masculine. Notons

cependant que le taux de croissance des milices rurales au cours des six années qui séparent les deux recensements est ici de 15 %, ce qui apparaît normal. En revanche, les milices de Québec et de Montréal auraient diminué durant la période. Le sous-dénombrement n'affecterait donc que les milices urbaines à moins que ces chiffres ne traduisent une absence réelle, celle de tous ceux qui pour diverses raisons ne sont pas compris dans les compagnies de milice. La croissance de la population urbaine s'ajoutant au déficit apparent, c'est environ le tiers des citoyens qui seraient dans ce cas. Avant de décider que la proportion est trop élevée, rappelons la présence d'une population flottante, journaliers, commerçants, marins, voyageurs et engagés dans la traite des fourrures, qui échappe facilement à l'enrôlement. Viennent ensuite ceux qui travaillent pour le roi. Entre 1744 et 1748, l'intendant fait construire huit navires à Québec dont cinq d'une capacité de plus de 500 tonneaux. Ces chantiers, considérés comme une priorité, occupent jusqu'à 200 travailleurs<sup>20</sup>. S'ajoutent tous les artisans et les manœuvres employés dans les magasins, les ateliers et les transports, très nombreux en temps de guerre et dont l'administration ne saurait se passer. Le fait que le déficit soit plus fort à Québec où se situe la majorité de ces emplois renforce notre hypothèse. Après 1750, les fournitures militaires seront confiées à des munitionnaires. Les quantités vont monter en flèche tout comme le nombre de bouchers, boulangers, tonneliers, charrons, armuriers, voituriers, etc., ainsi soustraits à la milice. Suivent enfin ceux qui bénéficient d'une faveur personnelle. « Le détachement de M. de Céloron lui donne de l'ouvrage, écrit Mme Bégon, par le tourment des femmes qui voudraient exempter leurs mari et enfants<sup>21</sup>. » Combien de maîtres tentent pareillement de faire exempter un domestique ou un apprenti<sup>22</sup>? Le favoritisme dans le choix des recrues a souvent été dénoncé, mais toujours à propos des milices rurales, comme si les passe-droits étaient inconnus dans les villes alors qu'ils y sont certainement très répandus. Inévitables en fait. On ferme les yeux parce qu'on sait bien que le régime militaire égalitaire et univer-

sel ne peut pas fonctionner parfaitement dans une société fondée sur les préséances et les privilèges.

La bourgeoisie, prise dans son acception la plus large, veut bien participer à la défense de la colonie, mais pas comme soldat-milicien. Pour tous ceux qui n'ont pas de commission dans la milice, l'alternative est le volontariat. Les villes sont des pépinières de volontaires. Des marchands s'offrent pour organiser les corps de garde et les feux de signalement dans le bas du fleuve et la péninsule de Gaspé, pour diriger la construction des cajeux à l'île aux Coudres, pour porter les messages du gouverneur et autres missions délicates<sup>23</sup>. Des commerçants, des personnes situées à peine un cran au-dessus du commun servent comme volontaires dans les détachements, plutôt que dans le rang avec les autres habitants<sup>24</sup>. Les bourgeois ne font en cela que suivre l'exemple des gentilshommes, qui croiraient déroger en servant dans la milice. Les directives royales à ce sujet, pourtant bien claires et inlassablement répétées, n'ont jamais été respectées<sup>25</sup>. Les membres de la noblesse coloniale vivant de leurs rentes ou exerçant un autre métier que celui des armes sont déjà assez nombreux au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils sont concentrés dans les villes ou à proximité. Plusieurs se font un point d'honneur de servir le roi à la condition de choisir l'occasion et leur commandant. À titre de volontaires, ils conservent cette fierté et sont sûrs de recevoir les égards dus à leur nom<sup>26</sup>.

Vers 1756, sous la pression des événements, qui interdit à quiconque de rester à l'arrière, l'élite se regroupe pour former « la compagnie des gentilshommes du gouvernement de Montréal ». D'anciens officiers des troupes réformés et des capitaines des milices urbaines plus âgés viennent gravir ses rangs<sup>27</sup>. Sous cette bannière, ils participent à l'expédition du fort George en février 1757, à la défense de l'île aux Noix en 1759 et peut-être à d'autres opérations où leur présence n'est pas signalée<sup>28</sup>. Loin d'attirer la sympathie, l'initiative, jugée prétentieuse, est accueillie par des railleries. Les officiers des bataillons français se gaussent de cette « espèce de gentilshommes »

ou de « prétendus volontaires » mus par le seul désir de ne pas être incorporés dans les brigades de milice sous des officiers qu'ils ne connaissent pas et les assujettiraient à la discipline militaire<sup>29</sup>. Si le mémoire de Courville reflète l'opinion de la colonie, celle-ci n'est pas plus tendre envers ceux qui « à l'abri de leurs vains titres » refusent de servir comme tout le monde<sup>30</sup>.

Il va sans dire que les seigneurs qui vivent sur leurs terres, comme les autres notables ruraux, ne sont pas compris dans les listes de conscrits et trouvent aussi des façons moins humiliantes de servir, quand il le faut. Mais pour l'ensemble des habitants de la campagne, la marge de manœuvre est plus étroite que pour ceux des villes. Pas un nouveau venu qui ne soit inscrit sur le rôle et connu de son capitaine de milice, et les emplois qui dispensent momentanément d'aller en guerre y sont plus rares. Tout dépend de l'endroit cependant. Autour de Montréal, à l'ouest de la ville en particulier, les jeunes gens trouvent facilement une échappatoire dans les engagements pour la traite des fourrures. Depuis le début du siècle, les marchands équipiers et les voyageurs font appel à une main-d'œuvre rémunérée pour monter les marchandises dans les pays d'en haut et en ramener les fourrures. À partir des années 1730, le nombre d'engagements varie selon les années entre 300 et 500. La ville en fournit une centaine et le reste est composé majoritairement de jeunes ruraux qui font quelques voyages avant de s'établir sur une terre et de fonder une famille. Une minorité, le tiers dans le cas de La Prairie, en font une carrière<sup>31</sup>. Comme on ne trouve pas de salaires équivalents dans les paroisses rurales, les engagements pour la traite sont très recherchés et les employeurs n'ont qu'à choisir les meilleurs parmi ceux qui se présentent. La très forte concentration dans une dizaine de paroisses et dans quelques familles à l'intérieur de ces mêmes paroisses illustre bien la supériorité de l'offre de main-d'œuvre sur la demande<sup>32</sup>.

À part l'interruption de 1745-1746 due au blocus maritime et à la pénurie de marchandises, le commerce des fourrures semble peu affecté par la guerre, du moins si nous nous fions à la courbe des

engagements qui, entre 1748 et 1758, dépasse le niveau d'avant-guerre<sup>33</sup>. Ainsi, chaque année, environ 500 hommes jeunes et vigoureux sont dérochés à la milice, au grand scandale des officiers des bataillons français. Mais le gouvernement ne saurait mettre fin à cette ponction sans démanteler à la fois l'alliance et l'économie coloniale. Les intérêts personnels que certains officiers de l'état-major ont dans ce commerce, tel François de Rigaud de Vaudreuil, dernier gouverneur de Montréal et fermier du poste de la Baie-des-Puants, les rendent encore plus tolérants<sup>34</sup>. Les engagés ne sont pas toujours à l'abri de la guerre. L'analyse des destinations pour l'année 1755 montre que 64 % d'entre eux empruntent la route de l'Outaouais, vers Michillimakinac, la Baie, les postes du lac Supérieur et de la Mer de l'Ouest, soit loin des frontières et des dangers. L'autre tiers, en revanche, qui circule sur le Saint-Laurent, les lacs Ontario et Érié, jusque dans les postes du sud, risque d'être embrigadé au passage si les commandants ont besoin de renforts, comme c'est fréquent<sup>35</sup>.

Les paroisses de l'ouest de la colonie fournissent aussi des hommes de canot et des bateliers pour le transport des munitions de guerre et de bouche vers Saint-Frédéric, Frontenac et Niagara. Les entrepreneurs à qui l'intendant confie cette partie du service choisissent les meilleurs et l'état-major ne saurait s'opposer à ce prélèvement sur la milice sans compromettre la sécurité des effets du roi et l'approvisionnement des places éloignées<sup>36</sup>. Ailleurs dans le pays, c'est-à-dire dans la très grande majorité des paroisses, les habitants ne peuvent pas échapper à la conscription sans de fortes protections.

Aux conscrits qui sont déterminés à rester chez eux et qui en ont les moyens, la substitution offre une porte de sortie. En juillet 1758, à quelques jours d'intervalle, Louis-Eustache Cousineau et Joachim Berthelet dit Savoyard, habitants de la paroisse Saint-Laurent dans l'île de Montréal engagent chacun un remplaçant pour

[...] la campagne que messieurs les généraux du roy jugeront à propos de faire faire pour les endroits et postes et pour le temps qu'ils

jugeront à propos, soit pour Carillon ou les païs d'en-haut. Promettant ledit Pierre Papineau, volontaire, [...] d'obéir pour ledit service du roy en qualité de soldat de milice en tout ce qui lui sera commandé de licite et honnête et faire son devoir sans s'absenter ni quitter led. Service jusqu'à la fin de la campagne que vont faire les soldats de milice de la compagnie De Vertus en laquelle est incorporé led. Savoyard, à peine de tous dépens, dommages et intérêts [...]

Les substituts sont des citadins qui reçoivent l'un 200, l'autre 150 livres, payables en majeure partie au retour<sup>37</sup>. Les archives judiciaires nous livrent deux autres cas. Celui d'un vagabond, ultérieurement pendu pour vol, qui fait la campagne de 1756 à la place d'un forgeron de Contrecoeur, et celui d'un soldat qui a déserté sa compagnie pour aller remplacer un habitant de Mascouche à Carillon moyennant 50 livres et une chemise de grosse toile pour sa peine. Il ne comprend pas, dit-il, pourquoi il devrait être puni, d'autant moins que d'autres soldats ont fait la même chose<sup>38</sup>. Cette histoire en dit long sur le désordre qui règne dans les troupes de la Marine et, comme les précédentes, elle montre que les ruraux doivent aller chercher les remplaçants parmi les marginaux de la ville ou dans les troupes, étant eux-mêmes tous conscrits ou tenus d'être disponibles. La procédure ne peut donc pas être très fréquente.

La substitution ne lèse pas les autres miliciens de la paroisse alors que les passe-droits les obligent à marcher plus souvent qu'à leur tour pour respecter les quotas de mobilisation. Nous savons que le capitaine de côte a la haute main sur le choix des conscrits. Les officiers recruteurs, n'ayant ni le temps ni les moyens de sélectionner eux-mêmes les hommes, se contentent de lui communiquer les ordres. Et comme il n'y a pas de règlement à ce sujet, son pouvoir est discrétionnaire. En abuse-t-il autant que le disent les contemporains? Joseph Fleury Deschambault et le gouverneur Vaudreuil, les principaux accusateurs, ont intérêt à noircir le tableau. Le premier propose en 1750 de dresser un rôle détaillé des milices, grâce auquel l'état-

major choisirait lui-même les recrues répondant exactement à ses besoins. Le capitaine de milice n'aurait qu'à rassembler ceux qu'on lui nommerait au lieu d'envoyer les plus médiocres et d'épargner sa parenté comme on l'a vu pendant la dernière guerre. S'il obtient une commission royale de colonel général des milices, il promet de confectionner ce rôle et de le tenir à jour<sup>39</sup>. Le ministre n'ayant pas donné suite à sa requête, Fleury revient à la charge en 1755, cette fois fortement appuyé par Vaudreuil, lequel dénonce l'anarchie et les lenteurs dans la mobilisation, attribuable aux « capitaines des campagnes, qui presque tous sont illétrés, n'observent aucun ordre et même le plus souvent négligent de bons sujets par des considérations particulières ». Ceux qui ont pris des terres n'ont pu les défricher et sont épuisés, ajoute-t-il, parce qu'ils ont toujours été commandés par préférence à des habitants aisés<sup>40</sup>. Le nouveau gouverneur a deux bonnes raisons d'accabler ainsi les capitaines de milice. Il veut, d'une part, donner plus de poids aux arguments de Fleury, et, d'autre part, blâmer Duquesne, son prédécesseur, pour avoir toléré ces abus. Lui-même ne fera rien pour les corriger cependant et n'abordera plus jamais la question.

Les officiers des bataillons aussi critiquent le mode de sélection. « Tant qu'on ne changera pas la forme des commandements de milice, on n'en tirera jamais aucun service », écrit Montcalm<sup>41</sup>, mais sans viser spécifiquement les capitaines de côte. L'aide-major La Pause est plus explicite. « [Il] n'y a point d'ordre dans la façon de les commander pour aller à la guerre, on prend ceux que l'on veut, et se sont toujours les mesmes et les plus pauvres qui payent, ny des amis, ny du bien ne peuvent les dispenser de marcher. » Comme Vaudreuil, il juge sévèrement les capitaines de milice, « la plupart aussi bornés qu'intéressés pour eux ou leurs parents ou ceux de qui ils reçoivent des bienfaits », et propose une méthode de recensement des paroisses qui limiterait leur rôle à celui de simples exécutants<sup>42</sup>.

L'historien n'a aucun moyen de vérifier ces accusations. Le favoritisme existe certainement mais est-il aussi général et, surtout, com-



ment doit-il être interprété? Comme le reflet des intérêts particuliers d'un petit potentat local ou comme le résultat d'une certaine conception du bien de la paroisse, partagée par la communauté ou la « *senior pars* » qui la représente? Nous penchons pour cette dernière hypothèse<sup>43</sup>. Les habitants ne pensent pas qu'ils sont interchangeables, que l'on peut confier les meilleures terres et les récoltes à n'importe qui en l'absence des propriétaires. Ils croient plutôt que la subsistance et le bon ordre exigent la présence des chefs de famille, des meilleurs agriculteurs. L'âge des recrues, notre unique indice, reflète en partie ces choix. Nous avons réussi à identifier 43 individus sur les listes des miliciens en partance pour l'Ohio en 1755. Les neuf dixièmes ont moins de trente ans et la moyenne d'âge est de vingt-trois ans. Le plus vieux qui a trente-sept ans est aussi le seul homme marié dans cet échantillon<sup>44</sup>. L'analyse des sépultures de miliciens dans les forts Saint-Frédéric, La Présentation, Presqu'Île et Duquesne, entre 1753 et 1757, donne des résultats semblables. Sur 81 cas connus, la moyenne d'âge est vingt-trois ans, la médiane et le mode, vingt-deux ans. Ou, pour résumer autrement, disons que seulement 10 % des morts ont moins de vingt ans et 5 % sont âgés de trente ans et plus. Il n'est donc pas surprenant de ne trouver que trois hommes mariés et un veuf dans le groupe<sup>45</sup>. Voilà qui contredit deux clichés historiographiques : les garçons formés à la vie militaire à peine sortis de l'enfance, les colons qui abandonnent famille et biens à un soldat pour aller en guerre. L'âge des conscrits traduit la vision de l'expérience humaine propre à ces communautés paysannes. Elles repoussent à vingt ans le départ de leurs fils et tâchent de protéger les pères de famille le plus longtemps possible. Ces observations reposent, nous en sommes consciente, sur de petits nombres mais ils sont représentatifs car les hommes dans la vingtaine ne sont pas plus vulnérables à la maladie, principale cause des décès, que ceux plus jeunes ou plus âgés. La guerre finira par avoir raison des réticences des capitaines de côte et peu à peu, tous les habitants sont mobilisés sans égard à leurs responsabilités. Parmi les 58 personnes inhumées dans le cimetière de

l'Hôpital Général de Québec entre le 13 septembre 1759 et l'automne 1760, au moins le tiers et peut-être la moitié sont des hommes mariés relativement âgés<sup>46</sup>.

### 3. Sous le commandement des officiers des troupes

Partout, dans leurs déplacements, dans les forts et dans les expéditions, les milices sont commandées par les officiers des troupes de la Marine. Ce qui était naguère une fonction occasionnelle, au gré de campagnes militaires espacées, devient une responsabilité permanente à partir de 1745, lorsque l'on commence à recruter les habitants par centaines sur une base régulière, une responsabilité qui s'ajoute à celle que ces officiers doivent assumer auprès des soldats de leurs compagnies. Comment s'acquittent-ils de cette tâche? Quelles sont les relations entre les miliciens et les officiers qui les conduisent à la guerre? Les informations sur la question sont rares et dispersées mais un coup d'œil sur le corps des officiers et ses rapports avec les soldats des troupes, sujets bien documentés, suggère des réponses.

Rappelons que la colonie compte une dizaine d'officiers d'état-major, gouverneurs particuliers, lieutenants de roi, majors et aide-majors distribués dans les trois villes et 112 officiers attachés aux 28 compagnies à raison d'un capitaine, un lieutenant et deux enseignes dans chacune d'elles. Les réformes de 1750 et de 1756 vont porter sur le nombre d'hommes (soldats et sous-officiers) par compagnie, qui passe de 30 à 50, puis à 65, plutôt que sur le nombre d'officiers, contrairement à ce qui s'était passé à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>47</sup>. Cette fois la colonie n'a pas voix au chapitre et le ministère entend, par mesure d'économie sans doute, limiter autant que possible l'augmentation du corps<sup>48</sup>. Son renouvellement est assuré par la présence de 56 cadets, deux par compagnie, qui, tout en ayant rang de soldats, assument une bonne partie des tâches normalement réservées à leurs supérieurs en attendant une première commission. L'attente risque

d'être longue car les officiers ne meurent pas à la guerre avant le milieu du siècle et n'acceptent pas volontiers de prendre leur retraite. Il suffit de parcourir les états de services pour constater le blocage, qui fait qu'on est encore enseigne en second à quarante ans passés<sup>49</sup>. Le talent et une naissance supérieure peut accélérer l'avancement, quoique difficilement. Même si le gouverneur a pu écarter les infirmes et les plus âgés avant la guerre de Succession d'Autriche, c'est encore l'image d'un corps vieillissant qui se dégage d'une liste de 1748. Les 28 capitaines ont en moyenne cinquante et un ans et si certains, comme Marion ou Contrecœur, ont encore bon pied bon œil à cet âge, plus nombreux sont les sujets usés. Tels Legardeur de Croisille, soixante et onze ans, un vétéran de Deerfield et de Haverhill, et les sujets médiocres qui après avoir gravi chaque échelon à pas de tortue ne servent à peu près plus<sup>50</sup>. La situation se dégage pendant la guerre de Sept Ans mais pas au point d'effacer les lenteurs de l'avancement des décennies précédentes. Elles sont encore bien visibles dans le « Tableau général des différents grades des officiers de la Marine servant en Canada suivant leur rang et ancienneté », établi après la capitulation<sup>51</sup>. L'âge n'est pas le moindre sujet de friction entre ces derniers et les officiers des bataillons de France dont les capitaines ont trente-quatre ans en moyenne à l'arrivée et les lieutenants seulement vingt-six ans<sup>52</sup>. On avoue le « désagrément » que les lieutenants et les enseignes de la colonie ont ressenti à se faire commander par des capitaines bien plus jeunes qu'eux<sup>53</sup>.

« Le six septembre, je fus à la revue du commissaire où je vis comme à l'ordinaire des officiers sans soldats et des soldats sans officiers », écrit Dubois de Beaucour, gouverneur de Montréal. L'exaspération perce sous l'ironie. À plusieurs reprises dans les années 1740 il dénonce la négligence et la suffisance des officiers des troupes qui ne s'occupent pas du détail de leur compagnie, qui n'ont point « la moindre ombre de discipline et ne savent pas la faire observer par leurs soldats<sup>54</sup> ». Le problème n'est pas nouveau car déjà, en 1703, l'intendant Champigny notait que plusieurs soldats ignoraient le nom de

leurs officiers<sup>55</sup>. Des observations, reprises par les officiers des bataillons pendant la guerre de Sept Ans comme Aleyrac, La Pause et Pouchot, qui constatent que les officiers de la colonie ne connaissent pas les hommes de leur compagnie, laissent le détail du service aux cadets et ne savent pas donner un ordre. En conséquence, les soldats sont mal entretenus et mal disciplinés, écrivent-ils<sup>56</sup>. Les gouverneurs généraux, Beauharnois en particulier, ont toujours été tolérants, préférant attribuer les problèmes des troupes à la mauvaise qualité des recrues plutôt qu'au défaut de formation et d'encadrement<sup>57</sup>. À la décharge des officiers, on dira que le contexte colonial ne favorise pas la cohésion des compagnies que les soldats sont dispersés dans diverses garnisons et les officiers affectés au service des postes éloignés. L'excuse ne vaut qu'en partie toutefois puisque seule une minorité d'officiers fait carrière dans les pays d'en haut et que l'automne ramène toute la troupe dans les villes pour une période de six mois, plus qu'il n'en faut pour faire connaissance<sup>58</sup>. L'absentéisme tient surtout au laisser-aller qui a gagné tout le corps pendant les années de paix, à l'usage de laisser les sergents s'occuper seuls des soldats, au grand âge de plusieurs capitaines et à la possibilité d'aller impunément « vivre sur son bien », au laxisme et à l'incompétence de plusieurs officiers-majors<sup>59</sup>. Pendant son court mandat, le gouverneur Duquesne utilisa la manière forte pour changer ces habitudes. Rappelés vertement à leurs devoirs, les officiers ne lui pardonnèrent pas et accueillirent Vaudreuil, son successeur, comme un sauveur<sup>60</sup>. L'augmentation des effectifs des compagnies et l'intégration rapide de centaines de recrues n'ont pu qu'accentuer les problèmes de discipline, le désordre et l'insalubrité des troupes de la Marine durant la guerre de Sept Ans.

Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, le corps des officiers comptait plusieurs sujets ayant servi en Europe dans les régiments du roi ou sur ses vaisseaux avant de se signaler dans les guerres coloniales et les tactiques amérindiennes<sup>61</sup>. On ne retrouve plus la même polyvalence cinquante ans plus tard, du moins pas dans les grades supérieurs et, au début de la guerre de Succession d'Autriche, l'intendant Hocquart s'en inquiète :

« Il n'y en a point [d'officiers] dont les vues ne soient extrêmement bornées et les connaissances bien peu étendues par rapport aux mouvements militaires autres que ceux qui sont pratiqués dans la guerre avec les Sauvages<sup>62</sup>. » La colonie s'engage dans des conflits qui exigent une formation plus complète et c'est pourquoi La Galissonnière suggère en 1748, malgré la surabondance de candidats locaux, d'envoyer des officiers de France avec les nouvelles compagnies<sup>63</sup>. L'un d'eux, Jean-Daniel Dumas, un jeune capitaine avec plusieurs campagnes à son crédit, arrivé en 1750, sera vite reconnu comme l'un des meilleurs officiers de la colonie<sup>64</sup>.

La capacité d'aller en course avec les Amérindiens, de marcher en forêt, de vivre à la dure et d'attaquer à l'improviste, qui a fait la réputation de l'officier canadien, ne doit pas être sous-estimée pour autant. La colonie compte probablement autant de bons officiers-partisans que dans les guerres antérieures quoi qu'en pensent les observateurs français, toujours prêts à évoquer la dégénérescence<sup>65</sup>. Ils ont toujours été une minorité et s'ils paraissent moins nombreux en 1755-1760, c'est sans doute parce que les besoins sont plus grands. Le mot « officiers » embrasse ici les cadets qui fournissent probablement plus de partisans que tous les autres grades réunis. L'usage veut que les commandants des postes éloignés mènent leurs fils avec eux pour apprendre les langues et les coutumes des Alliés. Cette initiation précoce peut précéder et probablement hâter l'obtention d'un emploi de cadet vers l'âge de 15 ans et, par la suite, les garçons servent pendant longtemps aux côtés de leur père<sup>66</sup>. « Il me reste deux enfants pour me remplacer », écrit Contrecoeur, commandant au fort Duquesne. L'aîné l'a quitté, poursuit-il, mais le plus jeune, encore cadet « m'a toujours suivi dans cette partie<sup>67</sup> ». Pour des exemples spectaculaires de tradition familiale, nous citerons le cas des six frères Coulon qui firent leur apprentissage au fort Saint-Joseph des Miamis où commandait leur père, les aînés continuant d'encadrer les plus jeunes après la mort de ce dernier en 1733<sup>68</sup>. Ou encore, celui des fils Céloron qui suivent leur père dans ses divers commandements, dont

celui du fort Saint-Frédéric en 1747. « Il y a dix jours que mes enfants sont partis pour aller chez les Anglais. Le mauvais temps qu'il fait leur augmente bien la fatigue du voyage et me cause de terribles inquiétudes. Je ne crois pas que jamais je les expose à tant de peines si le Bon Dieu me les ramène<sup>69</sup>. » Ils revinrent et repartirent encore plusieurs fois, durant cette guerre et la suivante. La nécessité d'augmenter le nombre d'officiers audacieux pousse les gouverneurs à ouvrir la porte du corps à des sujets issus de commerçants établis dans les pays d'en haut et vivant en marge de l'élite militaire, tels Paul Marin, Mouet de Langlade, les deux frères Chabert de Joncaire ou Moray de La Chauvignerie, qui sont à la fois interprètes, diplomates et soldats<sup>70</sup>.

C'est à tort, explique le gouverneur de Montréal en parlant des cadets, que l'on appelle ces jeunes gens « commandants des Sauvages », puisque ceux-ci ne se laissent pas commander et font la guerre à leur guise<sup>71</sup>. Tout l'art consiste à suivre les guerriers et à les influencer subtilement, une expérience qui ne prépare pas à diriger des soldats ou des militaires sans expérience, plus ou moins motivés et incapables par eux-mêmes de fonctionner en corps. En somme, les officiers des troupes de la Marine forment un groupe militaire ni meilleur ni pire que bien d'autres mais à qui une réputation surfaite a fini par nuire. Beaucoup d'officiers fatigués ou inaptes, surtout à la tête, beaucoup de sujets d'élite rompus à la petite guerre chez les plus jeunes et relativement peu d'hommes capables de commander et de transformer les recrues de France et les habitants de la colonie en troupes ordonnées et efficaces. Enfin, au-delà de ces faiblesses, les officiers ne sont pas assez nombreux pour conduire à la fois les troupes et les milices.

#### 4. Le statut de l'officier de milice

##### *a) Des volontaires sans compagnie*

Nous avons déjà vu qu'avant l'invasion du pays les compagnies de milice ne servent pas en corps avec leurs propres officiers<sup>72</sup>. C'est

donc à titre individuel, sans compagnie, que ceux-ci vont à la guerre et ils sont peu nombreux à le faire. Cinquante et un seulement sont identifiés, la plupart nommément, dans les sources détaillées des années 1744-1748, ce qui doit être assez près de la réalité, car l'administration tient à signaler leur présence. Rappelons que la colonie compte alors plus de 700 officiers de milice<sup>73</sup>. Les quelques indices que nous possédons pour la période subséquente laissent croire que leur participation reste faible. Ils n'apparaissent pas sur les listes de recrues pour les pays d'en haut, dressées en 1754 et 1756 et ils sont rarement mentionnés dans les relations de campagnes<sup>74</sup>. Les officiers des paroisses rurales ne vont pas à la guerre, écrit un capitaine des bataillons français, mais restent au village où ils remplissent les fonctions de maire et de syndic<sup>75</sup>. À quelques exceptions près, l'observation est juste. Déjà exigeante, la tâche des capitaines de côte et des autres officiers s'alourdit en temps de guerre avec le recrutement incessant, les nombreuses réquisitions de blé et le logement des soldats chez l'habitant. Rien ne les empêche de prendre part aux expéditions militaires s'ils en ont envie, mais ceux qui préfèrent rester chez eux, soit l'immense majorité, ont une bonne excuse<sup>76</sup>. Exemptés de facto par leurs fonctions, les officiers de milice qui vont à la guerre peuvent être considérés comme des volontaires. La plupart de ceux qui figurent dans nos sources proviennent de la région de Montréal et les bourgeois sont relativement mieux représentés. Enseignes ou lieutenants des compagnies urbaines, fils de marchands, de notaires ou commerçants eux-mêmes, ils sont environ une quinzaine à participer régulièrement aux opérations de la guerre de Succession d'Autriche<sup>77</sup>.

Contrairement aux volontaires de naguère, issus du même milieu social, ces officiers de milice savent que leur zèle ne leur vaudra pas une commission dans les troupes de la Marine<sup>78</sup>. Ils visent peut-être d'autres récompenses, un contrat de fournitures, un emploi dans l'administration, qui sait? Chose certaine, la guerre les attire suffisamment pour leur faire oublier le statut ambigu et parfois humiliant

qui leur est réservé dans les camps armés. Les officiers de milice n'y ont officiellement aucun rang. Tout comme les simples miliciens, ils tombent sous l'autorité d'officiers subalternes, voire de sergents, caporaux ou cadets. En fait, leurs fonctions dans les détachements sont laissées à la discrétion du commandant. Pour l'expédition de février 1757 contre le fort George, Rigaud de Vaudreuil place deux officiers des troupes, un cadet et un officier de milice à la tête de compagnies mixtes de 50 hommes (35 miliciens et 15 soldats) et nous pouvons supposer des arrangements semblables, sans doute déterminés à l'avance pour les 18 officiers de milice qu'il emmène avec lui au fort Massachusetts en août 1746 ou les 14 qui accompagnent Ramezay en Acadie la même année<sup>79</sup>. Avec les fonctions de commandement viennent les petites attentions comme un biscuit de meilleure qualité que celui du soldat, une peau d'ours pour dormir ou du vin comme en ont les officiers des troupes et les cadets. Et comme ces derniers, ceux qui firent la longue campagne d'Acadie bénéficièrent au retour de gratifications relativement importantes. Ainsi, l'usage veut que l'officier de milice, surtout lorsqu'il est d'origine bourgeoise, soit traité avec considération et intégré dans la chaîne de commandement au bon plaisir du commandant. Il n'a qu'à bien choisir ses campagnes et ses chefs et à montrer des aptitudes. Dufy Desauniers, un marchand et officier de milice de Montréal apparenté aux Vaudreuil, très actif de 1746 à 1760, offre un bel exemple de cette sorte d'expérience militaire flatteuse pour l'amour-propre<sup>80</sup>. Celle des officiers des côtes qui conduisent leurs propres compagnies à l'armée pendant l'invasion est tout autre. Sans statut officiel, facilement confondus avec leurs hommes, ils risquent de se faire bousculer par le premier militaire venu, de se retrouver au piquet s'ils ne portent pas la médaille, ou hausse-col, qui les identifie<sup>81</sup>. Le ravalement ne peut que rebuter des hommes qui jouissent d'une position d'autorité dans leurs paroisses.

Dans d'autres colonies, la définition de leur statut, de leur rang, par rapport à celui des officiers des troupes réglées, fait partie des



revendications des officiers de milice<sup>82</sup>. Mais depuis l'arrivée des compagnies franches de la Marine dans les années 1680, ceux du Canada n'ont rien réclamé et semblent se satisfaire d'une place officielle dans les contingents et de petites faveurs personnelles. Pas étonnant, donc, que l'initiative pour régler et rehausser leur statut vienne du ministère plutôt que des intéressés. Née pendant la guerre de Succession d'Autriche, elle s'inscrit dans la logique bureaucratique. Pourquoi ne pas donner aux milices canadiennes des règlements semblables à ceux des « Isles », où les capitaines ont droit à des brevets du roi et ont rang avec les officiers des troupes<sup>83</sup>? La réforme doit se dérouler en deux étapes : accorder immédiatement des commissions royales aux sujets les plus méritants puis, après avoir préparé les esprits et déterminé les ajustements nécessaires, publier les ordonnances qui régleraient entre autres la question des préséances. Les officiers de milice seraient au-dessus des sergents des troupes réglées et les capitaines honorés d'un brevet du roi auraient rang de lieutenants<sup>84</sup>. Bloquée par les trois gouverneurs qui se succèdent à la tête de la colonie avant 1760, la réforme ne verra jamais le jour. Le premier, La Jonquière, qui devait désigner quelques officiers de milice susceptibles « par leur état et les services qu'ils auront rendus d'être pourvus d'une commission de Sa Majesté », ne propose personne et évite d'aborder le sujet dans ses dépêches. Duquesne, qui reçoit les mêmes directives, fait aussi la sourde oreille. Loin de renoncer à leur projet, les ministres, en l'occurrence Machault, puis Moras, se font plus pressants et Vaudreuil est forcé de rompre le silence. Sans s'opposer ouvertement à la réforme, il réussit à force de tergiversations à repousser l'échéance jusqu'à ce qu'il soit trop tard et à priver les capitaines de milice des honneurs que la cour leur destinait<sup>85</sup>.

Comment expliquer cette résistance? Dans une requête de 1755 adressée au ministre, Joseph Fleury Deschambault, receveur de la compagnie des Indes à Montréal et apparenté aux Vaudreuil, nous met sur la piste.

[J']ose vous assurer, Monseigneur, que les capitaines de milices des côtes de la colonie ne sont point susceptibles des dignités que le roi est en usage d'accorder à ceux de St-Domingue, attendu que presque tous ces officiers n'ont rien au-dessus des miliciens et pour la fortune et pour les talens; et lorsqu'ils ont été en partis, ils ont toujours eu pour chef un officier des troupes. L'expérience n'apprend même que trop que, dans les trois quarts des paroisses, les capitaines ne sont point en état de faire seulement le rôle de leur compagnie, ce qui prouve sensiblement l'utilité de l'emploi demandé<sup>86</sup>.

Rappelons que Fleury brigue un emploi à la tête des milices, ce qui n'en fait pas un observateur objectif<sup>87</sup>. Il n'empêche que ses propos méprisants cernent deux réalités. En premier lieu, les capitaines des milices rurales n'ont pas été choisis en fonction de leurs aptitudes militaires mais plutôt pour l'ascendant qu'ils peuvent avoir dans les paroisses. Depuis le début du siècle, leur rôle d'agents de l'administration l'emporte sur la fonction initiale de l'institution. Or la cour, qui ne fut jamais informée de ce détournement, demeure sous l'impression que les capitaines de milice sont des chefs de guerre. On ne lui a pas dit non plus que la plupart sont de simples paysans plutôt que des seigneurs ou autres personnes de condition sociale supérieure. Cette seconde réalité tardivement dévoilée est à l'origine des recommandations répétées de « choisir les sujets avec prudence », tant pour « leur état » que pour leurs services<sup>88</sup>.

Les remarques de Fleury ne concernent pas les capitaines des milices urbaines. De bonne bourgeoisie, ceux-ci pourraient, comme les planteurs de Saint-Domingue, mieux prétendre aux dignités royales, à la condition de participer à quelques campagnes. Mais ce sont des hommes assez âgés, rarement aptes à la guerre, qui occupent ces charges devenues essentiellement honorifiques. Au cours de la dernière décennie, des efforts sont faits pour rajeunir le corps et choisir des candidats que la guerre attire. Entravés par la règle de l'ancienneté, ils touchent surtout les officiers subalternes et, finalement,

peu de capitaines de milice québécois et montréalais seraient admissibles pour des commissions du roi en vertu de leurs services militaires<sup>89</sup>. Mais il y a quelques notables exceptions dans les villes et aussi dans les campagnes que la promesse de commissions royales, voire de pensions et de croix de Saint-Louis, associée à la réforme aurait sans doute multipliées. C'est justement ce que l'état-major colonial au nom de tous les officiers des troupes réglées veut éviter. Même s'il s'agit de changements somme toute mineurs, la création d'une formation militaire parallèle avec des chefs qui s'inséreraient automatiquement dans la chaîne de commandement est perçue comme une atteinte à l'ordre établi. Les officiers ne veulent pas d'une réforme qui pourrait peut-être à long terme entamer leur part des récompenses royales et, dans l'immédiat, soumettrait leurs fils, enseignes et cadets, à l'autorité de n'importe qui. Grâce aux fréquentes mutations ministérielles, qui retardent les décisions, et à l'urgence des problèmes militaires, ils eurent finalement gain de cause<sup>90</sup>.

## 5. Revues et formations éphémères

Après le passage de l'officier recruteur dans la paroisse, les conscrits doivent se tenir « prêts à partir au premier commandement avec armes et bagages ». L'ordre venu, ils gagnent le lieu de rassemblement par leurs propres moyens. Les habitants des gouvernements de Québec et de Trois-Rivières convergent d'abord vers la ville où ils sont pris en charge et transportés par voie d'eau sous escorte militaire jusqu'à Montréal. La revue générale a lieu au point d'embarquement. Ceux destinés aux postes des pays d'en haut ont rendez-vous à Lachine sur un terrain où plus d'un millier d'hommes peuvent camper aisément<sup>91</sup>. Ceux que l'on dirige vers le lac Champlain sont rassemblés, selon les années, à Chambly, à Sainte-Thérèse ou à Saint-Jean-sur-Richelieu. L'appel suit la liste des conscrits fournie, du moins en principe, par le capitaine de milice. Les absents sont signalés et encourent

des punitions. Viennent ensuite l'inspection des armes et une évaluation sommaire des aptitudes physiques pour éliminer les individus qui sont manifestement inaptes. Tout dépend ici de l'affectation du contingent. On met beaucoup de soin à trier les 162 miliciens envoyés à l'assaut du fort Bull en février 1756 et les officiers qui commandent des expéditions de ce genre ont intérêt à participer à la revue<sup>92</sup>. Mais la plupart du temps le contingent s'en va tenir garnison ou rejoindre l'armée et alors le nombre prévaut sur la qualité. On retient à peu près tous ceux qui se présentent et les officiers qui les reçoivent se plaignent d'être encombrés de gens inutiles.

La revue est un moment important pour le garçon qui sort pour la première fois de sa paroisse. Elle revêt toujours un caractère solennel, rehaussé parfois par la présence du gouverneur général. C'est l'occasion d'instruire les recrues par la lecture des nouvelles de la guerre, celle d'Europe et la leur à la fois, choisies et présentées de manière à stimuler leur bonne volonté. Après la harangue, quand tous en chœur et à plusieurs reprises ont crié « Vive le roi ! » ou « Vive le roi et notre général ! », cette bonne volonté est momentanément acquise. On passe en même temps en revue les soldats des compagnies franches de la Marine qui participent à la même campagne mais les Amérindiens ne sont pas présents. En août 1746, pour donner plus d'éclat à son expédition contre la Nouvelle-Angleterre, le commandant Rigaud de Vaudreuil offre un festin à Chambly, bien arrosé de vin et de *guildive*, à toute la troupe, y compris 161 guerriers des pays d'en haut et peut-être quelques domiciliés<sup>93</sup>. Ce n'est cependant pas la coutume. Les alliés indigènes ont leurs propres cérémonies de départ dans leurs villages et, plus rapides, ils attendent que le détachement soit près de la frontière ennemie avant de le rejoindre. Quant à l'eau-de-vie, elle fait peut-être partie du rituel des rassemblements, mais les sources ne permettent pas de l'affirmer<sup>94</sup>.

À l'issue de la revue, les miliciens reçoivent leur équipement, des vivres pour plusieurs jours et, lorsqu'ils partent pour une mission précise, ils sont regroupés en « brigades », soit de grosses unités

plus ou moins bien encadrées. Par exemple, les brigades qui vont construire des forts dans la région de l'Ohio en 1753 et 1754 comptent 80 à 100 hommes, dont une minorité de soldats des troupes de la Marine, un sergent ou caporal et rarement plus d'un officier à la tête<sup>95</sup>. Généralement on se borne à placer les miliciens dans les embarcations et à les expédier en vrac dans les postes où ils arrivent pêle-mêle, souvent plusieurs centaines à la fois. C'est ainsi que 1 200 d'entre eux débarquent au fort Frontenac avant le siège de Chouaguen, « sans chefs sans ordre, sans des rôles de leurs noms, sans armes et presque tous neufs », relate l'aide-major de l'armée<sup>96</sup>. Il revient aux officiers qui les accueillent d'organiser cette masse en un certain nombre d'unités adaptées aux besoins et de trouver des chefs pour les commander. Il n'y a pas trop d'inconvénients à procéder ainsi dans les places qui n'ont qu'une petite garnison où les conscrits peuvent rapidement lier connaissance mais dans les camps rassemblant de larges effectifs, le système est cause de désordre pour l'armée et de démoralisation pour la milice.

La répartition des soldats en compagnies permanentes de 30 à 40 hommes encadrés par trois officiers et plusieurs sous-officiers est un principe militaire fondamental depuis longtemps acquis dans les armées européennes et observé dans les troupes des colonies britanniques<sup>97</sup>. La technique garantit en tout temps surveillance et discipline et facilite les manœuvres au moment du combat. Elle offre aux individus arrachés à leur milieu social un nouvel environnement stable où la camaraderie peut s'épanouir et la subordination s'affermir. Elle crée une dynamique de groupe où l'exemplarité joue au maximum et la crainte de passer pour lâche aux yeux de compagnons et de chefs connus sert d'aiguillon. Le service militaire est tolérable, écrit André Corvisier à propos de l'armée française du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il maintient ou permet de retrouver des liens d'homme à homme. L'incertitude et l'anonymat le rendent intolérable<sup>98</sup>.

L'état-major colonial fait fi de ce principe. Il est vrai que les conscrits canadiens évoluent dans une aire plus restreinte et pour

une période relativement courte, mais encore ne faut-il pas exagérer ni la familiarité des lieux ni la brièveté du service. Le garçon de Pointe-à-la-Caille transplanté à Carillon au milieu d'une armée de 6 000 hommes ou au fort Duquesne parmi les centaines de guerriers de diverses nations alliées ne peut que se sentir très dépaycé. La durée du service varie selon les lieux et les années — rarement moins d'un an dans les postes des pays d'en haut ou en Acadie, de trois à six mois dans les camps du lac Saint-Sacrement —, mais elle n'est jamais fixée d'avance et rien ne garantit au milicien renvoyé chez lui pour la récolte qu'il ne sera pas à nouveau conscrit à l'automne. L'incertitude est ici la règle. Comme l'anonymat d'ailleurs. L'étalement du recrutement dans un grand nombre de paroisses, tel que décrit plus haut, ne favorise pas la présence de parents, d'amis et de voisins dans un même contingent. Les mouvements incessants qui s'accroissent au cours des années 1750 et le caractère éphémère des brigades empêchent aussi la recrue de former de nouveaux liens de camaraderie. Enfin, l'ensemble des procédures utilisées pour lever et faire marcher les milices sont incompatibles avec l'établissement de relations personnelles entre les miliciens et leurs commandants. Pour le conscrit de Mascouche ou de Lotbinière, l'image du chef n'est souvent qu'une succession rapide de visages et de noms : l'aide-major qui est passé dans la paroisse lors du recrutement, l'officier qui l'a conduit à la revue et cet autre qui l'a accompagné jusqu'à l'armée, le sergent-piqueur qui commandait les travaux aux abords du fort, le capitaine responsable du camp avancé où il vient brusquement d'être affecté et les officiers d'état-major qui passent et repassent. Lequel d'entre eux l'a-t-il interpellé ne serait-ce qu'une fois par son nom ? Nul doute que ce contexte informel et mouvant est propice au découragement et à la désertion.

Du point de vue de la conduite de la guerre, ces pratiques sont à l'origine de plusieurs dérives qu'une troupe mieux organisée aurait évitées. Sans l'armature stable de la compagnie, la milice est extrêmement vulnérable à des émotions, des peurs imprévisibles<sup>99</sup>. Enfin, à

défaut d'encadrement suffisant, les miliciens n'apprennent pas les règles élémentaires d'hygiène et de nutrition, d'où un gaspillage de vivres et des maladies qui coûtent cher et affaiblissent l'armée. Et comment pourrait-il en être autrement quand les officiers qui suffisent à peine pour commander les soldats des troupes doivent en même temps s'occuper de milliers de garçons du pays sans expérience?

## 6. Les gages, l'équipement et les vivres

Les miliciens qui font la guerre servent gratuitement. Ceux qui sont employés au transport des munitions, à la construction d'ouvrages défensifs hors de leur paroisse, sont généralement rétribués pour leurs travaux. Le double régime prend naissance en 1744, lorsque l'état-major se voit forcé, faute de troupes suffisantes, de confier la majeure partie des tâches militaires et paramilitaires aux colons. Auparavant, rappelons-nous, la colonie n'avait pas de places fortes à maintenir en dehors des lieux habités où tout se faisait par corvées, les partis de guerre étaient composés essentiellement de volontaires et la milice n'était commandée que de temps à autre, toujours pour une campagne précise, comme une expédition en Iroquoisie, la défense de Québec ou celle du Richelieu. Les levées massives et régulières pendant la guerre de Succession d'Autriche créent une situation nouvelle qui engendre de nouveaux problèmes administratifs entre autres : peut-on exiger autant des habitants sans rien offrir en retour? Le gouverneur et l'intendant ne le croient pas, d'autant moins que ceux-ci n'ignorent pas que les soldats des troupes ont toujours reçu un supplément de paye pour leurs travaux<sup>100</sup>. Convaincus d'avance que le ministre n'accordera pas un sou à la milice, ils s'entendent pour noyer le coût de ses services dans l'ensemble des dépenses militaires, sous les rubriques habituelles : fortifications, journées d'ouvriers, courses et voyages ou « dépenses imprévues ». Bien malin celui qui

pourra débusquer les gages des miliciens dans les comptes et il va sans dire que la correspondance avec Versailles n'en parle pas. Ils ont cependant laissé des traces dans la correspondance locale, dans les quelques listes de travailleurs conservées et dans les centaines de certificats de paiement qui circulent dans les postes avant de s'agglutiner chez le trésorier<sup>101</sup>.

Dans cet ensemble hétéroclite, nous séparons les cas singuliers de ce qui semble avoir été pratique courante. En 1749, par exemple, deux hommes en service au Détroit reçoivent chacun 100 livres « pour aller tenir garnison aux Ouyatamons en leur qualité de milicien [...] qui leur tiendra lieu de paye et d'habillements<sup>102</sup> ». Les agitations récentes dans la région et la pénurie aiguë de soldats expliquent cette générosité momentanée. Pour les mêmes raisons, on offre des sommes variant entre 60 et 100 livres aux 206 miliciens qui escortent des canots de marchandises au Détroit et à Michillimakinac, en 1748. Tout en étant inférieurs aux gages payés par les marchands pour ces voyages, la rémunération n'est pas négligeable<sup>103</sup>. L'usage veut cependant que les habitants reçoivent non pas un paiement forfaitaire, mais des gages pour les journées de travail et les courses qu'ils effectuent pendant leur séjour dans les forts et les camps. Le transport des vivres, des munitions et des marchandises de traite dans les postes éloignés, depuis Montréal, relève normalement de l'entreprise privée, c'est-à-dire des voyageurs pour la partie marchande et des conducteurs du roi pour la partie militaire, qui ont à leur service des engagés choisis et relativement bien payés<sup>104</sup>. La milice ne joue donc ici qu'un rôle complémentaire, sauf pendant les campagnes de l'Ohio de 1753 et 1754. La construction accélérée de quatre forts au sud du lac Érié, dont trois à l'intérieur des terres et difficilement accessibles par voie d'eau, donna lieu à une vaste opération de transport pour laquelle on commanda quelque 2 000 miliciens et des voyageurs expérimentés de La Prairie pour les guider. Le commissaire de la Marine mentionne des paiements de 15 et de 18 livres par voyage depuis Lachine, et un officier explique qu'il fallut payer les hommes à la pièce pour leur



faire porter les ballots dans les portages, tant la tâche était pénible<sup>105</sup>. Nous ne saurions dire si toute la troupe eut droit au même traitement. Dès lors, les garnisons des nouveaux forts prennent le relais. Le transport des munitions de guerre et de bouche en pirogues sur les affluents de la rivière Ohio accapare une part importante des forces cantonnées dans la région pendant la guerre de Sept Ans. Nul doute que l'usage de rétribuer les hommes, miliciens et soldats, pour ce genre de courses, attesté par les comptes du poste des Miamis de 1749-1750, se perpétue<sup>106</sup>.

Les travaux représentent un poste de dépense beaucoup plus important. Nos premières références datent de 1745 avec l'ouverture d'un chemin entre La Prairie et Saint-Jean, et les services de cajeux et de signaux de l'île aux Coudres et du bas du fleuve<sup>107</sup>. La règle adoptée dès le début de la guerre semble claire : les travaux locaux, comme la réfection des anciens forts du gouvernement de Montréal, ou encore la surveillance et les feux de signalement sont faits par corvées mais tous ceux effectués hors de la paroisse sont rémunérés. Pour bûcher, désarter, creuser et autres tâches liées à la construction et à l'entretien des places fortes, les miliciens reçoivent en général 20 sols ou une livre par jour, et les piqueurs, 30 sols<sup>108</sup>. L'échelle est la même que pour les soldats qui travaillent à leurs côtés et inférieure à celle qui a cours dans la colonie, où les manœuvres touchent d'ordinaire 25 et 30 sols par jour. L'observation repose sur 615 certificats délivrés à la garnison du fort Duquesne pour les travaux effectués en 1754 et en 1755, sur un autre certificat daté de 1758, et sur le témoignage d'un officier qui commande des travailleurs au camp de Beauport, avant le siège de Québec<sup>109</sup>. Un règlement de Vaudreuil touchant les travaux des miliciens incorporés dans les bataillons français confirme, si besoin est, que la rémunération est d'usage courant<sup>110</sup>.

La gratuité du service de la milice n'est cependant pas remise en question. Pas de gages pour les 600 hommes qui passent un an en Acadie en 1746-1747, ni pour ceux qui vont attaquer Saratoga et

d'autres établissements britanniques au cours des mêmes années. Ils sont équipés pour aller en guerre, ce qui n'est pas le cas de ceux qui vont tenir garnison, et c'est tout. Prenons, par exemple, le milicien envoyé à Carillon en 1757. Il ne touche aucun salaire pour les six mois passés à monter la garde dans un camp avancé et à faire des découvertes, ni pour sa participation au siège du fort George en août. Seul le bois de chauffage qu'on lui fait bûcher dans l'automne, avant de le renvoyer dans sa paroisse lui vaudra quelques livres de gages. Il y a là une anomalie qui n'échappe à personne, mais à laquelle on ne saurait remédier sans entreprendre une réforme complète de la milice. Pour introduire une solde, il faudrait fixer la durée du service et, avant tout, mettre sur pied un véritable état-major propre à la milice, responsable de tous les aspects du service. Faute de fonds et faute de temps, on ne peut qu'improviser et à mesure que la guerre s'intensifie, les contradictions s'accumulent.

L'obligation qu'ont les colons de s'armer à leurs frais demeure la règle, règle de plus en plus difficile à faire observer toutefois et tôt dépassée par les exceptions. Au début de la guerre de Succession d'Autriche, un tiers des miliciens ne possèdent pas de fusil et peut-être autant n'ont que de mauvaises armes. Avec un certificat de pauvreté émis par le capitaine de la côte, ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter un fusil chez les marchands, tel qu'il est ordonné, peuvent l'emprunter dans les magasins du roi, ou encore faire raccommoder leur vieux fusil sans frais, dans ses ateliers<sup>111</sup>. La colonie utilise deux types d'armes à cette époque : un fusil militaire dit « grenadier » avec sa baïonnette, destiné aux troupes de la Marine<sup>112</sup>, et un fusil de chasse spécialement manufacturé à Tulle ou à Saint-Étienne, que les habitants, généralement bons chasseurs, apprécient pour sa légèreté et sa robustesse, mais qui est de plus petit calibre et moins propre à la guerre<sup>113</sup>. Il vaut environ 20 livres, le prix d'une vache ou deux semaines de gages d'un moissonneur. Les miliciens n'ont pas avantage à acheter un fusil militaire, qui coûte sans doute plus cher et servirait peu une fois les miliciens rentrés chez eux. Il est probable

d'ailleurs, comte tenu de la pénurie chronique d'armes militaires, que l'intendant les réserve aux troupes réglées, ce qui n'exclut pas des prêts pour les expéditions importantes. Ainsi, les 600 miliciens envoyés en Acadie en 1746 reçurent des fusils grenadiers, marqués « au roy », à rendre au retour<sup>114</sup>. Les magasins du roi ont aussi de gros stocks de fusils de chasse pour les partisans amérindiens et pour les miliciens qui se présentent à la revue les mains vides ou avec un fusil crevé. Des officiers prétendent que ces derniers le font exprès<sup>115</sup>. Il y a bien quelques sanctions pour l'exemple, mais l'administration doit vite baisser les bras et offrir à tous les conscrits les mesures initialement mises en place pour les plus démunis : leur prêter un fusil, à rendre après la campagne ou à rembourser, pour ceux qui l'auraient perdu ou souhaiteraient le conserver. Le garde-magasin peut-il tenir un compte fidèle de toutes ces transactions ? Non, sans doute, de sorte que le système devient une invitation à la fraude et au gaspillage. Et il coûte cher, peut-être autant que si on avait fourni gratuitement aux miliciens un bon fusil dont ils auraient été ensuite responsables, comme on le fait avec les soldats. Les fusils de chasse, plus ou moins bien entretenus, restent d'usage courant parmi la milice jusqu'en 1760 et les hommes apprennent à rogner les balles pour les ajuster au canon plus étroit, et à fixer un couteau au bout d'un bâton en guise de baïonnette<sup>116</sup>.

Aux miliciens qui vont en guerre, l'intendance distribue un équipement de base qui comprend des articles de munition (« batte-feu », « tire-bourre », six pierres à fusil, deux livres de balles et une de poudre), des outils (collier de portage, deux couteaux, une alêne ou poinçon pour le cuir et une petite hache dite « casse-tête »), enfin des vêtements (une chemise de coton, une paire de bandes molletières dites « mitasses », une peau de chevreuil pour faire des souliers)<sup>117</sup>. Si la campagne a lieu hors saison, on ajoute un bonnet de laine, une paire de mitaines, un capot et une couverture, ou encore une peau d'ours pour le coucher, si la nature de l'expédition le permet<sup>118</sup>.

Rappelons qu'au <sup>xvii</sup>e siècle l'administration ne fournissait rien

aux milices et aux volontaires qui partaient à la guerre, hormis les munitions et les vivres. La présence régulière de vêtements dans les équipements ne commence qu'en 1745. L'intendant a déjà ces articles sous la main cependant, puisqu'ils font partie des marchandises destinées à la clientèle amérindienne des postes du roi. Les chemises, capots et mitasses sont fabriqués en série pour le commerce des fourrures par les couturières de Montréal. Or, plusieurs pièces d'habillement manquent dans cet assortiment, entre autres, la culotte, que les indigènes ont toujours refusée, estimant qu'elle entrave leur marche. Les miliciens doivent donc user leurs propres chausses ou les remplacer par les braies ou brayet, morceau de drap passé entre les cuisses et retenu par la ceinture, à l'exemple des hommes de canot, sans cesse obligés de marcher dans l'eau, qui ont adopté cette tenue commode. Pendant la guerre de Sept Ans, le brayet est compris dans l'équipement<sup>119</sup>. Certains le portent même l'hiver, observe un prisonnier britannique au retour de l'expédition contre le fort Bull, en mars 1756<sup>120</sup>. À part le « capot » réservé aux partis d'hiver, les magasins du roi n'offrent pas de vestes ni d'autres vêtements protecteurs contre la pluie et le froid. Chez eux, quand ils ne sont pas endimanchés, les paysans canadiens mettent des souliers en cuir de bœuf de fabrication domestique. Tirant parti de ce savoir-faire, l'administration ne leur fournit pas de chaussures quand ils vont en guerre mais des peaux et une alène pour en fabriquer au fur et à mesure de leurs besoins et de ceux des soldats. À la suite de retards dans les arrivages, de pertes en mer et d'une pénurie de cuir dans la colonie, on compte de plus en plus sur ces « souliers sauvages » pour les troupes réglées<sup>121</sup>. Abondantes et peu chères, les peaux de chevreuil sont fragiles cependant, bonnes seulement pour marcher sur la neige. Et puisque les campagnes ont lieu généralement entre le printemps et l'automne, les hommes doivent apporter leurs propres chaussures ou aller pieds nus, comme les Amérindiens. En résumé, la tenue des miliciens, mélange de leurs propres hardes et d'un stock de marchandises conçu pour d'autres usages, doit davantage aux caprices de l'administration qu'à des choix culturels<sup>122</sup>.

On ne leur donne rien non plus pour s'abriter durant la nuit. Ils dorment sur le sol, à la belle étoile, dans une hutte de branchages ou sous un canot renversé. C'est selon. Alarmé par le grand nombre de malades, l'intendant demande au ministre 500 tentes pour les miliciens. « Il est vrai, explique-t-il, qu'ils n'en ont jamais fait usage pour les courses ordinaires, mais quand ils campent sept mois de suite comme cette année [1756], il est bon d'être à l'abri de la pluie<sup>123</sup>. » La commande reste sans suite. En hiver, on fournit parfois des peaux d'ours en guise de natte, à raison d'une peau pour un, deux ou trois hommes, selon les circonstances. Les miliciens qui vont en Acadie en ont, ceux qui partent pour la Rivière-aux-Bœufs en janvier 1754 aussi. Dans le détachement que commande Rigaud de Vaudreuil en février 1757, il y en a pour les soldats mais non pour les 600 miliciens<sup>124</sup>. Encombrante, la peau d'ours va de pair avec la traîne pour transporter l'équipement. Lorsque les hommes doivent tout mettre sur leur dos, le cas le plus fréquent, ils n'emportent qu'une couverture de laine.

La description qui précède repose sur un petit nombre de références touchant surtout des expéditions en territoire ennemi. La milice qui sert dans la colonie reçoit-elle aussi un équipement? Apparemment non, du moins pas systématiquement. Nous savons que les hommes qui vont tenir garnison dans les postes ne sont pas équipés au départ<sup>125</sup>. Ils ne reçoivent que des vivres pour le voyage et achètent sur place, dans le magasin du fort, les vêtements et autres articles dont ils ont besoin durant leur séjour. Nous pouvons cependant supposer que le commandant d'un poste de frontière, comme le fort Duquesne, fournit l'essentiel à ceux qu'il envoie en parti ou travailler dans des endroits exposés. Le cas des miliciens qui vont joindre l'armée est moins clair. De toute évidence, les 1 200 hommes, arrivés « sans armes et presque tous nus » au fort Frontenac en août 1756, avant le siège de Chouaguen, n'ont rien reçu et il semble bien que les milliers d'autres qui vont camper à Carillon au cours de ces années ne sont généralement pas mieux partagés<sup>126</sup>. Il s'agit avant tout d'un

problème administratif, de l'incapacité de tenir les rôles de la milice à jour et, à plus forte raison, de garder un compte exact des avances consenties à chacun, pour éviter que les conscrits, qui vont et viennent entre les camps et leur domicile, n'en abusent<sup>127</sup>. Faute de moyens, l'intendance utilise une procédure arbitraire qui, sous couvert d'économies, engendre tant le gaspillage que des privations et de mauvaises conditions sanitaires pour un grand nombre.

Tous les miliciens qui servent hors de leur paroisse, quelle que soit l'affectation, ont droit à la ration quotidienne du soldat. Dans les garnisons, celle-ci comprend ordinairement une livre et demie de pain, de biscuit ou l'équivalent en farine, quatre onces de légumes secs, quatre onces de lard salé ou huit de bœuf. Selon ses ressources, l'intendance peut apporter de légères modifications. Dans les postes éloignés, comme nous le verrons plus loin, les garnisons ont souvent les moyens de varier le menu. Notons enfin que ni le tabac, ni l'eau-de-vie ne sont dispensés automatiquement à la troupe, mais les commandants ont des provisions qu'ils distribuent aux moments opportuns.

En marche, les rations sont plus substantielles, soit deux livres de pain-biscuit et une livre de lard, auxquelles on ajoute parfois quelques onces de pois<sup>128</sup>. L'état-major n'a pas résolu les problèmes de transport et de conservation des vivres que nous avons déjà évoqués à propos des grandes entreprises militaires du début du siècle<sup>129</sup>. Que le parti compte 10, 20 ou 800 hommes, c'est toujours idéalement la même méthode : chacun porte toutes ses provisions sur son dos. Compte tenu du poids du fusil et du reste de l'équipement, le partisan peut transporter pour dix à quinze jours de vivres mais au-delà il faut prévoir des moyens de transport complémentaires qui ralentissent la marche du détachement<sup>130</sup>. Les hommes refusent de se surcharger. Un officier observe que les miliciens qui vont du lac Érié à la rivière Ohio en pirogue emportent les vivres nécessaires pour le voyage, mais que ceux qui font la route à pied en prennent le moins possible, jeûnent les derniers jours et arrivent affamés au fort Duquesne<sup>131</sup>. Ce comporte-

ment peut compromettre une expédition en territoire ennemi. Il est vrai que la colonie compte encore une minorité d'individus, officiers, cadets et autres partisans, capables d'accompagner les guerriers amérindiens, de voyager avec le minimum de bagages, de miser sur le gibier, le poisson, les fruits de la forêt et d'avancer le ventre vide quand tout fait défaut. Ainsi, le manque de vivres n'empêche pas le parti lancé sur le village des Palatins à l'automne 1757 (composé de 200 domiciliés, de 45 Canadiens et soldats volontaires et de 20 officiers et cadets) d'atteindre sa cible<sup>132</sup>. Les problèmes surgissent dès que les effectifs d'origine européenne et le nombre de participants inexpérimentés augmentent. Le 11 mars 1756, un parti d'environ 400 hommes, miliciens et soldats aux deux tiers, quitte le village de La Présentation avec quinze jours de vivres pour attaquer le fort Bull. Deux jours avant d'arriver au but, ils n'ont plus rien à manger, parce que les rations ont été consommées trop vite ou tout bonnement abandonnées au début du voyage, pour alléger la marche. La rencontre providentielle d'un convoi de vivres ennemi va sauver la situation, mais le retour est également difficile car, « suivant la mauvaise coutume des Canadiens, on avoit mangé en quatre jours les vivres distribués pour huit<sup>133</sup> ».

Dans les expéditions, les officiers des troupes de la Marine ont droit à un biscuit de meilleure qualité, fabriqué avec de la fleur de farine, et à un régime plus varié comprenant du riz, de la langue de bœuf, du poivre, du chocolat et du vin. Les cadets, les officiers de milice et les volontaires partagent ce menu amélioré, mais ils reçoivent le même équipement que le reste de la troupe, y compris le collier de portage. Seuls les officiers des troupes réglées ont des tentes et sont assurés d'avoir des traîneaux à chiens en hiver ou des chevaux pour franchir certaines étapes à l'intérieur de la colonie<sup>134</sup>. Ils sont généralement accompagnés d'un domestique qui transporte leur bagage<sup>135</sup>. De telles distinctions vont de soi dans n'importe quelle armée et particulièrement dans celles de l'Ancien Régime. Nous prenons la peine de les mentionner parce qu'elles ne correspondent pas exactement à l'image du partisan canadien qui, quelque soit son sta-

tut social, vit au bout du fusil avec, comme seule réserve, un peu de farine et de graisse d'ours, une image que les officiers du pays ont contribué à répandre<sup>136</sup>. Sans aller jusqu'à qualifier, avec Montcalm, de « luxe asiatique » les avantages consentis aux officiers qui accompagnent Rigaud de Vaudreuil à la guerre en 1757, il faut reconnaître qu'on est loin de l'austérité exemplaire<sup>137</sup>. Enfin, nos sources contredisent une autre idée répandue à l'époque, à savoir que les habitudes spartiates de la guerre « à la sauvage » se seraient prolongées jusqu'en 1755, quand les régiments de France introduisent leurs méthodes élaborées et coûteuses<sup>138</sup>. La plupart des exemples utilisés pour décrire les pratiques canadiennes datent des années 1745-1748.

## 7. Punitions et récompenses

Le milicien canadien relève-t-il de la justice militaire pour les délits commis durant son service? L'absence de règlement général pour la milice et la minceur du dossier sur les pratiques pénales qui la concernent ne permettent guère une réponse catégorique. Il semble cependant que l'état-major ait répondu oui sans hésiter. En 1751, à la nouvelle que la garnison du fort Beauséjour s'était assemblée en armes pour protester contre la diminution des rations, le gouverneur envoie au commandant l'ordre suivant : à l'avenir, tout soldat ou milicien canadien coupable de rébellion sera envoyé à Québec pour être jugé par un conseil de guerre. Seuls les Acadiens non incorporés à la milice seront livrés à la justice civile<sup>139</sup>. Le statut militaire du milicien est réaffirmé l'année suivante par la procédure suivie dans une affaire criminelle. Au cours d'une bagarre au poste des Oujatanons, un soldat tue un milicien d'un coup de couteau. D'abord jugé par un conseil de guerre tenu au Détroit, le soldat est descendu à Montréal pour y subir un second procès. Il doit être traduit devant la justice ordinaire, soutient le procureur du roi de la juridiction dans sa requête au gouverneur, comme l'exigent les ordonnances à chaque



fois qu'un militaire lèse une partie civile. Les assesseurs (le subdélégué et quelques officiers des troupes) chargés d'examiner le point de droit lui donnent tort et concluent que la victime doit être considérée comme un soldat<sup>140</sup>. À la limite, le milicien n'aurait même pas besoin d'être en service commandé pour être traité comme un militaire, un pas que le gouverneur Duquesne n'hésite pas à franchir en bannissant de la colonie sans aucune forme de procès un habitant du Détroit coupable d'un délit de droit commun. Le fait est rapporté par l'intendant, qui n'est certainement pas le seul à dénoncer la procédure<sup>141</sup>. Certains prétendent par exemple que, puisqu'ils servent sans solde, les Canadiens devraient être regardés comme des volontaires et ne pas être assujettis à la rigueur des châtiments militaires. L'argument est évoqué par ceux qui s'opposent à la publication d'ordonnances « sous peine de vie » contre les miliciens déserteurs pendant l'invasion de 1759-1760, nous dit un mémorialiste<sup>142</sup>. Il n'est sans doute pas nouveau, mais il semble bien que les protestations n'ont pas pris jusque-là beaucoup d'ampleur.

Les punitions excessives, plus que les accrocs à la légalité, peuvent émouvoir la population. Or, dans l'ensemble, l'état-major, si sûr de son droit, se montre bien hésitant quand vient le temps de sévir contre la milice et garde ses violences pour les troupes réglées. Car la justice militaire n'est pas, selon nous, particulièrement tempérée dans la colonie. Il est vrai que les officiers des troupes de la Marine ne s'occupent pas de la discipline de leurs compagnies. Ainsi certains comportements comme la négligence, l'inattention, la malpropreté, toujours sanctionnés dans une armée bien tenue, sont tolérés dans le corps colonial<sup>143</sup>. Mais ces officiers ne sont pas pour autant plus indulgents quand les soldats défient leur autorité. L'inverse est même plus plausible puisque l'indiscipline favorise les affrontements et l'envie d'infliger des châtiments exemplaires. La justice militaire a laissé peu de traces dans les archives, à part une série de poursuites contre les déserteurs qui révèle, pour la dernière décennie du moins, des pratiques brutales. On tire à bout portant sur les fugitifs lorsqu'on les rattrape

et il n'y a à peu près pas de rémission pour ceux qui passent devant le conseil de guerre, de commutation de la peine capitale en peine des galères, par exemple, comme c'est souvent le cas en France<sup>144</sup>. Un soldat ivre qui insulte un officier est pendu après avoir eu le poing coupé, tel que le veut l'ordonnance, et un témoin rapporte que trois soldats viennent de mourir après être passés sous les verges<sup>145</sup>.

Les châtiments imposés aux miliciens sont modérés en comparaison. Pour les fautes mineures sanctionnées sur-le-champ, le gouverneur recommande aux commandants des postes de mettre les coupables aux fers, au pain et à l'eau, le temps qu'ils jugeront à propos, plutôt que de leur faire donner le fouet, châtiment à réserver aux soldats<sup>146</sup>. « Les fers en sont toujours remplis », écrit un officier à propos des hommes employés au transport des matériaux vers le lac Érié en 1753, qui tombent d'épuisement et refusent d'avancer<sup>147</sup>. Parce qu'il a regimbé au moment du départ, le nommé Malouin ira, la corde au cou, supplier le commandant de le reprendre dans son détachement<sup>148</sup>. Le prolongement du service, une peine disciplinaire propre à la milice semble aussi d'usage courant. Quatre hommes sont condamnés à passer trois ans au fort Duquesne, pour s'être présentés sans arme à la revue de Lachine, au printemps 1755<sup>149</sup>. Mais l'ensemble des délits et des peines qui scandent la vie quotidienne dans les camps nous échappe. Des journaux militaires aussi détaillés que ceux de Chaussegros de Léry ou de Renaud d'Avène ne mentionnent pas les problèmes d'indiscipline de leurs troupes. Les miliciens qui pillent et volent les effets du roi pendant les transports, un crime majeur selon les ordonnances, ne sont à peu près jamais livrés à la justice civile et ne comparaissent pas non plus devant un tribunal militaire. Le châtiment encore une fois est à la discrétion du commandant de la place<sup>150</sup>.

La faute commune au cœur de la répression est la rébellion, dite aussi mutinerie, définie à l'époque dans son sens le plus large. Toute désobéissance individuelle ou collective envers un supérieur est une rébellion puisqu'elle remet en cause l'ordre hiérarchique. Pour avoir

murmuré, discuté un ordre avec le sergent ou l'officier ou carrément refusé d'obtempérer, les miliciens sont mis aux fers, privés de vivres et forcés de s'humilier pour obtenir le pardon. Au début de la campagne de l'Ohio, Duquesne crut qu'une punition exemplaire aurait plus d'effet et fit déporter à Cayenne les nommés Desnoyers et Cardinal, « réputés chefs d'émeute », pour leurs mauvais propos. L'initiative fut très mal reçue à la Cour qui renvoya les deux mutins dans leurs foyers après un court séjour à l'Île Royale pour que le gouverneur ne perde pas tout à fait la face<sup>151</sup>. Les rébellions collectives sont rarissimes, si nous excluons la démission des milices de Québec, le 14 septembre 1759, et d'autres épisodes entourant la défaite qui ne sont pas strictement militaires<sup>152</sup>. En 1752, les habitants de Kaskaskia aux Illinois exigent la libération d'un garçon emprisonné pour avoir refusé de courir après des soldats déserteurs et déclarent au commandant de la place qu'ils ne veulent plus participer à ces poursuites. Le rapport de force joue contre ce dernier et l'insurrection reste impunie<sup>153</sup>. Nous ignorons les circonstances qui, en 1756, poussent les habitants du Détroit à s'assembler pour demander la révocation de Daneau de Muy, commandant du fort Pontchartrain. Le gouverneur convoque les coupables à Montréal et 16 d'entre eux écotent d'une peine de prison assortie d'une lourde amende<sup>154</sup>. Au-delà de la turbulence propre à ces communautés excentriques, les deux mutineries témoignent de la cohésion et de la capacité de résistance de la compagnie de milice sur son propre territoire. À l'inverse, la dislocation des compagnies du centre du pays, la dispersion de leurs membres dans plusieurs places de guerre ne favorisent pas les coalitions spontanées, ce que l'absence de protestations collectives — dignes d'être rapportées — dans les camps semble illustrer<sup>155</sup>.

À quelques reprises les administrateurs sollicitèrent pour des miliciens estropiés à la guerre la pension ou demi-solde que le roi verse aux soldats invalides établis dans la colonie<sup>156</sup>. « Cette grâce excitera les autres habitants à servir avec zèle dans les occasions, par l'espérance d'un pareil traitement », expliquent-ils au ministre à propos de deux

jeunes gens blessés lors de la prise du fort Massachusetts en 1746<sup>157</sup>. Ces propositions se heurtèrent à la logique bureaucratique : d'une part, les miliciens n'ont pas l'ancienneté requise et, d'autre part, ils n'ont pas contribué à la masse puisqu'ils servent sans solde. À défaut de pension donc, on s'entend sur des gratifications pour les cas les plus méritants, une méthode qui a le grand avantage de ne pas engager l'administration. Le roi est toujours libre de renouveler ou d'interrompre ses grâces. Ainsi, en 1747, l'intendant peut se permettre, sans créer de précédent, d'offrir 30 livres à chacun des quelque 200 miliciens revenus d'Acadie malades et presque nus, « pour leur tenir lieu de récompense et d'habillement », et des gratifications variant entre 50 et 80 livres aux officiers de milice qui participèrent à cette même campagne<sup>158</sup>. Par la suite, les récompenses sont plutôt réservées aux estropiés qui ne peuvent plus travailler pour vivre et aux veuves et orphelins des miliciens morts en service. Elles sont limitées par les fluctuations du revenu des postes des pays d'en haut, qui alimente ces charités royales, et par la concurrence des groupes privilégiés, Église et familles de la noblesse militaire, qui en accaparent la majeure partie. Les gratifications appelées aussi aumônes ne sont jamais élevées, 48 livres pour la veuve d'un habitant chargée de neuf enfants, par exemple, mais elles sont peut-être répétées, ce que l'absence de comptes détaillés, dans les années 1750, ne permet pas de vérifier<sup>159</sup>. Duquesne réussit à dégager presque 3 000 livres pour les victimes de la campagne de l'Ohio et les estropiés de la bataille de la Monongahela, en 1755, mais le revenu des postes semble diminuer par la suite<sup>160</sup>. Pour donner plus d'éclat à la distribution de 1757, Vaudreuil demanda à tous les capitaines de milice de dresser la liste des sujets susceptibles des grâces royales dans leurs paroisses. Cette procédure inusitée et mal choisie, puisque les fonds ne permettent pas de récompenser plus de 20 ou 30 personnes, créa une véritable commotion. Convaincus qu'ils allaient enfin obtenir une compensation pour leurs services passés, les habitants coururent chercher des certificats chez les officiers des troupes qui durent les détromper. La méprise laissa un goût amer<sup>161</sup>.

## CHAPITRE 10

# Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre

Ce chapitre tente de cerner l'expérience militaire des colons pendant la guerre de Sept Ans en la replaçant dans son contexte, soit celui des forts et des camps armés où la milice côtoie les troupes réglées. Les paroisses, qui fournissent non seulement les hommes mais les vivres et le logement des soldats, font aussi partie du contexte. Leurs difficultés ont des répercussions sur le comportement des conscrits, aussi est-ce par elles que nous allons commencer.

### 1. Bouleversement dans les paroisses

Bien avant que l'ennemi ne soit à leurs portes, les campagnes canadiennes sont pressées de toutes parts par la guerre qui les prive d'une bonne partie de leur main-d'œuvre et leur demande en même temps de fournir de gré ou de force le logement du soldat, les vivres et les animaux de trait pour les besoins du service.

Les réquisitions de blé deviennent d'usage courant dès le début des années 1750. Elles font beaucoup crier et nombreux sont les contemporains qui n'y voient qu'une manœuvre de l'intendant et de ses affidés pour accaparer la récolte à vil prix et la revendre à des clients étrangers ou au roi au prix fort<sup>1</sup>. En réalité, et quels que soient les profits que pourrait cacher l'opération, le gouvernement n'a guère

le choix s'il veut poursuivre ses entreprises militaires. Nous avons publié il y a quelques années une étude sur la circulation et la police des grains qui aborde précisément le problème du partage de la production entre ville et campagne, entre l'armée et la population civile<sup>2</sup>. En voici les principaux points. L'équilibre frumentaire a toujours été fragile. Le Canada produisait généralement assez de blé pour sa subsistance et les bonnes années il exportait ses surplus à l'Île Royale et aux Antilles, mais la moindre défaillance de la récolte pouvait compromettre l'approvisionnement des villes et des troupes et engendrer la panique. Cette vulnérabilité tient à trois facteurs principaux. Tout d'abord, au petit nombre d'exploitations agricoles reflétant la faiblesse du peuplement colonial : un peu moins de 7 000 au début de la guerre dont un bon tiers en sont encore à l'étape du défrichement<sup>3</sup>. La population rurale conserve les deux tiers du blé récolté, pour les semences et sa consommation, d'où un faible excédent commercialisable, très sensible aux fluctuations des rendements. Second facteur, la sévérité du climat qui limite beaucoup le temps accordé aux travaux des champs. L'automne est une période particulièrement chargée, dans la région de Québec surtout, où le cycle cultural retarde d'environ trois semaines sur celui de Montréal. Les paysans ont souvent du mal à finir les labours avant les neiges. Cette contrainte réduit la superficie ensemencée et, indirectement, le volume de la production<sup>4</sup>. Enfin, climat et distance se conjuguent pour isoler la colonie pendant six mois de l'année, l'empêcher de recevoir des farines de l'étranger si les provisions sont insuffisantes pour passer l'hiver. Ce troisième facteur compte pour beaucoup dans les inquiétudes des citoyens, le sentiment d'impuissance et la nervosité des administrateurs.

Telle était la situation en temps de paix. Une économie agricole vulnérable mais qui avait, malgré tout, les ressources nécessaires pour rebondir après chaque crise. Or la guerre vient détruire ces ressources, lentement d'abord, puis de plus en plus vite. À la fin, tout le système agricole se défait. La mobilisation des jeunes gens a des effets à court et à long terme. Dans l'immédiat, elle engendre une pénurie

de bras au moment des récoltes et des autres travaux pressants. Le problème n'échappe pas aux autorités qui tentent, autant que faire se peut, de libérer une partie des milices à temps pour la moisson. Les effets à long terme sont plus graves, parce que cumulatifs. Le défrichement graduel du territoire est le mécanisme qui permet à la production de suivre la croissance démographique. Or cette mise en valeur de nouvelles terres commence à ralentir dès 1745 lorsqu'on se met à employer les fils de paysans, la principale catégorie de défricheurs, hors de leurs paroisses, et cela le plus clair de l'année. Après dix années de levées de milice à grande échelle, la superficie agricole stagne, et la production plafonne<sup>5</sup>. La guerre interfère aussi avec le calendrier agricole en forçant les habitants à battre leur blé tout de suite après la récolte. L'opération empiète sur le temps des labours et diminue d'autant l'étendue des emblavures le printemps suivant<sup>6</sup>. Enfin, les malheurs maritimes de la France rendent l'arrivée de secours encore plus aléatoire et la dépendance à l'égard de l'agriculture locale plus complète au moment même où celle-ci est à bout de ressources.

Déjà élevée pendant la guerre de Succession d'Autriche, la quantité de vivres nécessaires pour soutenir les campagnes militaires monte en flèche vers 1750 à la suite des mouvements en Acadie, dans les pays d'en haut et dans la région de l'Ohio un peu plus tard. Les effectifs des troupes réglées passent de 800 hommes environ à 1 500 en 1750 et à 7 000 en 1757. À cette dernière date, il y a peut-être 8 000 miliciens et 3 000 Amérindiens sous les armes, nourris à la ration comme les soldats. Le transport des denrées sur de longues distances dans des conditions très difficiles donne lieu à un gaspillage effarant qu'il faudrait ajouter à la consommation réelle pour avoir une meilleure idée de l'ampleur de la demande. Pour gérer la rareté en accordant la priorité au ravitaillement militaire, l'intendance organise un système de contrôle rigide sur la circulation et la transformation du blé, allant jusqu'à faire sceller les bluteaux dans tous les moulins de la colonie, sauf ceux qui tournent pour le roi<sup>7</sup>. Les réquisitions

introduites au lendemain de la mauvaise récolte de 1751 et répétées ensuite d'année en année sont la clé de voûte du système. Chaque automne, les paysans sont sommés de livrer aux commissaires telle quantité de blé, qui leur est payée au prix fixé par les ordonnances. D'autres levées ont ordinairement lieu en hiver ou au printemps quand le reste de la récolte a été battu<sup>8</sup>. Comment s'y prend-on pour déterminer la part excédentaire que chaque producteur peut céder au roi sans entamer la réserve de semences ni compromettre la subsistance de la famille? Les curés, qui peuvent évaluer les récoltes individuelles d'après le volume de la dîme, ne sont d'aucun recours dans ce cas puisque les principales réquisitions ont lieu tôt après la moisson alors que les dîmes sont livrées plusieurs mois plus tard, aux environs de Pâques. Les commissaires procèdent donc à l'aveuglette, à partir des informations recueillies auprès des paysans eux-mêmes, de leurs voisins et de notables locaux. Encore une fois les capitaines de milice ont bon dos. On les accuse de ménager certaines familles et de laisser les agents de l'intendance arracher l'essentiel à ceux qui n'ont pas de surplus<sup>9</sup>. En fait, quelle que soit l'assiette de ces réquisitions, elles affectent surtout la fraction la plus pauvre de la communauté rurale, celle qui n'a pas atteint le seuil de l'autosuffisance et qui compte pour survivre sur les gages et autres paiements en nature. En s'appropriant les excédents locaux et davantage, le gouvernement militaire détruit les réseaux d'échange autour du voisinage et de la parenté à la base de l'économie rurale, et il avive les tensions sociales<sup>10</sup>.

Dès 1757, le munitionnaire utilise le bœuf, voire même le cheval, dans les rations militaires, pour remplacer les salaisons de lard. Les réquisitions commencent peut-être à ce moment, mais seules celles de 1759 et 1760 ont laissé des traces. À la nourriture des troupes s'ajoute alors la demande de bêtes de trait pour l'artillerie et les autres besoins de l'armée et celle de montures pour les unités de cavalerie<sup>11</sup>. Le prélèvement sur le cheptel paysan est si important que plusieurs craignent pour la survie des espèces. Au début de l'invasion, les paroisses en aval de Québec ont ordre de conduire leurs bestiaux vers



l'armée de Beauport. Durant l'été, le capitaine Tarieu de La Naudière, surnommé par dérision le Grand Bouvier, parcourt les paroisses en amont jusqu'à Trois-Rivières et ramène dans les entrepôts tout ce qu'il peut saisir, ne laissant selon les ordres qu'un animal de trait et une vache par deux habitations<sup>12</sup>. Le printemps suivant, on cherche désespérément dans ces mêmes campagnes dévastées quelques chevaux et des bœufs pour tirer les canons et nourrir l'armée de Lévis qui vient attaquer les Britanniques dans Québec<sup>13</sup>. Des levées considérables ont aussi lieu dans le gouvernement de Montréal à partir de l'automne 1759. Faute de train de charrue, une bonne partie des terres de la colonie ne peuvent plus être cultivées, tandis qu'un peu partout les chemins et les champs qui les bordent sont ruinés par le passage des troupes<sup>14</sup>.

On ne peut pas vider les granges des habitants et leur demander en même temps de nourrir les soldats qui sont logés chez eux par billet. C'est le dilemme auquel l'intendance se trouve confrontée au début de l'hiver 1757. Jusque-là, le logement des bataillons français s'était déroulé normalement. Les villes étant déjà occupées par les troupes de la Marine, la plupart des quelque 1 700 soldats des troupes de terre débarqués en 1755 passèrent leur premier hiver dans les campagnes autour de Montréal<sup>15</sup>. L'année suivante, après l'arrivée de deux nouveaux bataillons, Québec et la côte de Beaupré furent également mis à contribution<sup>16</sup>. On s'efforce alors de regrouper les troupes dans les villes et aux environs afin de faciliter la distribution des vivres et le service des officiers. À Québec, les trois corps de caserne peuvent accueillir un millier d'hommes mais les soldats sont encore logés par billet à Montréal, une ville de 4 000 habitants environ, qui ne pourrait en accommoder autant sans faire appel à sa banlieue rurale, soit quelque 150 feux additionnels<sup>17</sup>.

La décision de supprimer les rations à la campagne et de confier la subsistance des soldats aux habitants vient bouleverser ces arrangements, d'autant plus qu'elle coïncide avec une forte augmentation des effectifs, qui totalisent un peu plus de 6 000 hommes en

novembre 1757<sup>18</sup>. Comme on peut le voir sur le tableau 10.1, l'assiette du logement s'étend considérablement et plus encore l'hiver suivant. Les garnisons urbaines, qui restent à la charge des munitionnaires, sont réduites et toutes les paroisses rurales, y compris les plus récentes et les plus éloignées, sont imposées. Celles de la côte du Sud en aval de Québec, qui approvisionnent non sans difficultés la capitale, font seules exception<sup>19</sup>. L'éparpillement est rendu nécessaire d'une part, parce qu'il ne saurait y avoir plus d'un soldat par feu, dès qu'il doit être nourri, d'autre part, parce qu'une bonne proportion des paysans n'en ont aucun, étant incapables de pourvoir à leur propre subsistance. Même si l'Est de la colonie, occupé par les Britanniques, ne contribue pas au logement de l'hiver 1759-1760, la charge globale sur le reste du pays n'est pas tellement plus lourde que les années précédentes, car les effectifs ont fondu pendant la dernière campagne. Ces procédures ne sont ni planifiées, ni coordonnées. Pendant trois ans, seule l'urgence de répondre à des besoins immédiats commande les réquisitions de blé lorsque les troupes sont en campagne ou les modère lorsqu'elles sont chez l'habitant. Et chaque année leur séjour dans les paroisses se prolonge un peu plus au-delà

NOTE SE RAPPORTANT AU TABLEAU 10.1 « Colonie » désigne ici les compagnies franches de la Marine. Elles comptent 1 500 hommes en 1750, 1 950 en 1756 et 2 600 en 1757. Les bataillons portent le nom des régiments dont ils ont été tirés. Ils comptent chacun 13 compagnies, totalisant 525 hommes pour ceux venus de France en 1755 et en 1756, 540 hommes pour les deux arrivés en 1757. Réduits à 9 compagnies à la suite des prises en mer, les bataillons de La Reine et Languedoc ne sont complétés qu'en 1757. Les parenthèses indiquent que le bataillon a moins de 13 compagnies dans tel lieu.

Au cours de l'hiver 1756-1757, 16 compagnies logent à Montréal, 10 à Québec et 4 à Trois-Rivières. La répartition est sans doute la même avant et après cette date.

Le nombre de soldats logés dans les paroisses est toujours inférieur aux effectifs officiels. Il faut tenir compte des vides laissés par les morts et les invalides, que les recrues envoyées chaque année ne comblent pas entièrement, et des piquets tirés de différents corps qui hivernent dans les forts, soit de 5 à 10 % des effectifs, peut-être.

Sources : RAPQ (1931-1932), p. 19 et 45 (La Pause); RAPQ (1944-1945), p. 55, 75, 78, 109 (Doreil); H.-R. Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 12 vol., Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 1, p. 112-115, 121, 164, 231-232 (journal de Lévis); v. 2, p. 171-173, Lévis au ministre, 8 octobre 1757; v. 4, p. 296-297 (hiver 1759-1760); v. 6, p. 51-53, 54-57, Montcalm à Lévis, 9 et 14 septembre 1757; v. 7, p. 81, 313-314 et 479-480, Journal de Montcalm.

Tableau 10.1 – Logement des troupes réglées pendant les quartiers d'hiver						
Lieu	Avant 1755	Hiver 1755-1756	Hiver 1756-1757	Hiver 1757-1758	Hiver 1758-1759	Hiver 1759-1760
Gouvernement de Montréal Ville et faubourgs	Colonie	Colonie La Reine (9)	Colonie Languedoc (9)	Colonie Béarn (7)	Colonie	Colonie
Bas de l'île de Montréal		Guyenne	La Sarre (...)		Béarn	Béarn
Haut de l'île de Montréal			La Sarre (...)	Béarn (6)	Colonie	Colonie
Contrecoeur / La Prairie		Béarn	Béarn	Roy Roussillon	Roy Roussillon Guyenne (...)	Roy Roussillon Guyenne
Fort Chambly/Rivière Richelieu		Languedoc (9)	Roy Roussillon	Guyenne	Guyenne (...)	La Reine
Île Jésus				La Sarre	La Sarre (...)	La Sarre
Terrebonne / Repentigny					La Sarre (...)	Berry
Saint-Sulpice / Berthier					Béarn	Berry
Gouvernement de Québec Ville et faubourgs	Colonie	Colonie	Colonie Guyenne	Colonie La Reine	Colonie	
Beaupré et Beauport			La Reine (9)	Berry	Berry	
Île d'Orléans				Berry	Berry	
Côtes en amont de Québec (nord et sud)				Languedoc	La Reine	
Côte du Sud, en aval						
Gouvernement de Trois-Rivières Ville	Colonie	Colonie	Colonie	Colonie	Colonie	Colonie
Côtes (nord et sud)					Languedoc	Languedoc

des six mois réglementaires (novembre à avril), pour ménager les vivres du munitionnaire. D'une manière ou d'une autre, la paysannerie est dépossédée et harassée.

Mais elle est payée pour ce qu'on lui enlève, ce qui soulève la question : les campagnes ont-elles profité de la guerre ? Au début, pour une partie de la population du moins, la réponse est oui. Pendant la guerre de Succession d'Autriche, la colonie connut de bonnes récoltes et les magasins du roi offrirent aux producteurs des prix avantageux pour leurs surplus. Les déplacements de troupes et les préparatifs des expéditions eurent aussi des retombées positives, sous forme de gages, de location de chevaux, de charrettes, etc., dans les paroisses situées sur le passage des convois<sup>20</sup>. Des retombées qui pouvaient atténuer un peu les effets négatifs de la conscription. Les choses se gâtent très vite ensuite. Les ventes et les services cessent d'être librement consentis et, selon les contemporains, ne sont plus payés à leur juste valeur. Ils ont sans doute raison mais l'absence de comptes publics détaillés et l'inflation galopante nous empêchent de mesurer les écarts entre prix taxés et prix courants. Nous savons, par exemple, que le munitionnaire verse 10 sols par jour aux habitants pour la pension d'un soldat et qu'il vend ses rations plus cher, au roi comme au public<sup>21</sup>. Mais de combien ? Est-ce vrai qu'il déduit jusqu'à 30 sols par ration sur les gages de ses employés, comme le rapportent certains observateurs<sup>22</sup> ? Scandalisés par les monopoles, les irrégularités dans l'administration de la colonie, par les profits illicites qu'ils soupçonnent derrière chaque opération, les mémorialistes traduisent souvent les malheurs des temps en termes monétaires, et perdent ainsi de vue les vrais problèmes. On a saisi tous les animaux en payant 80 livres, écrit un officier de la colonie, « tandis que les malheureux Canadiens qui versaient leur sang pouvaient vendre leurs bœufs aux particuliers à 100 pistoles et à 1 200 livres par tête<sup>23</sup> ». À l'évidence, ce n'est pas tant la perte d'un bénéfice improbable qui afflige ces paysans en octobre 1759, comme l'impossibilité de faire leurs labours et d'avoir du blé pour se nourrir l'année suivante.

Les produits qu'on enlève ne sont pas payés en espèces mais en « ordonnances » ou billets émis par l'administration qui ont cours légal dans le pays. Dans les dernières années de la guerre ces billets se déprécient à vue d'œil, ce qui rend les réquisitions encore plus insupportables. Au printemps 1759, on offre de l'argent sonnante aux habitants du gouvernement de Montréal pour faire sortir les dernières réserves de blé. Mais quoiqu'en pense l'intendant, qui a fait une priorité de son propre enrichissement et peint le monde à son image, la peur de manquer est plus forte que l'attrait des écus<sup>24</sup>. Ils les refusaient, nous dit-on, et certains « poussaient l'insolence jusqu'à dire, lorsqu'on leur offrait de l'argent blanc, que leurs chevaux en étaient ferrés<sup>25</sup> ».

En général, les chroniqueurs plaignent les paysans mais ne les écoutent guère. Pour une parole rapportée, combien de millions de paroles envolées ! Pouvons-nous deviner ce qu'ils pensent à partir de l'attitude collective face aux exigences du gouvernement militaire ? Difficilement. Pendant ces dix années d'épreuve, on ne rapporte aucun rassemblement, aucun mouvement de protestation dans les campagnes. Pourtant il suffisait de bien moins pour ameuter les paroisses au début du siècle<sup>26</sup>. Dans l'intervalle, la paysannerie a été mise au pas et, comme nous l'avons vu précédemment, la milice a beaucoup contribué à cet apprentissage<sup>27</sup>. Il s'agit, plutôt que d'une véritable conversion à l'obéissance, d'une mutation des modes de résistance qui, de collective et parfois tapageuse, est devenue individuelle et discrète. Car nul doute que bien des habitants trichent lorsqu'ils le peuvent. Les amendes exorbitantes et les peines de prison imposées à ceux qui vendent leur blé au-dessus du prix taxé, l'intimidation *manu militari* pour les visites des granges et des étables, le serment sur les évangiles exigé lors des réquisitions de janvier 1758, autant de grands moyens qui ne sont certainement pas déployés pour rien<sup>28</sup>. À l'opposé de l'administration soupçonneuse, il y a ceux qui prêtent des sentiments nobles à la paysannerie. « Ces braves gens dévorés par des vautours rapacieux souffraient sans murmurer ces

vexations, disant toujours à chaque enlèvement “Que le Roi [prenne] tout pourvu que la colonie soit sauvée.”<sup>29</sup>. » Entre ces deux pôles, le refus et le consentement, la masse oscille au gré des circonstances générales, locales ou familiales, et l'urgence, l'ampleur même des demandes gouvernementales étouffent les protestations avant qu'elles ne se répandent.

Les prêtres jouent un rôle important dans la subordination des campagnes. N'allons surtout pas croire à la suite de quelques historiens « révisionnistes » que l'union étroite entre l'Église et la monarchie n'a pas survécu à la traversée de l'Atlantique. En montant en épingle les querelles du clergé, en confondant mauvaise tenue et irréligion et en prenant au pied de la lettre le discours du confesseur ces auteurs prétendent que l'Église est incapable de vaincre l'indifférence des colons et de seconder le pouvoir civil comme elle le fait en France<sup>30</sup>. Des recherches plus sérieuses sur la fondation des paroisses, les assemblées de fabrique, les confréries religieuses, les aumônes et les offrandes de messes montrent au contraire une population plutôt dévote qui accepte ordinairement l'autorité ecclésiastique<sup>31</sup>. L'encadrement est sans doute renforcé dans les villes, mais, dans le second quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, la plupart des quelque 100 paroisses rurales ont surmonté les difficultés initiales liées au petit nombre d'habitants, à leur dispersion et à la pénurie de prêtres et ont un curé résident qui s'applique à instruire et à guider les fidèles<sup>32</sup>. Depuis son arrivée en 1741, l'évêque de Québec, Dubreil de Pontbriand, travaille vigoureusement à l'uniformisation des pratiques et à la discipline du clergé, avec succès, semble-t-il. « Vous me paroissez bien content de vos curés, Monseigneur », lui écrit son grand-vicaire en 1755<sup>33</sup>. Jusqu'à la fin de 1758, la loyauté, pour ne pas dire la dévotion, de l'évêque envers le roi et ses représentants locaux ne se dément pas<sup>34</sup>. Elle s'exprime dans une série de mandements à haute teneur politique assortis de circulaires qui suggèrent aux desservants d'insister sur tel ou tel point dans leur prêche. « [Vous] pouvez sur cela dire mille choses qui animent les habitants à prier Dieu pour Sa Majesté et ceux

qui la représentent dans le pays, et prendre de là occasion de les entretenir dans les sentiments de respect, de soumission et de fidélité qu'ils doivent avoir<sup>35</sup>. » En 1755, l'évêque leur recommande de ne pas s'absenter de la paroisse. « [Q]uoique les peuples doivent s'appercevoir que la levée de miliciens a été essentielle dans la position presente où l'englois attaque de tout coté je pense qu'il pourroit s'excités quelques murmurs que la presence d'un curé peut arrester<sup>36</sup>. » Les sermons n'ont pas été conservés, mais nous pouvons supposer qu'ils suivent les instructions épiscopales.

Les mandements annuels pour des prières publiques publiés en temps de guerre sont des appels à la mobilisation et des exhortations à l'obéissance. L'évêque peut aussi profiter d'une ordonnance ponctuelle, comme la célébration d'une messe d'action de grâces et d'un *Te Deum*, pour rappeler les fidèles à leur devoir.

La levée des miliciens que l'illustre général, qui vous gouverne avec autant de sagesse que de force, a été obligé de faire pour le bien de l'état, vous laisse dans des inquiétudes qui ne paraissent que trop au dehors, tandis que vous devriez au contraire vous réjouir de voir vos parents occupés à procurer l'augmentation et la sûreté du pays.

Nous demandons avec vous leur prompt retour, mais demandez-le sans murmurer, demandez-le avec soumission; c'est le moyen de l'obtenir heureux pour eux et glorieux à la nation<sup>37</sup>.

D'année en année, avec la montée des exigences et du mécontentement, le ton devient plus pressant. Comparons le mandement de l'hiver 1756 avec celui de l'hiver 1758. Voyons d'abord le premier :

Les murmures contre les commandements, les mensonges étudiés pour surprendre ceux qui les font, les voies injustes employées pour s'en exempter, n'arrivent que trop souvent, et c'en est assez pour irriter le Seigneur; et après tout il est comme impossible, Nos Très Chers Enfants, d'éviter tous les abus; s'il en arrive, c'est contre l'intention

des premiers supérieurs. Vous connaissez les tendres sentiments de l'illustre Général qui vous gouverne, et le désir ardent qu'il a de vous laisser en paix jouir dans vos campagnes du fruit de vos travaux; les troupes qu'il a amenées avec lui, celles qu'il a encore demandées à Sa Majesté, lui donnent lieu de tout espérer; mais actuellement l'ennemi s'apprête de tous côtés; peut-il le laisser pénétrer dans le centre de la colonie, et voudriez-vous refuser un dernier et généreux effort? Non sans doute. Soyez donc soumis aux commandements. Respectez des ordres qui doivent vous être sacrés. Dieu bénira cette obéissance, et saura vous dédommager<sup>38</sup>.

Dans le mandement de 1758, l'évêque écrit ce qui suit.

[V]ous devez [...] supporter sans murmures et avec soumission les maux que la Providence vous envoie. La patience du malheureux le préserve du fond de l'abîme : *patientia pauperum non peribit in æternum* (Ps. 9,18). Il faut même aller plus loin et adorer amoureusement la main qui nous frappe. Le moindre murmure contre le châtiment ne sert qu'à irriter la justice qui les ordonne; une humble et respectueuse résignation peut seule les arrêter et faire succéder la miséricorde : *patientia lenietur princeps* (Prov. 25,15). Et ne vous y trompez pas, Nos Très Chers Frères, murmurer contre les ordres de ceux qui vous gouvernent, c'est attaquer Dieu lui-même : *qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit* (Ad. Rom. 13, 2); paroles de l'Esprit-Saint, paroles de vérité qui doivent nous conduire dans les circonstances présentes. Les esprits peuvent se diviser sur les mesures qu'on pourrait prendre; dans le cas de partage, c'est aux puissances d'ordonner et à nous d'obéir : *obedite præpositis vestris* (Ad. Heb. 13, 17)<sup>39</sup>.

Reprise dans le prône dominical et portée par un ensemble de cérémonies hors de l'ordinaire — processions, litanies, oraisons spéciales, saluts du Saint-Sacrement —, la leçon de l'Église a porté fruit. Mais ce sont des paroisses troublées où la vie, en particulier celle des



femmes restées seules sur la terre, prend la forme d'une confrontation permanente avec l'administration, dans un climat de misère et de suspicion mêlé d'inquiétude pour les absents.

## 2. La vie dans les camps

Au fort Frontenac ce 9 juin 1757.

Ma très chère femme je ne peux laisser passer cette occasion sans te faire savoir de mes nouvelles dont elles sont bonnes Dieux mercy. Je prie le seigneur qu'il en soyt de même à l'égard de toy. Je te diray que nous allons au fort Duquesne dont il y a grande apparence que nous hivernerons là. Tout ce que je te recommande de prendre tes précautions pour ton hivernement car pour moy j'espère être longtemps dans mon voyage. Nos officiers nous dise que ces lespace de dise huit mois de tans que nous avons a rester. Je te dirai que nous somme arrivez au fort de Cataracouy le 5 de juin en parfaite santé. Je te prie ma chère femme de me faire dire une messe pour que Dieu me conserve dans mon voyage. Je te mende encore que pour a l'égard de nos travaux d'y apporter tous les soins pendant mon absence. Embrasse nos petits enfans pour moy, j'embrasse bien mon oncle Bourassa et son épouse et toute sa famille. Tu diras à mon beau frère que je l'embrasse bien, celui qui demeure chez nous, et que je me recommande à luy pour t'aider à nos travaux. Autre chose ne puis te mender pour le présent qu'aussitôt que je serai arrivai au poste là ou je dois restée je t'écriroi. J'ai oublié à te dire qu'il y a une part de terre, c'est à dire ce qu'il te revient que tu nas qu'à la vendre, si tu te trouve embarrassée en quelque chose. J'embrasse bien mon oncle Allée et son épouse et toute sa famille. Adieu ma tante Couture.

Ma très cher  
femme je suis ton  
fidèl mary, Louis Alée.

Je te dirai que je ne me suis point ennuyé depuis que je suis party je me suis toujours bien porté<sup>40</sup>.

Habitant de la Pointe de Lévis, Louis Alée (ou Hallé) est marié depuis sept ans et père de trois enfants lorsqu'il est envoyé sur la frontière de l'Ohio. Il fait partie d'un contingent de 400 miliciens du gouvernement de Québec destinés à la Belle-Rivière<sup>41</sup>. Sa famille et celle de sa femme comptent parmi les plus anciennes de la paroisse, d'où la présence de plusieurs parents pour s'occuper des siens et de sa terre pendant son absence<sup>42</sup>. Nous avons retranscrit sa lettre en entier parce qu'elle nous est apparue, avec ses expressions de piété familiale et de dévotion religieuse, son insistance sur la santé, d'une banalité exemplaire. Banale aussi l'inquiétude qui perce sous les propos convenus et rassurants. Louis Alée ne rentrera pas chez lui avant l'hiver comme il l'avait d'abord prévu et la Belle-Rivière, lointaine et mal famée depuis la campagne de 1753, n'est sans doute pas la destination qu'il aurait choisie. Qu'est-ce qui l'attend au fort Duquesne dans les mois qui viennent? Qu'en est-il de la vie quotidienne des miliciens dans les camps militaires? À l'aide des ordres du jour de l'armée, de quelques journaux et lettres de colons, Fred Anderson a pu reconstituer l'expérience des milices du Massachusetts cantonnées au lac Saint-Sacrement pendant la guerre de Sept Ans<sup>43</sup>. L'historien de la Nouvelle-France est moins fortuné car les sources livrent fort peu de détails concrets sur les travaux et les jours dans les camps armés.

Les forts de la colonie ont à peu près tous la forme d'un carré irrégulier de 50 à 60 mètres de côté flanqué de quatre bastions. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les pieux ont été remplacés ou renforcés par des murs de maçonnerie, de pièces de chêne équarries ou d'une combinaison des deux. Dans l'enceinte, le corps de garde et les autres logements militaires, les entrepôts de munitions et de marchandises, un hôpital parfois, la poudrière, la boulangerie, la forge, des étables et un potager entourent la place d'arme. À plusieurs endroits, les cabanes des commerçants encombre encore davantage l'espace intérieur<sup>44</sup>. Avant 1753, les garnisons étaient ordinairement petites, une quarantaine de soldats ou miliciens auxquels s'ajoutaient un ou deux charpentiers, forgerons et autres hommes de métier entretenus par le roi,

un commis, un interprète, l'officier commandant avec sa femme à l'occasion et quelques domestiques pour son service personnel et celui du fort en général<sup>45</sup>. Ponctué par les arrivées et les départs des Amérindiens, le passage des brigades de voyageurs, les travaux menés sans hâte, le temps glissait lentement. La subsistance de ces petits groupes ne dépendait pas entièrement des vivres fournies par l'intendance. Ils avaient les produits du jardin, des volailles, des vaches et des cochons et, surtout, le gibier et le poisson frais vendus par les indigènes des alentours. Les officiers et les employés gardaient assurément la meilleure part, mais la troupe pouvait aussi améliorer son ordinaire avec la chasse, la pêche ou la traite. Ici et là ces facilités vont se prolonger quelques années encore<sup>46</sup>. Les miliciens cependant ne participent plus à la vie du fort depuis le début de l'opération de l'Ohio. Rassemblés en grand nombre, astreints à des tâches pénibles et urgentes, ils campent désormais à l'extérieur des murs dans de très mauvaises conditions.

Pas moins de 1 000 à 1 500 hommes sont affectés à la défense et au ravitaillement de la Belle-Rivière. L'état major n'a pas prévu et jamais résolu le problème de logistique que pose l'occupation de cette région où les Français se sont imposés par la force plutôt que par les voies diplomatiques habituelles. Intimidées par le déplacement des troupes et les premiers succès militaires, les populations locales demeurent soupçonneuses<sup>47</sup>. On doit fournir des vivres aux partisans amérindiens et à leurs familles et il en faut bien davantage pour nourrir les hommes qui mènent ces vivres à destination. Le cercle vicieux n'échappe à personne. Quand ils ne sont pas occupés à construire des pirogues et à les hâler le long des rivières envasées qui relient les forts Presqu'Île, Rivière-au-Boeuf, Machault et Duquesne, les miliciens sont employés pour compléter les ouvrages défensifs, monter la garde et, plus rarement, participer à des missions de reconnaissance. Dans une déposition de 1757 devant un juge de Pennsylvanie, le jeune Michel de la Chauvignerie, fils du commandant du fort Machault, emploie le mot « journaliers » plutôt que « miliciens » pour décrire

cette armée de travailleurs<sup>48</sup>. Il y a autant de camps autour du fort Duquesne qu'il y a de nations ou de bandes représentées parmi les guerriers qui combattent du côté des Français. La ségrégation est la règle. Logée dans des huttes et autres abris de fortune, la milice forme un de ces camps, peut-être deux. Tous sont installés près du fort, en vue les uns des autres, prêts à intervenir en cas d'attaque<sup>49</sup>. Dans ces postes éloignés où les partis de guerre doivent être soutenus à l'année longue, il est dans l'intérêt du service de garder les hommes le plus longtemps possible. Le séjour de dix-huit mois prévu pour Louis Alée correspond peut-être au lot commun.

À Carillon, la campagne dure environ six mois, souvent ponctués d'allers-retours dans des paroisses du haut de la colonie pour la récolte ou les labours d'automne. Puisque l'armée n'est qu'à six jours de barque des terres cultivées, l'administration croit ou feint de croire qu'elle peut mobiliser les paysans sans égard pour l'agriculture, quitte à lui fournir les bras nécessaires dans les moments pressants. En réalité, le va-et-vient est une source de désordre qui répond mal aux besoins agricoles et nuit aux opérations militaires.

Alors que le fort Duquesne fait face à une frontière non occupée militairement, depuis la défaite de Braddock en 1755 jusqu'à l'arrivée de Forbes à la fin de 1758, l'armée française de Carillon vit sous l'œil de l'ennemi, installé au fort George et capable à tout moment de traverser le lac Saint-Sacrement pour venir la surprendre. Autre différence : les partisans amérindiens sont moins nombreux sur ce front, presque absents par moments<sup>50</sup>. Enfin, le transport des vivres et des munitions, plus facile que dans les pays d'en haut, est l'affaire des munitionnaires et de leurs employés. Il s'ensuit que les miliciens assument des fonctions d'abord militaires, une distinction qu'ils font d'ailleurs eux-mêmes en réservant l'expression « marcher au feu » pour les départs à Carillon<sup>51</sup>.

Ici les camps, tant ceux des troupes réglées que des autres corps, sont très étalés. Les quelque 2 000 miliciens que l'état-major tente d'y maintenir en saison occupent trois postes avancés. Celui de la Chute,

le plus rapproché, est à quatre kilomètres du fort. Les hommes partagent leur temps entre les travaux d'aménagement — défrichage, fascines, abattis, etc. —, les gardes et les patrouilles<sup>52</sup>. Ils sont en quelque sorte les sentinelles de l'armée.

Tout autres sont les conditions à Beauport, près de Québec, où sont rassemblés quelque 13 000 combattants, miliciens pour la moitié, de juin à septembre 1759<sup>53</sup>. Derrière les berges retranchées, le camp couvre les prés et les terres labourées sur une longueur de 10 kilomètres entre les rivières Saint-Charles et Montmorency. Au centre, les maisons, dont les fenêtres ont été transformées en embrasures pour la mousqueterie et l'artillerie, forment avec les redoutes une rangée continue autour de laquelle on a distribué les différents corps de troupes<sup>54</sup>. Moins isolé, le milicien s'y sent certainement moins vulnérable que dans les camps plantés au milieu des bois où l'ennemi peut surgir de partout, à tout moment. À Beauport, nul besoin de protéger les arrières et de participer à d'incessantes missions de reconnaissance. Les hommes peuvent circuler sans danger dans l'espace agricole qui les entoure, ce qui facilite à la fois la désertion et le maraudage. D'autant plus qu'après avoir travaillé fébrilement à retrancher et à fortifier les lieux, au début de l'été, les troupes sont devenues passablement inactives par la suite, exception faite des partisans amérindiens et autres du côté de la Montmorency. Retrouvant les habitudes immémorales que l'environnement nord-américain leur avait refusées jusque-là, elles font main basse sur les poulaillers, les étables, les fruits et les légumes des jardins. À Beauport et à Charlesbourg, deux grosses paroisses naguère prospères, peu de propriétés sont épargnées par les maraudeurs. Soldats, miliciens et alliés amérindiens, tous sont de la partie<sup>55</sup>.

Les officiers de la colonie sont muets sur les conditions sanitaires déplorables qui prévalent dans les camps de la milice. La concentration soudaine de larges effectifs les a pris à l'improviste. Pour la tenue des compagnies franches de la Marine, ils s'en remettent à leurs sergents et caporaux, mais les miliciens ne bénéficient pas d'un tel enca-

drement<sup>56</sup>. Abandonnés à eux-mêmes, ils se logent, s'habillent et se nourrissent comme ils peuvent. Nos renseignements proviennent des officiers des bataillons que ce laisser-aller étonne. Ce qu'ils observent à Carillon vaut aussi pour les places des pays d'en haut, le fort Duquesne en particulier où la densité ne peut qu'aggraver l'insalubrité générale. Les cabanes de branches et d'écorces dans lesquelles ils s'entassent protègent mal les miliciens des intempéries et n'encouragent pas non plus les habitudes de propreté. Comme nous l'avons déjà vu, les tentes sont réservées aux troupes réglées et les couvertures ne font pas partie non plus de l'équipement de base. Ils dorment tout habillés des mois durant, à la merci des fraîcheurs nocturnes et des froids de l'automne<sup>57</sup>. En 1759, à Beauport, il a fallu distribuer des bâches pour servir de tentes puisque le terrain dénudé n'offrait rien pour s'abriter. À la moindre pluie, ces champs se transforment en borbiers. Nous sommes dans l'eau jusqu'au genoux et nous avons déjà dû déplacer nos tentes trois fois, écrit un soldat des troupes de la Marine à la fin du mois de juin<sup>58</sup>. Une fois qu'ils ont usé la culotte, la veste et les chaussures qu'ils portaient en quittant la maison, les conscrits doivent s'arranger avec les articles fournis par l'intendance, soit essentiellement une chemise et un brayet. Ils étaient tous en chemise, un mouchoir sur la tête et « le cul nu à la canadienne », écrit un officier à propos de la garnison du fort Lévis en août 1760<sup>59</sup>. Sales et dépenaillés, les miliciens n'ont pas appris non plus à apprêter les vivres qu'on leur donne, à « faire chaudière » comme on l'enseigne aux soldats, c'est-à-dire, pour ceux d'une même tente ou chambrée, à mettre les rations en commun et à faire cuire longuement dans une marmite propre. Ils mangent n'importe quand et n'importe comment, souvent des viandes et du lard presque crus, dit-on<sup>60</sup>. Ils semblent enfin que la bière à base de mélasse, pruche ou sapinette, seul remède contre le scorbut, soit moins bien distribuée dans les camps de la milice que dans ceux des troupes réglées<sup>61</sup>.

Le lien entre ce laisser-aller et les maladies qui courent parmi les recrues, les plus jeunes et les moins expérimentées surtout, n'échappe

à personne. « Je crains que la maladie de la plupart des miliciens ne provienne de leur nonchalance à se tenir proprement et à faire un ordinaire réglé », écrit le gouverneur Vaudreuil<sup>62</sup>. Les officiers français voient les choses autrement. Au lieu de blâmer les victimes, ils accusent les officiers coloniaux d'incompétence, remettent en cause l'organisation de la milice et proposent des réformes qui n'ont aucune chance d'être retenues. En août 1756, on dénombre jusqu'à 600 malades à Carillon, presque tous dans la milice. Des 400 qui ont été hospitalisés, le commandant de l'armée s'attend à ce qu'il en meure un grand nombre<sup>63</sup>. Les conditions matérielles et partant l'état sanitaire ne s'améliorent pas et, ici et là, des pénuries ou la mauvaise qualité des vivres aggravent encore plus la morbidité<sup>64</sup>. À la fin de 1759, le constat reste le même : les miliciens sont plus sujets aux maladies que les soldats parce qu'ils sont mal vêtus et mal nourris<sup>65</sup>. Tous les forts principaux ont un hôpital, un chirurgien au moins et l'armée de Carillon a aussi ses hôpitaux ambulants. Quand leur état le permet, les malades sont évacués à Saint-Frédéric et, de là, vers Montréal. On ne garde sous les tentes et dans le fort de Carillon que ceux qui sont « attaqués trop vivement pour être transportés<sup>66</sup> ». Le risque de contamination est immense et qui entre à l'hôpital avec un début de scorbut ou une légère blessure a de fortes chances de mourir d'une infection.

Ne serait-ce que pour l'assistance aux malades, les forts ne pourraient pas se passer d'un aumônier, comme l'explique le commandant de Presqu'Île lorsqu'il est question de déplacer le père Luc : « il est extrêmement nécessaire icy ce poste etant Lentrepost de tous les malades, dailleur La privation dun missionnaire me rendroit Ce fort bien plus odieux<sup>67</sup> ». Les récollets, aumôniers militaires attirés depuis l'édit royal de 1692, desservent les soldats et les miliciens dans les postes éloignés et à l'armée<sup>68</sup>. Contrairement aux missionnaires des Amérindiens qui accompagnent ceux-ci à la guerre et bénissent les troupes avant le combat, ils restent généralement à l'arrière. Avant d'être aumôniers, la plupart de ces moines mendiants ont exercé leur

ministère dans plusieurs paroisses de la colonie, soit comme remplaçant des titulaires, soit comme desservant temporaire dans les côtes sans curé résidant, où on a apprécié leur simplicité et leur désintéressement<sup>69</sup>. Cette expérience antérieure facilite certainement leur action auprès des miliciens. Grâce à eux, la leçon de l'Église sur la déférence et la résignation se poursuit dans les camps et il faut regretter la disparition des archives de cette communauté qui nous prive des sermons, des correspondances, de tant de témoignages précieux sur la vie militaire.

Quand viennent les froids d'octobre et que tout danger d'attaque ennemie est écarté, les camps sont repliés vers les forts et les miliciens restants, quelques centaines au plus, sont logés dans les baraques et utilisés pour faire du bois de chauffage et autres travaux qui les retiendront jusqu'à l'hiver. Ces tâches leur valent des certificats qu'ils encaisseront en rentrant dans la colonie. Ces gains tardifs mis à part, les miliciens de Carillon, privés de gages, n'ont ordinairement pas d'argent à dépenser chez les gardes-magasins du roi ou chez les cantiniers attachés à l'armée<sup>70</sup>. Ceux qui servent dans les pays d'en haut sont au contraire des clients assidus du magasin du fort; par nécessité d'abord puisque les hommes affectés aux travaux et aux transports ne sont pas équipés par l'intendance, pour se délasser aussi car le débit d'alcool et de tabac dans les postes éloignés est considérable. On dit que les gardes-magasins prélèvent un profit sur les ventes, donc poussent les soldats et les miliciens à la dépense en consentant des avances sur les gages et en escomptant les certificats qu'ils reçoivent en paiement<sup>71</sup>. Ces pratiques créent des pénuries de marchandises quand vient le temps d'équiper les partisans, constate le commandant de Niagara, et, qui plus est, elles encouragent les miliciens à dissiper leurs maigres gages au fur et à mesure<sup>72</sup>. Dans un tel contexte, rares sans doute sont les garçons qui au bout de plusieurs années de service ont réussi à amasser un petit pécule pour leur établissement futur<sup>73</sup>.

On ne va plus à la guerre pour le profit, comme les « flibustiers »



et les autres partisans du début du siècle, mais le butin conserve une puissante valeur symbolique, bien supérieure à sa valeur réelle. Un butin considérable rehausse une victoire, d'où les exagérations qui se glissent jusque dans la correspondance officielle<sup>74</sup>. Sitôt le combat terminé, la troupe victorieuse procède au pillage, celui de la place comme après les sièges de Chouaguen et du fort George ou celui des dépouilles sur le champ de bataille. Selon les règlements, le roi se réserve, outre la caisse du commandant, toute l'artillerie avec la poudre, les munitions, les vivres, etc., bref ce qui est jugé utile à l'armée. En principe, les effets restants sont répartis entre les combattants suivant le grade et le mérite, avec priorité, par exemple, aux soldats qui ont ouvert la tranchée<sup>75</sup>. Cet ordre est-il toujours bien observé en Europe à cette époque et la curée serait-elle devenue un phénomène particulier à l'Amérique, comme le laissent entendre les officiers des bataillons<sup>76</sup>? Nous pouvons en douter. Quoi qu'il en soit, ceux-ci doivent baisser les bras car il est presque impossible d'empêcher les Amérindiens de prendre illico ce qu'ils veulent et de retenir les troupes coloniales qui profitent de cet élan pour venir chercher leur part. Nous n'établissons pas de lien entre ces usages et la gratuité du service militaire puisqu'ils ne sont pas réservés à la milice canadienne mais s'étendent aux soldats, voire aux troupes des colonies britanniques pourtant rémunérées<sup>77</sup>.

Pour les combattants, le pillage représente la récompense obligée. La mise à sac des entrepôts réserve peu de surprises et, venant après ses alliés amérindiens, la troupe ne retire sans doute que la portion congrue arrosée d'eau-de-vie des forts du lac Ontario et du lac Saint-Sacrement. Des batailles comme celles de la Monongahela et de Carillon, qui se déroulent en territoire français et laissent des centaines de cadavres ennemis sur le terrain, offrent de meilleures possibilités à ceux que la vue des corps éventrés, scalpés, à jamais méconnaissables ne rebute pas. Sur le champ des morts, ils ramassent des fusils, des baïonnettes, des pistolets, des décorations, des chaussures, des coiffures ou des vêtements encore utilisables, sans compter le

bagage des officiers que l'armée de Braddock, particulièrement bien équipée, avait abandonné<sup>78</sup>. Les pillards trouvent ensuite facilement des acheteurs, soit au camp même, soit de retour dans la colonie<sup>79</sup>. Bref, ce butin rapporte des profits contrairement à celui prélevé en territoire ennemi qu'il faut ordinairement laisser derrière et détruire par crainte d'être surchargé et poursuivi.

Le combat s'achève sur ces scènes de marchandage et de barbarie brièvement évoquées dans nos sources, impossibles à vérifier. Les autres scènes, plus banales, plus conformes à l'image de l'éthique militaire, comme l'assistance et le transport des blessés ou les honneurs funèbres rendus dans les camps, ne sont jamais mentionnés dans les journaux militaires<sup>80</sup>.

### 3. La milice et les troupes réglées

Nous ne pouvons pas décrire les relations entre la milice et les troupes réglées sans aborder d'abord ces guerres intestines qui occupent une si large place dans la documentation et dans l'historiographie. Ce n'est un secret pour personne dans la colonie que les deux généraux, Vaudreuil et Montcalm, sont à couteaux tirés et que la discorde règne aussi entre les officiers des troupes de la Marine et ceux des bataillons français<sup>81</sup>. Comment cette situation affecte-t-elle la milice? Se contente-t-elle d'observer et de commenter les querelles de ses chefs ou les considère-t-elle comme siennes et vient-elle se ranger en bloc derrière le gouverneur pour protester contre les sévices que les officiers français lui auraient fait subir? C'est ce qu'affirment Guy Frégault et plusieurs historiens à sa suite, qui voient dans ces dissensions beaucoup plus que des rivalités entre deux corps de troupes réglées, entre deux manières de concevoir la stratégie, mais un conflit qui embrasse toute la société et dresse le Canadien contre le Français, la colonie contre une métropole qui l'opprime<sup>82</sup>. Or cette thèse repose sur une base documentaire très étroite et contestable. Les miliciens,

nous l'avons déjà noté, ne nous livrent pas leurs sentiments. Faut-il accepter ceux que le gouverneur leur prête? Là est toute la question.

Tôt dans sa carrière d'officier des troupes de la Marine, Pierre de Rigaud de Vaudreuil résolut de devenir gouverneur de la Nouvelle-France, comme son père avant lui. Des états de service honorables et de puissants appuis à la cour lui permettaient d'espérer une nomination rapide mais deux autres candidats lui furent d'abord préférés : La Jonquière en 1746 et Duquesne en 1752. Lorsqu'il obtient enfin, en 1755, l'emploi convoité, Vaudreuil est un homme vieillissant, que l'attente, peut-être, a rendu amer et méfiant, qui accepte mal que les renforts envoyés au Canada cette année-là soient commandés par un officier supérieur de l'armée de terre<sup>83</sup>. Même s'il détient l'autorité suprême sur l'ensemble des troupes et le dernier mot en matière de stratégie, cette présence, qui l'oblige à consulter et à composer avec des avis contraires, le gêne. Or à peine arrivé le nouveau commandant, le baron de Dieskau, tombe aux mains de l'ennemi tandis que ses troupes battent en retraite. Le gouverneur tente aussitôt de tirer parti de ces événements malheureux. « Il n'est pas nécessaire qu'il y ait d'officier général à la tête de ces bataillons », explique-t-il au ministre, et de souligner le danger de confier des troupes à quelqu'un qui ne connaît pas le pays et qui, comme Dieskau, n'en fait qu'à sa tête. En terminant, pour bien montrer qu'il ne s'agit pas d'une simple lutte de pouvoirs, il ajoute : « Je ne dois pas vous dissimuler, Monseigneur, que les Canadiens et les Sauvages ne marcheraient pas avec la même confiance sous les ordres d'un commandant des troupes de France que sous ceux des officiers de cette colonie<sup>84</sup>. » Peine perdue. Sans tenir compte de ces objections, Versailles place un autre maréchal de camp à la tête des bataillons et va même jusqu'à proposer de lui donner en plus le commandement des forces coloniales, milice et troupes de la Marine<sup>85</sup>. La riposte du gouverneur vient en deux temps. La première lettre explique que la milice déjà trop foulée doit être ménagée et que lui seul, grâce à une connaissance intime des ressources des paroisses, peut faire les levées avec équité<sup>86</sup>. Mais pour convaincre le ministre de

renoncer à son projet, il faut des arguments plus percutants. La dénonciation des mauvais traitements que le nouveau commandant, le marquis de Montcalm, et ses officiers infligent aux miliciens tombe donc à point. Ces brutalités sont décrites en termes émotifs dans la lettre du 23 octobre 1756 : un chef qui ne contrôle pas ses humeurs et des officiers qui, suivant son exemple, ont toujours le bâton ou l'épée à la main pour frapper les malheureux Canadiens ; à ces derniers les campagnes les plus pénibles, les vivres avariées, tandis que les troupes françaises se ménagent et prennent la meilleure part. Avec une image choc : les miliciens nus pieds dans l'eau glacée des rapides, portant les officiers français sur leurs épaules, et bourrés de coups au moindre faux pas. « Ils m'ont témoigné leur mécontentement, ajoute le gouverneur, et il ne faut rien moins que leur aveugle soumission à tout ce que je leur commande pour que dans bien des occasions et principalement à Chouaguen plusieurs d'entre eux n'aient marqué leur sensibilité. » Il lui a fallu aussi désamorcer la colère des guerriers alliés qui pour les mêmes raisons ne voulaient plus servir sous les ordres de Montcalm<sup>87</sup>. Le ministre prend ces accusations au sérieux et laisse à Vaudreuil la conduite des milices et des troupes de la Marine<sup>88</sup>. Deux ans plus tard, au lendemain de la bataille de Carillon, quand l'animosité entre les deux commandants atteint un paroxysme, le gouverneur évoque à nouveau les « vivacités » de Montcalm, la dureté des officiers français et les souffrances des Canadiens, chargés continuellement de corvées avilissantes et placés dans les endroits les plus exposés, autant d'avaries que, grâce à lui, ils acceptent sans murmurer<sup>89</sup>. « Je me flatte, écrit-il, de posséder les cœurs et la confiance des colons et leur sensibilité<sup>90</sup>. » En résumé, Vaudreuil utilise les relations avec la milice, ainsi que celles avec les Amérindiens d'ailleurs, comme des éléments stratégiques dans le conflit d'autorité qui l'oppose à Montcalm. S'il peut démontrer que la milice représente une force militaire supérieure aux troupes de terre et que cette force lui est entièrement, exclusivement dévouée, il renforce sa position. Notons enfin qu'aucun des mémorialistes de la période ne fait écho à ses propos.

Mais ce sont d'abord les problèmes de vraisemblance qui attirent notre attention et nous empêchent de retenir le témoignage du gouverneur. Les brutalités sont monnaie courante et certaines accusations sont sans doute liées à quelque incident irritant. La généralisation toutefois est abusive puisque les miliciens servent sous le commandement immédiat des officiers des troupes de la Marine jusqu'en 1759 et n'ont à peu près aucun contact avec ceux des bataillons. Dans les déplacements, dans les camps, dans les ordres de bataille, la séparation entre les troupes de terre et les « troupes de la colonie », c'est-à-dire milice et soldats de la Marine souvent confondus, demeure la règle. Les deux corps se rapprochent dans certains petits détachements mais les officiers des bataillons n'y ont pas autorité sur les « Canadiens » et ne sont pas libres de les maltraiter. Seul Montcalm, qui a le commandement général de l'armée, et les membres de son état-major peuvent, sur le terrain, intervenir dans la conduite des milices, directement ou par l'entremise des officiers de la colonie. Réservent-ils à celles-ci les positions les plus exposées ? Les bilans des morts et des blessés au cours des engagements nous montrent plutôt le contraire. Les corvées qu'ils imposent à Carillon sont pénibles, mais pas plus que celles que les colons font partout ailleurs depuis longtemps. Enfin, Montcalm et ses officiers n'ont pas la haute main sur la distribution des vivres, laquelle relève des gardes-magasins et des autres employés de l'intendance. En résumé, le tête-à-tête entre les Canadiens et les Français dans le rôle des victimes et des bourreaux ne s'accorde pas avec le contexte militaire.

Et pas davantage avec le contexte socioculturel. Pourquoi les miliciens, qui contrairement aux soldats n'ont pas l'habitude d'être battus ou fouettés quand ils sont pris en faute, supporteraient-ils sans murmurer des coups non mérités<sup>91</sup> ? Parce qu'il le leur demande, écrit le gouverneur. Mais alors, à quoi attribuer un tel ascendant, cette « aveugle soumission » ? La tenant pour acquise, les historiens ont évoqué le prestige attaché au nom de Vaudreuil, les qualités personnelles de l'homme et, surtout, sa naissance canadienne, une naissance

que lui-même brandit comme un étendard dans toutes les occasions, qui fait de lui un chef naturel en quelque sorte. Il faut être né dans le pays pour avoir la confiance des colons, et celle des Amérindiens, nous dit-il. Pourtant, l'histoire de la colonie n'offre rien pour appuyer cette thèse<sup>92</sup>. D'ordinaire ce n'est pas l'origine mais la prestation militaire du commandant qui compte. Dans toutes les armées, les soldats s'attachent facilement au chef de guerre qui marche à leur tête, surtout s'il les mène à la victoire. Pourquoi les miliciens canadiens agiraient-ils différemment et témoigneraient-ils une telle dévotion à un général qui reste à l'arrière et ne partage pas les dangers<sup>93</sup>?

Se sentiraient-ils plus solidaires des officiers qui les commandent à la guerre et que des intérêts personnels ont poussés dans le camp de Vaudreuil? Un second affrontement se déroule en effet à l'ombre des généraux entre les officiers des bataillons et ceux des troupes de la Marine, qui, en tant que responsables de l'organisation militaire locale, focalisent les critiques et les railleries des premiers. Les reproches les plus fréquents sont, dans l'ordre : la négligence des responsabilités de l'officier, l'esprit mercantile et l'abandon de la guerre de partis<sup>94</sup>. Les propos sur l'incapacité de maintenir l'ordre et la discipline dans la troupe dénoncent une faiblesse réelle que bien d'autres avaient déjà signalée. L'attaque des pratiques mercantiles est un amalgame de préjugés tenaces contre la noblesse commerçante et d'observations fort justes sur les malhonnêtetés de certains officiers qui finit par éclabousser tous les officiers du pays<sup>95</sup>. Les références à la dégénérescence, à la perte des vertus guerrières ancestrales sont également insultantes dans la mesure où elles assignent à ces officiers un rôle unique, à la tête des Amérindiens, et taxent de lâches ceux qui ne s'y conforment pas. La riposte est vive, aussi arrogante que la critique sans doute, car le corps colonial, qui a joui jusque-là d'une autorité incontestée, n'est pas préparé à remettre en question ses usages et ses compétences<sup>96</sup>. Mais elle n'est pas unanime. Si la majorité fait front commun contre ses détracteurs en soutenant le gouverneur, d'autres se montrent moins susceptibles et entretiennent des relations cor-

diales avec les nouveaux venus, ce qui leur vaut les foudres de Vaudreuil qui exige une fidélité absolue<sup>97</sup>.

À l'armée, les antagonismes se traduisent par des paroles acerbes, des mesquineries, des querelles de préséance par exemple qui, si elles ne nuisent pas nécessairement aux opérations, peuvent empoisonner l'atmosphère<sup>98</sup>. Les miliciens en sont témoins mais nous ne croyons pas qu'ils y attachent beaucoup d'importance. Ils n'ont pas de position à protéger et, comme nous l'avons vu, leurs relations avec les officiers de la colonie, instables et impersonnelles, ne favorisent pas l'esprit de corps<sup>99</sup>. Les historiens oublient trop souvent que les paysans, qui forment le gros de la milice, et les officiers des troupes réglées, quelle que soit leur origine, appartiennent à deux mondes différents, chacun avec ses propres priorités. Les jalousies et les luttes de pouvoir au palier supérieur ne sont pas susceptibles de monopoliser les énergies des couches subalternes, surtout par des temps aussi difficiles. En 1755, on donna le nom de Vaudreuil au nouveau fort élevé sur la pointe de Carillon en face du lac Saint-Sacrement, mais le lieudit prévalut sur la désignation officielle<sup>100</sup>. Peut-on voir là un indice de cette indifférence?

Plus étroites qu'avec leurs officiers, les relations des miliciens avec les soldats des troupes de la Marine ont reçu peu d'attention. Les compagnies ponctuelles ou brigades créées pour les expéditions militaires de moyenne ou de grande envergure de la guerre de Sept Ans, ainsi que les petits partis de reconnaissance rassemblent ordinairement des miliciens et des soldats dans des proportions variables<sup>101</sup>. L'habitude de les faire servir côte à côte est si répandue que les chroniqueurs finissent par les confondre. Tel officier parle de ses « hommes » sans faire de distinction et ceux des bataillons désignent volontiers sous l'appellation « troupes de la colonie » à la fois les miliciens et les soldats<sup>102</sup>. Naguère, ceux-ci vieillissaient dans la colonie et nouaient, de ce fait, des rapports familiers avec la population, ce qui n'est plus le cas après 1750. Trois augmentations successives ont presque entièrement renouvelé le corps, de sorte que ses 2 000 à 2 500 soldats débarqués

depuis peu sont des étrangers comme ceux des troupes de terre. Mais de toute évidence ce n'est pas là une source de friction et les unités mixtes fonctionnent assez bien. L'incorporation de 1759 va pousser plus loin l'amalgame et l'étendre à toutes les troupes réglées.

Les officiers des bataillons ont toujours reconnu le potentiel militaire des milices canadiennes tout en déplorant les vices du système, les faiblesses dans le commandement, qui les empêchent de donner leur mesure<sup>103</sup>. À la suite de ces observations, Montcalm propose en 1758 une réforme en quatre points : remplacer les levées en masse par une sélection des meilleurs sujets et incorporer une partie de ceux-ci dans les troupes pour les former à la discipline militaire ; verser une paye aux combattants et une pension en cas d'invalidité ; fournir de bons fusils, des vêtements convenables, des tentes et rendre les hommes responsables de leur équipement, par des châtiments corporels si nécessaire ; rehausser le statut et l'autorité des officiers de milice qui marchent avec leur compagnie<sup>104</sup>. Le temps n'est pas propice aux réformes et de cet ambitieux programme ne subsiste que l'idée d'intégrer des miliciens dans les troupes de terre et de la Marine pour la durée d'une campagne. Vaudreuil a sans doute de bonnes raisons pour accepter un arrangement aussi contraire à ses sentiments. Nous ne les connaissons pas, pas plus d'ailleurs que le fonctionnement de ce plan à peine entrevu dans les sources<sup>105</sup>. Le règlement du 1<sup>er</sup> juin 1759, qui marque l'entrée en vigueur de ce plan ne précise pas, par exemple, combien de miliciens sont incorporés dans les bataillons de l'armée de Beauport et marchent avec ceux-ci sur les hauteurs d'Abraham le matin du 13 septembre. La question a son importance puisque des observateurs attribuent la débâcle des troupes françaises à la présence d'une milice trop nombreuse parmi les soldats. L'historien ne peut pas en juger<sup>106</sup>. L'incorporation ne se limite pas à cet exemple. Elle s'étend aux compagnies de la Marine présentes au siège de Québec, qui reçoivent aussi leur contingent de miliciens, ainsi qu'à l'armée de Carillon, comme l'atteste un aide-major au début de la campagne de 1759<sup>107</sup>. La procédure est encore



utilisée l'année suivante, tant pour l'armée de Sainte-Foy que dans les troupes de l'Île-aux-Noix et celles que commande Bourlamaque du côté de Sorel. Elle a l'avantage de simplifier le problème des levées puisqu'en principe, les habitants partent avec les troupes en quartier dans leur paroisse et continuent de servir avec elles jusqu'à la fin de la campagne « afin qu'ils soient avec les soldats qu'ils connoissent », précise le gouverneur<sup>108</sup>.

Malgré le caractère beaucoup trop vague de ces informations, nous pouvons retenir que durant les deux dernières années de la guerre, l'incorporation crée entre les troupes de terre et une partie de la milice des relations qui n'existaient pas antérieurement et resserre aussi les liens avec les soldats des troupes de la Marine. Les hommes partent ensemble pour la guerre, partagent les mêmes campements et obéissent aux mêmes officiers. Des relations étroites donc mais ambivalentes. Les soldats venus de France mangent le pain des habitants, encombrent leurs demeures et créent ici et là des désordres dans les paroisses. Mais ils sont aussi des compagnons d'armes.

#### **4. Marcher au feu**

Les observateurs s'entendent pour reconnaître aux paysans canadiens deux qualités qui les prédisposent à faire de bons soldats : l'endurance et la docilité<sup>109</sup>. À la dure école de l'agriculture pionnière et du régime des corvées, ils ont appris à peiner sans se plaindre et à obéir. Il leur reste à acquérir l'expérience militaire dont la plupart sont dépourvus quand retentissent les premiers coups de feu sur les frontières de la colonie. Les quelques centaines de miliciens qui avaient participé aux campagnes de 1745-1748 ne représentent qu'une petite minorité des effectifs. Les milliers recrutés chaque année pendant l'entre-deux-guerres ont appris à porter des ballots, à construire des pirogues et des forts, mais pas à combattre. Trop jeunes pour avoir fait la guerre précédente, la majorité des conscrits de 1755 en sont donc à leurs pre-

mières armes. Ce n'est qu'à partir de cette date, quand la mobilisation touche des tranches d'âge supérieures, quand les hommes servent plusieurs années consécutives, que l'expérience se généralise. Peu à peu, la milice s'aguerrit et ce n'est pas un hasard si ses meilleures performances se situent précisément dans les deux dernières campagnes.

Contrairement aux historiens qui semblent croire que les aptitudes militaires des Canadiens font partie de leur bagage génétique, les militaires contemporains savaient qu'elles résultent de l'expérience acquise sur le terrain<sup>110</sup>. « Je connaissais la faiblesse de mon détachement, écrit un officier en 1749, les deux tiers étant des jeunes gens qui n'avaient jamais sorti et qui, à l'aspect de dix Sauvages matachés, auraient pris la fuite<sup>111</sup>. » Une majorité de fusiliers expérimentés ne garantit pas toutefois la bonne tenue de la troupe. La milice demeure une formation vague et instable, plus fragile qu'un corps militaire structuré. Le contexte compte tout autant que l'expérience, comme l'explique fort bien le commandant de l'armée du lac Champlain en 1759 : « Il [le gouverneur] voit les Canadiens braves, pleins de bonne volonté à Québec, ainsi que les sauvages ; qu'il ne juge pas de même de ceux qui sont ici. La supériorité ou l'égalité du monde donne de l'assurance. Une infériorité trop marquée ôte toute la fermeté et tel qui sera brave à Québec avec dix mille autres, ici sera poltron, parce qu'il verra l'ennemi quatre ou cinq fois plus fort que nous<sup>112</sup>. » La qualité de l'encadrement est un autre élément à prendre en considération. Les troupes de la Marine comptent de bons officiers capables d'entraîner leurs hommes, mais la répétition des mêmes noms dans les journaux militaires laisse l'impression qu'ils sont peu nombreux. L'étude des carrières d'officiers reste à faire, mais la variable la plus importante pour une évaluation de l'expérience militaire est, bien entendu, la nature des opérations auxquelles participent les miliciens. Nous les avons divisées en trois catégories : les coups de main ou partis, les découvertes et les grands engagements<sup>113</sup>.

*a) Les partis*

Comme par le passé, le Canada favorise la multiplication des coups de main sur les habitations anglaises pour obliger l'ennemi à diviser ses forces et à rester sur la défensive et, comme par le passé, les partisans sont des Amérindiens, accompagnés parfois d'officiers, de cadets ou d'autres volontaires de la colonie. Les petits partis ne sont pas un objet de discorde entre Vaudreuil et Montcalm. Tant qu'elle fonctionne, les officiers des bataillons ne remettent pas en question le bien fondé de cette stratégie et consignent régulièrement dans leurs journaux avec une satisfaction évidente les mouvements des guerriers. On condamne la barbarie par principe humanitaire, on l'encourage pour des raisons militaires<sup>114</sup>. Les Amérindiens de la Belle-Rivière « font des merveilles », écrit Bougainville, et Montcalm parle de sa propre « exactitude à marquer les petits détachements des sauvages, qui font la guerre comme ils veulent et vont chercher un prisonnier ou faire une chevelure, comme on va [...] à la chasse à l'affût<sup>115</sup> ». La guerre de partis se déroule au sud des lacs Ontario et Érié, de la Nouvelle-York jusqu'aux Carolines, et mobilise les résidents de la vallée de l'Ohio comme les Loups (*Delawares*) et les Chaouanons (*Shawnees*), et les autres alliés des pays d'en haut, tels les Mississaugués, Outaouais, Hurons, Ojibwés, ainsi que certains groupes iroquois. Équipés dans tous les postes et principalement au fort Duquesne, les partisans se jettent sur les frontières non protégées du Maryland, de la Pennsylvanie et de la Virginie dès le printemps 1755. Un an et demi plus tard, on rapporte plus de 3 000 victimes, tuées ou emmenées en captivité, et la destruction massive des établissements agricoles<sup>116</sup>. Les attaques se poursuivrent avec la même intensité en 1757. Cet été-là, il y aurait eu plus de 300 partis sur les côtes des colonies britanniques, ce qui représenterait 2 000 guerriers au minimum<sup>117</sup>. Ils sont moins nombreux en 1758, une diminution que les historiens présentent comme l'effet d'un renversement politique : abandon de la guerre offensive traditionnelle préconisée par Vaudreuil pour le repli et les

tactiques européennes, sous l'influence grandissante de Montcalm<sup>118</sup>. En réalité, les préférences des généraux français n'y sont pour rien. D'une part, les effectifs des partisans ont été affectés par une violente épidémie de petite vérole<sup>119</sup>. D'autre part, les Français perdent peu à peu leurs alliés de l'Ohio. Les Britanniques y ont repris l'offensive, sur le plan militaire, par l'avancée de l'armée de Forbes, et sur le plan diplomatique, par des négociations de paix débutant sérieusement en juin 1758 pour aboutir en octobre au traité d'Easton qui consacre la rupture<sup>120</sup>.

La milice participe relativement peu à la guerre de partis. Même si les sources ne permettent pas d'analyser les mouvements des années 1755-1759, comme nous l'avons fait pour ceux de 1745-1748, plusieurs indices suggèrent une composition à peu près semblable, soit de petites bandes de 10 à 30 hommes en moyenne, la plupart ne comptant que des Amérindiens. Dans 20 % des cas peut-être, ils sont accompagnés d'officiers et de cadets des troupes de la Marine, plus rarement de quelques « Canadiens » ou soldats<sup>121</sup>. La colonie n'a cependant pas renoncé aux gros partis mixtes qui firent sa renommée et dans lesquels nous retrouvons les miliciens en plus grand nombre. Ceux-ci sont 300 dans le détachement qui va intercepter Washington au fort Nécessité en 1754, 162 dans celui qui détruit le fort Bull en mars 1756 et plus de 200 dans cet autre qui bloque le fort Loyalhanna en octobre 1758<sup>122</sup>. Ces hommes sont dits « de bonne volonté » parce qu'ils vont en parti de leur plein gré, les chefs n'ayant pas intérêt à traîner des miliciens mal disposés dans des expéditions longues et pénibles en territoire ennemi. Mais ils ont d'abord été conscrits pour aller en guerre, contrairement aux volontaires de naguère qui s'engageaient librement<sup>123</sup>. On aura observé que les gros partis de cette période sont dirigés contre des objectifs militaires, ce qui les distingue de ceux des guerres précédentes. Cependant, l'attaque de German Flatts, un village prospère des Palatins de la province de New York, dans la nuit du 13 novembre 1757, va à l'encontre de cette évolution. Commandé par l'enseigne de Belestre, le détachement comprend

beaucoup d'officiers et de cadets, une majorité d'Amérindiens domiciliés et 30 miliciens « partis sans commandement de leur paroisse », précise l'auteur du journal de campagne, tant la démarche est inusitée. Les partisans font 50 morts et plus de 150 prisonniers, surtout des femmes et des enfants; ils brûlent et détruisent les 60 maisons, leurs dépendances et leurs troupeaux et rapportent un butin considérable, le tout dans la plus pure tradition coloniale<sup>124</sup>.

Notons en passant que la correspondance officielle continue plus que jamais de minimiser le rôle des Amérindiens. Ainsi, pour rendre compte de la destruction du village des Palatins, le gouverneur Vaudreuil choisit ses mots. Il évoque à deux reprises « l'intrépidité » des officiers, des cadets, des soldats et des Canadiens « jointe aux cris de nos Sauvages », comme si les guerriers qui représentent 75 % des effectifs n'étaient que de bruyants accompagnateurs<sup>125</sup>. L'expression inlassablement répétée « nos partis de Canadiens et de Sauvages » crée la fausse impression que les premiers sont toujours présents et mènent les opérations.

#### *b) Les découvertes*

On va aussi en parti du côté du lac Champlain, mais plus rarement, ou, si l'on veut, autrement. Un exemple aidera à saisir la distinction ainsi que le conflit inhérent aux opérations de reconnaissance. Au début d'avril 1757, on proposa à 60 domiciliés campés à Carillon d'aller avec deux officiers épier les mouvements de l'armée ennemie autour des forts George et Lydius. Ils refusèrent, préférant faire le coup sur un village du côté de Boston. Ils revinrent trois semaines plus tard avec cinq prisonniers dont on ne pourra tirer aucune information utile<sup>126</sup>. Alors que les partis traditionnels sont des entreprises autonomes dans des lieux éloignés, les « découvertes », comme on les appelle, se déroulent dans l'ombre de l'armée à laquelle ils servent d'écran protecteur. Reconnaître les positions de l'ennemi, intercepter son courrier, détruire ses convois, s'emparer des ses soldats

pour en tirer des renseignements, protéger le fort et ses avant-postes de toute intrusion, telles sont les différentes missions des éclaireurs. Pour les mener à bien, le concours des Amérindiens, qui savent lire les pistes sur le sol et retrouver leur chemin dans les bois, est indispensable<sup>127</sup>, mais ceux qui acceptent de participer à ces opérations ne sont presque jamais assez nombreux au gré des officiers<sup>128</sup>. Quand ils vont en guerre, les domiciliés aiment prendre le temps qu'il faut, choisir la cible et les prisonniers en fonction de leurs priorités, et ne pas exposer leurs propres vies. Or les découvertes entre les deux armées campées à chaque extrémité du lac Saint-Sacrement, relativement dangereuses, toujours précipitées et inlassablement répétées, laissent peu de latitude, d'où la pénurie de guides et souvent leur mauvaise volonté<sup>129</sup>. Moins fréquentes, les reconnaissances menées depuis les autres postes soulèvent aussi des problèmes. On dit même qu'au fort Duquesne, les partisans ont l'habitude de se faire payer pour aller en découverte<sup>130</sup>.

Dans les partis traditionnels mixtes, les alliés indigènes sont généralement aussi nombreux sinon plus que les autres participants. Dans les opérations de reconnaissance autour de Carillon, nous observons plutôt le contraire : beaucoup de miliciens et de soldats et moins d'Amérindiens. Ce sont souvent d'assez gros détachements rassemblant au départ jusqu'à 300, voire 500 hommes que l'on peut subdiviser chemin faisant. L'encadrement, à peine un officier par 50 hommes et plus, semble bien faible. Les expéditions sont donc courtes et les rencontres avec les éclaireurs ennemis, fréquentes et meurtrières<sup>131</sup>. À la différence des autres partis qui recrutent des volontaires, les miliciens sont ordinairement commandés pour aller en découverte car les hommes de bonne volonté ne suffiraient pas. On prend les recrues que l'on a sous la main et, selon les circonstances et leur expérience antérieure, ils seront tantôt vaillants et audacieux, tantôt lents et craintifs. Les journaux de campagne notent les mouvements et les résultats sans s'attarder sur la qualité des détachements<sup>132</sup>. Plusieurs officiers sans doute croient, comme La Pause et

Bourlamaque, que l'armée serait mieux servie et les places mieux protégées par un corps spécialisé dans la petite guerre ou par des compagnies de chasseurs qui regrouperaient les meilleurs sujets sur une base volontaire et de longue durée, un peu à l'exemple des Rangers autour de l'armée anglo-américaine<sup>133</sup>. En attendant d'hypothétiques réformes, les performances des éclaireurs restent inégales.

Les patrouilles dans les camps avancés ne sont pas de tout repos non plus. Les partisans ennemis circulent aux alentours et il suffit de peu, une ombre à l'orée du bois, une branche qui craque, pour que celui qui monte la garde se croie cerné. Les fausses alarmes et les terreurs paniques y sont fréquentes<sup>134</sup>. Nos livres d'histoire ne connaissent que les grandes batailles. Elles sont peu nombreuses, ne durent que quelques heures et ne mobilisent pas tous les miliciens. Mais tous ont participé aux patrouilles et aux reconnaissances jour après jour, nuit après nuit. Elles représentent le visage ordinaire de la guerre, la peur au quotidien, une expérience commune qui laisse peut-être les souvenirs les plus vivaces.

### *c) Les grands engagements*

Nous retenons ici une douzaine d'affaires qui eurent un impact sur l'opinion publique et sur le cours de la guerre<sup>135</sup>. Le nombre des combattants varie entre 1 000 et 8 000 hommes, ce qui est peu en comparaison des grandes batailles européennes mais beaucoup en regard des forces dont la colonie dispose. Objets de l'histoire-batailles, ces engagements ont été maintes fois décrits et, dans certains cas, analysés avec rigueur, toujours dans le but de déterminer quelle stratégie, quelles tactiques sont à l'origine de la victoire ou de la défaite<sup>136</sup>. Dans cette perspective, le comportement de la milice, qui représente ordinairement 40 % au moins des effectifs, revêt une grande importance, mais les commentaires vont rarement au-delà de tel ou tel combat en particulier. Tout changement soit dans la composition du corps, soit dans sa tenue, entre le début et la fin de la guerre passe inaperçu. C'est

ainsi que le caractère innovateur du bataillon de Montréal, apparu soudainement en 1759, a pu échapper aux spécialistes. Car il ne s'agit pas d'un rassemblement fortuit de voyageurs mais d'une réorganisation des milices urbaines, soit quelque 500 hommes encadrés par leurs propres officiers qui se signalent à plusieurs reprises au cours des deux dernières campagnes<sup>137</sup>. Le bataillon est peut-être le produit d'une décision locale, plutôt que d'un ordre de l'état-major, une initiative à rattacher à la tradition militaire urbaine<sup>138</sup>. Avant 1715, comme nous l'avons vu, la majorité des volontaires pour les courses sur mer et sur terre provenaient de Québec et de Montréal. Après la perte de Port-Royal, de Plaisance, de la baie d'Hudson et la fin des campagnes maritimes, Québec semble perdre le goût des armes, lequel demeure bien vivace à Montréal. Les officiers de milice subalternes et les autres volontaires qui participent aux expéditions depuis 1745 sont en grande partie des commerçants, des fils de marchands, de notaires ou d'artisans d'origine montréalaise<sup>139</sup>. Les relations d'affaires et les alliances entre ces catégories sociales et la noblesse militaire ne sont évidemment pas étrangères à la prédisposition de ces bourgeois pour la guerre. Au cours de 1758, ils auraient décidé de mettre fin à l'éparpillement des miliciens de la ville et de la banlieue, de retenir de bons sujets parmi le personnel de la traite des fourrures, d'encadrer, d'exercer leurs hommes et d'aller à la guerre avec eux<sup>140</sup>. À ce moment critique, quand les officiers des troupes de la Marine ne suffisent plus à la tâche, les autorités ne peuvent que se réjouir d'une telle initiative et regretter que le reste de la colonie ne puisse en faire autant, faute d'officiers de milice prêts à prendre la relève.

Ceci nous amène à la première de trois observations générales à propos du comportement des miliciens dans les détachements et les combats. La faiblesse de leur encadrement, déjà évoqué dans le chapitre précédent, reste jusqu'à la fin un problème majeur. « [P]lus il y a d'officiers, plus une troupe est rassurée », note un chroniqueur qui dénonce le « mauvais usage où l'on a toujours été en Canada de



mettre quelquefois 2 ou 300 hommes sous un seul officier, au lieu d'y en attacher plusieurs<sup>141</sup> ». Ce qui suffit pour accompagner les Amérindiens qui ont leurs propres chefs et leur propre discipline est inadéquat pour conduire une grosse troupe coloniale remplie d'éléments médiocres. Celle que commande Saint-Luc La Corne, le 5 juillet 1759, compte 1 180 hommes et seulement 21 officiers, soit un officier pour plus de 50 hommes, rapport quatre fois plus élevé que la norme observée dans les troupes réglées. En approchant du fort Chouaguen, rapporte un témoin, les Canadiens qui marchaient sur la gauche « eurent une vision et se mirent à crier : Sauve ! Nous sommes cernés<sup>142</sup> ». La déroute de la nuit du 12 au 13 juillet offre un autre exemple de ces expéditions improvisées qui tournent mal. Dans Québec assiégé, on avait rassemblé 1 500 hommes dont plus de 1 000 miliciens, pour aller détruire les batteries ennemies qui, des hauteurs de Lévis, de l'autre côté du fleuve, s'apprêtaient à bombarder la ville. Le débarquement et la marche se firent en désordre. À mi-chemin, ils se crurent entourés d'Anglais et se mirent à se tirer les uns sur les autres, puis, cédant à la terreur panique ils s'enfuirent vers leurs embarcations. La compétence du commandant, qui tenta en vain de les rallier, n'est pas en cause. La bonne volonté initiale des participants, tous volontaires, non plus, mais nombre d'entre eux n'avaient pas d'expérience et on ne fit rien pour y remédier. Divisée en petites compagnies bien encadrées, la troupe aurait pu malgré sa faiblesse suivre les ordres de marche et, qui sait, appuyer par sa simple présence la minorité capable de passer à l'action<sup>143</sup>.

La seconde observation a trait à la dépendance des grosses expéditions à l'égard des Amérindiens qui marchent toujours à leur tête. Grâce aux remarquables talents d'éclaireurs de cette avant-garde, la troupe avance avec assurance, confiante qu'elle n'est pas encerclée, qu'il n'y a pas un détachement ennemi au détour du chemin. Sans cet écran protecteur, elle devient très vulnérable à la peur comme aux mauvaises surprises. Le recul initial de la milice face à l'armée de Braddock, le 9 juillet 1755, peut être attribué à la disparition momen-

tanée de l'avant-garde amérindienne<sup>144</sup>. Dans l'action, les colons ont tendance à calquer leurs mouvements sur ceux de leurs alliés, ce qui ne crée pas de difficultés tant que ces derniers observent l'ordre prévu. Mais advenant un brusque changement de tactique, s'ils décident par exemple de tirer plus vite ou de battre en retraite, la milice reste désarmée, hésite et la confusion s'ensuit. Les témoignages sur le comportement des miliciens dans l'affaire du 8 septembre 1755 au lac Saint-Sacrement sont contradictoires mais il est clair qu'ils sont à la remorque des Amérindiens tout au long de cette journée<sup>145</sup>.

Vers la fin de la guerre, on perçoit un effort pour secouer cette dépendance. Le 14 septembre 1758, la troupe du fort Duquesne part repousser celle du major Grant sans attendre ses alliés et lorsque ceux-ci la rejoignent, la victoire est déjà dans le camp français<sup>146</sup>. Le succès du 31 juillet 1759 à Montmorency revient d'abord à la milice de Montréal, secondée par les partisans amérindiens, et non l'inverse. Le 13 septembre suivant, ces derniers sont peut-être présents parmi les tireurs de la côte d'Abraham qui empêchent les soldats écossais de poursuivre l'armée en déroute jusque dans la ville, mais ils n'ont pas l'initiative. Pas de paravent amérindien non plus à la bataille du 28 avril 1760 où il faut encore affronter l'ennemi sur un terrain découvert<sup>147</sup>.

À ce propos, faut-il toujours opposer machinalement les tactiques européennes à celles empruntées aux Amérindiens? Avant d'être un concept militaire propre aux cultures locales, le refus d'avancer sous le tir ennemi, la fuite vers l'arbre le plus proche relèvent d'un principe universel : l'instinct de conservation. L'entraînement a précisément pour but d'étouffer ce réflexe chez les soldats, de leur faire mépriser momentanément la mort<sup>148</sup>. Moins bien conditionnée, la milice contrôle mal ses réactions quand elle se retrouve en face de l'ennemi. Au lieu de presser le pas et d'attendre d'être à portée de fusil pour faire feu, elle s'arrête et tire immédiatement. La fuite vient dans un deuxième temps, quand l'adversaire répond à ce tir inefficace par une volée bien ciblée qui creuse les rangs de la milice.

Tel est le mouvement observé à la rivière Monongahela en 1755, à Chouaguen le 6 juillet 1759 et celui à l'origine de la bousculade devant l'armée de Wolfe, le 13 septembre. La bataille de Carillon, le 8 juillet 1758, avec assaut frontal et charges à la baïonnette, n'est pas de celles que les miliciens sont prêts à affronter, mais un fusil braqué sur les fuyards ne leur laisse aucun choix et, pendant sept heures, ils soutiennent du mieux qu'ils peuvent les soldats des bataillons<sup>149</sup>. Les miliciens qui vont reconquérir Québec au printemps 1760 savent à l'avance qu'ils combattront à découvert. Sur les 2 551 miliciens dénombrés dans l'armée de Lévis, 1 200 ou 47 % « n'ont pas suivi leur corps », précise le major des troupes, et 20 % sont affectés à l'arrière. Restent sur le champ de bataille 843 hommes ou le tiers de la levée initiale, qui se comportent en soldats disciplinés et se battent avec acharnement, à découvert<sup>150</sup>.

## 5. Les morts, les blessés, les disparus

Combien de miliciens meurent à la guerre et des suites de la guerre? La question semble aller de soi et pourtant les historiens et les démographes ne l'ont pas encore soulevée. Les premiers mentionnent parfois les pertes militaires, pour compléter le récit de telle ou telle opération, mais pas de façon globale, comme un problème à résoudre. Le stéréotype du milicien qui prévaut toujours dans l'historiographie — un tireur adroit caché derrière un arbre — ne favorise pas cette réflexion<sup>151</sup>. L'hypothèse que les guerres du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle aient pu effectuer un prélèvement important sur toute une génération de Canadiens n'intéresse pas davantage les démographes. Ils notent bien les épidémies, les fortes pointes de décès entre 1755 et 1760, mais n'envisagent pas de pertes substantielles non enregistrées. La tendance est plutôt de réévaluer la population à la hausse. Les 60 000 colons de la fin du Régime français sont passés à 70 000 et plus dans les travaux récents, comme si le fort taux d'accroissement

naturel observé au début du siècle n'avait pas pu fléchir<sup>152</sup>. L'analyse des registres paroissiaux ne permet évidemment pas de recenser des décès diffus dans l'espace et dans le temps mais ne peut-on pas évoquer en passant la possibilité d'un sous-enregistrement de la mortalité masculine adulte et peut-être même découvrir des traces du phénomène dans les courbes de mariage ou, à partir du fichier informatisé<sup>153</sup>, dans une surabondance de fiches incomplètes, qui sait? Même avec de grandes précautions, la comparaison, d'un recensement à l'autre, du taux de croissance de la population masculine avec celui de la population féminine pourrait aussi donner des résultats intéressants. Les témoignages des contemporains rassemblés ici nous poussent à entreprendre ces enquêtes<sup>154</sup>. Car s'il est vrai que dans le long terme les effets démographiques de la guerre et de son cortège de disettes et d'épidémies finissent par s'estomper, cette mortalité a un impact immédiat sur l'état d'esprit et les comportements de la population.

Comme tous les soldats de l'époque, les miliciens meurent surtout de maladie. Les recherches sur les armées européennes du XVII<sup>e</sup> siècle ont en effet montré que la mort au combat ne compte que pour le quart des décès, voire seulement 10 % selon plusieurs spécialistes; cette règle s'applique sans doute également aux armées qui servent en Amérique<sup>155</sup>. Or la milice canadienne est certainement aussi vulnérable à la maladie que les troupes réglées, davantage même, d'après plusieurs témoignages. Il n'y a pas lieu de revenir sur les conditions sanitaires lamentables décrites plus haut. Mal vêtus, mal logés, mal nourris, les conscrits ne résistent pas aux fatigues immenses de ces campagnes coloniales, sur lesquelles nous n'avons peut-être pas assez insisté. En plus du poids des équipements portés dans des sentiers impraticables, des corvées de toutes espèces autour des camps et des forts, il y a le transport de l'artillerie avant et après un siège ou telle autre opération. Les hommes ici remplacent les chevaux ou les bœufs, jamais assez nombreux sur les frontières. Affaiblis, rongés par le scorbut, ils sont plus souvent qu'à leur tour victimes

d'accidents qui, même bénins, peuvent accélérer l'enchaînement morbide. Vienne une maladie contagieuse, petite vérole ou autre fièvre et flux de sang, et les décès se multiplient. Une petite fraction de ceux-ci peuvent être retracés dans les registres de certains forts, mais la source est très incomplète et peu utile puisqu'il nous manque l'essentiel, soit des états exacts des corps de milice attachés à telle ou telle place<sup>156</sup>.

À partir des rôles nominatifs de 2 681 miliciens du Massachusetts servant dans l'armée du lac Champlain entre juillet et octobre 1756, Fred Anderson obtient un taux de mortalité de 57,4 %. En ajoutant les malades et les blessés, le taux des pertes monte à 283 %, c'est-à-dire que trois mois à peine après son arrivée au camp, plus du quart de ce contingent est hors de service, sans avoir même livré bataille<sup>157</sup>. Peut-on tirer parti de cet exemple ? Peut-être car il y a des points communs, comme la jeunesse et l'inexpérience de la majorité, la lourdeur des corvées et l'insalubrité des camps<sup>158</sup>. Il n'y a pas de chiffres précis sur les pertes encourues par les 600 miliciens envoyés en Acadie en juin 1746 mais suffisamment de références aux décès et aux maladies pendant la campagne et aux hospitalisations au retour pour conclure qu'elles sont du même ordre. Les causes sont claires : mauvaise gestion des vivres, manque de vêtements adéquats pour l'hiver, marches forcées et fièvre contagieuse pour couronner l'aventure. Le combat de Grand-Pré, dans lequel 130 Britanniques et seulement 3 Français ont trouvé la mort, selon les statistiques officielles, a en réalité coûté beaucoup plus cher à la colonie en vies humaines et en santés délabrées<sup>159</sup>. Bien qu'elle ne soit pas, à proprement parler, une opération militaire, la campagne de 1753 dans la région de l'Ohio doit être mentionnée. Sur les 2 000 hommes — 1 700 miliciens et 300 soldats — mobilisés pour transporter les matériaux et construire les nouveaux forts, pas moins de 400 y laissèrent leur vie, ce qui représente un taux de mortalité de 200 %<sup>160</sup>. Le désordre dans la manutention des vivres fut à l'origine de la catastrophe. Les efforts immenses que l'on exigea de ceux déjà atteints du scorbut firent le reste. Un officier a laissé une

description saisissante des hommes qui s'abattent avec leurs charges, se couchent dans les portages pour pleurer et, le soir venu, « sont comme morts et n'ont plus la force de manger ». Si tous se disaient malades, seulement ceux qui faisaient une forte fièvre et crachaient le sang furent renvoyés dans la colonie pour y mourir, généralement, à moins qu'ils n'eussent déjà succombé en chemin<sup>161</sup>. Après cette malheureuse expérience dénoncée par l'opinion publique, les officiers semblent avoir appris à mieux ménager les vivres et les hommes qui dorénavant montent chaque printemps à la Belle-Rivière. C'est ce que suggère le silence des sources<sup>162</sup>. Le taux de morbidité y est sans doute élevé, mais dans les limites jugées acceptables. Bientôt le scorbut et l'épuisement ne sont plus seuls en cause. La petite vérole a pénétré dans la colonie à l'automne 1755 et elle traîne dans les camps une bonne partie de la guerre. Elle fait beaucoup de victimes, parmi les Amérindiens surtout, et aussi parmi les conscrits ruraux, moins immunisés que les soldats ou les citadins<sup>163</sup>. En termes vagues, sans chiffres à l'appui, les officiers des bataillons font souvent référence aux maladies d'origines sanitaire et épidémique qui creusent les rangs des miliciens de l'armée du lac Champlain<sup>164</sup>. Ils jugent la situation alarmante, ce que nous ne pouvons pas vérifier.

Pierre Sigouin, journalier ci-devant de Québec, certifie devant un notaire montréalais que lui et son frère ayant été commandés pour la Belle-Rivière, « [L]edit Joseph Sigouin dit Godon, son frère, le printemps dernier 1759, a été attaqué d'une maladie scorbutique, ensuite de quoi il a eu les fièvres tremblantes et, ayant été envoyés au nombre de 40 hommes à la découverte aux environs du fort, où ils trouvèrent des Britanniques auxquels ils livrèrent un combat qui dura deux à trois heures, dans lequel combat ledit Godon recut une bale dans la cuisse de laquelle blessure il est mort au bout de huit jours en la présence dudit Pierre Sigouin<sup>165</sup> ». Tout dans cette histoire est exemplaire, y compris le fait que ce décès n'a pas été enregistré. Or beaucoup de miliciens tués ou blessés au feu, la majorité peut-être, le sont dans des circonstances semblables, dans les centaines de petits mou-

vements qui ont lieu sans arrêt aux abords des camps et où souvent s'exposent des hommes mal entraînés et affaiblis. Les références à ces allées et venues, aux pertes le cas échéant, dispersées dans la correspondance de Vaudreuil et quelques journaux d'officiers nous laissent loin du compte. Nous connaissons mieux le nombre de victimes des grands et moyens engagements pour lesquels il existe un rapport officiel et d'autres versions particulières plus ou moins concordantes contenant un bilan des forces en présence et des tués, blessés et prisonniers dans chaque corps<sup>166</sup>. Tout en tenant compte de la tendance de l'état-major à sous-estimer ses propres pertes et à exagérer celles de l'adversaire, ces chiffres peuvent servir d'ordres de grandeur. Quatre combats plus meurtriers se détachent d'un ensemble où les pertes françaises sont généralement très faibles. Celui du 8 septembre 1755 au lac Saint-Sacrement fait 27 morts et 35 blessés parmi les 600 miliciens présents, soit 10 % des effectifs. Pour les quelque 250 miliciens qui participent à la bataille du 8 juillet 1758 devant Carillon, les pertes ne représentent que 5 %. Dans les deux cas, ils combattent sur les ailes de l'armée et le nombre de victimes est beaucoup plus élevé pour les troupes réglées qui mènent les opérations<sup>167</sup>. Le 13 septembre 1759 et le 28 avril 1760, cet écart disparaît puisque la milice est elle aussi au cœur de la mêlée. Commençons par la dernière bataille de Québec pour laquelle il existe des statistiques fiables. Avec 45 tués et 170 blessés, c'est le quart des 843 miliciens engagés dans l'action qui sont mis hors de combat<sup>168</sup>. La bataille du 13 septembre précédent sur les hauteurs d'Abraham a-t-elle coûté aussi cher ? La réponse n'est pas dans les archives car la confusion qui règne sur le terrain empêche les officiers de recueillir l'information, tant sur les effectifs que sur les pertes<sup>169</sup>. En procédant par divers recoupements, nous pouvons cependant proposer des hypothèses. Montcalm aurait eu environ 4 500 hommes sous ses ordres. Les cinq bataillons, fort incomplets, comptent au plus 1 900 soldats et les troupes de la Marine, un maximum de 500. Ce qui signifie que 2 100 miliciens au moins participent à ce combat, peut-être même 2 500. Il n'est

donc pas impossible que 500 à 600 d'entre eux aient été tués, blessés ou faits prisonniers au cours d'une action aussi violente<sup>170</sup>. Bien d'autres miliciens meurent au feu pendant les campagnes désastreuses de 1759 et 1760, dans les sièges de Niagara et du fort Lévis, par exemple, dans le combat de l'*Atalante* et dans l'embuscade de Belle-Famille qui à elle seule fait 400 à 500 victimes, presque toutes de la milice<sup>171</sup>.

Bref, si dans l'ensemble la maladie est plus meurtrière que les combats, le nombre de ceux qui tombent sous les balles ennemies, qui vont mourir dans les prisons britanniques ou qui restent estropiés n'est pas négligeable. Les paroisses tiennent leur propre comptabilité de tous ceux qui meurent à la guerre, peu importe la manière. Selon les chiffres des capitaines de milice du gouvernement de Québec recueillis par le juge de la prévôté, 150 miliciens seraient morts à Carillon dans l'été 1758 et pas seulement 38 comme on l'a publié<sup>172</sup>. Le Canada reçoit des immigrants durant les deux dernières décennies du régime, mais pour l'opinion cet apport compte moins que les vides laissés par la guerre et, à tort ou à raison, elle croit que la population stagne depuis 1745<sup>173</sup>. Le désordre qui entoure les déplacements des milices et l'absence de contrôles à la fin des campagnes empêchent les familles de sauter immédiatement aux pires conclusions lorsqu'elles sont sans nouvelles d'un fils ou d'un mari. Le silence peut se prolonger, l'espérance est tenace. La veuve Brisson s'attend toujours à revoir son fils parti depuis longtemps, écrit-elle, et qui serait prisonnier en Nouvelle-Angleterre. Profitant de ses bonnes relations avec une ancienne captive rentrée dans son village du Massachusetts, elle la prie de chercher le jeune homme et « au cas où vous le trouveriez de prendre bien soin de lui<sup>174</sup> ». En 1762, deux ans après la fin de la guerre, une femme de Saint-François de la Côte-du-Sud conserve un morceau de gâteau qui la rassure sur le sort de son mari disparu. Si le gâteau venait à pourrir, elle saurait alors qu'il est mort<sup>175</sup>.

On dit que beaucoup de miliciens ont été embarqués sur les navires britanniques en 1759 et, tant que la guerre se prolonge, les



familles persistent à croire que ceux qu'elles attendent sont détenus quelque part en Grande-Bretagne. En 1762, elles sollicitent donc l'appui du Gouverneur Murray pour les faire libérer. Une liste de 128 « prisonniers de guerre », originaires de Québec (50) et de 19 paroisses rurales de ce gouvernement (78), accompagne la pétition<sup>176</sup>. Le nom d'une ville anglaise inscrit à la suite de ceux de 24 Québécois laisse croire que, dans ce cas, les familles ont reçu des preuves de l'incarcération. Pour les autres, il n'y en a aucune et on se contente de noter le lieu de la disparition, soit 31 à divers endroits sur le fleuve pendant le siège de Québec, 34 à la bataille du 13 septembre et le reste ailleurs dans les forts de la colonie. Joseph Dutau de Berthier-en-bas n'a pas été revu depuis le combat du lac Saint-Sacrement en septembre 1755<sup>177</sup>. La petite paroisse de Château-Richer sur la côte de Beaupré a fourni 29 noms, tous disparus pendant le siège, ce qui s'ajoute aux décès connus et aux pertes des campagnes précédentes. En 1750, on y dénombrait 133 miliciens, mais douze ans plus tard il n'y a plus que 108 hommes dans la même tranche d'âge<sup>178</sup>. Comment ne pas faire de rapprochement entre cette baisse de la population et les pertes militaires? S'il est vrai que Château-Richer a été frappé plus durement que les autres paroisses, aucune ne fut épargnée pendant toutes ces années de guerre et longtemps après la fin des combats, la colonie porte encore le deuil.

« Il est temps sans doute en histoire de s'éloigner d'une trop grande déréalisation du récit et d'intégrer les infinies "fatigues" physiques et morales de la guerre, celles qui sont obligeamment tuées dans les mots employés par l'historien », suggère Arlette Farge dans un très beau texte qui, à sa manière, laisse parler le document<sup>179</sup>. Mais nous n'avons guère les moyens de suivre le conseil et d'aborder l'événement militaire autrement qu'avec nos propres mots. « Je ne vous fait point le détail du combat que nous avons eu le 8 de ce mois avec les Anglais, écrit un milicien en juillet 1758, depuis Carillon. L'on a jamais veu rien de pareil. Baptiste vous le contera<sup>180</sup>. » Sans le récit de Baptiste, de Nicolas, de Pierre et des autres, rien ne nous permet

de pénétrer le mélange de griserie et d'angoisse, de bravoure et d'épouvante qui règne sur le champ de bataille ni la confusion et l'abatement qui suivent un engagement violent, fut-il victorieux. La seule lettre retrouvée exprime plutôt l'assurance et l'optimisme qui prévaut généralement avant le combat. L'auteur, un soldat de la Marine qui a pris femme à Montréal, écrit à celle-ci du camp de Beauport le 21 juin 1759. Son état d'esprit est aussi celui des miliciens campés à ses côtés. Les premiers vaisseaux britanniques viennent de franchir le chenal du cap Tourmente pour longer la côte sud de l'île d'Orléans et l'armée croit l'attaque imminente.

Ma cher amy et cher tendron

Voici pour la sixiemme que je t'envoye sans en recevoir aucune des tiennes, ce qui me met beaucoup en pene. Je soihaitte que ta santé soit aussi bonne que la mienne car je me porte tres bien si ce n'est que les vivres qui nous manque. Nous sommes réduits à cinq quarteron de pains et une demy livre de lard. Nous avons déjà décampé trois fois donc dans cette embarras, j'ay perdu mon sac. Cependant l'on m'a remis une chemise blanche qu'un Allemand avoit et mon avresac, si bien que j'ay perdu ma couverte, trois chemises, quelqu'autre chose. Ton père nouricier te le peux dire comme Jolibois à qui il a été pris aussy. Je travaille de mon métier et j'ai obtenu de rasé la troupe, ce qui pourra me valoir quelque chose. Je crois que tu est dans la pene mais tu ne saurois y etre plus que moi. Nous sommes campé dans l'au jusqu'au genoux qui est une terre grasse et toujours bourbeuse ou nous devons rester jusqu'à la descente de l'enemy. Nous sommes a une lieu de Beauport ou l'on attend l'Englois. Les nouvelles sur que je tiens de notre major que j'accomode sont qu'il y a quatorze navires qui ont fait la traverse. Nous avons pris vingt huit prisonniers donc huit d'une fois et vingt de l'autre. Il nous rapporte qu'il vienne trente mille homme. Je t'assure que nous ne les craignons point s'il plaît à Dieu. L'on ne scait point le nombre de leur vaisseaux. Ainsi ne t'afflige point des gasettes de la ville. Ce que je te dit est sur. Adieu ma cher Amy. Je

t'embrasse de tout mon cœur et te soihait la bénédiction du Seigneur que j'implore tous les jours pour toy et pour mes chers enfans que tu embrasseras pour moy. Je suis jusqu'au plaisir de te revoir ton fidel epoux Miller<sup>181</sup>.

Ce bel optimisme ne survivra pas à la suite des événements et on verra en même temps s'estomper ce qui, jusque-là, demeurait la qualité principale des miliciens, leur docilité.



## CHAPITRE 11

### L'invasion

C'est avec une stupeur d'abord mêlée d'incrédulité que la colonie apprend que la flotte britannique a pénétré dans le fleuve et la voit ensuite remonter tranquillement vers Québec. Les signes avant-coueurs n'avaient pourtant pas manqué. La chute de Louisbourg en juillet 1758 et surtout la destruction des pêcheries sédentaires de la péninsule de Gaspé au mois de septembre suivant ne laissaient guère planer de doutes sur les intentions de la Grande-Bretagne. Mais, à l'évidence, le gouvernement colonial ne croyait pas le danger imminent de ce côté. Les lettres adressées au ministre pendant l'hiver s'attardent à n'en plus finir sur les opérations de harcèlement et les découvertes sur les frontières de l'Ohio et du lac Champlain, comme si les positions n'avaient pas changé depuis l'année précédente<sup>1</sup>. Dans le « Précis des opérations générales de la campagne de 1759 », daté du 1<sup>er</sup> avril, la défense de Québec est loin d'être une priorité et l'idée de barrer le fleuve ou à tout le moins de retarder les vaisseaux n'est même pas effleurée. « Je ne présume pas que l'ennemi entreprenne de venir à Québec », écrit Vaudreuil et, le cas échéant, on aura le temps de faire descendre une partie des troupes massées à Carillon<sup>2</sup>. Sur ce sujet l'opinion du gouverneur est d'ailleurs bien arrêtée depuis longtemps et les suggestions pour placer des canons là où les vaisseaux doivent longer la terre, comme au cap Tourmente ou dans le passage entre l'île d'Orléans et l'île Madame, ont toutes été écartées du revers

de la main<sup>3</sup>. Une dernière tentative de Montcalm pour laisser dans les paroisses du gouvernement de Québec le plus d'hommes possible et dresser un plan détaillé des opérations, en cas d'invasion, est également ignorée<sup>4</sup>.

Dans cette dernière campagne qui va décider de son sort, le Canada est largement dupe de ses succès passés, note le spécialiste d'histoire militaire C. P. Stacey en rappelant l'échec de Phips devant Québec en 1690 et le naufrage de la flotte de Walker à l'embouchure du fleuve en 1711<sup>5</sup>. On parla beaucoup à l'époque de la protection de la Vierge, mais, à un demi-siècle de distance, le souvenir de ces événements, toujours bien vivace, sert d'abord à consolider les préjugés : les troupes canadiennes sont invincibles, celles des Anglais ne valent rien et les barrières naturelles du pays sont infranchissables. Les officiers militaires ont toujours eu une très haute opinion de leurs capacités et, par voie de conséquence, des hommes qu'ils commandent. Rappelons-nous les pages exaltées de Bacqueville de la Potherie sur la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les projets chimériques pour réduire Boston et New York ou encore les propos complaisants qui suivent la guerre de Succession d'Autriche rapportés dans le journal du botaniste suédois Pehr Kalm<sup>6</sup>. Cette assurance s'appuie en grande partie sur les beaux coups des alliés amérindiens, dont la colonie s'approprie facilement le mérite, et sur les bévues que les troupes des colonies britanniques ont accumulées au fil des ans. « Rien n'égale [...] la bravoure des Canadiens et le mépris qu'ils ont pour les Anglois de ce nouveau monde », écrit le commissaire des guerres Doreil peu de temps après son arrivée dans le pays en 1755<sup>7</sup>. Les moqueries des Montréalais envers les prisonniers de guerre au cours des réjouissances qui marquent la victoire de Chouaguen montrent que le peuple partage ces préjugés<sup>8</sup>. Avec le recul, le capitaine Pouchot juge plus sévèrement les fanfaronnades des officiers, « qui avaient toujours imaginé qu'un Canadien pouvait faire fuir dix Anglais, préjugé que les succès inattendus avaient enracinés de plus en plus<sup>9</sup>. » On ne demande qu'à croire les prisonniers et les déserteurs quand ils décri-

vent les problèmes de l'adversaire : colons qui refusent de s'enrôler, révoltes sur le point d'éclater et autres fausses nouvelles rassurantes<sup>10</sup>.

Le sentiment de supériorité engendre la négligence. L'état-major colonial ne sent pas le besoin, par exemple, de vérifier les sondages que les marins ont faits dans le fleuve au fil des ans, puisqu'il est convaincu, de toute façon, que les vaisseaux de ligne ennemis n'oseront jamais s'y aventurer. L'hiver fait aussi partie des obstacles insurmontables, pour les étrangers s'entend, car on pense que le froid et la neige n'empêcheraient pas les colons de marcher. Bien que relativement rares et menées par des partisans d'élite contre des bourgs mal défendus, les campagnes d'hiver ont frappé l'imagination et créé cette illusion. Jean-Hugues Péan, capitaine et aide-major dans les troupes de la Marine, chargé de représenter au ministre les vues de Vaudreuil sur la campagne de 1759, est encore en France lorsque arrivent des bruits de débarquement. Il n'y croit pas, dit-il d'abord, Mais si cela devait arriver, les Canadiens prendront le parti d'abandonner et de brûler Québec, de transporter les vivres et les munitions dans les bois où ils se retrancheront jusqu'à l'hiver. Et alors, si les Anglais sont encore là, ce qu'encore une fois il ne croit pas, « on les ira bruller et les égorger dans le temps des glaces et des neiges<sup>11</sup> ». Ces propos confiés au négociant bordelais Abraham Gradis reprennent un scénario qui circulait déjà dans les rues de Québec en 1745 et que le gouverneur d'alors jugeait tout à fait irréaliste<sup>12</sup>. Venant d'un membre influent de l'état-major, ils sont plutôt étonnants.

L'assurance des militaires a gagné les autres couches de la société. Le lieutenant général de la prévôté est certain, malgré les dépositions des prisonniers, que les Anglais ne viendront point au printemps « à cause des risques du fleuve<sup>13</sup> ». « [M]on idée, explique le négociant et garde-magasin Guillaume Estèbe, n'est pas qu'ils entreprennent jamais de monter la Rivière avec une flote, mais ils la barreront de façon à intercepter tous les secours, qu'on pourra vous donner<sup>14</sup>. » Cet état d'esprit prévaut aussi à l'autre bout de l'échelle sociale. L'officier chargé de mobiliser les paysans de la côte du Sud a du mal à les

convaincre que les ennemis sont à leur porte et, même après la mauvaise surprise, le peuple continue de croire qu'avec la grâce de Dieu et l'aide des Amérindiens ses chefs sauront les repousser. « Le Canada sera le Tombeau de votre armée et les murs de Québec seront bientôt ornés de chevelures anglaises » crâne un des pilotes recrutés de force pour guider la flotte<sup>15</sup>. D'autres pensent que la colonie court à sa perte. C'est le cas de ce Québécois anonyme, employé de l'intendance, qui au début de son journal du siège note avec une ironie mordante l'imprévoyance du gouvernement et l'inertie des officiers dans les premières rencontres avec l'ennemi<sup>16</sup>. Avant longtemps, sous l'effet des bombes, la ville n'aura qu'une seule voix pour condamner la stratégie de ses généraux, mais, en mai 1759, tout indique que les dissidents ne sont encore qu'une minorité.

Ce chapitre porte d'abord sur les campagnes de la colonie, où vit la majorité de la population. Comment figurent-elles dans la stratégie des généraux français et dans celle de leurs adversaires ? Tributaire de ses sources militaires et urbaines, axé sur le siège de Québec et les autres événements déterminants entourant la défaite, le récit historique d'hier et d'aujourd'hui prête peu d'attention à ce qui se passe dans les paroisses rurales. Les faits qui les concernent sont mentionnés comme autant d'anecdotes éparpillées à travers l'analyse des grandes opérations. Ces bribes d'information disparate sur les évacuations, les incendies, la désertion ou les assermentations ne rendent pas compte de la gravité des problèmes auxquels la population rurale, la milice en particulier, est confrontée entre juin 1759 et septembre 1760. Nous n'apportons pas de faits inédits, mais en procédant à une mise en ordre d'éléments connus, nous tentons dans la suite du chapitre de mieux cerner la question de la résistance et de la collaboration avec l'ennemi, les raisons de combattre ou de céder à la fatigue immense d'une guerre qui n'en finit plus.



## 1. Le plan colonial

Le premier plan d'évacuation des paroisses d'en bas à l'approche d'une flotte ennemie fut élaboré par Vaudreuil père au début du siècle. Il répondait à deux objectifs, soit rassembler tous les hommes valides à Québec et protéger les femmes et les enfants. L'un n'allait pas sans l'autre puisque les miliciens auraient refusé d'aller défendre la capitale en laissant leurs familles exposées à un débarquement et aux sévices qui ne manqueraient pas de s'ensuivre. Et pour affaiblir l'ennemi en le privant de viande fraîche, on évacuerait aussi le bétail. Les invasions appréhendées en 1709 puis en 1711 n'ayant pas eu lieu, le plan ne fut pas mis à exécution<sup>17</sup>. Pendant la guerre de Succession d'Autriche, quand la chute de Louisbourg fit craindre à nouveau une attaque par mer, les habitants des paroisses en aval de Québec reçurent l'ordre de construire des cabanes dans les bois et d'y retirer leurs familles et leurs bestiaux dès que les navires seraient signalés. Les miliciens de l'île aux Coudres et des lieux alentours tenteraient ensuite de barrer le fleuve avec leurs « cajeux d'artifice », ou radeaux d'artifice, tandis que ceux de la côte du Sud s'opposeraient aux descentes de l'ennemi. Et si, malgré cela, celui-ci poursuivait sa montée, tous se rendraient à Québec avec leurs armes et quantité de vivres pour participer à la défense de la ville avec toutes les forces du pays<sup>18</sup>. Sourd au chant des sirènes coloniales, Beauharnois, le gouverneur d'alors, prit au sérieux les rumeurs d'invasion et ses directives précoces donnèrent au plan un début d'exécution<sup>19</sup>. Les habitations ne furent pas évacuées toutefois, puisque encore une fois l'ennemi ne se présenta pas.

En 1759, il ne se fait pas attendre. Le 21 mai l'avant-garde, soit 10 vaisseaux de la Marine royale et quelques navires de transport, est au large de Rimouski; elle mouille à l'île aux Coudres le 28 et atteint l'île d'Orléans le 8 juin. La flotte elle-même, composée de 49 vaisseaux de ligne et d'environ 150 bâtiments de moindre tonnage, vient ensuite. Signalée au Bic le 18 juin, elle est au large de Kamouraska le 22, jette l'ancre à l'île aux Coudres le lendemain et le 27 juin Wolfe

et son armée débarquent à Saint-Laurent dans l'île d'Orléans<sup>20</sup>. Le spectacle de ces centaines de voiles subitement dressées devant l'horizon crée des mouvements de panique au passage de la flotte et précipite les habitants sur les chemins de l'exode.

Le déplacement de quelque 3 000 familles avec leurs animaux domestiques ne se fait pas sans peine<sup>21</sup>. Plusieurs facteurs contribuent à retarder et à compliquer l'évacuation, à commencer par la pénurie de sel et de blé qui empêche la population de faire des réserves en prévision du départ. Pas de salaisons de viande ni de poisson, car le sel manque tout à fait dans la colonie, et pas de farine non plus dans le gouvernement de Québec au printemps 1759. De réquisition en réquisition, la ville a épuisé les réserves de la côte du Sud. Sur la rive nord, il a fallu retirer les trois bataillons logés à Beauport, sur la côte de Beaupré et à l'île d'Orléans dès la fin d'avril, les habitants n'étant plus capables de les nourrir<sup>22</sup>. Parce qu'elle prive de nombreuses familles d'une assistance nécessaire, l'absence d'une partie des hommes au moment de l'évacuation est une autre cause de difficultés. Un millier de miliciens du gouvernement sont partis pour Carillon dans les premiers jours de mai et environ 500 servaient déjà du côté des Rapides, du lac Ontario et au-delà<sup>23</sup>. Également répartis entre les paroisses comme c'est l'usage, ces 1 500 absents représentent une ponction de 20 % sur les 7 500 miliciens recensés cette année-là<sup>24</sup>.

Les directives du gouverneur, tardives, confuses et en partie impraticables, ne sont pas la moindre source de désordre. Rédigées à Montréal le 4 mai à l'intention des capitaines de milice du bas de la colonie, elles sont acheminées avec une lenteur extrême. Dans les endroits les plus éloignés, comme Rivière-Ouelle, elle précèdent à peine l'arrivée des Britanniques<sup>25</sup>. L'intervalle est plus long ailleurs, mais comme les paysans ne se hâtent pas d'obéir, tous seront également pris au dépourvu. Quand vient le moment du départ, ils n'ont pas encore mis leurs effets en lieux sûrs, ni construit de cabanes dans les bois pour accueillir les familles. Pour les engager à interrompre

leurs semences et à faire ces préparatifs, il aurait fallu plus de temps et un ton plus positif que celui de Vaudreuil qui leur laisse presque entendre que les mesures ordonnées sont superflues. Il ne croit pas à une offensive par mer, écrit-il dans sa lettre d'envoi, « mais il est toujours de la prudence de prévoir les événements les plus inattendus<sup>26</sup> ». La suite des directives du 4 mai pose d'autres problèmes. Au lieu de s'en tenir aux dispositions de ses devanciers, le gouverneur a greffé à l'évacuation des paroisses une opération de ravitaillement de l'armée qui rend l'épreuve encore plus pénible, comme c'est le cas sur la rive sud. Voici le plan. Dès que l'ennemi aura été signalé, on enverra les femmes, les enfants, les infirmes et les bestiaux à la Pointe-Lévis, en face de Québec, tandis que tous les hommes en état de porter les armes iront rejoindre le capitaine de Léry, commandant dans la région, pour s'opposer aux descentes des Anglais<sup>27</sup>.

Profitant de la frayeur initiale, l'officier fait partir des familles du Portage et de Kamouraska le 22 mai et les jours suivants, mais les autres paroisses ne suivent pas. À pied ou en charrette, la route de Lévis est longue, environ 200 kilomètres pour ceux-là, semée d'obstacles, dont trois rivières larges et profondes non pontées, et personne ne sait ce qui attend les réfugiés au bout de ce périple<sup>28</sup>. C'est mal connaître ces paysans que de croire qu'ils abandonneront leurs femmes et leurs enfants à un sort aussi incertain sans y être forcés. Or Montesson et de Léry, les deux officiers délégués par Vaudreuil, n'ont pas les moyens de les contraindre et sont d'ailleurs les premiers à reconnaître qu'il faudrait des hommes pour conduire les familles et les bestiaux à destination<sup>29</sup>. Après dix jours de protestations et de piétinement, le gouverneur doit renoncer à son plan et ordonner aux familles d'aller se cacher dans les bois derrière leurs paroisses respectives. Elles garderont leurs bestiaux sauf pour les bœufs que les miliciens mèneront à Pointe-Lévis lorsqu'ils iront joindre l'armée, soit dit en passant une tâche difficilement conciliable avec leurs fonctions de garde-côtes<sup>30</sup>. Bref, entre le passage de l'avant-garde de Durell en mai et la montée de la flotte de Saunders trois semaines plus tard, la

pagaille règne et elle est relativement bien documentée avec les lettres quasi quotidiennes de Vaudreuil à de Léry et le journal tenu par ce dernier<sup>31</sup>. L'une après l'autre, les paroisses réclament de la poudre et des balles pour se défendre; les miliciens rassemblés à Rivière-Ouelle en attendant l'ennemi désertent pour aider leurs familles à se reloger<sup>32</sup>; de Léry n'a pas de vivres à leur donner et, surtout, il ne sait pas ce que le gouverneur attend de lui. À maintes reprises, note-t-il, « je le priai de m'ordonner plus positivement et en termes moins généraux que par ses précédentes lettres [...] la façon dont je devais manoeuvrer lorsque le reste des vaisseaux ennemis arriverait<sup>33</sup> ». L'explication n'est jamais venue. Le 22 juin la flotte est en vue. L'officier ferme son journal et part sans attendre les bouviers. Nous le retrouvons sept jours plus tard sur les falaises de Beaumont, en face de Québec, avec des habitants de cette paroisse et quelques Amérindiens, tentant vainement de repousser la première descente des Britanniques sur la côte du Sud<sup>34</sup>. La plupart des miliciens ont sans doute déjà rejoint l'armée et les bœufs sont retournés brouter dans les prés, puisque le passage est désormais bloqué.

Les mouvements des paroisses d'en face sont moins bien documentés. Nous voyons cependant que là aussi les réquisitions de bétail reçoivent plus d'attention que la sécurité des familles. La petite population de l'île aux Coudres et celle de l'île d'Orléans, soit 500 familles, partagées en cinq paroisses, sont évacuées brutalement dans la dernière semaine de mai<sup>35</sup>. Après avoir observé le cafouillage sur la rive sud, nous croyons sans peine le témoin qui écrit que rien n'avait été prévu pour faciliter cette migration, ni bateaux, ni vivres, ni lieux de retraite et que quelques personnes périrent dans la bousculade<sup>36</sup>. Les réfugiés n'ont pas le droit de s'arrêter dans les lieux habités. Du reste, les quatre paroisses de la côte de Beaupré ont aussi reçu des ordres d'évacuation et d'autres sont prévus pour Beauport. Le plan est semblable à celui que Vaudreuil avait voulu imposer sur la côte du Sud. Au lieu de s'enfoncer dans les bois juste derrière, les familles iront camper assez loin en amont, du lac Saint-Charles, près de Lorette,

jusqu'aux environs de la rivière Jacques-Cartier, où elles mettront leurs bestiaux à la disposition de l'armée<sup>37</sup>. Les distances étant moins longues que de l'autre côté du fleuve, l'ennemi moins pressant et les hommes plus disponibles pour aider leurs familles, le plan pourra être exécuté, du moins en partie. Plusieurs réfugiés de l'île d'Orléans, de Beaupré et de Beauport figurent dans les registres des paroisses situées au-dessus de Québec. Charlesbourg et Ancienne-Lorette viennent en tête des lieux d'accueil suivis par Saint-Augustin, Pointe-aux-Trembles (Neuville) et Cap Santé. Les citadins évacués à deux reprises, avant le siège et au début des bombardements, qui forment la principale catégorie d'étrangers dans ces paroisses, sont généralement logés chez les habitants. Les paysans en revanche vivraient dans des « cabanages » à la lisière du territoire occupé<sup>38</sup>.

L'évêque a demandé aux curés de se retirer dans les bois avec leurs paroissiens, ce qui suppose que ceux-ci ne sont pas éparpillés derrière les habitations mais rassemblés en un seul lieu ou dans quelques camps collectifs<sup>39</sup>. On imagine mal d'ailleurs comment une femme seule avec de petits enfants aurait pu survivre dans une cabane isolée. Les camps en aval de Québec doivent être à la fois assez éloignés des terres défrichées pour pouvoir faire du feu et chasser sans alerter l'ennemi et assez rapprochés pour aller s'approvisionner en fourrage, en bestiaux au fur et à mesure des besoins, en légumes et en blé plus tard en saison. Ces allées et venues furtives ont laissé des traces dans les rapports des soldats britanniques qui tombent à l'improviste sur des groupes de paysans, vieillards, femmes et enfants pour la plupart, les pourchassent et les font souvent prisonniers<sup>40</sup>. Vivre ainsi dans les bois pendant des mois est une expérience pénible. Profitant de leur crédit ou de leur parenté, une minorité de familles réussissent à l'éviter et à s'installer plus confortablement, ailleurs dans la colonie. Les autres ne peuvent pas faire autrement.

Combien de temps dure leur exode? Une fois la panique initiale passée, les habitants sont-ils tentés de rentrer chez eux? Dans les environs de Québec, près des théâtres de guerre, la question ne se pose

pas, mais qu'en est-il des paroisses plus éloignées comme Sainte-Anne et Saint-Roch de la côte du Sud, où la première incursion des Britanniques n'a lieu que le 15 août? Là aussi, pourtant, ils ne trouvent que des maisons abandonnées depuis longtemps avec des signes de visites occasionnelles<sup>41</sup>. Nous avions d'abord cru que les registres paroissiaux, le mouvement des baptêmes en particulier, permettraient de cerner exactement les absences<sup>42</sup>. Les résultats ont été décevants. Dix paroisses seulement, sur un total de 27, offrent une image claire : les enregistrements sont interrompus en mai ou en juin et ne recommencent que tard en automne<sup>43</sup>. Dans cinq autres paroisses les registres, que les curés avaient probablement emportés avec eux, ont été perdus<sup>44</sup>. Restent 13 paroisses où les traces de bouleversements sont souvent visibles mais difficiles à interpréter. Comment savoir si des baptêmes ou des sépultures enregistrés pendant le siège de Québec ont lieu hors de la paroisse si rien ne l'indique et si les dates de naissance ou de décès manquent, par surcroît? Quelques actes sont annotés, comme ces sépultures du 9 septembre à Baie-Saint-Paul : « Plusieurs autres enfants morts dans le temps que nous étions dans les bois réfugiés ». Ou encore, « Tous morts dans le temps que l'ennemi était dans le pays et inhumés pour cela en terre profane il y a environ un mois et demi », lit-on dans le registre de Sainte-Anne de la côte du Sud à l'occasion de leur exhumation, le 23 novembre suivant. Mais ces vagues explications sont exceptionnelles. L'ambiguïté de la source n'infirme cependant pas l'hypothèse que la plupart des 3 000 familles paysannes du bas de la colonie ont vécu quatre mois et plus au fond des bois<sup>45</sup>.

Vaudreuil avait misé sur les difficultés de la navigation et l'action des brûlots pour bloquer l'envahisseur et lorsque tombent ces défenses, il n'a pas de plan de rechange pour protéger les paroisses du bas de la colonie. En juin, quelques petits détachements sont envoyés ici et là pour s'opposer aux débarquements mais non coordonnés et mal commandés ces efforts dérisoires sont vite abandonnés. L'armée ne veut pas diviser ses forces et se contente d'encourager les Amérin-

diens à harceler les camps britanniques. Durant tout l'été, les paroisses d'en bas sont laissées sans défense et l'ennemi peut s'y installer à loisir et se familiariser avec le pays. Celles d'en haut sont mieux défendues. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, sous le feu des batteries urbaines, des navires britanniques traversent le passage étroit, prétendument infranchissable, devant Québec et vont s'ancrer en amont. En plus de menacer directement la place, le mouvement met en péril la ligne de communication et d'approvisionnement de l'armée de Beauport. Une troupe de 600 puis de 1 000 hommes, comprenant une centaine de cavaliers est dépêchée sur les lieux. Elle réussit à repousser deux descentes à Pointe-aux-Trembles, mais elle arrive trop tard à Deschambault pour prévenir la destruction des magasins militaires et est incapable de s'opposer aux débarquements sur la côte sud à Saint-Antoine et Saint-Nicolas<sup>46</sup>. Ce n'est pas la volonté qui manque ici, comme les moyens d'être partout à la fois avec des effectifs limités et relativement peu mobiles. Maîtres du fleuve, les Britanniques vont et viennent, voguent d'une rive à l'autre alors que les Français sont cloués au sol<sup>47</sup>.

La sauvegarde des paroisses entre aussi dans le système de défense organisé par Lévis au lendemain de la chute de Québec. Pour conserver celles qui forment désormais la frontière orientale de la colonie, il établit un fort à l'embouchure de la rivière Jacques-Cartier, avec des postes avancés jusqu'à Saint-Augustin et Ancienne-Lorette, et empêche ainsi les Britanniques d'élargir la zone occupée, comme ils cherchent à le faire à plusieurs reprises<sup>48</sup>. Quand la flotte ennemie entreprend sa montée vers Montréal, en juillet 1760, il n'est pas question non plus d'abandonner la partie, si inégale soit-elle. Le territoire doit être défendu pied à pied par les soldats et les habitants ou par ceux-ci seulement lorsque les troupes ne peuvent prêter main forte. Pour ce faire, on mise sur les manœuvres suivantes : bombarder les navires là où le chenal les amène à longer la côte ; pousser l'armée britannique à débarquer sur la rive nord où sont les troupes françaises et à livrer un combat à l'avantage de celles-ci ; fermer le passage en

bouchant l'entrée du Richelieu. Toutes échouent et, au bout du compte, les tactiques des Britanniques prévalent. Le long des berges, les troupes impuissantes suivent les mouvements de la flotte ennemie tandis que les paroisses du centre et du haut de la colonie cèdent à la peur et se rendent les unes après les autres, sans combat à quelques exceptions près. Le 2 septembre, après avoir reculé jusqu'à La Prairie, Lévis tente de regrouper ses forces pour attaquer l'armée de Haviland à Chambly, mais la défection des Amérindiens domiciliés l'oblige à renoncer à son plan. Le lendemain, abandonnant les campagnes à leur sort, les troupes françaises vont attendre l'ennemi sous les murs de Montréal.

## 2. Résistance dans les paroisses

Dans les archives françaises des dernières campagnes, les colons apparaissent le plus souvent sous les traits de déserteurs pressés d'aller faire la paix avec l'ennemi. Ainsi le veut la source puisque les officiers ne commentent pas la conduite de leurs hommes lorsqu'ils obéissent aux ordres, ni les actions qui se déroulent dans les paroisses hors de leur présence. Suivant leur propre logique, les sources britanniques renvoient l'image inverse : les Canadiens s'obstinent à prendre les armes et à joindre l'armée en dépit des menaces. Le contraste entre les deux représentations invite l'historien à se méfier des informateurs et, surtout, à éviter les généralisations.

L'été 1759 est une période de résistance active. Seuls ou avec l'aide des Amérindiens, les habitants du bas de la colonie tirent sur les soldats ennemis quand ils s'approchent de leurs habitations et vont parfois faire le coup aux abords des camps. On dit même que des femmes irritées par les violences anglaises, auraient été de la partie<sup>49</sup>. Quelques lettres de Vaudreuil aux curés et officiers de milice de quatre paroisses rurales, qui sont tombées par hasard aux mains des Britanniques et nous sont ainsi parvenues, éclairent ces opérations



de l'intérieur<sup>50</sup>. Petit échantillon d'une vaste correspondance que le gouverneur entretient avec les autorités locales, elles décrivent ce qui se passe un peu partout. Les correspondants rapportent les mouvements de l'ennemi et réclament des fusils, des munitions et, surtout, le retour des hommes de la paroisse retenus à Beauport, pour se défendre. Le gouverneur n'a guère que des encouragements à leur offrir. Les armes et les munitions sont délivrées au compte-goutte et, à une exception près, il refuse de dégarnir son armée. « Il y a tout lieu de penser que les Anglais ne feront pas un long séjour dans la colonie. Sitôt le départ de la flotte, je vous renverrai tous vos paroissiens », écrit-il au curé de Saint-Charles, le 28 août<sup>51</sup>. Apparemment la majorité des habitants lui font confiance et partagent son optimisme, puisqu'en dépit de l'inutilité des actes de résistance et des malheurs que ceux-ci leur attirent, ils ne désarment pas.

La chute de Québec rompt l'accord général. D'impensable, la conquête de toute la colonie par les Britanniques est devenue, selon les opinions, possible, probable ou certaine. Faute de témoins dans les paroisses occupées, nous ne pouvons pas décrire les divisions au sein du voisinage et de la parenté, les affrontements inévitables entre ceux qui s'en tiennent à leur serment de neutralité pour éviter le pire et ceux qui poursuivent la lutte en refusant de servir l'ennemi, en appuyant secrètement les détachements coloniaux ou en participant au siège de Québec en avril 1760. Le recours à la violence pour régler ces divergences n'est pas exclu, comme le montrent les accusations de trahisures, les dénonciations ou des attaques contre des habitants qui ravitaillent la garnison britannique<sup>52</sup>.

### 3. La stratégie des Britanniques

En mettant le pied sur le sol canadien, le général anglais lance un appel de démobilisation aux « laborieux colons et paysans<sup>53</sup> ». Les placards placés sur les portes des églises dans des paroisses désertes

ont peu de lecteurs mais de bouche à oreille le message finit par pénétrer dans les lieux de refuge et, moins facilement, dans les camps de Beauport, de Carillon et autres endroits où l'état-major tente de contrôler l'information. L'objectif de Wolfe est de démanteler les forces françaises en les privant des milices qui représentent au moins 60 % de leurs effectifs et assument une grande partie des services. Pour ce faire, il commence par effacer le statut militaire des habitants en écartant soigneusement le mot « milice » de ses textes. Sur le terrain, les conséquences de ce parti pris sont claires : les miliciens capturés pendant et après le siège ne seront pas protégés par les règles internationales appliquées aux prisonniers de guerre<sup>54</sup>. La déclaration du 27 juin s'adresse aux « Canadiens », paisibles paysans contraints de prendre les armes pour « une dispute qui ne regarde que les deux couronnes », une cause qui ne les regarde pas. Mais voilà qu'ils peuvent enfin choisir entre la France « qui les opprime » et les abandonne à leur sort et l'Angleterre « qui leur tend une main puissante et secourable ». Ils n'ont qu'à regagner leurs habitations et à jurer neutralité. Sinon, rien n'arrêtera la fureur et les excès des soldats. Notons que la ligne de démarcation passe ici entre le peuple et ses officiers et gouvernants, quelle que soit leur origine, plutôt qu'entre colons et métropolitains. Connaissant le poids que peut représenter une armée sur la population civile et les difficultés matérielles de la colonie, les Britanniques soufflent sur les braises du mécontentement pour fomenter une révolte populaire. De ce texte et des suivants ressort un portrait contrasté de la France et de la Grande-Bretagne, qui oppose la faiblesse, la cruauté, la dureté de l'une à la puissance, l'humanité et la générosité de l'autre, au despotisme, la liberté sous un gouvernement juste et équitable<sup>55</sup>. Mais si le Canadien est subjugué par ses chefs, comment peut-il choisir ? Les habitants ont vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de cette contradiction, comme en témoignent les dépositions de trois hommes de la côte du Sud pris les armes à la main en différentes occasions. La paroisse se rendrait, dit l'un, n'étaient les ordres du prêtre et la peur des Indiens dont les auto-

rités les menacent. Même excuse chez les deux autres qui cherchaient seulement à se protéger contre les Indiens que Vaudreuil et Montcalm vont lancer sur eux au moindre signe de défection<sup>56</sup>. Pour le reste, la proclamation est de nul effet. À la fin de juillet, les Canadiens sont encore à l'armée et, ici et là, dans les campagnes, des francs-tireurs attaquent les patrouilles ennemies. Wolfe n'a jamais cru d'ailleurs qu'il en serait autrement, qu'il suffirait d'un beau discours pour que la population transfère son allégeance. L'invitation sert simplement de prétexte, de préambule à une série de mesures plus persuasives. Pour étudier le comportement de l'armée britannique dans le territoire occupé, nous distinguerons une première période marquée par l'escalade des brutalités exercées partout aveuglément, et une seconde, commençant avec la prise de Québec le 18 septembre, pendant laquelle le vainqueur fait montre de prudence et distribue ses châtiments de façon sélective.

Pendant la majeure partie du siège, les troupes ennemies sont réparties en trois camps — île d'Orléans, Pointe-Lévis et Montmorency — d'où sont menées diverses excursions dans les côtes. Sitôt débarqué, Wolfe confie aux Rangers le soin de rassembler des bestiaux pour la subsistance des 8 500 hommes de son armée<sup>57</sup>. D'autres courses pour le ravitaillement des marins de l'amiral Saunders (plus de 13 000) ont lieu un peu partout et en particulier autour de l'île aux Coudres, qui sert en quelque sorte de base navale. Les détachements ramènent régulièrement dans les entrepôts militaires des centaines de bêtes à cornes, de moutons et de porcs, que les habitants ont abandonnés au moment de l'évacuation. Plus tard en saison, ils rapportent aussi des pois et autres légumes. En plus de ces levées autorisées, les soldats et les matelots vont, contrairement aux ordres, piller pour leur propre compte dès qu'ils en ont l'occasion<sup>58</sup>. L'absence des propriétaires facilite évidemment la tâche des maraudeurs qui peuvent en toute quiétude vider les basses-cours et les potagers, saccager les maisons et, avec un peu de chance, s'approprier les effets qui ont été mal dissimulés aux abords des habitations<sup>59</sup>. De toute évidence, on

leur laisse la bride sur le cou, comme le reconnaît le général Murray au lendemain du siège : « L'espèce de guerre de pillage que nous avons menée dans la dernière campagne a tellement débauché le soldat que nous ne pouvons pas y mettre un frein sans de sévères punitions<sup>60</sup>. »

Les incursions des soldats ennemis dans les paroisses sont marquées par divers accrochages tant avec les partisans amérindiens qu'avec les paysans qui, cachés à l'orée des bois, font feu sur les intrus ou sont au contraire débusqués et pourchassés avant d'avoir tiré. Ces échauffourées font des victimes de part et d'autres que l'on retrouve scalpées et mutilées le long des chemins comme le rapportent les officiers britanniques dans leurs journaux. À la fois fascinés et scandalisés par la barbarie ambiante, ils ne remettent pas en question les idées reçues et croient, par exemple, que les Canadiens ont l'habitude de massacrer les cadavres ennemis à la manière amérindienne. Il leur semble donc juste de rendre la pareille, même si la pratique est en soi révoltante<sup>61</sup>. Ouvrons ici une parenthèse à propos des Rangers qui jouent un rôle de premier plan dans le sac et la réduction des campagnes canadiennes et qu'il ne faut pas confondre avec les milices et autres unités provinciales. Celles-ci ne participent pas au siège de Québec. Les Rangers de l'armée de Wolfe sont des volontaires aguerries, natifs de la Nouvelle-Angleterre pour la plupart mais recrutés directement par la Grande-Bretagne et entretenus à ses frais. Les six compagnies sont commandées par le major George Scott, un officier britannique ami de Monckton qui sert en Amérique depuis 1753 et a plusieurs destructions de villages acadiens à son actif<sup>62</sup>.

À la fin de juillet, avant de lancer ses troupes légères à l'assaut des paroisses, Wolfe les informe que la levée des scalps est strictement défendue sauf si les ennemis sont des Indiens ou des Canadiens travestis en Indiens<sup>63</sup>. L'ordre laisse supposer que les Rangers se sont adonnés assez librement à cette pratique jusque-là, mais l'hypothèse n'est pas vérifiable<sup>64</sup>. En revanche, nous pouvons savoir si l'usage de se déguiser en Amérindien est répandu parmi les miliciens canadiens, comme le croient ces officiers britanniques. Or il n'en est rien. Pas la

moindre référence à une telle pratique depuis les débuts de la colonie. Et si la preuve n'était pas suffisante, comment expliquer le silence des officiers des bataillons français, prompts à noter et à critiquer les manières locales, au sujet d'un comportement aussi particulier? « C'est l'usage chez les partisans anglais de se faire la chevelure à la sauvage » écrit l'un d'eux, excluant implicitement pareil usage chez les Canadiens<sup>65</sup>. Avec autant de partisans indigènes dans son camp, la colonie française n'a pas besoin de ce stratagème pour épouvanter ses ennemis. Quand les colons se déguisent en Amérindiens, c'est pour faire non pas la guerre, mais des mauvais coups, pour voler et piller sans être reconnus, pour lancer la justice sur de fausses pistes<sup>66</sup>. Pendant le siège de Québec, les Britanniques se font harceler par de vrais Amérindiens. Très nombreux du côté de Montmorency ainsi qu'entre les rivières Etchemin et Chaudière sur la rive sud, ils menacent constamment les abords des camps et toutes les patrouilles qui s'en éloignent. Les résistants canadiens ne sont pas aussi nombreux ni aussi dangereux. Ceux qui fusillent le long des boisés ou qui se font surprendre en train de moissonner ou de récupérer leurs bestiaux sont souvent des hommes jugés inaptes au service à cause de leur âge ou de leur santé. Nous les voyons mal le corps nu et peint en train de profaner les cadavres ennemis. Mais en entretenant la fiction, en déclarant que les 30 habitants de Beaupré tués et scalpés le 23 août étaient comme tant d'autres travestis en Indiens, les chasseurs de têtes s'assurent l'impunité<sup>67</sup>.

Après un mois de pillage et de petites escarmouches, les relations de l'armée d'occupation avec les campagnes se durcissent. Cette seconde phase débute par une prise d'otages autour de Pointe-Lévis, où sont établies les batteries qui, depuis le 12 juillet, pilonnent la ville de bombes et de boulets. Le 25 du même mois, deux détachements commandés par le major Dalling et le colonel Fraser partent l'un vers Saint-Henri, l'autre vers Beaumont avec l'ordre de s'emparer des habitants. Dalling ramène 300 prisonniers. Fraser s'y prend à deux fois et revient le 27 avec « un grand nombre de familles<sup>68</sup> ». Les pri-

sonniers, peut-être 500 au total, des femmes, des enfants, des vieillards et des invalides surtout, sont mis à bord des navires en attendant que leurs compatriotes, parents et amis, décident de leur sort<sup>69</sup>. Car tels sont les termes de l'affiche que l'on peut lire à la porte des églises de ces deux paroisses après la rafle :

Son Excellence, piquée du peu d'égards que les habitants du Canada ont eu à son placard du 27<sup>e</sup> du mois dernier, est résolu de ne pas écouter les sentiments d'humanité qui le portaient à soulager des gens aveuglés [par] leur propre misère. Les Canadiens se montrent par leur conduite indignes des offres avantageuses qu'il leur faisait. C'est pourquoi il a donné ordre au commandant de ses troupes légères et aux autres officiers de s'avancer dans le pays pour y saisir et emmener les habitants et les troupeaux, et y détruire et renverser ce qu'ils jugeront à propos. Au reste, comme il se trouve fâché de venir aux extrémités barbares dont les Canadiens et les Indiens leur alliés lui donnent l'exemple, il se propose de différer jusqu'au 10 août prochain pour décider du sort des prisonniers envers lesquels il usera de représailles ; à moins que pendant ces intervalles les Canadiens ne viennent se soumettre aux termes du premier placard, et par leur soumission toucher sa clémence et le porter à la douceur<sup>70</sup>.

La population ne répond pas à l'ultimatum mais malgré cela, les prisonniers sont probablement relâchés assez vite, comme le suggère le silence des sources. Toute autre solution, la déportation tant appréhendée par exemple, aurait fait du bruit. Wolfe va finalement opter pour des destructions matérielles à grande échelle, une méthode d'intimidation plus classique et moins encombrante. Pendant six semaines, environ 30 paroisses et lieux avoisinants sont systématiquement ravagés et incendiés. Le 6 août, le capitaine Goreham des Rangers s'embarque pour l'île aux Coudres et Baie-Saint-Paul avec ordre de brûler toutes les habitations au-delà des caps jusqu'à la Malbaie. L'expédition punitive s'étend à Sainte-Anne et à Saint-Roch de

l'autre côté du fleuve où l'officier va faire provision de bétail<sup>71</sup>. À partir de la mi-août, la côte de Beaupré, l'île d'Orléans et quelques paroisses de la côte du Sud, en face de celle-ci, flambent à leur tour. Des falaises de Québec et des hauteurs de Beauport, la ville et l'armée consternées observent le spectacle, nuit après nuit<sup>72</sup>. Plus haut, échappant à leur regard, Saint-Nicolas et Saint-Antoine ont déjà été ravagés et, du 8 au 17 septembre, les feux s'allument d'un bout à l'autre de la côte du Sud, en aval<sup>73</sup>. Il ne s'agit pas des dégâts ordinaires faits à la hâte par une troupe en marche ou des déprédations d'une armée d'occupation, mais d'une opération planifiée et bien menée par de gros détachements que rien ne presse. Quelque 500 soldats des troupes réglées et des Rangers suivent le capitaine Montgomery de Saint-Joachim à Ange-Gardien, torche et hache à la main, une semaine durant<sup>74</sup>. Les 800 hommes commandés par George Scott débarquent à Kamouraska le 9 septembre aux petites heures et marchent ensuite lentement jusqu'à Cap Saint-Ignace, six paroisses en amont, brûlant tout le long du chemin et à l'intérieur des terres, s'il y a lieu. Méthodique, Scott note à la fin de chaque journée le nombre de miles parcourus et de bâtiments incendiés<sup>75</sup>. Le rapport de Goreham qui a l'ordre de détruire en même temps la partie supérieure de la côte du Sud, de Saint-Thomas à Beaumont, n'a pas été conservé<sup>76</sup>.

Le bilan de ces diverses expéditions est lourd. Sur les deux îles et de chaque côté du fleuve, les granges et les maisons en bois ont été rasées par le feu. De celles en pierre, recouvertes de chaume ou de planches, il ne reste que les murs calcinés. Seules les églises où les troupes ennemies peuvent s'abriter et se fortifier au besoin ont été épargnées. Les charrois, les instruments d'agriculture ont été détruits, les arbres fruitiers mis à bas et là où les blés étaient mûrs, des centaines d'arpents ont été brûlés<sup>77</sup>. Après les réquisitions de l'intendant au début de l'été et deux mois de pillage par l'armée de Wolfe, les habitants n'ont plus de bétail. Enfin, ces paroisses, qui tirent une bonne partie de leur subsistance du fleuve, ont perdu également toutes leurs embarcations et les pêches qui bordaient les rives<sup>78</sup>. « Si

nous ne pouvons les battre, nous allons ruiner leur pays », écrivait un officier britannique au début d'août<sup>79</sup>. Un mois plus tard, c'était chose faite.

Les tactiques brutales de l'ennemi portent fruit, en particulier le traitement réservé aux miliciens dans les combats. On dit qu'il ne leur fait pas de quartier, que les habitants ne peuvent pas, comme les soldats, baisser leurs armes et se constituer prisonniers, mais sont sauvagement exterminés. Que ces généralisations soient fondées ou non n'a guère d'importance puisque la population les tient pour vraies et agit en conséquence<sup>80</sup>. L'attitude de la milice de Québec après la défaite du 13 septembre en offre un bon exemple. La ville, au bout de deux mois de bombardements n'est plus que cendres, gravats et maisons éventrées. Avec une garnison médiocre, mal approvisionnée en munitions et en vivres, elle est incapable de soutenir un siège sans l'appui de l'armée, avec laquelle elle a toujours maintenu d'étroites relations. Or le matin du 14 septembre, la population découvre que les tentes de Beauport sont vides, que l'armée a fui durant la nuit, la laissant seule pour affronter les troupes britanniques campées sous les murs et la flotte qui croise au large<sup>81</sup>. Rassemblés chez le lieutenant civil et criminel de la prévôté, institué maire de la ville pour l'occasion, les principaux citoyens adressent à Ramezay, commandant de la place, une requête où ils ne cachent ni leur colère contre l'état-major ni leur frayeur. Puisqu'elle a été abandonnée, écrivent-ils, la ville ne peut plus espérer et doit négocier au plus tôt « une capitulation honorable ». Tout retard ne peut qu'augmenter la fureur de l'ennemi<sup>82</sup>. Sous la plume d'un militaire, « capitulation honorable » renvoie aux honneurs de la guerre, sous celle des bourgeois, elle signifie avoir la vie sauve et conserver ses biens. La plupart des 22 négociants qui ont signé ce placet sont officiers de milice et c'est à ce titre que le soir du 17 ils répondent à Ramezay, lorsque celui-ci tente de mobiliser ses troupes pour repousser un débarquement appréhendé. Comme il le raconte : un aide major lui annonça qu'aucun des miliciens ne voulait combattre. Au même moment, les officiers de milice vinrent lui dire



qu'ils n'étaient point prêts à subir un assaut, « qu'ils allaient rapporter leurs armes au magasin afin que l'ennemi qui allait entrer les trouva sans arme et ne les passa pas au fil de l'épée. Que dans ce moment ils ne se regardaient plus comme soldats mais comme bourgeois<sup>83</sup>. »

Animée des mêmes sentiments, la milice urbaine a commencé dès le 14 à quitter la ville pour rejoindre l'armée ou se terrer à la campagne et le mouvement prend chaque nuit plus d'ampleur. Ce ne sont pas tant les dangers du siège qui poussent ces artisans et boutiquiers à fuir en abandonnant leurs familles — après tout n'ont-ils pas survécu à soixante-trois jours de bombardement? — comme la peur de se rendre prisonniers. La désertion se poursuit jusqu'au surlendemain de la capitulation, soit aussi longtemps qu'ils n'ont pas l'assurance que les vainqueurs n'exerceront pas de représailles contre les combattants<sup>84</sup>.

Par les articles 3 et 5 de cette capitulation signée le 18 septembre, le brigadier général Townshend s'y engage mais ce n'est pas avant le 20, semble-t-il, que ces dispositions sont communiquées officiellement à la population, au son du tambour selon l'usage. Le lendemain a lieu une première cérémonie de remise d'armes et d'assermentation pour les bourgeois et les habitants de la banlieue<sup>85</sup>. À ceux des campagnes, le brigadier Monckton fait dire qu'ils

[...] peuvent s'en retourner dans leurs Paroisses, prendre possession de leurs propres Terres, Habitations et Effets, faire leurs Recoltes, Jouir de leur Religion, sans Recevoir le moindre Empechement de la part des Anglois, qui ne sont pas venus pour ruiner et detruire les Canadiens, Mais pour leur faire Gouter les Douceurs d'un Gouvernement Juste, et Equitable, Pourvu Qu'eux de leur part, rendent les Armes, prennent le Serment de Fidélité, Et demeurent chez eux en Repos<sup>86</sup>.

« Mais, quels biens veut-il que nos habitants aillent occuper après les ravages qu'il a fait commettre...? » s'exclame Foligné. Et il poursuit :

C'est à ce jour qu'on vit sortir du fond des bois nos pauvres femmes traînant après elles leurs petits enfants mangés des mouches, sans hardes, criant la faim. Quel coup de poignard pour des pauvres mères qui ne savent si elles ont des maris et où ils sont et quelle assistance elles donneront à leurs pauvres enfants à l'entrée d'une saison pendant laquelle on a de la peine à la garantir, lorsqu'elles étaient arrangées dans leurs ménages. Les sièges de Jérusalem et de Samarie ne représentent rien de plus affreux<sup>87</sup>.

Foligné est un officier marinier qui a été affecté aux batteries urbaines pendant le siège et a tenu un journal dont le ton sobre et concis tranche avec ce passage dicté par l'émotion. Avec une lettre de l'évêque décrivant la misère du pays et en particulier celle des réfugiés des paroisses d'en bas qui errent dans la colonie en quête de secours, son témoignage de compassion est le seul à avoir survécu<sup>88</sup>. Nous ignorons comment cette population a passé l'hiver.

Nous connaissons bien, en revanche, les problèmes de l'armée britannique au lendemain de sa victoire. Après avoir déblayé les rues de la ville, réparé et réquisitionné les maisons encore habitables pour loger quelque 6 000 soldats, elle doit d'une part faire rapidement provision de bois de chauffage, d'autre part se protéger contre les troupes françaises cantonnées sur la rivière Jacques-Cartier. Le brigadier Murray, devenu « gouverneur de Québec et des pays conquis », tente d'étendre ceux-ci jusqu'à la Pointe-aux-Trembles et Saint-Antoine, de part et d'autre du fleuve, afin de créer un vaste territoire démilitarisé au-dessus de la capitale. Mais l'avant-garde de l'armée de Lévis l'en empêche et il doit se contenter d'une zone d'occupation plus étroite autour de Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy<sup>89</sup>. Comme il n'y a rien à tirer des campagnes dévastées en aval, Murray compte sur ces trois paroisses pour desservir la garnison. Il fait recenser leurs ressources et en tire régulièrement des corvées de charroi, et de terrassement, des réquisitions de bestiaux, fourrage, vivres, raquettes, couvertures, etc.<sup>90</sup>. Naguère toléré sinon encouragé, le pillage individuel

des soldats est désormais sévèrement puni et ces prélèvements se font avec ordre<sup>91</sup>. Isolée et vulnérable, doublement assiégée par l'hiver et ses ennemis, l'armée britannique a besoin de la collaboration des habitants, d'où une politique circonspecte, notamment en matière de fidélité. Les officiers ont parcouru les paroisses pour recueillir les armes et les serments de neutralité. Au cours de cérémonies rassemblant une ou plusieurs compagnies, les miliciens déclinent leurs noms et, mains droites levées, répètent la formule suivante :

Ensemble nous jurons devant Dieu tout puissant que nous ne prendrons pas les armes contre George II, roi de Grande-Bretagne etc., etc., ou contre ses troupes et ses sujets et que nous ne donnerons aucun renseignement à ses ennemis, directement ou indirectement. Que Dieu me vienne en aide<sup>92</sup>!

Si les habitants se soumettent facilement à cette procédure, peu, semble-t-il, se sentent liés par leur serment, au-delà de la stricte neutralité. Contrairement aux attentes du général britannique, ils ne rapportent pas les petits mouvements des partisans de la colonie qui viennent saisir les bestiaux ou harceler ses soldats aux abords de leurs paroisses. Lorsqu'en février 1760, ceux de la seigneurie de Lévis lui cachent la présence d'un détachement de quelque 400 hommes, Murray ne peut plus fermer les yeux et, pour punir la « perfidie », il fait brûler une quinzaine d'habitations du côté de la Chaudière<sup>93</sup>. Le véritable test vient à la fin d'avril et, de toute évidence, les serments n'ont pas pesé lourd. Comment traiter les habitants qui, répondant à l'appel de Vaudreuil et Lévis, sont allés travailler aux tranchées et rentrent chez eux après la levée du siège<sup>94</sup>? Les punir tous reviendrait à ruiner les campagnes autour de Québec et à affaiblir ainsi la position déjà fragile de la garnison. Murray y renonce. Les paysans, qui ont été abusés par les ruses et les artifices, lit-on dans le placard du 20 mai, ont droit à sa clémence. Leur faute est grande mais le châtement est

suspendu car le roi d'Angleterre « ne desire pas regner sur une province depueplée ». À eux de se montrer dignes d'une telle générosité en restant dorénavant dans leurs habitations et en ne donnant aucun secours à ses ennemis<sup>95</sup>. Trois châtiments exemplaires, dont le symbolisme n'a certainement pas échappé aux contemporains, viennent compléter ces exhortations<sup>96</sup>. Sont condamnés pour avoir entraîné les habitants à joindre l'armée française, un curé, un seigneur et un capitaine de milice. Le curé, celui de Charlesbourg à ce qu'il semble, est emprisonné; le seigneur de Beauport est dépossédé de tous ses biens mobiliers et immobiliers; le capitaine d'une compagnie de milice de Saint-Charles est pendu<sup>97</sup>.

Il y a peut-être 3 000 à 4 000 personnes qui sont demeurées dans la ville ou y sont retournées après la capitulation et partagent leurs logis avec les soldats britanniques. Le 21 avril 1760, quelques jours avant l'arrivée de l'armée de Lévis devant Québec, Murray leur ordonne de rassembler leurs effets et de quitter les lieux. Elles ne seront pas autorisées à revenir avant l'automne<sup>98</sup>. La mesure n'est pas punitive, puisque les citoyens n'ont pas eu l'occasion de rompre leur serment, mais préventive. Si l'évacuation initiale en prévision d'un siège n'est pas en soi un acte de méfiance, son prolongement n'a pas d'autres raisons d'être. Sur le point de quitter Québec avec ses meilleures troupes, Murray ne croit pas que la faible garnison qu'il laissera dans la place saurait tenir la population en respect. D'autres précautions sont prises pour assurer la sécurité à l'arrière dans les semaines précédant le départ, notamment le désarmement et l'assermentation de Saint-Nicolas au-dessus de la Chaudière<sup>99</sup>.

Le 13 juillet, 32 navires, 9 batteries flottantes et plusieurs bateaux plats mettent la voile pour Montréal où les trois armées, celle de Haviland depuis le lac Champlain, celle d'Amherst depuis le lac Ontario et celle de Murray depuis Québec se sont donné rendez-vous. La flotte avance lentement, prudemment<sup>100</sup>. Voulant ménager ses soldats relativement peu nombreux, Murray évite les affrontements en se tenant autant que possible à distance des troupes et de

l'artillerie française concentrées sur la rive nord, pour s'attarder sur la rive sud, laissée sans défense, où il procède à la soumission des paroisses. Le placard utilisé dans cette campagne est plus bref, plus direct que les précédents : les colons pris les armes à la main le paieront de leur vie ; les maisons et les terres des absents seront brûlées et ravagées<sup>101</sup>. Entre l'arrivée du détachement chargé de reconnaître les lieux et de répandre ce message et l'exécution de la menace, les habitants, tant ceux que la vue des navires a fait fuir que ceux qui sont à l'armée, ont généralement deux jours pour rentrer chez eux. Dans l'intervalle on permet aux soldats de piller les propriétés abandonnées. Les habitants n'hésitent pas longtemps. Tour à tour, les 10 paroisses échelonnées entre Saint-Antoine et l'île Saint-Ignace déposent les armes, certaines spontanément tant la peur est grande.

En longeant Jacques-Cartier, Deschambault, Batiscan, Trois-Rivières et Sorel, la flotte essuie des coups de feu et canonne les tireurs en retour, toujours sans s'arrêter. Au bout d'un mois de navigation, pour dégourdir les jambes de ses soldats, Murray les fait descendre dans des îles, d'abord Saint-Ignace puis Sainte-Thérèse, où il est sûr que les troupes françaises ne s'aventureront pas. Toujours prudent, il attend que l'armée de Bourlamaque ait quitté Sorel pour envoyer le major Scott et ses Rangers brûler le bas de cette paroisse, coupable de résistance. Le 30 août, c'est au tour de Varennes de chasser un parti britannique venu en reconnaissance et le lendemain, pas moins de trois combats ont lieu entre les milices locales et le détachement que Murray envoie pour les mater. La journée fait des victimes et une vingtaine de prisonniers, que le général renvoie dans la paroisse avec son pardon. Entre la peine de mort comme moyen d'intimidation et la froide exécution de prisonniers de guerre, il y a un pas que Murray ne veut pas franchir, d'où cette magnanimité et la reconnaissance in extremis du statut militaire de la milice en vertu de son incorporation aux troupes réglées. Selon le nouveau placard publié ces jours-là, les miliciens pris les armes à la main s'exposent dorénavant à être transportés en Europe avec les autres soldats<sup>102</sup>. Mais la modification est

de nul effet car, sous le coup de la panique, la démobilisation se déroule encore plus vite que prévu.

Varennnes dépose les armes le 1<sup>er</sup> septembre et les paroisses alentour suivent, pressées tant par l'armée de Murray que par celle de Haviland venue par le lac Champlain saisir les campagnes par derrière. Après avoir investi Saint-Jean et Chambly, ce dernier envoie ses Rangers soumettre l'arrière-pays. Le colonel Rogers prétend que ses hommes sont bien accueillis, par les femmes en particulier, ce que nous pouvons mettre en doute, compte tenu des dispositions de ce corps et de ce qui se passe le long du fleuve, à Varennnes entre autre, où l'occupation s'accompagne de pillages, d'incendies et de viols<sup>103</sup>. Malgré ces brutalités, contraires aux promesses de Murray, il semble que les habitants préfèrent se rendre aux soldats britanniques plutôt que d'affronter seuls les Iroquois de l'armée d'Amherst qui, selon la rumeur, s'en viennent attaquer les paroisses<sup>104</sup>. De son quartier général à Longueuil, Murray négocie la paix avec les Amérindiens domiciliés le 5 septembre et envoie des détachements de l'autre côté du fleuve ramasser les armes et assermenter les milices. Ainsi, avant même que la capitulation n'ait été signée, presque tout le pays a été désarmé.

#### 4. Le désarroi des conscrits

Observons à nouveau les événements de 1759 et 1760 en prenant cette fois l'expérience des miliciens comme fil conducteur. Nous les retrouvons d'abord dans les troupes qui tentent de barrer la route aux envahisseurs. Les données manquent pour mesurer exactement cette mobilisation et la rapporter à l'ensemble de la population masculine. Selon le recensement de la colonie dressé au début de 1759, elle compterait alors 15 229 hommes en état de porter les armes. Mais le document n'a pas été conservé et les mémorialistes qui en ont pris connaissance croient qu'il surévalue les forces disponibles<sup>105</sup>. D'après nos propres estimations et celles des principaux historiens de

la période, 10 000 à 11 000 miliciens participent aux campagnes de 1759. Pour une population de 70 000 habitants au plus, affaiblie par plusieurs années de guerre et de disette, la contribution est impressionnante<sup>106</sup>. Les levées se font sans contrainte apparente, voire même avec une certaine excitation. « Jamais ordre ne fut reçu avec plus de joie et exécuté avec plus d'exactitude », écrit un témoin à propos des quelque 6 000 hommes venus défendre Québec<sup>107</sup>. Le recrutement, en excluant le territoire occupé, est encore considérable en 1760 mais le cœur n'y est plus et on doit employer de nouveaux moyens pour les faire marcher.

Plus forte que par le passé, la mobilisation prend aussi de nouvelles formes. L'usage de procéder par levées successives, et de les étaler dans plusieurs paroisses de façon à ne prendre qu'un petit nombre d'hommes à la fois dans chacune d'elles, n'a plus sa raison d'être dans un contexte de mobilisation générale. Pour accélérer l'opération et alléger la tâche des officiers des troupes, on déplace désormais les milices rurales par compagnies entières encadrées par leurs propres officiers. Ceux-ci sont surtout des lieutenants et des enseignes, plus jeunes, plus vigoureux que le capitaine de la côte et moins nécessaires à l'administration locale. Les meilleurs d'entre eux sont employés comme bas-officiers dans la suite de la campagne. Les miliciens vont parfois seuls joindre l'armée mais, si possible, ils partent avec les soldats logés dans les mêmes paroisses, avec lesquels ils sont *ipso facto* incorporés, et ils sont commandés par les mêmes officiers<sup>108</sup>. Or ce sont les troupes de terre qui ont leurs quartiers dans les côtes alors que les compagnies de la Marine sont concentrées dans les villes et dans l'ouest de l'île de Montréal<sup>109</sup>. Il s'ensuit que les officiers des bataillons ont dorénavant la haute main sur les milices rurales. Cette procédure qui découle du règlement de juin 1759 n'est pas appliquée uniformément avant 1760. Beaucoup plus contraignante que l'ancien système, elle exclut les passe-droits et explique pourquoi le recrutement reste élevé cette année-là en dépit de la répugnance générale à s'éloigner de la paroisse.

Avec les troupes réglées, les miliciens sont appelés à défendre les frontières de la colonie, frontières qui d'éloignées au début de 1759 se rapprochent ensuite de plus en plus des habitations. Pas une seule opération défensive de ces deux années ne se solde autrement que par une retraite ou une capitulation. Cette série de revers contribue à miner le moral des combattants. Rappelons qu'elle a commencé en 1758 avec la chute du fort Frontenac et l'évacuation du fort Duquesne mais la colonie ne renonça pas pour autant à ses anciennes positions. Replié au fort Machault, Le Marchand de Lignery, commandant des forces de l'Ohio, reçoit d'importants renforts au printemps 1759 avec ordre de harceler l'ennemi et de reprendre le terrain perdu. Or le 24 juillet, pressées d'aller secourir le fort Niagara investi par l'armée britannique, ses troupes sont décimées dans l'embuscade de Belle-Famille<sup>110</sup>. Niagara capitule le lendemain après un siège de vingt jours<sup>111</sup>. La décision de la ligue iroquoise des Six-Nations de rompre l'ancien traité de neutralité pour joindre les Britanniques et la défection des nations alliées ont joué un rôle décisif dans ces événements et pris la colonie par surprise<sup>112</sup>. Au lac Champlain, il s'agit de reculs stratégiques. Menacé par une armée presque trois fois plus nombreuse, le fort Carillon est évacué en cachette dans la nuit du 26 juillet puis incendié. Trois jours plus tard, le commandant Bourlamaque fait sauter le fort Saint-Frédéric et installe ses troupes dans l'Île-aux-Noix, à l'entrée de la rivière Richelieu<sup>113</sup>. Bien que prévue dans le plan de Vaudreuil, cette retraite n'en demeure pas moins traumatisante pour les participants qui doivent détruire les places qu'ils ont construites et longtemps défendues. Vient ensuite le choc provoqué par la défaite du 13 septembre sur les hauteurs d'Abraham, la mort de Montcalm, la débandade de l'armée de Beauport et la reddition subséquente de la capitale. La campagne de 1760 s'ouvre sur la victoire du 28 avril sous les murs de Québec. Un succès inachevé cependant et effacé dès la mi-mai par l'arrivée de navires britanniques qui forcent les Français à lever le siège et à détruire leur propre flotte pourchassée par l'ennemi<sup>114</sup>. À la fin d'août, les deux forts



récemment construits pour garder les frontières à l'ouest et au sud cèdent presque en même temps après des bombardements continus d'une semaine et plus. Le fort Lévis à la tête des rapides du Saint-Laurent capitule tandis que l'armée de Bougainville réussit à quitter subrepticement l'Île-aux-Noix durant la nuit<sup>115</sup>. Les autres troupes, celle de Dumas au nord du fleuve, celle de Bourlamaque, au sud, et celle de La Corne au pied des rapides se désagrègent sans avoir pu retarder tant soit peu la marche des envahisseurs.

Nous pouvons supposer que les combattants ont de la situation militaire une image assez confuse mais enrichie de détails, de sensations et d'événements curieux où se mêlent l'expérience vécue et l'écho de ce qui se passe ailleurs, porté par la rumeur et les harangues des officiers<sup>116</sup>. L'éloignement et les lenteurs de la poste favorisent la propagation des rumeurs sensationnelles telle l'assassinat de Louis XV et la captivité de la reine de Hongrie qu'un Iroquois annonçait à la garnison de Niagara en mai 1757<sup>117</sup>. Les nouvelles arrivent d'abord « à la pièce », écrit un officier, le vrai généralement précédé du faux<sup>118</sup>. Il revient au commandant de la place de filtrer les renseignements et de présenter les événements militaires, tant européens que coloniaux, sous un jour favorable afin de soutenir le moral de ses hommes. Comme l'explique Montcalm à propos d'un mandement de l'évêque jugé trop explicite : « Il est inutile d'apprendre aux simples habitants que les Anglois ont au moins six fois plus de troupes que nous, et qu'ils peuvent envahir le Canada par quatre côtés<sup>119</sup>. » C'est le principe observé jusque-là mais pendant les dernières campagnes, les officiers ne peuvent plus endiguer le flot d'informations négatives sur les opérations en cours et les nouvelles alarmantes en provenance des paroisses. En vain ceux de Carillon cachent-ils pendant plusieurs jours la nouvelle de la capitulation de Québec, dans l'attente sans doute d'un miraculeux démenti<sup>120</sup>. Vaudreuil peut bien rêver de punir les messagers à la langue trop bien pendue, les troupes finissent par tout savoir, le vrai comme le faux, les raisons de tenir ou d'abandonner<sup>121</sup>. La rumeur prend parfois la forme d'une folle espérance,

comme à Jacques-Cartier en mars 1760. L'annonce que l'armée de Murray a été complètement anéantie par la maladie est accueillie avec joie par la troupe et avec scepticisme par Dumas, son commandant : « Je crois qu'il est de la politique d'accréditer cette nouvelle, écrit-il à Vaudreuil, aussi le fais-je de mon mieux, mais en postant à vous, Monsieur, je dois dire qu'il faut être en garde contre les rapports exagérés d'un peuple aveugle dans ses malheurs et dans ses désirs<sup>122</sup>. » Plus souvent désespérante, la rumeur enterre la voix des officiers, qui, contre vents et marées, essaient de calmer les esprits et de retenir leurs hommes.

Les miliciens commencent à désertir en août 1759 des camps de Beauport et de l'Île-aux-Noix. Le phénomène prend tout de suite de l'ampleur et, en 1760, il ne connaît plus de limite. Ils quittent l'armée par bandes, par compagnies entières et parfois même les officiers de milice sont du nombre. Jusque-là, la désertion était individuelle ou par petits groupes et réservée aux troupes réglées. Elle sévissait de façon endémique sur les frontières où les soldats avaient peu de chemin à faire pour échapper aux poursuites en gagnant le camp ennemi. Les miliciens, même les plus révoltés, n'étaient pas tentés de les suivre. Ils auraient bien voulu rentrer chez eux mais la distance entre les places éloignées et la colonie, les dangers et les difficultés de transport les retenaient. Les rares qui s'y risquaient étaient vite repérés et aussitôt renvoyés dans un fort des pays d'en haut pour un séjour prolongé en guise de sanction. La vague de désertion signalée à la fin de l'été 1759 est donc un phénomène nouveau dû à plusieurs facteurs. D'une part, les motifs pour quitter l'armée — fatigues, peur, découragement, désir de protéger sa récolte, sa famille — se multiplient; d'autre part, la fuite est désormais facilitée par la proximité des camps militaires. Ainsi, les milices du gouvernement de Québec affectées à la défense du lac Champlain, qui ont appris que les Britanniques ravageaient leurs habitations, commencent à désertir après la retraite de Carillon, une fois rendues sur l'Île-aux-Noix<sup>123</sup>.

L'état-major ne sait pas comment venir à bout de cette désertion

bien particulière. Selon les ordonnances, les soldats qui abandonnent leur corps sans autorisation encourent la peine de mort, mais comme ils sont rarement rattrapés, du moins dans cette colonie, les exécutions sont relativement espacées et valent surtout pour l'exemple<sup>124</sup>. Le même châtiment appliqué aux miliciens déserteurs provoquerait une véritable boucherie, selon le mot d'un officier, puisqu'ils sont à la fois nombreux et faciles à retrouver dans leurs paroisses respectives<sup>125</sup>. Aussi « la peine de vie » qui leur est imposée en 1760 va-t-elle demeurer lettre morte. Le gouverneur a dû céder aux pressions de Lévis, mais dans son esprit et dans les faits, puisqu'il reste le juge de dernière instance, elle n'est qu'un simple moyen d'intimidation<sup>126</sup>. Pour que la menace soit efficace, il faudrait des exemples plaide le commandant Bourlamaque à plusieurs reprises et encore à la fin d'août lorsqu'il tente vainement d'enrayer la désertion massive des miliciens et des soldats mariés dans la colonie. Faute d'avoir fait exécuter au moins un fuyard, écrit-il, « ce ban que j'ai fait battre a maintenant l'aire d'une plaisanterie<sup>127</sup> ». De fait, ce n'est pas sans une certaine ironie que les habitants accueillent les menaces que brandissent les officiers en désespoir de cause. « Les gens de Ste Croix refusent de faire la garde, écrit le commandant Dumas le 27 juin 1760. Je les ai menacés de les faire bruler. Ils ont répondu qu'il valoit autant être brulé par nous que par les ennemis, qu'ils ne manqueroient pas de tout bruler si on se replioit. Tout cela est fort embarrassant<sup>128</sup>. » Et comment punir les officiers de milice qui, au lieu d'arrêter le désordre, quittent l'armée sans congé avec leurs hommes, au grand scandale de Lévis, de Dumas et des autres militaires? Séparé des soldats par la naissance ou les prétentions sociales et par les usages, l'officier des troupes réglées se situe du côté du commandement, contre les mutins. Mais Villeneuve, le capitaine de Batiscau, qui refuse de livrer sept miliciens de la paroisse recherchés pour désertion, se conduit ni comme un officier militaire, ni comme un représentant du gouvernement mais comme le chef de la paysannerie locale<sup>129</sup>.

Le nombre de miliciens qui acceptent de combattre sur les fron-

tières avec les troupes, sans y être forcés, diminue brutalement après la chute de Québec. Ce que nous écrivions plus haut à propos des réquisitions de blé et de bœuf vaut aussi pour le service militaire<sup>130</sup>. Les habitants n'ont pas l'habitude de résister aux ordres, ouvertement et collectivement. Aussi les voit-on plutôt partir au front en se traînant les pieds sous l'étroite surveillance des bataillons et désert-ter à la première occasion. Les miliciens dits « de bonne volonté », qui choisissent de leur plein gré de poursuivre la guerre à côté des troupes réglées sont minoritaires. Au printemps 1760 ils représenteraient environ le tiers des conscrits mais au mois d'août, au moment où les trois armées britanniques convergent sur Montréal, les indéfectibles ne sont plus qu'une poignée<sup>131</sup>. Le nommé Bray, un habitant des Cèdres, est de ceux-là. Le 15 août, son fils étant revenu à la maison après avoir déserté du fort Lévis situé juste au-dessus de la paroisse, Bray ramène le jeune homme à son poste, « à son devoir », comme l'écrit le commandant Pouchot, ému par cette histoire, d'autant plus que le fils est tué quelques jours plus tard pendant le siège<sup>132</sup>.

## CHAPITRE 12

### Les enjeux matériels et immatériels<sup>1</sup>

Jusqu'ici nous nous sommes appliquée à décrire les conditions qui entourent le recrutement et le service des miliciens ainsi que les attitudes de ceux-ci, dans la mesure où la documentation permet de les saisir. C'est à dessein que nous avons repoussé jusqu'à la fin la question qui surgit tout au long de cette étude : pourquoi les habitants acceptent-ils ce rôle militaire ? Pourquoi se battent-ils ? Car, au-delà des ruses individuelles pour échapper à la conscription ou pour éviter les emplois dangereux, au-delà des cas d'insubordination, des murmures et des mauvais propos, la milice, celle des campagnes en particulier, fait preuve dans l'ensemble d'une grande docilité.

Bien sûr, le choix ne s'offre guère et nous ne sous-estimons pas le caractère contraignant de la mobilisation, la présence des troupes qui renforce l'autorité des officiers, la crainte justifiée des châtiments. Mais il faut reconnaître néanmoins que les habitants marchent pendant seize ans, sans qu'il soit généralement nécessaire de pointer un fusil dans leur dos, que plusieurs se portent volontaires et qu'en certaines occasions il montrent beaucoup de bonne volonté.

La question n'est pas de celles qui préoccupent les historiens canadiens de la période, ceux-ci acceptant la présence de la milice à la guerre comme un fait qui se passe d'explication<sup>2</sup>. Il s'agirait d'une sorte d'instinct, instinct patriotique pour les uns, instinct purement belliqueux pour les autres ou l'un et l'autre à la fois, selon les circonstances.

Il faut évidemment sortir de l'ornière de la psychologie des peuples et replacer le problème dans son contexte, c'est-à-dire celui des rapports sociaux, même si nous ne l'aurons pas pour autant résolu.

La résistance est un terrain privilégié pour ceux qui interrogent l'histoire. Tout mouvement de protestation, en faisant éclater les tensions latentes, fait apparaître la texture d'une société, la logique qui commande ces manifestations. L'obéissance a moins attiré l'attention et elle est très difficile à décoder. Nous ne croyons pas qu'elle soit l'image inversée de la résistance : volonté et conscience dans celle-ci, passivité et inconscience dans celle-là.

L'acquiescement de la milice n'est pas un réflexe qui s'inscrit dans une tradition de soumission heureuse à des autorités tutélaires. La paysannerie sait opposer aux exigences de ceux qui la dominent diverses formes de résistance passive et les affrontements juridiques ne la font pas reculer, qu'il s'agisse, entre autres, de dîmes, de droits seigneuriaux ou de corvées<sup>3</sup>. Or le prélèvement humain à des fins militaires, tellement plus lourd, ne semble pas susciter autant d'opposition, ou du moins celle-ci trouve mal les moyens de s'exprimer.

Les habitants ont marché à la guerre parce qu'ils y étaient contraints et en même temps ils ont trouvé suffisamment d'éléments justificatifs pour que ce devoir leur paraisse acceptable. Ces justifications n'ont pas toutes la même importance et elles s'ordonnent différemment selon les individus et selon les années. Nous avons rassemblé plusieurs éléments qui, à des degrés divers, auraient pu influencer le comportement des habitants, ainsi que d'autres qui ne semblent pas pertinents. Il s'agit en somme d'un inventaire des motivations probables et improbables. Parmi ces dernières, il y aurait la perspective de gains matériels que les miliciens pourraient associer au pillage des villages et des forts ennemis. Mais ce motif n'apparaît pas déterminant, pas plus que l'information, ou plutôt la désinformation, que font circuler les autorités. S'agirait-il alors d'une adhésion fondée sur la loyauté envers le roi ou alimentée par un sentiment précoce d'identité canadienne? Sans rejeter totalement le patriotisme, dont la fidé-

lité au roi est d'ailleurs une forme, il convient de le nuancer. Reste alors la peur : la peur de représailles de la part des Britanniques, que les colonies françaises attaquent périodiquement depuis trois quarts de siècle, a sans doute contribué à faire marcher les milices. Par contre, la peur du Dieu vengeur, présent dans le discours religieux à partir de février 1759, a sans doute eu l'effet de les décourager. Mais, auparavant, le clergé a joué son rôle de soutien à l'autorité royale.

## **1. Les incitations matérielles : profits et pillage**

Ce sont surtout les avantages pécuniaires qui attirent les hommes dans l'armée : une prime à l'engagement, une solde à l'année longue avec la possibilité d'une augmentation pour ceux qui atteignent les grades de sous-officiers. Des considérations semblables poussent les jeunes gens du Massachusetts à s'engager dans la milice pour une ou plusieurs campagnes. Elle leur offre des gages équivalents à ceux d'un journalier, mais garantis pour six mois et plus, ainsi qu'une prime et des perspectives de promotion. Dans ces conditions, le service militaire est une façon comme une autre d'accumuler un petit pécule durant les années précédant le mariage<sup>4</sup>. Pour préparer leur établissement, les fils des habitants canadiens cherchent aussi des emplois temporaires en dehors de la terre familiale, soit comme journaliers agricoles, soit comme canoteurs pour les commerçants de fourrures, ou encore comme matelots et pêcheurs dans les entreprises des marchands de Québec. La guerre vient bouleverser les mécanismes ordinaires par lesquels les jeunes gens accèdent à l'indépendance et préparent leur avenir, sans leur substituer une autre forme de revenu. Nous avons déjà fait état, dans un chapitre précédent<sup>5</sup>, des rémunérations accordées à certaines catégories de recrues, notamment dans les pays d'en haut. Elles sont faibles et toujours aléatoires. La masse des miliciens, à la suite de l'armée, ne reçoit rien du tout hormis les rations et un équipement médiocre. Les promotions dans

les rangs de la milice, qui d'ailleurs ne sont pas nécessairement liées au service actif, n'ont pas de valeur pécuniaire.

Mais il reste le pillage qui, dans les guerres nord-américaines, n'est pas seulement toléré mais encouragé<sup>6</sup>. Ces compensations sont-elles assez importantes pour que l'on puisse considérer l'appât du butin comme une incitation majeure à marcher au combat? Il fut un temps où les guerres coloniales prenaient la forme d'affaires semi-privées qui offraient aux corps expéditionnaires de jolis profits. Les hommes qui accompagnèrent Iberville à Terre-Neuve et à la baie d'Hudson, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ne revinrent pas les mains vides, pour citer le plus bel exemple. Ce sont probablement des motivations semblables qui animent les 100 « volontaires » qui, en 1745, partent avec Marin à la conquête de l'Acadie. Le détachement, renforcé par 500 ou 600 Amérindiens prend à l'abordage deux bâtiments ennemis dans le havre de Port-Royal et un prisonnier a décrit la suite. La troupe fait cercle autour du butin entassé sur la berge et les lots sont tirés au sort. Plus tard, les Amérindiens rendront ces effets aux Acadiens. Il y a aussi une longue discussion entre le commandant et les Amérindiens à propos de la répartition des prisonniers<sup>7</sup>. Les deux bâtiments, qui représentent l'essentiel de cette prise, sont ramenés à Québec et vendus au profit du roi, ce qui contribue à amortir un peu les frais de la campagne<sup>8</sup>. Le récit de ces événements montre que les choses ont changé depuis l'époque des grands aventuriers. Dorénavant, l'administration assume entièrement le coût des opérations et les officiers doivent lui tenir compte des effets tant soit peu considérables enlevés à l'ennemi<sup>9</sup>. En plus de ceux qu'ils ramènent de leurs propres expéditions, les Amérindiens réclament et obtiennent des prisonniers à la suite des sièges et autres combats. Ils reçoivent du trésorier environ 123 livres par tête lorsqu'ils décident de remettre ces captifs au roi et sans doute davantage quand il les vendent comme domestiques aux officiers et bourgeois de Québec et de Montréal<sup>10</sup>. Les autres prisonniers, les soldats des troupes réglées en particulier, sont acheminés directement dans les prisons. Le cas des Amérindiens mis à part, les com-



battants n'ont pas l'occasion de garder leurs prisonniers pour spéculer sur les rançons.

Les chevelures rapportées par les indigènes sont payées 31 livres pièce, et parfois un peu plus dans les pays d'en haut. Comme dans le cas des prisonniers, ces primes ne sont pas offertes aux combattants d'origine européenne. Pour cette période du moins, les comptes des magasins et les bordereaux de dépense de la colonie ne permettent pas d'en douter<sup>11</sup>. Si, comme l'affirme un ouvrage récent, les miliciens pratiquent le scalp, le geste serait parfaitement gratuit, mais en fait il n'y a aucun témoignage sérieux dans ce sens<sup>12</sup>.

Reste donc le pillage pur et simple et la milice, comme les soldats d'ailleurs, ne s'en prive pas quand les occasions se présentent. Il y a cependant peu à prendre dans les villages et les fortins frontaliers et les Amérindiens, généralement plus nombreux dans ces expéditions, se servent les premiers. La nécessité de retraiter rapidement sans donner le temps à l'ennemi d'envoyer des renforts à la poursuite des attaquants, interdit à ceux-ci de se surcharger de butin. Il y a plus de destruction et de gaspillage que de profits dans les entreprises de Chaussegros de Léry sur le Fort Bull et de Picoté de Bellestre sur le village des Palatins qui figurent parmi les quatre ou cinq curées importantes de la dernière guerre<sup>13</sup>. Quand l'armée est assez forte pour assurer ses arrières, elle peut piller à loisir comme elle le fait après la prise des forts Ontario, George et Oswego (Chouaguen) en août 1756, ou celle du fort William Henry l'été suivant<sup>14</sup>. Les officiers n'organisent pas la distribution équitable du butin comme cela se pratique dans l'armée anglaise, mais laisse la troupe se ruer<sup>15</sup>. Il est impossible de savoir ce que chacun des 1 500 miliciens présents à Chouaguen et des 3 000 présents à William Henry ont pu retirer de ces pillages. Un bon fusil, des chaussures ou un manteau pour les plus lestes, des vivres, du rhum surtout pour arroser la victoire. Personne n'hésite à dévêtir un cadavre, à la condition de ne pas s'exposer.

Tout compte fait, l'attrait du butin a aidé les officiers à recruter de petits groupes de volontaires pour quelques entreprises audacieuses,

mais il n'est pas certain que les retours aient comblé leurs espoirs. Pour la masse des miliciens, ces aubaines sont trop rares et pas assez profitables pour compenser le temps perdu, le manque à gagner.

Les profits de la guerre sont pour ceux qui n'y vont pas. Cela va de soi pour les munitionnaires, les gros entrepreneurs et leurs sous-traitants. Mais les bénéfices s'étalent aussi dans la population, celle des villes surtout. Dans les débuts, les ruraux ont eu leur part. Les préparatifs qui entourent les campagnes de l'Acadie entre 1744 et 1746 représentent une petite manne pour les paroisses de la côte du Sud, en aval de Québec, traversées par les convois<sup>16</sup>. Ces retombées ont probablement atténué le mauvais effet de la mobilisation. L'habitant qui loue au roi ses chevaux et sa charrette, qui vend son blé plus cher, est peut-être plus facilement résigné à voir partir son fils. Pourvu que celui-ci revienne, pourvu que les services soient payés en bonne monnaie, pourvu que la récolte soit bonne, pourvu, en somme, que tout se passe bien. Les choses se gâtent très vite, les services se transforment en corvées, les ventes en réquisitions, les billets ne valent plus rien. Dans ces circonstances, on ne peut pas parler de retombées compensatoires pour les familles rurales qui font les frais de cette énorme mobilisation. Bref, quel que soit l'angle sous lequel nous examinons la question, les motivations d'ordre matériel sont étrangères à la bonne volonté de la milice<sup>17</sup>.

Les raisons qui lui font accepter le service militaire sont d'un autre ordre. Commençons par voir celles qui lui sont proposées par le pouvoir militaire.

## 2. L'information

La manipulation des nouvelles constitue l'un des principaux moyens utilisés par le gouvernement pour entretenir le moral de la population et stimuler la bonne volonté des miliciens. Ceux-ci sont toujours les premiers informés, en même temps que les troupes, à la faveur des

revues et des rassemblements dans les camps. Il faut surtout leur donner l'impression que l'administration leur fait part des nouvelles au fur et à mesure, qu'elle ne peut rien cacher aux fidèles défenseurs de cette colonie et que tout message du roi ou de ses ministres leur est d'abord adressé et doit les concerner au plus haut point. Des courriers sont dépêchés à la rencontre des détachements annonçant l'arrivée d'un navire et ses révélations. La fièvre apparente avec laquelle ces nouvelles sont communiquées compte tout autant que leur contenu pour cimenter l'union entre gouvernants et gouvernés et leur attachement commun à la personne royale. Ces harangues n'ont pas laissé de traces. En l'absence d'imprimerie, donc de gazettes et de placards officiels, la nature des renseignements fournis au public nous échapperait tout à fait, sans cette série à haute teneur politique que forment les mandements épiscopaux<sup>18</sup>. Entre ce qui est lu aux fidèles du haut de la chaire et le discours des officiers à l'armée, il y a évidemment des écarts, dans le ton notamment car rares sont les membres de l'état-major qui puissent rivaliser avec l'évêque en matière de rhétorique. Mais dans un cas comme dans l'autre, on vise le même but et on s'entend sur ce qui mérite d'être publié.

La guerre de 1744-1749 est présentée aux colons essentiellement sous son aspect européen. Une guerre juste entreprise pour soutenir « un Empereur dont on ravage cruellement les États » et « le rétablissement d'un prince dépouillé de ses États ». Les cinq *Te Deum* qui ponctuent la période soulignent les victoires européennes : la prise de Nice, de Montalban, de Villefranche et de Messin [Metz], Fontenoy surtout et ses suites, de Tournay, Bruges et Audenarde à Ostende et Nieuport, sans oublier d'autres conquêtes mémorables en Flandre et en Italie, dont la liste s'accompagne de détails très précis : longueur des sièges, effectifs ennemis<sup>19</sup>, etc. La lettre du roi décrivant la prise de Tournay, lue avec le mandement du 17 juillet 1746, complète ces leçons politiques. À part une brève allusion à la venue de l'escadre « qui doit nous mettre à l'abri des entreprises ambitieuses de nos voisins » et une autre à la menace qui pèse « sur une place considérable

de ce diocèse », que l'évêque préfère ne pas nommer, le peuple n'apprendra rien, par les voies officielles, de ce qui se passe à sa porte, ni la chute de Louisbourg, ni la révolte qui gronde chez les nations des pays d'en haut, ni la faillite de l'entreprise du duc d'Anville.

De 1755 à la fin de 1758, les mandements continuent d'observer la même discrétion et de témoigner le même enthousiasme pour les hauts faits militaires, mais l'optique se déplace de l'Europe à l'Amérique. L'évêque passe rapidement sur les victoires françaises en Méditerranée, les succès contre la Prusse et le Hanovre, et c'est par une lettre du roi que les fidèles apprennent les détails de la prise de Minorque. Par contre, les victoires remportées dans la colonie sont amplement commentées, chiffres à l'appui, afin que personne n'ignore les qualités extraordinaires du général qui sait concevoir des actions aussi audacieuses, et des officiers qui les exécutent, ni, bien sûr, la bravoure du soldat et du milicien. Il ne faut pas voir dans ces descriptions parfois étonnantes de précision (allant jusqu'au diamètre des mortiers) un simple produit de l'art oratoire. C'est bel et bien une version officielle, définitive que le mandement surimpose à d'autres versions d'origine populaire, peut-être moins exaltantes. Il importe par exemple de toujours souligner la faiblesse des pertes françaises par rapport à celles de l'ennemi ou encore de faire valoir les conséquences heureuses à long terme d'une expédition que de mauvaises langues ont présentée sous un jour ridicule<sup>20</sup>. Sept *Te Deum* sont chantés dans les églises de la colonie durant cette période, dont six pour célébrer des succès locaux et un pour répondre au vœu du roi, à la suite de la victoire de Minorque, et rendre grâce en même temps pour l'échec de l'attentat contre sa personne<sup>21</sup>. Si les revers militaires, ceux de l'Acadie en 1755, ceux de Louisbourg, Gaspé, des forts Frontenac et Duquesne en 1758, sont escamotés, par contre les autorités ont vite perçu tout le profit qu'elles pouvaient tirer de la déportation des Acadiens.

À partir de 1759, le discours épiscopal cesse de refléter celui du gouvernement. Les derniers mandements tournent résolument le dos à la politique. L'heure de l'expiation et de la vérité est venue. L'évêque

« aurait dû entrer dans moins de détails sur le danger où est la colonie », écrit Montcalm. « Il est inutile d'apprendre aux simples habitants que les Anglais ont au moins six fois plus de troupes que nous et peuvent envahir le Canada par quatre côtés<sup>22</sup>. » Contre vents et marées, le commandement continue de cacher ses défaites et de fournir au peuple, aux troupes surtout, des raisons de tenir. Au camp de Carillon, en septembre 1759, la nouvelle de la capitulation de Québec « fut tenue secrète pendant plusieurs jours<sup>23</sup> » et au début de juin 1760 Vaudreuil n'hésite pas à signaler aux miliciens que l'avantage de la France sur la Prusse et l'Angleterre est désormais chose acquise, que l'adversaire enfermé dans Québec n'a plus aucun secours à attendre et que la colonie a d'amples provisions de vivres, de munitions et d'artillerie pour le repousser s'il osait en sortir. « Vous voyez, monsieur, que la colonie touche à la fin de ses peines<sup>24</sup>. » Et pour que ces propos encourageants aient l'effet escompté, il faut, comme il l'écrit à un officier, punir les courriers et autres personnes qui parleront indiscretement car il importe que toutes les nouvelles « soient un secret impénétrable<sup>25</sup> ».

Mais, en réalité, toutes ces précautions sont un piètre barrage contre le flot d'informations qui circulent dans le pays. Les nouvelles de l'étranger pénètrent par tous les côtés à la fois, apportés par les équipages et les pêcheurs, les recrues et les engagés, par les Amérindiens qui passent et repassent les frontières, par les réfugiés de l'Acadie, par les déserteurs et les prisonniers britanniques qui se promènent en liberté dans la colonie, par les soldats et les miliciens qui reviennent des postes éloignés ou des prisons de New York ou de Boston. Nouvelles confuses et déformées : le prétendant au trône d'Écosse qui hante l'Angleterre, les aventures de la reine de Hongrie, l'assassinat du roi de France, rapporté par un Iroquois, les naufrages, les corsaires, les révolutions sur le point d'éclater en Pennsylvanie, en Nouvelle-Angleterre, etc.<sup>26</sup>. Les rassemblements de troupes et de miliciens favorisent la diffusion de ces informations disparates et bizarres dont l'opinion populaire s'empare pour créer sa propre représentation de l'actualité politique. Rien de ce

qui se passe dans la colonie n'échappe à la curiosité publique et le gouvernement a beau tempêter contre « la multitude de lettres qui viennent des postes remplies de fausses nouvelles<sup>27</sup> », il n'empêchera pas le peuple de discourir sur les complots des Amérindiens, les trahisons ou les brutalités des officiers. « La rumeur, comme l'écrit Delumeau, naît sur un fond d'inquiétude accumulée et résulte d'une préparation mentale créée par la convergence de plusieurs menaces ou de divers malheurs additionnant leurs effets. » Elle prend parfois la forme d'une folle espérance, le plus souvent elle est attente de malheur<sup>28</sup>. En mars 1760, le commandant du poste de Jacques-Cartier, à quelques kilomètres de Québec, accueille avec scepticisme les nouvelles selon lesquelles la garnison britannique serait pratiquement décimée par la maladie. « Je crois qu'il est de la politique d'accréditer cette nouvelle, aussi le fais-je de mon mieux, mais en postant à vous, Monsieur, je dois dire qu'il faut être en garde contre les rapports exagérés d'un peuple aveugle dans ses malheurs et dans ses désirs<sup>29</sup>. » Les mauvaises nouvelles, les vraies, se répandent comme la poudre et frappent plus fort. Des « fermentations extraordinaires » agitent les divers contingents de miliciens en 1759 et 1760. Avant d'accepter le malheur, on commence par l'expliquer et point n'est besoin d'une grande imagination, dans les circonstances, pour croire à une conjuration<sup>30</sup>.

Les cachotteries et les mensonges de l'état-major ne font pas taire les mauvais propos et on peut penser que, bien au contraire, ils avivent la méfiance et la rancœur du peuple qui a toutes les raisons de croire qu'on tente de le duper, qu'on le fait marcher — au sens propre comme au sens figuré.

### 3. Fidélité et identité<sup>31</sup>

Nous ne croyons pas pour autant que les colons sont insensibles aux incitations patriotiques et que l'évocation des victoires françaises et des liens sacrés qui les lient au roi les laissent indifférents. Mais nous

ne croyons pas davantage à l'existence d'un sentiment d'identité collective qui transcenderait les clivages sociaux pour opposer les Canadiens aux Français. La question de la fidélité canadienne n'est pas facile à aborder. Souvent ignorée par les historiens du régime français, elle fait tout à coup irruption dans le récit des événements qui précèdent immédiatement la Conquête. La démission de la milice, sous le coup de la défaite et de la terreur, revêt une signification politique et apparaît comme l'aboutissement logique d'une rupture déjà ancienne entre colonie et métropole. À force d'insister sur la spécificité de la société coloniale, on en arrive à croire que celle-ci avait une conscience claire de cette spécificité. Le saut est de taille mais le problème n'étant jamais posé explicitement, l'interprétation semble aller de soi. Le flou qui entoure la question tient à deux facteurs. D'une part, les contemporains ne l'ont jamais soulevée et, comme ce sont ceux-ci qui fournissent la trame de l'histoire politique, celle-ci est condamnée à ne rien voir de ce qu'ils ignorent ou choisissent de passer sous silence, tant qu'elle ne sera pas affranchie de ses sources. D'autre part, l'idée d'une coupure culturelle et affective avec la France et celle d'un « embryon » de nation au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle sont les fondements de l'histoire nationale. À l'instar des historiens américains de naguère qui, en projetant l'ombre de la révolution sur la période antérieure, lisaient partout des signes avant-coureurs de l'esprit d'indépendance, l'historiographie canadienne-française a voulu ancrer dans le régime français les particularismes qu'elle valorisait, issus de circonstances ultérieures. Par ailleurs, l'idée d'une désaffection précoce des Canadiens pour la France a aussi l'avantage d'amortir l'impact de la Conquête, ce qui expliquerait en partie la faveur également accordée à cette interprétation par les historiens anglophones.

Ainsi, est-ce bien d'identité canadienne qu'il s'agit dans l'exemple suivant? Au cours du printemps et de l'été 1747, le gouverneur eut recours à la milice des environs de Québec pour monter la garde dans un camp improvisé où étaient détenus plusieurs centaines de prisonniers britanniques. Un de ces derniers rapporte que « plusieurs pay-

sans ne se firent pas scrupule de nous laisser savoir qu'ils se rallieraient aux anglais advenant une offensive contre la colonie, plutôt que de perdre leurs biens, car ils se désintéressent de l'Ancienne France<sup>32</sup>. » Une telle attitude, qui correspond à notre conception du bon sens campagnard, semble plausible. Rapprochée du défaitisme de la bourgeoisie de Québec en septembre 1759 et des désertions massives de septembre 1759 à septembre 1760, elle renvoie l'image d'un peuple attaché uniquement à ses intérêts matériels. Lue à travers la résille nationaliste que l'histoire a tendue autour de ces événements, elle confirme l'idée d'une rupture totale et déjà ancienne, entre Canadiens et Français, colonie et métropole.

Mais cette historiographie fait fausse route. Pour replacer les choses, il faut d'abord abandonner la notion informe et artificielle que sous-entend le mot « Canadien ». La caractéristique ethnique est toujours pernicieuse et elle est particulièrement mal venue dans le cas d'une petite société coloniale aussi peu développée. Il n'y a pas, est-il besoin de le dire, de cause commune qui aurait favorisé des jonctions entre différents groupes d'intérêt, entraînant l'éclosion d'une conscience collective. C'est autour d'un projet économique plus ou moins réaliste et à partir d'un certain degré d'autonomie administrative que d'autres populations coloniales sont parvenues, plus tard dans le siècle, à rallier l'assentiment populaire et à prendre leurs distances avec leur métropole. La société canadienne n'est qu'un assemblage de factions, d'intérêts individuels qui n'existent qu'en fonction de leur insertion dans l'empire français. Le fait d'être né au Canada ou ailleurs compte beaucoup moins que la place occupée dans les réseaux métropolitains commerciaux, gouvernementaux et religieux. Les contrôles locaux, les vexations, le favoritisme divisent au lieu de rassembler et n'ont de contrepoids que dans les protections et les appuis que les colons sollicitent outre-Atlantique. Pour les groupes supérieurs de cette société, la France est proche et, les intérêts et les sentiments étant indissociables, ils ne peuvent pas se percevoir autrement que comme Français et loyaux sujets du roi. Leur attachement



pour le pays où se déroule leur carrière, où leurs familles se sont enracinées, n'entame pas cette allégeance, mais la renforce.

À première vue, le peuple a de moins bonnes raisons d'être fidèle à la France et au roi. Comme partout ailleurs, l'univers paysan est confiné : la famille, la propriété, la paroisse délimitent l'essentiel et la sécurité matérielle est affaire de travail, de planification patiente. Rien ne vient autrement. Si la société rurale tend ainsi à se replier sur elle-même, elle est en même temps sollicitée et investie par des expériences et des institutions d'origines extérieures qui sont intégrées à sa vision du monde. Pourquoi faudrait-il que cette vision s'arrête à Québec ? Comment les habitants pourraient-ils reconnaître les officiers qui parlent et agissent au nom du gouvernement monarchique tout en considérant ce dernier comme étranger ? Parce qu'il s'agit précisément d'un rapport symbolique, la distance ici compte pour peu et nous ne voyons pas pourquoi le paysan canadien ne partagerait pas avec le paysan auvergnat cette foi politique en la bonté royale. Après avoir épuisé tous les recours judiciaires de la colonie pour faire valoir leurs droits contre leur seigneur, les habitants de Pointe-à-la-Caille s'adressent tout naturellement à Versailles par-delà leurs juges et gouvernants<sup>33</sup>. Cette confiance spontanée est entretenue par les discours des prêtres et des administrateurs et par ces réjouissances qui marquent dans les villes chaque événement heureux dans la famille royale et dont les échos atteignent les campagnes. Même au fond des bois, la Saint-Louis est célébrée fastueusement et bruyamment<sup>34</sup>. Pourvoyeur en temps de disette, défenseur en temps de guerre, l'image du roi offerte à la sensibilité populaire est la même que dans le royaume et entretient les mêmes sentiments. La France est aussi lieu d'origine dont le souvenir est transmis de génération en génération par les récits et des chansons tissés autour de son histoire et de sa géographie. Tel que saisi au Québec, au <sup>xx</sup>e siècle, ce corpus folklorique reste étonnant par son ampleur et sa richesse<sup>35</sup>. À lui seul, il suffirait pour réfuter la thèse de la rupture précoce et de la déculturation. Même si, dès le début du <sup>xviii</sup>e siècle, la population rurale se reproduit largement

par elle-même, l'intégration continue d'un petit nombre d'immigrants dans les côtes retarde de cloisonnement. Presque toutes situées sur le même axe de communication, les paroisses sont aussi des lieux de passage où l'étranger, porteur de nouvelles, nourrit les curiosités pour les affaires de l'Ancienne France. Les mutations culturelles sont toujours lentes et le genre de vie de la majorité des habitants ne favorise pas leur accélération.

Les campagnes canadiennes forment sans contredit un milieu spécifique par rapport à tous les milieux spécifiques qui composent la France rurale de l'ancien régime. Dans notre historiographie, cependant, toutes les disparités sont ramenées à un modèle dichotomique simple : liberté d'action, aisance relative, absence de privilèges et d'impôts, harmonie sociale, du côté canadien ; servitude, pauvreté abjecte, oppression des impôts et des privilèges, du côté français. Dans ces circonstances, nous dit-on, les colons ne peuvent que valoriser leur situation et n'éprouver qu'indifférence voire même hostilité pour tout ce qui est français. Il n'entre pas dans notre propos d'examiner chacune des propositions qui entrent dans le modèle. Disons que dans l'ensemble, elles ne résisteraient pas à l'analyse. Mais seraient-elles fondées que nous ne serions pas davantage en mesure d'affirmer que c'est ainsi que les habitants voyaient les choses. Comment perçoivent-ils leurs différences et leurs ressemblances ? Quel est leur point de référence ? Est-il même certain que ces sortes de comparaisons entrent dans leur façon de voir leur situation ? Autant de questions vouées à demeurer sans réponse. Il faut l'accepter et nous garder surtout de considérer nos propres déductions comme des produits de la conscience populaire.

Dans le cas des miliciens, trois questions précises, liées aux sentiments d'identité et de loyauté, doivent être posées : comment perçoivent-ils leurs relations avec le commandement colonial ? Quelle est leur attitude vis-à-vis des bataillons français ? Comment se représentent-ils l'ennemi ? À la première, nous pouvons répondre avec assez d'assurance à partir de ce que nous connaissons de la structure

sociale et des procédures de gouvernement et d'embrigadement. Nous sommes devant une société hiérarchisée où les officiers militaires occupent la première place et les paysans la dernière. La guerre accentue ces écarts sociaux en transformant des relations jusqu'à distantes, voire inexistantes, en rapports directs contraignants. Contraintes des réquisitions et contraintes de la mobilisation se conjuguent pour créer un sentiment de méfiance vis-à-vis de toutes les formes de commandements. Les abus et les scandales qui entourent l'administration des vivres par l'intendance ne peuvent que rejaillir sur l'ensemble du gouvernement militaire et élargir le fossé. Nous ne savons pas quelle sorte de sentiments les habitants ont éprouvé dans le passé pour leurs gouvernements. Mélange de crainte et de respect peut-être. Mais il est certain que la crainte l'emporte désormais et que le respect a disparu — pour l'intendant et le personnel qui l'entoure. Quelles que soient les collusions qui pénètrent profondément dans la société, les paysans sont de l'autre côté, du côté des réquisitionnés.

Nous croyons donc que les relations entre gouvernants et gouvernés sont au plus bas en 1759-1760. Il est impossible de croire que, tout en récusant l'intendant et les officiers responsables des réquisitions et des distributions, l'habitant voue une admiration sans borne à son général, le marquis de Vaudreuil, premier gouverneur de la colonie né au Canada. Que cette nomination ait mis en joie les officiers qui en attendent plus de faveur et leur laisse espérer pour eux-mêmes des promotions plus rapides, la chose est sûre. Que la population dans son ensemble ait éprouvé une certaine fierté devant le fait qu'un homme du pays a été ainsi honoré par le roi, peut-être. Mais que les habitants aient valorisé le lieu de naissance au point de confondre leurs intérêts avec ceux du gouverneur, cela nous apparaît impossible.

« Je me flatte de posséder les cœurs et la confiance de colons et leur sensibilité », écrit Vaudreuil<sup>36</sup>. Et pourquoi donc ? Et, ailleurs, le même explique que sans sa présence, les miliciens ne marcheraient

pas : « Il n'en faut rien moins que leur aveugle soumission à tout ce que je leur commande pour que dans bien des occasions et principalement à Chouaguen plusieurs d'entre eux n'aient marqué leur sensibilité<sup>37</sup>. » La première qualité qui commande le respect des soldats pour leurs chefs est la présence et la bravoure. Or Vaudreuil est un général qui n'a jamais fait la guerre et à qui le ministre interdit même d'apparaître sur les places de guerre<sup>38</sup>. Si, au lieu d'accepter les yeux fermés les propos de Vaudreuil, nous nous interrogeons sur les raisons pour lesquelles les miliciens voudraient servir sous lui, il n'y en a pas. L'homme n'a pas la confiance de la milice simplement parce qu'il est né au Canada<sup>39</sup>.

C'est une guerre sans héros. Car il n'y a pas un officier de la colonie qui s'impose. Montcalm ? Il a au moins pour lui d'être présent. Les miliciens obéissent à leurs officiers mais rien n'indique que cette obéissance ait été moindre lorsqu'ils sont occasionnellement commandés par un officier des bataillons français.

Nous ignorons si les susceptibilités qui divisent les officiers de l'un et de l'autre corps se traduisent par des gestes et des paroles en présence de leurs hommes et nous ne savons pas comment la lutte exacerbée entre Vaudreuil et Montcalm est perçue à l'échelon subalterne. Ces rivalités personnelles n'échappent sans doute pas à l'opinion publique mais, à côté de tous les problèmes de l'heure, qui affectent directement la population, elles ne sont pas tellement susceptibles de retenir l'attention. Il n'y a aucune raison pour que les habitants épousent ces querelles mais ce qu'ils en savent peut contribuer à saper leur confiance dans le commandement. Cela dit, les miliciens sont sans doute incapables de vraiment critiquer les ordres, car ils n'ont pas une idée claire des opérations. La réflexion viendra plus tard. L'extraordinaire désordre qui entoure le commandement des milices ne peut que provoquer un sentiment d'insécurité. Cet état de confusion fera place au défaitisme lorsque l'ennemi l'emportera<sup>40</sup>.

Aucune indication précise ne permet de cerner l'attitude de la milice envers les bataillons français. Par ailleurs, il est certain que les

miliciens sont directement affectés par la présence des troupes françaises, qui représentent à la fois une force militaire rassurante et une charge onéreuse pour leurs familles. Jusqu'en 1755 seules les villes avaient eu à supporter le logement des gens de guerre. Cet impôt s'abat pour la première fois sur les campagnes au moment où elles sont pressurées par la mobilisation et les réquisitions. Selon quelques brefs et rares témoignages d'officiers, les paysans et leurs hôtes auraient fait bon ménage, version accréditée par les mariages contractés par les soldats avec des filles du pays. Mais ces amours ne germent pas nécessairement sur un fond d'harmonie parfaite. En fait nous ne savons pas du tout comment les choses se passent puisque les griefs des habitants sont acheminés vers les commissaires ou subdélégués et ces bureaux n'ont pas laissé d'archives<sup>41</sup>. À supposer même que les soldats aient été des anges, l'obligation de partager un logement exigu durant six mois et plus et, pendant les deux derniers hivers, celle de nourrir ces hôtes, représentent un poids considérable, que tous n'acceptent pas de gaieté de cœur<sup>42</sup>. Ce poids est particulièrement odieux pour les miliciens qui servent dans les garnisons tout l'hiver pendant que les soldats occupent leurs foyers.

#### **4. La peur des représailles**

Les témoignages sont encore plus rares pour ce qui concerne les sentiments de la population envers l'ennemi. Ce silence est peut-être révélateur d'une attitude générale assez ambiguë, qui exclurait l'anglophobie irraisonnée. Nous laissons de côté ici la position de certains marchands-équipiers de Montréal, qui sont probablement partagés entre leurs bonnes relations d'affaires avec les marchands d'Albany et leur loyalisme envers la cause française, et ce d'autant plus qu'ils ont eu beaucoup à souffrir des vexations du gouvernement militaire durant les dernières années. Mais ceci reste conjectural et il faut éviter de projeter sur les années précédant la Conquête les jugements

très favorables au nouveau régime exprimés après 1760<sup>43</sup>. Ce sont les sentiments populaires que nous voudrions cerner, ceux que partage la majorité des miliciens. Un grand nombre d'anciens sujets britanniques sont établis dans la colonie depuis le début de la guerre. Venus comme déserteurs surtout, ils se retrouvent artisans ou journaliers dans les villes et les villages et, quelquefois, colons dans les côtes. Ils comparaissent dans divers procès criminels, soit comme accusés, soit comme témoins, et l'impression qui se dégage de leurs dépositions et de celles de leurs voisins et connaissances va dans le sens d'une intégration au milieu, où leur présence ne soulève pas d'hostilité particulière liée à leurs origines<sup>44</sup>.

Nous avons aussi examiné les récits publiés par les captifs, que les Amérindiens ont amenés au Canada et qui au cours de leur séjour entrent en contact avec les habitants. L'enquête s'est révélée décevante. Ces ouvrages se conforment aux règles d'un genre littéraire qui privilégie les rapports entre le Blanc et l'Amérindien et cherche à tirer une leçon spirituelle de l'épreuve imposée par la providence. Dans ce contexte, le temps passé à travailler chez les colons, les rencontres occasionnelles que les auteurs ont pu avoir avec ceux-ci n'ont pas assez d'importance pour être commentés<sup>45</sup>. Il y a en outre une grande part de fabulation dans quelques-uns de ces récits. Il arrive toutefois que certains de ces auteurs abordent plus directement les attitudes et les comportements de la population à leur égard. Ainsi, d'après quelques témoignages convergents de prisonniers détenus à Québec entre 1745 et 1747, la population serait dans l'ensemble plutôt indifférente, mais lorsque les Britanniques sont rassemblés sur la place après l'incendie de leur prison, la foule se montre franchement hostile, les rendant à tort responsables du sinistre<sup>46</sup>. Un autre captif décrivant les réjouissances qui se déroulent à Montréal après la prise de Chouaguen parle des moqueries du peuple à l'endroit d'un ennemi si aisément vaincu. En somme, des comportements très ordinaires qui ne nous apprennent pas grand-chose.

Des deux côtés, les autorités coloniales font de leur mieux pour

enflammer l'opinion publique. Celles du Canada insistent sur le joug odieux qui pèse sur les colons britanniques, pressurés d'impôts, enrôlés de force à coups de bâtons<sup>47</sup>. Jusqu'en 1756, on ne dispose guère d'arguments plus précis pour exciter la haine. Du côté britannique, le discours officiel, renforcé par la propagande des journaux, est plus étoffé et il y a de bonnes raisons pour qu'il soit plus efficace. En dehors de toute considération politique, et du climat de guerre sainte contre le papisme, les autorités évoquent les massacres et les déprédations perpétrées sur les habitations des colons depuis 1745, et rappellent ceux du siècle précédent pour ameuter les foules et attiser l'esprit de vengeance. Il faut toutefois se garder, selon Anderson, de croire que ce discours officiel traduit les sentiments des colons américains et que c'est la vengeance qui anime les soldats issus de leurs rangs<sup>48</sup>.

S'il est vrai que les atrocités sont un dénominateur commun dans ce conflit séculaire, elles se répartissent très inégalement entre les deux camps. Dans le passé, le Canada a eu beaucoup moins à souffrir de ce terrorisme et la reprise des hostilités laisse pendant longtemps ses campagnes pratiquement indemnes, alors que les villages frontaliers de l'adversaire sont mis à feu et à sang. Comment cette réalité est-elle perçue par la population ?

Avec le recul et documents en main, il est facile pour l'historien d'affirmer par exemple que de 1744 à 1748, le Canada a mené une guerre offensive et que les quelques incursions des Mohawks et des Flamands sur son territoire n'étaient que des bagatelles. Mais les habitants n'avaient alors aucune raison de se croire à l'abri et les mouvements de guerre de cette période leur apparaissaient sans doute comme autant d'actions défensives dirigées contre un ennemi prêt à les attaquer à tout moment<sup>49</sup>. La notion de représailles n'est certainement pas étrangère à cette peur. Tous les miliciens ont vu défiler les prisonniers traînant les enfants derrière eux, et le déplacement des perches garnies de chevelures est un spectacle coutumier pour les habitants des villes et des paroisses riveraines. La vengeance n'est pas une notion abstraite, mais une forme de conduite parfaitement fami-

lière à la mentalité populaire. Les affaires sérieuses se règlent coup pour coup. À la fois participants et témoins, les habitants se retrouvent mêlés à une affaire très sérieuse qui peut mal tourner pour eux d'un jour à l'autre<sup>50</sup>. Strictement parlant, les placards que l'ennemi fait afficher dans les paroisses de l'île d'Orléans et ailleurs aux environs de Québec en 1759, et qui évoquent les actes de barbarie commis par les Canadiens et leurs alliés, semblent se tromper de cible. Mais même si ces habitants n'ont probablement jamais pris part à ces expéditions, ils n'ont pas pour autant bonne conscience et la menace voilée est très bien comprise<sup>51</sup>. L'idée que c'est maintenant leur tour d'être massacrés, que leurs familles n'échapperont pas au sort ordinaire des vaincus, alimente la panique des habitants de Montréal et des paroisses rurales de ce gouvernement l'été suivant. On répète que les Amérindiens avancent avec l'armée d'Amherst et que même les anciens alliés se sont « réunis de toute part aux Anglais » et on le croit parce que ce revirement est dans la logique des choses<sup>52</sup>.

Si, comme nous le pensons, la population est convaincue qu'advenant la défaite, son existence même est en péril et que l'ennemi n'hésitera pas à tirer vengeance des sévices que le Canada exerce sur lui, n'avons-nous pas là le principal mobile de l'acquiescement au service militaire? La déportation des Acadiens vient confirmer les pires appréhensions. Au fur et à mesure que les récits de la tragédie, propagés par les victimes elles-mêmes, se répandent dans la colonie, ce qui n'était qu'une menace devient une réalité, une certitude. Le malheur redouté a maintenant deux visages : les vaincus seront massacrés ou déportés, les deux à la fois sans doute et personne ainsi n'y échappera. Pareille éventualité peut faire plus pour galvaniser les énergies que tous les discours et les sermons réunis. La première tâche des envahisseurs fut de désamorcer cette peur et bien leur en prit<sup>53</sup>. À partir du moment où les habitants croient pouvoir en réchapper, leur résolution commence à vaciller.



## 5. La dimension religieuse

L'Église canadienne a joué un rôle important au cours de cette guerre, comme auxiliaire du gouvernement militaire et comme interprète de la volonté divine. Les mandements épiscopaux permettent de cerner cette contribution car même si nous ne possédons pas de séries de sermons, on peut supposer que dans l'ensemble les curés suivaient les directives de leur évêque et s'inspiraient de sa pastorale.

L'Église intervient d'abord pour aider le recrutement de la milice. Le mandement du 20 juin 1745 est essentiellement un appel à la mobilisation et à la soumission au commandement militaire. L'ennemi représente l'hérésie, les églises profanées, les prêtres proscrits, le peuple privé de sacrement. « Mourir pour la défense de sa religion, c'est l'effet de la grâce; c'est mourir en quelque façon martyr, et quand on est animé de ce saint motif, c'est trouver dans la mort le principe d'une vie éternelle<sup>54</sup>. » Il n'y a rien d'impossible pour le peuple que protège le Dieu des armées. La seconde intervention de ce type se situe en juillet 1753 et vise à calmer les esprits ameutés par la levée massive de miliciens-travailleurs pour l'Ohio. « Vous devriez au contraire vous réjouir de voir vos parents occupés à procurer l'augmentation et la sûreté du pays. Nous demandons avec vous leur prompt retour, mais demandez-le sans murmurer; demandez-le avec soumission; c'est le moyen de l'obtenir heureux pour eux et glorieux à la nation. » Le mandement du 15 février 1756 se présente comme une véritable ordonnance de police. Il utilise la description des malheurs des Acadiens pour stimuler le zèle des recrues et fustiger « les murmures contre les commandements, les mensonges étudiés, [...] les voies injustes employées pour s'en exempter [...] » L'ennemi vient de dévoiler toute la fourberie dont il est capable et s'apprête de tous côtés. Malgré son désir ardent de vous laisser en paix jouir dans vos campagnes du fruit de vos travaux, l'illustre général qui vous gouverne peut-il le laisser pénétrer? « Voudriez-vous refuser un dernier et généreux effort? » L'évêque aborde aussi la question des vivres et

celle des travaux champêtres que ceux qui ne sont pas commandés doivent aux absents. Tous les ordres sont sacrés et Dieu bénira et dédommagera ceux qui obéissent<sup>55</sup>.

Depuis 1755, les prêtres sont priés de ne pas s'absenter de leurs paroisses, les retraites ecclésiastiques biennales sont annulées, car « quoique les peuples doivent s'apercevoir que la levée des miliciens a été essentielle dans la position présente [...] je pense qu'il pourroit s'exciter quelques murmurs que la présence d'un curé peut arrêter<sup>56</sup> ». Le gouvernement fait de plus en plus appel aux curés pour appuyer l'autorité des capitaines de côte en matière de recrutement, comme il l'a toujours fait en d'autres domaines. Cette collaboration très étroite va durer jusqu'à l'invasion du pays. À ce moment, d'après Marcel Trudel, les curés des paroisses occupées suivraient dans l'ensemble les directives de l'évêque qui leur recommandent la soumission et la neutralité<sup>57</sup>, et ce malgré les ordres impérieux du gouverneur<sup>58</sup>. Quelques-uns seulement prendraient les armes ou encourageraient leurs paroissiens à résister. Mais jusque-là le clergé ne ménage pas son concours aux entreprises militaires. L'encadrement religieux des soldats et des miliciens est assumé par les récollets qui servent traditionnellement d'aumôniers dans les postes. Il n'est pas de détachement tant soit peu considérable qui n'ait un moine à sa suite pour donner l'absolution juste avant le combat et dispenser les sacrements aux malades et aux blessés<sup>59</sup>.

Des prières publiques sont ajoutées aux exercices ordinaires sous forme d'oraisons spéciales, d'antiennes, de litanies, de neuvaines, de bénédictions du Saint-Sacrement et de processions qui, dans les villes, revêtent une grande solennité. Dans les campagnes, elles sont intégrées à la messe dominicale et aux vêpres, car les travaux, les distances et la lourdeur du ministère interdisent les cérémonies sur semaine. On exhorte aussi les fidèles à prier en famille et à faire en sorte qu'un membre de chaque maisonnée se rende à l'église quotidiennement. La population répond avec empressement, les églises sont très fréquentées et cette ferveur populaire croît à mesure que la situation se détériore.

Plus que ces pratiques et ces exhortations, somme toute banales dans les circonstances, c'est l'évolution du message ecclésiastique qui retient l'attention<sup>60</sup>. De 1744 à 1758, les directives sont simples et encourageantes : il suffit d'obéir, de prier et d'avoir confiance. Dieu ne peut être ailleurs que dans le camp des justes et il ne permettra pas à l'hérésie de l'emporter. Les fidèles sont appelés à se prosterner devant le Dieu des armées et à lui témoigner leur reconnaissance. La population est très disposée à recevoir ce message et accueille les succès militaires comme autant de miracles qui confirment les bonnes dispositions du Très Haut. Le bruit court dans la colonie que la Vierge est apparue au-dessus de l'armée française pendant le combat de la Monongahela, attirant vers elle les balles de l'ennemi pour protéger les siens<sup>61</sup>. L'évêque ne va pas jusqu'à évoquer explicitement ce fait extraordinaire, mais il y a dans le mandement du 9 août 1755 des allusions à une victoire « presque miraculeuse » qui coïncide avec l'octave de la Visitation et prouve manifestement que la Vierge a entendu les prières de la colonie<sup>62</sup>.

Le mandement de janvier 1758 parle pour la première fois de la guerre en termes de calamité et laisse entrevoir aux habitants qu'ils pourraient avoir une part de responsabilité dans ces malheurs : « Dieu n'a pas promis d'écouter favorablement la prière du pécheur<sup>63</sup>. » Mais la leçon a une portée limitée. Elle s'adresse essentiellement aux paysans qui murmurent contre les ordonnances et refusent de livrer leur blé aux munitionnaires. Ils doivent revenir à de meilleurs sentiments, souffrir les privations avec soumission et continuer d'espérer.

Jusque-là, rien dans cette pastorale n'a préparé la population à un face à face avec le Dieu vengeur. Conformément à la politique officielle, l'évêque a évité d'alarmer les fidèles et a entretenu une confiance béate dans les bontés de la providence. Mises à part les velléités de résistance populaire à la mobilisation et aux réquisitions, la faute est singulièrement absente de cette prédication. À partir de février 1759, il n'y a plus qu'elle. Sans transition, les habitants apprennent qu'ils ont excité la colère de Dieu et sont sommés de se convertir et d'expié.

Leurs crimes sont plus effrayants que les misères de la guerre, à savoir : les divertissements profanes, les jeux de hasard, les déguisements impurs, les vols et les rapines, l'ivresse, la licence des mœurs, la non-sanctification du dimanche et des fêtes, voire l'irréligion, sans oublier les discours injurieux contre le gouvernement et les artifices pour ne pas exécuter ses ordres. Dieu a rendu son jugement, il ne reste plus qu'à prier pour la conversion des pécheurs. Peut-être réussira-t-on ainsi à désarmer son bras ? Mais le ton n'est pas optimiste. Ce schéma explicatif appartient à la tradition judéo-chrétienne la plus ancienne, qui ne l'a d'ailleurs pas inventé. De tout temps, l'Église a culpabilisé les masses pour les inciter à tirer une leçon des malheurs collectifs, les grandes épidémies en particulier<sup>64</sup>. Ce qui frappe ici, c'est la brusquerie du propos et son caractère défaitiste dans ce contexte militaire<sup>65</sup>. Au moment même où la colonie s'apprête à livrer la plus dure bataille, l'attention des fidèles est détournée de l'ennemi extérieur et orientée vers l'ennemi du dedans, ce qui du point de vue politique, est une maladresse. Car la plupart des « crimes » dénoncés ne sont pas de ceux qu'une population réduite à ses rations de misères et soumise aux dures exigences du service militaire peut se permettre. Ces mandements viennent confirmer aux habitants des campagnes ce qu'ils savaient déjà, à savoir que ni les sacrifices ni la responsabilité des malheurs ne sont également partagés. Mais la condamnation les frappe aussi — car qui n'a pas murmuré ou triché ? — et le malaise qu'elle fait naître mène plus facilement au confessionnal qu'à l'armée.

Il n'y a aucun moyen de savoir si tous les curés se montrent aussi durs et aussi pessimistes, mais les pénitences publiques ordonnées à la suite des derniers mandements accentuent la portée du discours épiscopal<sup>66</sup>. Ce sont, entre autres, des processions privées de la présence du Saint-Sacrement où l'on chante des litanies et le *Misere-re*, et à l'issue desquelles le prêtre fait amende honorable au nom des pécheurs. La population coloniale est religieuse et attachée à ses prêtres<sup>67</sup>, mais cela ne permet pas de conclure que la prédication de l'Église a eu un impact démoralisateur immédiat, ce que la bonne

volonté générale démontrée au début du siège de Québec viendrait d'ailleurs démentir. Mais ces propos accablants n'ont certainement rien fait pour rapprocher l'habitant de ses gouvernants et les miliciens de leurs officiers, et ils ont pu préparer les esprits à accepter les revers avec fatalisme. Pour donner raison à l'évêque, le ciel multiplie les signes, à commencer par la défaite du 13 septembre qui est accueillie comme une ordalie. Une religieuse de l'Hôpital Général de Québec, qui n'est sans doute pas plus crédule que le commun des habitants, voit partout des mauvais augures « dirigé[s] par une puissance à laquelle on ne peut s'opposer », tel cet orage terrible dans les heures qui précèdent la tentative de reprendre Québec, le 28 avril 1760<sup>68</sup>.

Dans la nuit du 18 mai 1760, après avoir vainement attendu le renfort de vaisseaux français, Lévis fait brûler ses navires échoués devant Neuville où il a retraité avec son armée, pour ne pas les livrer à l'ennemi. Témoins de cette opération, les miliciens quittent alors le camp « sans vouloir entendre aucun commandement<sup>69</sup> ». L'historiographie nous raconte que c'est « l'abandon de la France » qui a raison des dernières résistances. N'est-ce pas plutôt Dieu qui vient de les abandonner pour de bon ?



## Conclusion

Sylvie Dépatie et Catherine Desbarats

Comment retracer un propos à partir d'éléments épars? Comment peut-on interpréter le manque, afin de ne pas accorder trop d'attention aux vestiges conservés? N'est-ce pas le propre du métier d'historien? Et pourtant, à cette étape de l'édition du livre, les hésitations deviennent plus grandes.

Louise Dechêne n'a pas eu le temps de rédiger la conclusion de ce livre. Ce que nous avons retrouvé à ce propos se limite à des notes dictées quelques jours avant sa mort et à trois feuilles attachées par un trombone, écrites en 1996 ou peu après cette date<sup>1</sup>. Dans les deux cas, l'essentiel du message est le même et nous y viendrons bientôt. Mais, pour ne pas donner toute l'importance à ce qui a été retrouvé, il faut retenir que, dans les notes écrites de sa main, elle spécifiait que « [la conclusion] porte sur l'ensemble du régime, de 1660 à 1760, et non pas sur les problèmes spécifiques de la guerre de Sept Ans qui seront tous<sup>2</sup> traités dans le chapitre XI, *L'invasion* ». Si cette conclusion avait été écrite, nul doute que les propos sur lesquels nous allons insister auraient été situés par l'auteure selon une économie précise, respectant les nuances de sa pensée.

Reste ce que nous avons retrouvé. La convergence des deux documents — l'écrit et le dicté — et, pouvons-nous dire, les circonstances

de cette dictée nous autorisent, croyons-nous, à penser que leur contenu reflétait ce que Louise Dechène, à la fin de son entreprise, considérait comme le plus important.

Cette conclusion nous plonge dans le cœur de son propos historiographique. C'est ici qu'elle situe, par rapport à une puissante tradition historique, son nouveau récit des origines, tout en s'interrogeant sur les origines de la version traditionnelle, avec ses obsessions et ses angles morts. Donc un va-et-vient entre l'histoire du régime français qu'elle présente dans le livre et l'analyse historiographique. Le point de départ est la guerre de Sept Ans mais l'auteure atteint rapidement l'ensemble du régime. Trois points qui forment autant d'angles, le passage de l'un à l'autre se faisant grâce à un jeu d'association de mots. La première partie voulait contester le postulat historiographique d'une identité canadienne distincte de la France, lié à la notion de l'abandon de la colonie par la métropole. La seconde devait proposer une autre version de l'abandon ressentie par les colons : celle de l'abandon par Dieu. Louise Dechène prévoyait ainsi aborder, sous un angle inédit, la dimension religieuse de l'identité canadienne et ses conséquences sur la mémoire. La troisième partie, en lien direct avec le premier chapitre du livre, voulait revenir sur les mythes retenus par cette mémoire au sujet des Canadiens d'avant 1760. L'auteure voulait y opposer les résultats de sa relecture fondée sur une démarche sociale nuancée.

La première question est donc : le Français est-il perçu comme un ennemi au Canada ? Cette question trouve sa pertinence dans une historiographie qui insiste sur l'émergence précoce d'un sentiment national canadien sous le régime français<sup>3</sup>. En 1755, le Canadien aurait fait face à deux ennemis, le britannique et le français, mais la séparation d'avec la France couvait au Canada depuis longtemps : la guerre ne la rendait que plus visible. Montcalm et Vaudreuil la personnaient. Depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le peuple aurait commencé à développer son propre mode de vie. L'abondance de terre, la participation au commerce des fourrures, une certaine aisance économique



et, pour certains historiens, l'influence du mode de vie amérindien contribuent à l'émergence d'une société distincte. Le peuple, privé de contact avec la métropole, se sent canadien, alors que l'élite reste française, ce qu'accréditent les nombreux retours en France après 1760<sup>4</sup>. En un sens, le peuple aurait déjà rejeté cette France qui est en train de l'abandonner.

Louise Dechêne conteste cette vision de trois façons. Elle en souligne d'abord le caractère anachronique : le principe de la nationalité est en effet une notion plus tardive qui s'épanouira au XIX<sup>e</sup> siècle. S'agissant, plus étroitement, de la supposée coupure entre Français et Canadiens révélée par la guerre de Sept Ans, elle signale dans l'ouvrage que les ethnonymes qui semblent différencier les Français des Canadiens dans les troupes « ne doivent pas être pris au pied de la lettre ». Elle note aussi que l'opposition prétendument vécue sur le terrain entre Canadiens et Français ne correspond ni au contexte militaire ni au contexte socioculturel. Puisque les officiers et les paysans qui forment le gros de la milice « appartiennent à deux mondes différents », il est peu plausible que ces paysans aient pu adhérer aux luttes de pouvoir existantes au palier supérieur<sup>5</sup>. Puis, plus globalement, elle réfute l'idée de la coupure entre les coloniaux et la métropole. Les colons sont attachés au roi<sup>6</sup> et donc à la France; les symboles peuvent traverser les mers, comme le montre l'analyse des mandements présentée dans le douzième chapitre<sup>7</sup>. Une expression qu'elle a dictée fait image : « Québec n'est pas plus loin que Saint-Malo; Québec ne voit pas le roi moins souvent que Saint-Malo. » De plus, la colonie ne vient-elle pas de recevoir, depuis 1750, son deuxième plus fort contingent d'immigrants français? D'ailleurs, il n'existe aucun témoignage qui accrédite l'idée du rejet de la France. Les habitants sont sans doute déçus, leurs espoirs sont trahis mais pas au point de remettre en cause leur identité. Canadiens *et* français; ils savent que la France ne se résume pas aux généraux incompetents ou aux administrateurs corrompus. L'idée de l'abandon de la France, véhiculée plus tard dans l'historiographie, est bien contemporaine de la guerre

de Sept Ans, mais elle ne naît pas chez les colons canadiens. Elle apparaît dans les placards publiés par les généraux britanniques qui tentent de détacher les miliciens de l'armée française<sup>8</sup>.

La colonie se sent abandonnée sans doute, poursuit Louise Dechêne dans un second temps, mais par Dieu plutôt que par la France. Cette dimension religieuse, soit la façon d'imaginer les rapports avec le divin, est une autre composante de l'identité coloniale que les historiens ont négligée, même occultée. C'est aussi un élément important des guerres coloniales, dont Louise Dechêne voulait amorcer l'étude dans une perspective de longue durée. Dès le second chapitre, elle évoque les interventions du ciel, coutumières tant pour l'Église que pour les colons. Dans le discours des ecclésiastiques, les guerres de la colonie ont toujours été saintes, que l'ennemi fût à leurs yeux barbare ou hérétique. Les habitants du pays, religieux et attachés à leurs curés, sont rassurés de croire que la providence se range de leur côté. Une succession de déboires et de défaites britanniques fera perdurer cette assurance jusqu'à la veille de l'invasion décisive. L'imaginaire religieux des colons demeure pourtant difficile à saisir, les témoignages populaires se faisant de plus en plus rares dans des sources qui se sécularisent dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Ainsi la démarche de l'auteure, rappelée dans ses notes succinctes, repose surtout, pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, sur l'analyse des mandements de l'évêque. Louise Dechêne dirige ici notre regard, tant dans son texte que dans sa conclusion, vers un mandement du 20 juin 1745. Celui-ci montre qu'au cœur du XVIII<sup>e</sup> siècle, les guerres sont toujours saintes et que l'évêque prêche toujours un message de soumission politique et militaire aux colons. La hiérarchie des valeurs demeure pourtant claire. En pleine guerre de Succession d'Autriche, l'évêque Pontbriand jauge pour les fidèles la puissance spirituelle et militaire de leurs intentions : combattre, ou mourir, pour ses « intérêts », ou même pour l'amour de son roi ou de sa patrie, sont de bien pieuses armes. Rien n'est impossible, en revanche, pour un peuple animé par la hantise d'un pouvoir hérétique ennemi, et dont le sentiment religieux aide à recru-

ter la grâce efficace du « Dieu des armées<sup>9</sup> ». Le vent providentiel tourne cependant lors de la guerre de Sept Ans et, avec lui, le discours épiscopal qui s'écarte désormais de celui du gouvernement en exposant toutes les calamités qui risquent d'encourager la désertion. De protecteur, Dieu serait brusquement devenu vengeur, infligeant aux colons pécheurs l'abandon aux mains d'une puissance hérétique.

Peu de traces subsistent des effets de ces mandements culpabilisants parmi les colons, et Louise Dechêne demeure prudente à cet égard à la fin de son douzième chapitre. Quant aux notes de la conclusion, elles s'attarderont plutôt à évoquer de nouveaux angles morts historiographiques et de nouveaux blancs de mémoire : l'Église, gardienne de cette mémoire et de l'idéologie qui la façonne aurait obli-téré la guerre. Pour ne pas rouvrir la blessure, on l'aurait tout simplement oubliée. Les folkloristes (qui prennent plus tard la relève du clergé en tant que gardiens de la mémoire) sont plus intéressés par des « histoires de loups garous et de chasse-galerie » que par les souvenirs douloureux de la guerre. Les historiens, écrit-elle, sont venus achever de détruire la mémoire vive et la remplacer par celle de leur fabrication.

En troisième lieu, l'historienne souligne le contraste entre son interprétation et les « mythes d'hier et d'aujourd'hui ». Ces mythes, qui s'inscrivent dans la longue durée, insistent sur une sorte de portrait-type, une psychologie du « peuple » canadien. Parmi les défauts de celui-ci, l'esprit d'« indépendance » sinon l'insubordination, l'inconstance... ; parmi ses talents innés, la guerre et les « courses » de toute nature. Le tout sur fond d'indifférenciation sociale. À cela, Louise Dechêne oppose une population soumise mais non militaire, une population stratifiée. Avec une expérience limitée des choses de la guerre, elle sera prise au dépourvu lorsque la guerre éclatera pour vrai : pour elle, soit lors de la « guerre de seize ans » qui débute en 1744. C'est alors que la participation à la milice devient autre chose qu'un « vernis plaisant ».

Cette interprétation, Louise Dechêne la fonde principalement sur

son analyse du *contexte*, les témoignages directs étant rares. Le résultat, soumet-elle, « a le mérite d'offrir une image du combattant canadien qui s'accorde avec les travaux sérieux sur l'agriculture, la famille et le commerce ». Avec cette référence au caractère social de sa réflexion, la boucle avec *Habitants et marchands*... est bouclée. Mais l'historienne ne s'arrête pas là, donnant au plan de la conclusion une dernière tournure énigmatique. « L'événement fondateur, la défaite », écrit-elle d'abord. On se croirait dans l'univers de Frégault, très marqué par la Conquête, mais rien ne nous autorise à donner ce sens précis à la formule lapidaire. Il y a suffisamment d'indices ailleurs dans cet ouvrage pour laisser croire qu'il s'agit d'une allusion à la notion voulant que le sentiment national ne se développe que sous le régime britannique. C'est alors que la collectivité canadienne se voit obligée de se définir pour la première fois, par rapport au conquérant<sup>10</sup>. Les deux dernières phrases du plan donnent toutefois un sens plus amer à l'événement dont il est question. Elles sont consacrées à la tradition de soumission aux ordres, tradition qui remonte au régime français et qui se poursuivra plus tard ; les Britanniques comme l'Église catholique en tireront profit. Et ce ne sont pas les derniers bénéficiaires de la tradition, suggère-t-elle en terminant : « Attention ! La soumission est interne aussi ».

## Annexes

### Introduction : Catherine Desbarats

Louise Dechêne a laissé, sous forme de tableaux, une version manuscrite presque achevée de chacune des trois annexes ci-après. Il s'agit de listes chronologiques de mouvements militaires dressées à partir des fiches de lecture de l'historienne, qui ont d'abord servi à guider ses propres analyses et qui orienteront tout autant le lecteur, livrant à la fois un portrait d'ensemble des partis de guerre et la composition détaillée de chaque expédition signalée<sup>1</sup>. Nous les avons transcrites en respectant dans la mesure du possible les ajouts et les commentaires que Louise Dechêne comptait incorporer par la suite. Nous n'avons toutefois pas tenté de recenser les expéditions et les engagements militaires au-delà de la capitulation de Montréal. C'est là où s'arrêtait le travail de Louise Dechêne, alors que les cases vides de son tableau manuscrit s'étendaient jusqu'à 1765. Dans quelques cas précis, nous avons pu tout de même combler des lacunes à partir des pistes proposées dans les notes accompagnant les tableaux manuscrits. En outre, nous avons vérifié les données figurant dans les tableaux uniquement lorsque l'auteure indiquait qu'une recherche supplémentaire s'imposait. De façon générale, donc, nous n'avons pas vérifié ces chiffres. D'ailleurs, les tableaux originaux ne fournissaient pas les sources précises appuyant la description de chaque parti de guerre.

Le spécialiste retrouvera cependant la plupart de ces sources dans les notes qui accompagnent les chapitres 4, 8 et 11, en particulier.

Dresser de telles listes, tout en identifiant le statut militaire, voire ethnique, de ceux qui participaient aux expéditions de guerre, est loin d'être un exercice aisé ou transparent. Il importe donc de rappeler ici les précisions apportées par Louise Dechêne dans les passages du texte qui font explicitement référence aux annexes. Dans chaque cas, les sources sont d'abord en cause, empreintes entre autres d'une vision sociale qui occulte la présence de paysans ou d'Amérindiens. Citons le chapitre quatre :

La liste des mouvements militaires présentée en annexe reflète le biais de nos sources, essentiellement la correspondance des gouverneurs et des intendants, plus rarement une relation de première main. Dans les comptes rendus qu'ils adressent à Versailles, les administrateurs privilégient les engagements où figurent des officiers de qualité. La moindre affaire mérite un récit circonstancié pourvu que le sieur Untel s'y soit signalé. En revanche, un affrontement qui ne touche que les paysans, comme il y en a tant à l'ouest de la colonie au début des années 1690, n'a droit qu'à une vague évocation [...] La discrimination est encore plus criante pour les détachements d'Amérindiens, domiciliés ou alliés, non accompagnés d'officiers, soit la majorité, qui sont englobés sous la rubrique « Nos Sauvages ont continué de harceler les côtes<sup>2</sup> ».

Les décomptes d'effectifs que l'on trouve dans la correspondance officielle ou dans les relations de première main varient non seulement quant à leur qualité, mais aussi quant à leur précision. Ainsi, les tableaux ne peuvent parfois fournir qu'un ordre de grandeur pour l'ensemble des groupes représentés dans les partis de guerre, plutôt que la ventilation détaillée que Louise Dechêne aurait souhaitée afin de bien contextualiser le rôle des miliciens. Là où les sources le permettent, toutefois, les tableaux établissent donc une distinction entre

les soldats des troupes de la Marine, ceux des troupes de terre, les volontaires, les miliciens, les alliés amérindiens des pays d'en haut et les alliés amérindiens de la vallée du Saint-Laurent, désignés la plupart du temps dans le texte par le terme « domiciliés », comme c'était l'usage chez les contemporains d'origine européenne.

Le détail fourni dans les tableaux a aussi été soumis à la critique rigoureuse de l'auteur. Car même quand les sources fournissent des chiffres détaillés, nous rappelle Louise Dechêne, il ne faut pas oublier que leurs auteurs manipulent parfois les chiffres pour appuyer un argument, blâmer autrui en cas de défaite ou de défaut d'agir ou, au contraire, souligner la bravoure de quelqu'un<sup>3</sup>. Il faut tout autant éviter, poursuit-elle, de « prendre les ethnonymes au pied de la lettre » et, notamment, de les confondre de manière anachronique avec des identités ethniques là où - pour ne citer qu'une source de confusion parmi d'autres - ils désigneraient plutôt des catégories sociales. De ce patient décodage du langage des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et de son contexte social découle d'ailleurs toute la richesse inédite des annexes de l'ouvrage de Louise Dechêne.

Les tableaux reflètent non seulement les limites des sources et le jugement critique (et les points d'interrogation...) de l'historienne, mais aussi des choix de nature différente. L'annexe A, qui couvre la période de 1666 à 1740, ne prétend pas, par exemple, à une exhaustivité d'ailleurs impossible en vertu des biais que nous venons d'évoquer. Elle reflète aussi une sélection plus particulière : ce ne sont pas tous les partis de guerre documentés à l'échelle de la Nouvelle-France qui sont rapportés, mais « ceux auxquels le Canada a prêté main forte ou encore ceux qui relèvent d'une même stratégie et ont un impact direct sur sa propre sécurité<sup>4</sup> ». Les expéditions ayant eu lieu en Acadie, à Terre-Neuve, à la baie d'Hudson ou en Louisiane ne sont donc pas toutes représentées.

En terminant, soulignons qu'une sélection encore plus rigide sous-tend les annexes B1 et B2, qui couvrent les périodes 1740-1748

et 1749-1760. Les centaines de partis relevés par le garde-magasin de Montréal pendant la guerre de Succession d'Autriche, notamment pour l'année 1746, ou par les commandants de forts pendant la guerre de Sept Ans, n'ont pas tous été signalés, car il n'aurait pas été possible de bien les analyser sur la base d'une solide compréhension du rôle et de l'identité des divers groupes amérindiens impliqués<sup>5</sup>. Citons encore une fois Louise Dechêne :

Pour permettre au lecteur de s'y retrouver, nous avons donc procédé de la façon traditionnelle, ne retenant que les affaires plus décisives, celles qui firent du bruit en leur temps, celles où figurent la milice, tout en regrettant de minimiser ainsi la présence amérindienne pourtant si nombreuse sur tous les fronts de guerre. Dans la majorité des cas, plusieurs sources convergentes ont servi à établir les effectifs des participants de chaque catégorie. Lorsqu'elles ne sont pas unanimes, nous tenons compte des choix des autres historiens<sup>6</sup>.

### **Légende se rapportant aux annexes**

**Soldats :** soldats des troupes de terre ou de la Marine (régiment de Carignan Salières et troupes qui débarquent pendant la Guerre de Sept Ans).

**Volontaires :** les volontaires touchent une rémunération pour leur service, alors que les miliciens fournissent le service gratuitement.

**Milices :** les nombres s'appliquent aux miliciens.

**Domiciliés :** Amérindiens vivant dans des villages de la vallée du Saint-Laurent, à proximité des établissements français.



Alliés : Amérindiens de la région des Grands Lacs, surtout, mais aussi Micmacs des côtes de l'Atlantique, dans certains cas.

C : « combat avec l'ennemi ».

X : présence attestée, mais nombre inconnu.

? : les sources sont imprécises ou contradictoires sur ce point.



**Annexe A**  
**Mouvements militaires (1666-1740)**

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1666	janvier/mars	villages agniers	Courcelles	600	400
	juillet/août	villages agniers	Sorel	280	150
	sept./nov.	villages agniers	Tracy, Courcelles	1 300	600
1671		lac Ontario	Courcelles	56	
1673	juin/juillet	Cataracoui	Frontenac, avec 5 anciens officiers	400	
1674		Pentagouet et Jemseg (Acadie)	Joybert (à Jemseg)	10	9
1676-1678		Acadie			
1684	juin/sept.	villages tsonnontouans	La Barre, Dugué	1 190	142
1686	mars/octobre	baie du Nord (baie James)	De Troyes, les trois frères LeMoyne, Robutel	105	31
1687	mai/août	villages tsonnontouans	Denonville, Callières, Vaudreuil	2 580	843
1687	août/nov.	riv. des Outaouais, île de Montréal, Chambly et environs			
1688	mars/avril	haut Saint-Laurent			
1688	été/automne	riv. Richelieu et environs de Montréal			
1688	print./automne	Nouvelle-Angleterre (riv. Connecticut)			
1688	sept.	Oswego		100	
1688	divers moments	pays d'en haut			
1688	avril	Pentagouet			
1688	juillet	Chedabouctou et Canso			
1688	été	baie de Casco			

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
200		30			La troupe s'égare et est décimée par le froid et la faim.
50		80			Expédition annulée en chemin.
600?		100			Destruction de 4 villages désertés et des récoltes.
56					Rencontre entre les Iroquois et le gouverneur entouré de gentilshommes.
	400				Construction du fort Frontenac.
					Fort de Jemseg pris par des forbans anglais.
					Soulèvement des Abénaquis contre les Anglais.
	670	265	113		La Barre négocie; aucune action.
70				X	Prise des forts Rupert, Moose, Albany et d'un gros butin.
180 voyageurs	804	353	400	X	Bref combat; retraite de l'ennemi; destruction de 4 villages et des récoltes.
				X	Attaques dispersées des Iroquois.
				X	Un convoi de voyageurs (50) et de soldats (30) tombe dans une embuscade.
				X	Attaques dispersées.
		X		X	Denonville envoie les domiciliés en partis sur les habitations anglaises.
			100	X	Attaque d'une ambassade iroquoise par les Hurons.
			X	X	Divers engagements entre alliés et Iroquois.
				X	Pillage du poste par le gouverneur de Nouvelle-Angleterre, Andros.
				X	Prise des établissements et des bâtiments par des forbans anglais.
			X	X	Attaques des habitations anglaises par les Abénaquis (ont enlevé plusieurs forts et tué 200 personnes).

(suite du tableau page 470)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1689	printemps/été	gouvernement de Montréal			
1689	5 août	Lachine			
1689	5-6 août	fort Rolland	Vaudreuil (après Subercase)	500	surtout
1689	5-6 août	fort Rémy	La Raleyre, Longueuil et 3 autres officiers	80	50
1689	automne	Pointe-aux-Trembles	Colombet (?)		
1689	16 octobre	lac des Deux- Montagnes	Manthet et Dulhut	28	
1689	13 nov.	Lachenaie			
1689	13 nov.	Lachenaie			
1689	juin	Dover (Nouvelle- Angleterre)			
1689	15 août	Pemaquid			
1690	18 février	Schenectady (Corlar, Nouvelle-Angleterre)	Manthet, Sainte-Hélène et 7 autres officiers et volontaires; Togouiroui (chef agnier)	210	
1690	janvier/27 mars	Salmon Falls (Nouvelle-Angleterre)	J.-B. Hertel, 3 de ses fils et autres parents	52	
1690	janvier/29 mai juin	Casco, fort Loyal et trois autres fortins	Portneuf, rejoint par Hertel et Saint-Castin	Environ 300?	
1690	printemps/été	Bécancour, Sorel, Pointe- aux-Trembles, etc.			
1690 (ou 1691?)	2 juin	riv. des Outaouais, « Les Chats »	Louvigny	203	30 (escorte)
1690	29 août/2 sept.	La Prairie	Frontenac, Callière	1 200	X

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
				X	Attaques dispersées partout sur le territoire.
				X	Saccage de la paroisse par les Iroquois.
	X				La troupe reste dans le fort sans attaquer l'ennemi alentour.
		30		X	Le détachement est décimé à la vue de la troupe de Vaudreuil.
	X			X	Attaque repoussée par les habitants.
28				X	Les 3 canots français défont un parti de 22 Iroquois.
				X	Attaque qui fait beaucoup de victimes.
		X			Les domiciliés ne réussissent pas à rattraper l'ennemi.
			X	X	Prise du village par les Abénaquis de Pentagouet.
			100	X	Campagne des Abénaquis contre Pemaquid. Le missionnaire Thury les accompagne. Siège et capitulation du fort anglais.
114		96 (80 Ir., 16 Alg.)		X	Parti de Montréal; prise du village : victimes nombreuses, gros butin. Poursuivi au retour par les Iroquois.
24		25 (de Saint-François)		X	Parti de Trois-Rivières; enlève 3 fortins. Poursuite et combat. Rejoint ensuite Portneuf à Casco. Dégâts alentour.
50		60	?	X	Parti de Québec. Renforcé ensuite par 36 hommes du parti de Hertel et par les guerriers de Saint-Castin. (Pentagouet). Dégâts alentour.
				X	Attaques dispersées dans les gouvernements de Montréal et de Trois-Rivières.
143 voyageurs		30		X	En route vers Michillimakinac, ils défont un parti d'Iroquois.
	X	350	510		500 Amérindiens des pays d'en haut venus en traite joignent l'armée rassemblée à l'annonce d'une invasion. Croyant à une fausse alerte, la troupe lève le camp après 5 jours.

(suite du tableau page 472)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1690	4 septembre	La Prairie (La Fourche)			
1690	mai	Pentagouet et Port- Royal; Chedabouctou et isle Percée			
1690	16-25 octobre	Québec (assiégée)		3 000	X
	20 octobre	rivière Saint-Charles	Longueuil, Sainte-Hélène	200	
	21 octobre	rivière Saint-Charles	Juchereau, commandant des milices de Beauport		
1691	janvier/ décembre	Nouvelle-Angleterre			
1691	janvier/déc.				
1691	mai/nov.	gouvernement de Montréal			
1691	6-7 juin	îles Bouchard	Vaudreuil, Mine, Bienville, etc., Catalogne	120	50
1691	10-11 août	La Prairie	Callière	800	450
1691	10-11 août	environs de Chambly	Valrennes, Leber, Duchesne	160	X
1691	décembre	lac Champlain			
1691	juin	Wells (Nouvelle-Angleterre)			
1692	janvier	York (Nouvelle-Angleterre)	Madokawando	150	
1692	juin	Cocheco et Wells (Nouvelle-Angleterre)	Saint-Castin, Portneuf, La Broquerie (tué)	440	



Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
				X	Moissonneurs surpris par un détachement d'Agniers et d'Iroquois commandé par John Schuyler.
				X	La flotte de Phips s'empare de Pentagouet. Port-Royal capitule, mis à sac.
	X de toute la colonie	X			Les forces de la colonie rassemblées à Québec. Débarquement de l'ennemi. Bombardement de la ville.
	200			X	Les Français empêchent un détachement de 1 400 hommes de traverser la rivière.
	X			X	Les milices de Beauport, de Beupré et de l'île d'Orléans embusquées font reculer l'ennemi.
		X		X	Plusieurs partis de domiciliés auxquels se mêlent parfois des volontaires (cadets, officiers) harcèlent les habitations de Nouvelle-Angleterre.
			X	X	Alliés des pays d'en haut très actifs aussi.
				X	Attaques dispersées sur le territoire par 900 Iroquois.
	70			X	Le parti attaque 50 Iroquois endormis, mais l'indiscipline permet à l'ennemi de réagir et de tuer des Français.
	150	X	X Outaouais venus en traite	X	Pendant la nuit, un détachement commandé par Schuyler attaque et est repoussé par les soldats (la milice a abandonné sa position).
	X			X	Combat violent entre le parti de Schuyler et le détachement de Valrennes.
		X		X	Des Amérindiens du Sault poursuivent et défont un parti d'Iroquois et délivrent les captifs de leur village.
			X	X	Les Abénaquis ne réussissent pas à prendre le village; saccage des alentours.
			150	X	Les Abénaquis s'emparent du village. (Thury les accompagne.)
40 Canadiens			400	X	Échec : le détachement est repoussé aux deux endroits. Pillage alentour.

(suite du tableau page 474)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1692		villages abénaquis			
1692	divers moments				
1692	divers moments				
1692	divers moments	gouvernements de Mont- réal et de Trois-Rivières			
1692	février/mars	lac Saint-François (île Tonihata)	Orvilliers, Beaujours et plusieurs autres officiers	325	X
1692	juin	Long Sault	Saint-Michel		
1692	juillet	Long Sault	Vaudreuil	500	X
1693	janvier/mars	villages tsonnontouans	Manthet, Courtemanche, etc. (30 officiers)	625	100
1693	printemps	lac des Deux- Montagnes	Lavaltrie fils		
1693	divers moments	côtes d'Orange et de Boston			
1693	juin	fort Albany, baie du Nord			
1693	août	Plaisance			
1693	août	île Perrot	Callière	800	X
1694	divers moments				
1694	juin/juillet	Oyster Bay (Durham, N.H.)	Villieu, capitaine, peut-être accompagné de quelques Français	215	
1694	juillet/sept.	côte de Boston	Taxous (chef abénaquis), Motaouando	200	

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
				X	Attaqués par Bostonnais.
		X		X	Harcèlement des habitations ennemies.
			plus de 800 hommes	X	Mouvements des Outaouais et des Hurons contre les Iroquois dans les pays d'en haut.
				X	Attaques dispersées sur Saint-Lambert, La Montagne, Lachenaie, Verchères, etc.
	X	205		X	En route pour Cataracoui, ils défont un parti iroquois qui chassait par là.
				X	Saint-Michel, qui escortait des voyageurs, est attaqué : hécatombe.
	100	X	X	X	Poursuite et défaite de 150 Iroquois qui avaient attaqué des voyageurs et les habitants de Lachenaie.
	310	200		X	Trois villages détruits et 310 prisonniers. Poursuivi, le parti est décimé au retour.
				X	Une escorte accompagnant des voyageurs pour les pays d'en haut est attaquée et décimée au retour.
		X	X	X	De nombreux partis de domiciliés et d'Abénaquis harcèlent l'ennemi.
				?	Les Anglais reprennent le contrôle de la baie James.
					Environ 20 vaisseaux sous les ordres de l'Amiral Wheler attaquent. L'attaque est repoussée.
	X	X			Troupes rassemblées pour bloquer une descente des ennemis et protéger les moissonneurs.
		X		X	5 partis harcèlent les Iroquois (hiver) entre autres.
			215	X	2 forts et 60 maisons détruits. D'autres forts résistent et les assaillants lèvent le siège. Pillage des campagnes.
			200	X	Poursuivent les destructions le long de la côte.

(suite du tableau page 476)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1694	août/sept.	baie du Nord, fort York	Iberville, Serigny, etc.	—	équipages
1695	octobre	baie du Nord, fort York			
1695	été	Cataracoui	30 officiers	700	300
1695	divers moments	gouvernement de Montréal			
1695		côte du Maine			
1696	janvier/mars	villages onontagués		300	X
1696	juin/août	villages onontagués et onneiouts	Frontenac, Callière, Vaudreuil; Ramezay commande les milices	2 150	800
1696	divers moments				
1696	15 août	Pemaquid (rivière Kennebec)	Iberville, Villieu, Saint-Castin et Montigny	—	25 ← et équipages
1696	septembre	Beaubassin, Naxouat (Acadie)			
1696	novembre	Saint-Jean (Terre-Neuve)	Brouillan, Iberville, Muy, etc.	224	100
1696/1697	déc./mars	baie de la Conception et de la Trinité (Terre-Neuve)	Iberville, Montigny, environ 10 officiers et gentilshommes	120	50
1697	12 septembre	fort York (baie du Nord)	Iberville	?	équipages
1697	printemps/oct.	côte de Boston			
1697	juin/sept.	projet contre Boston et New York	Nesmond, commandant de l'escadre; joint aux troupes de terre	1 500	X
1697	été	pays des Iroquois			
1697/1698					
1698		côte du Maine			

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
100				X	Prise du fort anglais par les 2 vaisseaux d'Iberville.
				?	Les Anglais (William Allen) reprennent le fort.
	160	200			Expédition pour rétablir le fort Frontenac.
					Reprise des attaques iroquoises après l'accalmie de 1693-1694.
					La côte est abandonnée par les colons anglais.
	X	X			La troupe fait demi-tour à Cataracoui : problèmes de vivres et neige trop abondante.
50	800	500			Villages et récoltes dévastées.
		X		X	Plusieurs petits partis harcèlent les Iroquois.
X d'Iberville →			230	X	Capitulation du fort anglais après un court siège par les 2 navires d'Iberville et les troupes à terre.
				X	Attaque anglaise : Beaubassin détruit ; Naxouat résiste (Benjamin Church)
124			3 Micmacs		Saint-Jean capitule devant les gens de Plaisance et ceux venus du Canada.
30 Can., 27 venus de France				X	Les Canadiens ravagent les côtes et détruisent 27 postes de pêche.
30				X	Iberville reprend le fort York après une victoire navale.
			X	X	Partis d'Abénaquis sur les côtes de Boston.
	X	X	X		Une armée de soldats, de miliciens et de domiciliés accompagnée d'alliés d'Acadie, reste en attente tout l'été. Entreprise annulée le 8 sept.
			X		De nombreux partis d'Outaouais et autres alliés contre les Iroquois.
					20 sept. : paix de Ryswick ; février 1698 : elle est annoncée à Québec via Albany.
					Les Abénaquis poursuivent la guerre.

(suite du tableau page 478)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1698/1699		pays d'en haut			
1703	print./automne	riv. Connecticut (Nouvelle-Angleterre)	chevalier de La Durantaye, etc.		
1703	juillet/octobre	côtes de la Nouvelle-Angleterre, de Wells à Falmouth	Leneuf de Beaubassin, Rouville, etc. Nescambiouit, Wenemouet (chefs abénaquis)	400	5
1703	automne	Pentagouet			
1704	février/mars	Deerfield (vallée de la Connecticut)	Rouville, 4 de ses frères, etc.	250	
1704	printemps/été	Pascommuck (vallée de la Connecticut)	Montigny		
1704	juillet	Les Mines, Beaubassin, Port-Royal			
1704	juillet	Nouvelle-Angleterre	Beaucourt et beaucoup d'officiers	800	
1704	été	Bonavista (Terre-Neuve)	La Grange	144	
1705	janvier	Terre-Neuve	Subercase, Beaucourt et 12 autres officiers du Canada	450	X
1705	mars/juin	Terre-Neuve	Montigny et 5 autres officiers et aumôniers	72	
1705	hiver	Narrantsouak (vallée de la Kennebek)			
1706	divers moments	Nouvelle-Angleterre			
1707	juin et août	Port-Royal			
1707	été	Québec		2 000 ?	700

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
					Les alliés harcèlent les Cinq-Nations.
		X			Partis de domiciliés, parfois mêlés de Français
50		100	250	X	Un parti venu du Canada renforcé par les Abénaquis détruit plusieurs établissements anglais sur 50 miles de côte.
				X	Destruction du village par les Anglais qui poursuivent leurs attaques contre les Abénaquis en 1704 et font beaucoup de prisonniers.
48		200		X	Destruction et massacre.
5			X	X	Montigny va se mettre à la tête des Abénaquis pour harceler les Anglais à divers endroits.
				X	Une flotte anglaise détruit Les Mines et Beaubassin. Port-Royal résiste.
120		680			Débandade de la troupe avant d'atteindre ses objectifs. (Beaucoup d'Abénaquis récemment domiciliés.)
120			X Micmacs	X	2 corsaires français attaquent la côte et brûlent des barques.
X		X	X	X	Prise de 2 établissements anglais, mais forcés de lever le siège de Saint-Jean après avoir subi de lourdes pertes.
37		30		X	Pillage des baies de La Conception et de La Trinité, jusqu'à Bonavista.
				X	Village abénaquis détruit par les Anglais.
		X	X	X	Plusieurs partis de domiciliés et d'alliés envoyés sur la Nouvelle-Angleterre.
60 Canadiens				X	Port-Royal réussit à repousser les assiégeants (flotte/1 000 hommes) à deux reprises.
	X	X			Début de mobilisation générale à l'annonce de la venue d'une flotte ennemie; milices rassemblées à Québec (fausse alerte): utilisées pour corvées.

(suite du tableau page 480)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1708	1 <sup>er</sup> janvier/avril	Saint-Jean (Terre-Neuve)	Saint-Ovide et Coste- belle, Denys de La Ronde avec La Chesnaye Argenteuil et son frère	170	X
1708	juillet	vers la Nouvelle- Angleterre (par le lac Champlain)	La Perrière	200	←
1708	26 juillet (quittent Montréal)	Haverhill (riv. Merrimack) (par la Saint-François)	Deschailions, Rouville et 12 autres jeunes officiers	160	←
1708	été/automne	Nouvelle-Angleterre			
1709	avril	fort Albany (baie du Nord)	Manthet, Robutel, La Noue, Martigny, Croisille, etc.	100	
1709	printemps				
1709	juin	Deerfield (vallée de la Connecticut)	?	180	
1709	28 juillet/ début août	Lac Champlain (vers Wood Creek)	Ramezay, Rouville et autres officiers (12)	1 500	100
1709	août/sept.	Québec		1 500?	X
1709	16 sept./15 oct.	Chambly	La Chassaigne	1 600	300
1710	13 octobre	Port-Royal			
1710/1711		Terre-Neuve			
1711	sept./octobre	Québec	Vaudreuil	2 300	300



Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
X			X	X	Prise et destruction de Saint-Jean. Le détachement a l'appui de la frégate de La Ronde.
?		(200)			Un parti d'Iroquois domiciliés du Sault et de la Montagne qui devaient participer à la même campagne font défection.
100 « soldats et Canadiens choisis »		60 Abénaquis et Népissingues		X	Destruction du village. Combat sur le chemin du retour (par la Saint-François).
		X	X	X	Plusieurs petits partis de 200 à 300 alliés multiplient les attaques.
90				X	Navire armé en course pour aller reprendre le fort. Échec et plusieurs morts du côté français.
				X	Rumeurs d'invasion. Plusieurs partis envoyés en Nouvelle-Angleterre en éclaireurs.
40		140			Le village alerté se prépare à la défense. Le parti bat en retraite.
50	600	750			L'armée qui doit aller détruire les magasins de l'armée anglaise sur la frontière est découverte par l'ennemi. Panique et retraite.
	X	X			Début de rassemblement à Québec à l'annonce de l'approche d'une flotte ennemie. Fausse alerte.
	800	500			Rassemblement en cas d'une invasion du côté du lac Champlain. Troupe renvoyée faute de vivres.
				X	Assiégé par une armée de 1 900 hommes, Port-Royal capitule.
X				X	Déprédations réciproques des partis de pêche. Présence de volontaires canadiens.
	1 400	400	X		Toutes les forces de la colonie rassemblées pour recevoir la flotte ennemie (Walker) jusqu'à l'annonce de son naufrage à l'entrée du fleuve.

(suite du tableau page 482)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1711	octobre	du côté d'Orange	Rouville	200	
1711	octobre	Chambly	Vaudreuil, Ramezay	près de 3 000	300
1711/1712		Port-Royal			
1712	printemps/été	Nouvelle-Angleterre		350	
1712	printemps/été	environs de Port-Royal et côtes de la Nouvelle-Angleterre		—	
1712	mai	Détroit	Dubuisson, commandant du fort Pontchartrain; Vincennes qui commande la poursuite	900	
1715	août	pays des Renards [Wisconsin]	Lignery (commandant à Michillimakinac)		
1715	novembre	pays des Renards [Wisconsin]	Viennay Pachot (cadet) Bisaillon (interprète)	100	
1716	été	village de Renards	Louvigny	800	
1727	juillet	(Oswego)			

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
X		X			Du côté d'Orange, pour observer les mouvements de Nicholson. De petits partis détachés font des prisonniers.
	1 500	500	400		L'armée rassemblée pour attendre celle qui doit venir par le lac Champlain. En apprenant le naufrage de Walker, Nicholson se retire.
			X	X	Mouvements des Amérindiens et des Acadiens pour déloger les Anglais.
		X			Les troupes (300 à 400, plus les Amérindiens) harcèlent les côtes de Boston.
			X Abénaquis		D'autres harcèlent de leur côté.
quelques-uns accompagnent Vincennes			900		Une armée d'Outaouais, de Hurons et d'autres nations, dont Dubuisson prend le commandement, assiège le village fortifié où sont enfermés Renards et Mascoutens. Après 19 jours, les assiégés s'échappent mais sont rattrapés et massacrés (plus de 1 000 victimes).
plus de 200 (voyageurs)			X		Prévue pour 1 100 hommes, l'expédition n'a pas lieu. Ni les alliés venant du sud, ni les Français et les alliés rassemblés à Michillimakinac ne se rendent chez les Renards.
			Hurons et Illinois		Défont un parti de Mascoutens et de Kikapous. Surpris ensuite par les Renards, ils réussissent à se dégager.
400 voyageurs		400			Les Renards se rendent après un siège de 3 jours et s'engagent à rembourser les frais de l'expédition assumés par les voyageurs et leurs équipiers.
	2 000				Ordre de mobilisation générale à la suite de la construction du fort Oswego par les Britanniques. 500 miliciens de Québec conduits à Montréal avant que l'opération soit annulée.

(suite du tableau page 484)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1728	5 juin/fin sept. août	pays des Renards	Lignery; Vaudreuil, major des troupes de la colonie, en fait partie	1 650	
1730	avril	pays des Renards	Paul Marin accompagne le parti	600	
1730	août/sept.	Illinois (près de Prairie du Rocher)	Saint-Ange, commandant du fort de Chartres; Coulon de Villiers, commandant à la rivière Saint-Joseph, Noyelles, commandant aux Miamis, Simon Réaume, voyageur	1 428	
1732	février	pays des Renards	Paul-Joseph Lemoyne de Longueuil; un sulpicien	118	
1733	septembre	pays des Sakis (ou Saucs, voisins des Renards)	Coulon de Villiers, trois de ses fils, son gendre Regnard Dupuis; Repentigny, etc.	370	(garnison)
1735	hiver	baie des Puants (pays des Sakis)	Noyelles, 6 officiers, des cadets; Croisille, Chabert (tués), La Pérade, Saint-Ours, Joncaire fils (tué)	247 sans compter les alliés et F des postes	56
1736	?	Chicachas	d'Artaguet, commandant aux Illinois (tué), Vincennes, Ailleboust, Saint-Ange, Dutisné, Drouet	? armée plus de 400	

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
50	400	800	400		Les Renards s'enfuient avant l'arrivée de l'armée. On brûle 4 villages et les récoltes. Mauvaise volonté des Amérindiens et des milices qui refusent de poursuivre l'ennemi. Manque de vivres et d'équipement.
50			550		À la demande des alliés, Marin et quelques Français des postes partent avec eux à une vaine recherche des Renards.
128 (100 Français du fort de Chartres et 28 voyageurs)			1 300		Fuyant leurs ennemis, les Renards sont interceptés aux Illinois par 4 détachements d'alliés et de Français (des Illinois surtout). Après 23 jours de siège, les Renards s'échappent mais sont aussitôt rattrapés et massacrés. (Près de 1 000 victimes.)
		48	70		Des Iroquois du Lac et des Hurons du Détroit vont attaquer les Renards. Le commandant du Détroit les pousse à tuer les prisonniers.
60 (voyageurs)			300		Le siège d'un fort saki, où les Renards se sont réfugiés, tourne mal. Le détachement est décimé, son commandant et plusieurs officiers sont tués.
22 « guides » et voyageurs		159	X		Le parti quitte Montréal en octobre avec ordre d'exterminer les derniers Renards; renforcé par des Hurons du Détroit, etc. Affamé, désorganisé, il doit lever le siège du fort et retraiter : échec retentissant.
	140 (des Illinois)	beaucoup de domiciliés	X		Du Canada, un parti de domiciliés et de jeunes officiers et cadets se joint au détachement des Illinois pour marcher contre les Chicachas avec l'armée de Bienville venant de La Nouvelle-Orléans. Avant la jonction des 2 corps, celui d'Artaguet est encerclé et poursuivi par l'ennemi. 40 Français tués dont 7 officiers. Bienville aussi doit retraiter.

(suite du tableau page 486)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1737	avril/sept.	Chicachas			
1739/1740	nov. février/ mars	fort Assomption	Lemoine de Longueuil, commandant; 11 officiers, 25 cadets; Léry (journal) et Céloron, commandant à Michillimakinac, Sabrevois	596	39

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	C	
		X	X		Plusieurs partis de domiciliés et d'alliés font campagne contre les Chicachas et rapportent chevelures et prisonniers.
80 des pays d'en haut	45	320 (168 du Sault)	76		Le détachement canadien joint l'armée de Bienville (1 300) en nov. 1739. Diverses escarmouches autour du fort Assomption. À l'approche de l'armée, en février, les Chicachas se rendent et Bienville accepte. (L'armée n'a pas combattu, gros problèmes de logistique.)





**Annexe B1**  
**Mouvements militaires (1744-1748)**

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1744	mai	Canso	Joseph Dupont Duvivier (La guerre est déclarée le 8 mars. La nouvelle arrive à Louisbourg le 3 mai, et à Québec en juin.)	374	X et matelots
	août/sept.	Annapolis	Joseph Dupont Duvivier	350	50
1745	janvier/août	Annapolis	Paul Marin 12 officiers et cadets	180	
	11 mai/27 juin	Louisbourg			
	juillet	île Saint-Jean			
	été	Québec		3 000?	
	29 nov.-	Saratoga (N.Y.)	Paul Marin, 12 officiers et cadets	500	
1746	janvier	Saint-Frédéric	26 officiers	256	
	janvier/déc.	Nouvelle-Angleterre et New York			
	sept./octobre	Chibouctou	duc d'Anville, commandant de l'escadre		
	4 juin-	Acadie	Ramezay 50 officiers et cadets	680	
	sept./nov.	Annapolis	Ramezay avec officiers et cadets	1 200?	
1747	février	Grand-Pré (Les Mines)	Coulon de Villiers, 16 officiers et cadets?	286	

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	
				Avec un détachement des troupes de l'Île Royale et quelques matelots, il s'empare du poste (base de pêche pour la Nouvelle-Angleterre).
			300 Micmacs Abénaquis	Siège de 4 semaines, sans assaut, en attente d'une escadre française qui n'arrive qu'après le départ de la troupe, en octobre.
100		80? 400		Lève le siège pour aller secourir Louisbourg. À la nouvelle de la capitulation, il rentre à Québec.
				Siège et capitulation; occupation de la place par les Bostonnais (4 000 hommes).
				Occupation par les Bostonnais.
	X	X surtout	X	La prise de Louisbourg jette l'alarme. Les milices des 3 gouvernements et des Amérindiens domiciliés passent l'été à Québec; 1 310 hommes travaillent aux fortifications.
?	200	300		Destruction du village. Marin ramène 100 prisonniers.
5	205	120		Surveillance de la frontière. Invasion appréhendée.
				69 petits partis de domiciliés et d'alliés sont équipés à Montréal.
				Les malheurs s'abattent sur l'escadre portant 7 000 hommes venus reprendre Louisbourg, l'Acadie et Plaisance; elle rentre en France sans avoir rien fait.
	600			Embarquement des 680 (y compris officiers).
600		300	300? Micmacs	Lève le siège à la nouvelle du départ de l'escadre. Les domiciliés et la moitié des Canadiens repartent au Canada. Les autres hivernent à Beaubassin.
10 Acadiens	200		60	Attaque surprise d'un détachement de 500 hommes de la Nouvelle-Angleterre dans la nuit du 11 février; il rend les armes le lendemain.

(suite du tableau page 492)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
1746	juillet/août	Saint-Frédéric	Muy, 15 officiers et cadets	455	
	août/sept.	fort Massachusetts	Rigaud de Vaudreuil, 17 officiers et cadets	900	
	juillet	Montréal			
1746	octobre/nov.	près de Saratoga	Dubreuil, La Corne, 2 cadets; 1 officier de milice	56	
1746		fort Lajoie	Croisille de Montesson		
1746/1747	nov./déc. avril/juin	gouvernement de Montréal			
1747	avril	près de Châteauguay	Coulon de Villiers, 8 cadets	109	
	mai	lac Saint-François	Legardeur de Saint-Pierre, 15 officiers et cadets	116	
	juin	haut de l'île de Montréal	chevalier de La Corne; Saint-Pierre, etc.	200	
	août	près de La Prairie	chevalier de La Corne, etc.	100	
1747	janvier/31 août	Nouvelle-Angleterre et New York			
	mars/mai	près de Haverhill (mars)	Boucher de Niverville, 3 cadets	91	
	mars/avril	près de Saratoga	Horlin	60	
1747	mai	fort Massachusetts	Coulon de Villiers, Céloron, 7 cadets	101	
	juin	Saratoga (fort Clinton)	La Corne Saint-Luc (et autres officiers et cadets)	230	

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	
	33	400		Découvertes autour du fort. Travaillent à barrer la rivière Chicot en attendant Rigaud.
	500	400		Parti de Montréal avec 700 hommes, il complète sa troupe avec ceux de Mui. Le fort (garnison de 22 hommes) se rend après un siège de 24 heures. Campagnes alentour mises à sac.
				Nouvel avis de mobilisation générale en cas d'attaque sur le fort Saint-Frédéric.
		50		Ils rapportent 6 prisonniers, 10 chevelures.
			210 Micmacs	Ils attaquent le fort Lajoie, tuent de 40 à 50 hommes et des bœufs.
				Environ 8 attaques par des partis d'Agniers et de « Flamands », entre nov. 1746 et fin 1747, et quelques fausses alertes.
	100			Ils courent après les partis agniers.
	100			Ils courent après les partis agniers.
	200			Ils se divisent en 2 détachements pour courir après un parti de 40 Agniers et Flamands.
	100			Ils courent après les Agniers.
				22 partis de domiciliés et d'alliés sont équipés à Montréal.
6		81 Abénaquis et Amérindiens du Sault.		Ils brûlent 40 lieues de pays, 5 forts, 3 temples, 110 maisons abandonnées, tuent 600 moutons, etc. Rapportent 2 chevelures.
30		30		2 partis consécutifs commandés par Horlin. Le second rapporte 3 prisonniers et 12 chevelures.
12		80		Ils attaquent le fort que les Anglais ont reconstruit mais sont repoussés.
20		200		Font sortir les Anglais du fort; font 40 prisonniers et 28 chevelures. (Parti détaché de l'armée de Rigaud.)

(suite du tableau page 494)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats
	8 juin/23 juillet	Saratoga	Rigaud de Vaudreuil, 19 officiers et cadets, 12 officiers de milice	1 250?	
	juillet	près de Corlar (vs Agniers)	chevalier de La Corne, 8 cadets, Dubreuil, La Corne Saint-Luc, Jumonville, 2 off. milice, 3 interprètes	346	
	octobre/nov.	Corlar et rivière Connecticut	Chaussegros de Léry	80	
	novembre	près d'Orange	Noyelles	70	
	décembre	Saratoga	Coulon de Villiers, Jumonville	70	
1748	à différents moments	Nouvelle-Angleterre et New York			
	mai/juin	?	Jumonville, enseigne Hertel le Jeune et Épervanches, cadets	70	
	juin/juillet	Norfield	Duplessis Faber, enseigne Simblin, Laplante	env. 70	
	juin	Beaubassin	Marin, enseigne Bailleul, enseigne	140	
	17 juillet/ 27 août	près du fort Massachusetts	chevalier de Niverville, Hertel de Beaubassin et plusieurs cadets	126	
	Retour 10 mai	près d'Albany	Hertel de Beaubassin	15	

Volontaires	Milices	Domiciliés	Alliés	
des voyageurs	700	500		Après 3 jours d'inaction devant le fort, le détachement renonce et rentre à Montréal.
22		85	223	Sur le terrain, ils se divisent en petits partis. Rapportent 6 prisonniers, 2 chevelures.
X		X surtout		Soit 2 partis consécutifs, soit un seul qui change d'objectif. Rapporte un prisonnier.
X		X surtout		Ils rapportent 2 chevelures.
X		X surtout		Il découvre le fort abandonné.
				De nombreux partis de domiciliés et d'alliés sont équipés à Montréal. (Le décompte exact manque.)
7		60		Ils rapportent 5 chevelures. (Hertel et des domiciliés sont tués.)
15		50		À l'origine, 3 partis différents qui se joignent. Rapportent quelques chevelures.
	40	100		Ils s'embarquent pour l'Acadie avec ordre de harceler les Anglais. La maladie puis la suspension d'armes les empêchent d'agir.
?	46	80		Le parti attaque quelques individus isolés. Rapporte 5 chevelures (excuse : la maladie.)
3		11		Ils brûlent 30 maisons, 1 moulin, 3 petits forts désertés.





*Annexe B2*  
**Mouvements militaires (1749-1760)**

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
1749	13 juin/10 nov.	Ohio	Céloron de Blainville et 8 officiers et cadets	255	
1749	hiver	rivière Saint-Jean et isthme de Chignectou	Boishébert	180	
1749	septembre	Canso			
1749-1750	nov./mai	isthme de Chignectou	chevalier de La Corne	100?	
1750	été	rivière Saint-Jean et isthme de Chignectou	Chaussegros de Léry, fils	50	
1750	octobre	fort Lawrence			
1750-1751	à divers moments	Acadie			
1751	été	isthme de Chignectou	Legardeur de Montesson	250	
1752	juin	Pickawillany (Ohio)	Charles-Michel Mouet de Langlade, cadet	300	
1753	janvier/déc.	lac Érié, Ohio	Paul Marin, puis, en octobre, Jacques Legardeur de Saint-Pierre	2 600	
1754	avril	lac Érié, Ohio	Claude-Pierre Pécaudy de Contrecoeur	1 100	

Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
20	180		46		Tour de la région pour affirmer le protectorat français et inciter les Amérindiens à chasser les commerçants britanniques.
180					Venu par les terres, le détachement doit fortifier l'endroit et engager les Acadiens à émigrer.
					Les Micmacs déclarent la guerre aux Britanniques, saccagent le poste de Canso et poursuivent le harcèlement.
X	X		X		Débarqué à la baie Verte, La Corne organise des compagnies de milice acadiennes. En mai il ordonne aux Britanniques débarqués à Beaubassin de se retirer. Revenus en sept., ceux-ci érigent le fort Lawrence sur les ruines du village.
20	30				Venu joindre La Corne avec mission de cartographier et de fortifier la région.
					Assassinat du capitaine Haw par un Micmac.
					3 bateaux français pris par les Anglais à la baie Verte et à l'embouchure de la Saint-Jean. Pillage d'un bâtiment anglais par les Micmacs.
	150		100		Venu prêter main forte aux partis qui harcèlent les Britanniques. Les Amérindiens domiciliés abrègent leur séjour. Les Canadiens sont employés à la construction des forts Beauséjour et Gaspereau.
			60?	240	La troupe composée surtout de guerriers outaouais, ojibwés et sauteurs chasse les Britanniques qui y sont établis et détruit le village miami.
300	2 100		200		Une armée de travailleurs recrutés pour bâtir 3 forts au sud du lac Érié : une avant-garde de 400 hommes part en janvier et le reste au printemps. Les fatigues et la maladie font beaucoup de victimes.
	1 100				Nouveau détachement de travailleurs.

(suite du tableau page 500)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
	17 avril	rivière Monongahela, Ohio	Contrecœur	600	
	28 mai	Ohio	Joseph Coulon de Villiers de Jumonville plus 1 officier, 2 cadets	32	
	3 juillet	fort Necessity, Ohio	Louis Coulon de Villiers, Le Mercier, plusieurs cadets	615	
1755	16 juin	fort Beauséjour	Vergor Duchambon	450	
	17 juin	fort Gaspereau	Villeray	25	
	9 juillet	rivière Monongahela	Liénard de Beaujeu, commandant, Dumas, commandant en second, plus 11 officiers et 22 cadets	868	
	8 septembre	lac Saint-Sacrement	Dieskau, commandant, Montreuil, commandant en second	1 500	210
1756	27 mars	fort Bull (près d'Oswego)	Chaussegros de Léry, commandant, plus 15 officiers et 3 cadets	393	51
	mai/juillet	baie de Niaouré (près de Chouaguen)	Louis Coulon de Villiers, commandant	660	



Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
600					Contrecœur somme Ward et sa petite garnison (41 h.) de quitter le fort en construction qu'il nomme fort Duquesne.
	28				Porteur d'une sommation obligeant les Britanniques à quitter la vallée, Jumonville est surpris par le parti de Washington (159 h.) et tué avec 9 de ses hommes. Les autres sont faits prisonniers.
200	300		100	11	Parti intercepter le détachement virginien (300 h.), Villiers investit le fort où il s'est réfugié. Après 9 heures de feu nourri de part et d'autre, Washington accepte la capitulation avec les honneurs de la guerre.
150	350 Aca- diens				Attaqué par le colonel Monckton à la tête de 2 000 hommes, le fort capitule après 4 jours de siège.
25					Le fort, un entrepôt sur la baie Verte, se rend sans résistance aucune.
72	146		230	407	Partie du fort Duquesne pour aller intercepter l'armée de Braddock (1 450 h.), la troupe, soit essentiellement les Amérindiens, force l'ennemi à se retirer et lui inflige de lourdes pertes.
12	600		678		Après avoir défait un premier détachement de 1 000 hommes, la troupe attaque l'armée de William Johnson qui menaçait le fort Saint-Frédéric, mais abandonne la partie après 4 heures de fusillade; 2 autres affrontements violents ont lieu. Malgré les revers, la menace contre Saint-Frédéric est écartée.
27	162	9	128		Attaque des convois, prise du fort Bull après une attaque de vive force et destruction des entrepôts.
500			100	60	Le détachement prépare le camp de l'armée sur la baie, épie et harcèle les Britanniques. Le 3 juillet, avec 60 Folles-Avoines, il livre un vif combat sur la rivière Onondaga et fait 40 prisonniers.

(suite du tableau page 502)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
	2 août	fort Granville (Pennsylvanie)	François Coulon de Villiers Jacobs (Loup), chef des Loups	55	
	14 août	Chouaguen (forts George, Oswego et Ontario)	Montcalm, commandant François de Rigaud, commandant des milices et soldats de la colonie : le détachement de Rigaud est l'avant-garde de l'armée.	3 047	1 100
	8 septembre	Attigué (près du fort Duquesne) (Kittanning) village loup (Delaware)	Normandville, commandant Jacobs, chef des Loups et autres officiers	?	
1757	23 février- 22 mars	fort William Henry	Rigaud de Vaudreuil (Paulhaies, Dumas et Longueuil, etc.)	1 535	300
	30 juin	Wood Creek	non donné		
	24 juillet	près du fort Edward	Marin, lieutenant (Rochebeaucourt)	480	
	24 juillet	lac Saint-Sacrement (Sabbath Day Point)	Corbière, lieutenant, (Langlade, Hertel de Saint-François)	550	
	9 août	fort William Henry	Montcalm	7 954	2 759
1757	juin	fort Cumberland	La Saussaye, commandant Belestre, fils Saint-Ours	84	

Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
23				32	Venus du fort Duquesne, les partisans brûlent le fort et forcent la petite garnison à se rendre. Ramènent 27 prisonniers.
137	1 500		234	36	L'armée assiège le fort Ontario d'où l'ennemi (1 244 h. au total) s'échappe pour se réfugier dans le fort George. Dès le début de l'attaque de ce fort, le commandant anglais est tué, la garnison capitule et est faite prisonnière.
	X			X	Une troupe de 300 hommes venus de Pennsylvanie attaque le village, mais l'arrivée d'un parti commandé par Normandville les force à se retirer. Jacobs est tué dans ce combat.
250	600	35	350		Après une vaine sommation, le détachement se contente de brûler les bateaux et les entrepôts autour du fort et revient sans avoir combattu.
	10		25	200	Partis en découverte, tombent dans l'embuscade de 55 Rangers commandés par Putnam. Plusieurs Amérindiens et 1 Canadien tués.
80? →				400	De retour avec 1 prisonnier et plusieurs chevelures après une attaque sur des travailleurs près du fort et une vive fusillade avec la garnison venue au secours de ces derniers.
	50			500	De retour avec plus de 150 prisonniers après avoir attaqué les 22 berges du colonel Parker à la pointe du lac Saint-Sacrement.
524	2 946		690	1 035	Après 6 jours de siège, la garnison ennemie (2 400 hommes) capitule avec les honneurs de la guerre. Le lendemain, elle est attaquée par les alliés amérindiens pendant sa marche vers le fort Edward.
	3			78	Abandonnés par les Amérindiens, ils tombent dans une embuscade à leur retour du fort Cumberland; 6 morts.

(suite du tableau page 504)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
1757	12 novembre	German Flats (New York) (village des Palatins)	Picoté de Belestre (7 autres officiers et 12 cadets)	265	
1758	6 juillet	près de Carillon	Levrault de Langis et Trépezec (Régiment de Béarn)	300	150
	8 juillet	hauteurs de Carillon	Montcalm	3 526	3 111
	26 juillet	Louisbourg	Drucourt (Il n'y a que 6 vaisseaux français à cause du blocus des côtes de France.)		
1758	28 août	fort Frontenac	Payen de Noyan	100	
	4 septembre	Gaspé			
	14 septembre	fort Duquesne	Le Marchand de Lignery	1 500	
	12 octobre	fort Loyalhanna (Pennsylvanie)	Capitaine Aubry (des Illinois)	550	



Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
15		30	200		Le parti quitte la colonie le 4 oct., remonte la rivière Mohawk, attaque le village dans la nuit du 12 nov. et le met à sac. Il rentre avec un butin considérable et plus de 150 prisonniers.
130			?		Abandonné par ses guides amérindiens, Trépezec s'égare et tombe sur une colonne ennemie. Le brigadier Haw qui la commande est tué ainsi que Trépezec et 4 autres officiers; 150 soldats et Canadiens sont tués ou faits prisonniers.
150	250		15		L'armée française bloque celle d'Abercromby (15 000 h.) qui s'avançait vers Carillon. La bataille de 7 heures fait beaucoup de victimes dans les deux camps.
3 500 soldats, 3 000 marins →	X				L'ennemi (15 000 h., 17 vaisseaux, etc.) débarque dans la baie de Gabarus le 8 juin. La place capitule le 26 juillet après 7 semaines de siège. Les habitants sont transportés en France.
100 →					L'armée de Bradstreet (3 600 h.) débarque le 24 et installe ses batteries presque sans opposition. Le fort se rend après 2 jours de siège. Perte importante de vivres, de pièces d'artillerie et de barques du lac Ontario.
					L'établissement n'est pas défendu. Du 4 au 18 sept., le général Wolfe ravage le poste et toute la côte, de Mont-Louis à Pabos. Sur une centaine de résidents, 47 sont pris et transportés en France. Les autres s'enfuient.
950				550	Le détachement commandé par le major Grant (800 h.) est surpris près du fort par les Alliés et mis en pièces par la garnison rassemblée par Lignery.
450				100	Formé au fort Duquesne, le parti attaque avec succès un détachement ennemi et bloque le fort pendant 2 jours avant de se retirer.

(suite du tableau page 506)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
	23 novembre	fort Duquesne	Lignery	300	
1759	4 juillet	Chouaguen	La Corne Saint-Luc (21 officiers)	1 190	
	12 juillet	Pointe Lévy	Jean-Daniel Dumas, major général des troupes de la Marine	1 560	60
	24 juillet	Près de Niagara Belle-Famille	Le Marchand de Lignery	700	
	26 juillet	Niagara	Pouchot	486	149
	26 et 31 juillet	Forts Carillon et Saint-Frédéric	Bourlamaque	3 100	1 500
	31 juillet	Montmorency	Lévis commande la gauche du camp.		
1759	9 août/17 sept.	paroisses en aval et en amont de Québec			

Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
300					Lignery a dû renvoyer le gros de sa garnison faute de vivres. À l'approche de l'armée de Forbes (7 000 h.), il fait évacuer et sauter le fort et se retire au fort Machault.
261	820		75	34	N'ayant pas réussi à surprendre l'ennemi, le détachement bat en retraite après une fusillade.
100	1 200		200		À la demande des bourgeois de Québec, on envoie un détachement détruire les batteries sur les hauteurs de Lévis qui s'apprentent à bombarder la ville. Chemin faisant, pendant que l'avant-garde amérindienne reconnaît les lieux, la troupe se croit cernée, tire sur les siens et, cédant à la panique, rembarque en désordre.
700				X	Venue du fort Machault au secours de Niagara, la troupe (qui comprend un détachement d'Illinois et une majorité de miliciens canadiens) tombe dans une embuscade. Seulement 150 parviennent à s'échapper.
204	133			X	Assiégé depuis le 6 juillet par l'armée de John Prideaux (2 500 h.), le fort capitule 20 jours plus tard.
500	1 200				Devant l'avance de l'armée d'Amherst, les Français évacuent et détruisent successivement les 2 forts et vont se retrancher à l'Île-aux-Noix.
	Bataillon de Montréal		X		Wolfe attaque les retranchements à l'ouest de la chute Montmorency. Il est repoussé par un orage et le feu des milices de Montréal postées sur les hauteurs et les Amérindiens. (Les renforts venus du centre et de la droite de l'armée n'ont pas contribué.) Combat classé parmi les grandes batailles par Parkman.
					Incendie et destruction d'une trentaine de paroisses du gouvernement de Québec.

(suite du tableau page 508)

Année	Durée ou date	Lieu	Commandant et autres officiers	Effectif total	Soldats troupes de terre
	13 septembre	sous les murs de Québec	Montcalm	4 500	? 1 500
	5-6 octobre	Saint-François (Odanak)			
	11 octobre	Île-aux-Noix	Bourlamaque	3 023	1 376
1760	février et mars	pointe Lévis	Saint-Martin et?	X	?
	28 avril	Sainte-Foy	Lévis	4 028	2 062 + 145 off. 2 207
	28 avril au 16 mai	siège de Québec	Lévis	6 000	2 900
	18 mai	sur le fleuve, devant Neuville	Vauquelin commandant l' <i>Atalante</i>	170	
	25 août	Fort Lévis (île de la Galette?)	Pouchot	277	
	nuît 27/28 août et 28 août	Île-aux-Noix	Bougainville	1 453	775
	8 septembre	Montréal	Lévis	2 782	2 132 (Lévis)

Soldats troupes de la Marine	Milices	Volontaires	Domiciliés	Alliés	
3 000			X	X	Avec une armée très réduite depuis le début du siège, Montcalm affronte celle de Wolfe (4 441 h.). Déroute dès la première salve. Les tireurs placés sur les flancs ralentissent la poursuite.
					140 Rangers commandés par R. Rogers rasant le village abénaquis.
417	1 230				
	X				Les détachements affrontent à deux reprises des troupes britanniques autour de l'église de Lévis. [Ils s'emparent d'abord de l'église. Les Britanniques viennent les déloger. Ils attaquent ensuite la garnison que ceux-ci y ont laissée.]
898 + 80 off. 978	843				La troupe s'avance vers Québec. Les Britanniques font une sortie le 27 et sont repoussés. Ils font une deuxième sortie le 28. Après un long et dur combat, les Français restent maîtres du terrain.
660	1 840	200	270	130	À ces effectifs s'ajoutent les miliciens du gouvernement de Québec utilisés comme travailleurs pour les tranchées. L'artillerie française ouvre le feu le 11 et lève le siège le 16, après l'arrivée de navires britanniques.
110 marins	60				La petite flotte qui soutenait l'armée de Lévis est poursuivie par les frégates anglaises. Plusieurs bâtiments s'échouent. L' <i>Atalante</i> coule après un combat qui fait beaucoup de victimes.
277					L'armée d'Amherst (11 000?) détruit les barques et assiège le fort qui capitule après 7 jours de tir intense.
	678				Après 8 jours de siège et de bombardements ininterrompus, la faible garnison réussit à se sauver pendant la nuit et à gagner Saint-Jean.
650 (Bernier)					Cerné par les 3 armées venues de Québec, du lac Champlain et d'Oswego, Montréal capitule.



## Abréviations

AC	Archives des Colonies : Centre des archives d'outre-mer, Archives nationales de France. Les séries qui concernent les colonies d'Amérique du Nord sous l'Ancien Régime sont pour la plupart accessibles sur microfilm à Bibliothèque et Archives Canada et au Centre d'archives de Montréal de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
AG	Archives de la Guerre : Bibliothèque du service historique de l'armée de terre (France).
BAC	Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa.
BAnQ-CAM	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Montréal.
BAnQ-CAQ	Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Centre d'archives de Québec.
BRH	<i>Bulletin des recherches historiques.</i>

- DBC*                    *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966 et suiv. : v. 1, 1966; v. 2, 1969; v. 3, 1974; v. 4, 1980.
- DOLC*                *Dictionnaires des œuvres littéraires du Québec*, v. 1, *Des origines à 1900*, sous la direction de Maurice Lemire, Montréal, Fides, [1978] 1980.
- MCQ*                Musée de la civilisation, Québec.
- RAC*                *Rapport des archives publiques du Canada*.
- RAPQ*               *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec*.
- RHAF*               *Revue d'histoire de l'Amérique française*.
- WMQ*               *William and Mary Quarterly*.



# Notes

## AVANT-PROPOS

1. Je tiens à remercier Aline Charles, Catherine Desbarats et, surtout, Sylvie Dépatie de leurs commentaires et suggestions de lecture, et Hélène Paré de ses références, corrections et transcriptions et, surtout, de sa patience.
2. Paris, Plon, 1974. Portant le même titre, la thèse fut déposée à l'Université de Paris X en décembre 1973.
3. *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994.
4. *Habitants et marchands*: 10 pages sur près de 600; *Le Partage des subsistances*: à peine 3 sur près de 300.
5. Sur les interventions éditoriales, voir *infra* le texte d'Hélène Paré, « Le travail d'édition ».
6. Sur la bellicosité de l'histoire dite « traditionnelle », voir T. Wien, « En attendant Frégault. À propos de quelques pages blanches de l'histoire du régime français au Canada », dans Cécile Vidal, Thomas Wien et Yves Frenette (dir.), *De Québec à l'Amérique française. Histoire et mémoire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. L'étude de L. Dechêne s'insère donc dans le courant « guerre et société », domaine aux approches très variées, mais insistant de plus en plus sur l'expérience et les représentations. Sur les débuts et l'évolution des recherches, voir Colin Jones, « New Military History for Old? War and Society in Early Modern Europe », *European Studies Review*, n° 12 (1982), p. 97-108, et Jeremy Black, « Warfare, State and Society in Europe, 1510-1914 », *European History Quarterly*, n° 30 (2000), p. 587-594. John Keegan, *Anatomie de la bataille* (1976), trad. J. Colonna, Paris, R. Laffont, 1993, important jalon de l'étude de l'expérience de guerre, occupe l'horizon de certains chapitres du présent livre. Encore en 2000, l'auteure a réagi à une recension de B. von Krusenstjern et H. Medick, *Zwischen Alltag und Katastrophe: der Dreissigjährige Krieg aus der Nähe*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1999, livre portant sur l'expérience sociale de la guerre de Trente Ans.
7. « L'histoire de l'administration coloniale, non pas bien entendu d'après les édits et ordonnances mais dans ses pratiques, offre un intérêt supplémentaire en éclairant par le biais la perception que l'Ancien Régime a de ses propres institutions », écrit l'historienne en 1977. L. Dechêne, « Coup d'œil sur l'historiographie de la Nouvelle-France », *Études canadiennes*,

- 1977, p. 45-57, citation p. 53. Voir les remarques éclairantes de C. Desbarats sur l'intérêt de l'histoire coloniale pour celle de l'Ancien Régime français dans son ensemble, dans « La question de l'État en Nouvelle-France », dans P. Joutard et T. Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2005, p. 187-198.
8. Citons par exemple Jean Hamelin, marqué par la décolonisation de son époque (*Économie et société en Nouvelle-France*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1960) ou les nombreux historiens de la tradition nationaliste à partir de F.-X. Garneau, *Histoire du Canada* (1845 et suiv.). Pour Garneau (v. 2, 1846, p. 399), les Canadiens furent un « peuple chasseur et guerrier », faute d'occasions commerciales solides. Voir Tocqueville à l'abbé Lesueur, 7 septembre 1831, dans Robert Hébert, *L'Amérique française devant l'opinion étrangère 1756-1960 : anthologie*, Montréal, L'Hexagone, 1989, p. 101 : « [Les Canadiens] sont guerriers par excellence et aiment le bruit plus que l'argent. »
  9. John George Lambton, lord Durham, *Rapport [...] sur les affaires de l'Amérique septentrionale britannique*, Montréal [?], s.n., 1839, p. 7. Cf. la remarque de Bougainville : Canadiens et Français sont « d'une nation différente, ennemie même ». Bougainville à son frère, 7 novembre 1756, dans Louis-Antoine de Bougainville, *Écrits sur le Canada* (R. Lamontagne, comp.), Sillery, Éditions du Pélican, 1993, p. 392-394, citation p. 394. Cf. Christophe Horguelin, « Le XVIII<sup>e</sup> siècle des Canadiens : discours public et identité », dans Joutard et Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France*, p. 209-219.
  10. Il s'agit principalement des deux planches préparées pour le premier volume de l'*Atlas historique du Canada* (Montréal et Toronto, Presses de l'Université de Montréal et University of Toronto Press, 1987), de deux articles connexes portant sur la ville de Québec, et d'une communication sur l'agriculture bas-canadienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Voir la bibliographie dans Sylvie Dépatie et al. (dir.), *Vingt ans après Habitants et marchands. Lectures de l'histoire des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles canadiens*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 296-297.
  11. *Le Partage des subsistances*, p. 187-188.
  12. J. Pontchartrain à Vauban, 21 janvier 1699, dans L. Dechêne, prés., *La Correspondance de Vauban relative au Canada*, Québec, Ministère des affaires culturelles, 1968, p. 30-36, citation p. 32, donnée *infra*, chap. 1, p. 61.
  13. L. Dechêne, « Les entreprises de William Price, 1810-1850 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 1, n<sup>o</sup> 1 (mai 1968), p. 16-52.
  14. Sur l'historiographie jusqu'en 1960, voir les articles critiques de Jean Blain : « Économie et société en Nouvelle-France : le cheminement historiographique dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, vol. 26, n<sup>o</sup> 1 (1972), p. 3-31 et « L'historiographie des années 1950-1960 », *ibid.*, vol. 28, n<sup>o</sup> 2 (1974), p. 163-186.
  15. Tiré d'un entretien animé par François Ricard, dans le cadre de la série *Écrire l'histoire au Québec* réalisée par André Major, diffusée à la radio française de Radio-Canada en juillet 1981, p. 7. Cf. Sylvie Dépatie, « ¿El ser más independiente del mundo? La construcción del arquetipo del *habitant* canadiense », dans C. Poupeney Hart et A. Chacón Gutiérrez (dir.), *El discurso colonial : construcción de una diferencia americana*, Heredia (Costa Rica), EUNA, 2002, p. 189-221.
  16. Dans l'esprit de l'historienne, les deux étaient étroitement liés. À son avis, l'historiographie jusqu'aux années 1960 se contentait d'assaisonner à des sauces différentes les discours des sources. Ce constat fait, inutile d'insister sur les différentes écoles de pensée, il

fallait prendre la contre-partie de l'ensemble. Elle réservait un traitement individuel aux travaux plus récents... parfois dans des notes passablement assassines. Un passage supprimé de l'introduction du présent livre se lit comme suit : « l'image caricaturale [des Canadiens] que nous venons d'évoquer n'est pas une création des historiens, lesquels n'ont fait que recueillir les propos des contemporains, les trier et les agencer au gré de leur talent et de leurs préjugés. Nous n'allons donc pas entreprendre l'analyse et la réfutation de l'historiographie. »

17. *Habitants et marchands*, p. 7. Je souligne.
18. Cf. T. Wien, « Introduction : Habitants, marchands et historiens », dans Dépatie *et al.* (dir.), *Vingt ans après Habitants et marchands*, p. 3-27.
19. *Habitants et marchands*, p. 482. Dans le tapuscrit de la thèse, la formule est « infléchi par les interférences de l'administration ». L. Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat, Paris, 1973, vol. 2, p. 571.
20. *Habitants et marchands* (livre), p. 482.
21. *Ibid.* La référence à l'économie publique prend sans doute acte du stimulant article de J. F. Boshier, « Government and Private Interests in New France », *Canadian Public Administration*, vol. 10, n° 2 (1967), p. 244-257.
22. « Coup d'œil sur l'historiographie », p. 48.
23. *Ibid.*, p. 53.
24. Cahier orange de marque « Canada », papiers L. Dechêne. Le cahier, dont une quinzaine de pages sont noircies, ne porte pas de date, mais les quelques ouvrages cités dans les dernières pages datent de 1977 ou de 1978. Ci-après : « Problèmes ».
25. *Ibid.*, p. [2] (ma pagination). C'est l'auteure qui souligne dans cette citation et les suivantes.
26. L'historienne se réfère à Marx, « Préface » à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1957.
27. Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales de l'état capitaliste*, Paris, Maspero, 1970.
28. « Problèmes », p. [2].
29. *Ibid.*, p. [3].
30. *Ibid.*, p. [6].
31. *Ibid.*, p. [3].
32. *Ibid.*, p. [5].
33. *Habitants et marchands*, p. 347. Sur cette nostalgie structurelle, voir T. Wien, « Introduction : Habitants, marchands et historiens », p. 12-16.
34. « Coup d'œil sur l'historiographie », p. 53-54.
35. « Écrire l'histoire au Québec », entretien cité, p. 12. Voir aussi la préface de la traduction anglaise de *Habitants et marchands : Habitants and Merchants in Seventeenth-Century Montreal*, trad. Liana Vardi, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. xv.
36. « Ordre public et organisation militaire au Canada à la fin du régime français », demande adressée par L. Dechêne au CRSH en 1984.
37. André Corboz décrit bien ce genre de parcours, plus représentatif du cheminement des chercheurs que les fictions bien linéaires que nous composons pour nos demandes de subvention. Voir sa célébration des chemins sinueux de la réflexion en sciences humaines,

- caractérisée par « le travail de l'hypothèse, le pas à pas dans le labyrinthe, les doutes, les détours, les retours, l'erreur positive, la bifurcation, l'impasse même » : A. Corboz, « La recherche : trois apologues », dans *Le Territoire comme palimpseste et autres essais*, Besançon, Éditions de l'Imprimeur, 2001, p. 21-30, citation p. 25. Je tiens à remercier C. Desbarats de m'avoir signalé l'intérêt de cet article.
38. « Problèmes », p. 9-11 et feuille volante entre les p. 11 et 12 ; un plan de cours datant de septembre 1977 présente, parmi les « Problèmes de l'histoire rurale » québécoise et canadienne, celui « des médiations entre la société rurale et l'État ; le rôle de certains intermédiaires (capitaines de milice, curés, seigneurs, bourgeoisie locale) [...] mesure de la participation aux décisions locales ; luttes ou passivité ». Plan du cours Histoire 643D, université McGill, septembre 1977.
  39. Citons notamment, parmi de nombreuses contributions, Gérard Bouchard, *La Nation québécoise au futur et au passé*, Montréal, VLB, 1999.
  40. *Infra*, « Le travail d'édition », p. 41-45.
  41. *Le Partage des subsistances*, p. 12.
  42. Sur ce thème, voir l'étude de Colin M. Coates sur M. de Verchères dans Coates et Cecilia Morgan, *Heroines and History: Representations of Madeleine de Verchères and Laura Secord*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, p. 17-40 ; Diane Gervais et Serge Lusi-gnan, « De Jeanne d'Arc à Madeleine de Verchères : la femme guerrière dans la société d'Ancien Régime », *RHAF*, vol. 53, n° 2 (automne 1999), p. 171-205.
  43. *Infra*, Introduction, p. 59. Afin de ne pas multiplier inutilement les notes, les références au présent volume qui suivent seront données dans le texte ainsi : [2 : 75], le premier chiffre indiquant le chapitre et le deuxième, la page.
  44. Voir en annexe la liste des mouvements militaires, commentée au début du chapitre 4.
  45. Citons Benjamin Sulte, *Histoire de la milice canadienne-française 1760-1897*, Montréal, Desbarats, 1897, p. 59 : « Les rares compagnies qu'on nous envoya de France, à partir de 1684 jusque vers 1740, n'étaient en quelque sorte que des auxiliaires de notre milice, parce que celle-ci avait assumé, avec une prépondérance manifeste, la tâche de défendre le Canada. » Voir aussi W. J. Eccles, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1969.
  46. Cf. W. J. Eccles, *Le Gouvernement de la Nouvelle-France*, Ottawa, Société historique du Canada, coll. Brochures historiques, n° 18, 1965 ; Yves F. Zoltvany, *The Government of New France: Royal, Clerical, or Class Rule?*, Scarborough, Prentice-Hall, 1971 ; Dale Standen, « Politics, Patronage, and the Imperial Interest : Charles de Beauharnais's Disputes with Gilles Hocquart », *Canadian Historical Review*, vol. 60, n° 1 (1979), p. 19-40. Sur les nominations et le jeu de coudes les entourant dans une colonie où les charges ne s'achètent pas, voir Peter N. Moogk, *La Nouvelle France: The Making of French Canada — A Cultural History*, East Lansing, Michigan State University Press, 2000, p. 184, 189-191.
  47. Titre du chapitre 6.
  48. Sur la légende qui donne un tout autre sens à ce cas de meurtre, voir Jean-Claude Dupont, « Jacquin, dit Philibert, Nicolas », *DBC*, v. 3, p. 328-329.
  49. George F. G. Stanley, *New France, The Last Phase, 1744-1760*, Toronto, McClelland & Stewart, 1968.
  50. La citation reprend le titre provisoire du chapitre 8, dont le titre définitif est : « Une guerre de seize ans (1744-1760) ».

51. Sous les yeux de l'auteur ici, l'étude de Fred Anderson, *A People's Army: Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, qui exploite très habilement les riches sources du Massachusetts, dont des journaux de miliciens.
52. Voir par exemple H.-R. Casgrain, *Guerre du Canada 1756-1760. Montcalm et Lévis*, v. 2. Québec, Demers et Frère, 1891 ; W. J. Eccles, « Les forces armées françaises en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans », *DBC*, v. 3, p. xv-xxiv.
53. L. Dechêne, fiche non datée, « L'effort final ». Il y a des parallèles saisissants entre cette discussion, sur le terrain et par la suite entre historiens, et celle qui se déroule dans la sphère anglo-américaine. John Shy, *Toward Lexington: The Role of the British Army in the Coming of the American Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1965 ; Douglas Edward Leach, *Roots of Conflict: British Armed Forces and Colonial Americans, 1677-1763*, Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 1986 ; Don Higginbotham, « The Early American Way of War: Reconnaissance and Appraisal », *William and Mary Quarterly*, 44 (1987) : 230-273 ; Fred Anderson, *Crucible of War: The Seven Years' War and the Fate of Empire in British North America, 1754-1766*, New York, Knopf, 2000 ; Stephen Brumwell, *Redcoats: The British Soldier and War in the Americas, 1755-1763*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; Guy Chet, *Conquering the American Wilderness: The Triumph of European Warfare in the Colonial Northeast*, Amherst et Boston, University of Massachusetts Press, 2003.
54. C'est aussi le cas, semble-t-il, du chapitre 1.
55. Références dans C. P. Stacey, *Quebec, 1759: the Siege and the Battle* (1959), Londres, Pan Books, 1973, nouvelle édition par les soins de D. Graves, Toronto, Robin Brass Studio, 2002. Pressée d'en venir aux batailles des Plaines d'Abraham et de Sainte-Foy, l'historiographie militaire a tendance à disposer rapidement de l'invasion des campagnes de l'été 1759. Quant aux destructions systématiques du mois d'août, même les historiens écrivant en français leur accordent bien peu de place. J.-B.-A. Ferland, *Cours d'histoire du Canada*, 2<sup>e</sup> partie. Québec, Augustin Côté, 1865, p. 575, 584-586 ; H.-R. Casgrain, *Guerre du Canada*, p. 192-195 ; C. P. Stacey, *Quebec, 1759*, éd. de 2002, p. 103-108 et 193-194 ; Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête 1754-1760*, Montréal, Fides, 1955, p. 341-342. Une histoire locale utile : Gaston Deschênes, *L'Année des Anglais : La Côte-du-Sud à l'heure de la conquête*, Sillery, Septentrion, 1988. Sur Stacey, voir *infra*, note 65.
56. Notes dictées le 28 juin 2000.
57. Ian K. Steele met l'accent sur cet aspect de la motivation des Canadiens dans *Betrayals: Fort William Henry and the « Massacre »*, New York, Oxford University Press, 1990, p. 113, 132.
58. La guerre sainte est bien sûr très présente parmi les motifs de se battre de bon nombre de *provincials* anglo-américains. Sur les sermons, voir Nathan O. Hatch, « The Origins of Civil Millennialism in America: New England Clergymen, War with France, and the Revolution », *William and Mary Quarterly*, n° 31 (1974), p. 407-430 ; sur leur réception par les miliciens du Massachusetts, voir Anderson, *A People's Army*, p. 196-223.
59. Le relais sera pris en quelque sorte par James Murray, *Rapport [...] concernant le gouvernement de Québec au Canada* (1762), dans A. Shortt et A. G. Doughty, comp., *Documents concernant l'histoire constitutionnelle du Canada 1759-1791*, Ottawa, Imprimeur du roi, 1911, p. 21-46, et par Frances Brooke, *The History of Emily Montague*, Dublin, G. Faulkner, 1769.

60. « Conclusion générale de l'étude ».
61. Cf. Frégault, *La Guerre de la Conquête*. La thèse des Canadiens face à deux adversaires (les Britanniques, les Français) poussée à son extrême : Laurier LaPierre, 1759, *la bataille du Canada*, trad. N. Paiement et P. Juste, Montréal, Le Jour, 1992.
62. Et si dans certaines conditions cette fidélité *se manifestait* par un particularisme chaotique ? Selon T. H. Breen, l'éveil du mouvement indépendantiste dans les Treize Colonies des années 1760 reflète l'essor en Grande-Bretagne d'un sentiment nationaliste *excluant* les Anglo-Américains qui jusqu'alors se sentaient britanniques. Sans vouloir exagérer les ressemblances entre les deux situations coloniales, l'argument de Breen incite à lire les manifestations de particularisme canadien devant la critique métropolitaine comme un signe non pas d'une désaffection coloniale, mais justement d'une revendication d'appartenance à l'identité française. Il serait stimulant de relire les sources afin de vérifier si les militaires français, qui servent habituellement de témoins de l'existence d'un sentiment national canadien, n'en seraient pas tout autant des acteurs : ils en provoqueraient les premiers balbutiements en refusant d'accorder à leurs interlocuteurs canadiens le plein statut de Français. T. H. Breen, « Ideology and Nationalism on the Eve of the American Revolution : Revisions *Once More* in Need of Revising », *Journal of American History*, n° 84 (1997), p. 13-39 ; cf. Jack P. Greene, « Search for Identity : An Interpretation of the Meaning of Selected Patterns of Social Response in Eighteenth-Century America », dans Greene, *Imperatives, Behaviors, and Identities : Essays in Early American Cultural History*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1992, p. 143-173.
63. La sensibilité de l'auteure ici est très près de celle d'Arlette Farge, par exemple dans « De la guerre », dans Farge, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Seuil, 1997, p. 46-66.
64. Les historiens qui s'intéressent aux victimes anglo-américaines insistent bien sûr davantage sur cette violence : John Demos, *Une captive heureuse chez les Iroquois : histoire d'une famille de Nouvelle-Angleterre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle*, trad. B. Fouchié-Axelsen, Québec, Presses de l'Université Laval, 1999 [1995] ; Evan Haefeli et Kevin Sweeny, *Captors and Captives : The 1704 French and Indian Raid on Deerfield*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2003. Voir aussi Steele, *Betrayals*, radiographie du « massacre » du fort William Henry (1757) et méditation sur la catégorie « sauvagerie » et sa mise en scène ultérieure.
65. Un des rares auteurs à accorder quelques pages à la dévastation des campagnes en août 1759, C. P. Stacey, est visiblement mal à l'aise, mais conclut néanmoins que les Canadiens n'auraient pas hésité à faire pareil aux alentours des villes anglo-américaines. « *War in the eighteenth century was a nasty business, [...] and no one knew it better than the people of Canada.* » *Quebec, 1759*, p. 103-108, citation p. 108.
66. Voir T. Wien, « Vie et transfiguration du coureur de bois », dans Joutard et Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France*, p. 179-186.
67. John Mitchell, *The Contest in America between Great Britain and France*, Londres, 1757, p. 137-138, cité par W. J. Eccles, « The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France », *Canadian Historical Review*, vol. 52, n° 1 (1971), p. 1-22, citation p. 7.
68. Enchaînement révélateur, c'est en évoquant la rumeur voulant que des Amérindiens sont sur le point de soumettre trois grenadiers britanniques à la torture rituelle que Wolfe menace de mettre à sac les campagnes canadiennes : « *If this be true, the Country shall be*

*but one universal blaze.* » Wolfe à Monckton, 25 juillet 1759, Documents Monckton, Collection Northcliffe, v. 22, cité dans Peter Way, « The Cutting Edge of Culture : British Soldiers Encounter Native Americans in the French and Indian war », dans Martin Daunton et Rick Halpern (dir.), *Empire and Others : British Encounters with Indigenous Peoples, 1600-1850*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1999, p. 123-148, citation p. 135.

69. Il reste que le milicien canadien ne se détache pas toujours aussi nettement, dans les discours britanniques ou anglo-américains sur l'ennemi, de ceux qui se battent à ses côtés. Ces discours sont remplis d'images fortes de Français suppôts de l'antéchrist, si présent dans l'imagerie du nationalisme naissant anglais ou britannique, et de « sauvages » — de *French and Indians* —, images qui à première vue du moins écrasent celles des Canadiens. Voir Hatch, « The Origins... », art. cité, et Way, « The Cutting Edge », art. cité. Sur les nationalismes, Colin Kidd, *British Identities before Nationalism : Ethnicity and Nationhood in the Atlantic World, 1600-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, qui nuance Linda Colley, *Britons : Forging the Nation, 1707-1837*, New Haven, Yale University Press, 1992 ; David A. Bell, *The Cult of the Nation in France : Inventing Nationalism, 1680-1800*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2001. L'historiographie anglo-saxonne plus ancienne poursuit cette tendance, par exemple Douglas Edward Leach, *Arms for Empire : A Military History of the British Colonies in North America, 1607-1763*, New York, Macmillan, 1973. Avec une bien meilleure résolution : l'ouvrage récent de Fred Anderson, *Crucible of War*.
70. Voir maintenant James S. Pritchard, *In Search of Empire : The French in the Americas, 1670-1730*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
71. « Conclusion générale de l'étude » (notes). Voir *infra*, p. 460
72. *Ibid.*

## LE TRAVAIL D'ÉDITION

1. Plusieurs archivistes nous ont aidés dans ce travail : Denise Beaugrand-Champagne, du Centre d'archives de Montréal de BAnQ, Pierre-Louis Lapointe, du Centre d'archives de Québec de BAnQ, Anne Laplante, du Centre de référence de la Nouvelle-France du Musée de la civilisation, à Québec, et Marc Lacasse, des Archives de l'Univers culturel de Saint-Sulpice, à Montréal. Nous les en remercions, ainsi que Jean-François Palomino, de la Direction de la recherche et de l'édition de BAnQ, qui nous a signalé les dessins (vues de Québec et du fort de Chambly) reproduits en couverture du livre.

## INTRODUCTION

1. À cause de l'abondance des neiges qui rend la marche trop difficile, explique-t-on. L'armée compte 2 150 hommes au départ de Montréal le 4 juillet suivant. Le nombre de miliciens n'est pas précisé, mais nous savons que deux des quatre bataillons de milice viennent de l'Est de la colonie, ce qui laisse supposer 400 hommes au minimum. *RAPQ*

- (1928-1929), p. 308-318, Frontenac au ministre, 25 octobre 1696, et p. 320-322, Frontenac et Champigny au ministre, 26 octobre 1696. Pour la disposition et le commandement de la milice, voir Claude-Charles Le Roy Bacqueville de La Potherie, *Histoire de l'Amérique septentrionale*, 4 vol., Paris, Nion et Didot, 1722, v. 3, p. 270-282.
2. Les détails qui précèdent et qui suivent proviennent des interrogatoires de l'accusée et des dépositions des témoins, du 14 au 16 juin 1696 : BANQ-CAQ, TP1, S777, D2. Les documents ont été publiés par P.-G. Roy sous le titre *Un procès criminel au dix-septième siècle*, BRH, 10 (1904), p. 193-211 et 229-243. Nous nous sommes efforcée dans ce récit de respecter la langue des témoignages sans avoir nécessairement recours aux guillemets.
  3. Les procès devant l'intendant laissent généralement peu de traces, au mieux un jugement, et ceux menés par ses subdélégués, rien du tout ordinairement. C'est tout à fait par hasard que l'information contre Anne Edmond a été retrouvée mêlée aux archives du Conseil supérieur.
  4. RAPQ (1926-1927) p. 37, lettre de Frontenac à Colbert, 13 novembre 1673. Comme il n'y croit pas vraiment, le gouverneur poursuit son projet, mais la fausse nouvelle l'oblige quand même à certaines précautions.
  5. Le parti comptait 625 hommes dont 310 miliciens. Après avoir détruit trois villages et fait beaucoup de prisonniers (femmes et enfants) il fut attaqué sur le chemin du retour et regagna la colonie avec peine. Voir les détails dans les biographies de Nicolas d'Ailleboust de Manthet et d'Augustin Legardeur de Courtemanche, qui commandaient l'expédition : Jean Blain, « Ailleboust de Manthet, Nicolas d' », DBC, v. 2, p. 13-14, et, Nora T. Corley, « Le Gardeur de Courtemanche, Augustin », DBC, v. 2, p. 398-400.
  6. Les renseignements proviennent de Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, 7 vol., [Québec, E. Senécal, 1871-1890] photoreproduction éd. Élysée, 1975, v. 1, p. 224 et 257, de Léon Roy, « Les Terres l'île d'Orléans. Les Terres de la Sainte-Famille », dans RAPQ (1949-1951), p. 201, et d'Antoine Roy, *Répertoire des minutes de Louis Chambalon*, Québec, 1956, 2 vol., où sont consignées plusieurs transactions foncières des Gaulin. Ordonné prêtre en 1697, Antoine va passer sa vie parmi les Abénaquis et les Micmacs de l'Acadie et de l'île Royale où il passe pour un missionnaire militairement et politiquement engagé : David Lee, « Gaulin, Antoine », DBC, v. 2, p. 246-247. Deux autres fils Gaulin sont morts en 1687 à l'âge de vingt et un et de vingt-quatre ans, sans doute emportés par l'épidémie qui frappe alors la colonie, mais le fait que l'un d'eux meurt à Montréal n'est peut-être pas sans rapport avec la campagne militaire de cette année-là. Le cas échéant, cela pourrait expliquer la détermination des deux cadets de rester chez eux.
  7. Nous suivons la version d'Anne qui, malgré quelques contradictions, est plus cohérente que celle de son frère qui nie toute connaissance des faits et jure qu'il ne demande pas mieux que d'aller en guerre. De toute évidence, Anne est une fille astucieuse plus douée que les quatre garçons pour personnifier un mystérieux étranger.
  8. Voir Guy Frégault, *Iberville le conquérant*, Montréal, [Éditions Pascal, 1944] Guérin, 1996, p. 192-209, pour les mouvements de 1696. Venu secourir Villebon sur la rivière Saint-Jean, Iberville (avec l'aide des Iroquois) s'empare du fort anglais de Pemaquid durant l'été puis passe à Terre-Neuve pour la mise à sac des pêcheries anglaises dans l'hiver.
  9. Voir Régis Roy, « Le flibustier Baptiste », dans BRH, 5 (1899), p. 8-17, à propos des prises de Baptiste et de Guyon en 1695. Claude Guyon, oncle de Joseph, est un habitant de



Sainte-Famille et, par leur mère Marie Rocheron, les Gaulin sont vaguement apparentés aux Guyon. Il y a là une bonne source de renseignements.

10. AC, F3, v. 7 : 54v, « Relation de ce qui s'est passé en Canada... », 4 novembre 1693 ; Frégault, *Iberville*, p. 161-162.
11. L'affaire est jugée suffisamment sérieuse pour être mentionnée brièvement dans la relation officielle de l'année 1696 : AC, C11A, v. 14 : 35-64, « Relation de ce qui s'est passé... »
12. Bacqueville de La Potherie, *Histoire de l'Amérique septentrionale*, v. 3, p. 269-270. On se souvient donc encore de cette affaire deux ans plus tard, quand l'auteur arrive dans la colonie. Il la retient pour rompre la monotonie des récits de bataille.
13. Iberville est accompagné de marins français et canadiens, de jeunes commerçants aventuriers au service de la Compagnie du Nord.
14. Dans *Habitants et marchands*, publié en 1974, la guerre pourtant omniprésente dans l'île de Montréal est à peine mentionnée : Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974.

## CHAPITRE 1 • REPRÉSENTATIONS

1. Louise Dechêne (dir.), *La Correspondance de Vauban relative au Canada*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1968, p. 32, lettre de Jérôme de Pontchartrain baron de Maurepas au maréchal de Vauban, Versailles, 21 janvier 1699. Pontchartrain (1674-1747) va occuper le poste de ministre de la Marine et des colonies de septembre 1699 à 1715. Le projet de Vauban est exposé dans « Moyen de rétablir nos colonies de l'Amérique » [1699]. Il propose d'y envoyer 50 000 soldats et des contingents de filles à marier ; au bout de cinq ans, environ 10 000 se seront établis, ce qui suffirait à relancer le peuplement ; dans A. M. Augoyat (dir.), *Les Oisivetés de Monsieur de Vauban*, Paris, Corrêard, 1842-1845, t. 4.
2. La possibilité d'une réception locale des ouvrages sur la Nouvelle-France à l'époque de leur parution n'est même pas envisagée par Maurice Lemire. Des livres écrits par des Français pour les Français, écrit-il, et qui n'atteindront le public canadien qu'au XIX<sup>e</sup> siècle : *La Vie littéraire au Québec*, v. 1, Québec, Presses de l'Université Laval, 1991, p. xii et chap. 1. Nous reviendrons sur le présupposé de l'auteur, soit le conflit culturel entre Français et Canadiens, avec lequel nous sommes en désaccord : chap. 8, p. 32 et note 16.
3. Michèle Duchet, *Anthropologie et histoire au siècle des lumières* ; Buffon, Voltaire, Rousseau, Helvetius, Diderot, Paris, Maspero, 1971, p. 125-136.
4. Le chevalier de Troyes a tenu un journal de sa campagne à la baie d'Hudson (avril-septembre 1686) et un chanoine de Québec a retranscrit textuellement un passage de ce journal dans un mémoire manuscrit sur des miracles daté de 1687 : Pierre de Troyes, *Journal de l'expédition du chevalier de Troyes à la Baie d'Hudson, en 1686*, édité et annoté par l'abbé Ivanhoe Caron, Beauceville, l'Éclaireur, 1918, p. 88-89 ; MCQ, fonds d'archives du séminaire de Québec, SME 12.2.1/1/84, « Miracles qui se sont opérés à Ste-Anne de Beaupré de 1662 à 1687, relatés par le chanoine Thomas Morel, 24 juin 1687 », p. 14. Voir aussi la circulation locale de relations sur le siège de Québec en 1690, plagiées d'un auteur à l'autre : Ernest Myrand, 1690. *Sir William Phips devant Québec : histoire d'un siège*, Montréal, Beauchemin, 1925.

5. Légende de la carte de Desceliers (1546-1550), Charles de La Roncière, *Jacques Cartier et la découverte de la Nouvelle-France*, Paris, Plon, 1931, p. 194-195. Roberval a été autorisé à puiser dans les prisons pour compléter ses équipages : Jacques Lacoursière, « La tentative de colonisation, 1541-1543 », dans Fernand Braudel (dir.), *Le Monde de Jacques Cartier*, Montréal/Paris, Libre Expression/Berger-Levrault, 1984, p. 275-283.
6. Robert Le Blant et René Baudry (dir.), *Nouveaux documents sur Champlain et son époque*, Ottawa, Archives publiques, 1967, p. 26.
7. *Ibid.*, p. 27. Sur ces divers épisodes, voir Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France*, 1, *Les Vaines Tentatives (1524-1603)*, Montréal, Fides, 1963.
8. Dollier de Casson, François, *Histoire du Montréal*, édition critique par Marcel Trudel et Marie Baboyant, Montréal, Hurtubise, 1992, coll. « Documents d'histoire », p. 201-202.
9. François Lebrun, « Les soulèvements populaires à Angers aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles », *Actes du 90<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes*, 1966, cité par Charles Frostin, « Du peuplement pénal de l'Amérique française : hésitations et contradictions du pouvoir royal en matière de déportation », *Annales de Bretagne*, 85 (1978), 1, p. 72.
10. Voir Frostin, « Du peuplement pénal » ; aussi Arlette Farge, *Dire et mal dire. L'opinion publique au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 1992, p. 167-171, et Jacques Revel, *Logiques de la foule : l'affaire des enlèvements d'enfants, Paris 1750*, Paris, Hachette, 1988, p. 98-111. Marcel Giraud, *Histoire de la Louisiane française*, t. 1 : *Le règne de Louis XIV (1698-1715)*, Paris, Presses universitaires de France, 1953, p. 152-154, t. 3 : *L'Époque de John Law (1717-1720)*, Paris, Presses universitaires de France, 1966, p. 252-254.
11. Voir la section « La déportation des pauvres aux colonies » dans Pierre Gitton, *La Société et les pauvres. L'exemple de la généralité de Lyon, 1534-1789*, Paris, Les Belles Lettres, 1971, p. 289-293. Charles de Biencourt et le chevalier de Razilly sont de ceux qui préconisent le recrutement forcé de vagabonds pour leurs entreprises. Voir par exemple la charte de la compagnie de Morbihan de 1626 : Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France*, III, *La Seigneurie des Cent-Associés*, v. 1, *Les événements*, Montréal, Fides, 1979, p. 1-6.
12. Archives du séminaire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier X (136), f. 61-62 : lettre de Voyer d'Argenson (destinataire non identifié), 14 octobre 1658. En Angleterre, la politique est beaucoup plus claire. À partir de 1615, les sentences criminelles peuvent être commuées en « *parts abroade* » et la relégation devient un phénomène important après la Restauration. K. G. Davies, *The North Atlantic World in the Seventeenth Century*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1974, p. 91-93.
13. Lettres du chevalier de Baugy à son frère, Québec, 27 octobre et 22 novembre 1682, dans *Journal d'une expédition contre les Iroquois en 1687 rédigé par le chevalier de Baugy, aide de camp de M. le marquis de Denonville*, texte présenté par Ernest Serrigny, Paris, Ernest Leroux, 1883, p. 151 et 153-154.
14. AC, C11A, v. 6 : 184-184v, de Meulles au ministre, 4 novembre 1683.
15. [Antoine-Denis Raudot], *Relation par lettres de l'Amérique septentrionale (Années 1709 et 1710)*, texte présenté par Camille de Rochemonteix, Paris, Letouzey et Ané, 1904, p. 4. Malgré un permis d'imprimer du 25 août 1725, l'ouvrage demeura inédit. Raudot partage avec son père l'intendance du Canada de 1705 à 1711.
16. [Louis Bertrand de Latour], *Mémoires sur la vie de M. de Laval, premier Évêque de Québec*, Cologne, Jean-Frédéric Motiens, 1761, p. 56-57. L'ouvrage a été rédigé avant 1755. La turpitude des premiers immigrants est soulignée pour mieux faire ressortir les mérites du

- saint évêque. « Dieu a béni ses soins » en envoyant le régiment de Carignan « dont les officiers étaient gens d'honneur et de mérite, les soldats d'assez bonnes gens » (p. 57).
17. Voir par exemple Charles Coste (dir.), *Aventures militaires au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les mémoires de Jean-Baptiste d'Aleynac*, Paris, Berger-Levrault, 1935, p. 25-34.
  18. Lahontan, *Nouveaux voyages*, La Haye, l'Honoré, 1702, lettre 1, dans Lahontan, *Œuvres complètes*, édition critique par Réal Ouellet et Alain Beaulieu, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, v. 1, p. 265-267.
  19. Robert Challe, *Journal d'un voyage aux Indes orientales (1690-1691)*, Paris, Mercure de France, 1979, p. 217 et 522-528. L'ouvrage a d'abord été publié à Rouen, en 1721, au lendemain de la mort de l'auteur qui fut écrivain de la Marine après avoir séjourné à plusieurs reprises en Acadie avec la Compagnie des pêches sédentaires de Bergier. Voir l'avant-propos du *Journal* par Frédéric Deloffre qui a beaucoup écrit pour faire connaître les œuvres de Challe, considéré aujourd'hui comme un des écrivains les plus intéressants de son époque.
  20. [Lesage], *Les Aventures de Monsieur Robert Chevalier dit de Beauchêne, capitaine de flibustiers dans la Nouvelle-France*, 2 vol., Paris, Étienne Ganeau, 1732. Voir aussi Gilbert Chinard, *L'Amérique et le rêve exotique dans la littérature française au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Droz, 1934, p. 271-312. C'est seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle que le Canada commence à recevoir régulièrement des prisonniers. Les mémoires romancés de Lebeau décrivent une de ces expériences de la relégation : *Avantures du Sr C. Le Beau, avocat en Parlement, ou voyage curieux et nouveau parmi les Sauvages de l'Amérique septentrionale*, 2 vol., Amsterdam, Herman Uytwerf, 1738.
  21. Reuben G. Thwaites (dir.), *The Jesuit Relations and allied documents : travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791*, 73 vol., Cleveland, Burrows Brothers, 1896-1901 ; voir les relations de 1634 (v. 6, p. 98-106), 1635 (v. 7, p. 254-256) et 1637 (v. 11, p. 74-78) ; Marie Morin, *Histoire simple et véritable : les annales de l'Hôtel-Dieu de Montréal, 1659-1725*, édition critique par Ghislaine Legendre, Montréal, les Presses de l'Université de Montréal, 1979, p. 36-38 et 49-55 ; Dollier de Casson, *Histoire du Montréal, passim*, par exemple p. 48-66 et p. 78.
  22. François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle France*, 3 tomes, [Paris, chez Nyon, 1744] reproduction : éditions Élysée, Ottawa, 1976, v. 1, p. 205. Ce passage complète une description de la vie édifiante des habitants de Québec en 1636. Charlevoix a vécu au Canada de 1705 à 1708. À cette époque, les pionniers des temps héroïques auraient en effet été au moins centaines. Les références aux vol. 1 et 2, consacrés à l'histoire de la colonie depuis ses origines jusqu'en 1731, renvoient à l'édition originale telle que reproduite en 1976 par les éditions Élysée d'Ottawa. Le *Journal d'un voyage fait par ordre du Roi dans l'Amérique septentrionale*, qui forme l'essentiel du vol. 3, a fait l'objet d'une édition critique par Pierre Berthiaume, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1994. Les références au *Journal* renvoient à cette dernière édition.
  23. Claude-Charles Le Roy de Bacqueville de La Potherie, *Histoire de l'Amérique septentrionale*, Paris, Nion et Didot, 1722, t. 1, p. 368. Rédigé en partie au Canada, l'ouvrage fut soumis pour publication en 1702, mais Jérôme de Pontchartrain, auquel l'auteur était apparenté, en fit retarder la parution jusqu'à la fin de la guerre. Il y aurait eu une première édition en 1716. Celle que nous connaissons est de 1722 ; elle a été rééditée intégralement en 1997 par les Éd. du Rocher (s. l.). Voir aussi l'article biographique de Léon Pouliot, « Le

- Roy dit Bacqueville de La Potherie, Claude-Charles », *DBC*, v. 2, p. 439-441, et celui de Marie-Aimée Cliche, « *Histoire de l'Amérique septentrionale*, de Claude-Charles Le Roy, dit Bacqueville de La Potherie », *DOLQ*, v. 1, p. 322-325.
24. AC, F3, v. 24 : 88, « Description du Fleuve St. Louis au Mississipi et de la Riviere de la Mobile par M. de Rémonville », 1715. Rémonville serait un ancien ami de La Salle, selon Giraud, *Histoire de la Louisiane française*, v. 1, p. 14.
  25. Même Charlevoix, qui oublie facilement ce qu'il vient d'écrire en passant d'une source à l'autre, lie l'abondance de noblesse au Canada à l'apport du régiment de Carignan : *Histoire et description*, v. 1, p. 399, et *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 401-402. Ses propos sont repris presque textuellement par Nicolas-Gaspard Boucault, lieutenant particulier de la prévôté de Québec, dans « État présent du Canada [...] (1754) », *RAPQ* (1920-1921), p. 16. Le régiment envoyé au Canada en 1665 pour réduire les Iroquois laissa quelque 400 soldats et une vingtaine d'officiers dans le pays, soit un très faible pourcentage de l'immigration totale au XVII<sup>e</sup> siècle et pas plus que 20 % des gentilshommes qui se sont établis. Voir Lorraine Gadoury, *La Noblesse de Nouvelle-France. Familles et alliances*, Montréal, HMH, 1991, p. 33 et annexe 2, p. 166-170.
  26. Pierre Boucher, *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle France vulgairement dite le Canada*, Paris, Florentin Lambert, 1664 ; réimprimé par la Société historique de Boucherville, Boucherville, 1964. Voir en particulier l'avant-propos et p. 155-156.
  27. Chrestien Leclerc, *Premier Etablissement de la Foy dans la Nouvelle-France...*, Paris, chez Amable Auroy, 1691, v. 2, p. 11-14.
  28. Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 235.
  29. *Relation* de 1637, citée par Marie-Christine Pioffet, « L'arc et l'épée : les images de la guerre chez le jésuite Paul Lejeune », dans Réal Ouellet (dir.), *Rhétorique et conquête missionnaire : le jésuite Paul Lejeune*, Québec, Septentrion/Célat, 1993, p. 44. De la même façon, Maisonneuve protège la retraite de ses hommes et reste seul, deux pistolets à la main, face à l'armée ennemie. Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 94-96.
  30. Voir le comportement de Hertel pendant sa captivité dans Charlevoix, *Histoire et description*, v. 1, p. 354, ou celui du soldat Brigeart dans Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 233-235.
  31. Charlevoix, *Histoire et description*, v. 1, p. 313.
  32. Dollier de Casson est particulièrement dur envers les Hurons, ces « basilics » : *Histoire du Montréal*, p. 112-113. Marie-Christine Pioffet cite un passage où Lejeune ne retient pas ses sarcasmes : « L'arc et l'épée », dans Ouellet (dir.), *Rhétorique et conquête missionnaire*, p. 45.
  33. [Raudot], *Relation par lettres*, p. 5-8. Contrairement aux autres auteurs, Raudot croit que les Français habitués au pays sont aussi aptes que les Canadiens.
  34. [Louis] Franquet, *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, rééd. Élysée, 1974, p. 193.
  35. Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 403 ; Pehr Kalm, *Voyages de Pehr Kalm au Canada en 1749*, traduit et annoté par Jacques Rousseau et Guy Bethune, Montréal, Pierre Tisseyre, 1977, p. 422, et autres remarques semblables p. 413, 450 et 552.
  36. Franquet, *Voyages et mémoires*, p. 193.
  37. [Raudot], *Relation par lettres*, p. 5 ; Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 402 ; Bacqueville de La Potherie, *Histoire*, v. 1, p. 167-170.

38. « Ce Climat là estant heureux pour produire des hommes Beliqueux », écrit Vauban : Dechêne (dir.), *La Correspondance de Vauban*, p. 28.
39. Bacqueville de La Potherie, *Histoire*, v. 1, p. 51. Seule représentation du colon que nous ait laissée le régime français, cette gravure est souvent reproduite pour illustrer le milicien ou le coureur de bois. Contrairement à ce que plusieurs ont écrit, le costume n'a rien de typiquement « canadien » : Yves Landry (dir.), *Pour le Christ et le Roi : la vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre expression, 1992, ill. Francis Back.
40. Alexandre-Olivier Exquemelin (ou CExmelin), *Histoire des aventuriers flibustiers qui se sont signalez dans les Indes* [Paris, s.n., 1686]. Voir à ce sujet Chinard, *L'Amérique et le rêve exotique*, p. 245-279, chapitre où l'auteur fait un rapprochement entre les aventures d'Exquemelin et celles de Beauchêne, l'aventurier canadien inventé par Lesage. La gravure est reproduite dans Franco Cardini, *La Culture de la guerre*, Paris, Gallimard, 1992. L'ouvrage d'Exquemelin a d'abord été publié en néerlandais à Amsterdam, en 1678.
41. Bacqueville de La Potherie, *Histoire*, préface du v. 3.
42. *Ibid.*, v. 1, p. 366.
43. *Ibid.*, v. 1, p. 167. La correspondance de Frontenac ne contient aucun énoncé de ce genre.
44. Voir les articles biographiques de Léon Pouliot dans le *DBC*, v. 2, p. 439-441, et de Marie-Aimée Cliche dans le *DOLQ*, v. 1, p. 322-325. Nous utilisons le nom qui figure sur la page de titre de son ouvrage. Le nom complet est Claude-Charles Le Roy de Bacqueville de La Potherie (et non pas « dit Bacqueville » comme l'écrivent les deux biographes). Voir Robert Le Blant, *Histoire de la Nouvelle-France. Les sources narratives du début du XVIII<sup>e</sup> siècle...*, Dax, Prodieu, s.d., p. 65-76, pour les antécédents familiaux. Même si le « Nouveau d'Hozier » (Bibliothèque nationale, Paris) fait naître l'auteur à Paris en 1663, nous croyons qu'il faut plutôt se fier à l'auteur lui-même qui n'a aucune raison de mentir sur ses origines coloniales. D'ailleurs les renseignements du Nouveau d'Hozier ne s'accordent pas avec l'histoire de la famille telle que retracée par Le Blant.
45. Kalm, *Voyages*, p. 422-423. À propos des passages sur la dégénérescence des Américains (longévité comparée des hommes et des animaux, etc.) dans l'ouvrage de Kalm, *En Resa*, publié en 1761 en France, voir Durand Echeverria, *Mirage in the West : a History of the French Image of American Society to 1815*, New York, Octagon Books, 1966, p. 8-9. Apparemment, Kalm était engagé dans cette voie avant la publication, en 1749, des premiers volumes de l'*Histoire naturelle* de Buffon.
46. Réédité sous le titre *Aventures du chevalier de Beauchêne*, Paris, Librairie commerciale et artistique, 1969. L'authenticité des mémoires a suscité des querelles chez les érudits de naguère ; celles-ci sont résumées dans l'article de René Baudry consacré à un nommé Robert Chevalier qui aurait vécu ces aventures : « Chevalier, dit Beauchêne, Robert », *DBC*, v. 2, p. 148-149. Selon nous, tout indique que ces aventures sont imaginaires et c'est là, d'ailleurs, que réside leur intérêt. Notons qu'entre autres sources, Lesage a beaucoup utilisé l'ouvrage de Bacqueville de La Potherie et fait même intervenir celui-ci, en personne, dans un des derniers épisodes. Le roman ne connut pas un grand succès. Voir à ce propos Roger Laufer, *Lesage ou le Métier de romancier*, Paris, Gallimard, 1971, p. 389-394.
47. Nom que se donnaient les boucaniers et les flibustiers. Voir Hubert Deschamps, *Pirates et flibustiers*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 39-63. L'ouvrage d'Exquemelin, *Histoires des aventuriers*, comme celui du père Jean-Baptiste Labat, *Nouveau voyage aux isles de l'Amérique*, Paris, G. Cavelier, 1722, ont popularisé ces thèmes. « Nous sommes

- tous égaux », disent les flibustiers à Beauchêne pour l'inciter à partir avec eux (p. 56). Voir *supra*, note 20.
48. Les références à l'attachement inconditionnel des indigènes pour les héros du roman sont fréquentes. À la mort de mademoiselle Du Clos, huit Huronnes s'immolent pour accompagner dans l'au-delà celle que leur village avait élue souveraine.
  49. A. Augustin-Thierry (dir.), *Mémoires de Robert Challes, écrivain du roi*, Paris, Plon, 1931, p. 274-275. Challe (ou Challes) a fait plusieurs voyages en Acadie en 1683 et en 1688 comme associé de la compagnie des pêches sédentaires de l'Acadie. Une partie de ses mémoires rédigées vers 1714-1716 portent sur ses expériences coloniales. L'auteur mélange les comptes rendus précis avec des envolées d'imagination.
  50. *Ibid.*, p. 84, à propos des Canadiens qui savent vivre du produit de leur chasse ou de chair humaine, à l'instar de leurs ennemis. Pour un exemple de cette fascination, voir la lettre du lieutenant Méritens de Prodals à son frère du 24 août 1757, où il fait manger des Anglais aux soldats de son régiment après la prise du fort William Henry : Raymond Douville (dir.), « Le Canada en 1756-1758 vu par un officier du régiment de La Sarre », *Cahiers des Dix*, n° 24 (1959), p. 113-132. Voir Richard Slotkin, *Regeneration through Violence; the Mythology of the American Frontier, 1600-1860*, Middletown, Conn., Wesleyan University Press, 1973. En Grande-Bretagne, écrit Slotkin, on associe spontanément cannibalisme et Amérique comme si la pratique était courante même chez les colons. De leur côté, les colons britanniques croient la pratique répandue chez les Français et il semble que Slotkin accepte leur témoignage : p. 124-125.
  51. François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle France et Journal d'un voyage fait par ordre du Roi dans l'Amérique septentrionale* : voir *supra*, note 22. L'*Histoire* présente deux portraits d'hommes de guerre : celui des temps héroïques qui reprend celui des *Relations* des jésuites, principal matériau des premiers chapitres ; celui dont il est question ici, peint par petites touches au fil des événements à partir du livre dixième (années 1670-1684). Mais l'auteur interrompt rarement la narration pour décrire les protagonistes et c'est dans le *Journal* que nous trouvons ces esquisses du caractère des habitants de la colonie, principalement dans les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> lettres. Pour notre propos, cette dernière (p. 401-405) est la plus importante.
  52. Voir Yvon Le Bras, « Les Relations de Paul Lejeune : aux frontières de l'historiographie », dans Ouellet (dir.), *Rhétorique*, p. 53-66. Nous n'hésitons pas à affirmer que le portrait des p. 401-405 du *Journal* (Berthiaume [dir.]) est celui de la noblesse militaire. Sur un total de 39 lignes, la moitié a trait aux difficultés matérielles des gentilshommes, à des questions d'appointements et de dérogence. La suite est moins claire mais les allusions aux capacités pour le commandement ne s'appliquent certainement pas aux paysans. La fin, où l'auteur suggère d'exporter ces braves soldats pour les services de l'État, ne peut aussi que concerner les officiers.
  53. Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 404.
  54. *Ibid.*, p. 405.
  55. *Ibid.*, p. 404.
  56. L'*Histoire* s'ouvre sur deux questions : qui a arrêté le progrès de l'Évangile ? Pourquoi la plus ancienne de nos colonies est-elle si peu peuplée et la moins puissante de toutes (v. 1, « Avertissement », p. vii-viii) ? Charlevoix n'y répond pas explicitement. À quelques reprises, il fait référence à la mésentente entre les administrateurs et aux lenteurs de Ver-

sailles à envoyer des secours, mais ces remarques sont de peu de poids à côté des multiples accusations contre les coureurs de bois, véritables responsables de l'échec économique et moral. Selon Maurice Lemire, Charlevoix attribue l'échec aux compagnies de commerce et, au-delà, aux administrateurs français cupides et à courte vue. C'est vouloir faire endosser par le jésuite la thèse, développée par les historiens québécois des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, de la mauvaise mère patrie qui étouffe les initiatives économiques des colons : *La Vie littéraire au Québec*, v. 1, Québec, p. 59. Voir aussi Jean Blain, « Économie et société en Nouvelle-France : le cheminement historiographique dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, 26, 1 (juin 1972), p. 5-6. Charlevoix inaugure la problématique de l'échec mais ses réponses ne sont pas les mêmes.

57. Pierre Berthiaume parle de « *patchwork* » et d'« amalgame » à propos du *Journal* et on peut en dire autant de l'*Histoire* : Charlevoix, *Journal* (P. Berthiaume [dir.]), v. 1, p. 43 et 53.
58. Cité dans Annie Jacob, *Homme économique / homme sauvage, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, thèse de doctorat ès lettres, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1992, p. 39. La première partie de cette thèse, qui résume l'évolution de la notion de travail, est très utile.
59. *RAPQ* (1930-1931), p. 42, lettre de Colbert à l'intendant Jean Talon, 5 janvier 1666.
60. Les dénonciations des coureurs de bois sont particulièrement virulentes entre 1675 et 1713 ; Charlevoix, *Histoire et description*, v. 1, p. 454, 532, v. 2, p. 391. Ces dénonciations sont attisées par les querelles entre les gouverneurs et les intendants qui s'accusent mutuellement de porter la responsabilité du désordre. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la course des bois cesse de monopoliser l'attention des administrateurs et des mémorialistes. Pour comprendre les remarques de Charlevoix, il faut les replacer dans le contexte du siècle précédent. Un seul auteur reconnaît explicitement que les voyages dans les pays d'en haut ne sont pas de l'errance oisive, c'est Lahontan. « [L]eur travail est inconcevable », écrit-il : Lahontan, *Œuvres complètes*, v. 1, lettre 9, p. 324.
61. AC, C11A, v. 67 : 80, 95-107, « Détail de toute la colonie de l'intendant Hocquart [1737], à propos de l'oisiveté à laquelle la longueur de l'hiver donne occasion ». Diéreville, *Relation du voyage du Port Royal de l'Acadie, ou de la Nouvelle France*, Rouen, Jean-Baptiste Besongne, 1708, p. 72 :  
 « L'oisiveté leur plaît, ils aiment le repos,  
 « De mille soins fâcheux le Pays les délivre,  
 « N'étant chargez d'aucuns Impôts.  
 « Ils ne travaillent que pour vivre. »  
 Il existe d'autres commentaires semblables, moins joliment dits, à propos des Canadiens.
62. [Raudot], *Relations par lettres*, p. 4.
63. AC, C11A, v. 5 : 51, Duchesneau au ministre, 10 novembre 1679 ; C11A, v. 17 : 73v, Champigny au ministre, 20 octobre 1699 ; *RAPQ* (1942-1943), p. 416, résumé d'une lettre de madame de Vaudreuil au ministre, 1709 ; et *RAPQ* (1946-1947), p. 409, « Mémoire de Madame de Vaudreuil au ministre (1710) ». Sur la question des chevaux, qui concerne directement le comportement des miliciens, voir le chap. 5, p. 23-24.
64. Kalm, *Voyages*, voir p. 183, 198, 315, 380, 440-442, pour les remarques sur les femmes. Par ailleurs, les paysans et paysannes échappent à ses critiques : il les dit vêtus simplement et laborieux.
65. Jean-Baptiste de La Croix de Saint-Vallier, *Etat présent de l'Eglise et de la colonie française*

- dans la *Nouvelle France*, Paris, Robert Pepie, 1688, reproduit dans H. Têtu et C.-O. Gagnon (dir.), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Évêques de Québec*, v. 1, sous le titre « Lettre de Saint-Vallier ». Citation p. 256-257. Il s'agit de madame de Denonville.
66. Les références à la paresse des paysans, celle des femmes en particulier, sont assez fréquentes dans la correspondance des officiers de la guerre de Sept Ans. Ajoutons, pour ne pas être accusée de parti pris, qu'il y a aussi dans ces textes des commentaires positifs sur les femmes de la bonne société, leur vivacité d'esprit et leur grâce et leur séduction, ce qui ne change rien à la misogynie globale du discours.
  67. *Lettres édifiantes et curieuses écrites des missions étrangères*, sous la dir. de Y.-M.-M. T. de Querbeuf, Paris, Mérigot, 1781, v. 4, p. 321-322, lettre du père Gabriel Marest, Caskaskias, 9 novembre 1712; publiée aussi dans Thwaites, v. 66, p. 218-254, citation p. 218-220. La liste des vices qui suit est longue.
  68. Le poids des idées reçues peut obscurcir le jugement. C'est le cas de Dupuy qui durant sa première année à l'intendance de Québec éprouve des difficultés à recouvrer des arrérages d'impôts et à enrayer un réseau de contrebande avec Albany. En voilà assez pour demander au ministre de renouveler la « race de Français », celle de la colonie devenant ingouvernable ou, pour reprendre ses mots, « fière et canadienne à mesure qu'elle s'éloigne de son principe ». Le présupposé étant que les problèmes de recouvrement d'impôts et de contrebande ne se posent pas ailleurs. AC, C11A, 49 : 292v-293, Dupuy au ministre, 20 octobre 1727.
  69. Voir Arlette Jouanna, *Ordre social : mythes et hiérarchies dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1977, en particulier p. 60 et suivantes. Aussi *Le Devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'État moderne, 1559-1661*, Paris, Fayard, 1989; Norbert Elias, *La Société de cour*, Paris, Calmann-Levy, 1974.
  70. AC, C11A, v. 8 : 143v-144, Denonville au ministre, 10 novembre 1686. Sur la question de la délinquance nobiliaire dans les années 1670 et 1680, voir Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 382-386. À partir de 1690, les références à la conduite scandaleuse de la noblesse se font rares.
  71. AC, C11A, v. 26 : 167-168, Raudot père au ministre, 10 novembre 1707. Propos repris dans les mémoires de son fils.
  72. Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 404. Voir les observations de Lescarbot, Denys, Leclercq, Lamothe Cadillac et Raudot concernant le soutien que les enfants amérindiens apportent à leurs parents dans leur vieillesse, citées par Ouellet et Beaulieu : Lahontan, *Œuvres complètes*, v. 1, p. 675, note 574. Aussi, Denise Lemieux, *Les Petits Innocents. L'enfance en Nouvelle-France*, Québec, IQRC, 1985, chap. 5 pour d'autres observations tirées des *Relations* et de Lafitau (p. 153). D'ailleurs Charlevoix se contredit sur ce point dans la suite du *Journal*. Sur quatre passages relatifs aux rapports parents-enfants dans la société amérindienne, deux décrivent des familles sans cohésion, des parents traités avec indignité (Berthiaume [dir.], p. 563-564 et 629-630); deux autres mentionnent la déférence et le respect et le fait que, malgré la liberté de l'éducation, les parents savent inspirer aux enfants certains principes d'honneur (*Ibid.*, p. 627 et 654-655). Ce dernier passage est calqué sur Lafitau, précise en note P. Berthiaume.
  73. Kalm, *Voyages*, p. 316 et 323 et p. 223, à propos des invitations du gouverneur. Voir aussi le mandement du 22 octobre 1686 où M<sup>gr</sup> de Saint-Vallier fustige les femmes « qui sont dans le luxe et les modes criminelles du siècle » et leur enjoint de « porter des habits



- conformes à la profession du christianisme et qui n'excèdent pas leur condition ». Têtu et Gagnon (dir.), *Mandements*, v. 1, p. 183 et suivantes.
74. Daniel Roche, *La Culture des apparences. Une histoire du vêtement, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1989; coll. « Points/Histoire », 1991. L'ouvrage démontre l'accélération de la consommation vestimentaire au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, marquée par l'unification des costumes. Lire en particulier un texte de 1768 qui décrit la parure des hommes et des femmes de Montpellier, p. 481.
  75. Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 4, dans *Œuvres*, v. 1, p. 283. Voir d'autres descriptions dans Bacqueville, *Histoire*, t. 1, p. 367, et dans Claude Lebeau, *Avantures du Sr C. Le Beau*, v. 1, p. 65.
  76. On trouve dans la lettre 9 des *Nouveaux voyages* une description précise et relativement exacte de l'organisation commerciale où les marchands et les « coureurs » sont bien différenciés. Lahontan, *Œuvres*, v. 1, p. 321-323.
  77. Charlevoix, *Histoire et description*, v. 2, p. 373.
  78. Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), p. 403, et *Histoire et description*, v. 2, p. 389-390.
  79. Charlevoix, *Journal* (Berthiaume [dir.]), v. 1, p. 235.
  80. Charlevoix, *Histoire et description*, v. 2, p. 197-198. Ces réflexions suivent le récit des événements militaires en Acadie, à Terre-Neuve et à la baie d'Hudson vers 1696-1697.
  81. Charlevoix, *Histoire et description*, v. 2, p. 56. La valorisation de la fonction militaire qui seconde l'action du prêtre dans l'ordre immuable de la société, tel est le système idéologique qui, selon nous, guide l'auteur de l'*Histoire et description*. « Obligé sur la fin de ses jours de quitter les armes, il est entré dans la magistrature », écrit-il à propos de La Durantaye (v. 2, p. 56), une déchéance en somme.
  82. Charlevoix ne sent pas le besoin d'insister sur leur loyalisme, la fidélité au roi et à l'Église étant inséparables dans son esprit. Et vice-versa, les mauvais chrétiens sont forcément vendus aux Anglais.
  83. À propos de cette popularité de Charlevoix, voir Ouellet, Réal, « Jésuites et philosophes lecteurs de Lahontan » dans *Saggi e ricerche di letteratura francese*, Rome, Bulzoni, 1990, v. XXIX, p. 119-164 et en particulier p. 141-143.
  84. « Journal d'une campagne au Canada à bord de *La Sauvage* (mars-juillet 1756), par Louis-Guillaume de Parscau Du Plessix, enseigne de vaisseau », *RAPQ* (1928-1929), p. 225.
  85. Duchet, *Anthropologie et histoire*, p. 77 à propos de Voltaire et p. 81-95, 101-102, pour les rapports d'autres auteurs avec l'œuvre de Charlevoix; du même auteur, « L'Histoire des Deux Indes, une histoire philosophique et politique », dans *L'Histoire au dix-huitième siècle*, Colloque d'Aix-en-Provence, mai 1975, Aix-en-Provence, Edisud, 1980, p. 79-100; et « Bougainville, Raynal, Diderot et les Sauvages du Canada : une source ignorée de l'Histoire des Deux Indes », *Revue d'histoire littéraire de France*, 63 (avril-juin 1963), p. 228-236. Pierre Berthiaume dans l'introduction au *Journal d'un voyage* traite brièvement de l'influence de Charlevoix sur l'abbé Prévost : p. 63. L'article de David M. Hayne, « Charlevoix, Pierre-François-Xavier de », *DBC*, v. 3, p. 111-118, et celui de M.-A. Cliche, « Histoire et description générale de la Nouvelle-France, du père François-Xavier de Charlevoix », *DOLQ*, v. 1, p. 366-373, passent rapidement sur la popularité de l'*Histoire* en son temps.
  86. La démarche qui consiste à confronter le texte de Charlevoix aux travaux des historiens

québécois est particulièrement stérile et souvent circulaire puisque les historiens appelés comme témoins de la véracité de Charlevoix ne font souvent que reprendre les affirmations de ce dernier. Voir par exemple la référence à Gustave Lanctot dans Berthiaume (dir.), *Journal*, p. 402, note 26.

87. Victor Riqueti, marquis de Mirabeau, *L'Ami des Hommes ou traité de la population*, Avignon, [s. n.], 1756, 3<sup>e</sup> partie, p. 326.
88. Michel René Hilliard d'Auberteuil. *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue*, Paris, 1776-1777, 2 vol., v. 2, p. 148.
89. *Note des éditeurs*: dans le manuscrit, l'auteure a laissé en marge de ce paragraphe les remarques suivantes : « à réécrire / chercher d'autres points de vue / contrepoids ». Il nous a semblé que ces quelques mots constituaient une invitation à poursuivre la réflexion et que le reste du chapitre et de ses notes fournissaient des pistes à cet égard.
90. La meilleure introduction récente à cette littérature est sans doute l'ouvrage de Jack P. Greene, *The Intellectual Construction of America. Exceptionalism and Identity from 1492 to 1800*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1993. Voir aussi, parmi les travaux plus anciens, Slotkin, *Regeneration through Violence*. Les propos malveillants des étrangers ne manquent pas. Un visiteur anglais de la Nouvelle-Angleterre écrit en 1699 qu'à force de côtoyer les Indiens, les colons sont devenus méchants, ivrognes, fumeurs et malpropres : « *Like the Indians, they are lazy and work their women to death while they themselves eat, drink, sleep and smoke their lives away* », Edward Ward, *A Trip to New England*, Londres, s.n., 1699, cité par Slotkin, p. 192. On croirait lire un passage des mémoires de Raudot ou une lettre d'un officier des troupes françaises pendant la guerre de Sept Ans. Mais avec une nuance importante : de tels propos sont contrebalancés par quantité de témoignages élogieux. D'une manière générale on constate que si les auteurs anglais tendent à mettre l'accent sur l'américanité des colons, ceux-ci cherchent à combler l'écart culturel entre eux et l'Angleterre, à se rapprocher du modèle métropolitain. Rien n'indique que les Canadiens agissent différemment. Nous reprendrons cette question de l'identité et de l'allégeance dans le dernier chapitre : voir *infra*, chap. 12, section 3.
91. Boucher, *Histoire véritable*, p. 1-169; Nicolas Denys, *Description géographique et historique des Costes de l'Amérique septentrionale avec l'histoire naturelle du País*, Paris, chez Claude Barbin, 1672, 2 tomes, reproduit dans William F. Ganong (dir.), *The Description and Natural History of the Coasts of North America (Acadia)*, Toronto, Champlain Society, 1908, p. 453-610.
92. Denys, *Description*, p. 457.
93. Sur Boucher, voir les articles de Albert Tessier, Léon Pouliot, Séraphin Marion, Jacques Rousseau qui accompagnent la publication de l'*Histoire véritable* par la Société historique de Boucherville; voir aussi Raymond Douville, « Boucher, Pierre », *DBC*, v. 2, p. 86-91, et Léopold Leblanc, « Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France, vulgairement dite le Canada, de Pierre Boucher », *DOLQ*, v. 1, p. 374-377. Sur Denys, voir l'introduction de William F. Ganong, *The Description and Natural History*, ainsi que George MacBeath, « Nicolas Denys », *DBC*, v. 1, p. 264-267, et Christian Morissonneau, « Description géographique et historique des côtes de l'Amérique septentrionale, de Nicolas Denys », *DOLQ*, v. 1, p. 178-179. Denys est issu d'une famille en vue d'ingénieurs, de marins et de négociants de Tours. Natif de Mortagne en Perche, Boucher est passé au Canada encore jeune avec sa famille. Le père est fermier des jésuites et il

est évident que le fils a été leur élève, à Québec d'abord et ensuite en Huronie. Et les jésuites sont de bons maîtres. Les deux auteurs se conforment à l'usage établi depuis la Renaissance qui voit dans le style simple du voyageur une garantie d'authenticité, d'où leurs excuses auprès des lecteurs pour l'absence de rhétorique. À propos de cette convention littéraire, voir Stephen Greenblatt, *Marvelous Possessions. The Wonder of the New World*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 147-148. Ni Boucher ni Denys ne sont des hommes de lettres, mais ils n'écrivent pas plus mal — au contraire, ils écrivent même mieux — que la majorité des auteurs de relations sur la Nouvelle-France. Mais leurs biographes, prenant leurs excuses au pied de la lettre, répètent qu'ils ont peu fréquenté les écoles et écrivent maladroitement. Enfin, Boucher n'est pas le « domestique » des jésuites et encore moins un « donné » comme l'affirme Maurice Lemire, *La Vie littéraire au Québec*, v. 1, p. 52. « Il écrit d'un point de vue canadien », ajoute Lemire, alors que contrairement à tant d'autres chroniqueurs Boucher ne différencie pas Français et Canadiens.

94. Les actions militaires de Boucher sont rapportées dans les *Relations* des jésuites et non dans l'*Histoire véritable*.
95. Comme le note Léopold Leblanc, Boucher envisage froidement l'extermination des Iroquois et il y a sans doute un désir d'appropriation dans la description du pays admirable de beauté et de douceur qu'est l'Iroquoisie (*DOLQ*, v. 1, p. 376). Boucher va être anobli pour ses services et ses fils, tournant le dos aux entreprises qui leur ont valu cette promotion, vont obtenir des commissions d'officiers et se fondre dans la noblesse militaire du pays.
96. Propos rapportés par Pehr Kalm, *Voyages*, p. 422.
97. Selon les statistiques d'importations de peaux et de fourrures en Grande-Bretagne et en France. Voir Thomas Wien, « Castor, peaux et pelleteries dans le commerce canadien des fourrures, 1720-1790 », dans Bruce G. Trigger, Toby Morantz et Louise Dechêne, *Le castor fait tout. Choix de textes présentés à la 5<sup>e</sup> conférence nord-américaine sur la traite de la fourrure*, 1985, Montréal, Lake St. Louis Historical Society, 1987, p. 72-92. Durant le premier séjour du père Charlevoix à Québec, entre 1705 et 1709, le commerce des fourrures était au point mort à la suite d'une crise de surproduction sur le marché européen et ainsi le jésuite serait demeuré sous l'impression que le commerce des Français n'avait pas réussi à remonter la côte. Le fait qu'il ne se soit pas renseigné et qu'il parle avec une telle légèreté montre le peu de cas qu'il fait du développement économique.
98. Bruce G. Trigger, *Natives and Newcomers. Canada's "Heroic Age" Reconsidered*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985. Le chapitre intitulé « Who founded New France? » pose le problème de la représentativité des sources.
99. Nicolas Perrot, *Mémoires sur les mœurs, coutumes et religion des sauvages de l'Amérique septentrionale*, première édition présentée et annotée par Jules Tailhan, s.j., Leipzig et Paris, Librairie A. Franck, 1864. Fils d'un officier de justice subalterne bourguignon, il commence à commercer dans les pays d'en haut vers l'âge de vingt ans, où il acquiert un grand ascendant auprès des nations éloignées. L'administration reconnaît ses qualités et retient ses services comme interprète et agent diplomatique dans les années 1670 et 1680. Il contracta un mariage médiocre qui a certainement nui à sa carrière et fut malheureux en affaires. Bacqueville de La Potherie prétend avoir recueilli les informations sur les nations de la bouche de Perrot, mais il est évident que c'est un mémoire écrit qu'il a eu

entre les mains, que Perrot aurait donc rédigé entre 1697, quand il prend sa retraite, et 1701. Nous croyons d'autre part que la dernière partie de ce mémoire, soit les chapitres XXIV et suivants, a été rédigée plus tard. Il y a rupture de ton. Perrot, maltraité par l'administration, est devenu un homme aigri. Charlevoix, qui a beaucoup emprunté à Perrot, lui rend justice. Il dit de lui qu'il « avoit quelque étude » et s'était mis « au service des Jésuites » : *Histoire et description*, v. 1, p. 436. À la suite de Charlevoix, on a répété que Perrot avait été un « domestique » (« donné ») des jésuites, mais il faudrait vérifier : Claude Perrault et coll., « Perrot, Nicolas », *DBC*, v. 2, p. 540-543. Perrot mérite mieux que le traitement que lui réserve Marie-Aimée Cliche, qui le présente comme un « homme presque sans instruction » : « Mémoires sur les mœurs, coutumes et religion des sauvages de l'Amérique septentrionale, de Nicolas Perrot », *DOLQ*, v. 1, p. 485-487.

100. Il y a sans doute des prêtres qui refusent la guerre mais l'Église canadienne s'est montrée dans l'ensemble très prompte à soutenir toutes les entreprises militaires. D'autre part, quelles que soient leurs opinions personnelles, les missionnaires sont souvent obligés pour des raisons stratégiques de suivre les directives du gouvernement.

## CHAPITRE 2 • MISE EN PLACE DE L'INSTITUTION MILITAIRE, 1608-1669

1. Non pas que les Iroquois soient la puissance redoutable et invincible représentée par les historiens de naguère, mais en dépit de leurs pertes démographiques et de leurs divisions internes, ils pourraient se débarrasser des Français qui n'ont absolument rien à leur opposer. Voir Francis Jennings, *The Ambiguous Iroquois Empire. The Covenant Chain Confederation of Indian Tribes with English Colonies from its Beginnings to the Lancaster Treaty of 1744*, New York, Norton, 1984, chap. 6 ; et Bruce Trigger, *Natives and Newcomers : Canada's "Heroic Age" Reconsidered*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985.
2. William J. Eccles, « The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France », dans *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 114 ; *id.*, *France in America*, Markham, Fitzhenry and Whiteside, 1990 (1972), p. 60. Nous revenons plus loin sur ces présupposés.
3. Voir, par exemple, le journal de la campagne de Terre-Neuve de 1696-1697 de l'abbé Baudoin dans Alan F. Williams, *Father Baudoin's War : D'Iberville's Campaigns in Acadia and Newfoundland, 1696, 1697*, [St. John's], Department of Geography, Memorial University of Newfoundland, 1987, p. 179.
4. Selon l'expression de Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1961, p. 5.
5. André Corvisier, « Guerre et mentalités au XVII<sup>e</sup> siècle », *XVII<sup>e</sup> siècle*, 148 (juillet-septembre 1985), 37, 3, p. 226.
6. Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. 3, *La Seigneurie des Cent-Associés*, t. 1, *Les Événements*, Montréal, Fides, 1963, p. 40.
7. *Les Événements*, p. 122.
8. *Ibid.*, chap. 4, *passim*. Étienne-Michel Faillon, *Histoire de la colonie française en Canada*, 3 vol., Montréal, Bibliothèque paroissiale, 1865-1866, v. 2, p. 27-28.
9. Juste avant d'être cassé, en 1653, le camp volant fut porté à 70 hommes. Archives du sémi-

- naire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier X (110), f. 28, « État des charges de la Communauté de la Nouvelle-France » (*Note des éditeurs*: nous n'avons pas retrouvé cette partie du cahier X); Trudel, *Les Événements*, p. 192-193 et 221.
10. Trudel, *Les Événements*, p. 199, note 30, et p. 200, note 35. Les actes passés devant des notaires de Québec expliquent en quelque sorte pourquoi ce qui aurait dû être un renfort militaire dégénère en voyage de traite. S'il y a des abus durant l'été 1649, ils sont attribuables à ces hommes inexpérimentés et mal encadrés plutôt qu'aux jésuites et à leurs donnés. Bruce G. Trigger, *The Children of Aataentsic: a History of the Huron People to 1660*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1976, p. 775-776 et 785.
  11. Le premier groupe ne fait qu'un bref séjour en Huronie au cours de l'été 1649. Le contingent de 1650 rebrousse chemin après avoir croisé les jésuites et les réfugiés hurons. On s'attendrait à ce qu'un corps de volontaires envoyés au secours d'un pays en guerre soit commandé par un homme d'expérience, un des chefs militaires de la colonie et, le cas échéant, la *Relation* ou le *Journal des jésuites* ne manqueraient pas de nommer ce commandant. L'absence d'une telle information illustre le caractère improvisé de l'expédition.
  12. RAPQ (1924-1925), p. 378-379: « Ordonnance du gouverneur de Lauzon qui porte que le sieur Pierre Boucher continuera sa charge de capitaine du bourg des Trois-Rivières », 23 août 1653.
  13. Trudel, *Les Événements*, p. 265.
  14. Trudel, *Les Événements*, p. 221; voir aussi v. 2, *La société*, p. 264-269, 53-54 et 64-65. Parmi les 579 contrats d'engagements relevés par l'auteur, il y aurait 12 soldats, mais les analyses de l'auteur gommant tous les détails concrets. Il est également difficile de tirer parti des analyses des catégories professionnelles mal définies; 171 individus figurent dans les métiers de guerre.
  15. Dollier de Casson, François, *Histoire du Montréal*, édition critique par Marcel Trudel et Marie Baboyant, Montréal, Hurtubise, 1992, coll. « Documents d'histoire », p. 53, 204, 210. Marcel Trudel note la présence de quatre chevaliers de l'ordre de Malte parmi les chefs militaires, *Les Événements*, p. 142-143.
  16. Faute d'avoir saisi la fluidité des titres, M. Trudel voit partout des exemples de « brassage social ». Le plus souvent il s'agit de personnages qui s'échappent des catégories rigides et peu appropriées où l'auteur les a placés: *Histoire de la Nouvelle-France*, vol. 3, t. 2, *La Société*, *passim*.
  17. Yves-Marie Bercé, « Guerre et État », et Jean Meyer, « De la guerre au XVII<sup>e</sup> siècle », dans *XVII<sup>e</sup> siècle*, 148 (juillet-septembre 1985), 37, 3, p. 257-266 et 267-290. Voir aussi Philippe Contamine (dir.), *Histoire militaire de la France*, v. 1, *Des origines à 1715*, Paris, PUF, 1992, chap. 14 par André Corvisier.
  18. Relation de 1636 citée par Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 1, p. 295.
  19. Trudel, *Les Événements*, p. 144. L'attaque avait eu lieu à l'entrée du lac Saint-Pierre. Les Français ne réussirent pas à reprendre les fourrures.
  20. Voir la chronologie des principaux conflits intérieurs et extérieurs dans Robert Mandrou, *La France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF, 1967, p. 32-41; Boris Porchnev, *Les Soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Paris, SEVPEN, 1963, p. 475-479, sur l'écrasement des Nu-Pieds.
  21. Jean Jacquart, *La Crise rurale en Île de France 1550-1670*, Paris, Armand Colin, 1974, chap. XVI, pour les péripéties de la Fronde; François Lebrun, *Les Hommes et la mort en*

- Anjou aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. *Essai de démographie et de psychologie historiques*, Mouton, 1971, en particulier p. 324-328. Les renseignements sur les origines provinciales des immigrants sont tirés de Trudel, *La Société*, p. 24-28.
22. André Corvisier, « Guerre et mentalités au XVII<sup>e</sup> siècle », *XVII<sup>e</sup> siècle*, 148 (juillet-septembre 1985), 37, 3, p. 219-232; Jean-Marie Bercé, *Fête et révolte. Des mentalités populaires du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1976, p. 105-111. Voir aussi Louis Lavallée, « Vivre en douce France », dans Yves Landry (dir.), *Pour le Christ et le roi. La vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre Expression/Art Global, 1992.
  23. RAPQ (1924-1925), p. 378-380, ordonnances du gouverneur de Lauzon des 23 août et 18 octobre 1653. Sur le bourg de Trois-Rivières et la mission amérindienne, voir Trudel, *La Société*, p. 172-174 et 377-380.
  24. Ordre du gouverneur d'Ailleboust à Pierre Boucher, capitaine du bourg des Trois-Rivières, 6 juin 1651, présenté par Gustave Lanctot dans « Les troupes de la Nouvelle-France », *Canadian Historical Association Annual Report* (1926), p. 44.
  25. Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 145-146, d'après le *Journal des jésuites*. Quinze Français, dont le gouverneur Duplessis-Kerbodot, sont tués et sept hommes dont deux Amérindiens sont faits prisonniers.
  26. Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 160-166. La levée du siège est due à l'intervention des alliés hurons qui viennent négocier un échange de prisonniers.
  27. Trudel, *Les Événements*, p. 221. Notons en passant qu'une erreur d'impression dans la *Relation* des jésuites de 1652-1653 a induit l'historien en erreur. Il est évident qu'on n'a pas fait parader « 400 mousquetaires bien armés » à Québec en 1653, car il n'y a pas autant d'hommes aptes à porter les armes. Il faut lire 40. *La Société*, p. 267.
  28. Archives du séminaire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier X (126), f. 44, lettre de Voyer d'Argenson à (destinataire non identifié), 5 septembre 1658.
  29. Marie Morin, *Histoire simple et véritable de l'établissement des religieuses hospitalières de Saint-Joseph en l'île de Montréal*, édition critique de Ghislaine Legendre, Montréal, PUM, 1979, p. 66-67. Le 27 janvier 1663, le gouverneur de Montréal demande des volontaires qui par escouades de sept viendront se placer sous son commandement pour repousser l'attaque en force qu'on appréhende mais qui, finalement, n'aura pas lieu. L'ordonnance suivie des noms de ceux qui répondirent à l'appel a été conservée. À tort les historiens ont vu là l'origine de la milice de Montréal, voire de toute la colonie. C'est confondre milice et service volontaire et c'est sous-estimer l'initiative des Montréalais qui n'ont certes pas attendu 1663 pour organiser leur protection. Nous avons répété cette erreur : Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 356.
  30. « Ordonnance de M. de Maisonneuve pour la sureté des colons et du pays, 18 mars 1658 », publiée dans Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 383-385. Voir aussi RAPQ (1924-1925), p. 390, l'ordre du gouverneur Lauson à tous les Français de porter « continuellement sur soy avec ses armes poudre et plomb pour tirer six coups », Québec, 14 novembre 1654, publié à Trois-Rivières le 22 novembre 1654.
  31. Ces 36 inventaires montréalais ont été dressés entre 1651 et 1664. Le stock d'armes qui y figure est un minimum puisqu'il ne tient pas compte de celles que la famille a pu cacher ni de celles qui ont disparu, dans le cas des hommes morts au combat. Il s'agit dans tous les cas des armes personnelles du défunt et non pas de celles destinées au commerce des fourrures.

32. Au début du siècle, à l'époque de Lescarbot, par exemple, les arquebuses à mèche sont présentes dans la colonie. Marcel Trudel mentionne une arquebuse à rouet (*La Société*, p. 270) à Québec en 1639. Mais à Montréal, à partir de 1651 au moins, il n'y a que des armes « à fusil », c'est-à-dire à silex. Nous avons lu avec intérêt la thèse de Brian Given. Il est possible en effet que les historiens aient exagéré le rôle des armes à feu dans les guerres indigènes de cette période. L'importance des armes blanches chez les Montréalais comme chez les Iroquois va dans ce sens. Mais le fusil a beau être inefficace, il reste que c'est lui que les Iroquois utilisent (et non pas l'arc) contre les Français, ce qui contredit la thèse de l'auteur. Brian J. Given, *A Most Pernicious Thing. Gun Trading and Native Warfare in the Early Contact Period*, Ottawa, Carleton University Press, 1994.
33. Les inventaires mentionnent en outre des épées non emmanchées, des baïonnettes et des couteaux que certains glissent dans un baudrier à la manière d'une épée.
34. Trudel, *Les Événements*, p. 203, et *La Société*, p. 266-268. Québec, avec son promontoire et son port qui offrent une protection naturelle, est relativement privilégié.
35. *RHAF*, 14 (1960-1961), p. 112, « Le livre de raison de François de Tapie de Monteil, capitaine au régiment de Poitou (1661-1670) ». L'officier passa quatre années au Canada.
36. Projet que Champlain soumet à Richelieu en 1633 à la suite d'une escarmouche entre ses soldats et un petit parti d'Iroquois, à Sainte-Croix en amont de Québec. Cité par Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 1, p. 355. Ce sont les jésuites qui envisagent le plus facilement l'extermination des Iroquois : Marie-Christine Pioffet, *La Tentation de l'épopée dans les Relations des jésuites*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 120-121.
37. Trudel, *Les Événements*, p. 348-352. Dans l'intervalle il y a d'autres plans peu ou pas connus comme cette idée d'une alliance militaire avec la Nouvelle-Angleterre contre les Iroquois et les Hollandais imaginée par d'Ailleboust, le Conseil de Québec et le jésuite Druillettes en 1650, *ibid.*, p. 205-206.
38. Charles-Henri Laverdière et Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Le Journal des jésuites (1645-1668)*, Montréal, 1892. Les sorties en barque ont lieu en 1637, en 1652, en 1658, en 1660 et en 1661. On peut ajouter la négociation de 1641 au large de Trois-Rivières qui tourne à l'affrontement. Dollier de Casson raconte une offensive menée par Maisonneuve en 1644 qui se termine par une déroute : *Histoire du Montréal*, p. 94-96. Dollard et ses compagnons vont au devant de l'ennemi en 1660 et on rapporte que 30 habitants de Québec seraient allés faire le coup en 1662 sans rencontrer leur adversaire. Il est bien possible que certaines sorties aient échappé aux chroniqueurs, mais les combats sont fidèlement rapportés. Seulement quatre font suite à une offensive des Français. Ceux-ci sont plus aptes à soutenir un siège. Les Iroquois s'attaquent à leurs forts à deux reprises (au fort Richelieu en 1642 et à celui de Trois-Rivières en 1653) et sont repoussés.
39. Comme le note André Vachon dans « Dollard des Ormeaux, Adam », *DBC*, v. 1, p. 274-283.
40. John A. Dickinson, « La guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France, 1608-1666 », *RHAF*, 36, 1 (juin 1982), p. 31-54. Nous utilisons les chiffres du tableau 1 (p. 36) de cet article en regard des estimations de la population fournies par Marcel Trudel, soit 32 sur 600 pour la période 1642-1649; 108 sur 1 500 pour 1650-1659; 150 sur 3 000 pour 1660-1666 : *La Société*, p. 92. L'analyse de Dickinson ne peut rien changer à l'image traditionnelle de cette guerre mais elle éclaire bien le comportement des Iroquois.
41. Hubert Charbonneau et coll., *Naissance d'une population. Les Français établis au Canada*

- au *XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Institut national d'études démographiques, Presses universitaires de France; Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, p. 139-141 et figure 22; aussi Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 118-119.
42. L'exemple qui vient naturellement à l'esprit est celui de la guerre de Trente Ans. Voir Gaston Roupnel, *La Ville et la campagne au XVII<sup>e</sup> siècle. Étude sur les populations du pays dijonnais*, Paris, A. Colin, 1955, p. 1-25. Les guerres civiles à l'intérieur ne sont pas moins cruelles. Le traité des Pyrénées en 1659 marquerait la fin de la guerre totale, le passage à la guerre réglée. Meyer, « De la guerre au XVII<sup>e</sup> siècle ». Ce sont les historiens américains surtout qui ont fait de tels rapprochements. Entre autres, Daniel K. Richter, « War and Culture : the Iroquois Experience », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 40, 4 (octobre 1983), p. 528; John E. Ferling, *A Wilderness of Miseries : War and Warriors in Early America*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1980.
  43. Sur l'aspect religieux de la torture dans la culture amérindienne, voir Trigger, *The Children of Aataentsic*, p. 73-75 et 145; Daniel K. Richter, « War and Culture », p. 533.
  44. Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 158-159, à propos de la paix conclue avec les Onontagués et les Onneiouts en juin 1653 et l'attaque des Agniers trois semaines plus tard.
  45. Reuben G. Thwaites (dir.), *The Jesuit Relations and allied documents : travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791*, 73 vol., Cleveland, Burrows Brothers, 1896-1901, v. 45, p. 154, et v. 46, p. 88, Relation de Jérôme Lalemant pour 1659-1660.
  46. Ian K. Steele, *Guerillas and Grenadiers : The Struggle for Canada 1689-1760*, Toronto, The Ryerson Press, 1969, p. 17. Eccles situe lui aussi l'apprentissage durant cette période : *France in America*, p. 60.
  47. Comme le note Marcel Trudel, les Français qui vivent parmi les Amérindiens dans les premières décennies le font à titre officiel, pour encourager leurs hôtes à descendre les fourrures dans la vallée du Saint-Laurent. Leur activité n'a donc rien à voir avec la « course des bois » menée dans l'intérêt privé du commerçant et de son fournisseur contre la politique officielle. *Les Événements*, p. 223-224. Les spécialistes de la période omettent souvent cette distinction.
  48. Le cas échéant, les jésuites ne manqueraient pas de les dénoncer comme ils le feront plus tard dans d'autres missions et comme l'a fait, avant eux, le récollet Gabriel Sagard à propos des Français « brutaux, athées et charnels » qui fréquentaient les Hurons. Réal Ouellet et Jack Warwick (dir.), *Le Grand Voyage du pays des Hurons*, Montréal, Leméac/Bibliothèque québécoise, 1990, p. 213.
  49. Un exemple parmi d'autres de cette prudence. Trente jeunes Français équipés pour la traite et deux jésuites font partie du convoi d'Outaouais qui quittent Québec en août 1656 pour retourner dans leur contrée. En apprenant que les Agniers ont été signalés sur le fleuve, les voyageurs se désistent. Le convoi qui poursuit sa route est massacré. Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 255-256.
  50. Trigger, *The Children of Aataentsic*, p. 305-319, 339 et 484-485.
  51. Les Français venus dans la colonie au cours du premier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle retournent généralement dans la métropole. Seulement deux ou trois de ces « commis-soldats » vont s'établir dans la colonie.
  52. Trigger, *The Children of Aataentsic*, p. 552-553 et 617.
  53. Arthur T. Adams (dir.), *The Explorations of Pierre Esprit Radisson*, Minneapolis, Ross and



- Haines, 1961, p. 36. Formé dès l'enfance au maniement des armes, le jeune Amérindien ne va pas en parti avant d'avoir accompli les rituels de la puberté, et même alors on confie au guerrier novice des tâches auxiliaires jusqu'à ce qu'il soit jugé apte à la bataille. Richter, « War and Culture ».
54. D'autres parties du récit de Radisson ont été mises en doute, mais personne, à notre connaissance, ne s'est penché sérieusement sur les années de captivité. Voir l'article de Grace Lee Nute, « Radisson, Pierre-Esprit », *DBC*, v. 2, p. 558-563, et son ouvrage intitulé *Caesars of the Wilderness: Médard Chouart, Sieur Des Groseilliers and Pierre Esprit Radisson, 1618-1710*, St. Paul, Minnesota Historical Society Press, 1978 [1943].
  55. Le discours le plus négatif est assurément celui de Dollier de Casson qui ne cesse de dénoncer la lâcheté et la fourberie des Hurons et autres alliés, *Histoire du Montréal, passim*.
  56. *RAPQ* (1930-1931), p. 7, mémoire du roi à Talon, 27 mars 1665.
  57. Les commandants n'ont pas laissé de relations de ces trois campagnes. Les renseignements, maigres et contradictoires, proviennent surtout des jésuites. Talon signale également ces campagnes dans sa lettre à Colbert du 13 novembre 1666 : AC, C11A, v. 2 : 217v et 226-226v. Pour une bonne présentation des sources et le récit des expéditions, voir Jack Verney, *The Good Regiment. The Carignan-Salières in Canada, 1665-1668*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, chap. 3 et 5. Voir aussi *infra*, annexe A.
  58. Francis Jennings insiste sur la faiblesse des Cinq-Nations, alors décimées par les épidémies et les guerres : *The Ambiguous Iroquois*, chap. 6.
  59. *RAPQ* (1930-1931), p. 7, mémoire du roi à Talon, 27 mars 1665.
  60. Thwaites, v. 50, p. 140 et 180, Relation des jésuites pour l'année 1666, citée par Jack Verney, *The Good Regiment*, p. 42-43. Pas plus que les autres historiens, l'auteur ne remet ces chiffres en question. Il imagine même que les « Canadiens » animés par l'esprit de vengeance ont adressé des pétitions aux autorités pour avoir le droit d'accompagner l'armée, une hypothèse farfelue. Dollier de Casson fournit aussi des chiffres, mais pour les Montréalistes seulement (70 pour la campagne de Courcelle et 110 pour celle de Tracy) : *Histoire du Montréal*, p. 254-255.
  61. Soit 600 sur 1 380 hommes. Voir les tableaux dans Hubert Charbonneau et Jacques Légaré, « La population du Canada aux recensements de 1666 et 1667 », *Population*, v. 22, n° 6 (novembre-décembre 1967), p. 1031-1054.
  62. Le nombre d'immigrants masculins dans les années 1660 serait de 1075, selon les démographes qui ne repèrent essentiellement que les « pionniers » ; Hubert Charbonneau et Normand Robert, « Origines françaises de la population canadienne, 1608-1759 », dans R. Cole Harris, Geoffrey Matthews et Louise Dechêne (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1 : *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 45. L'immigration réelle est bien plus élevée. Il est encore prématuré de parler de « Canadiens » comme le font bien des historiens, puisque la grande majorité des combattants est née en France. En 1666, aucun garçon né à Montréal n'a encore atteint l'âge d'aller en guerre.
  63. Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 254-255. Le sulpicien a peu d'estime pour la valeur militaire des autres colons.
  64. René-Louis Chartier de Lotbinière, « Vers burlesques sur le Voyage de Monsieur de Courcelles, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en la Nouvelle France en l'an-

- née 1666 », reproduits dans P.-G. Roy, « René-Louis Chartier de Lotbinière », *BRH*, vol. 33, n° 5 (mai 1927), p. 257-282.
65. *Lettres de la révérende mère Marie de l'Incarnation présentées par l'abbé Richardeau*, Tour-nai, Casterman, 1876, v. 2, p. 332-333, lettre à son fils, 12 novembre 1666.
  66. Voir *infra*, chap. 12, section 5, « La dimension religieuse ».
  67. « Le Livre de raison de François de Tapie de Monteil, capitaine au régiment de Poitou (1661-1670) », p. 112.
  68. Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, p. 267.
  69. Il est facile de démontrer que le chiffre de 400, ou quatre cinquièmes des effectifs, est trop élevé. Une telle hécatombe, laissant seulement 100 survivants (40 colons et 60 soldats) ne s'accorde pas avec les commentaires et nous savons qu'il reste encore 1 200 soldats l'automne suivant. Jack Verney fait erreur sur ce point et sur plusieurs autres concernant cette campagne. Contrairement à ce qu'écrit l'auteur à partir d'une lecture fautive du poème de Chartier, les soldats sont bien partis avec des raquettes mais le problème est qu'ils ne savent pas s'en servir; il y a aussi des chiens pour tirer les traîneaux. *The Good Regiment*, chap. 3.
  70. Jugeant le nombre insuffisant, le roi fit lever six compagnies d'infanterie pour la Nouvelle-France en 1669 qui furent en partie pareillement démobilisées. AC, B, v. 1 : 108 et C11A, v. 3 : 43-45, Mémoire instructif de ce qui a été fait pour le Canada [...], de Colbert du Terron, 22 juin 1669.
  71. Province de Québec (dir.), *Édits, ordonnances royaux [...] concernant le Canada, arrêts et règlements du Conseil supérieur, etc.*, Québec, Fréchette, 1854-1856, v. 2, p. 29-33, « Projet de règlements qui semble [sic] être utiles en Canada proposés à MM. de Tracy et de Courcelle par M. Talon ».
  72. Voir Colette Beaune, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985, chap. 2, « Saint Clovis ». Compte tenu des talents de courtisan de Talon, ancien intendant des guerres au Quesnoy, nous serions portée à croire que les références sont empruntées à Colbert ou au roi, lequel à cette époque est attentif aux affaires coloniales.
  73. Les seigneuries à proximité des villes et des marchés, que choisissent spontanément les nouveaux censitaires, ont toutes été concédées par la compagnie des Cent-Associés. Celles que reçoivent les officiers de Carignan, plus éloignées, sont moins attirantes. Certains officiers tentent néanmoins d'attirer les soldats de leur compagnie sur leur fief. Voir, par exemple, l'établissement de soldats de la compagnie de La Fouille à l'embouchure de la Rivière-du-Loup : Germain Lesage, *Manereuil, fondateur de Louiseville, 1665-1672*, Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1966.
  74. Il y a des exceptions, mais dans l'ensemble les choses se passent ainsi. Allan Greer a bien posé le problème des rentes différées à propos de Pierre de Saint-Ours, issu d'une vieille famille du Dauphiné, un des capitaines du régiment de Carignan qui reçoit une seigneurie : *Peasant, Lord and Merchant. Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p. 9-10.
  75. À cette époque la dispersion des habitations rurales est surtout visible autour de Québec. Plus exposé aux attaques, Montréal conserva longtemps une forme d'habitat groupé, mais sitôt le danger écarté, les colons s'empressèrent, comme ailleurs, d'aller occuper des terres plus éloignées. Voir Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 259-264.
  76. AC, C11A, v. 3 : 22-25v, lettre du roi à M. de Courcelle, Paris, 3 avril 1669.

77. Voir les règlements de 1651 et de 1653 pour la défense de Trois-Rivières, *supra*, chap. 1, p. 6, « Une colonie sur la défensive ».
78. Les historiens qui comme Gustave Lanctot font remonter la création de la milice à Pierre Boucher ou à une ordonnance ponctuelle de Maisonneuve de 1660 se trompent : « Les troupes de la Nouvelle-France », p. 40. L'entrée de la colonie dans le domaine royal marque un nouveau départ et rien ne subsiste des anciennes formes de service.
79. Les instructions au comte de Baas sont du 16 septembre 1668. Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, v. 1, *Le Premier Empire colonial. Des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 1991, p. 629-630.
80. Gabriel Debien, *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larose, 1954, p. 30-31 ; Jean Tarrade, *Le Commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien régime. L'évolution du régime de l'exclusif de 1763 à 1789*, 2 vol., Paris, PUF, 1972, v. 1, chap. 2 : excellent résumé, en particulier sur le double caractère, public et secret, de la législation coloniale ; Émilien Petit, *Dissertation sur le droit public des colonies françaises, espagnoles et anglaises*, Genève/Paris, Knapen et fils, 1778.
81. AC, B, v. 39 : 235v, le Conseil de la Marine à l'intendant Bégon..., 1717. On pourrait multiplier les exemples. Le 5 juin 1672, le roi écrit deux lettres au gouverneur, la première pour défendre à tout Français non marié et n'ayant pas formé d'établissement au Canada de passer en France, la seconde pour qu'il tienne l'ordre caché afin de ne pas effaroucher les Français qui voudraient s'établir dans la colonie : RAPQ (1926-1927), p. 8. Une autre fois, c'est l'intendant qui explique qu'il doit soustraire le procès d'un marchand au tribunal ordinaire et s'en réserver la connaissance parce que « l'ordre du roi qui va le faire condamner » n'a pas été enregistré au Conseil : AC, F3, art. 9 : 82, Raudot à [Ramezay], 16 septembre 1707.
82. BAnQ-CAQ, TP1, S37, D16, arrêt du Conseil supérieur pour obliger les habitants à s'armer, 14 janvier 1686 ; RAPQ (1947-1948), p. 291-292, mémoire de Vaudreuil au duc d'Orléans, 1716. Il y a, écrit-il, 4 484 habitants en état de porter les armes depuis quatorze jusqu'à soixante ans ; AC, G1, v. 460 et 461, *passim*, Recensements du Canada.
83. AC, C11A, 95, p. 351 : mémoire de Joseph Fleury Deschambault à propos d'un modèle pour faire les rôles de milice. 1750. On referait le rôle tous les ans en supprimant les morts et en ajoutant ceux qui ont atteint l'âge de quinze ans.
84. AC, F3, art. 10 : 305, mémoire du roi à Beauharnois et Dupuy, 14 mai 1726. La recommandation est régulièrement répétée.
85. RAPQ (1947-1948), p. 278, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714. La lettre résume bien la structure de la milice. Nous reverrons la question en détail dans le chapitre 5.
86. L'armement est la seule partie du service qui soit bien documentée, parce qu'il affecte directement les finances publiques. L'intendant doit vendre ou prêter des fusils à ceux qui en manquent et autres arrangements qui donnent lieu à diverses ordonnances. Voir P.-G. Roy, *Ordonnances, commissions, etc.*, v. 2, p. 80-82, 119-121, 163.
87. « Voulant Sa majesté que en cas de désobéissance, fautes ou crimes dans lesquels les officiers et soldats de milice pourraient tomber [...] seront jugés par Conseil de guerre et condamnés aux peines portées par les règlements. » Ordonnance royale, 3 août 1707, citée dans les Isles d'Amérique : Émilien Petit, *Dissertation*, p. 285-290. La même règle s'applique au Canada, comme on l'observe dans la pratique, mais elle n'y fut jamais publiée. La milice sert aussi de police rurale sous l'autorité de l'intendant, comme nous le verrons

plus loin. Elle n'est évidemment pas soumise à la justice militaire lorsqu'elle exerce ces fonctions civiles.

88. Philippe Contamine (dir.), *Histoire militaire de la France*, v. 1, p. 308; Gaston Zeller, *Les Institutions de la France au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1948, p. 312-314; Jean Gallet, « En Bretagne, seigneurs et pouvoir militaire du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique des armées*, 158 (mars 1985), p. 3-13. Dans cette province, le ban et l'arrière-ban semblent se fondre dans les garde-côtes.
89. Contamine (dir.), *Histoire militaire*, v.1, p. 309; Zeller, *Les Institutions*, p. 47-54; Robert Descimon, « Milice bourgeoise et identité citadine à Paris au temps de la Ligue », *AESC* (juillet-août 1993), n° 4, p. 885-906; Claire Dolan, « Liturgies urbaines et rapports sociaux en France au XVI<sup>e</sup> siècle : fascination militaire, quartiers et corporations de métier », *Journal of the CHA/Revue de la SHC*, Ottawa, 1994, p. 87-109.
90. Marcel Marion, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Picard, 1969, p. 379; Zeller, *Les Institutions*, p. 333-334; Gallet, « En Bretagne, seigneurs et pouvoir militaire ».
91. Marion, *Dictionnaire des institutions*, p. 377-379; André Corvisier, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 tomes, Paris, Presses universitaires de France, 1964, v. 1, p. 197-258; Contamine (dir.), *Histoire militaire*, v. 1, p. 397-398; Jean Delmas (dir.), *Histoire militaire de la France*, Paris, PUF, 1992, v. 2, p. 18-20; Michel Bodin, « Un exemple de recrutement de la milice provinciale : Tours au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique des armées*, n° 4 (1980), p. 3-22; Charles Godard, *Les Pouvoirs des intendants sous Louis XIV particulièrement dans les pays d'élection de 1661 à 1715*, Paris, 1901, Genève, Megariotis, 1977, p. 514-516.
92. Exemple cité par Roland Mousnier, *Les Institutions de la France sous la monarchie absolue, 1598-1789*, Paris, PUF, 1974-1980, v. 2, p. 560-564. Voir aussi Gabriel Habault, *La Corvée royale au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larose, 1903, p. 10-14, au sujet des corvées militaires.
93. Les colons des Antilles ont adopté l'uniforme des garde-côtes et voudraient, à l'instar de ces derniers, que le service militaire se limite à la défense du territoire. Charles Frostin, *Les Révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, L'École, 1975, p. 294 et suiv.
94. John Keegan, *History of Warfare*, New York, Knopf, 1993, p. 231-232; Franco Cardini, *La Culture de la guerre*, Paris, Gallimard, 1992, p. 89 et suivantes.
95. Cité par Jean Chagniot, *Histoire de la France militaire*, t. 2, *De 1715 à 1871*, Jean Delmas (dir.), Paris, PUF, 1992, p. 110-111.
96. L'idée est reprise par Vauban dans « Moyen de rétablir nos colonies d'Amérique (1699) », dans A. M. Augoyat (dir.), *Oisivetés de M. de Vauban*, Paris, 1842-1845, 3 volumes; aussi, vers 1750, par Louis Franquet, ingénieur de la Marine, *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, Éd. Élysée, 1974, p. 192-200.
97. Nous utilisons le dictionnaire de Furetière (1690) et le *Dictionnaire historique de la langue française*, Alain Rey (dir.), Paris, Le Robert, 1993.
98. *Lettres de la révérende mère Marie de l'Incarnation*, Richaudeau (dir.), Paris/Tournai, Casterman, 1876, p. 324 : lettre à son fils, 16 octobre 1666. Chartier de Lotbinière utilise aussi le mot « milice » pour désigner toute l'armée : « Vers burlesques », *BRH*, 33, n° 5 (mai 1927), p. 277. Voir aussi l'ouvrage du père Gabriel Daniel, s.j., intitulé *Histoire de la milice française...*, Paris, 1721) qui est celle des armées royales.

99. Il s'agit d'un appel de volontaires. Les mots « milice » et « Sainte-Famille » ne sont pas dans le texte. Voir *supra*, note 29. Plus récemment Marcel Trudel, qui tend toujours à substituer son propre vocabulaire à celui des textes contemporains, abuse aussi du mot « milice » : *Histoire de la Nouvelle-France, passim*.
100. Sous l'Ancien Régime, « milice » n'a pas encore acquis le sens de police qu'il a aujourd'hui.

### CHAPITRE 3 • RÉAJUSTEMENTS DE L'INSTITUTION MILITAIRE, 1667-1687

1. Voir par exemple Guy Frégault, *La Civilisation de la Nouvelle-France, 1713-1744*, Ottawa, Fides, c1944, 1969. L'autre période est celle de 1667-1687. Dans les deux cas il s'agit de paix partielles, limitées à la vallée du Saint-Laurent, qui n'interrompent pas les guerres des Amérindiens entre eux et entre ceux-ci et les Français ailleurs sur le territoire.
2. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 271-278 et figure 24, p. 522. C'est dans les seigneuries plus anciennes que le phénomène peut être observé, comme celles qui entourent la ville de Québec. Or les études récentes ont porté sur des seigneuries qui ne sont pas peuplées avant la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est le cas de Laprairie : Lavallée analyse le mouvement de concession, mais non la mise en valeur ; Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992.
3. Voir Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France : les Français en Amérique du Nord XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, [France], Belin ; Québec, Presses de l'Université Laval, 1991, et la section sur la Nouvelle-France dans Jean Hamelin (dir.), *Histoire du Québec*, Montréal, Éditions France-Amérique, 1977. Aussi Jacques Mathieu et Serge Courville (dir.), *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, [Québec], CÉLAT/Faculté des lettres, Université Laval, 1987. De publication en publication, Mathieu reprend deux idées fausses : que la croissance de l'agriculture est médiocre au XVII<sup>e</sup> siècle à cause de l'attrait du commerce des fourrures ; que ce commerce connaît une crise de longue durée au XVIII<sup>e</sup> siècle qui pousse la main-d'œuvre vers l'agriculture, faute de mieux.
4. Les administrateurs ont les yeux braqués sur l'île de Montréal et les régions en amont où les commerçants de fourrures nombreux et actifs se disputent les arrivages de pelleteries. Les historiens qui généralisent à partir de cette situation oublient que les deux tiers de la population coloniale vit à 300 kilomètres de là et plus. Cette répartition se maintient jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. BAC, G1, v. 460 et 461, recensements du Canada, *passim*.
5. Richard White, *The Middle Ground : Indians, Empires and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. Voir en particulier le chap. 1, « Refugees : a World Made of Fragments ».
6. Voir par exemple les rencontres entre les Français et les Sioux d'après les récits de Radisson, Perrot, Hennepin, Le Sueur, etc. dans Bruce M. White, « Encounters with Spirits : Ojibwa and Dakota Theories about the French and their Merchandise », *Ethnohistory*, 41, 3 (été 1994), p. 369-405.
7. *Édits, ordonnances royaux, déclarations du Conseil d'État du roi concernant le Canada*, 3 vol., Québec, E. R. Fréchette, 1854-1856, v. 1, p. 86, édit royal, 15 avril 1676.
8. AC, B, v. 7 : 32-35, Colbert à Duchesneau, 15 avril 1676, et la lettre du roi à Frontenac,

- v. 7 : 29-31. Voir aussi la lettre de Pontchartrain à Frontenac du 21 mai 1698 qui reprend les mêmes arguments, *RAPQ* (1928-1929), p. 360-361.
9. Sur les règlements des marchés publics, voir le résumé dans Louise Dechêne, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, chap. 2.
  10. *Édits, ordonnances royaux*, v. 1, 2 et 3, *passim*; Pierre-Georges Roy (dir.), *Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, 2 vol., Beauceville, L'Éclaireur, 1924, *passim*. Il est impossible d'être plus précis dans le cas des règlements locaux non enregistrés et en partie disparus.
  11. AC, C11A, v. 5 : 38-42, Duchesneau au ministre, 10 novembre 1679, v. 5 : 161-181, lettre du même, 13 novembre 1680, v. 5 : 296-298 et 320-323, lettres du même, 13 novembre 1681. Le ton de ces lettres est tout bonnement hystérique.
  12. Frontenac, qui a une grande part de responsabilité dans les querelles et les paniques, est rappelé en même temps que l'intendant. Le recensement par tête de 1681 et les statistiques agricoles qui l'accompagnent démentent les rapports alarmistes. La croissance est régulière, ce qui ne serait pas le cas si le tiers des hommes de la colonie avaient déserté, comme le note très justement William J. Eccles, *France in America*, Markham, Fitzhenry and Whiteside, 1990 (1972), p. 90, note 59.
  13. L'expression « coureur de bois » apparaît dans deux ordonnances et dans une lettre de Frontenac de 1672, ce qui permet de dater l'apparition du phénomène : Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 1, p. 107, ordonnance de Talon, 5 juin 1672, et p. 111, ordonnance de Frontenac, 27 septembre 1672. Déjà en 1670, Talon puis Patoulet dénonçaient les volontaires ou vagabonds, c'est-à-dire les anciens engagés qui au lieu de se marier et de prendre une terre erraient dans la colonie. AC, C11A, v. 3 : 100, mémoire de Talon au roi; v. 3 : 274-279, mémoire de Patoulet à Colbert; v. 3 : 201, [Gabriel de Queylus, p.s.s.], « Description du Canada... », 1671. Pour une analyse du mouvement vers l'ouest, voir Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 173-180.
  14. AC, B, v. 1 : 105-108, ordonnances pour la solde des compagnies et arrangements avec leurs capitaines, 22-25 mars 1669. Une sixième compagnie passe en Acadie.
  15. La correspondance du gouverneur Rémy de Courcelles n'a pas été conservée, mais nous en avons des échos à travers celle de l'intendant. Celui-ci, qui ne s'entend pas avec le gouverneur, appuie mollement les demandes de troupes et rapporte que Courcelles a très mal réagi lors du licenciement des compagnies en 1671. *RAPQ* (1930-1931), p. 119-121, « Mémoire de Talon sur le Canada », 10 octobre 1670; p. 146-147, Colbert à Talon, 11 février 1671; p. 166, Talon à Colbert, 11 novembre 1671.
  16. *RAPQ* (1926-1927), correspondance de Frontenac avec la cour. Voir en particulier p. 15, Frontenac au ministre, 2 novembre 1672; p. 43, le même au même, 13 novembre 1673; p. 99, lettre du roi à Frontenac, 25 avril 1679; p. 128, Frontenac au roi, 2 novembre 1681. Les lettres de Frontenac de 1675 à 1679 n'ont pas été conservées mais celles de la Cour permettent de les reconstituer en partie.
  17. Pauline Dubé (dir.), *La Nouvelle-France sous Joseph-Antoine Le Febvre de La Barre, 1682-1685. Lettres, mémoires, instructions et ordonnances*, Québec, Septentrion, 1993, p. 47, La Barre au roi, 4 octobre 1682; *ibid.*, p. 73, le même au même, 30 mai 1683; *ibid.*, p. 104 et 107, La Barre au ministre, 4 novembre 1683.
  18. *RAPQ* (1930-1931), p. 63, Talon, « Mémoire [...] sur l'état présent du Canada », 1667.

19. Dans l'été 1673, les Hollandais reprennent sans coup férir la Nouvelle-Amsterdam, Orange et l'ensemble de la colonie que les Anglais leur avaient enlevés en 1664. La rumeur circule qu'ils veulent attaquer Boston et Québec. En février 1674, les Pays-Bas et l'Angleterre signent une paix séparée et celle-ci reprend la Nouvelle-York. Toutes ces nouvelles qui arrivent dénaturées et avec beaucoup de retard sèment l'inquiétude au Canada. *RAPQ* (1926-1927), p. 45, 52, Frontenac à Colbert, 13 novembre 1673 et 16 février 1674.
20. Deux ans plus tôt, en 1671, Rémy de Courcelles était monté au lac Ontario avec une petite troupe de 56 volontaires en armes — anciens officiers et autres gentilshommes avec quelques commerçants — pour impressionner les Iroquois. Étienne-Michel Faillon, *Histoire de la colonie française en Canada*, 3 vol., Montréal, Bibliothèque paroissiale, 1865-1866, v. 3, p. 332-336.
21. Le même petit noyau d'anciens officiers et autres gentilshommes volontaires de l'expédition de 1671 encadre les habitants recrutés dans les paroisses : AC, C11A, v. 4 : 12-15, compte rendu du voyage de Frontenac au lac Ontario ; *RAPQ* (1926-1927), p. 36-41, Frontenac au ministre, 13 novembre 1673.
22. Voir Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, thèse de doctorat, Université de Toronto, 1987, annexe B.
23. AC, B, v. 11 : 49v, cité dans Catherine M. Desbarats, *Colonial Government Finances in New France, 1700-1750*, thèse de Ph.D., université McGill, 1993, p. 37, note 25.
24. *RAPQ* (1927-1928), p. 7, instructions pour Frontenac, 7 juin 1689.
25. Desbarats, *Colonial Government Finances*, p. 23-45.
26. Pour 1684 et 1687, nous disposons de sources exceptionnelles : deux rôles des compagnies de milice à la veille de marcher à la guerre. AC, C11A, v. 6 : 297-298, revue de l'armée faite à Cataracoui le 14 août 1684 ; [Baugy], *Journal d'une expédition contre les Iroquois en 1687 rédigé par le chevalier de Baugy, aide de camp de M. le marquis de Denonville*, texte présenté par Ernest Serrigny, Paris, Ernest Leroux, 1883, p. 82 et suivantes, « Liste générale des officiers, soldats, habitants, sauvages, canots et bateaux qui sont avec Monsieur le Marquis pour son expédition » selon la revue faite à Cataracoui en 1687. Pour une vue sur l'ensemble des effectifs, voir *infra*, annexe A.
27. La correspondance officielle mentionne de temps à autre des rôles de milice qui n'ont pas été conservés. Il pourrait s'agir d'estimations dérivées des recensements plutôt que de véritables dénombremements des compagnies. Il existe cependant un dénombrement pour 1687, paroisse par paroisse, des miliciens âgés de vingt à cinquante ans, qui a été reproduit dans les papiers de Lahontan. Mais ces chiffres ne s'accordent ni avec ceux des recensements ni avec ceux des rôles faits à l'armée et nous avons dû renoncer à les utiliser. Lahontan, *Œuvres*, v. 2, p. 1086-1088.
28. Les compagnies de milice de 1684 sont organisées sur une base territoriale et identifiées comme telles. Voir p. 149 et note 112 du présent chapitre, ainsi que chap. 9, section 2, « La levée ».
29. Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 2, p. 69, ordonnance du 13 août 1684 qui reprend les termes de celle du 10 juillet précédent (non conservée) pour les modifier. Voir aussi Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 213, de Meulles à La Barre, Montréal, 14 août 1684.
30. BAnQ-CAM, CN601, S99, minutes du notaire F. Coron, 27 juin et 25 juillet 1728, par le capitaine de milice de l'île Jésus au nom et avec le consentement des habitants, engagements de deux hommes pour faire les travaux de Noël Chaplo et Joseph Sire commandés

pour la guerre des Renards, à raison de 70 livres pour une période de trois mois. Nos remerciements à Sylvie Dépatie qui nous a communiqué ces documents.

31. Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 2, p. 11, ordonnance de La Barre, 24 octobre 1682; p. 80-82, ordonnance de Jacques de Meulles, 10 octobre 1684; p. 119-121, ordonnance du même, 24 août 1685. Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 80-83, lettre du roi à La Barre, 5 août 1683; AC, C11A, v. 6 : 167-170 et 401, de Meulles au ministre, 2 juin 1683 et 12 novembre 1684.
32. BAnQ-CAQ, TP1, S37, D16, arrêt du Conseil supérieur, 14 janvier 1686, qui oblige les habitants à avoir un fusil pour eux-mêmes, leurs fils et leurs domestiques dès qu'ils auront atteint l'âge de quatorze ans, et défend aux créanciers de saisir les armes. AC, C11A, v. 8 : 63, Denonville au ministre, 12 juin 1686; 238-251, Champigny au ministre, 16 novembre 1686; v. 9 : 6v, Denonville et Champigny au même, 6 novembre 1687.
33. Avant 1663, les sources de financement de la colonie étaient largement privées. Les dépenses militaires de 1665-1668 furent portées sur le compte du département de la Guerre, semble-t-il. Les dépenses de 1684 prennent l'administration de la Marine par surprise. Voir Desbarats, *Colonial Government Finances*, p. 36-45.
34. AC, C11A, v. 6 : 400-412v, de Meulles à Seignelay, 12 novembre 1684, et lettre de Seignelay, 10 mars 1685, dans B, v. 11 : 25 et suivantes. Les charges annuelles de la colonie assumées par le fermier du Domaine d'Occident s'élèvent alors à 36 000 livres.
35. AC, C11A, v. 6 : 388-391v, de Meulles au ministre, 10 octobre 1684. L'intendant prétend que le manque de vivres invoqué par le gouverneur pour expliquer l'échec de l'expédition n'est qu'un faux prétexte. Il a fourni, dit-il, toutes les vivres nécessaires et la plus grande partie des miliciens ont apporté les leurs. Dans ce contexte, il a pu exagérer la proportion de ces derniers. *Ibid.*, f. 394-395, De Meulles au Roi, 12 nov. 1684. Suggère une deuxième campagne pour « purger le pays des Iroquois », d'une durée de trois mois; les hommes apporteront leurs propres vivres.
36. AC, C11A, v. 10 : 121, Champigny au ministre, 8 août 1688.
37. BAnQ-CAQ, CN301, S238, minutes du notaire G. Rageot, marché entre François Hazeur agissant pour Simone Soumande, et Marin Richard dit Lavallée, 5 juillet 1684. Marin Richard dit Lavallée, natif de Normandie, marié à Québec en 1669, est vraisemblablement venu avec le régiment de Carignan; son mariage est signalé par Cyprien Tanguay, dans le *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, Montréal, E. Senécal, 1871-1890; rééd., Montréal, Éditions Élysée, 1975, v. 1, p. 516.
38. BAnQ-CAM, CN601, S280, minutes du notaire C. Mauge, engagement d'Antoine Delmay à François Blau pour aller en guerre à sa place moyennant 30 livres et son équipement, 6 juillet 1684; marché identique entre Pierre Le Jambé et Abel Sagot dit Laforge, 24 juillet 1684.
39. Annales des ursulines de Québec pour 1696, citées dans Claire Gourdeau, *Les Délices de nos cœurs. Marie de l'Incarnation et ses pensionnaires amérindiennes, 1639-1672*, Québec, Septentrion/Celat, 1994, p. 112, note 153.
40. Les deux ordonnances mentionnées dans la correspondance de De Meulles en 1684 et de Denonville en 1687 n'ont pas été conservées. AC, C11A, v. 6 : 382-385v, de Meulles au ministre, 12 juillet 1684; v. 9 : 20-21v, Denonville au même, 8 juin 1687.
41. AC, F3, art. 6 : 288, « Mandement fait par les sieurs de Bernières, doyen de la cathédrale, et Louis Ango de Maizerets, vicaire-général de Québec, pour faire des prières et des pro-



- cessions à la prospérité des armes des Français dans la guerre déclarée aux Iroquois », 24 avril 1687.
42. Voir *supra*, note 37.
  43. Voir *infra*, annexe A. En 1684, la milice représente presque 60 % des effectifs mais dans les campagnes suivantes la proportion est plus près de 30 %. Au sujet des Amérindiens domiciliés, voir *infra*, chap. 5, section 1.
  44. Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 235, mémoire de La Barre au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1684, à propos de la disette de canoteurs; AC, C11A, v. 9 : 68-68v, Denonville au ministre, 25 août 1687 : il n'a jamais vu rien d'approchant pour la peine et la fatigue; v. 9 : 6v, Denonville et Champigny au ministre, 6 novembre 1687, à propos de la dissipation des fusils, des canots, etc., dans les rapides. « Il faut l'avoir vu pour le croire. »
  45. Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 271, La Barre au ministre, 14 novembre 1684, au sujet du coût du fret; AC, C11A, v. 9 : 168-173, Mémoire des choses nécessaires à l'entreprise de guerre à faire en 1687, dans lequel le transport de Montréal à Cataracoui représente 39 % des dépenses prévues; *ibid.*, v. 9 : 32-38, Champigny au ministre, 16 juillet 1687 : l'intendant dénombre 100 hommes occupés à conduire les convois; *ibid.*, v. 10 : 130-139, état des dépenses faites en 1688 au sujet de la guerre, 1<sup>er</sup> novembre 1688.
  46. Lahontan a bien décrit la remontée du Saint-Laurent et ses frayeurs. L'auteur fait partie des deux expéditions de 1684 et de 1687 et observe la maladresse des gens de milice dans les rapides, témoignage qui concorde avec les propos du gouverneur : Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 7, dans *Œuvres*, v. 1, p. 294-299.
  47. Le Blant (dir.), *Le Recueil de Gédéon de Catalogne*, p. 172-174; et Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 7, dans *Œuvres*, v. 1, p. 298-312.
  48. Catalogne, *Recueil*, p. 125.
  49. Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 13, dans *Œuvres*, v. 1, p. 351; C11A, v. 9 : 115, Denonville, Mémoire du voyage [...]; [Baugy], *Journal*, p. 99-100. Ceci sans compter les blessés évalués à 20 ou à 30 selon les sources.
  50. [Baugy], *Journal*, p. 190-206, ordres de marche qui se rapportent à l'expédition décrite aux p. 54-125.
  51. Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 13, *Œuvres*, v. 1, p. 344-357 et gravure, p. 350, sans titre. Voir aussi Catalogne, *Recueil*, p. 184-194; Saint-Vallier, *État présent*, p. 257-264; Bacqueville, *Histoire*, v. 2, p. 207-208. Ni Bacqueville ni Saint-Vallier ne sont présents. Ils répètent la version qui a cours dans la colonie. L'un parle de « désordre parmi les troupes et la milice », l'autre de « mouvements irréguliers ». De son côté, Denonville ne dit rien du comportement de la milice mais en profite pour reprocher au ministre l'envoi de soldats inexpérimentés. AC, C11A, v. 9 : 61-78 et 177-179, Denonville au ministre, 25 août et 7 novembre 1687; et v. 9 : 104-120, Mémoire de la campagne. Vachon de Belmont qui accompagne les guerriers de la mission de La Montagne a aussi laissé une brève description de la campagne de 1687 où il oppose la bravoure des Amérindiens christianisés à la lâcheté des alliés « païens », une interprétation qui ne cadre pas avec les autres témoignages. *Histoire du Canada (1608-1700) d'après un manuscrit à la Bibliothèque du roi à Paris*, Québec, Société historique et littéraire de Québec, [1840].
  52. Voir Philippe Contamine (dir.), *Histoire militaire de la France*, v. 1, Paris, PUF, 1992, entre autres le chap. 14, p. 401-402, sur la naissance de l'armée moderne par André Corvisier. Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, à propos des manuels militaires

- du xvii<sup>e</sup> siècle, p. 164-171, Paris, Gallimard, 1975. John Keegan, *The Face of Battle*, Londres, Dorset Press, 1976, p. 173-178.
53. Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 46-47, La Barre au roi, 4 octobre 1682; *ibid.*, p. 107, La Barre au ministre, 4 novembre 1683; *ibid.*, p. 255, La Barre au roi, 13 novembre 1684.
  54. AC, C11A, v. 8 : 31-33-v, lettre de Denonville au ministre, 8 mai 1686.
  55. Bacqueville, *Histoire*, v. 3, p. 253. L'auteur commente le projet d'une autre campagne d'hiver en 1696, à laquelle on renonce. Voir aussi François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*, [Paris, Nyon, 1744] photoreproduction en 3 vol., Ottawa, Éditions Élysée, 1976, v. 2, p. 165-167.
  56. Voir le résumé de cette campagne dans William J. Eccles, *Frontenac, the Courtier Governor*, Toronto, McClelland and Stewart, 1959, p. 252-254. Les Amérindiens domiciliés sont accusés de ne pas avoir tué les anciens du village, qui parviennent à fuir et à alerter les guerriers et les gens d'Albany : Catalogne, *Recueil*, p. 227-228.
  57. Voir l'introduction du présent ouvrage.
  58. AC, C11A, v. 14 : 35-64, « Relation de ce qui s'est passé [...] », 1695-1696; RAPQ (1928-1929), p. 307-318, lettres de Frontenac au roi et au ministre, 25 octobre 1696. Charlevoix donne des détails précis sur la composition de l'armée, *Histoire et description*, v. 2, p. 167-176.
  59. William J. Eccles, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969, p. 125, et *France in America*, p. 99-104. Les récits laissent l'impression que les Iroquois sont subjugués par la supériorité militaire de la milice canadienne. D'autres historiens font une lecture plus nuancée de la position des Iroquois; voir celle de Daniel K. Richter dans *The Ordeal of the Longhouse: the Peoples of the Iroquois League in the Era of European Colonization*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, c1992.
  60. Dale Miquelon, *New-France 1701-1744 : « A Supplement to Europe »*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, p. 21-22; Leroy V. Eid, « The Ojibwa-Iroquois War : the War the Five Nations did not Win », *Ethnohistory*, 26 (1979), p. 297-324; en se fondant principalement sur la tradition orale des Ojibwés, Peter S. Schmalz montre que le déclin graduel de l'ascendant iroquois dans les pays d'en haut résulte avant tout de la guerre menée par les Ojibwés entre 1650 et 1700 : *The Ojibwa of Southern Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 1991; Gilles Havard, *La Grande Paix de Montréal de 1701. Les voies de la diplomatie franco-amérindienne*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1992, p. 101-106.
  61. Voir par exemple Sigmund Diamond, « An Experiment in "Feudalism" : French Canada in the xvii<sup>th</sup> Century », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, n° 18 (janvier 1961), p. 3-34.
  62. Pour les opinions touchant les caractères de la noblesse française et son utilité, voir Arlette Jouanna, *Le Devoir de révolte. La noblesse française et la gestion de l'État moderne (1559-1661)*, Paris, Fayard, 1989. Aussi « Le thème de l'utilité publique dans la polémique anti-nobiliaire dans la deuxième moitié du xvi<sup>e</sup> siècle », dans *Théorie et pratique politiques à la Renaissance*, Paris, Vrin, 1977, p. 287-299.
  63. AC, C11A, v. 3 : 178-179, Talon à Colbert, 2 novembre 1671.
  64. AC, C11A, v. 5 : 50 et suiv., Duchesneau à Colbert, 10 novembre 1679. La correspondance de Jacques de Meulles, son successeur, et celle du gouverneur Denonville s'attardent beaucoup sur les misères de la noblesse. Lorraine Gadoury a brièvement évoqué ces problèmes dans *La Noblesse de Nouvelle-France*, chap. 2, et les annexes 1 et 2, donnant la liste des gen-

- tilshommes établis au Canada avec la date de leur arrivée. Pour d'autres exemples de gentilshommes pauvres et turbulents, voir Jean Meyer, *La Noblesse bretonne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Flammarion, 1972, chap. 3.
65. Les officiers réformés du régiment de Carignan reçoivent une petite gratification viagère. Dubé, *La Nouvelle-France*, p. 256-257, La Barre au ministre, 13 novembre 1684. Les anoblis, comme Lemoyne et Boucher, n'ont pas ces problèmes. Marchands à l'origine, ils ont aussi des seigneuries mieux situées, déjà habitées, bref des assises matérielles solides.
  66. AC, C11A, v. 6 : 411, de Meulles au ministre, 12 novembre 1684 ; v. 7 : 147, le même pour remercier le ministre, 28 septembre 1685. Les trois compagnies de gardes de la Marine de Brest, de Rochefort et de Toulon furent créées en 1670 pour la formation des officiers de la Marine. Les jeunes gens servent comme soldats tout en poursuivant les études qui les préparent à la carrière.
  67. AC, C11A, v. 7 : 93v, Denonville au ministre, 13 novembre 1685 ; v. 8 : 143-144, le même au même, 8 mai 1686. Voir aussi une lettre du grand vicaire de Saint-Vallier à Seignelay qui reprend la même idée d'un petit corps de jeunes gentilshommes canadiens afin de les discipliner, dans C11A, v. 10 : 116-117v, non datée [1685] ; v. 8 : 44v, extraits des réponses du ministre aux lettres du Canada, 20 mai 1686.
  68. AC, C11A, v. 10 : 277-278v, le chevalier de Callières au ministre [1690] ; voir aussi v. 9 : 12, Denonville et Champigny au ministre, 6 novembre 1687 ; v. 9 : 197, Champigny au ministre, 5 novembre 1687 ; v. 10 : 17, extrait des réponses aux lettres du Canada, 8 mars 1688. Gédéon de Catalogne rapporte que la compagnie dite des « mousquetaires » fit preuve d'insubordination et de mauvaise volonté. Le Blanc (dir.), *Recueil*, p. 204-205. L'idée persiste cependant. Selon un officier des troupes, le roi devrait entretenir en temps de guerre quelque compagnie de « naturels », officiers et soldats, pour encourager l'émulation : Duplessy Faber au maréchal de Vauban, Québec, 16 septembre 1698, dans Louise Dechêne (dir.), *La Correspondance de Vauban relative au Canada*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1968, p. 16.
  69. Harold E. Selesky, *War and Society in Colonial Connecticut*, New Haven, Yale University Press, 1990.
  70. Il y a une contradiction évidente entre la distribution de commissions aux gentilshommes de la colonie et l'intention de ramener les troupes en France le plus tôt possible.
  71. AC, B, v. 12 : 27-40, Mémoire du roi à Denonville, 31 mai 1686 ; C11A, v. 8 : 140, Denonville au ministre, 20 novembre 1686 ; v. 9 : 9, Champigny au ministre, 6 novembre 1687, et v. 10 : 229, le même au même, 6 juillet 1689 (à propos des soldats qui s'établissent).
  72. AC, C11A, v. 10 : 261, Callières au ministre, janvier 1689 : des 35 compagnies qui devraient compter 1 750 hommes, il n'en reste que 1 300 ; AC, B, v. 15 : 78v, ordre du roi réduisant de 35 à 28 les compagnies d'infanterie en garnison au Canada, 24 mai 1689.
  73. Voir entre autres les « États des emplois vacants auxquels Frontenac a pourvu [...] » en 1690 et en 1691 : AC, C11A, v. 11 : 102-103 et 223-224.
  74. RAPQ (1927-1928), p. 120, Frontenac au ministre, 15 septembre 1692.
  75. RAPQ (1928-1929), p. 355-360, mémoire du roi à Frontenac et Champigny, 21 mai 1698, en particulier p. 356 et 360 ; AC, B, v. 20 : 71v-81, même mémoire ; AC, B, v. 20 : 82, ordonnance royale permettant aux soldats en garnison au Canada de se faire habitants, en leur accordant une année de solde, 21 mai 1698.
  76. AC, C11A, v. 16 : 107, Champigny au ministre, 15 octobre 1698 ; v. 17 : 95-97, « Mémoire

sur la réforme des troupes au Canada et en Acadie », 1700; v. 18 : 3-21, Callières et Champigny au ministre, 18 octobre 1700.

77. AC, C11A, v. 39 : 232-232v, « Mémoire sur les petites enseignes en Canada », 1718; v. 42 : 182-189, Vaudreuil au Conseil de la Marine, 10 novembre 1720; v. 44 : 151-155v, le même au même, 6 octobre 1721; B, v. 45 : 767v, le Conseil de la Marine à Vaudreuil et Bégon au sujet de l'ordonnance royale qui établit un enseigne en second par compagnie, 20 mai 1722.
78. Cassel, *The Troupes*, chap. 2, tableau 2. Les chiffres sont groupés par périodes de cinq années. Une statistique annuelle donnerait des résultats plus précis.
79. Corvisier, André, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 vol., Paris, Presses universitaires de France, 1964, v. 1, p. 171, 364-365, 480-483.
80. Comme le ministre ne s'objecte pas à ce que les cadets reçoivent un prêt, des vivres et un habillement comme les soldats, on peut croire que la pratique n'est pas spécifiquement canadienne mais générale dans les compagnies d'infanterie de la Marine.
81. AC, C11A, v. 35 : 232-234, d'Aigremont, commissaire de la Marine, au ministre, 31 octobre 1715. Quelques cadets sont venus de France avec la recommandation du ministre mais la majorité est d'origine locale. On commence à placer des cadets dans la troupe dès 1685. Voir le cas de Renaud Dubuisson dans Donald Chaput, « Renaud Dubuisson, Jacques-Charles », *DBC*, v. 2, 587-588.
82. Marie-Christine Varachaud, Michel Vergé-Franceschi et André Zysberg, « Qui étaient les capitaines de vaisseau du Roi-Soleil? », *Revue historique*, 582 (avril-juin 1992), p. 311-338. Les 54 % se décomposent comme suit : 24 % de roturiers anoblis et 30 % qui le demeurent. À partir de 1700 il y a une lente érosion du groupe au profit de la noblesse ancienne.
83. Les listes manquent mais un groupe aussi nombreux laisse supposer la présence de plusieurs cadets d'origine bourgeoise. Le service dans la troupe est mentionné seulement lorsque le candidat est recommandé pour une commission. Tous ceux qui ne le sont pas et retournent à la vie civile nous échappent. Jay Cassel relève 33 officiers canadiens d'origine roturière dans le corps d'officiers entre 1683 et 1760. Mais il compte comme roturiers les membres des familles Le Moyne, Boucher et Denys, qui furent anoblies dans les années 1660. De vrais roturiers, il n'y en a que cinq qui reçoivent leur commission pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg (Bourdon, Hertel, Testard, Robutel et Migeon) et deux autres pendant la guerre de Succession d'Autriche (Charly et Raimbault). C'est très peu. D'autre part, contrairement à ce qu'écrit cet auteur, les officiers venus de France ne sont pas tous nobles : Cassel, *The Troupes*, p. 79.
84. AC, C11A, v. 49 : 43-44, Beauharnois et Dupuy au ministre, 20 octobre 1727.
85. Dans un état des troupes de 1748, nous trouvons 66 cadets-soldats au lieu de 28, une situation exceptionnelle pour combler les rangs de la troupe, au plus bas pendant la guerre qui vient de se terminer : AC, C11A, 91 : 229v.
86. Appelés ainsi à cause du petit cordon ou aiguillette qu'ils portent sur leur uniforme. AC, C11A, v. 56 : 112-113, le ministre à Beauharnois et Hocquart, 15 mai 1731, à propos de l'ordonnance qui vient d'être rendue pour établir un cadet à l'aiguillette pour chacune des 28 compagnies; *ibid.*, v. 59 : 163-206, et v. 61 : 80-81, Beauharnois et Hocquart, 14 octobre 1733 et 7 octobre 1734, à propos des critères de sélection des cadets-soldats. Les années de service ne sont enregistrées qu'à partir de la nomination de cadet à l'aiguillette et il en faut alors deux pour une. Voir le cas de Joseph-Alphonse Duplessis Faber

- à qui on refuse la croix de Saint-Louis en 1764 parce que ses huit années comme cadet-soldat de 1737 à 1745 ne comptent pas. Ægidius Fauteux, *Les Chevaliers de Saint-Louis en Canada*, Montréal, Éditions des Dix, 1940, p. 34-35.
87. AC, C11A, v. 67 : 180-184, et v. 69 : 40v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 16 octobre 1737 et 5 octobre 1738. Voir aussi RAPQ (1923-1924), p. 55, Bougainville, « Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France », 1757.
  88. La participation des volontaires de toute origine sociale dans les partis et dans la guerre de course sera étudiée dans le chapitre 4.
  89. AC, C11A, v. 66 : 145-147, résumé des lettres de Beauharnois et Hocquart d'octobre 1735 à propos de ces jeunes volontaires qui veulent être admis cadet.
  90. Après 1700, l'effectif des 28 compagnies qui a été fixé à 840 hommes oscille plutôt entre 600 et 700. Nous utilisons 750 dans nos calculs pour ne pas exagérer la tendance. À titre de comparaison, ce rapport est de l'ordre de un officier pour quinze soldats dans l'armée française du XVIII<sup>e</sup> siècle. André Corvisier, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 115.
  91. Pour l'évolution du nombre de familles ou souches de la noblesse, nous nous fondons sur les listes de Lorraine Gadoury. Elle évalue le poids démographique de la noblesse coloniale à 2,5 % avant 1685, 3,5 % de 1690 à 1709 et 1,1 % entre 1755 et 1759. *La Noblesse de Nouvelle-France*, p. 155 et annexe 2.
  92. L. Le Jeune, *Dictionnaire général du Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1931, v. 2, p. 716-718. RAPQ (1927-1928), p. 67, mémoire de Frontenac au ministre, 15 octobre 1691, à propos des fils de Tilly. L'ainé, Pierre-Noël, obtient une commission d'enseigne en 1688 et l'année suivante la place de son père au Conseil. Il poursuit néanmoins sa carrière militaire en gravissant très lentement les échelons et finit par vendre sa charge de conseiller en 1695 : Robert Lahaise, « Legardeur de Tilly, Pierre-Noël », *DBC*, v. 2, p. 402-403. Les cadets qui font carrière en France ont d'abord reçu le grade de garde-marine de Rochefort. Le plus jeune d'entre deux, Daniel, meurt à vingt-deux ans à la baie d'Hudson, trop tôt pour savoir s'il aurait pu aussi obtenir une commission d'officier de vaisseau.
  93. Jean Chagniot, « Guerre et société au XVII<sup>e</sup> siècle », *XVII<sup>e</sup> siècle*, 148 (juillet-septembre 1985), p. 252. Selon Jay Cassel, les aînés représentent 16 % des entrées dans le corps des officiers avant 1700, 55 % de 1701 à 1720, 40 % de 1720 à 1740 et 16 % de 1740 à 1760 : *The Troupes*, p. 80-81. Il faudrait reprendre ces calculs sur une base démographique plus solide.
  94. L'ouvrage de Lorraine Gadoury, *La Noblesse de Nouvelle-France*, ne porte que sur les comportements démographiques du groupe, étudié en bloc.
  95. L'étude de Jean-Marie Constant, *Nobles et paysans en Beauce aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, Université Lille 3, 1981, a montré une participation généralement faible à la carrière des armes chez les nobles beaucerons, mais qui augmente considérablement en temps de guerre. Cité dans Philippe Contamine (dir.), *Histoire militaire de la France*, v. 1, p. 372, et par Jean Chagniot, article cité, p. 253.
  96. Comme les officiers ne cessent de réclamer des gratifications et des pensions, les historiens tendent à s'apitoyer sur leur sort. Voir par exemple William J. Eccles, « The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France », dans *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 115-116. En fait les gages

sont loin d'être négligeables et le fait qu'ils ne sont pas obligés d'acheter leur commission mérite aussi considération. Nous ne parlons pas des profits sur le commerce des fourrures associés au commandement des postes des pays d'en haut parce qu'ils ne touchent qu'une minorité. Selon Jay Cassel, moins de 19 % du corps est affecté dans ces postes et une petite proportion d'entre eux font commerce : *The Troupes*, p. 155 et suivantes, en particulier p. 160.

97. AC, C11A, v. 67 : 95-107, [Hocquart], « Détail de toute la colonie », s. d. [1737].
98. Voir entre autres AC, C11A, v. 54 : 416, « Liste des jeunes gens de famille qui demandent de l'emploi à la Louisiane », 10 octobre 1731 ; v. 91 : 218-219, La Galissonnière au ministre, 21 octobre 1748, et v. 93 : 96-97, liste des officiers du Canada qui désirent passer aux Isles, 20 septembre 1749. Assez bizarrement, l'étude de Jay Cassel ne tient pas compte de ces mouvements et présente les troupes de la Marine comme « les troupes du Canada », c'est-à-dire un corps distinct coupé de la France et des autres colonies ; Cassel, *The Troupes*, *passim*.
99. RAPQ (1930-1931), p. 63, Talon, « Mémoire [...] sur l'état présent du Canada », 1667.
100. Dechène, *La Correspondance de Vauban*, p. 16-19, lettre du capitaine Duplessy Faber au maréchal de Vauban, Québec, 16 septembre 1698.
101. *Ibid.*, *passim* et en particulier p. 19 ; voir aussi p. 21-22, lettre de Duplessy Faber à Vauban, 1<sup>er</sup> octobre 1698.
102. Fils d'un maître d'hôtel du roi, Duplessy Faber épouse tôt après son arrivée la fille d'un marchand de Champlain, près de Trois-Rivières, un mariage médiocre qui n'aide pas sa carrière. On lui reproche aussi des écarts de conduite. Grâce à la protection de Vauban et de Pontchartrain, son fils aîné obtient une place d'enseigne dans les troupes à l'âge de onze ans, sans doute pour compenser l'avancement refusé au père. Voir C. J. Russ, « Lefebvre Duplessis Faber (Fabert), François », *DBC*, v. 3, p. 401-403 ; aussi C11A, v. 17 : 331-338, Duplessy Faber au ministre, 7 octobre 1698.
103. La comparaison avec les officiers du régiment de Carignan est un peu boiteuse puisque ceux-ci étaient récompensés pour avoir renoncé à leur commission alors que les officiers de troupes de la Marine qui s'établissent dans la colonie gardent leur emploi, mais ils ne voient pas les choses aussi objectivement.
104. Ce sont des observations partielles fondées sur les articles biographiques du *DBC*. À partir de la liste des officiers de Jay Cassel et de celles de Lorraine Gadoury, on pourrait faire l'analyse systématique des carrières. Cassel, *The Troupes*, annexe H.
105. Parmi les 12 « principales familles » identifiées par Bougainville en 1757, 4 descendent des premiers colons, 3 des officiers de Carignan et 5 de ceux de la Marine. Mais dans l'œil de l'étranger, elles ne forment qu'un seul bloc soudé par les mariages : RAPQ (1923-1924), p. 62, mémoire de Bougainville, 1757.
106. Charlevoix prend un malin plaisir à rapporter ces propos contre Frontenac, qu'il n'aime pas, tout en faisant mine de ne pas y croire : *Histoire et description*, v. 2, p. 174-175.
107. RAPQ (1922-1923), p. 73-78, « Addition au mémoire fait en 1715, intitulé mémoire sur l'état présent du Canada (25 janvier 1719) », par François-Madeleine-Fortuné Ruetted d'Auteuil. Fils d'un maître d'hôtel du roi qui passa au Canada en 1648, il succède à son père dans la charge de procureur général en 1679. Ses querelles avec les administrateurs royaux et les Pontchartrain lui valent d'être destitué en 1707. Défenseur passionné des intérêts coloniaux, le personnage mérite mieux que la mesquine biographie de Marine

- Leland, « Ruelle d'Auteuil de Monceaux, François-Madeleine-Fortuné », *DBC*, v. 2, p. 611-614.
108. Nous reviendrons dans le chapitre 9 sur le fossé qui sépare les sociétés canadienne et antillaises : chap. 9, p. 328-330. Parmi les facteurs économiques et sociaux, le fait que le Canada n'est pas taxé pour l'entretien des troupes rend certainement la colonie plus tolérante.
  109. Eccles, « The Social [...] », dans *Essays*, p. 116. À partir d'un ou deux exemples d'ascension sociale dans les débuts de la colonie, Eccles présente le corps des officiers comme un lieu d'intégration continue des roturiers de talent à la noblesse. Il emploie même l'expression « *military caste system* », p. 116. Notre interprétation rejoint plutôt celle de Dale Miquelon pour qui le corps est essentiellement composé de nobles et contribue à renforcer la spécificité de cette catégorie sociale : « A Supplement to Europe: Canada in the Reclaimed Empire, 1701-1744 », dans *Proceedings of the Annual Meeting of the Western Society for French History*, v. 13, Flagstaff (Ariz.), Western Society for French History, 1986, p. 261-270.
  110. Versailles refuse pendant longtemps les lettres de noblesse réclamées pour François Hertel, valeureux mais pauvre, alors que ceux qui se sont élevés par le commerce les obtiennent facilement.
  111. Grâce à la banque de données Parchemin, nous pouvons relever tous les actes où l'une des parties s'identifie comme officier de milice.
  112. AC, C11A, v. 6 : 297-298, et [Baugy], *Journal*, p. 82 et suivantes. En 1684, les compagnies sont identifiées par un nom géographique, par exemple « milices de Beauport ». Mais en 1687, elles portent le nom de leur capitaine. Cependant il est clair que la structure territoriale est la même.
  113. AC, B, v. 11 : 19v-20, ordonnance royale au sujet des colons déserteurs, 10 avril 1684, qui mentionne la composition des conseils de guerre chargés d'instruire ces procès.
  114. Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 1, p. 143-145, commission de Frontenac à Legardeur de Tilly, 15 mai 1673.
  115. Jean-Jacques Lefebvre, « Le Moyne de Longueuil et de Châteauguay, Charles », *DBC*, v. 1, p. 474-476. Fils d'un aubergiste de Dieppe, venu au Canada à quinze ans à la suite d'un oncle chirurgien, Lemoyne profita de la faveur des jésuites, d'un long séjour dans leur mission, pour faire valoir ses talents. La fortune qui permet à ses fils d'aller parfaire leur éducation en France joue un rôle important dans l'ascension spectaculaire de la famille.
  116. Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 2, p. 67, ordonnance de La Barre à Migeon, 16 juin 1684 ; Jean-Jacques Lefebvre, « Migeon de Branssat, Jean-Baptiste », *DBC*, v. 1, p. 519-520.
  117. La revue des milices de 1696 n'a pas été conservée. Nous connaissons seulement les noms des quatre bataillons (Québec, Beaupré, Trois-Rivières et Montréal) et de leurs commandants. Les trois premiers bataillons sont commandés par des officiers des troupes : Bacqueville, *Histoire*, v. 3, p. 271, et Charlevoix, *Histoire et description*, v. 2, p. 168-169. Lemoyne meurt en 1685 et nous ignorons qui le remplace à la tête des milices urbaines avant l'arrivée de Fleury Deschambault.
  118. *RAPQ* (1926-1927), p. 47, Frontenac au ministre, 13 novembre 1673.
  119. Il est évident que tous les officiers de milice ne déclinent pas nécessairement leurs titres

- dans les actes notariés mais la corrélation entre le nombre d'individus qui le font et le nombre réel d'officiers de milice est indéniable.
120. La liste des officiers de milice publiée par Claude de Bonnault, en plus d'être très incomplète, confond les officiers des paroisses avec les officiers (Carignan ou Marine) qui commandent les habitants à la guerre : « Le Canada militaire. État provisoire des officiers de milice de 1641 à 1760 », *RAPQ* (1949-1951), p. 261-527. L'article de Fernand Ouellet qui s'appuie sur cette source trompeuse pour analyser l'encadrement des milices sous le régime français déforme forcément la réalité : « Officiers de milice et structure sociale au Québec (1660-1815) », *Histoire sociale/Social History*, 12, 23 (mai 1979), p. 37-65.
  121. *RAPQ* (1967), p. 230, « Registre des recettes et dépenses de l'église Sainte-Anne du Petit-Cap (1659-1700) ». En 1696, Noël Gaignon, trente-six ans et père de famille, est capitaine de la côte de Beaupré depuis quelques années déjà. Tanguay, *Dictionnaire généalogique*, 1, p. 247.
  122. AC, C11A, v. 26 : 150-175, Raudot au ministre, 10 novembre 1707.
  123. Le fonctionnement de la milice au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle est analysé dans le chapitre 6.
  124. Charles Frostin, « Les enfants perdus de l'État ou la condition militaire à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales de Bretagne*, 80, 2 (1973), p. 320; Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, 1, *Le Premier Empire colonial. Des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 1991, p. 617 et suivantes.
  125. Ian K. Steele, « Governors or Generals: A Note on Martial Law and the Revolution of 1689 in English America », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 46 (avril 1989), p. 304-314.
  126. *Note des éditeurs* : dans une version antérieure de ce chapitre, l'auteure terminait sur la considération suivante : « En offrant à la noblesse locale le commandement des troupes réglées, l'administration a introduit une confusion entre intérêts métropolitains et coloniaux, entre le militaire et le civil. » Puis elle a supprimé cette phrase et inscrit la note suivante : « Il faut retravailler et préciser la fin : passer de la milice à la société. »

#### CHAPITRE 4 • D'UNE GUERRE À L'AUTRE (1687-1744)

1. Gédéon de Catalogne, « Recueil de ce qui s'est passé au Canada au sujet de la guerre, tant des Anglais que des Iroquois, depuis l'année 1682 », dans Robert Le Blant (dir.), *Histoire de la Nouvelle France : les sources narratives du début du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Dax, P. Pradeu, 1940, p. 191. L'officier ne manque pas de signaler que la destruction de Lachine en 1689 confirme la prédiction d'Ataria : *ibid.*, p. 203.
2. Voir Ian K. Steele, *Warpaths. Invasions of North America*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 137-150.
3. Voir *infra*, annexe A.
4. La manipulation des chiffres pour appuyer un argument n'est pas rare. Ainsi l'intendant De Meulles écrit que 800 à 900 habitants sont allés au lac Ontario avec La Barre en 1684 (au lieu des 670 présents à la revue) pour mieux dénoncer l'inaction du général. AC, C11A, v. 6 : 394-395, De Meulles au roi, 12 novembre 1684.
5. Voir les registres paroissiaux de Lachine et de Pointe-aux-Trembles, entre autres : BANQ-CAM, CE601, S8 et S5.



6. Voir le plan de « Villemarie dans l'isle de Montréal », 1685, dans Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art global/Libre expression, 1994, p. 39.
7. Étienne-Michel Faillon, *Histoire de la colonie française en Canada*, 3 vol., Montréal, Bibliothèque paroissiale, 1865-1866, v. 3, chap. 9.
8. BAnQ-CAM, CN 601, S17, minutes du notaire B. Basset, 27 mars 1685, inventaire des biens de feu Charles Le Moine.
9. Monique Poirier, *The Fortifications of Montreal 1717-1744 : the Development of the Plan*, mémoire de maîtrise, histoire de l'art, Université Concordia, 1991, p. 29-62. Selon le témoignage de Joachim Leber, un habitant de La Prairie prisonnier à Albany en 1692, Montréal disposerait de 56 pièces de canon, ce qui est peut-être une exagération : *Journal of the Late Actions of the French at Canada by Nicholas Bayard and Lieut. Col. Charles Lodowick*, New York, Rep. Joseph Salin, 1868 [Londres, 1693]. Voir p. 35-36 pour le témoignage de Leber devant Benjamin Fletcher, Albany, 4 octobre 1692.
10. BAnQ-CAM, CN601, S2, minutes du notaire A. Adhémar, cession d'une terre concédée à Pierre Roy pour la construction du village de La Prairie Saint-Lambert 25 février 1690 ; *Ibid.*, TL4, S11, Registres des audiences, 1693-1698, f. 551v-554v, procès intenté par Pierre Perthuy, marchand, contre les habitants de Pointe-aux-Trembles, 26 mars 1697. Ils sont accusés d'avoir ruiné sa terre et sommés de lui rendre 1 500 cordes de bois. Le procès dure depuis deux ans. Voir l'extrait de l'ordonnance de Callière et Gaillard du 29 novembre 1689 cité dans la procédure (l'original a disparu).
11. AC, C11A, v. 11 : 273-277v, [Champigny], « Remarques [...] pour la conservation de la Nouvelle-France », 1691.
12. AC, C11A, v. 13 : 303, Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695. BAnQ-CAM, CN 601, S2, minutes du notaire A. Adhémar, 7 avril 1693, inventaire des biens de Cartier dit Larose : la maison et le hangar que la veuve possède dans le fort de la Pointe-aux-Trembles sont décrits comme de nulle valeur.
13. AC, C11A, v. 9 : 73v, Denonville au ministre, Ville-Marie, 25 août 1687. Ses ordres du 13 juin 1687 n'ayant pas été suivis, le gouverneur émet une seconde ordonnance, le 1<sup>er</sup> septembre, assortie de punitions contre les contrevenants. Dès 1688, la plupart des paroisses ont leur fort et une garnison, mais les habitants tardent à s'y transporter. Pierre-Georges Roy (dir.), *Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, 2 vol., Beauceville, L'Éclaireur, 1924, v. 2, p. 163-164 et 166-168, ordonnances du 13 juin et du 1<sup>er</sup> septembre 1687.
14. Ce gouverneur ne comprend pas la logique de l'habitat dispersé, qui est la norme en Amérique du Nord, et croit qu'il ne répond qu'à un seul besoin : se livrer en cachette à des activités illicites et à tous les vices. Voir AC, C11A, v. 7 : 92 et 178-186v, lettre et mémoire du même, 12 et 13 nov. 1685 ; v. 9 : 127v, « Mémoire de l'état présent des affaires de Canada », 27 octobre 1687.
15. Malgré la présence des forts Rémy, Rolland et Cuillierier, tous pourvus de garnisons, sur le territoire de la paroisse de Kahnawake, en face, l'ennemi réussit à investir la campagne durant la nuit.
16. Catalogne, « Recueil », p. 194. L'auteur, l'officier à qui on a confié la direction des travaux de fortification dans les campagnes, dénombre 29 forts (sans compter celui de Chambly) pour le gouvernement de Montréal, parmi lesquels deux sont en pierre, le nouveau fort de Kahnawake, terminé en 1692, et celui de Longueuil que le seigneur fit élever à ses frais.

- « [Son] fort, sa maison et tous les accompagnemens nous donnant [...] une idée des châteaux de France fortifiés » : AC, C11A, v. 16 : 14v, Frontenac et Champigny au ministre, 15 octobre 1698. Impressionné, le roi éleva la seigneurie au rang de baronnie : Céline Dupré, « Le Moyne de Longueuil, Charles », *DBC*, v. 2, p. 418-420. Il y a peut-être quatre ou cinq autres forts dans les environs de Trois-Rivières.
17. Roy, *Ordonnances, commissions*, v. 2, p. 166-168, ordonnance de Denonville du 1<sup>er</sup> septembre 1687 ; Catalogne, « Recueil », p. 208.
  18. AC, C11A, v. 12 : 87v, Champigny au ministre, 3 novembre 1692.
  19. *Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France*, 4 vol., Québec, A. Coté et C<sup>ie</sup>, 1883-1885, v. 1, p. 482-531, Monseignat, « Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable en Canada depuis le départ des vaisseaux, au mois de novembre, 1689 jusqu'au mois de novembre, 1690 », en particulier p. 501 ; Catalogne, « Recueil », p. 231-232, à propos d'une de ces poursuites ratées, en face de Trois-Rivières, qui provoque la mort des captifs.
  20. Catalogne, « Recueil », *passim* et en particulier p. 233. Il y a un certain désordre chronologique dans cette chronique, facile à corriger pour le chercheur qui connaît la période.
  21. Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 5-6 : attaque du fort Richelieu en août 1642. À propos des tactiques militaires des Iroquois et de leur capacité d'adaptation aux nouveaux engins de guerre, voir K. F. Otterbein, « Why the Iroquois Won : An Analysis of Iroquois Military Tactics », *Ethnohistory*, 11 (1964), p. 56-63.
  22. André Vachon, « Jarret de Verchères, Marie-Madeleine », *DBC*, v. 3, p. 331-337. Dans cet article, Vachon confronte les différentes sources, entre autres les passages tirés de l'*Histoire de l'Amérique septentrionale* de Bacqueville de La Potherie, v. 1, p. 324-328, et v. 3, p. 152-154, où il est question de ces événements. Vingt ans plus tard, Madeleine rédigea une seconde version de son exploit, plus détaillée et plus dramatique encore, dans laquelle Vachon détecte plusieurs invraisemblances. Il accepte cependant la version de 1699 sans sourciller, sans la confronter au contexte militaire, sans s'interroger sur le silence des autres sources. Notre résumé s'appuie sur la première version en omettant certains faits encore plus improbables, comme le petit mouchoir que l'héroïne aurait eu le temps de dénouer tout en courant pour échapper au guerrier qui la poursuivait. Les deux textes ont été publiés en annexe de l'article de Diane Gervais et Serge Lusignan, « De Jeanne d'Arc à Madeleine de Verchères, la femme guerrière dans la société d'Ancien Régime », *RHAF*, 53, 2 (automne 1999), p. 171-205. Ajoutons que Charlevoix a repris le récit de Bacqueville dans son *Journal d'un voyage fait par ordre du Roi dans l'Amérique septentrionale*, édition critique par Pierre Berthiaume, Montréal, PUM, 1994, v. 1, p. 312, lettre 7, mars 1721, et note 30. *Note des éditeurs* : voir également Colin M. Coates et Cecilia Morgan, *Heroines and History : Representations of Madeleine de Verchères and Laura Secord*, Toronto, University of Toronto Press, 2002.
  23. Le combat du lac Champlain entre les guerriers du Sault-Saint-Louis et les Agniers qui s'enfuyaient avec des prisonniers de la mission eut lieu en 1691 : François-Xavier de Charlevoix, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France*, [Paris, Nyon, 1744] photo-reproduction en 3 vol., Ottawa, Éditions Élysée, 1976, t. 2, p. 112.
  24. AC, C11A, v. 12 : 182-205v, « Relation de ce qui s'est passé en Canada depuis le mois de septembre 1692 jusqu'au départ des vaisseaux en 1693 » [p. 364 dans les transcriptions].

- Gédéon de Catalogne, qui a laissé un journal détaillé des événements militaires, ne mentionne pas Verchères dans son « Recueil ».
25. L'intendant Champigny, qui transmet la lettre de Madeleine de Verchères à la comtesse de Maurepas en 1699, atteste la véracité du récit. Est-ce suffisant pour rejeter notre critique?
  26. Yves Landry et Rénald Lessard, « Les causes de décès aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles dans les registres paroissiaux québécois », *RHAF*, 48, 4 (printemps 1995), p. 509-526. Les récentes « révisions à la baisse » dont parlent les auteurs ne sont que des hypothèses qui traduisent l'idéologie de l'heure.
  27. John Dickinson, « La guerre iroquoise et la mortalité en Nouvelle-France, 1608-1666 », *RHAF*, 36, 1 (juin 1982), p. 31-54.
  28. Le petit nombre de paroisses et la faiblesse de la population dans le gouvernement de Montréal sont deux atouts pour une telle enquête.
  29. BAnQ-CAM, CN601, S280 et S331, minutes des notaires C. Maugue, 22 septembre 1691, et J.-B. Pottier, 6 mars 1697.
  30. BAnQ-CAM, CN601, S2 et S260, minutes des notaires suivants: A. Adhémar, 15 juin 1693, inventaire des biens de la communauté Jean Lelat et requête de Louis Lemaistre; A. Adhémar, 6 octobre 1693, requête du tuteur des enfants Faye et inventaire; M. Lepailleur, 19 janvier 1716, déclaration concernant la famille Éthier; et autres actes cités dans Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760. Étude d'histoire sociale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992.
  31. Alden T. Vaughan et Edward W. Clark (dir.), *Puritans among the Indians: accounts of captivity and redemption, 1676-1724*, Cambridge (Mass.), Belknap Press, 1981, p. 9.
  32. John Demos, *The Unredeemed Captive. A Family Story from Early America*, New York, Alfred A. Knopf, 1994, p. 22-23, analyse portant sur les victimes de Deerfield à partir des listes compilées par les contemporains; Alden T. Vaughan et Daniel K. Richter, « Crossing the Cultural Divide: Indians and New Englanders 1605-1763 », *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 90, 1 (avril 1980), p. 23-100; Alice Nash, « Captives among the Abenakis 1605-1763 », communication présentée à l'université McGill en février 1992.
  33. Notons par exemple la présence de femmes, nombreuses semble-t-il, parmi les captifs. Même si elles n'ont pas laissé de récit de leur captivité, ne faudrait-il pas signaler l'expérience qu'elles ont vécue? Ce serait là une occasion d'intégrer la situation particulière des femmes à l'étude d'un phénomène méconnu, la captivité, et de ses conséquences. À propos des femmes de Nouvelle-Angleterre emmenées en captivité, voir Laurel Thatcher Ulrich, *Good Wives: Image and Reality in the Lives of Women in Northern New England 1650-1750*, New York, Alfred A. Knopf, 1982.
  34. Par exemple en montant à Michillimakinak en 1690, le commandant de ce poste, Louvigny, et son détachement défont un parti d'Iroquois, en tuent plus de 30 et font 4 prisonniers dont 2 hommes. L'un est donné aux Outaouais qui le brûlent, l'autre est ramené au gouverneur qui l'offre à Oureouhare, un Iroquois pro-français; Charlevoix *Histoire et description*, v. 3, p. 82-83. Voir aussi AC, C11A, v. 61 : 339, de Beaucourt, « Extrait de ce qui s'est passé dans le gouvernement de Montréal », 1734 : les Amérindiens des deux missions, écrit le gouverneur, lui demandèrent les Renards prisonniers pour en faire festin. Nous reviendrons plus loin sur la question des prisonniers. Les seuls cas qui nous concernent ici sont ceux où la prise est faite par les Français seuls.
  35. Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettre 23, *Œuvres*, v. 1, p. 481-484. Pour un autre exemple

- de torture et d'exécution publique à Québec, voir Reuben G. Thwaites (dir.), *The Jesuit Relations and allied documents: travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791*, 73 vol., Cleveland, Burrows Brothers, 1896-1901, v. 46, p. 84-88, Relation de J. Lalemant pour l'année 1659-1660.
36. Celui amené à Montréal fut épargné à cause de son jeune âge. Catalogne, « Recueil », p. 231, pour l'affaire de 1689 au lac des Deux-Montagnes que l'auteur a placée par erreur en 1692, et p. 220-221, pour l'affaire de Repentigny (îles Bouchard). Un parti de 70 Canadiens commandés par Vaudreuil va surprendre une quarantaine d'Iroquois endormis dans une cabane mais fait assez de bruit pour donner à l'ennemi le temps de se défendre àprement.
  37. Témoignage de Mère Juchereau cité dans Ernest Myrand (dir.), *1690. Sir William Phips devant Québec. Histoire d'un siège*, Montréal, Beauchemin, 1925, p. 65-74.
  38. *Les Annales de l'Hôtel-Dieu de Québec, 1636-1716*, dom Albert Jamet (dir.), [Québec], Hôtel-Dieu de Québec, 1939, p. 363-372.
  39. *RAPQ* (1927-1928), p. 39, Frontenac au ministre, 12 novembre 1690; AC, C11A, v. 27 : 9v, Ramezay au ministre, 12 novembre 1707.
  40. John Keegan, *The Face of Battle*, Londres, Dorset Press, 1976, p. 197. Nous retrouverons les mêmes attitudes, exaltation collective suivie de stupeur et d'affaissement après l'engagement, pendant la guerre de Sept Ans : *infra*, chap. 11, section 3.
  41. Voir les divers témoignages rassemblés dans Myrand, *1690*, en particulier ceux de Sylvanus Davis, prisonnier de guerre, du jésuite Germain de Couvert, de Gédéon de Catalogne et la Relation de Monseignat, secrétaire du gouverneur. Tout en reconnaissant que la colonie s'est bien défendue, il est évident que l'échec de Phips tient davantage à la saison trop tardive, à la maladie et à une accumulation de bévues, ce que les Français reconnaissent implicitement en attribuant leur victoire à la Vierge.
  42. *RAPQ* (1942-1943), p. 426-432, Vaudreuil au ministre, 14 novembre 1709. Dans cette lettre, le gouverneur décrit ses efforts pour imposer son plan mais ne dit rien des résultats. C'est dans une lettre de 1711 qu'il reconnaît avoir échoué en 1709 dans le cas de l'île d'Orléans : *RAPQ* (1946-1947), p. 434-435, Vaudreuil au ministre, 25 octobre 1711. Nous ignorons si l'ordre d'évacuation a été transmis aux paysans du gouvernement de Montréal. Quoi qu'il en soit, le plan n'a pas de suite dans l'ouest de la colonie. Notons qu'en 1707, lors de la première alarme sous son gouvernement, Vaudreuil n'a pas de plan précis pour la défense de Québec. Son plan d'évacuation aurait donc pris forme après cette date.
  43. *RAPQ* (1946-1947), p. 432-435, Vaudreuil au ministre, 25 octobre 1711. Cette année-là, Vaudreuil fait deux tournées des côtes du gouvernement de Québec, l'une au « petit printemps », la seconde en septembre. Deux officiers, un du côté Sud l'autre sur la rive Nord, sont alors chargés de rassembler les habitants, après qu'ils auront été mettre leurs familles et leurs biens à l'abri, et de les ramener vers Québec, en s'opposant chemin faisant aux débarquements ennemis. Pour un bref mais excellent résumé des enjeux et des principaux événements militaires entre 1702 et 1712, voir Dale Miquelon, *New-France 1701-1744: « A Supplement to Europe »*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, chap. 3.
  44. Catalogne, « Recueil », p. 223-225; AC, F3, art. 6 : 397 et suiv., « Relation... jusqu'au 15 octobre 1691 »; John H. G. Pell, « Schuyler, Peter », *DBC*, v. 2, p. 628-630, et William J. Eccles, « Clément du Vuault (Vault) de Valrennes, Philippe », p. 154-155. Vachon de Bel-

mont attribue la débandade de la milice aux libations de la journée précédente, mais dans sa croisade contre l'eau-de-vie, le sulpicien n'est pas un témoin objectif : *Histoire de l'eau-de-vie en Canada*, Québec, Literary and Historical Society of Quebec, 1840, p. 18. Notons que quelques Anglais étaient mêlés au parti iroquois qui attaqua des moissonneurs de La Prairie en 1690.

45. Suffisance, forfanterie, tendance à considérer les colons britanniques comme des rebelles, des gens ingouvernables, incapables d'action concertée, tels sont les sentiments des gouverneurs, intendants et officiers d'état-major. Jusqu'à quel point sont-ils répandus dans la population ? C'est une autre question à laquelle nous tenterons de répondre à la fin de cette étude : *infra*, chap. 12.
46. Ces remarques ne visent bien entendu que les historiens francophones, qui n'ont pas avantage, croyons-nous, à substituer au vocabulaire de l'époque des mots qui appartiennent à d'autres contextes. Le problème se pose autrement pour les historiens anglophones qui doivent traduire et nous ne connaissons pas assez bien l'anglais pour apprécier ces traductions. Sur les expériences et les publications européennes touchant la petite guerre au XVIII<sup>e</sup> siècle, voir entre autres Peter E. Russel, « Redcoats in the Wilderness : British Officers and Irregular Warfare in Europe and America, 1740 to 1760 », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 35 (1978), p. 629-652. Charlevoix utilise « petite guerre » à quelques reprises.
47. Avec le mot « parti » vient le mot « partisan » que l'on trouve dans la correspondance officielle et dans Bacqueville, mais moins fréquemment que « parti ». Bacqueville, *Histoire*, v. 3, p. 256 (« nos partisans »); *RAPQ* (1946-1947), p. 428, Vaudreuil au ministre, 25 octobre 1711, qui qualifie deux officiers de « bons partisans ».
48. Richard I. Melvoin, *New England Outpost: War and Society in Colonial Deerfield*, New York, W. W. Norton, 1989, p. 191 et 223.
49. Créée en 1682 par des marchands du Canada et de la métropole, la compagnie du Nord revendique les postes de traite que la compagnie anglaise lui dispute depuis 1670. En 1684, les Français ont été chassés des postes Bourbon (York) et Sainte-Thérèse (Severn) sur la côte ouest de la baie d'Hudson. Faute d'avoir obtenu un navire pour aller déloger « les pirates anglais et les renégats français », elle organise cette expédition par terre à la baie James. En 1693, la compagnie anglaise revient au fond de la baie mais en 1696 les Français reprennent York et y demeurent jusqu'au traité d'Utrecht. AC, C11A, v. 7 : 261-263, Requête de la compagnie du Nord au ministre, Québec, 10 novembre 1685. Nous possédons deux relations de cette campagne : *Journal de l'expédition du chevalier de Troyes à la Baie d'Hudson en 1686*, Ivanohe Caron (dir.), Beauceville, L'Éclaireur, 1918; Gédéon de Catalogne, « Recueil », p. 174-182.
50. Têtu (dir.), *Mandements*, 1, p. 223-224, « Lettre de Saint-Vallier » [État présent de l'Église... 1688].
51. Voir *supra*, chap. 2, p. 108-109.
52. Les officiers qui commandaient ces partis n'ont pas laissé de relation. Voir le compte rendu dans AC, C11A, v. 11 : 5-40, « Relation de ce qui s'est passé de plus remarquable en Canada depuis le [...] mois de novembre 1689 jusqu'au mois de novembre 1690 », Charles de Monseignat, 1690; et le bon résumé de William J. Eccles qui utilise les sources françaises et anglaises : *Frontenac, the Courtier Governor*, Toronto, McClelland and Stewart, 1959, p. 224-228. Eccles évalue les forces de Portneuf à 400 ou 500 hommes. Ces chiffres qui proviennent sans doute des observateurs anglais sont trop élevés. Ils signi-

fieraient que les Abénaquis auraient fourni une troupe de 400 hommes. Leurs détachements atteignent rarement un tel nombre et pareil mouvement aurait été signalé dans les sources acadiennes. Une évaluation plus probable : environ 60 Français et 200 à 250 Abénaquis.

53. Voir l'annexe A où sont rassemblées les expéditions connues et moins connues qui ont servi à cette analyse.
54. RAPQ (1927-1928), p. 50-56, deux mémoires du roi, 7 avril 1691 ; AC, C11A, v. 11 : 281-289v, Champigny au ministre, 12 octobre 1691, à propos de 40 habitants partis pour l'Acadie avec Villebon ; v. 13 : 104-109v, Callière au ministre, 19 octobre 1694 ; voir aussi Guy Frégault, *Iberville le conquérant*, Montréal, Éditions Pascal, 1944, p. 181 et 218-219, à propos de ces conflits.
55. Avec une population à peu près égale à celle du Canada, le Connecticut enrôle un septième de ses milices dans les « dragons » en 1690 (après l'attaque contre Corlar). La majorité, mais pas tous, sert volontairement. Selesky, *War and Society*, p. 36-66. Dans les sociétés guerrières, la proportion est évidemment bien plus élevée, la guerre étant avec la chasse la principale activité des hommes. Il est clair que ceux qui supposent que presque tous les Canadiens étaient prêts pour la guerre postulent que la colonie, par métissage ou autrement, ignore à peu près tout de la division des tâches et de la diversification des productions. Olive Dickason, *Canada's First Nations : A History of Founding Peoples from Earliest Times*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992 ; Desmond Morton, *A Military History of Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992 ; Francis Jennings, *The Ambiguous Iroquois Empire. The Covenant Chain Confederation of Indian Tribes with English Colonies from its Beginnings to the Lancaster Treaty of 1744*, New York, Norton, 1984 ; Vaughan et Clark, *Puritans among the Indians*, *passim*.
56. Loin d'être une pépinière de soldats, le commerce des fourrures servira de refuge à ceux qui, pendant la guerre de Sept Ans, fuiront la conscription. Voir *infra*, chap. 9, p. 317-318.
57. *Collection de manuscrits*, 2, p. 189-190, Champigny au ministre, 6 novembre 1695 ; RAPQ (1927-1928), p. 30, Frontenac au ministre, 30 avril 1690.
58. Loin d'avoir un effet dissuasif, les attaques poussent les colonies anglaises à s'unir et à organiser diverses offensives contre la Nouvelle-France. D'autre part, il est facile de démontrer que les Amérindiens ont « de la conduite » et sont capables de frapper fort sans les Français. Voir à titre d'exemple la campagne des Abénaquis contre Pemaquid en août 1689 décrite par le père Thury, *Collection de manuscrits*, v. 1, p. 477-481, « Relation du combat de Cannibas, par Monsieur Thury, missionnaire ».
59. Le parti de Haverhill compte 60 % de Français au lieu de 30 % comme prévu parce qu'une partie des Amérindiens a fait défection.
60. RAPQ (1928-1929), p. 287, Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695.
61. Les Amérindiens ne participent pas aux combats, mais le parti du capitaine de Troyes n'aurait pas atteint la baie James sans le concours des guides, les vivres, les canots et autres services fournis par les bandes amérindiennes tout au long du voyage. Voir *supra*, note 49. Les circonstances empêchent Iberville d'amener à Terre-Neuve le parti de Micmacs qui l'attendait à La Hève et les trois Amérindiens embarqués au cap Breton semblent être restés à Plaisance. Selon la relation de l'abbé Baudoin, qui a laissé un journal très détaillé de cette campagne, Iberville a laissé au cap Breton la trentaine de Micmacs qui l'avaient accompagné à Pemaquid ; en outre, ce compte rendu minutieux ne mentionne aucun

- Amérindien aux côtés des 124 Français; Jean Baudoin, « Journal du voyage que j'ay fait avec M. D'Iberville, Capitaine de Frégate, de France en l'acadie et de l'acadie en l'isle de terre-neuve », reproduit dans Alan F. Williams, *Father Baudoin's War: D'Iberville's Campaigns in Acadia and Newfoundland, 1696, 1697*, [St-John's], Department of Geography, Memorial University of Newfoundland, 1987. L'idée que le chroniqueur a caché leur présence pour mieux faire ressortir la bravoure française est ridicule; Williams, *Father Baudoin's War*, p. 103-106.
62. RAPQ (1939-1940), p. 443-444, Vaudreuil et Raudot au ministre, 13 novembre 1708. Les jésuites dans leurs *Relations*, le récollet Sagard et tous les auteurs de Pierre Boucher à Charlevoix, en passant par Lahontan, Nicolas Perrot et Lafitau, ont été frappés par ce trait culturel.
  63. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 135-143, « Relation du voyage fait par le sieur de Villieu, cappitaine d'un destachement de la marine, a la teste des Sauvages Abenakis, Kanibats et Malecoites de l'Acadie pour faire la guerre aux Anglois de Baston. Au printems de l'an 1694 ». Sur la question du commandement et l'importance de bien choisir les officiers des partis appelés à aller en guerre avec les Amérindiens, voir Richard White, *The Middle Ground: Indians, Empires, and Republics in the Great Lake Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 177-185.
  64. Voir sur cette question Franco Cardini, *La Culture de la guerre*, Paris, Gallimard, 1992, p. 388-390.
  65. Caron, *Journal de l'expédition du chevalier de Troyes*, p. 27-28, 31 et 34. Deux ans plus tôt, une autre expédition à la baie du Nord avait échoué en grande partie à cause de la faiblesse du commandement. Voir Rochemonteix (dir.), *Relations par lettres*, p. xxxiii-lxiii, « Journal du P. Silvy depuis Bell'Isle jusqu'à Port Nelson ».
  66. À propos de l'origine et du destin des volontaires, voir *infra*, chap. 5, p. 201 et suiv.
  67. L'expression « maistre de la guerre d'hyver » est rapportée par le sulpicien Baudoin; « Journal du voyage que j'ay fait avec M. D'Iberville... », dans Williams, *Father Baudoin's War*, p. 176 et 178.
  68. RAPQ (1939-1940), p. 458, Vaudreuil et Raudot au ministre, 14 novembre 1708. À propos des qualités requises des officiers appelés à commander sans commander les Amérindiens, voir White, *The Middle Ground*, p. 174 et suiv.
  69. Charlevoix, *Histoire et description*, t. 2, p. 325-327. La lettre de Vaudreuil mentionnée ci-dessus (note 68) fait état de nombreuses demandes de promotion en faveur de certains des 14 officiers et cadets du parti. Selon d'autres sources, le nombre de victimes serait moins élevé. Raymond Douville, « Hertel de Rouville, Jean-Baptiste », *DBC*, v. 2, p. 295-297, et Demos, *The Unredeemed Captive*, p. 87.
  70. Le contraste entre les descriptions terrifiantes des actions des Iroquois à Lachine ou des Natchez au fort Rosalie et les comptes rendus des actions françaises est évident dans Charlevoix, *Histoire et description*, tout comme dans l'*Histoire* de Bacqueville de La Potherie et la correspondance officielle en général.
  71. Voir par exemple les textes du pasteur Cotton Mather présentés par Vaughan et Clark dans *Puritans among the Indians*, p. 135-144. Aussi, Samuel Penhallow, *History of the Wars of New England with the Eastern Indians*, Boston, 1726.
  72. Voir entre autres John E. Ferling, *A Wilderness of Miseries. War and Warriors in Early America*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1980, et Don Higginbotham, « The Early Ame-

- rican Way of War: Reconnaissance and Appraisal », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 44 (avril 1987), p. 230-273.
73. Cornelius J. Jaenen, *Friends and Foe. Aspects of French-Amerindian Cultural Contact in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, chap. 4, « Barbarism and Cruelty » ; voir aussi *id.*, « Inhuman Barbarism : Perspectives on French and American Violence in Colonial Times », communication au congrès de la Société historique du Canada, Calgary (juin 1994).
  74. Au début, on hésite entre « tête » et « chevelure ». Dans la littérature, le mot « scalp » qui a l'avantage de former un verbe est attesté en 1769 dans les écrits du comte de Volney, qui fréquente les auteurs américains. Voir James Axtell et W. C. Sturtevant, « The Unkindest Cut, or who Invented Scalping », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 37 (juillet 1980), p. 451-472.
  75. James Axtell, « Scalping : the Ethnohistory of a Moral Question », dans Axtell, *The European and the Indian. Essays in the Ethnohistory of Colonial North America*, Oxford University Press, 1981, p. 207-241 ; Thomas S. Abler, « Scalping, Torture, Cannibalism and Rape : an Ethnohistorical Analysis of Conflicting Cultural Values in War », *Anthropologica*, 34 (1992), p. 6-9.
  76. Voir les articles d'Axtell et Abler cités ci-dessus (note 75) ; Ian K. Steele, *Betrayals. Fort William Henry and the « Massacre »*, New York, Oxford University Press, 1990, p. 84-88 ; Jaenen, *Friend and Foe*, p. 127.
  77. Comme le font Alden T. Vaughan et Daniel K. Richter, « Crossing the Cultural Divide : Indians and New Englanders, 1605-1763 », *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 90 (1980), p. 23-91, cité par Alice N. Nash dans « Two Stories of New England Captives : Grizel and Christine Otis of Dover, New Hampshire », Peter Benes (dir.), *New England/New France 1600-1850*, Boston, Boston University, 1992, p. 41. Voir le « Récit des affaires du Canada » [1688] dans *Collection de manuscrits*, 1, p. 444, à propos des chevelures que les Abénaquis ont rapportées des habitations anglaises.
  78. *Collection de manuscrits*, 1, p. 435-436, rapport de Menneval, 10 septembre 1688 ; AC, C11A, v. 11 : 185-194, mémoire de Denonville à Seignelay, 1690 ; RAPQ (1927-1928), p. 33, mémoire du roi à Frontenac et Champigny, 14 juillet 1690.
  79. RAPQ (1927-1928), p. 125, Frontenac et Champigny au ministre, 11 novembre 1692 ; AC, C11A, v. 12 : 56, Champigny au même, 21 septembre 1692. Un passage du « Recueil » de Catalogne (p. 213-214) indique qu'on aurait offert les premières primes vers la fin de 1690 ou le début de 1691.
  80. RAPQ (1927-1928), p. 143-144, mémoire du roi [1693] qui propose d'offrir 6 livres par prisonnier et 3 « par personne tuée » ; *ibid.*, p. 174, Frontenac et Champigny au ministre, 4 novembre 1693 : les Alliés n'iraient pas en parti pour si peu, écrivent-ils ; AC, B, v. 17 : 66-84 et 173-187, mémoires du roi à Fontenac et Champigny, mai 1694 et 14 juin 1695. Dans leur dernière tentative, le gouverneur et l'intendant précisent que la récompense « ne se donne point quand il y a de gros partis de Français et Sauvages mêlés ensemble » : RAPQ (1927-1928), p. 202, Frontenac et Champigny au ministre, 9 novembre 1694.
  81. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 456-459, « Paroles des Abenakis à Monsieur le marquis de Vaudreuil » et réponse de ce dernier, Québec, 14 septembre 1706.
  82. Catherine M. Desbarats, « The Cost of Early Canada's Native Alliances : Reality and Scarcity's Rhetoric », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 52, 4 (octobre 1995), p. 609-630.
  83. AC, C11A, v. 75 : 329-334, Hocquart au ministre, 3 octobre 1741.



84. AC, C11A, v. 88 : 204v ou v. 117 : 150-151v, état des paiements ordonnés à Montréal, 1<sup>er</sup> septembre 1746 au 31 août 1747.
85. AC, C11A, v. 85 : 101-169, « Extrait en forme de journal [...] des mouvements de guerre [...] depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1745 ». Voir l'entrée du 26 septembre 1746.
86. AC, C11A, v. 85 : 284 et suivantes, état des fournitures faites par Michel Gamelin. Olive Dickason affirme sans le démontrer que les paiements pour les scalps sont pratique courante à l'île Royale. *Louisbourg and the Indians. A Study in Imperial Race Relations 1713-1760*, Ottawa, Parcs Canada, 1976, p. 98-100. À première vue il semble que là aussi les achats à la pièce soient plutôt rares, mais il faudrait le vérifier.
87. Voir AC, C11A, v. 86 : 302-307v, et v. 87 : 02-14bis, mémoires des partis de guerre équipés à Montréal en 1745, en 1746 et en 1747 ; *ibid.*, v. 86 : 178-236 et v. 117 : 168-320, pour la série complémentaire des dépenses faites dans les magasins du roi à Montréal dans les mêmes années. Le commis indique parfois le nombre de chevelures mais très souvent il se contente de noter « revenu avec des chevelures ».
88. Beverley W. Bond Jr (dir.), « The Captivity of Charles Stuart, 1755-1757 », dans *Mississippi Valley Historical Review*, 13 (1926-1927), p. 81 ; James Sullivan (dir.), *The Papers of Sir William Johnson*, Albany, The University of New York, 1921-1965, v. 2, p. 717-719, interrogatoire d'un soldat français, 27 juin 1757. S'appuyant sur ce dernier témoignage, Steele en conclut que Bourlamaque, commandant de l'armée du lac Champlain en 1757, vient de supprimer les paiements pour les scalps que pratiquaient les Canadiens : *Betrayals*, p. 84. Cette interprétation invraisemblable (puisque l'officier français n'a aucune autorité sur les finances coloniales) s'accorde avec la thèse générale de l'auteur qui oppose la cupidité et les pratiques sordides des Canadiens aux beaux sentiments et au sens de l'honneur qui prévalent chez les Français et les Amérindiens.
89. Gordon M. Day, « Roger's Raid in Indian Tradition », *Historical New Hampshire*, 12 (juin 1962), p. 7. Environ 600 scalps, écrit Rogers. Pendant la guerre, la prime peut avoir une autre fonction : elle permet d'obtenir l'assurance que des déserteurs ne révéleront pas les positions des troupes françaises. C'est ce que souhaite Lévis en envoyant en 1756 un détachement d'Amérindiens et de Canadiens à la poursuite de trois soldats de la Marine qui ont déserté ; il promet aux Amérindiens 300 livres par déserteur ramené en vie et 150 livres par déserteur dont ils rapporteront la chevelure. Casgrain, H.-R. (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 12 vol., Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 2, p. 29-30, Lévis à Vaudreuil, Carillon, 24 juillet 1756 ; *ibid.*, v. 8, p. 18, réponse de Vaudreuil, 7 août 1756.
90. Samuel G. Drake, *A Particular History of the Five Years French and Indian War in New England and Parts Adjacent [...]*, Albany, 1870, p. 89. Les colons britanniques terrorisés font souvent de mauvais témoins mais il faut leur donner le bénéfice du doute lorsque les témoignages sont plausibles, comme c'est ici le cas. *Note des éditeurs* : l'auteur reprend ce sujet dans le chapitre 12, p. 433 et note 12.
91. Passage de la relation des jésuites pour l'année 1644, cité par Faillon, *Histoire de la colonie*, v. 2, p. 34. Voir aussi Conrad Heidenreich, *Huronian. A History and Geography of the Huron Indians 1600-1650*, Toronto, McClelland and Stewart, 1971, p. 268. Le gouverneur a besoin de ces captifs pour échanger et négocier une trêve avec les Iroquois. Malgré les pressions, les Hurons repartirent avec leurs prisonniers.
92. Voir Richard Slotkin, *Regeneration through Violence. The Mythology of the American Fron-*

- tier 1610-1860, Middletown, Conn., Wesleyan University Press, 1973, chap. 4. Les récits de captivité ne correspondent pas tous à ce modèle. Ceux du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle sont en général moins chargés de références spirituelles : J. M. Bumsted, « Carried to Canada : Perceptions of the French in British Colonial Captivity Narratives, 1690-1760 », *American Review of Canadian Studies*, 13, 1 (1983), p. 79-86 ; aussi Colleen Gray, *Captives in Canada, 1744-1763*, mémoire de maîtrise, université McGill, 1993.
93. Vaughan et Clark (dir.), *Puritans among the Indians*, p. 17-18.
  94. Vaughan et Clark (dir.), *Puritans among the Indians*, p. 1 ; Vaughan et Richter, « Crossing the Cultural Divide : Indians and New Englanders, 1605-1763 », *Proceedings of the American Antiquarian Society*, 90, 1 (octobre 1980), p. 77 ; Barbara E. Austen, « Captured... Never Came Back : Social Networks among New England Female Captives in Canada, 1689-1763 », dans Peter Benes (dir.), *New England/New France 1600-1850*, Boston, Boston University, 1992, p. 35.
  95. Philippe Contamine (dir.), *Histoire militaire de la France*, v. 1, *Des origines à 1715*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 368-369. Voir aussi Fritz Redlich, *De Praeda Militari. Looting and Booty, 1500-1815*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1956, p. 27-37.
  96. Sur les cartels d'échange et le prix des prisonniers, voir Emmerich de Vattel, *Le Droit des gens, ou Principes de la loi naturelle* (1758), Washington, Classics of International Law, 1916.
  97. L'ouvrage de base demeure Emma Lewis Coleman, *New England Captives Carried to Canada, 1677-1760*, Portland, Maine, Southworth Press, 1925, 2 volumes. Environ 600 captifs de la Nouvelle-Angleterre seraient passés en Nouvelle-France entre 1689 et 1713. Selon le catalogue de captifs établi par Marcel Fournier d'après les registres paroissiaux, sur la centaine d'acheteurs identifiés, tous ou presque appartiennent à la couche supérieure de la société. Si l'opération était vraiment lucrative, l'éventail serait plus large. *De la Nouvelle-Angleterre à la Nouvelle-France. L'histoire des captifs anglo-américains au Canada entre 1675 et 1760*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1992.
  98. Demos, *The Unredeemed Captive*, p. 83-84, et le récit d'Elizabeth Hanson dans Vaughan et Clark, *Puritans among the Indians*, p. 229-244.
  99. Voir, à titre d'exemple, les arrangements pris en 1709 pour loger et entretenir la garnison de Saint-Jean, à Terre-Neuve, soit quelques centaines de prisonniers que Costebelle a envoyés à Québec. « Cet envoy n'a pas laissé d'embarrasser en ce pays », écrivent Vaudreuil et Raudot au ministre le 14 novembre 1709 : *RAPQ* (1942-1943), p. 423. Pendant la guerre de Succession d'Autriche, la nouvelle prison de Québec en accueille un grand nombre mais après sa destruction par un incendie en avril 1747 (voir *infra*, chap. 12, p. 446 et note 46), on a de nouveau recours à des moyens de fortune.
  100. Daniel K. Richter, « War and Culture : the Iroquois Experience », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 40, 4 (1983), p. 528-559 ; Pierre Clastres, « Malheur du guerrier sauvage », *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 1980.
  101. Voir le récit de Hannah Swarten, capturée à cette occasion, dans la présentation des directeurs : Vaughan et Clark, *Puritans among the Indians*, p. 147-157 ; Eccles résume bien cette affaire en s'appuyant sur le témoignage de Sylvanus Davis, commandant du fort, que Frontenac racheta aux Abénaquis : *Frontenac*, p. 227.
  102. Frégault, *Iberville*, p. 192-209 ; Jean Baudoin, « Journal du voyage que jay fait avec M. D'Iberville », dans Williams, *Father Baudoin's War*, p. 174 : « les Sauvages ne voulaient

- pas qu'on sommât le fort espérant de se venger », écrit leur aumônier ; « Extrait de la relation faite par Mr De Gouttin de la prise du fort de Pimiquid. Des Monts Déserts, 22 août 1696 », *RAC* (1912), appendice E, p. 73-74.
103. Steele, *Betrayals*. Parmi les antécédents, mentionnons la prise du fort Massachusetts en 1746 par un détachement de 900 hommes, Français en majorité, commandé par Rigaud de Vaudreuil. Reniant la parole donnée, n'osant imposer sa volonté, celui-ci abandonne une partie des prisonniers aux Amérindiens. Reverend John Norton, *Narrative of the Capture and Burning of Fort Massachusetts by the French and Indians in the Time of War of 1744-49, and the Captivity of All Those Stationed There to the Number of Thirty Persons*, S. G. Drake (dir.), Albany, 1870 [Boston, 1748]. Voir aussi la destruction du village des Palatins : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 127-142, « Journal de la campagne de M. de Bellestre en octobre et novembre 1757 ». La guerre des Renards offre d'autres exemples.
  104. Pour atténuer les différences culturelles, les historiens opposent souvent à la guerre amérindienne des pratiques européennes tout aussi violentes. Les exemples ne manquent pas. Mais quoi qu'il en soit des pratiques, les règles enracinées dans la culture des uns et des autres sont totalement différentes et c'est ce qui importe.
  105. Les « tendances humanitaires » que Marcel Giraud a relevées dans la correspondance de Jérôme de Pontchartrain brillent par leur absence dans sa correspondance avec la Nouvelle-France : « Tendances humanitaires à la fin du règne de Louis XIV », *Revue historique*, 209 (1953), p. 217-237.
  106. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 499-500, Résumé d'une lettre de Subercase à Pontchartrain des 25 et 30 décembre 1708 avec les deux apostilles, de Chevre et de la main anonyme. Chevre a été le promoteur de la compagnie de pêche sédentaire de l'Acadie créée en 1682 dont les établissements furent ruinés par les Anglais en 1688.
  107. Aucune référence à l'affaire de Haverhill dans les lettres de 1709. Entre-temps Vaudreuil a fourni un compte rendu moins dérangeant ; le nombre de victimes que la rumeur publique exagère toujours est bien moindre.
  108. Voir Miquelon, *New France*, p. 38-42 ; Yves F. Zoltvany, *Philippe de Rigaud de Vaudreuil, Governor of New France 1703-1725*, p. 59-80.
  109. AC, C11A, v. 12 : 182-205v, « Relation de ce qui s'est passé en Canada depuis le mois de septembre 1692 jusqu'au départ des vaisseaux en 1693 » ; Gretchen Lynn Green, *A New People*, p. 141-142.
  110. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 191-193, Frontenac à Stroughton, gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, 1695, à propos des échanges de prisonniers ; voir aussi Coleman, *New England Captives*, chap. 4 ; Demos, *The Unredeemed Captive*, p. 80-84, sur la correspondance entre Vaudreuil et Dudley. À l'exemple des contemporains, les historiens ont aussi tendance à renvoyer les parties dos à dos, à verser au dossier les violences très réelles commises par les Anglais, contre les populations de l'Acadie en particulier. Notre propos étant la capacité d'autocritique des Français, ces considérations sont inutiles.
  111. *Note réintroduite par les éditeurs*. Dans l'*Histoire de la France coloniale*, Jean Meyer écrit que dès 1715 le Canada a « échappé au contrôle militaire de la métropole ». Il suffit pourtant de parcourir la série B des archives des colonies pour constater que Versailles a toujours encouragé la guerre de partis et que le Canada agit conformément à ses instructions. Contrairement à ce que Meyer écrit au sujet de la guerre de Sept Ans, l'opportunité de la

- guerre de partis n'oppose pas les militaires européens aux miliciens canadiens animés « d'une xénophobie anti-anglaise » suscitée par le « heurt quotidien » et « renforcée par l'opposition religieuse ». Jean Meyer *et al.*, *Histoire de la France coloniale*, v. 1, *Des origines à 1914*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 153.
112. Evan Haefeli et Kevin Sweeney, « Revisiting *The Redeemed Captive*: New Perspectives in the 1704 Attack on Deerfield », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 52, 1 (janvier 1995), p. 22-23. C'est l'explication offerte par un jésuite de cette mission à John Williams. *Note des éditeurs*: voir aussi l'ouvrage récent d'Evan Haefeli et Kevin Sweeney, *Captors and Captives: the French and Indian Raid on Deerfield*, Amherst et Boston, University of Massachusetts Press, 2003.
  113. Voir les récits de Quentin Stockwell, Hannah Swarton, John Gyles et John Williams dans Vaughan et Clark (dir.), *Puritans among the Indians*, et l'introduction, p. 21; pour la période subséquente, voir V. H. Paltsits (dir.), *The Journal of Captain William Pote Junior during his Captivity in the French and Indian War from May 1745 to August 1747*, New York, Dodd, Mead and Co., 1896; ou encore *A Narrative of the Captivity of Mrs Johnson Containing an Account of her Sufferings during Four Years with the Indians and French*, Windsor, Vermont, 1807 (2<sup>e</sup> éd.).
  114. Voir *supra*, p. 175.
  115. Paltsits (dir.), *The Journal of Captain William Pote*, p. 76-78. Pote est l'un des trois prisonniers, les deux autres sont des Amérindiens. Grâce à l'intervention de Marin, le commandant du détachement, Pote échappe au traitement réservé aux prisonniers et le gouverneur le retire des mains des Hurons, malgré leurs protestations. Ce marin natif de Falmouth, dans la baie de Casco, sur la côte du Maine, est un excellent observateur. Voir Colleen Gray, *Captives in Canada, 1744-1763*, mémoire de maîtrise, université McGill, 1993, p. 47-60. Dans d'autres descriptions, nous voyons les guerriers saluer d'une décharge à laquelle la place répond par trois coups de canons: *RAPQ* (1923-1924), p. 208, journal de Bougainville, arrivée de 40 Folles-Avoines à Montréal le 11 juillet 1756.
  116. L'expression « cri de mort », très répandue dans la langue populaire, vient sans doute de ces expériences répétées. À peine arrivé au Canada, Montcalm a appris à compter les cris: « Je vois deux barques de Sauvages qui nous arrivent. Ils font le cri de mort. Je viens de les compter et cela nous annonce qu'ils ont tué ou fait prisonniers onze Anglois. » *Collection de manuscrits*, v. 4, p. 46, Montcalm au ministre de la Guerre, Montréal, 19 juin 1756.
  117. Robert Mandrou, *Louis XIV en son temps*, Paris, Presses universitaires de France, 1973, p. 263, 283, 484-489, à propos des actions des armées royales dans le Palatinat et des réactions étrangères. Mais comme le note justement Emmanuel Le Roy Ladurie, la France n'a pas le monopole de l'intolérance et des dégâts militaires. *L'Ancien Régime*, 1, p. 292 et suivantes et 313 et suivantes, Paris, Hachette, « Pluriel », 1991).
  118. À trop vouloir lier les guerres coloniales aux enjeux commerciaux, les historiens oublient facilement cette dimension politique et religieuse. La nouvelle de la « glorieuse révolution » qui arrive en Nouvelle-France au printemps 1689 a frappé les esprits et conforte tous les préjugés que les autorités et le corps des officiers peuvent avoir sur les « républicains » voisins.
  119. AC, C11A, 22: 77-78, Ramezay, gouverneur de Montréal, au ministre, 14 novembre 1704; *RAPQ* (1938-1939), p. 56, Vaudreuil et Beauharnois au ministre, 17 novembre 1704.
  120. Catalogne, « Recueil », p. 260-264; AC, C11A, v. 30: 135-136, extrait d'une lettre de Vau-

- dreuil à Ramezay, commandant de cette expédition, 11 août 1709; *ibid.*, v. 30 : 346-351, Ramezay au ministre, 4 novembre 1709; *RAPQ* (1946-1947), p. 417-418, le ministre à Vaudreuil, 7 juillet 1711. Le commerçant Trottier Des Ruisseaux fit un peu de prison pour avoir annoncé à la cantonade la présence d'une avant-garde de l'armée britannique qui n'était en réalité qu'un petit détachement.
121. Voir Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 233-234, journal de Montcalm, 18 juillet 1757, où il est question de la panique de 1709.
  122. Miquelon, *New France*, p. 168; F. Émile Audet, *Les Premiers Établissements français au pays des Illinois. La guerre des Renards*, Paris, F. Sorlot, 1938, p. 76; R. David Edmunds et Joseph L. Peyser, *The Fox Wars. The Mesquakie Challenge to New France*, Norman, University of Oklahoma Press, 1993, p. 79.
  123. Voir *supra*, chap. 3, p. 133-134.
  124. AC, F3, art. 11 : 152-155v, Le Marchand de Lignery, commandant de l'expédition, au gouverneur Beauharnois, 30 août 1728; AC, C11A, 50 : 87-89v, Beauharnois au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1728; *ibid.*, 257-269v, d'Aigremont au ministre, 8 novembre 1728, et 284-286v, état de la dépense; Audet, *Les premiers*, chap. 16; Edmunds et Peyser, *The Fox Wars*, p. 108-116; Yves F. Zoltvany, « Le Marchand de Lignery, Constant », *DBC*, v. 2, p. 404-405. L'opinion du XVIII<sup>e</sup> siècle est moins indulgente, un échec est un échec. La guerre des Chicachas s'est faite « à la honte des Français », écrit le père Nau, missionnaire du Sault Saint-Louis : Thwaites, v. 69, p. 40-48.
  125. *RAPQ* (1922-1923), p. 156-190 : journal de Chaussegros de Léry, février-mai 1740, journal de Bienville, Nouvelle-Orléans, 15 juin 1740, et lettres de Beauharnois et Hocquart, 1739-1740 et 1742. Au sujet des campagnes de 1736 et 1739-1740 contre les Chicachas, voir Patricia Dillon Woods, *French Indian Relations on the Southern Frontier 1699-1762*, Studies in American History and Culture, n<sup>o</sup> 18, Ann Arbor, Michigan, 1980. Pour les campagnes de 1666, 1684, 1687, 1693 et 1696 contre les Iroquois, voir *supra*, chap. 2 et 3.
  126. *RAPQ* (1928-1929), p. 307-308, Frontenac au roi, 25 octobre 1696; *ibid.* (1938-1939), p. 56, Vaudreuil et Beauharnois au même, 17 novembre 1704.
  127. *RAPQ* (1947-1948), p. 289-290, le Conseil de la Marine à Vaudreuil et Bégon, 3 novembre 1715. Strictement observées au début, ces directives le seront moins par la suite mais les lettres-fleuve du XVII<sup>e</sup> siècle ne reviendront plus. La grandiloquence aussi passe de mode. Les envolées lyriques de Vaudreuil fils pendant la guerre de Sept Ans sont anachroniques. Voir *infra*, chap. 8, p. 290.
  128. Voir entre autres AC, C11A, v. 13 : 283-295v, Frontenac au ministre, 4 novembre 1695; *RAPQ* (1939-1940), p. 421, le ministre à Vaudreuil, 6 juin 1708, à propos des pressions de Ramezay pour lancer une grande offensive : « [C]ela feroit beaucoup de plaisir à Sa Majesté. »
  129. Le père Charlevoix résume ces accusations, *Histoire et description*, t. 2, p. 174-175.
  130. AC, B, v. 48 : 891, le ministre à Vaudreuil, 5 mai 1725; AC, B, v. 43 : 607, la compagnie des Indes à Beauharnois, 5 novembre 1726.
  131. Miquelon, *New France*, p. 188. L'auteur fait un rapprochement entre les campagnes contre les Chicachas et les expéditions de 1704 et de 1715 et celles des Britanniques en 1711.
  132. Par exemple, en 1727, l'intendant a dû réquisitionner 334 canots pour amener à Montréal 2 000 miliciens en prévision d'une expédition contre Oswego qui fut contremandée. La promenade coûta 30 000 livres. Dubé, *Dupuy*, p. 203-205.

133. *RAPQ* (1947-1948), p. 241, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 19 mars 1714; *ibid.*, p. 248, le ministre à Vaudreuil, 19 mars 1714; *ibid.*, p. 273-274 et 279-281, Vaudreuil au ministre, 20 septembre 1714; *ibid.*, p. 297-298, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 15 juin 1716. Le système est utilisé en 1715 et en 1716. Par la suite, il y a sans doute encore beaucoup d'arrangements particuliers de ce genre, mais on abandonne l'idée de privatiser l'ensemble d'une expédition.
134. Voir par exemple les congés ou permis accordés à Bouat, à Catignon et Guillet, à Paul Dumouchel, BAnQ-CAM, CN601, S2, minutes du notaire A. Adhémar, 30 avril (deux actes) et 12 juillet 1715; aussi le permis de Vaudreuil à Quérét pour le commerce sur la rivière Ouabache assorti d'une obligation d'envoyer ses hommes à la guerre avant de poursuivre son voyage: *RAC* (1905), v. 1, p. lxix, Québec, 3 août 1714.
135. Parmi les commerçants qui mettent leurs talents de diplomate au service du commandement militaire, mentionnons Nicolas Perrot, Daniel Greysolon Dulhut et Simon Réaume qui se signale pendant la guerre des Renards. Pour un exemple de la non-combativité des voyageurs, voir AC, C11A, v. 67: 172-175, « Relation du sieur de Saint-Pierre, commandant au poste des Sioux », 1737: au commandant qui aurait voulu maintenir le poste malgré l'hostilité des Sioux, les quelque 20 voyageurs répondent « qu'ils aimaient mieux sacrifier leurs biens que leur vie » et optent pour l'évacuation.

## CHAPITRE 5 • QUI FAIT LA GUERRE ? (1687-1744)

1. William J. Eccles, « Les forces armées françaises en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans », *DBC*, v. 3, p. xviii-xix. Dans ce passage, l'auteur résume l'organisation militaire des années antérieures. Voir aussi *id.*, *France in America*, Markham, Fitzhenry and Whiteside, 1990 [1972], p. 102-103.
2. Voir par exemple *RAPQ* (1938-1939), p. 80 et 84, Vaudreuil, Beauharnois et Raudot au ministre, 19 octobre 1705. Les administrateurs appuient la création de la mission sulpicienne de l'île « aux Tourtres » qui va couvrir le haut de la colonie et ils comptent sur la récente immigration des Abénaquis pour protéger le bas du pays. Voir à ce propos Micheline Dumont-Johnson, *Apôtres ou agitateurs. La France missionnaire en Acadie*, Montréal, Boréal Express, 1970.
3. L'histoire des relations diplomatiques et militaires entre la France et ses alliés amérindiens, de leurs transformations sur la longue durée, reste à faire. William J. Eccles a esquissé quelques-uns des problèmes dans « Sovereignty Association, 1500-1783 », dans *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 156-181. Pour un bon exposé des enjeux et des maladroites de Versailles au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, voir Dale Miquelon, *New-France 1701-1744: A Supplement to Europe*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, chap. 3.
4. Richard White, *The Middle Ground: Indians, Empires and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 142: sa métaphore présente l'alliance des armes à l'est et, à l'ouest, celle des calumets ou la paix intertribale avec Onontio dans le rôle du grand médiateur.
5. Pour la période 1744-1748, nous avons des documents comptables qui rejoignent l'ensemble des mouvements de guerre des Amérindiens. Ils confirment l'écart entre le petit

nombre de partis mentionnés dans la correspondance et le grand nombre sur le terrain. Voir *infra*, chap. 8, p. 293.

6. Voir Denys Delâge, « Les Iroquois chrétiens des réductions 1667-1770 », *Recherches amérindiennes au Québec*, v. 21, n<sup>os</sup> 1-2 (1991), p. 59-70, et 3 (1991), p. 39-50.
7. AC, C11A, v. 81 : 397-397v, mémoires des dépenses que les missionnaires du Sault Saint-Louis ont faites pour le service du roi en 1744.
8. Nos données sont tirées de l'article de John A. Dickinson et Jan Grabowski, « Les populations amérindiennes de la vallée laurentienne, 1608-1765 », *Annales de démographie historique*, 1993, p. 51-65.
9. Dickinson et Grabowski, « Les populations amérindiennes », p. 55-57. Comme le notent les auteurs, le rapport est normalement plus faible (1/6 à 1/7) parce que les hommes doivent assurer la subsistance et la sécurité de leur famille. Les Amérindiens domiciliés n'ont pas ces responsabilités, puisque le gouvernement s'en charge, et peuvent donc envoyer tous les hommes à la guerre.
10. AC, C11A, v. 66 : 236-256, Dénombrement des nations sauvages [1736].
11. De sorte qu'il n'y a pas d'Amérindiens dans le parti de 120 hommes qui ravage les côtes anglaises de Terre-Neuve au cours de l'hiver 1697. Voir *supra*, chap. 4, note 61.
12. Voir par exemple le jugement de l'amirauté à propos d'une prise faite sans commission par 37 Micmacs et 3 Français, commentée dans une lettre du ministre à l'intendant Bégon, 3 juillet 1713 : *BRH*, 34 (1928), p. 172.
13. Vers 1700, il y aurait environ 50 000 à 60 000 habitants dans le bassin des Grands Lacs et le territoire qui s'étend vers le sud jusqu'à Kaskaskia. Les historiens comme Richard White sont avares de chiffres, et pour cause. Les migrations constantes fragilisent toutes les données.
14. En plus de participer à quelques expéditions ou grands rassemblements de troupes, les visiteurs vont aussi en parti pendant leur séjour dans la colonie.
15. Daniel K. Richter, « War and Culture : the Iroquois Experience », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 40, 4 (octobre 1983), p. 528-559 ; Gretchen Lynn Green, *A New People in an Age of War. The Kahnawake Iroquois, 1667-1760*, thèse de Ph. D., College of William and Mary, 1991. À force de vouloir prouver que les Iroquois du Sault ne sont pas les jouets des Français (ce que personne ne soutient d'ailleurs), Green finit par les présenter sous le jour improbable d'une communauté essentiellement pacifique.
16. Pierre Clastres, « Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives », in Clastres, *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 1980, p. 171-207.
17. Voir White, *The Middle Ground*, chap. 1, « Refugees : a world made of fragments ».
18. Voir *supra*, chap. 1.
19. Franquet, *Voyages et Mémoires*, p. 193 ; AC, C11A, 11 : 291, Champigny au ministre, 12 novembre 1691.
20. L'abbé Baudoin, qui accompagne Iberville lors du sac de Terre-Neuve en 1697, commet la même erreur. Bien que le détachement compte 50 soldats sur un total de 120 hommes, il parle des « Canadiens » avec des références à leurs qualités naturelles et à leurs expériences anciennes contre les Iroquois. Ses présupposés l'empêchent de voir la diversité du corps. Baudoin, Jean. « Journal du voyage que j'ay fait avec M. D'Iberville, Capitaine de Frégate, de France en l'acadie et de l'acadie en l'isle de terre-neuve », reproduit dans Williams, Alan F. (dir.), *Father Baudoin's War : D'Iberville's Campaigns in Acadia and New-*

- foundland, 1696, 1697*, St-John's, Department of Geography, Memorial University of Newfoundland, 1987, p. 173-191.
21. Selon Eccles, les troupes sont essentiellement une réserve de main-d'œuvre, mais ne sont d'aucune utilité pour la guerre. L'auteur ajoute le portrait caricatural du soldat sur le pas de la porte d'un habitant, saluant le mari et les fils qui partent à la guerre avant de rentrer s'installer confortablement au coin du feu avec les femmes de la maison. *France in America*, p. 103 et 123.
  22. Gilles Proulx, « Soldat à Québec 1748-1759 », *RHAF*, 32, 4 (mars 1979), p. 535-563; André Sévigny, « Le soldat des troupes de la Marine (1683-1715). Premiers jalons sur la route d'une histoire inédite », *Cahiers des Dix*, 44 (1989), p. 39-74, et « "S'habituer dans le pays". Facteurs d'établissement du soldat en Nouvelle-France à la fin du Grand Siècle. », *ibid.*, 46 (1991), p. 61-86; André Lachance, « La désertion et les soldats déserteurs au Canada dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'Université d'Ottawa* (janvier-avril 1977), p. 151-161; René Chartrand, *Le Patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*, Montréal, Art Global, 1993, v. 1, *Début à 1754*; René Chartrand, « Une place de guerre », dans Yves Landry (dir.), *Pour le Christ et le roi. La vie au temps des premiers Montréalais*, Montréal, Libre Expression/Art Global, 1992, p. 210-215.
  23. Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, thèse de doctorat, Université de Toronto, 1987; voir entre autres p. 135.
  24. Il faut lire en particulier les chroniques annuelles intitulées « Relation de ce qui s'est passé [...] » dans la série C11A; aussi le *Recueil* de Gédéon de Catalogne qui, malgré le fouillis chronologique, donne un bon compte rendu des mouvements.
  25. Frontenac dit avoir perdu 500 soldats en 1690 et 1691 mais le chiffre est remis en question l'année suivante : AC, C11A, v. 11 : 239v-240, Frontenac au ministre, 20 octobre 1691, *RAPQ* (1927-1928), p. 76, Mémoire de Frontenac au ministre, 17 février 1692, et p. 105, Frontenac et Champigny au ministre, 15 septembre 1692. Mais ce qui est certain c'est que les effectifs fondent à vue d'œil et que la mortalité militaire y est pour quelque chose.
  26. AC, C11A, v. 15 : 83, Champigny au ministre, 13 octobre 1697.
  27. Il y a des garçons de bonne famille parmi les soldats au XVII<sup>e</sup> siècle, comme le baron de Lahontan, Véniard de Bourgmont ou Catalogne (huguenot à son arrivée), pour citer trois cas connus qui obtinrent une commission.
  28. Les formules stéréotypées utilisées par les chroniqueurs contemporains telles que « nos Canadiens » ne doivent pas être interprétées au pied de la lettre car les officiers venus de France sont aussi valeureux que ceux de la colonie. Voir par exemple Valrennes, Troyes, Villieu, etc.
  29. Selon les chiffres de Jay Cassel : *The Troupes*, p. 83.
  30. À l'aide du dictionnaire de Tanguay et du *DBC*, nous avons réussi à identifier 162 volontaires pour la période 1686-1712 : Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, 7 vol., [Québec, E. Senécal, 1871-1890] photoreproduction éd. Élysée, 1975. Identification complète des volontaires de la catégorie sociale supérieure, sommaire pour ceux des classes populaires, soit la majorité, mais suffisante pour établir la paroisse d'origine et l'âge approximatif lorsque les sources fournissent les noms et prénoms.
  31. Personne ne peut prendre des soldats ni des matelots dans la colonie sans permission. Même si plusieurs entreprises militaires ont un caractère privé, l'administration contrôle le recrutement.



32. AC, C11A, v. 12 : 359v, extrait des demandes, 1693; Nive Voisine, « Robutel de La Noue, Zacharie », *DBC*, v. 2, p. 607 et Louise Dechêne, « Testard de Montigny, Jacques », *DBC*, v. 2, p. 653-655.
33. AC, C11A, v. 11 : 5-40, « Relation de ce qui s'est passé » de novembre 1689 à novembre 1690; André Vachon, « Genaple de Bellefonds, François », *DBC*, v. 2, p. 250-252. Après l'attaque contre Salmon Falls, un des cinq fils Genaple accompagne les Abénaquis dans des expéditions et trouvera la mort dans l'une d'elles; deux autres fils de François Genaple figurent parmi les hommes d'Iberville.
34. AC, C13C, v. 2, état des Canadiens qui doivent s'embarquer sur *La Renommée*, Rochefort, 5 août-1<sup>er</sup> septembre 1699. Le rapport est ici de 21 % (14 personnes sur 67) comparativement à 1 % (24 groupes de frères sur 5 000 hommes enrôlés) dans le régiment Vivarais-infanterie analysé par André Corvisier, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 tomes, Paris, Presses universitaires de France, 1964, t. 1, p. 356.
35. *RAPQ* (1939-1940), p. 462, Vaudreuil et Raudot au ministre, 14 novembre 1708; AC, C11A, v. 71 : 32-33, Beauharnois au ministre, 10 juin 1739. Il y avait « huit grands garçons » dans cette famille. Quatre obtinrent des places dans les troupes du Canada, mais les trois qui périrent en 1739 servaient comme volontaires.
36. Les familles Lemoyne, Leber et Messier qui émigrent de Normandie à Montréal dans les années 1650, à la suite de la réussite de Charles, forment un véritable clan qui compte de simples habitants, des commerçants et des officiers du roi, dans lequel on échange services et protection.
37. AC, C11A, v. 8 : 272-275, état de la dépense faite par la compagnie du Nord, 1686; Caron (dir.), *Journal de l'expédition du chevalier de Troyes, passim*. La troupe compte au moins douze navigateurs expérimentés : lettre du père Silvy, 30 juillet 1686, *ibid.*, p. 113-115.
38. Baudoin, « Journal », dans Williams, *Father Baudoin's War*, p. 176, 178. « Chasse-partie » est une déformation, courante chez les pirates et corsaires, du mot « charte-partie » qui désigne un type de convention. Hubert Deschamps, *Pirates et flibustiers*, Paris, Presses universitaires de France, 1973 [c1952], p. 81. L'autre moitié du butin de Saint-Jean va au gouverneur de Plaisance et à ses hommes. Ceux venus du Canada ont également droit à une part dans la suite de la campagne.
39. Voir entre autres BAnQ-CAQ, TL5, D269, pièces relatives à la flibuste de John Outlaw, 1696-1698; *ibid.*, TL5, D217, procédures relatives à une prise faite par Denys de Bonaventure, 25-28 juillet 1691; BAnQ-CAM, CN601, S2, minutes du notaire A. Adhémar, 29 juillet 1695, convention entre Joseph Guyon et son équipage. On suit les mêmes règles que dans les autres amirautés du royaume. Armel de Wismes (dir.), *Jean Bart et la guerre de course*, Paris, Julliard, 1965, coll. « Archives », p. 27-41.
40. Carbonear était un port de pêche terre-neuvien. Carthagène, riche ville de l'Amérique espagnole dans la mer des Antilles, fut prise en 1697 par le commandant de Pointis et mise à sac par les flibustiers commandés par Ducasse. Le butin fut considérable. Geoffrey Symcox, *The Crisis of French Sea Power 1688-1697. From the guerre d'escadre to the guerre de course*, La Haye, Nijhoff, 1974, p. 218-219. Pour un autre exemple, voir le gros butin, sous forme de milliers d'esclaves (plus de 6 000), qu'Iberville, avec une escadre de onze navires, tira de l'île de Nevis en 1706 : *BRH*, 31 (1925), p. 385-389.
41. BAnQ-CAM, CN601, S17, minutes du notaire B. Basset, 12 mai 1688.
42. AC, F3, art. 9 : 387-388, arrêt du Conseil de la Marine sur l'affaire des forts anglais de

Saint-Jean, renvoyée au Conseil supérieur de Québec, 18 juin 1716. Les Canadiens venus sur *La Vénus*, qui participent à cette expédition, ne sont pas compris dans ces conventions.

43. BAnQ-CAM, CN601, S3 et S260, minutes des notaires J.-B. Adhémar, 13 septembre 1715, et M. Lepailleur, 17 septembre 1715. La rançon sous forme de lettres de change sur Boston a été payée. Le différend entre Montigny et Schuyler, qui agit comme intermédiaire, porte sur le mode de paiement. Dans son journal de campagne, Montigny décrit la prise de Bonavista sans mentionner cette rançon : RAPQ (1922-1923), p. 293-298, « Journal du S<sup>r</sup> de Montigny [...] jusqu'au 13<sup>e</sup> mars 1705 ».
44. Allan Greer, « Mutiny at Louisbourg, December 1744 », *Histoire sociale/Social History*, v. 10 (novembre 1977), p. 310-311.
45. RAPQ (1939-1940), p. 414, le ministre à Vaudreuil, 6 juin 1708, et RAPQ (1946-1947), p. 371-372, le ministre à Vaudreuil, 10 mai 1710.
46. BAnQ-CAM, CN601, S280, minutes du notaire C. Maugue, partage entre les fils Descarri, 14 mai 1690; Charlevoix, *Histoire et description de la Nouvelle-France*, [Paris, Nyon, 1744, 6 tomes] photoreproduction en 3 vol., Ottawa, Éditions Élysée, 1976, v. 2, p. 44-49; Eccles, *Frontenac*, p. 225. Autre exemple : après l'attaque de Deerfield en 1704, les partisans sont poursuivis et obligés d'abandonner leur butin : Demos, *The Unredeemed Captive*, p. 20.
47. Harold E. Selesky, *War and Society in Colonial Connecticut*, New Haven, Yale University Press, 1990, p. 38-40.
48. Par exemple AC, C11A, v. 12 : 273v-274, Champigny au ministre, 4 novembre 1693. L'intendant tente de justifier des salaires que le ministre a trouvés trop élevés.
49. RAPQ (1927-1928), p. 123-129, Frontenac et Champigny au ministre, 11 novembre 1692.
50. John S. Bromley, « The French Privateering War, 1702-1713 », dans Henry E. Bell et Richard L. Ollard (dir.), *Historical Essays, 1600-1750, Presented to David Ogg*, Londres, 1963, cité par Miquelon, *New France*, p. 41, 48; James S. Pritchard, *Ships, Men and Commerce : A Study of Maritime Activity in New France*, thèse de Ph. D., University of Toronto, 1971, chap. 5 et 6, *passim*; Rameau de Saint-Père, *Une colonie féodale en Amérique, l'Acadie*, t. 1, p. 311-314. Pour la période 1702-1713, Bromley repère 7 prises ramenées à Québec, 18 en Acadie et 63 à Plaisance : Miquelon, *New France*, p. 48. Notons que les corsaires sont autorisés à ramener les prises dans le port le plus accessible.
51. C'est d'ailleurs les mots « flibuste » et « flibustiers » qui reviennent le plus souvent dans les actes de notaires, sociétés, chartes-parties, engagements, etc., plutôt que « corsaire ». On raconte que Pierre Maisonnat, surnommé Baptiste, fameux flibustier de l'Acadie, a réussi des abordages à bord d'une simple pirogue : Régis Roy, « Le flibustier Baptiste », *BRH*, 5 (1899), p. 8-17.
52. Nicole Cloutier, « La peinture votive à Sainte-Anne-de-Beaupré », dans Benoît Lacroix et Jean Simard (dir.), *Religion populaire, religion de clercs?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 156-157.
53. Soit, parmi les négociants, Riverin, Gaillard, Fromage, Peire, Gauld, Pacaud, Pauperet, Perthuis, La Garde, Léger de La Grange; parmi les officiers et magistrats, Dupont de Neuville, Regnard Duplessis, Chartier de Lotbinière, Renaud d'Avène Des Méloizes, etc. Même sans archives d'amirauté, il serait possible d'étudier ces activités à travers les actes notariés, à la condition cependant d'étendre l'enquête à l'Acadie et à Terre-Neuve.
54. Jean Meyer, « La course, romantisme, exutoire social, réalité économique. Essai de métho-

- dologie », *Annales de Bretagne*, v. 78 (juin 1971), p. 307-344; Carl E. Swanson, « American Privateering and Imperial Warfare, 1739-1748 », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 42 (1985), p. 357-382. Selon Meyer, un équipage de corsaire est de 7 à 12 fois supérieur aux effectifs habituels, puisqu'il faut prévoir des hommes pour ramener les prises. Nous observons un rapport identique d'environ un homme par tonneau de jauge dans l'armement du *Frontenac* en 1696, commandé par John Outlaw, Anglais naturalisé, et celui de la frégate *Notre-Dame des Victoires* commandée par Leneuf de Beaubassin en 1707 : *RAPQ* (1922-1923), p. 348-355; BAnQ-CAQ, TL5, D269.
55. Pierre-Georges Roy a publié tous les documents relatifs à cet armement dans « Un corsaire canadien : Jean Léger de La Grange », *BRH*, 24 (1918), p. 33-48, 65-76 et 97-104.
  56. C'est entre autres l'opinion d'un ancien procureur général de Québec, François-Madeleine Ruette d'Auteuil, dont les fils participèrent à la course : *RAPQ* (1922-1923), p. 58-69, mémoire au duc d'Orléans, 12 décembre 1715.
  57. Voir *supra*, chap. 1, p. 67, 77 et notes 20 et 46.
  58. BAnQ-CAQ, CN301, S58, minutes du notaire L. Chambalon, donations des 3 janvier, 7 mai 1693, 18 mai 1694, et décharge pour cause de mort au donataire du 12 octobre 1697. Dain est un immigrant comme bon nombre des partisans dits « Canadiens ».
  59. Guy Frégault, *Iberville le conquérant*, Montréal, [Éditions Pascal, 1944] Guérin, 1996, p. 174; l'incident a lieu en 1693.
  60. Propos d'Anne Edmond en 1696, rapportés dans l'introduction du présent ouvrage, p. 54 et suiv.
  61. *RAPQ* (1930-1931), p. 48-49, Talon à Tracy et Courcelle, 1<sup>er</sup> septembre 1666. On retrouve la même idée dans le mémoire du chevalier d'Aux [1692] qui suggère la conquête de la Nouvelle-Angleterre et de la Nouvelle-York : *BRH*, 38 (1932), p. 550-552.
  62. *RAPQ* (1930-1931), p. 61, Talon à Colbert, 13 novembre 1666; *Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France*, 4 vol., Québec, A. Coté et C<sup>ie</sup>, 1883-1885, v. 1, p. 285-287, Duchesneau au même, 13 novembre 1681; voir aussi la suggestion de Frontenac, 13 novembre 1673, dans *RAPQ* (1926-1927), p. 46.
  63. AC, C11A, v. 10 : 260-264, projet du chevalier de Callière, gouverneur de Montréal, janvier 1689; AC, C11A, v. 10 : 271-274, 275-276, mémoires de Callière au ministre [1689]; AC, C11A, v. 11 : 185-194, mémoire de Denonville, janvier [1690]; *RAPQ* (1927-1928), p. 12-16, « Mémoire pour servir d'instruction à M. le comte de Frontenac sur l'entreprise de la Nouvelle York », 7 juin 1689. Frontenac, qui vient d'être nommé gouverneur pour un deuxième mandat pour remplacer Denonville, doit commander l'opération.
  64. *Collection de manuscrits*, v. 1, p. 449, le ministre à Denonville, 1<sup>er</sup> mai 1689; *ibid.*, p. 463-464, ordonnance du roi à Denonville et Champigny au sujet de la déclaration de guerre à l'Angleterre, Marly, 26 juin 1689. Sur les soulèvements contre les représentants de Jacques II qui ont lieu à New York et à Boston en mars, voir Ian K. Steele, « Governors or Generals? A Note on Martial Law and the Revolution of 1689 in English America », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 46 (avril 1989), p. 304-314. La nouvelle de ces événements se répand rapidement au Canada et frappe les esprits. Lahontan qui revient des pays d'en haut l'apprend de la bouche de Lemoyne de Sainte-Hélène, croisé sur la rivière Outaouais au début de l'été : Lahontan, *Nouveaux voyages de Mr. le baron de Lahontan dans l'Amérique septentrionale*,

- lettre 17, dans *Œuvres complètes*, édition critique par Réal Ouellet et Alain Beaulieu, 2 vol., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, v. 1, p. 438. Voir aussi Eccles, *Frontenac*, p. 200-202, à propos des hésitations de Versailles et du plan initial de Denonville.
65. Voir entre autres *Collection de manuscrits*, v. 1, p. 270-272, mémoire de M. Duchesneau sur la Nouvelle-Angleterre, 14 novembre 1679; AC, C11A, v. 11 : 252-260, Champigny au ministre, 10 mai 1691; *BRH*, 38 (1932), p. 550-552, mémoire du chevalier d'Aux. « La populace est maîtresse en ce pays là », écrit Janclot, officier des troupes : Ernest Myrand (dir.), *Sir William Phips devant Québec : histoire d'un siège*, Québec, Imprimerie de L. J. Demers & frère, 1893, p. 62.
  66. *RAPQ* (1927-1928), p. 17, Frontenac au ministre, 15 novembre 1689.
  67. *RAPQ* (1927-1928), p. 43, Frontenac au ministre, 12 novembre 1690 : cette entreprise ne pouvant s'exécuter que du côté de la mer, « je crois comme impossible, ainsi que je me donnai l'honneur de vous le dire en partant de Paris, de pouvoir [y joindre les troupes du Canada] » ; voir aussi AC, C11A, v. 13 : 53-63v, 283-295v, 322, 329v, lettres de Frontenac au ministre, 25 octobre 1694, 2 et 4 novembre 1695.
  68. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 225-226, « Projet d'une entreprise sur Boston et la Nouvelle Angleterre par M. de Villebon [gouverneur de l'Acadie] », Port Royal, 26 juillet 1696; *ibid.*, p. 253-258, « Projet d'entreprise sur Boston et Manhatte par M. de Lagny », Paris, 20 janvier 1697. Ce dernier précise que le projet a été conçu par Iberville pendant son voyage à Pemaquid. Jean-Baptiste de Lagny, chargé des affaires du Canada au ministère de la Marine, est actionnaire dans la compagnie du Nord, d'où ses liens étroits avec Iberville. Leur correspondance n'a pas été conservée.
  69. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 263-268, instructions à M. le marquis de Nesmond, 21 avril 1697; *ibid.*, p. 268-273, mémoire sur l'entreprise de Boston, Versailles, 21 avril 1697; voir aussi, à propos du butin, le mémoire de Villebon cité à la note précédente (note 68). Il est possible que des intérêts privés aient contribué à l'armement de Nesmond.
  70. Dans un compte rendu du 15 octobre 1697, Frontenac laisse clairement savoir au ministre que le plan, qui ne lui avait pas été soumis, était inepte : *RAPQ* (1928-1929), p. 339-342.
  71. AC, C11A, v. 19 : 241-252, Mémoire du sieur d'Iberville sur Boston et ses dépendances [1701]; *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 342-351 et 397-399, pour un second mémoire du même attribué par erreur à Saint-Castin. Iberville a écrit ces mémoires en France, entre deux voyages au Mississippi vers 1701-1702. La participation des Abénaquis d'Acadie est prévue dans son plan. Il croit que l'attrait du butin mobilisera les Canadiens mais qu'il faut aussi un ordre du roi pour « contraindre ceux qui d'eux-mêmes ne voudraient pas ». C'est le seul passage réaliste du projet.
  72. Charlevoix, *Histoire*, v. 1, p. 545-562, et v. 2, p. 160-161 et 214 : de bons projets, « infaillible » dans le cas de celui de 1689 dont l'échec est attribué à l'indifférence de la France. On retrouve la même interprétation chez plusieurs historiens, en particulier Guy Frégault : « L'Empire britannique et la conquête du Canada (1700-1713) », *RHAF*, 10, 2 (septembre 1956), p. 153-157, article publié dans *id.*, *Le XVIII<sup>e</sup> siècle canadien*, Montréal, HMH, 1968, p. 58-85, et *Iberville*, p. 363-370.
  73. En 1775, l'armée révolutionnaire de 1 100 hommes commandée par Arnold emprunta le chemin Kennebec-Chaudière pour venir attaquer Québec. Elle perdit plus du tiers de ses effectifs dans le voyage de six semaines et ne put reprendre ses forces que grâce au bon accueil que lui firent les paysans canadiens.

74. Nous ne tenons pas compte du projet de conquête de Boston daté de Louisbourg, 19 novembre 1744, publié dans *Collection de manuscrits*, v. 3, p. 211-215.
75. AC, C11A, v. 28 : 131-131v ou RAPQ (1939-1940), p. 436, Vaudreuil au ministre, 5 novembre 1708, en réponse à la lettre du ministre du 6 juin 1708 (*ibid.*, p. 418); AC, C11A, v. 27 : 9v, Ramezay au ministre, 12 novembre 1707. Voir aussi Miquelon, *New France*, p. 38, au sujet des plans de Ramezay et de la prudence de Vaudreuil depuis qu'il est gouverneur général.
76. Voir *supra*, chap. 4, section 4, « Les grandes entreprises »; RAPQ (1942-1943), p. 431, Vaudreuil au ministre, 14 novembre 1709.
77. AC, C11A, v. 17 : 53-58, Champigny au ministre, 26 mai 1699. Selon l'intendant, le gouverneur de Montréal, de Callière, aurait encouragé ce commerce.
78. RAPQ (1946-1947), p. 409, « Mémoire de Madame de Vaudreuil au ministre » (1710). La lettre a été écrite en France au début de l'année 1710 et le propos est aussitôt repris dans le mémoire du roi du 10 mai : *ibid.*, p. 375.
79. RAPQ (1947-1948), p. 139 et 207, mémoires du roi à Vaudreuil et Bégon, 15 juin 1712 et 25 juin 1713. Raudot a publié deux ordonnances sur le sujet pour le gouvernement de Montréal : celle du 13 juin 1709 évoque la pénurie éventuelle de bovins et de moutons; une autre, non conservée, reproche aux paysans d'avoir abandonné les raquettes pour les carrioles. RAPQ (1946-1947), p. 388, Vaudreuil et Raudot au ministre, 2 novembre 1710, à propos des deux ordonnances, et BAnQ-CAQ, E1, S1, P547 et P724, ordonnances des intendants, 13 juin 1709 et 7 juillet 1710.
80. Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 318-319; Sylvie Dépatie, *L'Évolution d'une société rurale : l'île Jésus au XVIII<sup>e</sup> siècle*, thèse de Ph. D., université McGill, 1988, p. 236; Thomas Wien, *Accumulation in a Context of Colonization : Rivière-du-Sud, Canada 1720-1775*, thèse de Ph. D., université McGill, 1988, p. 136. Ces observations reposent sur plusieurs centaines d'inventaires après décès de paysans, une source plus sûre que les recensements, lesquels indiquent aussi un rapport cheval/ménage inférieur à deux.
81. AC, C11A, v. 56 : 124-126, Maurepas à Beauharnois et Hocquart, 29 mai 1731; AC, B, v. 49 : 609 et suivantes, mémoire du roi pour servir d'instruction à Dupuy, 1<sup>er</sup> mai 1726, qui remet le sujet à l'ordre du jour.
82. Voir la correspondance entre Hocquart et la Cour à ce sujet : AC, C11A, v. 53 : 113-127, 17 octobre 1730; B, v. 55 : 537, 29 mai 1731; C11A, v. 54 : 54-57 et 70-76v, 4 octobre 1731; B, v. 57 : 652v, 22 avril 1732; C11A, v. 57 : 40v, 1<sup>er</sup> octobre 1732; B, v. 60 : 537, 27 avril 1734; B, v. 74 : 93, mémoire du roi du 30 avril 1742.
83. AC, C11A, v. 61 : 303-313v, Beauharnois au ministre, 10 octobre 1734; voir aussi *ibid.*, v. 50 : 87-89v, le même au même, 1<sup>er</sup> octobre 1728, et v. 69 : 237v, Hocquart au ministre, 30 septembre 1739.
84. RAPQ (1946-1947), p. 443, Vaudreuil et Raudot au ministre, 7 novembre 1711. Voir aussi RAPQ (1947-1948), p. 170, Vaudreuil au ministre, 6 novembre 1712, et p. 278, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714, de même que AC, C11A, v. 35 : 15-52v, Ramezay et Bégon au ministre, 7 novembre 1715. Dès 1707, Raudot a commencé à faire des recommandations en faveur des officiers de milice; il suggère « pour tenir toujours les habitants de ces costes dans une espece de dependences de donner aux capitaines de milice qui y sont establis des places de sergent dans les troupes avec cent livres d'appointemens

pour faire exécuter les ordres des gouverneurs et intendants et d'ordonner que les intendants les nommeraient conjointement avec les gouverneurs » : AC, C11A, v. 26 : 175, Raupdot au ministre, 10 novembre 1707.

85. Voir *infra*, chap. 9, section 1.

## CHAPITRE 6 • ORDRE PUBLIC ET POUVOIR MILITAIRE

1. William J. Eccles, *The Government of New France*, Ottawa, Société historique du Canada/Canadian Historical Association, 1965 ; *id.*, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969, p. 71-82. Les autres spécialistes du régime français sont moins péremptoirs mais aucun jusqu'ici n'a contesté cette interprétation. La critique des historiens libéraux de naguère, comme F.-X. Garneau, Francis Parkman, Du Bois Cahall ou Gustave Lanctot, a été mise au rancart et c'est finalement l'image idéalisée de la vie publique en Nouvelle-France propre à l'historiographie clérico-nationaliste qui s'est imposée. Parmi les plus récents laudateurs, mentionnons André Vachon qui parle de la « belle simplicité » des structures administratives, de « leur état de perfection » dans « L'administration de la Nouvelle-France », *DBC*, v. 2, p. xv-xxiv. Notons toutefois que l'étude de Christophe Horguelin, axée sur les incohérences et les conflits, donne une image moins lisse (et sans doute plus réaliste) des structures gouvernementales du troisième quart du XVII<sup>e</sup> siècle : *La Prétendue République*, Sillery, Septentrion, 1997.
2. Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, J.-P. Mayer (dir.), Paris, Gallimard, 1967, p. 351-352.
3. Nous songeons en particulier aux édits sur le mariage et à ce projet de Colbert pour priver les filles de leur héritage afin de favoriser l'établissement plus précoce des garçons. Ou encore à la suggestion de Talon d'un règlement obligeant les Amérindiennes à allaiter moins longtemps pour qu'elles aient plus d'enfants. Cette fièvre administrative ne dure pas. Le mot « peuplade », au XVII<sup>e</sup> siècle, signifie « peuplement » ou, comme le dit Furetière, « inondation de gens qui viennent chercher des terres pour y habiter » ; Antoine Furetière, *Le Dictionnaire universel d'Antoine Furetière*, 3 vol., Paris, SNL-Le Robert, 1978. Réimpression de l'éd. de 1690 publiée par A. and R. Leers, La Haye.
4. Charles Frostin, *Les Révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, L'École, 1975 ; Gabriel Debien, *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larose, 1954 ; Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, v. 1, *Le premier empire colonial. Des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 1991, chap. 8, « Idéologies et institutions ».
5. *RAPQ* (1926-1927), p. 25, Colbert à Frontenac, 13 juin 1673, à propos de la suppression des syndics.
6. Voir François Furet, « Tocqueville et le problème de la Révolution française », dans *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, « Folio-Histoire », 1978, p. 209-256.
7. AC, C11A, v. 6 : 240-241, « Difficultés qu'il plaira à Monsieur le marquis de Seignelay de décider sur les fonctions des gouverneur et intendant de Canada. Réponses du Roy du 10 avril 1684. Décisions ». Versailles favorise alors les tribunaux coloniaux et cherche à réduire les ambitions de ses commissaires. Ceux-ci vont continuer à saper les compétences locales et les Pontchartrain ne feront rien pour les retenir.

8. La démission du Conseil supérieur a été étudiée dans l'ouvrage ancien mais encore utile de Raymond Du Bois Cahall, *The Sovereign Council of New France. A Study in Canadian Constitutional History*, New York, Raymond Du Bois Cahall, 1915. Depuis, les historiens ont travaillé dans les archives judiciaires, mais l'histoire institutionnelle est restée en plan. Les problèmes que nous évoquons ici ne sont pas relevés dans les synthèses de William J. Eccles et d'André Vachon.
9. Comme l'observe Alain Guéry, la vénalité des offices n'a pas que des inconvénients. « L'État. L'outil du bien commun », p. 839, dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 3, v. 3, *De l'archive à l'emblème*, Paris, Gallimard, 1986.
10. Propos de Madame de Sévigné cités par Maurice Bordes, *L'Administration provinciale et municipale en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1972, p. 27.
11. Pierre Pluchon en arrive à la même conclusion à propos des Antilles : *Histoire de la colonisation française*, v. 1, p. 605-610. Il contredit ainsi Jean Meyer qui voit un déclin du pouvoir des gouverneurs coloniaux, ce qui est faux à tout le moins dans le cas canadien : Jean Meyer, Jean Tarrade, Anne Rey-Goldzeiguer et Jacques Thobie, *Histoire de la France coloniale*, t. 1, *Des origines à 1914*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 156. Nos observations portent sur la période du gouvernement royal, 1663-1760. La comparaison avec les gouvernements antérieurs du temps des compagnies de commerce, quand la colonie n'est à peu près pas peuplée et que les jésuites font la loi, n'apporte rien.
12. La collaboration est interrompue lors du bref passage (1726-1728) de Dupuy (le seul des 10 intendants de Québec à avoir suivi la filière d'un intendant de province), qui se heurte de front et maladroitement au gouverneur. Suit une querelle rocambolesque qui illustre bien la faiblesse du pouvoir civil, comme l'a bien observé Colin Coates. Mais celui-ci n'a pas vu qu'elle illustre en même temps la solidité du pouvoir militaire et ses conclusions sur la faiblesse de « l'absolutisme colonial » nous semblent donc fort fragiles : « Authority and Illegitimacy in New France : the Burial of Bishop Saint-Vallier and Madeleine de Verchères vs. The Priest of Batiscan », *Histoire sociale/Social History*, 22, 43 (mai 1989), p. 65-90.
13. André Corvisier, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 tomes, Paris, Presses universitaires de France, 1964, t. 1, p. 88-92.
14. AC, C11A, v. 9 : 110, mémoire de Denonville sur l'expédition contre les Iroquois, octobre 1687.
15. C'est l'interprétation de William J. Eccles. Notons que cet historien a souligné le caractère militaire de la colonie et les conséquences de cette orientation sur son développement socioculturel et économique dans « The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France », dans *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 110-124. Il ne tient pas compte cependant de la dimension temporelle ni des répercussions sur le fonctionnement des institutions qui retiennent ici notre attention.
16. *Mémoire pour le Sieur Martel, Ecuyer, Seigneur de Saint-Antoine et de Magesse, ci-devant garde-magasin du Roy à Mont-Réal*, Paris, 1763, p. 59.
17. La communauté de Montréal possède un cimetière, un hangar pour tenir ses réunions et des droits sur la commune : Étienne Michel Faillon, *Histoire de la colonie française en Canada*, 3 vol., Montréal, Bibliothèque paroissiale, 1865-1866, v. 2, p. 198-201. Selon

Faillon, la création d'un corps de ville, prévue dans la charte de Ville-Marie, daterait de 1644. Les procès-verbaux des assemblées antérieures à 1656 n'ont pas été conservés. Voir Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 368-370.

18. Trudel, *La Seigneurie des Cent-Associés*, 1, p. 187-194. L'étude décrit minutieusement le contenu des documents mais ne va jamais au-delà des maigres sources de la période. Ce qui n'est pas documenté n'existe pas pour l'historien, d'où une histoire sans épaisseur qui ne pose aucune question.
19. *RAPQ* (1926-1927), p. 25 : « et il faudra mesme avec un peu de temps, et lorsque la colonie sera encore plus forte qu'elle n'est, supprimer insensiblement le syndic », écrit Colbert à Frontenac. Les syndics de Québec et de Trois-Rivières auraient été supprimés peu après. L'assemblée des habitants de Montréal est abolie en 1677 à la suite d'une pétition contre les corvées militaires qu'elle avait confiée à son syndic : Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 369.
20. AC, C11A, v. 7 : 240-247 : préambule d'une pétition des habitants de la Basse-ville de Québec à Seignelay [1685]. Nous reprenons ici les conclusions de notre analyse des assemblées de Montréal et des événements menant à leur disparition : Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 369-371.
21. Juges royaux à Québec et à Trois-Rivières et seigneurial à Montréal jusqu'en 1693, date à laquelle le baillage devient juridiction royale. Au début les juges royaux se croient autorisés à régler aussi les affaires rurales, les cabarets par exemple, jusqu'à ce que l'intendance affirme clairement son autorité exclusive sur la police particulière des campagnes.
22. AC, C11A, v. 85 : 274, Monrepos au ministre [1746].
23. C'est le cas de Pierre André de Leigne, lieutenant général de la prévôté de Québec de 1717 à 1744 et subdélégué de Bégon et de Hocquart qui louent son application : AC, C11A, v. 45 : 401-404v, André de Leigne au ministre, 6 octobre 1723, et v. 45 : 244-245v, Bégon au ministre, 26 octobre 1723, ainsi que Jean-Claude Dubé, « André de Leigne, Pierre », *DBC*, v. 3, p. 15-16. Pour une liste des subdélégués à Québec et une critique de leur rôle, voir le « Mémoire au ministre de Pontchartrain sur la mauvaise administration de la justice au Canada (1715) », de l'ancien procureur général Ruette d'Auteuil : *RAPQ* (1922-1923), p. 55. De 1716 à 1730, Pierre Raimbaut, procureur puis lieutenant général à Montréal agit comme subdélégué, en même temps que le commissaire Clairambault d'Aigremont, souvent absent.
24. À propos de la mainmise de l'intendance sur la police des grains, voir notre ouvrage, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994.
25. AC, C11A, v. 81 : 334v, Hocquart au ministre, 10 octobre 1744.
26. *Édits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'État du roi concernant le Canada, etc.*, 3 vol., Québec, E. R. Fréchette, 1854-1856, v. 1, p. 97-98, édit de création d'un Office de prévôt de la maréchaussée en Canada, 9 mai 1677. Sur l'origine et les fonctions de la maréchaussée en France, voir Nicole Castan, *Justice et répression en Languedoc à l'époque des Lumières*, Paris, Flammarion, 1980, chap. 5; Clive Emsley, « La maréchaussée à la fin de l'Ancien Régime. Note sur la composition d'un corps », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 32 (octobre-décembre 1986), p. 622-644; Daniel Martin, « La maréchaussée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les hommes et l'institution en Auvergne », *Annales historiques de la Révolution française*, 239 (janvier-mars 1980), p. 91-117.



27. RAPQ (1946-1947), p. 443, Vaudreuil et Raudot au ministre, 7 novembre 1711; AC, C11A, v. 49 : 404-405v, Dupuy au même, 25 octobre 1727; v. 56 : 159-163, le prévôt des maréchaux au ministre, 19 octobre 1728 et 14 octobre 1731.
28. AC, C11A, v. 89 : 230-233, le prévôt des maréchaux au ministre, 8 novembre 1747. La maréchaussée n'a pas laissé d'archives mais les procès-verbaux de recherche montrent que ce sont essentiellement les soldats et les milices rurales qui font ces poursuites. André Lachance a conclu trop vite, selon nous, que le corps ne fonctionne pas comme tribunal. Alors pourquoi a-t-il un greffier? Et pourquoi le prévôt regrette-t-il l'absence d'un procureur? *La Justice criminelle du roi au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, p. 29-30; voir aussi les biographies des prévôts Denys de Saint-Simon, père et fils: A. J. E. Lunn, « Denys de Saint-Simon, Paul », *DBC*, v. 2, p. 186, et André Lachance, « Denys de Saint-Simon, Charles-Paul », *DBC*, v. 3, p. 192-193.
29. Les troupes comptent 28 compagnies de 30 hommes dont 19 sont cantonnées à Montréal, 7 à Québec et 2 à Trois-Rivières. Elles sont toujours incomplètes, de sorte que le nombre de soldats à Montréal oscille en réalité autour de 500; dans la colonie, il s'élève à environ 840. Les effectifs doublent en 1750 et la distribution entre les trois villes change aussi.
30. AC, F3, art. 7 : 748-764, « Règlement du roi pour la conduite, police et discipline des compagnies que Sa Majesté entretient dans le Canada », 30 mai 1695.
31. AC, C11A, v. 27 : 46-54v, projet de règlement pour empêcher les emprisonnements sans décret du procureur général Ruette d'Auteuil, 15 avril 1707; v. 17 : 63-71v, Callière, gouverneur de Montréal, au ministre, 16 octobre 1700; v. 41 : 342-344, Collet, procureur général, au ministre, à propos des mêmes abus, 10 mars 1720; BAnQ-CAM, TL4, S35, registre des ordonnances, 1743-1756, f. 106, ordonnance de Bigot, 8 février 1751, qui interdit au geôlier de Montréal de recevoir aucun habitant arrêté par les officiers des troupes.
32. Le harcèlement est rapporté par le commissaire de la Marine en 1697 et se poursuit jusqu'en 1721. À la fin, le juge et les marchands ont gain de cause et le marché reste au cœur de la ville. Voir entre autres AC, C11A, v. 15 : 162-167, et v. 44 : 222-222v; aussi Monique Poirier, *The Fortifications of Montreal 1717-1744. The Development and Implementation of the Plan*, thèse de M.A., Université Concordia, histoire de l'art, 1991, p. 54-56. Le procès qui oppose le lieutenant général au chirurgien Sylvain et au corps des officiers militaires de Montréal à propos d'un refus de prêter main-forte illustre bien l'arrogance en question : BAnQ-CAM, TL4, S1, D4907, décembre 1742-avril 1743.
33. Voir par exemple AC, C11A, v. 67 : 308-312v, Hocquart au ministre, 7 octobre 1737.
34. C'est ce qui ressort des témoignages dans les procès criminels poursuivis par les juridictions ordinaires : la troupe, c'est la police dans le sens actuel du terme.
35. BAnQ-CAQ, TP1, S777/1, f. 271-272, cité dans Dechêne, *Le Partage des subsistances*, p. 177-178.
36. Les archives de l'intendance, si riches en France, sont ici fort décevantes. La série des ordonnances ne commence qu'en 1705 (dispersées, les ordonnances antérieures sont perdues en majorité) et contient rarement plus que le jugement ou le règlement. La plupart des pièces justificatives, plaintes, enquêtes, témoignages, etc., manquent et tout indique que ce sont les intendants qui ne jugent pas utile de les conserver. Ils se mêlent parfois de police particulière urbaine, à Québec surtout, mais le plus souvent laissent agir les sub-

- délégués. Sauf lorsqu'ils agissent comme intendants intérimaires, comme en 1736-1737 et 1749, ces derniers n'ont rien laissé. « Monsieur l'intendant ni ses subdélégués [...] ne conservent pas de minutes de la plupart de leurs règlements », écrit Ruette d'Auteuil : *RAPQ* (1922-1923), p. 55. Les quelques ordonnances de Michel de Villebois, commissaire et subdélégué à Montréal, retracées çà et là dans les archives judiciaires, ne rendent pas compte d'une administration assidue sur une période de dix-sept ans; voir AC, F3, art. 78 : 35-38, lettre de Michel au ministre, Nouvelle-Orléans, 15 septembre 1749, au sujet de cette expérience et de sa collaboration avec le commandement militaire. Les interventions du militaire, comme celles de la maréchaussée d'ailleurs, n'ont laissé aucune trace.
37. Quelques mots parfois dans la correspondance officielle, des bribes insérées dans un document judiciaire nous révèlent l'existence de ces perturbations non documentées.
  38. Dans diverses publications, André Lachance soutient que l'autorité est très faible dans les villes coloniales, le pouvoir de coercition presque inexistant. Il oublie le rôle des troupes comme auxiliaires de la justice et force policière. « Le contrôle social dans la société canadienne du Régime français au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Criminologie*, 18, 2 (1985), p. 7-18; « La régulation des conduites dans la ville canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle (1700-1760) », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Trois-Rivières, Centre de recherches en études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières, 1987, p. 327-336.
  39. *RAPQ* (1947-1948), p. 242 et 278, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 19 mars 1714, et Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714, annonçant un « extrait des revues des officiers de milice de ce pays compagnie par compagnie »; AC, C11A, v. 49 : 142, Beauharnois au ministre, 25 septembre 1727, et v. 64 : 252-255, le gouverneur de Montréal de Beaucour au ministre, 2 octobre 1735, à propos d'un recensement des milices de son gouvernement.
  40. André Corvisier, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 41. Au sujet du service d'artillerie de Québec, voir AC, C11A, v. 45 : 142-143, v. 50 : 168-168v, v. 51 : 139; Louis et Charles Levrard, père et fils, sont maîtres-canonniers à Québec et à Montréal vers 1725-1750.
  41. AC, C11A, v. 95 : 66-66v, La Jonquière et Bigot au ministre, 13 octobre 1750; Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, thèse de doctorat, Université de Toronto, p. 62-63. Dans le rôle des milices de 1750, la compagnie de Québec compte 140 canonniers, celle de Montréal, 58.
  42. AC, C11A, v. 100 : 178 et suivantes, Le Mercier, officier d'artillerie, au ministre, 20 octobre 1755, et « Mémoire sur l'artillerie du Canada », [1756].
  43. Il y a généralement un enseigne, un lieutenant, un capitaine en second et un premier capitaine par compagnie. Nous avons pu identifier la plupart des capitaines montréalais depuis 1710, plus difficilement ceux de Québec. Les officiers subalternes nous échappent presque tous parce qu'ils mentionnent rarement leurs titres dans les actes publics. À propos de l'origine sociale des officiers de la milice urbaine, voir *supra*, chap. 3, p. 149-150.
  44. José Igartua, « Guy, Pierre », *DBC*, v. 3, p. 291-292; Dechêne, *Le Partage des subsistances*, p. 132; Gustave Lanctot, « Les troupes de la Nouvelle-France », *Canadian Historical Association Annual Report* (1926), p. 46-47.
  45. Les colonels de Montréal, par ordre chronologique, sont : J.-A. Fleury Deschambaut (vers 1690-1715), F.-M. Bouat (1725-1726), J.-B. Charly dit Saint-Ange (1726-1728), É. Volant

- (1728-1735), J.-B. Neveu (1735-1754), René de Couagne (1751-1760). Ceux de Québec : R.-L. Chartier de Lotbinière (1690-1709), Jean Crespin (1710-1734), J. Fleury de La Gorgendière (1734-1755), J.-J. Riverin l'aîné (1755-1756). Le cas de Trois-Rivières est particulier, puisque le colonel dans les années 1740 et 1750 est Louis-Joseph Godefroy de Tonnancourt, marchand, procureur du roi et membre de la noblesse coloniale. Son père René Godefroy était peut-être colonel des milices avant sa mort en 1738.
46. Massicotte, *Répertoire*, p. 123, permission par le gouverneur de Montréal au sieur Saint-Ange Charly de se retirer, 11 juillet 1752. Âgé de quarante-sept ans seulement, fils d'un ancien colonel de milice et lui-même officier depuis vingt-cinq ans, il fait cette demande au moment où les charges de capitaine s'alourdissent et l'empêchent de s'occuper de son commerce.
  47. L'incident a lieu au début de la guerre de Succession d'Autriche : lettre du gouverneur général à De Couagne, capitaine de milice, Québec, 12 août 1746, citée par Lancot, « Les troupes de la Nouvelle-France », p. 47.
  48. MCQ, Collection du Séminaire de Québec, Affaires militaires, 1<sup>er</sup> mars 1750, fonds Viger-Verreau, P32/47/1.8 : commission d'aide-major des milices de la Rivière-du-Loup du 1<sup>er</sup> mars 1750, avec ordre au colonel de Trois-Rivières de recevoir le nommé Lamirande ; voir aussi la commission de capitaine en second à Pierre Guy, 1<sup>er</sup> août 1738, dans Lancot, « Les troupes de la Nouvelle-France », p. 47.
  49. En 1741, 70 % des chefs de ménage montréalais sont propriétaires : Louise Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIII<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, 27, 2 (septembre 1973), p. 169. Il n'y a aucune raison de croire que la situation est tellement différente à Québec. Yvon Desloges soutient le contraire mais sans offrir une démonstration satisfaisante : *Une ville de localitaires. Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Ottawa, Service des parcs nationaux, 1991.
  50. Ils préfèrent servir comme volontaires, ou pas du tout. Pendant la guerre de Sept Ans, ils créent leur propre « compagnie de gentilshommes » qui attire les quolibets des officiers des troupes de terre. Voir *infra*, chap. 9, p. 316-317.
  51. E. Myrand (dir.), *Sir William Phips*, p. 91-93, témoignage de Sylvanus Davis : 60 marchands et artisans montent la garde chaque nuit à Québec, de juillet à octobre 1690, après le départ des troupes ; AC, C11A, v. 12 : 87v, Champigny au ministre, 10 novembre 1692 : les habitants de Montréal montent la garde après la répartition des troupes dans les forts des environs.
  52. AC, C11A, v. 78 : 317, « Petit mémoire de Canada » du gouverneur de Montréal Dubois de Beaucourt, [1<sup>er</sup> novembre] 1744 ; v. 79 : 211-212, Beauharnois au ministre, 31 octobre 1743 ; aussi v. 61 : 343, Dubois de Beaucourt à propos des forces de Montréal en 1734 ; Poirier, *The Fortifications of Montreal*, p. 67-73.
  53. AC, C11A, v. 77 : 135-136v, et v. 79 : 140-141, Beauharnois au ministre, 26 septembre 1742 et 19 septembre 1743. La procédure est tellement inusitée qu'elle crée un conflit d'autorité entre le gouverneur et l'intendant. Il suffit de lire les règlements de police et les témoignages dans les affaires de voies de fait pour constater que la milice n'est pas la gardienne de l'ordre dans la ville, comme l'écrit René Chartrand dans Yves Landry (dir.), *Pour le Christ et le Roi. La vie au temps des premiers montréalais*, Montréal, Libre Expression/Art Global, 1992, p. 215.
  54. BAnQ-CAQ, TL5, D183, procès criminel à la prévôté contre Jean Gauthier dit Larouche, taillandier, à la requête de Joseph Petit Bruneau et Simon Jarent, frère et beau-frère de la

- victime, 25 novembre-10 décembre 1686; AC, C11A, v. 9: 218-221v, arrêt du Conseil supérieur, 26 février 1687, qui réduit à presque rien les intérêts civils accordés en première instance.
55. Voir la réception de Frontenac en 1689 dans Lahontan, *Nouveaux voyages de Mr. le baron de Lahontan dans l'Amérique septentrionale*, lettres 17 et 18, dans *Œuvres complètes*, édition critique par Réal Ouellet et Alain Beaulieu, 2 vol., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, v. 1, p. 446 et suivantes; de M<sup>re</sup> de Saint-Vallier en 1713, dans *Monseigneur de Saint-Vallier et l'Hôpital général de Québec*, p. 225-226 et 231; de M<sup>re</sup> Dosquet dans « Un voyage à la Nouvelle-France en 1734 » de l'abbé de Navières, présenté par B. Sulte, *Revue canadienne* (1886), p. 29; du gouverneur La Galissonnière, 19 septembre 1747, dans AC, C11A, v. 88: 36-38; de l'intendant Bigot à Montréal en février 1749 dans « La correspondance de Madame Bégon (1748-1753) », RAPQ (1934-1935), p. 33-35.
  56. Moreau de Saint-Méry, *Description topographique, physique, civile, politique et historique de la partie française de l'Isle Saint-Domingue*, Philadelphie, 1797-1798, rééd. par B. Mauvel et E. Taillemite, Paris, Société de l'histoire des colonies françaises et Librairie Larose, 1958, 3 vol. Voir la description des milices du Cap, v. 1, p. 484-487. À propos de la signification de l'uniforme, voir Daniel Roche, *La Culture des apparences. Une histoire du vêtement (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Fayard, 1989, chap. 9.
  57. La mythologie autour de la milice canadienne a poussé les dessinateurs et les historiens à imaginer des uniformes. Voir par exemple les illustrations d'Henri Beau reproduites dans Dale Miquelon, *New France, 1701-1744: « A Supplement to Europe »*, Toronto, McClelland & Stewart, c1987, ou les dessins de Francis Back dans Landry (dir.), *Pour le Christ et le Roi*, p. 159. « Les milices étaient vêtues de gris avec des revers et des parements rouges », écrit Gérard Filteau dans *Par la bouche de mes canons! La ville de Québec face à l'ennemi*, Québec, Septentrion, 1990, p. 105.
  58. AC, C11A, v. 89: 138-141v, Projet de règlement de Hocquart, 1747. Les responsabilités des cours seigneuriales en matière de police étaient naguère plus importantes. Par exemple, le droit d'accorder des permis de cabaret leur fut enlevé par l'arrêt du Conseil d'État du 22 mai 1724 confirmé par l'ordonnance de Bégon, 18 janvier 1725: AC, F3, v. 10: 271-272v et 282.
  59. Les commissions de subdélégués provisoires sont, en partie du moins, enregistrées avec les ordonnances des intendants: BAnQ-CAQ, E1, S1, *passim*.
  60. Nous avons procédé à un comptage annuel des ordonnances de 1705 (début de la série) à 1760 et à une analyse de leur contenu pour 1720-1722, 1740-1742 et 1750-1752. Le nombre d'affaires de toutes sortes traitées par l'intendant varie d'une année à l'autre entre 50 et 150 environ et les contestations entre particuliers, ou affaires de droit privé, comptent pour la moitié. Il semble donc que Hocquart exagère quand il prétend consacrer deux jours par semaine à l'examen des contestations des habitants du gouvernement de Québec: AC, B, v. 76: 28, le ministre à Hocquart, 15 avril 1743. Quant aux 2 000 jugements que Raudot, un intendant particulièrement actif, se vante d'avoir rendus quatorze mois après son arrivée dans la colonie, il s'agit certainement d'une erreur de son secrétaire et il faut lire 200, ce qui se rapproche davantage des quelque 170 ordonnances enregistrées durant cette période: AC, C11A, v. 24: 331-352, Raudot au ministre, 2 novembre 1706. Après 1744, les intendants accaparés par les affaires militaires ont moins de

temps à consacrer à la police particulière des campagnes et aux contestations judiciaires, et le nombre d'ordonnances baisse rapidement.

61. Une ordonnance de Raudot du 25 juin 1710 est révélatrice. Il s'agit de récompenser les capitaines de milice, entre autres « pour l'exécution de nos ordonnances que nous sommes quasi toujours obligé de leur adresser ». La pratique est encore perçue comme un pis-aller. *Édits, ordonnances royaux*, v. 2, p. 275.
62. Voir le tableau 6.1.
63. La banque de données notariales Parchemin, accessible à Bibliothèque et Archives nationales du Québec, rend de grands services. Nous regrettons toutefois que les auteurs du projet aient pris de telles libertés avec les intitulés des actes lors de l'informatisation. Les noms sont parfois méconnaissables, les « dit » ont été remplacés par des « de » ou des traits d'union, ce qui crée confusion pour l'appartenance sociale. Le mot « habitant », qui aurait permis de distinguer les agriculteurs, a été supprimé comme bien d'autres mots clés ayant trait à la profession et à la résidence.
64. Voir la liste des sources au bas du tableau 6.2.
65. Voir le tableau 6.1.
66. Jean-Jacques Lefebvre, « Les officiers de milice de Laprairie en 1745, leurs alliés, leurs prédécesseurs à 1700, leurs successeurs à 1760 et leurs descendants », *Mémoire de la Société royale du Canada*, 4<sup>e</sup> série, v. 7 (1969), p. 169-205; Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 1992, p. 241-242 et 42-43.
67. AC, C11A, v. 54 : 136-167v.; v. 57 : 5-42; v. 59 : 71-95v.; et v. 65 : 28-53, lettres de Beauharnois et Hocquart au ministre, 12 octobre 1731, 1<sup>er</sup> octobre 1732, 1<sup>er</sup> octobre 1733, 12 octobre 1736; aussi v. 67 : 95-107, [Hocquart, 1737] Détail de toute la colonie.
68. *RAPQ* (1946-1947), p. 385, Vaudreuil au ministre, 25 octobre 1710. Pour un exemple très tardif de recommandation, voir la lettre du curé de Saint-Gervais, Nouvelle-Acadie, du 24 novembre 1780 en faveur de J.-B. Perrault, « descendant de capitaine de milice en capitaine », et le plus capable de remplir l'emploi. Nombreuses sans doute sont les lettres de ce genre, datées du début du siècle, qui se sont perdues. Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, B 2598. Nous remercions Tom Wien de nous avoir communiqué cette référence.
69. Cette analyse n'a tenu compte que des personnes présentes à l'enquête de 1721.
70. C'est l'interprétation de Benjamin Sulte, de Lionel Groulx, résumée avec force et conviction par Claude de Bonnault dans l'introduction de « Le Canada militaire. État provisoire des officiers de milice de 1641 à 1760 », *RAPQ* (1949-1951), p. 263-265.
71. Fernand Ouellet, « Officiers de milice et structure sociale au Québec (1660-1815) », *Historique sociale/Social History*, 12, 23 (mai 1979), p. 37-65. L'auteur appuie sa démonstration sur la liste d'officiers de milice publiée par C. de Bonnault (note précédente), laquelle, entre autres erreurs, mélange les officiers de milice avec ceux des troupes. L'article, qui mélange les périodes, les milices urbaines et rurales, est surtout très confus. L'argument principal, à savoir que les bourgeois accaparent les emplois dans la milice dans l'espoir d'être anoblis et de recevoir la croix de Saint-Louis, est étonnant puisque aucun officier de milice n'a été anobli au XVIII<sup>e</sup> siècle et que cette récompense militaire est réservée aux officiers des troupes réglées.
72. Calculé sur un total de 180 individus. Voir le tableau 6.2.

73. Louise Dechêne, « Les seigneuries », dans Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 51. Dans la région de Trois-Rivières, des seigneuries comme Maskinongé ou Lussaudière, concédées à des gentilshommes, tombèrent vite en mains roturières.
74. RAPQ (1947-1948), p. 146, le ministre à Vaudreuil, 25 juin 1712; *ibid.*, p. 170-171, Vaudreuil au ministre, 6 novembre 1712. C'est Galiffet, gouverneur de Trois-Rivières, qui attira l'attention du ministre sur ces disputes. Voir aussi AC, C11A, v. 33 : 122-136, Bégon au ministre, 12 novembre 1712.
75. Si la majorité des seigneuries et la plus grande partie du territoire appartiennent à l'Église et à la noblesse militaire, le gouvernement compte aussi quelques propriétaires d'origine locale et roturière qui ont une commission dans la milice. Trois cas ont été relevés : René Messier, coseigneur de Varennes, et Jacques Brunet, fils d'un coseigneur de l'île du Pas, sont capitaines de côte vers 1710-1729; dans les années 1740, le capitaine de Terrebonne est le frère du curé Lepage, seigneur du lieu.
76. L'échantillon est tiré des sources suivantes : BAnQ-CAM, TL4, S1, D4984 et D5578, procédures contre des soldats déserteurs, 28 janvier 1743, 13 février et 20 septembre 1751; AC, C11A, v. 76 : 265-270, et v. 91 : 162-171, autres procédures, 1741 et 1748. Les procès-verbaux de recherche énumèrent les paroisses visitées et le nom des capitaines; voir aussi Fernand Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, p. 329-333, pour une liste des capitaines de côte en 1755 (campagne de l'Ohio).
77. Jean Boucher de Montbrun fait exception à la règle. Commerçant dans les années 1720, demeurant sur sa terre dans la seigneurie de Boucherville, il décline son titre de commandant ou colonel des milices de la côte du Sud chaque fois qu'il va chez le notaire. La plupart de ses frères ont des commissions dans les troupes. Nous n'avons pas trouvé d'autres cas semblables.
78. Le calcul repose sur 50 capitaines de milice et 52 lieutenants ou enseignes qui figurent dans le procès-verbal de 1721. Voir le tableau 6.2.
79. Lefebvre, « Les officiers de milice ».
80. BAnQ-CAQ, TL5, et BAnQ-CAM, TL4, S1, *passim*. Un témoin doit décliner son nom, titre, profession, domicile et son âge, information facile à vérifier ensuite.
81. BAnQ-CAM, CN601, S95, minutes du notaire F. Comparet, déclaration de Guillaume Bômer au sujet de la lecture des ordonnances, 29 décembre 1750, suivie d'une requête de Bazinet qui déclare ne savoir signer.
82. Voir la liste des sources au bas du tableau 6.2. Ont signé 36 capitaines sur 55, et 36 lieutenants et enseignes sur 61, ce qui donne un taux global de 62 %. Il serait sans doute beaucoup plus bas vingt ans plus tard, car il n'y a toujours pas d'école dans la plupart des paroisses et l'analphabétisme croît avec la population.
83. AC, C11A, v. 6 : 190-191, de Meulles au ministre, 4 novembre 1683, et v. 7 : 178-186v, mémoire de Denonville, 12 novembre 1685.
84. La description s'applique aux 50 paroisses rurales créées avant 1700, sauf certaines seigneuries ecclésiastiques, comme l'île de Montréal où les seigneurs jouent un rôle plus actif dans les commencements. Mais dans l'ensemble, les habitants s'arrangent seuls, car ces chapelles ne coûtent pas cher et l'envie d'avoir un lieu de culte à eux est très forte. Voir le

contraste entre la construction des premières églises et celle de l'église en pierre dans Lavallée, *La Prairie*, p. 113-114 et suiv. Dans mon ouvrage sur l'île de Montréal, j'ai fait l'erreur de confondre les deux étapes : Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 460-462.

85. Voir par exemple BAnQ-CAM, TL2, registre des audiences, poursuites intentées par les marguilliers de Pointe-aux-Trembles et de Lachine, 22 juillet et 11 octobre 1681. Tel défendeur soutient que sa promesse n'était que conditionnelle, tel autre qu'il n'était pas présent à l'assemblée. « [A]ccoutumés à promettre beaucoup et à ne rien tenir », écrit un curé à propos de ses paroissiens : requête de Michel de Vilermaula à l'intendant, 7 octobre 1707, Archives du séminaire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier DD (319).
86. *Édits, ordonnances royaux*, v. 2, p. 270, ordonnance de l'intendant Raudot pour le presbytère de La Durantaye, 5 février 1709 ; *ibid.*, p. 435, 443, 295 et 474, ordonnances et jugements de l'intendant Bégon pour l'église de Boucherville, 9 septembre 1713, pour le presbytère de Kamouraska, 30 septembre 1715, pour les églises de La Chenaye et de Repentigny, 16 avril 1722 et 2 mars 1723 ; *ibid.*, p. 507, ordonnance de l'intendant Hocquart pour le presbytère de Deschambault, 14 mars 1730, etc.
87. BAnQ-CAM, TL2, registre du bailliage, ordonnance de d'Ailleboust, 15 avril 1668 ; Archives du séminaire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier GG (1<sup>re</sup> série) (337), requête contre Louis Fortier, 9 décembre 1681.
88. Archives du séminaire de Saint-Sulpice, M 1584, pièce 34, requête des seigneurs à la suite d'une première assemblée, suivie d'une ordonnance de Duchesneau entérinant les décisions, 3 juillet 1680 ; microfilm 4, pièce 38, procès-verbaux des assemblées des 16 et 23 mars 1681. À la campagne, les contributions varient entre 3 livres pour « les pauvres », environ la moitié des contribuables, et 6 et 8 livres pour les « mieux accomodés ».
89. BAnQ-CAQ, E1, S1/6, cahier 9, ordonnance de Bégon, 17 janvier 1723, et autres pièces relatives à la construction des ponts de La Prairie.
90. Roland Sanfaçon, « La construction du premier chemin Québec-Montréal et le problème des corvées (1706-1737) », *RHAF*, 12 (1958-1959), p. 23. Voir aussi Jeannine Pozzo-Laurent, *Le Réseau routier dans le gouvernement de Québec (1706-1760)*, mémoire de maîtrise, Université Laval, 1981.
91. Gabriel Habault, *La Corvée royale au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larose, 1903 ; J. Letaconnoux, *Le Régime de la corvée en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Plihon et Hommay, 1905.
92. Richard Colebrook Harris, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Madison, University of Wisconsin Press, 1966, p. 81. Ces domaines étroits s'étirent souvent sur toute la profondeur de la seigneurie.
93. Comme on ne donne pas à ces usages la forme d'un règlement, ils sont difficiles à saisir. Les historiens se sont plu à représenter le seigneur soumis aux corvées de chemin sous les ordres du capitaine de milice et c'est sans doute cette image qui inspire R. Sanfaçon, car rien dans les ordonnances et les procès-verbaux d'assemblées n'indique que les seigneurs contribuent en argent ou autrement aux corvées générales comme il l'affirme. Dans son *Traité général de la police*, Québec, 1775, François-Joseph Cugnet soutient que les seigneurs en étaient exemptés sous le régime français, et la lutte que livrent des censitaires dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle pour abolir les privilèges seigneuriaux en matière de voirie semble bien lui donner raison. Pour un bon résumé de la question, voir Léon Robichaud, *Le Pouvoir, les paysans et la voirie du Bas-Canada à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise, université McGill, 1989, p. 13-21.

94. *Édits, ordonnances royaux*, v. 2, p. 430-431, ordonnance de Raudot, 18 juin 1709. La seigneurie de Rivière-Ouelle est encore peu peuplée, ce qui rend la construction d'un chemin sans l'aide du seigneur encore plus difficile. L'intendant autorise les habitants à poursuivre leur seigneur, un officier des troupes, pour le coût des travaux qu'ils font à sa place. Voir Robichaud, *Le Pouvoir*, p. 18 et 63.
95. Les censitaires résistent en ne payant pas les droits et en allant porter leur blé ailleurs qu'au moulin banal, par exemple. Il leur arrive de s'unir et de poursuivre le seigneur devant les tribunaux, comme à la Rivière-du-Sud en 1742 et en 1743, mais c'est l'exception : BAnQ-CAQ, TL5, D1287 et D1343. En général, ce sont les seigneurs qui intentent les poursuites.
96. BAnQ-CAQ, TL5, D2606, requête du notaire commis par le grand voyer pour régler le chemin de Charlesbourg, pour obliger les habitants à le payer, 13 août 1706; *ibid.*, TL5, D2651, rôle des habitants de Pointe-à-la-Caille pour payer le grand voyer, deux jours à 10 livres par jour, 11 juin 1736.
97. BAnQ-CAQ, TP1, S777, D10, requête du curé de Saint-Pierre et de Saint-Thomas-de-la-Rivière-du-Sud et du curé de Saint-François-Xavier et de Sainte-Geneviève de Batiscan pour dénoncer le mauvais état des chemins. Le capitaine de milice est sommé de comparaître devant le Conseil supérieur, 16 octobre 1719. Voir aussi une ordonnance ambiguë de Dupuy qui rendrait le capitaine de milice responsable des accidents attribuables à son refus d'exécuter les ordres : BAnQ-CAQ, E1, S1, P1900. Pour l'ensemble des responsabilités touchant à la voirie, voir l'article de R. Sanfaçon déjà cité et les procès-verbaux des grands voyers, BAnQ-CAQ, E2, *passim*.
98. Jacques Mathieu, « Les réunions de terres au domaine du seigneur 1730-1759 », dans Lebrun et Séguin (dir.), *Sociétés villageoises*, p. 79-89.
99. AC, F3, art. 10 : 282v, ordonnance de Bégon, 18 janvier 1725, au sujet de la police des cabarets dans les côtes; *ibid.*, art. 12, ordonnances du subdélégué de Montréal, Michel, 26 février 1738 et 30 juillet 1742; BAnQ-CAQ, E1, S1, P3955, ordonnance de Varin, 19 août 1749; BAnQ-CAM, CN601, S95, minutes du notaire F. Comparet, 30 mars 1749, déclaration de Joseph Bazinet, capitaine de milice de Saint-Léonard, en faveur des deux cabaretiers de la paroisse.
100. Pierre-Georges Roy (dir.), *Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, 2 vol., Beauceville, L'Éclaireur, 1924, v. 2, p. 326-327, ordonnance de Vaudreuil, 12 décembre 1704; BAnQ-CAM, REE, Beauharnois et Michel, 19 juin 1744 (*note des éditeurs*: ce document n'a pas été retrouvé); BAnQ-CAQ, E1, S1, P1867, ordonnance de Dupuy, 4 juin 1727.
101. Charles Frostin, « Du peuplement pénal de l'Amérique française aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : hésitations et contradictions du pouvoir royal en matière de déportation », *Annales de Bretagne*, 85, 1 (1978), p. 67-94; Gérard Malchelosse, « Faux sauniers, prisonniers et fils de famille en Nouvelle-France », *Cahiers des Dix*, 9 (1944), p. 161-197. L'immigration pénale se situe surtout entre 1723 et 1743. La quantification est difficile, particulièrement pour les soldats-prisonniers des années 1720. Malchelosse a compté 648 faux-sauniers envoyés dans la colonie entre 1730 et 1743. Ils sont autorisés à s'établir après leurs années de service.
102. BAnQ-CAQ, E1, S1/13, cahier 24, ordonnance du gouverneur et de l'intendant, 10 mai 1736; BAnQ-CAM, archives judiciaires, pièces détachées, arrêt du roi, 14 février 1742 (*note des éditeurs*: ce document n'a pas été retrouvé).



103. BAnQ-CAQ, E1, S1, P2211, ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1730.
104. BAnQ-CAQ, E1, S1, P3334, ordonnance du 16 juin 1741.
105. AC, C11A, v. 76 : 265-268, procès-verbal de la recherche faite par le sieur Moineau, sergent des troupes, 4 mars 1741, et *ibid.*, v. 76 : 260-261 et 269-270, lettres de Beauharnois au gouverneur de Montréal de Beaujours touchant ces incidents et la conduite des officiers de milice, février-mars et mars-avril 1741. Beauharnois soupçonne les gens d'Église, les récollets et le curé Lepage, seigneur de Terrebonne, d'avoir favorisé l'évasion des soldats et encouragé la désobéissance des officiers de milice, l'un des deux capitaines fautifs étant d'ailleurs le frère du curé; l'autre est Parent, capitaine de l'île Jésus. Nous ignorons si ceux-ci réussirent à se disculper et à retrouver éventuellement leur emploi. La menace du retrait de la commission figure dans plusieurs ordonnances mais nous n'en n'avons pas trouvé d'autres exemples.
106. BAnQ-CAM, TL4, S1, D4984, pièces détachées, procès-verbal de recherche et conseil de guerre contre Louis Plichon, 31 août-19 septembre 1743. Plichon qui souffre d'une « invalidité » non précisée est absout du crime de désertion et autorisé à reprendre son service.
107. BAnQ-CAQ, E1, S1/15, cahier 30, ordonnances des 28, 29, 30 août et 18 octobre 1742, [autres cotes pour les trois ordonnances d'août : *ibid.*, E1, S1, P3432, P3433 et P3434]; AC, C11A, v. 77 : 135-136v, Beauharnois au ministre, 27 octobre 1742.
108. BAnQ-CAM, Registres et carnets 1738-1762, procès-verbal de capture de Nicolas Desse accusé de fabrication de faux billets, 14 mars 1756.
109. Sans signaler le biais de la source, André Lachance conclut peut-être un peu vite que le peuple adopte l'attitude des autorités : *Les Marginaux, les exclus et l'autre au Canada aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Fides, 1996, p. 163-165.
110. AC, C11A, v. 65 : 127-131v, Beauharnois au ministre, 13 octobre 1736. Pour disculper les officiers des troupes, que le ministre rend responsables de plusieurs désertions récentes, le gouverneur accuse ceux de la milice de complicité, mais on chercherait en vain un exemple à l'appui dans les procès des déserteurs.
111. Les huissiers comptent sur les troupes de la Marine dans les villes et leurs environs, sur les milices dans les paroisses plus éloignées. Voir entre autres les procès-verbaux de rébellion à justice des 21 septembre 1745 et 22 janvier 1750 dans BAnQ-CAM, TL4, S1, D5177 et TL4, S1, D5480.
112. BAnQ-CAQ, E1, S1, P1615, P4354, P2970 et P4109, ordonnances des 10 juin 1724, 16 août 1735, 25 janvier 1738 et 12 octobre 1752; *ibid.*, TL5, D1668, inventaire contenant un mémoire de frais par l'huissier de la prévôté, 16 mars 1752.
113. BAnQ-CAM, TL4, S1, D5270, procès criminel contre Joseph Estier, 29 octobre 1746-21 janvier 1747. Elle est condamnée par contumace, s'étant vraisemblablement enfuie de la colonie avec son amant. Son fils de douze ans, soupçonné de complicité, fut relâché.
114. BAnQ-CAQ, TL5, D1830 et D1851, procès criminels contre René Lusignan, chirurgien, et Joseph Ouellet, forgeron, son complice, février-avril 1756. Il est condamné à mort par contumace.
115. BAnQ-CAQ, E1, S1, P4072, ordonnance du 26 janvier 1752 aux habitants de Berthier d'agrandir le fort et d'y ajouter des bastions.
116. BAnQ-CAQ, E1, S1, P2990, ordonnance du 21 juillet 1730.
117. Les détails qui précèdent sont empruntés au journal de voyage de l'ingénieur Franquet. Les « carrioles de maîtres » transportent deux passagers et nous en supposons quatre dans

- celles des domestiques. Les officiers et les femmes ont chacun leur domestique, parfois deux, et l'intendant amène avec lui le personnel de son hôtel. En été, les voyages se font en barque avec escale chez l'habitant pour le repas du midi et la nuit. Franquet mentionne des peines de prison infligées aux officiers de milice qui manquent à ces devoirs, mais ce n'est peut-être qu'une exagération pour mieux accabler Duquesne, le gouverneur d'alors haï de tous les officiers pour sa sévérité à leur endroit. [Louis Franquet], *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, rééd. Élysée, 1974, p. 129-147.
118. RAPQ (1925-1926), fac-similé inséré entre les p. 96 et 97, « Commission de capitaine de milice pour Pierre Dupré », 27 février 1717. Ces paroisses encore très peu peuplées étaient jusque-là intégrées dans les milices de la seigneurie de Beaupré.
  119. La question de la formation militaire est reprise dans le chapitre suivant. On discute souvent des moyens à prendre pour armer les habitants dans la correspondance officielle, sans évoquer la responsabilité des officiers de milice. La formulation militaire des commissions correspond cependant à l'image que se fait Versailles. Elle est une affirmation de l'autorité prépondérante du gouverneur sur la milice et, pour cette raison, elle a pu être conservée.
  120. AC, C11A, v. 26 : 150-175, Raudot au ministre, 10 novembre 1707. Un sergent des troupes de la Marine touche environ 240 livres par année, après déduction des frais de nourriture, habillement, etc.
  121. *Édits, ordonnances royaux*, v. 2, p. 275, 365 et 542, ordonnances des 25 juin 1710, 19 avril 1734 et 17 janvier 1737; *ibid.*, v. 1, p. 352-354, règlement du roi au sujet des honneurs dans les églises de la Nouvelle-France, 27 avril 1716. Conformément aux lois du royaume, les officiers des compagnies de la Marine n'ont pas rang dans les églises de la colonie (les gouverneurs et les lieutenants de roi ont rang mais à titre d'administrateurs). En accordant préséance aux officiers de milice dans les églises et les processions de la campagne, on marque implicitement qu'ils ne sont pas des militaires.
  122. AC, C11A, v. 76 : 73-78, et v. 78 : 35-38, extraits des registres du magasin du roi à Québec pour 1741 et 1742.
  123. Des fils sur la terre familiale, la présence de domestiques, des rentes ou une pension, autant de possibilités qu'une recherche sur les sociétés rurales pourrait révéler.
  124. Le recours au capitaine dans les situations de crise est bien documenté dans les archives judiciaires. En revanche, les arbitrages (non ordonnés par l'intendant) ne laissent pas de traces directes, mais ils peuvent être retracés indirectement dans ces mêmes archives, ou simplement par défaut, comme a tenté de le faire Jean-François Leclerc dans « Justice et infra-justice en Nouvelle-France. Les voies de fait à Montréal entre 1700 et 1760 », *Criminologie*, 18, 1 (1985), p. 25-39.
  125. Au XVII<sup>e</sup> siècle, quand la milice n'est pas encore devenue une force d'ordre, rares sont les officiers des paroisses rurales qui mentionnent leurs titres dans un acte notarié : 20 seulement (55 mentions) entre 1676 et 1699, d'après la banque de données notariales Parchemin. Nos observations pour la période 1710-1729 sont fondées sur 110 officiers ruraux (environ 330 mentions de titres).
  126. BAnQ-CAM, CN601, S368, minutes du notaire N. Senet, inventaire après décès de Jacques Richaume, 19 juin 1713. La commission de capitaine du 30 juillet 1706, signée par Vaudreuil, figure dans l'inventaire des papiers de la succession. Les actes passés par Richaume entre 1706 et 1713 et par ses héritiers ensuite ne citent pas son titre.

127. Voir Thomas Wien, « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle : les moulins des Couillard », dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) : actes du colloque d'histoire comparée Québec-France, tenu à Montréal en février 1990*, Chicoutimi, Centre interuniversitaire SOREP, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1990, p. 225-236.
128. Apparemment les capitaines des milices antillaises ont des pouvoirs plus étendus, source d'une « incontestable autonomie locale », écrit Jean Meyer, qui croit à tort que ceux du Canada jouent le même rôle : *Histoire de la France coloniale*, v. 1, p. 156. Kenneth J. Banks commet la même erreur et croit que les capitaines canadiens comme ceux de la Martinique ont des pouvoirs de décision quant à la publication des ordres royaux : *Communications and Imperial Absolutism in Three French Colonial Towns, 1713-1763*, thèse de Ph.D., Université Queen's, 1995, p. 104-106. *Note des éditeurs* : cette thèse a été publiée sous le titre *Chasing Empire Across the Sea : Communications and the State in the French Atlantic, 1713-1763*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002.
129. BAnQ-CAM, TL4, S1, D2775, procès de Pierre Paris, 12 juillet 1722 ; voir aussi Archives du séminaire de Saint-Sulpice, fonds Faillon, cahier HH (128). Paris a été emprisonné par le gouverneur de Vaudreuil sur une plainte du capitaine Henri Jules Le Fournier Duvivier, établi au Canada depuis 1687. Duvivier n'avait pas suivi l'usage.
130. Yves-Marie Bercé, *Révoltes et révolutions dans l'Europe moderne, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF, 1980 ; à propos de l'insertion des petites communautés dans la structure gouvernementale, voir Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1983, en particulier le chap. 4.
131. C'est une idée que l'on retrouve dans la plupart des synthèses et des essais sur la Nouvelle-France publiés au Québec et qui se passe de démonstration, tant elle semble aller de soi. Voir entre autres les travaux de Serge Courville et de Jacques Mathieu : J. Mathieu et S. Courville, avec la participation de Rénald Lessard et al., *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Sainte-Foy, Faculté des lettres, Université Laval, Cahiers du Célat, n° 8 (novembre 1987) ; J. Mathieu, *La Nouvelle-France : les Français en Amérique du Nord XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1991.
132. Lavallée, *La Prairie*, p. 159-181. L'auteur pose bien le problème de la représentation par la « senior pars ». À La Prairie, c'est environ 10 % des chefs de famille qui participent régulièrement aux assemblées. Nous rejetons évidemment l'idée surprenante introduite en conclusion, p. 181, selon laquelle la communauté rurale canadienne est à l'abri de toutes contraintes, tant celles de la guerre que celles des seigneurs et de l'État.
133. Ce qui n'exclut pas l'action commune, mais rend plus difficile une telle action qui, aux yeux du gouvernement, est toujours subversive. Voir par exemple la détermination des habitants de Saint-Thomas à poursuivre le seigneur pour obtenir de meilleurs moulins à farine, dans Wien, « Les conflits sociaux ».
134. T. J. A. Le Goff, *Vannes and its Region. A Study of Town and Country in Eighteenth Century France*, Oxford, Clarendon Press, 1981, p. 205-206. La mise en garde précède une excellente analyse des relations sociales fondée sur les témoignages des villageois.
135. C'est la démarche exemplaire de David Warren Sabean dans *Power in the Blood : Popular Culture and Village Discourse in Early Modern Germany*, New York, Cambridge University Press, 1987. L'auteur cherche précisément à saisir l'articulation entre individu et communauté à travers une lecture très fine de quelques incidents.

## CHAPITRE 7 • LA QUESTION DES IMPÔTS

1. Un peuplement rural « autonome » tant économiquement que socialement, les seigneurs et le gouvernement n'exerçant aucun contrôle sur les campagnes. Telle est la thèse de Jacques Mathieu et de Serge Courville dans l'ouvrage publié sous leur direction, avec la participation de Régnald Lessard et al., *Peuplement colonisateur aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Sainte-Foy, Faculté des lettres, Université Laval, Cahiers du Célat, n° 8 (novembre 1987). Ajoutons que la caricature du paysan français abruti par le travail et les impôts que l'on trouve dans les ouvrages canadiens a aussi besoin d'être révisée à la lumière des travaux sur l'histoire rurale des trente dernières années.
2. Voir entre autres *RAPQ* (1947-1948), p. 179 et 182. Vaudreuil et Bégon au ministre, 12 novembre 1712.
3. Nous résumons les arguments qui circulent à Québec au début et au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et à Montréal dans les années 1710 et 1720. Voir la dénonciation de ces mauvais discours dans AC, C11A, v. 47 : 149-154, Vaudreuil au ministre, 18 mai 1725, ou encore v. 85 : 208 et suiv., Beauharnois au ministre, 10 octobre 1746.
4. AC, F3, art. 7 : 748-764, « Règlement du Roy pour la conduite, police et discipline des compagnies que Sa Majesté entretient dans le Canada », 30 mai 1695. Les colons construisent aussi les forts plus éloignés. Ces travaux prennent la forme d'expéditions militaires. Pour une description des travaux du fort Niagara, voir [Baugy], *Journal d'une expédition contre les Iroquois en 1687 rédigé par le chevalier de Baugy, aide de camp de M. le marquis de Denonville*, texte présenté par Ernest Serrigny, Paris, Ernest Leroux, 1883, p. 117-119.
5. André Charbonneau, Yvon Desloges et Marc Lafrance, *Québec, ville fortifiée du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Éditions du Pélican, Parcs Canada, 1982. Voir le chapitre 1 pour un bon historique de la construction où nous avons puisé une partie des détails qui suivent.
6. AC, C11A, v. 11 : 252-260, Champigny au ministre, 10 mai 1691. La taxe de 1690 avait été fixée à 4 000 livres, monnaie du Canada, ou 3 000 livres de France. En 1693 on aurait recueilli environ 1 600 livres.
7. Sauf pour 1690, où il s'agit clairement d'un impôt fixe en espèces. Voir *supra*, note 6.
8. Voir la lettre de Louvigny, commandant à Québec en l'absence du gouverneur, au ministre, 21 octobre 1706, AC, C11A, v. 25 : 18-23 ; et surtout le rôle de cotisation ordonné à Montréal en 1714 par l'intendant qui veut reproduire le même système qu'à Québec.
9. AC, C11A, v. 27 : 22-26, Levasseur de Néré au ministre, 12 novembre 1707 ; lettre de Louvigny de 1706 (voir *supra*, note 8). Les bourgeois et les communautés font des difficultés pour prêter leurs attelages. L'ingénieur s'en prend en particulier aux officiers des milices urbaines et aux gens de justice qui veulent se faire exempter ou qui viennent diriger les terrassiers. Ils retardent les travaux au lieu de les faire avancer, écrit-il.
10. *RAPQ* (1939-1940), p. 448, Vaudreuil et Raudot au ministre, 14 novembre 1708 : « il y a cependant quelques personnes icy qui par ce qu'ils ont gagné du bien, et envie d'en gagner d'avantage, croyent que tout le monde doit estre riche », écrivent-ils, ce qui laisse voir que la fraction aisée favorise aussi une autre forme d'imposition.
11. Callière ordonna aux habitants de la ville et des environs de préparer les pieux durant l'hiver 1685 et l'on commence à ériger cette palissade l'été suivant. Les travaux se poursuivent encore en 1687. La palissade fut complétée et agrandie par la suite : Lahontan, *Nouveaux voyages de Mr. le baron de Lahontan dans l'Amérique septentrionale*, lettre 8, dans

*Œuvres complètes*, édition critique par Réal Ouellet et Alain Beaulieu, 2 vol., Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1990, v. 1, p. 313; [Baugy], *Journal*, p. 57. Les cotisations ont laissé des traces dans les procès-verbaux des audiences et dans les inventaires après décès: BAnQ-CAM, CN601, S280 et S368, minutes du notaire C. Maugue, 6 avril 1691, inventaire de J. Bauvais, et minutes du notaire N. Senet, 9 juillet 1714, inventaire de Jacques Millet. Les contributions sont importantes, 30 à 50 pieux à la fois, mais espacées.

12. Convertie en argent selon les équivalences retenues par l'administration, la taxe s'étale entre 2 et 75 livres avec une forte concentration autour de la moyenne. BAC, MG17-A7-2, 1, v. 2: 487 et suiv.; nous avons utilisé cette source pour tracer le profil socio-économique des habitants de l'île de Montréal: Dechêne, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 376-378 et graphique 25, p. 523.
13. RAPQ (1947-1948), p. 182, 284-285, Vaudreuil et Bégon au ministre, 12 novembre 1712 et 20 septembre 1714; AC, C11A, v. 34: 330-352v, ordonnance de Bégon, 6 novembre 1714, suivie des procès-verbaux des assemblées de paroisse et des rôles d'imposition (du 16 décembre 1714 au 25 mars 1715); AC, C11A, v. 35: 93v, Ramezay au ministre, 28 octobre 1715.
14. *Édits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'État du roi concernant la Canada, etc.*, 3 vol, Québec, E. R. Fréchette, 1854-1856, v. 1, p. 355-356: « Arrêt au sujet des Fortifications de Montréal », 5 mai 1716. L'unité fiscale est la paroisse Notre-Dame, soit la ville et la banlieue. La taxe ne touche que les propriétaires et est établie selon la valeur de la propriété. Voir l'ordonnance du 23 décembre 1729: BAnQ-CAQ, E1, S1, P2037.
15. Le gouverneur est en France en 1715 et en 1716. Donc une bonne partie des échanges avec le ministère n'est pas consignée dans la correspondance. Ce sont les délibérations du Conseil de la Marine en 1716 qui nous apprennent rétrospectivement que l'initiative de créer un impôt en espèces est venue du Canada. Pierre-Georges Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry conservés aux archives de la province de Québec*, 3 vol., Québec, s.n., 1939-1940, v. 1, p. 5-6, et AC, C11A, v. 36: 231-241.
16. Il s'agit d'un impôt dit « de répartition ». Voir à ce propos François Hincker, *Les Français devant l'impôt sous l'Ancien Régime*, Paris, Flammarion, 1971, p. 20-22 et 34-36 et, dans le présent chapitre, p. 264 et note 23.
17. Voir l'arrêt de 1716 et AC, F3, art. 11: 235-237, 257-259 et 261-262: mémoire servant d'instruction pour la levée de l'imposition, 23 décembre 1729; procès-verbal de l'assemblée du 27 février 1730; remontrances des députés de la ville et des communautés de Montréal, 4 mars 1730. Aussi, BAC, MG17-A7-2, 1, v. 2: 487-488, lettre du procureur de Saint-Sulpice de Paris à M. Chaumaux, 19 mars 1717.
18. Voir les explications dans la correspondance du gouverneur et de l'intendant de 1714 et les engagements des bourgeois à faire leur propre muraille dans le rôle de 1714-1715, *supra*, note 13; Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, 1, p. 30, mémoire de Chaussegros de Léry, 10 août 1717; BAC, MG17-A7-2, 1, v. 2, *passim*, correspondance entre les séminaires de Saint-Sulpice de Paris et de Montréal. Les Sulpiciens n'ont aucun moyen de pression puisque le roi peut tout bonnement supprimer ou diminuer sa subvention à leur mission pour récupérer leur part de l'impôt.
19. BAC, MG17-A7-2, 1, v. 6: 742-746, mémoire touchant les fortifications de Montréal, de

- Jourdain et Deguire, entrepreneurs en maçonnerie de Montréal, au gouverneur de Montréal, suivi d'une lettre du gouverneur général à ce dernier et des commentaires d'un prêtre de Saint-Sulpice, 1729-1730. L'adjudication se déroule à Québec et est accordée à un Québécois depuis 1717. Pour se disculper de l'accusation de favoritisme, le gouverneur général soutient que les ouvriers montréalais sont incompetents. Voir les adjudications et autres pièces sur les fortifications dans AC, G3, art. 2040, *passim*.
20. AC, C11A, v. 42 : 51, Vaudreuil et Bégon au ministre, 26 octobre 1720.
  21. Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 1, *passim*; *Édits, ordonnances royaux*, v. 1, p. 462-463, arrêt du Conseil d'État, 24 mars 1722, qui accorde un sursis à la suite de l'incendie; BAnQ-CAQ, E1, S1, P2037 et P2078, ordonnances de Beauharnois et Hocquart, 23 décembre 1729 et 15 mars 1730; AC, G1, art. 460, état nominatif des contribuables qui n'ont pas versé leur cotisation, 1732-1741. Les arriérés sont faibles, moins de 2 % de l'impôt dû pendant ces années, et touchent surtout des vagabonds ou des personnes qui ont quitté la ville.
  22. *Édits, ordonnances royaux*, v. 1, p. 355-356 et 567-568, arrêt au sujet des fortification de Montréal, 5 mai 1716, et déclaration du roi, 1<sup>er</sup> mai 1743. Selon l'arrêt de 1716, la ville doit verser 4 000 livres et le Séminaire 2 000 jusqu'à la fin des travaux. Donc 162 000 livres pendant vingt-sept années (1716-1743), dont on soustrait 115 524, laisse 46 476 d'arrérages. Selon la déclaration de 1743, datée du 1<sup>er</sup> mai, la ville doit encore 329 617 livres sur une dépense totale de 445 141 livres. Le roi lui remet la moitié de cette dette fictive, d'où un solde de 164 808 livres, ou quatre fois plus.
  23. De 3 à 6 livres pour les artisans et pas plus de 25 ou 30 livres pour les marchands aisés au milieu du siècle. AC, G1, art. 460, comptes en souffrance; BAnQ-CAQ, E1, S1, P4112, ordonnance du 15 décembre 1752 qui établit la contribution des officiers propriétaires à 9 livres dans le cas d'un capitaine, 15 dans celui du major et « pas plus de 21 » pour le lieutenant de roi.
  24. Mona Ozouf, « L'opinion publique », dans Keith M. Baker (dir.), *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, 3 vol., New York et Oxford, Pergamon Press, 1987, 1, *The Political Culture of the Old Regime*, p. 419-440.
  25. AC, C11A, v. 85 : 208 et suiv., Beauharnois au ministre, 10 octobre 1746.
  26. Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 2, p. 68-69, Chaussegros de Léry au ministre, 9 novembre 1745.
  27. AC, F3, art. 13 : 225-228, procès-verbal de l'assemblée du 12 août 1745; AC, C11A, v. 83 : 182, Hocquart au ministre, 24 septembre 1745; *ibid.*, v. 86 : 283-286v, Desautiers au ministre, 11 novembre 1746.
  28. AC, B, 83 : 259v et 261, le ministre à Hocquart et à Beauharnois et Hocquart, 7 mars 1746. Son insistance sur la présence des « principaux habitants de Québec » est sans doute ce qui amènera l'augmentation de leur députation.
  29. Les officiers d'état-major de Montréal et de Trois-Rivières ont envoyé leur avis par écrit en 1746, d'où le délai de seize jours entre l'arrivée de la lettre du ministre et la première assemblée du 26 juillet. Varin, contrôleur de la Marine, et Rigaud de Vaudreuil, major de Trois-Rivières, qui avaient appuyé la construction l'année précédente, envoient une réponse négative en 1746, pour ne pas déplaire au ministre sans doute. Tous les autres restent sur leur position.
  30. AC, C11A, v. 85 : 208 et suiv., Beauharnois au ministre, 10 octobre 1746.

31. AC, C11A, v. 86 : 246, François-Étienne Cugnet, directeur du Domaine, au ministre, 31 octobre 1746.
32. AC, C11A, v. 85 : 323-330v, Hocquart au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1746.
33. Ce sont Riverain l'aîné, Riverain le jeune, J.-A. Bedout et J.-F. Roussel. Le colonel Joseph Fleury de la Gorgendière et les officiers Étienne Charest et Pierre Trottier Desautiers ont voté avec les militaires. Joseph Perthuis a refusé de se prononcer. Ces capitaines et ces officiers subalternes sont présents à l'assemblée à titre individuel, comme marchands. La milice en tant que corps n'a pas été consultée.
34. *Édits, ordonnances royaux*, 1, p. 589 et 591-594, arrêt du Conseil d'État, 23 janvier 1747, et édit du roi, février 1748. Ensemble, les nouvelles taxes produiront environ 80 000 livres par année.
35. Nous devons nuancer. Une fois que le manœuvre québécois a fourni ses cinq jours de corvée, il peut travailler à gages si la demande de main-d'œuvre dépasse ce que les corvéables peuvent offrir. En somme, dans les deux villes, les corvoyeurs (et les soldats) font concurrence aux salariés.
36. BAC, MG18-G6, v. 2 : 309-310, « Mémoire de l'état présent de la Nouvelle-France, laissé par le S<sup>r</sup> de Champigny à M. de Beauharnois intendant pour Sa Majesté audit pays », 1<sup>er</sup> octobre 1702.
37. RAPQ (1938-1939), p. 133, mémoire du roi à Vaudreuil et Raudot, 9 juin 1706, et p. 151, réponse de ces derniers, 3 novembre 1706 ; *ibid.* (1939-1940), p. 362-363, mémoire du roi aux mêmes, 30 juin 1707, et p. 395-396, réponse de Vaudreuil et Raudot, 15 novembre 1707. Champigny, devenu conseiller du ministre pour les affaires canadiennes, aurait pu pousser celui-ci à répéter ces directives.
38. AC, C11A, v. 25 : 18-23, Louvigny au ministre, 21 octobre 1706.
39. Nous supposons que les paroisses les plus éloignées, peu peuplées ou difficiles d'accès, comme La Pocatière, Kamouraska et Baie-Saint-Paul, ne sont pas appelées aux corvées.
40. *Collection de manuscrits*, v. 2, p. 131-133, Champigny au ministre, 4 novembre 1693 ; RAPQ (1939-1940), p. 395-396, Vaudreuil et Raudot au ministre, 15 novembre 1707.
41. BAnQ-CAQ, TP1, S777. Le procès de Chauveau se déroule devant Chartier de Lotbinière, lieutenant général, agissant comme subdélégué de l'intendant. Il ne reste que la requête du prisonnier du 13 juillet 1695 et les témoignages des personnes présentes au souper. L'histoire ne dit pas pourquoi Jean-Baptiste Bécart de Fonville a frappé le garçon.
42. BAnQ-CAQ, E1, S1, P591, ordonnance de Raudot, 16 novembre 1709. Le texte parle d'une répartition « entre les différentes côtes ». La ville est donc exclue.
43. *Ibid.*, et RAPQ (1947-1948), p. 284-285, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714 : « Le S<sup>r</sup> Roberbert garde magasin à Montréal qui a fait la recette en deniers des corvées pour le fort de Chambly, sera chargé de celle-ci [Montréal]. » Les rôles de cotisation pour Chambly n'ont pas été conservés.
44. Voir *supra*, p. 262 et suiv. et notes 12 et 13. Pour les fins de cette cotisation, le prix de la journée d'homme a été fixé à 2 livres (alors qu'elle vaut en réalité 30 sols) et la journée de harnais à 5 livres.
45. À propos des politiques de Bégon, taxe du blé et réquisitions, et des mouvements qui agitent les campagnes, celles de Québec en particulier en 1714 et en 1715, voir Louise Dechêne, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, p. 112-113 et 161-170.

46. AC, C11A, v. 35 : 93v-94, Ramezay, gouverneur de la colonie par intérim, au ministre, 28 octobre 1715. « Les corvées furent mises sur le tapis », écrit-il à propos de l'assemblée de Pointe-aux-Trembles qui a pour cible principale les termes d'échange.
47. BAC, MG17-A7-2, 1, v. 2 : 406, M. Magnien, p.s.s., à M. Chaumaux, p.s.s., 19 mars 1717; RAPQ (1947-1948), p. 303, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 15 juin 1716; Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 1, p. 20-21, Vaudreuil au Conseil de la Marine, 14 octobre 1716.
48. Pour la non-convertibilité, voir la lettre de Ramezay déjà citée. À partir du moment où la ville verse un impôt en argent, la petite recette en deniers provenant des côtes n'est plus nécessaire. Les ruraux doivent donc fournir leurs bras et leurs attelages ou se faire remplacer s'ils ne peuvent personnellement faire la corvée. Nous n'avons retrouvé qu'une seule référence précise aux charrois par les paysans dans Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 1, p. 258-260, Chaussegros de Léry au ministre, 20 octobre 1732. Apparemment, leur contribution se limite à ces charrois.
49. AC, C11A, v. 38 : 121-124, Vaudreuil au Conseil de la Marine, 17 octobre 1717. C'est le seul compte rendu contemporain de l'événement que nous connaissons. Le détail de la cravate provient d'une lettre de Hocquart du 30 septembre 1733 : AC, C11A, v. 60 : 3-19; voir aussi Yves F. Zoltvany, *Philippe de Rigaud de Vaudreuil, Governor of New France 1703-1725*, p. 156-157. Une dizaine de personnes identifiées comme meneurs furent emprisonnées quelques mois.
50. En 1745, les milices des trois gouvernements assemblées à Québec pour contrer une invasion passent l'été à travailler à la fortification : Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 2, p. 68-69, Chaussegros de Léry au ministre, 9 novembre 1745. Aucune mention de corvées dans la suite de la correspondance de l'ingénieur, ni dans celle de l'intendant où il est pourtant souvent question des travaux. On oblige les habitants des côtes à venir avec leurs tombereaux transporter la terre, mais ils sont payés sur le même pied que les voituriers de la ville : *ibid.*, p. 82-84, Bigot au ministre, 3 novembre 1748.
51. Voir chap. 1 au sujet des représentations des colons.
52. AC, C11A, v. 35 : 94v, Ramezay au ministre, 28 octobre 1715.
53. La question des corvées militaires sous le régime français a été abordée par Yvon Desloges dans « La corvée militaire à Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Histoire sociale/Social History*, 15, 30 (novembre 1982), p. 333-356, et la section « La main d'œuvre », p. 248 et suivantes de l'ouvrage collectif de Charbonneau, Desloges et Lafrance, *Québec, ville fortifiée du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles*, Québec, Éditions du Pélican, Parcs Canada, 1982. L'auteur affirme que puisque les travaux pour la construction de fortifications sont rémunérés en France, ils le sont aussi au Canada, que le mot « corvée » utilisé par les administrateurs coloniaux désigne en réalité un travail salarié. Pour étayer cette thèse curieuse, l'auteur a recours à un second postulat, à savoir que le même système prévaut à Québec de 1690 à 1760, voire à Montréal en partie. Ce qui lui permet de mélanger les citations sans tenir compte de l'époque et des lieux, d'utiliser par exemple les références aux travaux rémunérés de 1748 pour prouver qu'ils l'étaient aussi soixante ans plus tôt. Le chapitre d'André Charbonneau, Marc Lafrance et Monique Poirier, « Les fortifications de Montréal », dans Phyllis Lambert et Alan Stewart (dir.), *Montréal, ville fortifiée au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992, n'a pas été très utile non plus pour notre propos, malgré l'élégante présentation et la solidité de l'information sur l'aspect architectural. On y relève



plusieurs erreurs et imprécisions sur le calendrier des travaux, une confusion entre projets et réalisations. Les journaliers de Montréal qui paient l'imposition en argent comme les autres citoyens ne sont pas astreints aux corvées et cette taxe très bien réglée, fondée sur des rôles de cotisation, ne peut pas être qualifiée d'« arbitraire ».

54. Les levées ont laissé des traces dans les comptes de l'intendant. Voir AC, C11A, v. 73 : 90v, « Bordereau de la dépense faite [...] pour la construction et de la flûte du roi le Canada », 1740, et v. 92 : 199-201v et 226, bordereaux de dépenses pour la construction et l'armement de vaisseaux du roi, 1747 et 1748. Pour la localisation des nombreux petits chantiers privés autour de Québec, voir Réal N. Brisson, *Les 100 premières années de la charpenterie navale à Québec, 1663-1763*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983. Le mot « hoqueton » est employé ici au sens d'archer, et même d'archer de la maréchaussée.
55. [Louis Franquet], *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, rééd. Élysée, 1974, p. 113 ; AC, C11A, v. 93 : 275 et suivantes, Bigot au ministre, 7 octobre 1749, à propos d'un projet pour soulager ces habitants, abandonné parce que trop coûteux.
56. Voir *infra*, chap. 10, p. 351 et suiv. et Dechêne, *Le Partage des subsistances*, p. 114. On trouve dans ce dernier ouvrage les détails sur l'origine et le fonctionnement des réquisitions.
57. Pour un résumé utile des procédures, le seul à notre connaissance, voir Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, thèse de doctorat, Université de Toronto, 1987, p. 391-403. Pour un bref aperçu des problèmes du logement dans l'île de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle, voir aussi Dechêne, *Habitants et marchands*, p. 355-356.
58. André Corvisier, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 tomes, Paris, Presses universitaires de France, 1964, t. 1, p. 94-98, t. 2, p. 848-849 ; Marion, *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, A. et J. Picard, 1968 [1923]), p. 339-340, qui cite un mémoire de 1684 de Nicolas Desmaretz, futur contrôleur général : « Les passages et les séjours des troupes sont beaucoup plus à charge que la taille. »
59. Quatre compagnies s'ajoutent à celles de Carignan et font ensemble 1 300 hommes. Nous utilisons le nombre de ménages recensés en 1666 comme ordre de grandeur pour évaluer le nombre de maisons l'année précédente.
60. *BRH*, 32 (1926), p. 265-279, ordonnance du bailli, 28 novembre 1673, et procès-verbal de l'assemblée de décembre.
61. *BRH*, 32 (1926), p. 265-279, « Rolle des habitants de l'île de Montréal » ; voir aussi BAnQ-CAM, TL2, ordonnances du bailli, 10 novembre 1672 et 31 décembre 1686 ; Pierre-Georges Roy (dir.), *Ordonnances, commissions, etc., etc., des gouverneurs et intendants de la Nouvelle-France, 1639-1706*, 2 vol., Beauceville, L'Éclaireur, 1924, v. 1, p. 147-148, règlement pour le corps de garde de la garnison de Montréal, 28 novembre 1673, p. 222-223, ordonnance de Duchesneau, 25 octobre 1677 ; BAnQ-CAM, CN601, S280, minutes du notaire C. Mauge, 6 avril 1691. En 1677, le corps de garde fut transporté dans une autre maison louée cette fois par le roi et les habitants continuèrent de contribuer à l'entretien et au chauffage.
62. Lahontan, *Nouveaux voyages*, lettres 1 et 2, dans *Œuvres*, v. 1, p. 262-264, et [Catalogne], *Le Recueil*, p. 172-173, à propos du cantonnement des trois compagnies arrivées en 1683 à Beauport, Beupré et l'île d'Orléans ; pour la distribution des compagnies dans les côtes

de l'ouest de la colonie (île de Montréal, Boucherville, Laprairie, etc.), voir Roy (dir.), *Ordonnances, commissions*, v. 2, p. 96-97, 104, 105-106, 126-129, ordonnances de De Meulles, 28 avril, 15 mai 1685, de Denonville, 5 et 6 octobre 1685. À propos des vivres fournies par les hôtes ruraux : AC, C11A, v. 11 : 41-79v, « Relation de ce qui s'est passé [...] depuis le départ de la frégate [...] le 27 novembre 1690 jusqu'au départ de 91 », et v. 11 : 252-260v et 290, Champigny au ministre, 10 mai et 12 novembre 1691 ; BAC, MG18-G6, v. 2 : 263, Champigny, « Memoire de l'estat présent de la Nouvelle France », 1<sup>er</sup> octobre 1702. En 1688, il y a en principe 1 750 hommes ou 35 compagnies de 50 hommes, et l'année suivante la troupe est ramenée à 1 400 hommes ou 28 compagnies. Sur le terrain, les effectifs n'atteignent jamais ces maxima.

63. RAPQ (1928-1929), p. 288-289, Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695.
64. Il est difficile de rassembler les soldats pour les exercices et de leur livrer les rations quand ils sont dispersés dans les côtes, et comme la plupart des officiers et peut-être la moitié des sous-officiers résident en ville avec leur famille, les troupes doivent y être logées aussi autant que faire se peut.
65. Ces chiffres sont ceux des recensements nominatifs de Québec. Pour Montréal, nous devons nous contenter d'une approximation. Voir Louise Dechéne, « La ville de Québec au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans Louise Dechéne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 50, et *id.*, « La croissance de Montréal au XVIII<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, 27, 2 (septembre 1973), p. 163-179.
66. Voir une référence au logement des officiers « par billet » dans BAnQ-CAQ, TP1, S28, P514, ordonnance sur la requête de Jean Maheu, 23 juillet 1667 ; par ailleurs, le capitaine Tapie semble assumer tous les frais de sa pension : « Le livre de Raison de François de Tapie de Monteil, capitaine au régiment de Poitou, 1661-1670 », *RHAF*, 14 (1960-1961), p. 116.
67. RAPQ (1928-1929), p. 288, Frontenac et Champigny au ministre, 10 novembre 1695 ; BAnQ-CAQ, TP1, S28, P8991, décision sur la requête de quatre hôteliers de Québec qui « logent des officiers de guerre », 3 août 1711.
68. *BRH*, vol. 32 (1926), p. 265-279. Soit 18 individus et communautés absents du rôle de cotisation.
69. BAnQ-CAQ, E1, S1, P63, P670, P835, P1217 et P3137, ordonnances et commissions des intendants des 4 février 1706, 11 mai 1710, 11 mars 1713, 23 septembre 1720 et 16 juin 1739 ; AC, C11A, v. 71 : 137-137v, Hocquart au ministre, 28 septembre 1739, au sujet de l'exemption du chirurgien Jordain Lajus.
70. BAC, MG17, A7-2, v. 1 : 584-585, correspondance du procureur du Séminaire, avril 1719.
71. AC, C11A, v. 95 : 332, La Jonquière au ministre, 1<sup>er</sup> novembre 1750. Le gouverneur appuie la requête des capitaines des milices de Québec pour conserver leur exemption.
72. AC, C11A, v. 96 : 60-62, Bigot au ministre, 22 octobre 1750. Notons que contrairement à ce qu'écrit cet intendant, ce ne sont pas les juges de police qui ont abusé des exemptions, car ils n'ont aucun pouvoir de décision en la matière, mais ses prédécesseurs.
73. BAnQ-CAM, TL4, S1, D4709, 24 mai 1740. Le billet est signé par le lieutenant particulier de la juridiction, Mailhiot, et porte au bas le surnom du soldat, Printemps. Gustave Lancot, « Les troupes de la Nouvelle-France », *Canadian Historical Association Annual Report* (1926), p. 51-52 et 59-60, règlement du roi, 30 mai 1695, et ordonnance de La Jonquière pour mettre fin aux contestations relatives au logement, 9 septembre 1750.

74. Il s'agit d'un relevé des témoins et des accusés dans les procès criminels et les conseils de guerre pour désertion entre 1739 et 1759. Le greffier note le domicile du soldat, le nom de l'hôte et généralement sa profession. L'échantillon comprend 47 sous-officiers et 109 soldats, tous des troupes de la Marine. Les logeurs sont répartis ainsi : 71 artisans, 21 aubergistes et cabaretiers, 20 marchands, commerçants, voyageurs, etc., 6 journaliers et charretiers, 5 sous-officiers et soldats domiciliés, 1 notaire, 32 personnes de profession inconnue dont plusieurs veuves. Les cadets (non compris dans l'échantillon) évitent la paillasse du soldat en logeant chez des parents. Notons enfin que tous les logeurs résident dans la ville et les faubourgs.
75. Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 1, p. 94-95, Chaussegros de Léry au Conseil de la Marine, 30 septembre 1723. C'est de Québec qu'il est question dans cette lettre, où le profil des logeurs est certainement le même qu'à Montréal. Comme il y a deux fois moins de soldats et deux fois plus de logeurs disponibles, on voit mal pourquoi le juge placerait les soldats chez les plus pauvres.
76. BAnQ-CAQ, TL5, D1795, procès criminel contre Benoît LeRoy dit Lionnois, tambour de la compagnie de Dumas en garnison à Trois-Rivières, novembre 1755.
77. BAnQ-CAQ, TL5, D1237, procès criminel contre Pierre L'Enclus dit Lapierre, 17 mai 1738-8 avril 1740.
78. Nous avons déjà insisté sur le caractère onéreux de cette imposition dans *Habitants et marchands de Montréal* (p. 355-356) tout en nuancant comme nous le faisons ici. J. Cas-sel préfère nous classer parmi les tenants de la coexistence heureuse, ce qui n'est pas exact : *The Troupes*, p. 395, note 7.
79. AC, C11A, v. 92 : 316-323, lettre d'envoi et placet de Repentigny, fort Saint-Frédéric, 1<sup>er</sup> septembre 1748; *ibid.* : 388-389v, l'évêque au ministre, 6 septembre 1748; *ibid.*, v. 91 : 3-4v, La Galissonnière et Hocquart au ministre, 17 août 1748, et *ibid.*, v. 91 : 218-219, La Galissonnière au même, 21 octobre 1748; AC, B, 89 : 32-32v, lettres de rémission, avril 1749; C11A, v. 93 : 195v-196v, La Jonquière au ministre, 11 octobre 1749. Il n'y a qu'une seule version des faits, celle du meurtrier, qui a été rédigée avec soin selon toutes les règles du genre. Voir à ce sujet Natalie Zemon Davis, *Fiction in the Archives. Pardon Tales and their Tellers in Sixteenth-Century France*, Stanford, Stanford University Press, 1987. Céline Cyr, « Legardeur de Repentigny, Pierre-Jean-Baptiste-François-Xavier », *DBC*, v. 4, p. 484-485; l'article de Jean-Claude Dupont, « Jacquin, dit Philibert, Nicolas », *DBC*, v. 3, p. 328-329, fait état d'un témoignage des négociants Havy et Lefebvre, favorable à la victime. La Galissonnière avait décidé de garder l'officier au Canada malgré tout mais le nouveau gouverneur La Jonquière jugea plus prudent, pour l'ordre public, de l'éloigner. Repentigny, qui appartenait à l'une des plus anciennes familles de la colonie, revint au Canada en 1757 et poursuivit sa carrière militaire en France après 1760. Le drame a donné naissance à la légende du Chien d'or (*DBC*, v. 3, p. 328-329), mais en passant de l'histoire à la légende il a perdu la dimension sociale qui lui a donné naissance.
80. RAPQ (1947-1948), p. 243, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 19 mars 1714, p. 278, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714, p. 307, le ministre à Vaudreuil et Bégon, 16 juin 1716, et p. 322, Vaudreuil et Bégon au Conseil de la Marine, 14 octobre 1716; AC, C11A, v. 45 : 366-367v, Chaussegros de Léry au Conseil, 30 septembre 1723; v. 46 : 19-21, Vaudreuil et Bégon au Conseil, 2 novembre 1724.
81. AC, C11A, v. 48 : 60-68v, Beauharnois et Dupuy au ministre, 20 octobre 1726; v. 49 : 15-

- 17v, les mêmes au même, 20 octobre 1727; v. 50 : 468-473, Maurepas à Beauharnois et Dupuy, 14 mai 1728; v. 50 : 156-158v, Beauharnois au ministre, 30 décembre 1727; v. 50 : 17-22, Beauharnois et d'Aigremont au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1728.
82. Voir la lettre du 20 octobre 1726 dans la note précédente.
  83. Selon un état des troupes de 1748, les 7 compagnies stationnées à Québec comptent alors 169 soldats et sous-officiers. En soustrayant 45 hommes mariés et 21 cadets, le nombre de ceux logés par billet est réduit à 103 : AC, C11A, v. 91 : 229, « État des effectifs militaires du gouvernement de Québec », 1748. Il ne s'agit pas d'une chute due à la guerre mais d'un déficit chronique. En 1744, on recense 1 055 ménages à Québec.
  84. AC, C11A, v. 91 : 6-7v, La Galissonnière et Bigot au ministre, 3 septembre 1748; v. 92 : 230-230v, Bigot au même, 8 novembre 1748, qui joint à sa lettre les extraits de revue des huit compagnies des troupes de l'île Royale servant au Canada et des 28 compagnies de la colonie; voir aussi AC, B, 85 : 206, ordonnance royale, 3 avril 1747; AC, C11A, v. 95 : 84v et 85, La Jonquière et Bigot, 16 et 18 octobre 1750; *ibid.*, fol. 335-337v, La Jonquière, 1<sup>er</sup> novembre 1750.
  85. Ils y sont déjà logés en 1702 : voir *supra*, note 62; le bâtiment aurait été reconstruit en 1723 selon Cassel, *The Troupes*, p. 397.
  86. Juste avant cette réforme, les effectifs étaient tombés sous les 400, si nous soustrayons les hommes mariés et les cadets du rôle de 1748 : voir *supra*, note 83. En passant de 19 compagnies très incomplètes à 13 de 50 hommes chacune, les Montréalais doivent loger plus de soldats mais moins d'officiers. On projette aussi de caserner la garnison de Montréal éventuellement : AC, B, 89 : 37, le ministre à La Jonquière et Bigot, 28 février 1749.
  87. AC, F3, art. 14 : 6, « Première représentation des bourgeois et négociants de la ville de Québec », 30 avril 1750, avec 24 signatures; voir à la suite, *ibid.*, art. 14 : 7-10v, la « Seconde représentation des bourgeois, négociants et habitants de Québec », 2 mai 1750, avec 40 signatures, et les ordonnances de Bigot, 1<sup>er</sup> et 4 mai 1750; BAnQ-CAQ, E1, S1, P3979, ordonnance du 1<sup>er</sup> mai 1750, et *ibid.*, E1, S1, P3972, P3975, P3987 et P4196, autres ordonnances touchant le recouvrement, 15 et 20 avril 1750 et 15 mai 1755.
  88. AC, C11A, v. 92 : 124-125, avis sur la lettre de Bigot du 26 octobre 1748; AC, B, 89 : 35, le ministre à La Jonquière et Bigot, 30 avril 1749; AC, F3, art. 14 : 40, l'arrêt de juin 1753. L'impôt est fixé à 13 350 livres par année. Il couvre l'ustensile et le chauffage des casernes Royale et Dauphine, les nouvelles casernes ajoutées en 1753 et les corps de garde des portes Saint-Jean et Saint-Louis où logent aussi des soldats : Gilles Proulx, « Soldat à Québec 1748-1759 », *RHAF*, 32, 4 (mars 1979), p. 550.
  89. Séminaire de Québec, Ms, art. 139, « Rolle de l'imposition pour l'entretien des casernes pour l'année 1755 ». Le total de 1 003 apparaît sur le document. Nous ne l'avons pas vérifié.
  90. L'arrêt du Conseil d'État est explicite. Les Québécois sont désormais « déchargés » du logement : AC, F3, art. 14 : 40.
  91. BAnQ-CAM, TL4, S35, registre des ordonnances 1743-1756, ordonnances du lieutenant général de police, 22 juin, 18 octobre, 22 novembre 1755; pour plus de détails sur le logement militaire de 1755 à 1760, voir *infra*, chap. 10, p. 353-366.
  92. RAPQ (1947-1948), p. 284, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714.
  93. François Hincker, *Les Français devant l'impôt sous l'ancien régime*, Paris, Flammarion, « Questions d'histoire », 1971, p. 34; Jean Villain, *Le Recouvrement des impôts directs sous*

- l'ancien régime*, Paris, Marcel Rivière, 1952, p. 244; Pierre Chaunu, « L'État », dans Fernand Braudel et Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, Presses universitaires de France, 1977, v. 1, 1450-1660, chap. 3.
94. AC, C11A, v. 59 : 71-95v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1733.
  95. Les planteurs antillais versent une capitation (en livres de sucre) depuis 1671. La colonie de Saint-Domingue, établie sur le territoire cédé par l'Espagne à la France en 1697, n'a encore que des taxes indirectes comme le Canada. Entre la perte du droit du quart sur le castor au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et la révision à la hausse des droits de douane dans les années 1740, les revenus du Domaine d'Occident perçus au Canada sont réduits à peu de chose : Catherine M. Desbarats, *Colonial Government Finances in New France, 1700-1750*, thèse de Ph.D., université McGill, 1993, chap. 2.
  96. RAPQ (1947-1948), p. 212, 242, mémoires du roi à Vaudreuil et Bégon, 25 juin 1713 et 19 mars 1714.
  97. Charles Frostin, *Les Révoltes blanches à Saint-Domingue aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, L'École, 1975, p. 159-163; Louis-Philippe May, *Histoire économique de la Martinique 1635-1763*, Fort-de-France, Société de distribution et de culture, 1972 [Paris, 1930], p. 280 et suivantes; Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, 1, *Le premier empire colonial. Des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 1991, p. 638-642.
  98. RAPQ (1947-1948), p. 281-282, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714.
  99. AC, C11A, v. 59 : 71-95v, Beauharnois et Hocquart, 1<sup>er</sup> octobre 1733; voir aussi AC, B, 59 : 205-209, le ministre aux mêmes, 24 avril 1733; B, 61 : 185-190, *ibid.*, 6 mai 1734; C11A, v. 60 : 3-19, Hocquart au ministre, 30 septembre 1733.
  100. AC, B, 93 : 17, le ministre à la Jonquière et Bigot, 25 juin 1751; AC, F3, art. 14 : 49, le même à Duquesne et Bigot, 30 mai 1754. À travers les demandes répétées, on devine la teneur des réponses de Québec qui n'ont pas toutes été conservées.
  101. Marcel Marion, *Les Impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Cornely, 1910; Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 1974, p. 1 et suiv. La taille royale fut définitivement instituée par l'ordonnance de 1439 qui abolissait en même temps les milices féodales et transférait à l'armée du roi le soin de défendre le royaume. Les sujets devaient contribuer à son entretien.
  102. Corvisier, *L'Armée française*, t. 1, p. 216, t. 2, p. 942.
  103. Gabriel Debien, *Esprit colon et esprit d'autonomie à Saint-Domingue au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Larose, 1954, p. 20-21.
  104. En 1684 déjà, Seignelay aurait voulu convertir le droit du quart sur le castor et le dixième sur les peaux d'originaux en une capitation ou autre droit « moins à charge au commerce » : lettre du roi à La Barre, 10 avril 1684, dans *La Nouvelle-France sous Joseph-Antoine Le Febvre de La Barre. Lettres, mémoires, instructions et ordonnances*, textes établis et présentés par Pauline Dubé, Sillery, Septentrion, 1993, p. 156-157.
  105. Sur les controverses, les tentatives de réforme de la taille, la création de la capitation en 1695, du dixième en 1710 et du vingtième en 1749, voir Hincker, *Les Français devant l'impôt*; Villain, *Le Recouvrement*; Marion, *Les Impôts directs*; Mireille Touzery, *L'Invention de l'impôt sur le revenu. La taille tarifée de 1715-1789*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1994.
  106. AC, C11A, v. 59 : 71-95v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1733 : projet de taille proportionnelle à la superficie ensemencée, payable en blé et perçue par le syn-

- dic de la paroisse ; v. 66 : 171-202, [Antoine-Denis Raudot, ancien intendant au Canada], « Mémoire sur le Domaine d'Occident en Canada », 1736 : un bon projet selon lui et, contrairement à Hocquart, il recommande l'exécution immédiate ; F3, art. 14 : 49-49v, Rouillé à Duquesne et Bigot, 30 mai 1754 : ceux-ci ont indiqué leur préférence pour imposer une somme fixe à titre de capitation, « dont on ferait supporter une partie aux trois villes et le reste serait réparti sur les habitants des campagnes en taxant chaque paroisse suivant le nombre et l'aisance de ses habitants ». Voir aussi l'ébauche d'un autre projet de capitation, par tête, dans C11A, v. 99 : 529-533v.
107. C'est Maurepas qui préconise cette formule en guise de compensation, au lieu de l'imposition d'office. Malgré les dérapages survenus aux Isles, il croit que l'intendant saura contrôler les assemblées : AC, C11A, Maurepas à Beauharnois et Hocquart, 24 avril 1733.
  108. Frostin, *Les Révoltes*, chapitres 3 et 4. À Montréal dans les années 1720, il a suffi que les assesseurs exigent des comptes avant de poursuivre le recouvrement pour que Bégon y renonce et cherche d'autres sources de financement : AC, C11A, v. 42 : 51-60v, Vaudreuil et Bégon au ministre, 26 octobre 1720. En général, les administrateurs font tout pour éviter les confrontations.
  109. AC, F3, art. 14 : 49v, Rouillé à Duquesne et Bigot, 30 mai 1754 ; Archives du Séminaire de Québec, fonds Séminaire, art. 5, n° 53, « Mémoire pour engager la Cour à exempter le Séminaire de Québec de la capitation », 12 octobre 1754 ; AC, C11A, v. 22 : 137-141, « Premier mémoire sur les impôts que le Roy veut imposer sur le Canada » [1755]. On trouve une autre copie de ce mémoire anonyme dans les archives du Séminaire de Saint-Sulpice à Paris (Ms. relié 1200, pièce 37), ce qui permet de croire que l'auteur est un prêtre du Séminaire de Montréal.
  110. *RAPQ* (1936-1937), p. 400, l'abbé de l'Isle-Dieu à M<sup>gr</sup> de Pontbriand, Paris, 25 mars 1755.
  111. Les impôts créés au XVIII<sup>e</sup> siècle ne reconnaissent en principe aucune exemption. En France la tradition est telle que les exemptions subsistent, ce qui n'aurait pas été le cas dans la colonie où la capitation ne devait pas souffrir d'exception.
  112. Catherine M. Desbarats, « France in North America : the Net Burden of Empire during the First Half of the Eighteenth Century », *French History*, 11, 1 (1997), p. 20. Sur les tributs prélevés sur le commerce des fourrures, voir Thomas Wien, « Selling Beaver Skins in North America and Europe, 1720-1760 : the Uses of Fur-Trade Imperialism », *JCHA/RSHC*, 1 (1990), p. 295-296.
  113. Voir entre autres l'exemple tiré de Pierre Goubert cité par Hincker, *Les Français devant l'impôt*, p. 42. Ce sont des comparaisons difficiles parce que les prélèvements en France varient et que le coût de la vie et les conditions générales de l'agriculture sont bien différents dans la colonie.
  114. Ou édit de Turgot, cité dans Joseph Letaconnoux, *Le Régime de la corvée en Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Plihon et Hommay, 1905, p. 57.

## CHAPITRE 8 • UNE GUERRE DE SEIZE ANS (1744-1760)

1. Fred Anderson, *A People's Army : Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984.
2. Nous avons relevé les taux de signature des témoins masculins (civils seulement) devant

- les tribunaux de la colonie, entre 1740 et 1760. La source est aussi sûre, sinon plus, que les registres paroissiaux et elle a l'avantage de bien identifier la profession. Chez les paysans (total, 346 cas), le taux de signature est de 16 % (12 % seulement dans l'ouest de la colonie où les écoles rurales sont encore plus rares qu'aux environs de Québec). À Québec et à Montréal (total, 523 cas), le taux est d'environ 60 % avec des écarts considérables entre les catégories professionnelles : une tranche supérieure de négociants, d'employés, etc. où tous les hommes sont scolarisés ; une tranche moyenne de petits commerçants et gens de métier (la majorité de la population active) où ils le sont à 60 % ; une tranche inférieure de journaliers, matelots, charretiers et domestiques où seulement 15 % savent signer leur nom.
3. RAPQ (1927-1928), p. 355-429, « Journal de Joseph-Gaspard Chaussegros de Léry, lieutenant des troupes, 1754-1755 », où l'auteur fait allusion à cette correspondance continue.
  4. Fernand Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, p. 226, Duquesne à Contrecoeur, commandant sur l'Ohio, 25 juillet 1754.
  5. AC, C11A, v. 104 : 344-345, Kerdisien Trénais au ministre, 22 septembre 1759. On ne faisait pas de revues dans les forts écrit l'intendant : *Mémoire pour Monsieur Bigot*, Archives de la Bastille, Imp. 50746.
  6. Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*; Pierre-Georges Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry conservés aux archives de la province de Québec*, 3 vol., Québec, s.n., 1939-1940 ; RAPQ (1926-1927), (1927-1928). Voir aussi les collections Baby (Archives de l'Université de Montréal) et Northcliffe (Bibliothèque et Archives Canada).
  7. Quelques journaux et rapports des officiers des troupes de la Marine, ont été recueillis par ceux des bataillons français et figurent dans leurs collections (Charly, Coulon de Villiers, Jacau de Fiedmont, de Léry, etc.).
  8. AC, C11A, v. 102-104, et F3, art. 14-15. Ceux-ci contiennent plusieurs pièces dérobées à la correspondance générale. On y trouve aussi des rapports sur l'artillerie, quelques demandes de grâce des officiers mais rien qui s'approche de la diversité antérieure. Les lettres de l'intendant ont peut-être été retirées par les avocats du Châtelet, ce qui expliquerait leur rareté.
  9. AC, C11A, v. 103 : 218-219, Vaudreuil au ministre, 6 octobre 1758. Il vient d'apprendre que malgré ses directives, deux officiers d'artillerie ont osé adresser directement au ministre des mémoires sur la défense du Saint-Laurent.
  10. *Note des éditeurs* : AC, C11A, v. 102-104, *passim*.
  11. Une vingtaine d'auteurs environ pour plus de 300 officiers venus de France, sans compter tous les soldats et sous-officiers, dont la correspondance et les autres écrits sont à jamais disparus.
  12. H.-R. Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 1, *Journal des campagnes du chevalier de Lévis en Canada de 1756 à 1760*, 1889, p. 37 ; W. J. Eccles, « Lévis, François (François-Gaston) de, duc de Lévis », *DBC*, v. 4, p. 515-521. En plus des papiers qu'il rassemble lui-même sur la campagne du Canada, Lévis hérita de ceux du marquis de Montcalm ; d'où l'importance de la collection offerte (sous forme de copies collationnées) à la province de Québec par la famille et publiés en 12 volumes entre 1889 et 1895 sous la direction de l'abbé Casgrain (introduction au premier volume).
  13. Une hypothèse à retenir pour les textes suivants : *Aventures militaires au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après*

*les mémoires de Jean-Baptiste d'Aleynac*, publié par Charles Coste, Paris, Berger-Levrault, 1935; *Le Maréchal de camp Désandrouins 1729-1792. Guerre du Canada 1756-1760; guerre de l'indépendance américaine 1780-1782*, publié par Charles Nicolas Gabriel, Verdun, Renvé-Lallemant, 1887; papiers La Pause, publiés dans *RAPQ* (1931-1932), p. 1-125 (1932-1933), p. 305-391, et (1933-1934), p. 65-231; Maurès de Malartic, *Journal des campagnes au Canada de 1755 à 1760*, présenté par G. de Maurès de Malartic et G. Gaffarel, Dijon, 1890; Pierre Pouchot, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre: suivis d'observations, dont plusieurs sont relatives au théâtre actuel de la guerre, & de nouveaux détails sur les mœurs & les usages des Sauvages: avec des cartes topographiques*, 3 vol., Yverdon (France), [s.n.], 1781. *Note des éditeurs*: l'ouvrage de Pouchot a été réédité: Sillery, Septentrion, 2002.

14. Cependant, quelques passages relatifs à des affaires de famille et jugés trop intimes par celle-ci furent retranchés de la publication: le comte de Nicolay à l'abbé Casgrain, 8 août 1888, dans Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*, p. 7-8.
15. Des passages identiques dans les journaux de Montcalm et de Bougainville peuvent être attribués à ce dernier bien que l'inverse ne soit pas à écarter. Le journal de Montcalm s'arrête à la fin de juin 1759 avec l'entrée en scène d'un nouveau secrétaire qui rédige son propre récit. Voir à ce sujet l'avant-propos de l'abbé Casgrain, dans Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, *Journal du marquis de Montcalm durant ses campagnes en Canada de 1756-1759*, p. 7-16, et la présentation d'Amédée Gosselin au « Journal de M. de Bougainville » dans *RAPQ* (1923-1924), p. 202-203.
16. Maurice Lemire (dir.), *La vie littéraire au Québec*, v. 1, 1764-1805, Québec, Presses de l'Université Laval, 1991, p. 61-71. L'auteur de la section multiplie les informations inexactes sur le but des journaux de campagne militaire, sur le statut des officiers en France et sur le contenu des textes qu'il commente sans les avoir lus, pas même la préface de la *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis* qui l'aurait éclairé sur l'origine des documents; voir aussi Marie-Aimée Cliche, « Journal du marquis de Montcalm durant ses campagnes en Canada, de 1756 à 1759 », *DOLQ*, 1, p. 423-424, et W. J. Eccles, « Montcalm, Louis-Joseph de, marquis de Montcalm », *DBC*, v. 3, p. 495-507: cet article est une condamnation sans appel des bataillons français et de leur commandant.
17. Voir les titres cités à la note précédente à titre d'indication d'une tendance générale.
18. John Childs, *Armies and Warfare in Europe 1648-1789*, N.Y., Halmer and Meier, 1982) p. 116 et suiv.; Jean Chagniot, *Histoire militaire de la France*, t. 2, *De 1715 à 1871* (Jean Delmas [dir.]) p. 66 et suiv., Paris, Presses universitaires de France, 1992; Peter E. Russell, « Redcoats in the Wilderness: British Officers and Irregular Warfare in Europe and America, 1740-1760 », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 35 (1978), p. 629-652; Martin L. Nicolai, « A Different kind of Courage: the french Military and the Canadian Irregular Soldier during the Seven Years' War », *CHR*, 70, 1 (1989), p. 53-75. Article utile pour les conceptions tactiques, mais sa description de la milice canadienne — habitants sans terre, vivant de chasse et de course des bois — sort tout droit de l'imagination de l'auteur.
19. [Désandrouins], *op. cit.*, p. 207.
20. *CMMI*, t. 2, p. 38-41, Lévis à Bigot, 2 août 1756. Pourtant peu porté sur les commentaires, il ne peut s'empêcher de noter que la plupart des miliciens sont des enfants incapables de supporter la fatigue.



21. Voir *infra*, annexe B. Voir aussi la présentation des sources de l'annexe A au début du chapitre 4.
22. Cette ambiguïté explique l'erreur qui s'est glissée dans la planche 42 du vol. 1 de l'*Atlas historique du Canada* à propos de l'affaire du fort Necessity en juillet 1754 : Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987. Environ 300 miliciens sont compris parmi les « 500 Français ». Les textes sont souvent plus explicites et parlent de 200 Français « tant soldats qu'habitants ».
23. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 90 et 228, journal de Montcalm, juillet 1756 et 11 juillet 1757.
24. Nous reviendrons dans le chapitre 10 sur les ethnonymes en rapport avec la question identitaire. Gervais Carpin a noté l'emploi de « Français » comme terme générique à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, un usage que nous retrouvons encore cinquante ans plus tard, en dépit de la diffusion du nom « Canadien » : *Histoire d'un mot. L'ethnonyme « canadien » de 1535 à 1691*, Sillery, Septentrion, 1995, p. 131-138.
25. AC, B, v. 78 : 73 et suiv., le ministre au gouverneur Beauharnois, 30 avril 1744.
26. AC, C11A, v. 82 : 159-164, Hocquart au ministre, 29 octobre 1744.
27. Carl E. Swanson, « American Privateering and Imperial Warfare, 1739-1748 », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 42, 3 (1985), p. 357-382. L'auteur dénombre 48 prises autour du cap Breton et de Terre-Neuve en 1744, un record sans précédent et sans suite, la mer des Antilles demeurant le grand pôle d'attraction. Jusqu'à la reddition de la place en juin 1745, les marchands et les marins de Louisbourg armeront aussi pour la course, avec un certain succès : Christopher Moore, *Louisbourg Portraits. Life in an Eighteenth-Century Garrison Town*, Toronto, Macmillan, 1982, p. 189-198.
28. AC, C11A, v. 82 : 338-343, octobre 1744, placet des négociants du Canada.
29. AC, C11A, v. 81 : 141-154, Beauharnois au ministre, 8 octobre 1744.
30. James S. Pritchard, *Anatomy of a Naval Disaster : the 1746 French Expedition to North America*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995 ; George A. Rawlyk, *Nova Scotia's Massachusetts : A Study of Massachusetts-Nova Scotia Relations, 1630-1784*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1973.
31. À propos des désastres maritimes, voir G. Lacour-Gayet, *La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*, Paris, Librairie Honoré Champion, 1910 ; l'ouvrage de James Pritchard cité à la note précédente et du même auteur, *Louis XV's Navy, 1748-1762. A Study of Organization and Administration*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1987.
32. V. H. Paltsits (dir.), *The Journal of Captain William Pote Junior during his Captivity in the French and Indian War from May 1745 to August 1747*, New York, Dodd, Mead & Co., 1896, p. 1-51 ; AC, C11A, v. 83 : 173-181, extrait de ce qui s'est passé de plus intéressant..., *ibid.*, v. 84 : 103-107v, Hocquart au ministre, 2 novembre 1745 ; Rawlyk, *Nova Scotia's*, p. 181 et suiv. ; *Coll. de manuscrits*, v. 3, p. 243, Du Chambon au ministre, Rochefort, 2 septembre 1745.
33. AC, B, v. 83 : 246, ordre du ministre du 24 janvier 1746. C'est lui qui fixe les effectifs.
34. AC, C11A, v. 87 : 314-363, Journal de la campagne du détachement de Canada en Acadie en 1746 et 1747, par le lieutenant Liénard de Beaujeu ; v. 117 : 79v, pour la composition du détachement ; C11A, v. 85 : 106 et suiv., extrait en forme de journal (1746) ; v. 87 : 27,

- extrait en forme de journal (1747); Moore, *Louisbourg Portraits*, p. 196; Rawlyk, *Nova Scotia's*, p. 188-189; George F. G. Stanley, *New France, the Last Phase 1744-1760*, Toronto, McClelland and Stewart, 1968, p. 20-25.
35. AC, C11A, v. 87 : 29-97, extrait en forme de journal (1747); James S. Pritchard, *Anatomy of a Naval Disaster*, p. 228-229, à propos du typhus répandu par l'escadre d'Anville parmi les Micmacs. Les hommes en bonne santé rentrèrent au Canada à pied, plus rapidement que ceux qui attendirent les bateaux.
  36. AC, C11A, v. 83 : 96-100v. Beauharnois au ministre, 15 octobre 1745.
  37. AC, C11A, v. 115 : 150-228, bordereau des recettes et dépenses pour 1745. Qui contient des informations sur ces travaux et les autres mesures de défense.
  38. AC, F3, art. 11 : 229-238, journal de la campagne de Rigaud de Vaudreuil en 1746. Pour les effectifs français, voir *infra*, annexe B.
  39. AC, C11A, v. 89 : 168-171v, Rigaud au ministre, 4 octobre 1747.
  40. Voir *supra*, chap. 4, section 4.
  41. Sont donc exclus les groupes qui vont tenir garnison et patrouiller autour des forts, ceux qui poursuivent les ennemis qui font intrusion dans la colonie et, bien entendu, ceux qui se joignent aux armées de Rigaud en 1746 et en 1747.
  42. Les guerriers vont et viennent, font souvent plus d'un coup dans l'année et donc peuvent figurer plus d'une fois dans le décompte des retours. Les sources utilisées sont : AC, C11A, v. 85 : 101-169, extrait en forme de journal, décembre 1745-4 novembre 1746; *ibid.*, v. 86 : 302-307v, extrait des différents mouvements qui se sont faits à Montréal, décembre 1745-31 août 1746; *ibid.*, v. 86 : 178-236, dépenses faites dans les magasins du roi à Montréal, 1<sup>er</sup> septembre-31 décembre 1746.
  43. AC, C11A, v. 87 : 02-14 bis, mémoire des partis équipés à Montréal, 22 septembre 1746-1<sup>er</sup> août 1747; *ibid.*, v. 87 : 22-97v, extrait en forme de journal, novembre 1746-7 octobre 1747; *ibid.*, v. 87 : 175-225, Journal de ce qui s'est passé, novembre 1747-octobre 1748; C11A, v. 117 : 168-320, extrait de la dépense dans les magasins du Roi de Montréal, pour équiper les partis de guerre, 1<sup>er</sup> janvier-31 août 1747. Les attaques contre les établissements britanniques se poursuivent jusqu'en août 1748 mais les sources ne donnent plus le compte exact des participants, même ceux de la colonie.
  44. John A. Dickinson et Jan Grabowski, « Les populations amérindiennes de la vallée laurentienne, 1608-1765 », *Annales de démographie historique*, 1993, p. 60-61.
  45. Plusieurs groupes de domiciliés vont, avec les miliciens, tenir garnison dans les forts suivants : Saint-Frédéric, Soulange, Châteauguay, Sainte-Thérèse, La Prairie, mais l'immobilité leur pèse et ils n'attendent pas les ordres pour partir. Les Népissingues du lac des Deux-Montagnes sont recrutés pour tenir garnison à Niagara en 1744 : Chagny, André, *Un défenseur de la « Nouvelle-France » : François Picquet, « le Canadien » (1708-1781); contribution à l'histoire du Canada pendant les vingt-cinq dernières années de la domination française*, Montréal, Beauchemin, 1913, p. 63-64.
  46. AC, C11A, v. 88 : 18-19v, Hocquart au ministre, 24 septembre 1747; voir l'analyse de Catherine M. Desbarats, « The Cost of Early Canada's Native Alliances : Reality and Scarcity's Rhetoric », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 52, 4 (octobre 1995), p. 625-630.
  47. AC, C11A, v. 87 : 16-21, « Mémoire de Canada de 1747 », de Dubois Berthelot de Beaujours; de Joncaire, ambassadeur en Iroquoisie, a rapporté qu'un accord secret serait intervenu entre les Iroquois domiciliés et les Six-Nations : *ibid.*, v. 87 : 32, extrait en forme de journal;

- Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/U, 2512 (et microfiche 4404), Céloron de Blainville [à Guy, négociant], fort Saint-Frédéric, 4 octobre 1747 à propos des mauvaises dispositions de « toutes nos nations, tant domiciliés que des pais d'en haut ».
48. On compte sept attaques sur les habitations et une contre Saint-Frédéric entre novembre 1746 et juin 1747 : AC, C11A, v. 85 : 101-169, et v. 87 : 22-97v. Depuis qu'ils ont adopté le christianisme et se sont installés parmi les Français, les Iroquois du Sault ont toujours évité de faire la guerre à leurs frères des Six-Nations. À propos de l'attitude soupçonneuse de l'administration, voir Demos, *The Unredeemed Captive*, p. 136-137. *Note des éditeurs* : Voir aussi Jon Parmenter, *At the Wood's Edge : Eighteenth-Century Iroquois Politics and Society*, thèse de Ph.D., Université du Michigan, 1999.
  49. Selesky, *War and Society*, p. 75.
  50. AC, C11A, v. 84 : 142-144 et 151-153, comptes des campagnes d'Acadie.
  51. RAPQ (1934-1935), p. 72, « La correspondance de Mme Bégon, 1748-1753 », 4 juin 1749. Voir, comme point de départ à une analyse des négociants de cette période, J. F. Boshier, *Négociants et navires du commerce avec le Canada de 1660 à 1760. Dictionnaire biographique*, Ottawa, Service des parcs, 1992.
  52. AC, B, v. 89 : 203, le ministre à La Galissonnière, 2 janvier 1749.
  53. AC, C11A, v. 97 : 34-34v, ordre de La Jonquière aux Acadiens pour qu'ils s'engagent dans la milice à peine d'être considérés comme rebelles, 12 avril 1751.
  54. Naomi E. S. Griffiths, *The Contexts of Acadian History, 1686-1784*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 82-83. Voir aussi John G. Reid, « Acadia or Nova Scotia », dans *Six crucial decades : times of change in the history of the Maritimes*, Halifax, Nimbus Publishing, 1987, p. 29-60, et Micheline Dumont-Johnson, *Apôtres ou agitateurs. La France missionnaire en Acadie*, Montréal, Boréal Express, 1970.
  55. AC, C11A, v. 96 : 137-138v, Bigot au ministre, 6 novembre 1750 ; voir aussi v. 87 : 373-374 et 375-375v, deux requêtes adressées à La Jonquière de décembre 1749, et v. 87 : 388-399v, Le Guerne, missionnaire, au commissaire ordonnateur de Louisbourg, 10 mars 1756, à propos d'une demande pour passer en Canada refusée par Vaudreuil.
  56. Soit le détachement commandé par Boishébert arrivé au cours de l'hiver 1749 qui s'installe à la rivière Saint-Jean ; celui de Chevalier de La Corne débarqué dans l'isthme de Chignectou à l'automne et rejoint par celui de Chaussegros de Léry en 1750 ; celui commandé par Joseph-Michel Legardeur de Croisille et de Montesson arrivé en 1751 qui va contribuer à la construction du fort Beauséjour. Voir AC, C11A, v. 93 : 130 et suiv., v. 87 : 376-386, et Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 2, p. 112-120.
  57. Les Acadiens présents au fort Beauséjour n'ont pas choisi spontanément de s'engager dans le camp français. La plupart sont des réfugiés de la région de Beaubassin qui comptait 2 500 communiantes en 1748, avant les destructions et l'érection du fort Lawrence en septembre 1750. Voir AC, C11A, v. 87 : 363-364, description de l'Acadie, 1748.
  58. Griffiths, *The Contexts*, p. 86-127 ; Jean Daigle et Robert Leblanc, « Déportation et retour des Acadiens », dans Harris, Matthews et Dechêne (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, pl. 30 ; Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, chap. 6.
  59. Selon Richard White, la pénurie de marchandises, pourtant bien documentée, aurait été inventée par les commerçants pour dissimuler leur cupidité. Ainsi, l'alliance existerait en dépit des commerçants plutôt que grâce à eux. Son analyse des relations politiques entre les « rebelles » de l'Ohio et les gouverneurs comme une suite de brusques changements

est également insatisfaisante : *The Middle Ground : Indians, Empires and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, chap. 5 et en particulier p. 199-200.

60. AC, C11A, v. 87 : 22-97v, extrait en forme de journal, novembre 1746 à octobre 1747 ; *ibid.*, v. 87 : 175-225, extrait en forme de journal, novembre 1747 à octobre 1748.
61. AC, F3, art. 11 : 318 et suiv., journal de la campagne de M. de Céloron (1749) ; Reuben G. Thwaites (dir.), *The Jesuit Relations and allied documents : travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791*, 73 vol., Cleveland, Burrows Brothers, 1896-1901, v. 69, p. 150-198, « Relation du voyage de la Belle rivière fait en 1749, sous les ordres de M. de Celoron, par le P. de Bonsecamps ».
62. Gouverneur général de septembre 1747 à septembre 1749, Barrin de La Galissonnière expose dès son arrivée sa conception du système colonial et du rôle essentiellement militaire qu'il faut attribuer au Canada. Ses vues rencontrent celles de Maurepas. De retour en France, il agit comme conseiller de Rouillé, nouveau secrétaire d'État à la Marine. Il est donc à l'origine de la politique expansionniste et agressive menée durant l'entre-deux-guerres. Voir en particulier AC, C11A, v. 96 : 248-270, son Mémoire sur les colonies..., décembre 1750, et v. 91 : 116-123, La Galissonnière à Maurepas, 1<sup>er</sup> septembre 1748.
63. Durant l'été 1753, de Niverville force les Britanniques à abandonner Venango où s'élèvera le fort Machault ; en décembre, Washington se présente au fort de la Rivière-aux-Boeufs avec un ultimatum de son gouvernement ; en avril 1754, les Virginiens abandonnent la place qui portera le nom de Duquesne. Voir Stanley, *New France*, p. 43-52, et William J. Eccles, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1969, p. 160 et suiv. pour un récit plus détaillé.
64. *Note des éditeurs* : voir David A. Bell, *The Cult of the Nation in France. Inventing Nationalism, 1680-1800*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, et en particulier le chapitre 3, « English Barbarians, French Martyrs », qui traite du meurtre de Jumonville.
65. Voir William J. Eccles, « The Fur Trade and Eighteenth-Century Imperialism », dans *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 79-95, sur le conflit entre la politique et les intérêts des marchands de fourrures ; aussi, Louise Dechêne, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, p. 144-152, à propos des pressions du militaire sur le commerce des blés et farines.
66. Voir, par exemple, les réactions à la guerre des marchands, Havy et Lefebvre, dans Dale Miquelon, « Havy and Lefebvre of Quebec : A Case Study of Metropolitan Participation in Canadian Trade, 1730-60 », *CHR*, LVI, 1 (mars 1975), p. 1-24.
67. Collection Baby, microfiche 4417, d'Ailleboust de Cerry à son frère, officier à l'île Saint-Jean, Québec, 14 mai 1753.
68. *RAPQ* (1927-1928), p. 332, « Mémoire sur les postes du Canada adressé à M. de Surlaville en 1754 par le chevalier de Raymond ». L'auteur se sert de Surlaville, qui est bien à la cour, pour atteindre l'oreille du ministre.
69. Grenier, *Papiers Contrecœur*, p. 87-88, Duquesne à Legardeur de Saint-Pierre, 25 décembre 1753 ; Archives de la Bastille, art. 12145 : 15, extrait d'une lettre du capitaine Péan à Duquesne, 1<sup>er</sup> juillet 1753.
70. O'Callaghan (dir.), *Documents Relative to the Colonial History of the State of New-York*, v. VI, p. 825-826, M. Smith au gouverneur du Massachusetts, Cape Cod, 24 décembre 1753. Smith vient de s'évader du Canada.

71. Le général Braddock traverse avec deux régiments qui s'ajoutent aux trois qui sont entretenus à Halifax depuis 1749. Les régiments comptent 10 compagnies de 100 hommes. C. P. Stacey, « Les forces anglaises en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans », *DBC*, v. 3 : xxv-xxxii. La France envoie six bataillons (3 600 hommes) qui, ajoutés aux troupes de la Marine entretenues au Canada et à l'île Royale, font près de 6 000 hommes.
72. En ce qui a trait au gouvernement de Québec, voir Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 63, journal de Montcalm, 13 mai 1756.
73. Ian K. Steele, *Warpaths. Invasions of North America*, New York, Oxford University Press, 1994, chap. 9; Stanley, *New France*, chap. 7-9; Paul E. Kopperman, *Braddock at the Monongahela*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1977; D. Peter MacLeod, *The Canadian Iroquois and the Seven Years' War*, Toronto, Dundurn Press; Canadian War Museum, 1996, chap. 3 et 4.
74. Stacey, « Les forces anglaises »; H. H. Peckham (dir.), *Journals of Major Robert Rogers*, New York, 1961. Il y a quelques Amérindiens parmi les Rangers. L'armée de Wolfe à Québec compte six compagnies de Rangers commandées par Joseph Gorham.
75. Ira D. Gruber, « The Anglo-American Military Tradition and the War for American Independence », dans Kenneth J. Hagen et William B. Roberts (dir.), *Against all Enemies: Interpretations of American Military History from Colonial Times to the Present*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1986, p. 21-47.

## CHAPITRE 9 • PRÊTS À PARTIR AU PREMIER COMMANDEMENT

1. Marcel Marion, *Dictionnaire*, à l'article « milice », et André Corvisier, *L'Armée française de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle au ministère de Choiseul. Le soldat*, 2 vol., Paris, Presses universitaires de France, 1964, v. 1, p. 197 et suiv. Pour un exemple dans la généralité de Bordeaux, voir Michel Lhéritier, *L'intendant Tourny (1695-1760)*, 2 vol., Paris, Librairie Félix Alcan, 1920, v. 1, p. 338-342.
2. Voir *supra*, chap. 6, p. 229, et tableau 6.2, nous avons identifié sept haut gradés ou membres de l'état-major pour 1721. Ils se multiplieront par la suite. La possibilité de confier certaines tâches à ces officiers (exercices, surveillance des capitaines dans le choix des recrues, accompagnement, etc.) n'est jamais évoquée.
3. Voir *supra*, chap. 2, p. 112-113, « Le texte fondateur de la milice », à propos de l'absence d'un règlement pour la milice.
4. La question a été abordée brièvement dans le chapitre 5, p. 216 et note 84. RAPQ (1946-1947), p. 443, Vaudreuil et Raudot au ministre, 7 novembre 1711, et (1947-1948), p. 170, Vaudreuil au ministre, 6 novembre 1712, et p. 222, le ministre à Vaudreuil, 4 juillet 1713; voir aussi AC, C11A, v. 32 : 115-116v, Louvigny au ministre, 31 octobre 1711.
5. Responsable du détail et de la discipline des troupes, le commandant était l'officier tout désigné pour veiller à l'instruction des milices. Or cet emploi est supprimé après la mort d'Aloigny de La Groye en 1714, ce qui a pu contribuer à l'abandon momentané du projet. L'emploi de major des troupes sera aussi supprimé en 1743. Ne restent que les officiers-majors des places.
6. AC, C11A, v. 54 : 70-76v et 136-167v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 4 et 12 octobre 1731, premières d'une série de références aux visites des aides-majors dans les cam-

pagnes. Le nom des officiers et les paiements sont consignés dans les bordereaux des dépenses au chapitre « Courses et voyages ». Voir C11A, v. 113 : 474-482, exercice de 1732 ou encore les v. 114 et 115, *passim*, pour les années 1737-1745.

7. AC, C11A, v. 81 : 151-151v, Beauharnois au ministre, 8 octobre 1744, et v. 83 : 23, Beauharnois et Hocquart au même, septembre-novembre 1745; Archives de la Bastille, 12145, « Défence du Sr. Péan », juillet 1762 où Péan décrit ses fonctions auprès des milices en 1747, quand il était aide-major à Québec : dresser les rôles, et les initier aux « exercices de la guerre ».
8. V. H. Paltsits (dir.), *The Journal of Captain William Pote Junior during his Captivity in the French and Indian War from May 1745 to August 1747*, New York, Dodd, Mead and Co., 1896, p. 124; An., « Remarkable Occurrence from the Year 1745 to 1748 », p. 3-136, dans Isabel M. Calder (dir.), *Colonial Captivities Marches and Journeys*, New York, Macmillan, 1935, entrée du 28 avril 1747.
9. En 1721, il y a cinq anciens soldats parmi les officiers de milice des environs de Montréal et quatre parmi les sergents de milice. La proportion n'est pas susceptible d'augmenter car les démobilisations se font plus rares par la suite. Voir *supra*, chap. 6, p. 299 et suiv., pour le profil des officiers de milice. La jeunesse du haut de la colonie est plus familière avec les canots, le transport des marchandises de traite, mais nous ne sommes pas prêtes à conclure pour autant qu'elle est naturellement apte à la guerre. Les témoignages sur la supériorité des milices de Montréal sont plus tardifs. Voir ceux du gouverneur Duquesne à propos de celle des environs de Québec « passablement bien dressée » et de celle de Montréal « la meilleure », dans AC, C11A, v. 98 : 83v, Duquesne au ministre 3 novembre 1752, et v. 99 : 240, le même au même, 29 septembre 1754.
10. BAnQ-CAQ, TL5, D4083, Requête du 13 mai 1755 à propos d'une bagarre qui a lieu à la porte de l'église de Saint-Vallier, un dimanche « en sortant de l'exercice ».
11. Fernand Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, p. 256, Duquesne à Contrecoeur, 17 septembre 1754; Archives de la Bastille, 12145, mémoire de Péan, 6 décembre 1750; BRH, 58 (1952), p. 200, ordre du gouverneur de Montréal à F.-X. de Saint-Ours, aide-major, 13 septembre 1748.
12. Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 329-343.
13. Dans les deux cas, il s'agit d'une tendance et non d'une règle. On trouve donc exceptionnellement quelques grosses compagnies à l'ouest et des paroisses qui divisent leurs hommes en plusieurs petites compagnies, à l'est, comme Saint-Thomas par exemple.
14. Voir les ordres de mobilisation et les nombreuses critiques du système, en particulier celles du gouverneur Vaudreuil qui, à son arrivée en 1755, dénonce les courses incessantes des recruteurs et les coûts qu'elles engendrent. Implicitement, il attribue ce désordre à son prédécesseur alors que les officiers ont toujours procédé ainsi. Vaudreuil ne fera rien pour changer les usages d'ailleurs : AC, C11A, v. 100 : 90-91v, Vaudreuil au ministre, 18 octobre 1755.
15. Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 87, Duquesne à Contrecoeur, 24 décembre 1753.
16. Comme dans l'armée, les compagnies de milice désignées sous le nom de leur capitaine servent à identifier les conscrits sur les rôles.
17. AC, B, v. 83 : 272-272v, mémoire du Roi pour servir d'instruction à La Jonquière, gouverneur, 1<sup>er</sup> avril 1746. Les lettres de service ont été ajoutées aux directives antérieures.

18. Voir le tableau 6.1. La ville et les campagnes de Trois-Rivières, confondues dans le recensement de 1744, ne sont pas comprises dans les calculs qui suivent.
19. RAPQ (1939-1940), p. 1-154, « Le Recensement de Québec en 1744 » ; voir aussi Danielle Gauvreau, *Québec. Une ville et sa population au temps de la Nouvelle-France*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, tableau B.1, p. 210.
20. Jacques Mathieu, *La Construction navale royale à Québec, 1739-1759*, Québec, Société historique de Québec, 1971, p. 55 et appendice E, p. 95-101.
21. RAPQ (1934-1935), p. 71, Élizabéth Bégon à son gendre, Montréal 1<sup>er</sup> juin 1749.
22. Les domestiques des officiers font partie des exempts, leurs hôtes aussi parfois. Voir H.-R. Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 10, p. 55, lettre de Péan à Lévis, 26 juillet 1756.
23. AC, C11A, v. 82 : 159-164, Hocquart au ministre, 29 octobre 1744, et v. 117 : 75, préparatifs de guerre, 1746.
24. AC, C11A, v. 86 : 178-236 et 302-307v, pour le détail des partis de guerre, 1746, où l'on fait une distinction entre les « volontaires » et les « habitants » dans tel ou tel détachement. Les premiers sont parfois identifiés nommément.
25. Soit, « tenir la main à ce qu'il n'y ait aucun habitant, domestique ou ouvrier qui ne soit compris dans les compagnies [de milice] et s'il se trouvent des gentilshommes qui ne veulent point y prendre des places d'officiers il [le gouverneur] les y fera servir comme soldats » AC, B. Pour ce qui est de la répétition des directives, voir entre autres AC, B, v. 83 : 272, v. 86 : 318-319v, v. 89 : 49-53v, v. 95 : 212-217, et v. 101 : 126-130v, mémoires du roi échelonnés entre 1746 et 1755.
26. Les volontaires ont droit aux mêmes attentions que les officiers de milice qui joignent les détachements. Voir *infra*, section 4, « Le statut de l'officier de milice ».
27. BAnQ-CAM, CN601, S308, minutes du notaire P. Panet, 24 avril 1756, acte dans lequel René Gauthier de Varennes, capitaine réformé des troupes de la Marine, s'identifie comme « capitaine de la compagnie des gentilshommes du gouvernement de cette ville ». Il n'y a pas de référence antérieure.
28. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 71-86, deux relations de l'expédition de l'hiver 1757 contre le fort George, commandée par François-Pierre de Rigaud de Vaudreuil. Son beau-frère Dufy Desautiers commande la compagnie des gentilshommes : *ibid.*, v. 7, p. 158-159, journal de Montcalm, 21-25 février 1757. À propos de l'île aux Noix : *ibid.*, v. 5, p. 27, Bourlamaque à Vaudreuil, 10 août 1759.
29. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 139-142, Montcalm à Bourlamaque, 20 février 1757 ; on trouve d'autres réflexions désobligeantes sur cette compagnie des gentilshommes dans Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 27, et v. 11, p. 81. Voir aussi Charles Coste (dir.), *Aventures militaires au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les mémoires de Jean-Baptiste d'Aleynac*, p. 131-132. Il y a dans ce dernier texte une diatribe contre la compagnie des gentilshommes volontaires mais que l'auteur (ou l'éditeur qui a remanié ses mémoires) confond avec la troupe d'élite que sont les 300 volontaires commandés par Coulon de Villiers, à l'avant-garde de l'armée lors de l'attaque du fort George, en août 1757.
30. [Courville] *Mémoires sur les affaires du Canada*, p. 155. Dans un autre passage, Courville donne des renseignements erronés à propos des milices bourgeoises qui sont repris textuellement par l'auteur anonyme qui a plagié ses mémoires : *loc. cit.*, p. 29 et RAPQ (1924-1925), p. 103, an., « Mémoire du Canada ».

31. Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760. Étude d'histoire sociale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 227-228.
32. Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 41, graphique sur les lieux d'origine des engagés, à différentes dates, dont 1755, préparé par Gratien Allaire.
33. *Loc. cit.*, Allaire, « Lieux d'origine des engagés, 1700-1764 », graphiques réalisés d'après les congés et les actes notariés. Notons cependant que la valeur des exportations de fourrures n'augmente pas. Peut-on lier cette croissance des engagements à des changements dans les catégories de fourrures, à une extension des aires de traite ? Il faudrait l'analyse des destinations pour répondre. Voir Thomas Wien, « Castor, peaux et pelleteries dans le commerce canadien des fourrures, 1720-1796 », dans Bruce G. Trigger, Toby Morantz et Louise Dechêne, *Le castor fait tout. Choix de textes présentés à la cinquième conférence nord-américaine sur la traite de la fourrure*, 1985, Montréal, Lake St. Louis Historical Society, 1987.
34. BAnQ-CAM, CN601, S372, minutes du notaire F. Simonnet, contrats d'engagement pour le poste de La Baie par Rigaud de Vaudreuil et ses associés, 1755-1759, *passim*; Kellogg, *The French Regime in Wisconsin*, p. 382-383.
35. Dechêne, Harris et Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, pl. 41, tableau des destinations des engagés à différentes dates; voir aussi la représentation des deux réseaux commerciaux du Nord et du Sud, par Conrad Heidenreich et Françoise Noël, *ibid.*, pl. 40.
36. Le transport des munitions de Lachine au lac Ontario est affermé depuis les années 1720, peut-être avant. C'est ce qu'on nomme les « canots du Cent », par rapport au prix du bail qui varie de 4 à 5 livres le quintal : BAnQ-CAQ, CN301, S189, minutes du notaire J.-C. Louet, 4 mai 1724, et autres marchés dans AC, G3 : 2040, *passim*. Des marchés semblables sont conclus pour le transport vers le lac Champlain.
37. BAnQ-CAM, CN601, S202, minutes du notaire G. Hodiesne, 5 et 12 juillet 1758. Berthelot qui est représenté par sa femme en raison de maladie a quarante-deux ans. Cousineau, âgé de vingt-neuf ans, est encore célibataire. Les deux contrats utilisent la même formule.
38. BAnQ-CAM, TL4, S1, D6141, procès criminel de Pierre Gouëtte dit Lalime, 26 février-2 juin 1757; *ibid.*, TL4, S1, D6225, procès devant un tribunal militaire de Pierre Richard, accusé de désertion, 19 juillet 1758; BAnQ-CAQ, TL5, D1874, *ibid.*, TP1, S777, D180, et *ibid.*, TP1, S28, P17369, autres documents relatifs au procès de Gouëtte, 20 juillet-16 août 1757.
39. AC, C11A, v. 95 : 343 et 350-351, placet de Joseph Fleury Deschambault au ministre, 1750, accompagné d'un « modèle » de rôle avec explications.
40. AC, C11A, v. 100 : 90-91v et 126-127v, Vaudreuil au ministre, 18 et 30 octobre 1755; v. 100 : 46, placet de Joseph Fleury Deschambault, 1755.
41. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, Journal de Montcalm, 1758 (*note des éditeurs*: nous n'avons pas retrouvé la référence exacte).
42. RAPQ (1931-1932), p. 10 et 74-75, « Mémoire et observations sur mon voyage au Canada », du chevalier de La Pause. Ses accusations visent les procédures de mobilisation et de réquisition des grains, entachées également de favoritisme.
43. Voir *supra*, chap. 6, section 3, à propos du pouvoir du capitaine de milice.
44. Grenier, *Papiers Contrecoœur*, p. 311-320 et 329-343. Ce sont des garçons des gouverne-



- ments de Trois-Rivières et de Montréal. À partir du nom et du lieu de résidence, nous avons retracé dans Tanguay seulement 43 individus sur 248, soit ceux qui ont un patronyme ou un prénom assez rare pour éviter les confusions avec les homonymes : Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, 7 vol., [Québec, E. Senécal, 1871-1890] photoreproduction éd. Élysée, 1975.
45. *Marthe Faribault-Beauregard (dir.), La Population des forts français d'Amérique, XVIII<sup>e</sup> siècle. Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures célébrés dans les forts et les établissements français en Amérique du Nord au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, éd. Bergeron, 1982-1984, 2 vol.
  46. RAPQ (1920-1921), p. 248-296, « Registre mortuaire (extraits) de l'hôpital-général de Québec pour 1759 et 1760 ». La plupart sont morts des suites de blessures reçues le 13 septembre 1759 et le 28 avril 1760, mais la liste ne comprend pas que des miliciens. Nous avons identifié 18 hommes mariés d'âge mûr dans cet ensemble imprécis.
  47. Voir *supra*, chap. 3, p. 140-141, à propos de la réforme de 1699. En 1750, la troupe est portée à 30 compagnies de 50 hommes; en 1756, les 30 compagnies sont augmentées à 65 hommes; la dernière réforme, en 1757, prévoit 40 compagnies de 65 hommes, soit 2 600 au total. Mais les effectifs sur le terrain sont toujours bien en deça de ces chiffres. Voir Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, thèse de doctorat, Université de Toronto, 1987, annexe B.
  48. On ajoute seulement deux nouvelles compagnies d'infanterie en 1750 et une compagnie de canonniers suivie d'une seconde en 1757. À cette dernière date, on ajoute encore 10 compagnies d'infanterie pour un total de 40 compagnies de 65 hommes. Une grande partie de ces effectifs n'atteint pas la colonie. La plupart des officiers des nouvelles compagnies sont recrutés en France. Voir AC, B, v. 91-93 et v. 103-105, *passim*.
  49. Voir entre autres le cas de Hertel de Rouville qui a commencé à servir comme cadet en 1722 et est encore enseigne en second vingt-sept ans plus tard, celui assez semblable de Denys de la Ronde ou encore de Lusignan qui a fait toutes les campagnes depuis l'âge de 15 ans et, à 53 ans, attend encore sa commission de capitaine : AC, C11A, v. 87 : 181-182v, v. 93 : 220 et 231. Comme le note Cassel, c'est par mesure d'économie pour ne pas avoir à payer des pensions que le gouvernement laisse les officiers vieillir à leur poste : *The Troupes*, p. 105-115.
  50. AC, C11A, v. 91 : 229-229v. état des troupes [1748]. Soit 51 ans pour la moyenne et la médiane.
  51. RAC (1886), p. clxxii-clxxxiv.
  52. Archives de la guerre (France), section ancienne, série X, états de service de divers officiers ayant participé à la guerre du Canada. Le calcul des âges repose sur 78 cas (capitaines) et 23 cas (lieutenants).
  53. AC, C11A, v. 101 : 292-293, Le Mercier, capitaine dans les troupes de la Marine, au ministre, 30 octobre 1756.
  54. AC, C11A, v. 78 : 320, Dubois de Beaucourt au ministre, 6 septembre 1742; voir aussi C11A, v. 80 : 290-293, le même au même, 12 juin 1743. Les officiers de Montréal à qui il demande de faire acte de présence ne reconnaissent pas son autorité et vont s'en plaindre à Québec.
  55. Cité par Cassel, *The Troupes*, p. 132.
  56. [Aleyrac], *Aventures militaires*, p. 32; La Pause dans RAPQ (1933-1934), p. 208, « Disser-

tation sur le gouvernement » (sans date); Pierre Pouchot, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre...*, 3 vol., Yverdon (France), [s.n.], 1781, v. 1, p. 32-33.

57. La médiocrité des recrues, l'indiscipline des troupes, l'utilité des casernes sont des sujets qui reviennent régulièrement dans la correspondance officielle. À plusieurs reprises, Beauharnois se porte à la défense de ses officiers que le ministre rend responsable de la désertion entre autres.
58. Voir Cassel, *The Troupes*, p. 160-163, à propos des carrières dans les pays d'en haut; aussi *supra*, chap. 7, p. 273 et suiv., sur le logement des soldats dans les villes durant les quartiers d'hiver.
59. AC, C11A, v. 75 : 189-191v, Beauharnois au ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1741; v. 99 : 131, Duquesne au ministre, 31 octobre 1753 à propos des grades de major donnés selon l'ancienneté plutôt que selon la compétence.
60. Gouverneur depuis 1752, Duquesne est remplacé par Pierre Rigaud de Vaudreuil en 1755. AC, C11A, v. 98 : 82, v. 99 : 95-100 et 128-136v, lettres de Duquesne au ministre, 3 novembre 1752, 26 et 31 octobre 1753; aussi AC, B, v. 99 : 204, le ministre à Duquesne, 31 mai 1754.
61. C'était le cas des officiers venus de France et même de quelques autres nés au Canada et envoyés en France pour parfaire leur formation, comme les fils Le Moyne par exemple.
62. AC, C11A, v. 83 : 182-188, Hocquart au ministre, 24 septembre 1745. Le gouverneur Beauharnois a derrière lui une carrière d'officier de vaisseaux, mais il est trop âgé (74 ans) pour prendre la tête de ses troupes.
63. AC, C11A, v. 118 : 159-163v, La Galissonnière au ministre, 15 septembre 1748.
64. Étienne Taillemite, « Dumas, Jean-Daniel », *DBC*, v. 4, p. 261-262. Dumas est commandant du fort Duquesne en 1755-1756. Il est nommé major général des troupes de la Marine en 1759. Après la défaite du 13 septembre, il prend le commandement des troupes et des milices en amont de Québec jusqu'à la capitulation de 1760. Notons qu'une vingtaine de Français, au moins, sont intégrés au corps des officiers dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, presque tous comme cadets ou enseignes, donc sans expérience préalable.
65. *Voir entre autres RAPQ* (1933-1934), p. 161-162, « Mémoire et réflexions politiques et militaires sur la guerre du Canada depuis 1746 jusqu'à 1760 », de La Pause. Le militaire, écrit-il formait naguère un bon corps mais les officiers sont devenus incapables de faire la guerre avec les Sauvages, « les gens du pays ont négligé cette guerre [...] cela dis-je, les a fait dégénérer. »
66. Le gouverneur encourage la pratique qui, dit-il, forme de bons officiers : AC, C11A, v. 69 : 145-146, Beauharnois au ministre, 18 octobre 1737.
67. AC, C11A, v. 100 : 248-249, Pécaudy de Contrecoeur, lieutenant du fort Duquesne, au ministre, 20 juillet 1755.
68. W. J. Eccles, « Coulon de Villiers, Louis » (1710-1757), « Coulon de Villiers, Nicolas-Antoine » (1708-1750), « Coulon de Villiers de Jumonville, Joseph » (1718-1754), *DBC*, v. 3, p. 158-161. François et Pierre ont aussi servi dans les troupes. Le sixième a trouvé la mort avec son père dans l'attaque du fort des Renards.
69. Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/U, 2507 (et microfiche 4402-

- 4403), Pierre-Joseph Céloron de Blainville à Guy, négociant à Montréal, 1<sup>er</sup> juin 1747; W. J. Eccles, « Céloron de Blainville, Pierre-Joseph », *DBC*, v. 3, p. 106-108. Quatre fils font carrière dans les troupes et un cinquième dans les bureaux de la Marine.
70. L'arrière-plan social n'est pas en cause. Langlade, par exemple, descend d'un officier du régiment de Carignan. Mais au fil des générations, il y a eu de mauvais mariages qui ont nui à l'avancement et le commerce des fourrures est devenu à la fois un gagne-pain et un genre de vie. Marin, comme son père et ses frères, est d'abord commerçant et sa carrière militaire a démarré très lentement. Ce sont des carrières fascinantes, des cas exceptionnels, que les historiens ont souvent représentés comme typiques.
  71. AC, C11A, v. 87 : 19v, Dubois de Beaucourt, « Mémoire de Canada, 1747 ».
  72. Voir chap. 3, section 3.
  73. Les bordereaux de dépense et les comptes des magasins du roi où sont équipés les partis de guerre s'ajoutent aux relations des expéditions. Les mentions sont plus nombreuses car les mêmes individus reviennent plusieurs fois. Nous avons recueilli 45 noms et 6 autres officiers anonymes. Voir chap. 6, tableau 6.1
  74. Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/P2, 48-49 (et microfiches 2573-2574), rôles de miliciens pour le fort Frontenac et autres, Lachine, 28 août-27 octobre 1756; Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 229-245, 278-280, 284-304, 311-320 et 329-345, listes de soldats et de miliciens employés au fort Duquesne, 1754 et 1755.
  75. [Aleyrac], *Aventures militaires*, p. 33.
  76. Il n'y a guère plus qu'une douzaine d'officiers des paroisses rurales dans nos listes, dont Dazé, fils d'un paysan aisé de l'île Jésus, Messier, propriétaire d'un fief à Varennes, et Mercure, de Cap Santé, un protégé des Vaudreuil. Peu de paysans, semble-t-il.
  77. L'absence de prénom ne permet pas d'identification précise, mais nous reconnaissons les patronymes des principaux marchands : Hervieux fils, Noreau fils, de Couagne fils, Blondeau, La Comble, La Coste fils, Trottier Désaunier, Trottier des Rivières, Le moine Despains, Douaire, Pierre Guy, etc. La prépondérance des citadins est confirmée par Vaudreuil qui loue le zèle des officiers de Québec et de Montréal à la bataille du 8 septembre 1755 : AC, C11A, v. 100 : 90-91v, Vaudreuil au ministre, 18 octobre 1755.
  78. Voir *supra*, chap. 3. Rappelons qu'au xvii<sup>e</sup> siècle, quelques individus ayant d'abord servi comme volontaires obtinrent des commissions d'officiers. Quoique rares, ces exemples entretenaient l'espérance. Cinquante ans plus tard, ces voies d'accès sont fermées depuis longtemps.
  79. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 158-159, journal de Montcalm, 21-25 février 1757; AC, C11A, v. 115 : 254-276v, « État de la dépense faite à Montréal pour et à l'occasion du parti de Français et de Sauvages, commandé par Rigaud de Vaudreuil, pour aller sur les côtes de la Nouvelle-Angleterre, parti de Montréal le 3 août 1746 », Montréal, 30 septembre 1746; *ibid.*, v. 117 : 79-81v, liste des officiers des troupes et de milice, des cadets et volontaires de retour d'Acadie, 1747; voir aussi les 10 officiers de milice dans le détachement de Rigaud de 1747 : *ibid.*, v. 117 : 20-31, « État de la dépense qui a été faite à Montréal, à Chambly et au fort Saint-Frédéric pour [...] un parti de guerre » commandé par François-Pierre de Rigaud de Vaudreuil, parti le 8 juin 1747, Montréal, 14 août 1747. Les détails qui suivent sur l'équipement et les gratifications proviennent de ces deux états de comptes.
  80. Jacqueline Roy, « Trottier Dufy Desauniers, Thomas-Ignace », *DBC*, v. 4, p. 802-803.

L'amour-propre de Dufy va jusqu'à lui faire tuer d'un coup d'épée un soldat ivre qui lui avait manqué de respect. Sa commission de capitaine des milices de Montréal est postérieure à 1750. Il y a plusieurs inexactitudes dans l'état de services qu'il envoya au ministre de la Marine en 1764 pour obtenir la croix de Saint-Louis.

81. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 108, Bourlamaque à Lévis, Saint-Ours, 25 août 1760. Selon l'usage, l'officier de milice échappe aux peines corporelles ordinaires comme les verges et le piquet. Nous n'avons pas trouvé d'information précise sur le hausse-col. Voir aussi *ibid.*, v. 8, p. 160-161, Vaudreuil à Lévis, 24 avril 1760 à propos des compagnies des milices rurales encadrées par leurs officiers qui vont rejoindre l'armée de Lévis.
82. Aux Antilles françaises, en Virginie ou au Connecticut, pour citer quelques exemples. Voir James Titus, *The Old Dominion at War. Society, Politics and Warfare in Late Colonial Virginia*, Columbia, University of South Carolina Press, 1991, p. 121, et Selesky, *War and Society*, p. 205.
83. Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, v. 1, *Le premier empire colonial. Des origines à la restauration*, Paris, Fayard, 1991, p. 629-636; Petit, *Dissertation*, p. 282-290. L'ordonnance royale de 1705 qui définit le statut des milices antillaises fut complétée et modifiée par d'autres règlements en 1707, en 1727 et en 1732. À cette dernière date, les régiments créés en 1705 furent supprimés et les milices reprurent la forme de compagnies franches. Les capitaines pourvus de brevets royaux peuvent siéger dans les Conseils de Guerre.
84. Les lettres du ministère ne font que référer au modèle de Saint-Domingue, sans préciser davantage. Les détails que nous donnons sont rapportés par Bougainville, qui a entendu parler de la réforme pendant son passage à Versailles dans l'hiver 1758-1759: *RAPQ* (1923-1924), p. 55, « Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France (1757) ».
85. AC, B, v. 83: 272-272v, v. 86: 318-319v, v. 89: 49-53v, v. 93: 29, lettres du ministre à La Jonquière, 1<sup>er</sup> avril 1746, 1<sup>er</sup> avril 1747, 30 avril 1749 et 27 août 1751; *ibid.*, v. 95: 212-217, instructions à Duquesne, 15 mai 1752; *ibid.*, v. 101: 123-125v, v. 103: 148-149v, v. 105: 13 et 34, v. 107: 15, v. 111: 9, lettres du ministre à Vaudreuil, 22 mars 1755, 31 mars 1756, 16 avril et 19 octobre 1757, 10 février 1758, 22 février 1760; C11A, 100: 90-91v, v. 102: 137-138, v. 103: 232-234, v. 104: 109-110, v. 105: 92-93v, Vaudreuil au ministre, 18 octobre 1755, 29 octobre 1757, 26 octobre 1758, 3 novembre 1759 et 26 juin 1760. Comme on peut le constater, le dossier est volumineux, mais aucun historien, à notre connaissance, n'a mentionné ce projet et son échec, peut-être pour ne pas ternir l'image de la milice dans une société égalitaire et harmonieuse. L'attitude de Vaudreuil est tortueuse. En 1755, il réclame des commissions du roi (en blanc) pour les officiers de milice qui se seraient distingués à la bataille du 8 septembre, mais il n'envoie pas la liste de ses candidats lorsqu'on la lui réclame et décide finalement, en 1759, de ne pas distribuer de telles commissions avant l'implantation de la réforme. Qui plus est, pressé, en 1756, d'annoncer la réforme imminente à la colonie, il ne le fera que deux ans plus tard.
86. AC, C11A, v. 100: 46, placet de Joseph Fleury Deschambault au ministre.
87. Voir *supra*, notes 39 et 40.
88. Voir les dépêches ministérielles citées à la note 34 et en particulier AC, B, v. 105: 34.
89. Nous identifions quelques capitaines plus jeunes et actifs, vers 1755, soit Joseph Perthuis et Étienne Charest à Québec, et Simon Réaume, Dufy Desauniers, Le Pellé de Mézières, à Montréal. Voir le profil des capitaines des milices urbaines en 1750, *supra*, chap. 6, p. 229 et suiv.

90. Deux anciens officiers de milice canadiens sollicitèrent et obtinrent la croix de Saint-Louis quinze ans après la défaite : Étienne Charest qui vit alors en France et Dufy Desautiers qui, ayant renoncé dans l'intervalle à quitter la colonie, dut la décliner : Roland-J. Auger, « Charest, Étienne », *DBC*, v. 4, p. 152-153, et J. Roy, « Trottier Dufy Desautiers », *DBC*, v. 4, p. 802-803. De Bonnault a vu dans le projet de réforme un fait accompli d'où plusieurs erreurs d'interprétation : « Le Canada militaire. Etat provisoire des officiers de milice de 1641 à 1760 », *RAPQ* (1949-1951), p. 265. Notons en terminant que le conservatisme de l'état-major colonial se manifeste dès le début du siècle. « Il convient de laisser les choses comme elles sont », écrit Vaudreuil à la cour qui a suggéré de former les milices en régiment : *RAPQ* (1947-1948), p. 242, mémoire du roi à Vaudreuil et Bégon, 19 mars 1714, et p. 278, Vaudreuil et Bégon au ministre, 20 septembre 1714.
91. AC, C11A, v. 100 : 41-43, Duquesne au ministre, 6 juillet 1755. Pour les autres détails, voir Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/P2, 28 (et microfiche 2569), ordre à La Naudière pour conduire des milices, 5 juin 1747 ; AC, C11A, v. 117 : 168-320, frais payés aux officiers qui escortent les milices, 1747 ; Archives de la Bastille, 12145, Mémoire de Péan à propos d'une revue à Lachine en avril 1753 ; *RAPQ* (1927-1928), p. 355-356, « Journal de Joseph-Gaspard Chaussegros de Léry, lieutenant des troupes, 1754-1755 », avril 1754.
92. *RAPQ* (1926-1927), p. 373, Chaussegros de Léry, « Journal de la campagne d'hiver du 13 février au 9 avril 1756... », 24 février 1756 ; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 53-64, journal de la même campagne tenu par Charly ; *ibid.*, p. 127-142, an., « Journal de la campagne de M. de Bellestre en octobre et novembre 1757 ».
93. AC, C11A, v. 115 : 254-276v, dépenses pour le parti de Rigaud de Vaudreuil parti de Montréal le 3 août 1746, Montréal, 30 septembre 1746. Les Amérindiens domiciliés, sous le commandement du capitaine de Muy, ont pris les devants et ne semblent pas avoir participé au festin de Chambly.
94. AC, C11A, v. 84 : 103-107v, Hocquart au ministre, 2 novembre 1745, à propos du tafia nécessaire pour les rassemblements. Il n'y a pas d'autres références.
95. Voir Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur, passim*, et *RAPQ* (1927-1928), Chaussegros de Léry, « Journal de la campagne d'hiver [...] 1754 », *passim*.
96. *RAPQ* (1931-1932), p. 25, journal de La Pause, capitaine du régiment de Guyenne faisant fonction d'aide-major, août 1756. Si le désordre est normal, le dénuement du contingent ne l'est pas et laisse croire qu'on a omis dans ce cas de faire la revue à Lachine avant son départ. Les officiers du régiment français s'étonnent d'une procédure à laquelle ceux de la colonie se sont habitués.
97. John Keegan, *The Face of Battle*, Londres, Dorset Press, 1976, p. 72-73 et 114. Dans les colonies britanniques, les milices sont groupées en compagnies locales pour la durée de leur contrat, et conduites par leurs propres officiers. Voir Fred Anderson, *A people's Army : Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, p. 44-48 ; Harold E. Selesky, *War and Society in Colonial Connecticut*, New Haven, Yale University Press, 1990, en particulier le chap. 5 ; Titus, *The Old Dominion at War*, p. 132 et suiv. L'auteur insiste sur la « small-unit cohesion » comme principal facteur d'efficacité dans les troupes provinciales en 1758.
98. Corvisier, *L'Armée française*, v. 1, p. 121.
99. Nous en donnons quelques exemples : *infra*, chap. 10, p. 385 et suiv. C'est l'encadrement

- qui fait la différence entre une foule et une armée, comme l'explique Keegan, *The Face of Battle*, p. 173-174.
100. AC, F3, art. 7 : 748-764, « Règlement du Roy pour la conduite, police et discipline des compagnies que Sa Majesté entretient dans le Canada », 30 mai 1695. Notons la ressemblance entre ce double régime et la décision, en 1720, de ne plus recourir aux corvées pour la construction de l'enceinte de Québec : *supra*, chap. 7, p. 261-262.
  101. AC, C11A, v. 119, *passim*, dépenses diverses pour 1749 et 1750 ; voir les autres sources dans les notes qui suivent.
  102. AC, C11A, v. 119 : 224 et suiv., certificats à Louis Saint-Jean et François Lebeau, de Longue-Pointe, signés par le commandant et le garde-magasin du Détroit, 28 et 29 septembre 1749.
  103. AC, C11A, v. 116 : 91-140, bordereau des dépenses pour l'année 1748. Les marchands offrent en moyenne 200 livres, et davantage aux « devants » et « derrières » de canot.
  104. Voir *supra*, p. 317.
  105. Grenier (dir.), *Papiers Contreccœur*, p. 22-23, Varin à Contreccœur, 6 mars 1753 ; Archives de la Bastille, n° 12145, p. 7-55, Défense de Péan ; voir aussi RAPQ (1924-1925), p. 124, an., « Mémoire du Canada », à propos de ces paiements.
  106. AC, C11A, v. 119 : 102-112, 121, 125-127, certificats émis par le commandant du fort des Miamis, de Raymond, à divers « soldats-miliciens » qui vont conduire des malades ou chercher des vivres aux Ouyatamons, en 1749 et 1750. La course est payée 35 livres.
  107. AC, C11A, v. 115 : 150-228, Bordereau des dépenses de 1745, paiement des travaux effectués sur le chemin de Saint-Jean, du 10 mai au 31 juillet 1745 ; Kalm, *Journal*, p. 171, à propos des travaux sur ce même chemin en 1748 et en 1749 payés 30 sols par jour selon le voyageur ; AC, C11A, v. 117 : 75-77, paiements de 1746 pour la construction, la garde et la manœuvre des cajeux à l'île aux Coudres ; *ibid.*, v. 88 : 199-207, dépenses pour organiser les feux de signallement entre la côte du Sud et Gaspé. Dans les deux cas, les gages sont de 30 sols par jour.
  108. Pour des travaux semblables dans les camps du lac Champlain pendant la guerre de Sept Ans, les milices du Massachusetts reçoivent 1 shilling par jour, soit l'équivalent selon le taux de change alors en vigueur. Anderson, *A People's Army*, p. 81.
  109. Grenier (dir.), *Papiers Contreccœur*, p. 229-245 et 284-304. Il y a quelques soldats parmi les travailleurs du fort Duquesne et les piqueurs sont des sergents des troupes. Les travaux ont lieu entre le 13 août et le 27 novembre 1754 et du 24 mars au 27 août 1755 ; Archives de la Ville de Montréal, Fonds BM7, coll. Gagnon, dossier 31 : 40121, certificat émis par le commandant et le garde-magasin du fort Duquesne, à Louis Fortin, 20 septembre 1758 ; *Mémoires de M. le Chev. de Johnstone*, Québec, Literary and Historical Society of Quebec, 1915, p. 95-96. Cet officier des troupes de la Marine précise que l'intendant verse 20 sols par jour pour les travaux sur les retranchements. Dans le journal de Montcalm, on lit que ces mêmes travaux sont payés 30 sols mais la source est moins sûre.
  110. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 174 : « les commandants de bataillons [...] certifieront aussi les dits miliciens être payés de leurs travaux », lit-on dans le règlement de Vaudreuil pour l'incorporation des milices, du 1<sup>er</sup> juin 1759.
  111. AC, C11A, v. 83 : 111-113, et v. 85 : 202-203, Beauharnois au ministre, 1<sup>er</sup> novembre 1745 et 1<sup>er</sup> octobre 1746 ; v. 88 : 192, Hocquart au même, 31 octobre 1747.
  112. AC, F3, art. 7 : 748-764, règlement pour la conduite des compagnies franches entretenues

- au Canada, 30 mai 1695; AC, B, v. 76 : 74-75; Ordonnance concernant la conservation des armes des troupes, 1<sup>er</sup> mai 1743.
113. AC, C11A, v. 100 : 178 et suiv., LeMercier, officier d'artillerie de la colonie au ministre, 20 octobre 1755; voir aussi Cassel, *The Troupes*, p. 316-323. Apprécié des Amérindiens pour les mêmes raisons, le fusil de chasse est dit « fusil de traite » parce qu'utilisé dans le commerce des fourrures.
  114. AC, C11A, v. 85 : 27-29, Beauharnois et Hocquart au ministre, 26 septembre 1746.
  115. RAPQ (1931-1932), p. 74-75, La Pause, « Mémoire et observations », octobre 1757; RAPQ (1923-1924), p. 29-31, Bougainville, mémoire sur les milices, janvier 1759; voir aussi les remarques de Le Mercier citées dans la note 112, ci-dessus.
  116. Pouchot, *Mémoire*, t. 2, p. 107 et 132 suiv.; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 2, p. 288-290, lettre circulaire de Lévis aux commandants de bataillon, 16 avril 1760.
  117. AC, C11A, v. 115 : 254-276v, dépenses pour le parti de Rigaud de Vaudreuil parti de Montréal le 3 août 1746, Montréal, 30 septembre 1746; *ibid.*, v. 117 : 20-31, dépenses pour un parti commandé par le même, parti le 8 juin 1747, Montréal, 14 août 1747.
  118. AC, C11A, v. 84 : 103-107, Hocquart au ministre, 2 novembre 1745 à propos des dépenses pour le détachement de Marin en Acadie; v. 119 : 02-02v, Bigot au ministre, 31 octobre 1749, à propos des marchandises envoyées en Acadie pour les détachements de Boishébert et La Corne; RAPQ (1923-1924), p. 251, journal de Bougainville, février 1757 : description de l'équipement du détachement commandé par Rigaud de Vaudreuil.
  119. RAPQ (1923-1924), p. 251, journal de Bougainville, février 1757; voir aussi la description de l'équipement d'hiver dans *Mémoire pour Messire François Bigot ci-devant Intendant de Justice, Police, Finance et Marine en Canada, Accusé : Contre Monsieur le Procureur général du Roi en la Commission, Accusateur*, Paris, Le Prieur, 1763, p. 39-40.
  120. « A faithful narrative of the many Dangers and Sufferings as well as wonderful Deliverance of Robert Eastburn during his late Captivity among the Indians written by himself », dans Samuel G. Drake (dir.), *Tragedies of the Wilderness, or, True and Authentic Narratives of Captives*, Boston, Antiquarian Bookstore and Institute, 1844, p. 269.
  121. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 317, journal de Montcalm, 13 novembre 1757, et journal de Bougainville cité plus haut, p. 253-254.
  122. Voir *supra*, chap. 6, note 57.
  123. AC, C11A, v. 102 : 233-234v, extrait des lettres de Bigot, 15 janvier 1757. Les tentes ne figurent pas dans les listes de fournitures des troupes de la Marine avant 1751 (fin de la série), observe Jay Cassel, *The Troupes*, p. 404. Mais les officiers en ont, comme le montrent les états de comptes.
  124. Voir *supra*, note 118; Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 91, Duquesne à Contrecoeur, 25 décembre 1753.
  125. « Le marquis de Vaudreuil, dit-on, n'en a jamais donné aux garnisons dans le Canada », rapporte Montcalm à propos des équipements réclamés pour les milices de Québec en juillet 1759; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 566, journal de Montcalm, 5 juillet 1759.
  126. RAPQ (1931-1932), p. 25, journal de La Pause, août 1756. Voir d'autres observations sur l'habillement et les conditions sanitaires dans les journaux des officiers des bataillons français : *supra*, note 56.
  127. AC, C11A, v. 104 : 478 et suiv., « Mémoire » anonyme qui dénonce les abus, entre autres :

- « On a vu des soldats recevoir jusqu'à quatre équipements au cours d'une même campagne, qu'ils revendent. » Le contrôle des milice étant encore plus relâché que celui des troupes, ce genre de fraude ne doit pas être écarté.
128. Nous reviendrons plus loin sur les diminutions des rations militaires qui commencent en 1757 et les autres nouvelles conditions imposées à la milice à la suite de la pénurie de farine et de viandes dans la colonie.
  129. Voir *supra*, chap. 4, p. 190-191.
  130. Voir John Keegan, *A History of Warfare*, Londres, 1993; New York, Vintage Books, 1994, p. 301. L'expérience a démontré, écrit l'historien, que le soldat ne peut pas porter plus de 70 livres et que l'équipement compte pour environ la moitié de cette charge, une proportion qui n'a pas varié depuis l'armée romaine jusqu'à la Première Guerre mondiale. À raison de trois livres par jour, donc, les provisions portées à dos d'homme couvrent environ onze jours de marche.
  131. RAPQ (1927-1928), p. 365, « Journal » de Chaussegros de Léry, juin 1754.
  132. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 127-142, « Journal de la campagne de M. de Bellestre en octobre et novembre 1757 ».
  133. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 53-64, « Journal de la campagne de M. Léry », attribué à Charly, février-avril 1756; RAPQ (1926-1927), p. 377 et 390-391, Chaussegros de Léry, « Journal de la campagne d'hiver [...] 1756 », mars 1756.
  134. Ces détails sont consignés dans les comptes des magasins du roi et les bordereaux de dépenses, cités précédemment. Pour les locations de chevaux entre La Prairie et Sainte-Thérèse sur le Richelieu en 1745-1747, voir AC, C11A, v. 115 : 150-228, et v. 117 : 150-151.
  135. Même les officiers qui montent à la baie d'Hudson par les terres, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle ont des valets pour porter leur paquet, mais les textes n'en parlent à peu près jamais. En 1758, Chaussegros de Léry et le chevalier de Longueuil se déplacent chacun avec son esclave noir : Pierre-Georges Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry conservés aux archives de la province de Québec*, 3 vol., Québec, s.n., 1939-1940, v. 3, p. 13, journal d'un voyage aux Cinq-Nations iroquoises, juillet-août 1758. Voir aussi *ibid.*, p. 20, journal d'un voyage de Québec à Carillon, septembre-octobre 1758.
  136. Archives de la Bastille, 12145, fol. 47v-48, Défense du S<sup>r</sup> Péan; voir aussi les propos rapportés en 1749 par le voyageur suédois Pehr Kalm, cités au début de cette étude, chap. 1, p. 24.
  137. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 157-158, journal de Montcalm. Il décrit les préparatifs à Saint-Jean, les carrioles, leurs équipages et la profusion de volailles. Pour un autre exemple d'expédition généreusement préparée, voir AC, C11A, v. 115 : 254-276v, dépenses pour le parti de Rigaud de Vaudreuil parti de Montréal le 3 août 1746, Montréal, 30 septembre 1746.
  138. Voir la note ci-dessus. C'est ce qui ressort de plusieurs témoignages lors du procès sur l'Affaire du Canada de 1763.
  139. AC, F3, art. 14 : 23, ordonnance de La Jonquière, 16 septembre 1751.
  140. BAnQ-CAM, TL4, S1, D5681, procès criminel instruit au fort Pontchartrain à la requête de M. de Ligneris, commandant au fort des Oujatanons contre Joseph Favre dit Lafeuillade, soldat accusé d'avoir tué le nommé Pierre Labelle, soldat-milicien au dit poste, 16 mars 1752; suivi de la requête du procureur du roi de Montréal et de l'avis des



asseurs, 1<sup>er</sup> février 1753. Un second conseil de guerre conclut à une mort accidentelle et le soldat est renvoyé absout. A-t-on voulu aussi soustraire une affaire délicate à l'attention du public?

141. AC, C11A, v. 99 : 81-82v, Bigot au ministre, 28 août 1753.
142. [Courville], *Mémoires sur les affaires du Canada*, p. 168.
143. AC, C11A, v. 99 : 95-97v, Duquesne au ministre, 26 octobre 1753.
144. Concourent à cette sévérité la guerre et la recrudescence de la désertion à la suite de l'augmentation des troupes en 1750. La tentation de désertir est plus forte parmi les nouvelles recrues, qui fuient chez les Anglais dans l'espoir de regagner leur pays. On les rattrape rarement. Voir, à titre d'exemple, les poursuites et les sentences dans BAnQ-CAM, TL4, S1, D5667, procès contre quatre soldats de la garnison de Sandoské, 10 janvier-1<sup>er</sup> février 1752; *ibid.*, TL4, S1, D5875, procès contre Leroy dit Beausoleil, arrêté près de Niagara, 24 avril-14 juin 1754; aussi, BAnQ-CAQ, TP1, S777, D167, procès de huit Alsaciens de la garnison du fort Frontenac, pendus à Montréal le 13 septembre 1757. Voir aussi Corvisier, *L'Armée française*, v. 2, p. 694-695, et Marc Vigé, « Justice et criminalité au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le cas de la peine des galères », *Histoire, économie et société*, 3 (1985), p. 345-368.
145. BAnQ-CAM, TL4, S1, D6070, procès contre le soldat Dubosc, 3-4 février 1756; « M. Jean-Félix Récher, curé de Québec, et son journal, 1757-1760 », *BRH*, 9 (1903), p. 304-305.
146. AC, F3, art. 14 : 23, ordonnance de La Jonquière, 16 septembre 1751.
147. Archives de la Bastille, 12145 : 22, Péan au gouverneur, Niagara, juillet 1753.
148. Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 39, Duquesne à Marin, 13 mai 1753.
149. Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 278-280 et 311-320, rôles des détachements de la Belle-Rivière, 3 mars et 19 avril 1755 : les nommés Gabriel Masse (Québec), Pierre Dupré (Saint-Ours), Jean-Baptiste Ménard (Longue-Pointe), Charles Grenier (Rivière-des-Prairies), soit quatre cas sur quelque 250 conscrits.
150. En décembre 1758, trois Canadiens accusés de vol sont passés par les verges au fort de la Présentation avant d'être envoyés à Montréal pour la suite de la punition. Rigueur inusitée selon le journal de Montcalm : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 491, 16 décembre 1758.
151. AC, C11A, v. 99 : 81, Bigot au ministre, 28 août 1753; *ibid.*, v. 99 : 242, Duquesne au même, 29 septembre 1754; F3, art. 14 : 51, le ministre à Duquesne, 31 mai 1754; B, v. 101 : 72, ordre à Daubigny, commandant de navire de remettre les deux Canadiens au gouverneur de l'Île Royale.
152. En ce sens que ce ne sont pas les mauvaises conditions du service qui expliquent alors les comportements délictueux des miliciens, mais plutôt l'inquiétude pour les familles qu'ils ont dû abandonner dans le désarroi de la défaite.
153. Theodore C. Pease, et Ernestine Jenison (dir.), *Illinois on the Eve of the Seven Years' War, 1747-1755*, Springfield, Illinois State Historical Library, 29, French Series, v. 3, 1940. MacCarthy à Vaudreuil, Kaskaskia, 18 mars 1752 et Vaudreuil au même, Nouvelle-Orléans, 28 avril 1752. Alors gouverneur de la Louisiane, Vaudreuil félicite le commandant pour sa prudence.
154. L'incident est rapporté par Montcalm qui approuve la mansuétude de Vaudreuil car il y aurait des circonstances atténuantes. Ayant demandé d'aller en guerre avec le détachement de Rigaud, en février 1757, les 16 prisonniers sont relâchés et l'amende collective

- fixée à 6 000 livres est ramenée à 3 000 livres. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 113 et 155, journal de Montcalm, fin août 1756 et 21 février 1757.
155. Contrairement à ce qu'écrit Montcalm, il n'y a pas de mutinerie au fort Duquesne avant l'évacuation (Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 279-281, Montcalm à Bourlamaque, 27 novembre 1758). Voir AC, F3, art. 15 : 225-230, extraits des lettres de Lignery, commandant au fort Duquesne, à Vaudreuil, octobre-novembre 1758.
  156. Voir, par exemple, AC, C11A, v. 98 : 320-321, Rôle des officiers d'épée et de plume, officiers marinières et soldats invalides établis en Canada, auxquels il a été payé [...] pour leur demi-solde en 1751. La pension du soldat varie entre 6 et 12 livres par mois. Le fonds est alimenté par une retenue sur la solde et diverses taxes dont le 4 sols par livre, perçu sur les contrats de fournitures militaires.
  157. AC, C11A, v. 85 : 97-97v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 2 novembre 1746. Pour d'autres demandes refusées, voir *ibid.*, v. 87 : 163-164, La Galissonnière et Hocquart au même, en faveur de six estropiés, 2 novembre 1747, v. 66 : 64-64v, « Liste des invalides morts en 1735 » et « Invalides proposés en remplacement » pour 1736 et 1737, [1736], et v. 66 : 77-77v, Beauharnois et Hocquart au ministre, 16 octobre 1736, en faveur de Jacques Réel, habitant blessé à la guerre des Renards.
  158. AC, C11A, v. 87 : 65, extrait en forme de journal de ce qui s'est passé d'intéressant dans la colonie, novembre 1746-octobre 1747, et *ibid.*, v. 117 : 79v-81v, dépenses de guerre sur l'exercice de 1747.
  159. AC, C11A, v. 99 : 25, Recettes et dépenses des partis du pays d'en haut pour l'année 1752; voir aussi *ibid.*, v. 116 : 144-154, pour les années 1748 et 1749.
  160. AC, C11A, v. 100 : 24-34, Duquesne au ministre, 12 juillet 1755, suivi du compte des recettes et dépenses des postes. Les femmes et orphelins des miliciens morts (nombre non donné) et 18 estropiés partagent 3 344 livres avec des victimes d'incendie et d'ouragan.
  161. L'incident rapporté par Montcalm est confirmé par Vaudreuil lui-même qui explique au ministre la lettre circulaire et les recherches qu'il a commandées dans les paroisses avant de procéder à la distribution des grâces du roi. Il dispose de 6 000 livres au total pour récompenser les officiers des troupes et la milice. Nous supposons que celle-ci aurait droit à 1 000 livres : AC, C11A, v. 102 : 137-141v, Vaudreuil au ministre, 29 octobre 1757, et Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, p. 97-100, Montcalm à Lévis, Québec, 16 décembre 1757.

## CHAPITRE 10 • JEAN-BAPTISTE S'EN VA-T-EN GUERRE

1. Le texte de Courville illustre bien la théorie du complot : Louis de Courville, *Mémoires sur le Canada, depuis 1749 jusqu'à 1760*, Québec, Société littéraire et historique de Québec, [1838] 1873.
2. Louise Dechêne, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994; voir en particulier les chap. 1, « Répartition de la récolte », 6, « Disettes et contrôles », et 8, « Guerre et subsistances ».
3. Nous utilisons la rubrique « nombre de familles » pour estimer le nombre de producteurs agricoles. Cela suppose que tous les chefs de famille en milieu rural ont une terre, ce qui, à cette époque, n'est pas trop exagéré.

4. Voir Thomas Wien, « Les travaux pressants. Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, 43, 4 (printemps 1990), p. 535-558.
5. Sans recensement (le dernier date de 1739), le phénomène n'est pas mesurable de façon précise. Les seigneurs continuent de concéder des terres qui restent en friche.
6. Pour encourager les habitants à battre tôt et compenser les pertes que cela leur cause, l'intendant a payé le blé plus cher au début de l'automne 1756 : BAnQ-CAQ, E1, S1, P439, ordonnance du 20 novembre 1756.
7. BAnQ-CAQ, E1, S1/26, cahier 42 (12 juin 1755-26 février 1760), ordonnance de l'intendant du 8 octobre 1755 qui fait sceller les bluteaux des moulins de la Côte-du-Sud, en aval de Québec, et celle du 24 décembre 1757 qui étend la mesure au reste de la colonie. L'interdiction de faire des farines est un moyen radical pour réduire la consommation des paysans.
8. Les réquisitions utilisées naguère en temps de disette pour faire sortir le blé des granges ne sont pas nouvelles mais, de ponctuelles, elles deviennent régulières dans la dernière décennie du régime. La série d'ordonnances taxant le prix du blé est incomplète pour cette période et les instructions de l'intendant à divers particuliers chargés de « prendre le blé d'autorité » dans les côtes n'ont pas été conservées, mais les témoignages indirects entourant la procédure sont explicites et abondants. Voir entre autres AC, C11A, v. 104 : 5-6, extraits des dépêches de Bigot de 1758 et les autres témoignages cités dans *Le Partage*. Encore faut-il les avoir lus et compris, ce qui n'est pas le cas d'André Côté qui affirme que la liberté de commerce a toujours été respectée dans la colonie : *Joseph-Michel Cadet, 1719-1781. Négociant et munitionnaire du roi en Nouvelle-France*, Québec, Septentrion, Paris, éd. Christian, 1998, p. 121-122.
9. RAPQ (1931-1932), p. 74, « Mémoire et observations sur mon voyage au Canada », du chevalier de La Pause, observation d'un officier français.
10. Pour l'importance des échanges locaux, voir Dechêne, *Le Partage des subsistances*, chap. 2.
11. Tant que les troupes ont campé sur les frontières, en pleine forêt, l'absence de chemins et le manque de fourrage ont limité l'usage des bœufs et des chevaux comme bêtes de trait et comme montures.
12. BRH, v. 32 (1926), p. 691, Ordres de Vaudreuil à La Naudière, 23 juillet et 13 août 1759, et ordonnance de Vaudreuil et Bigot du 13 août qui menace de confisquer (sans paiement) les bêtes que les habitants tenteraient de cacher.
13. RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 20-36, lettres du capitaine Dumas à Vaudreuil datées de Jacques-Cartier, 28 mars-fin juin 1760.
14. RAPQ (1931-1932), p. 104, journal de La Pause, octobre-novembre 1759 ; aussi Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 5, p. 112, Bourlamaque à Lévis, 27 août 1760.
15. Sur l'organisation des quartiers d'hiver des troupes de la Marine depuis le début du siècle, voir *supra*, chap. 7, p. 273 et suiv.
16. Voir le tableau 10.1. On trouvera dans les notes de ce tableau les références aux mouvements et aux effectifs des troupes.
17. Ce sont les côtes rattachées à la paroisse Notre-Dame de Montréal. Voir Louise Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIII<sup>e</sup> siècle », *RHAF*, 27, 2 (septembre 1973), p. 163-179.
18. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, p. 51-53, 54-57 et 68-71, Montcalm à Lévis, 9, 14 sep-

tembre et 24 octobre 1757; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 2, p. 171-173, Lévis au ministre de la Guerre, 8 octobre 1757.

19. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 10, p. 79, Péan à Lévis, 26 octobre 1757.
20. Voir AC, C11A, v. 84 : 142-144v, exemples de paiements distribués dans les paroisses à l'occasion de la guerre.
21. Pour le marché entre le roi et le munitionnaire, voir Guy Frégault, *François Bigot, administrateur français*, 2 vol. [Ottawa, Études de l'institut d'histoire de l'Amérique française, 1948] Montréal, Guérin, 1994, 2, p. 186 et suiv. : 12 sols pour une ration délivrée à la campagne, sans compter les majorations prévues; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 428, journal de Montcalm, 5 août 1758; *ibid.*, v. 6, p. 56 et 74, Montcalm à Lévis, 14 septembre et 2 novembre 1757; RAPQ (1924-1925), p. 191, an., « Mémoire du Canada »; Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/P2, 53 (et microfiche 2574), ordre de nourrir un soldat pour 15 livres par mois, 1<sup>er</sup> juin 1758. Notons enfin que les paroisses fournissent aussi, collectivement, 40 livres de farine par mois à l'officier qui y loge, gratuitement semble-t-il.
22. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 428, journal de Montcalm, 5 août 1758.
23. *Mémoires de M. le Chev. de Johnstone*, Québec, Literary and Historical Society of Quebec, 1915, p. 155-156.
24. AC, F3, art. 15 : 341v, Bigot au ministre, 15 octobre 1759; voir aussi Jean-Claude Hébert (dir.), *Le siège de Québec en 1759, par trois témoins*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1972, p. 65-67 et 101. On trouva quelque 20 000 minots, grâce aux écus en partie, grâce aux pressions ordinaires sans doute ou au désir d'aider l'armée en ce moment crucial, qui sait?
25. Courville, *Mémoires*, p. 181.
26. Dechêne, *Le Partage des subsistances*, p. 161-175.
27. Voir *supra*, chap. 6, p. 295 et suiv.
28. *Mémoire pour Messire François Bigot ci-devant Intendant de Justice, Police, Finance et Marine en Canada, Accusé: Contre Monsieur le Procureur général du Roi en la Commission, Accusateur*, Paris, Le Prieur, 1763, p. 132-134 : « il envoya des garnisons chez plusieurs habitants pour tirer d'eux la quantité de blé à laquelle ils avaient été taxés ». BANQ-CAQ, E1, S1/24, cahier 40, E1, S1/25, cahier 41 et E1, S1/26, cahier 42, ordonnances de l'intendant, 1752-1760, *passim*; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 327-330, journal de Montcalm, fin décembre 1757, 21 janvier 1758; H. Têtu et C.-O. Gagnon (dir.), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, 2 vol. Québec, Côté, 1888, v. 2, p. 130-131. Les archives de l'intendance (autres que les ordonnances) n'ayant pas été conservées, nous ignorons si les poursuites contre les contrevenants sont nombreuses et si les peines sont rigoureusement appliquées.
29. *Mémoires de M. le Chev. de Johnstone*, p. 156.
30. Voir en particulier Cornelius J. Jaenen, *The Role of the Church in New France*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1976; Terry Crowley, « The Inroads of Secularization in Eighteenth-Century New France: Church and People at Louisbourg », dans *Canadian Catholic Historical Association Study Sessions* (1984), p. 5-27. L'article porte aussi sur le Canada. Dominique Deslandres a repris cette interprétation, sans apporter quoi que ce soit pour l'appuyer, dans « Le christianisme dans les Amériques », dans Marc Venard (dir.), *Histoire du Christianisme IX : L'Âge de raison, 1620-1750*, Paris-Tournai, Desclée-Fayard, 1997, p. 615-736.

31. Marie-Aimée Cliche. *Les Pratiques de dévotion en Nouvelle-France. Comportements populaires et encadrement ecclésial dans le Gouvernement de Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1987; Brigitte Caulier, « Bâtir l'Amérique des dévots. Les confréries de dévotion montréalaises depuis le régime français », *RHAF*, 46, 1 (été 1992), p. 45-66; Allan Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique locale au XVIII<sup>e</sup> siècle : quelques cas dans la vallée du Richelieu », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Sessions d'études*, 47 (1980), p. 19-33.
32. D'après la liste des paroisses et de leurs desservants en 1760, dressée par Marcel Trudel dans *L'Église canadienne sous le régime militaire, 1759-1764*, Montréal/Québec, Institut d'histoire de l'Amérique française/Presses de l'Université Laval, 1956-1957, v. 1, p. 91-112; voir aussi MCQ, fonds d'archives du Séminaire de Québec, Projet d'un mémoire de l'évêque en faveur des curés, vers 1756, Polygraphie 7, n<sup>o</sup> 23. Nous comptons 107 paroisses dont environ 90 ont un curé résident. Le clergé séculier n'est pas encore très nombreux, mais l'évêque peut miser sur les récollets pour remplacer un curé qui s'absente ou desservir par voie de mission les paroisses plus éloignées.
33. RAPQ (1936-1937), p. 400, l'abbé de l'Isle-Dieu à Pontbriand, Paris, 25 mars 1755, cité dans Claudette Lacelle, *Monseigneur Henry-Marie Dubreil de Pontbriand : ses mandements et circulaires*, mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 1971, p. 41-42.
34. Au sujet du revirement du message épiscopal en 1759, voir *infra*, chap. 12, p. 436-437.
35. Têtu et Gagnon (dir.), *Mandements*, v. 2, p. 28, circulaire aux curés à propos de la taxe du blé pendant la disette, 20 mars 1743.
36. Lacelle, *Monseigneur*, p. 278, lettre circulaire aux curés du diocèse, [été] 1755.
37. Têtu et Gagnon (dir.), *Mandements*, v. 2, p. 102, mandement pour remercier Dieu de la guérison du dauphin, 12 juillet 1753.
38. *Ibid.*, p. 108, mandement pour des prières publiques à la suite des malheurs des Acadiens, 15 février 1756.
39. *Ibid.*, p. 126, mandement pour des prières publiques, 20 janvier 1758.
40. Lettre publiée dans J.-Edmond Roy, *Histoire de la seigneurie de Lauzon*, Lévis, Mercier, 1897-1904, v. 2 (1898), p. 259-260. Dans ce texte, le verbe « espérer » a le sens ancien de « s'attendre à », qui a survécu dans l'Ouest de la France. « Ennuyé » peut signifier « recru de fatigue » ou « tourmenté ». Nous penchons pour le premier. *Dictionnaire historique de la langue française*, sous la direction d'Alain Rey, 2 vol, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1993.
41. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 202, journal de Montcalm, 15 mai 1757.
42. Cyprien Tanguay, *Dictionnaire généalogique des familles canadiennes*, Montréal, Eusèbe Senécal, 1887; Éd. Élysée, 1975, v. 3, p. 184-185, et 4, p. 444-445 : Louis-Marie, baptisé à Lévis en 1721, marié en 1750 à Marie-Josèphe Couture. Selon les données de Tanguay, le couple sera réuni après la guerre.
43. Fred Anderson, *A People's Army : Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, chap. 3.
44. Il s'agit ici des forts du Richelieu et du lac Champlain et ceux situés au sud des Grands Lacs, depuis Frontenac jusqu'aux Miamis. La description composite repose sur plusieurs sources, entre autres Fernand Grenier, *Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, et les papiers La Pause dans RAPQ (1931-1932), p. 1-225.

45. Pendant la guerre, les femmes n'accompagnent plus leurs maris et tout indique qu'elles sont peu nombreuses parmi les domestiques. Voir à titre d'exemple BAnQ-CAM, CN601, S308, minutes du notaire P. Panet, engagement d'une veuve et de son fils au garde-magasins du fort Frontenac, 5 avril 1756.
46. Malartic (p. 19-20) décrit les sarcelles, pluviers, canards, etc., que les Iroquois vendent au fort Frontenac en 1755 et, selon Montcalm, on fait également bonne chère à Niagara en 1756 : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 169, 5 mars 1757.
47. Richard White, *The Middle Ground : Indians, Empires and Republics in the Great Lakes Region, 1650-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 240-245.
48. S. K. Stevens et D. H. Kent (dir.), *Wilderness Chronicles*, p. 115, « Further examination of Michael La Chauvignerie Junior [...], 26 octobre 1757 ». Le mot anglais est « *labourers* » que l'interprète n'aurait pas utilisé si le prisonnier avait parlé de milice.
49. Pouchot, Pierre, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre*, 3 vol., Yverdon (France), s.n., 1781, v. 1, p. 169-170 ; voir aussi les descriptions partielles dans Howard H. Peckham (dir.), *Narratives of Colonial America 1704-1765*, Chicago, Lakeshore Press, 1971, p. 71-124, « Life and Travels of Col. James Smith » ; Peckham (dir.), « Thomas Gist's Indian Captivity : 1758-1759 », *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 80, 3 (juillet 1956), p. 285-311 ; et *Mississippi Valley Historical Review*, 13 (1926-1927), p. 58-81, « The Captivity of Charles Stuart, 1755-57 ».
50. Les effectifs varient beaucoup. Ils sont presque 2 000 en août 1757 lors du siège du fort George, mais d'ordinaire les officiers regrettent de ne pas en avoir assez.
51. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 421, journal de Montcalm, 31 juillet 1758.
52. Les effectifs fluctuent beaucoup à la suite de déplacements incessants. Ils sont rarement moins de 1 000 et atteignent les 3 000 dans l'été 1757. Pour la disposition des camps, voir en particulier Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, « Journal des campagnes du chevalier de Lévis en Canada de 1756 à 1760 » et les journaux de La Pause ; aussi, le plan reproduit dans Frances Parkman, *Montcalm and Wolfe : The French and Indian War*, New York, Atheneum, 1984 ; Da Capo Press, 1995, p. vi, « Sketch of the Country Round Tyconderoga ».
53. Il n'y a pas de chiffres précis ; 13 000, sans les Amérindiens, est un chiffre fort qui vaudrait pour le début du siège. Par la suite les effectifs de l'armée de Beauport diminuent jusqu'à 6 000.
54. Knox, *Journal*, v. 1, p. 394 et 455. Pour une description plus pittoresque, mettant l'accent sur les uniformes et les drapeaux, y compris ceux attribués à tort à la milice, voir Gérard Filteau, *Par la bouche de mes canons ! La ville de Québec face à l'ennemi*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 104-107.
55. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 9, p. 56-57, Bigot à Lévis, 8 septembre 1759. Selon l'intendant, la diminution de la ration militaire aurait déclenché le pillage. Plusieurs chroniqueurs attribuent les méfaits aux Amérindiens, d'autres aux « troupes », sans plus de précision. Voir, par exemple, AC, C11A, v. 104 : 257, an., « Journal tenu ». Pour Frégault, seuls les soldats des bataillons pillent. Il voit là un épisode dans le conflit ethnique entre Français et Canadiens : *François Bigot*, v. 2, p. 260-261. Il s'agit plutôt d'un affrontement entre civils et militaires et toute l'armée, miliciens compris, participe au pillage des paroisses.

56. Selon les officiers des bataillons, les camps des soldats de la colonie seraient mal tenus comparés aux leurs; voir Charles Coste (dir.), *Aventures militaires au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les mémoires de Jean-Baptiste d'Aleynrac*, Paris, Berger-Levrault, 1935, p. 132.
57. À propos des vêtements distribués aux miliciens qui vont en guerre, voir *supra*, chap. 9, p. 339 et suiv. Les couvertures, les capots et les autres vêtements chauds sont pour ceux qui participent aux campagnes d'hiver, une minorité.
58. La lettre est reproduite en entier, *infra*, p. 394-395.
59. Pouchot, *Mémoires*, v. 2, p. 261.
60. RAPQ (1923-1924), p. 29, Bougainville, mémoire sur les milices, janvier 1759; [Aleynrac], *Aventures militaires*, p. 43.
61. Malartic, *Journal des campagnes*, p. 112.
62. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 8, p. 18. Vaudreuil à Lévis, 7 août 1756.
63. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 2, p. 32, 38-42, 45-46, etc., lettres de Lévis à Vaudreuil et à Bigot, août 1756.
64. *Collection de manuscrits contenant lettres, mémoires, et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle-France*, 4 vol., Québec, A. Côté et C<sup>ie</sup>, 1883-1885, v. 4, p. 164-168, Montcalm au ministre de la Guerre, 20 juillet 1758. Tous nos renseignements portent sur Carillon, mais la situation est probablement pire dans les camps des pays d'en haut et de l'Ohio.
65. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 10, p. 190, le capitaine Beauclair à Lévis, fort Lévis, 23 octobre 1759; *ibid.*, v. 5, p. 17, Bourlamaque à Lévis, Île-aux-Noix, 6 et 7 août 1759, et p. 41, le même à Vaudreuil, Île-aux-Noix, 5 septembre 1759.
66. RAPQ (1944-1945), p. 67, Doreil au ministre, 29 octobre 1755, à propos des hôpitaux ambulants; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, p. 19, Montcalm, « Instructions pour M. le chevalier de Lévis », juillet 1756.
67. Lettre du commandant Benoît à Contrecoeur, 1755, citée dans la biographie du père Luc : Michel Paquin, « Callet (Collet), Luc », *DBC*, v. 3, p. 100-101.
68. L'armée de Carillon dispose de deux aumôniers au moins. Cinq ont été affectés à celle de Beauport : AC, C11A, v. 104 : 270, Journal de Folligné, 6 juin 1759.
69. Voir les biographies de quelques récollets (ordre des frères mineurs ou franciscains) dans les volumes 3 et 4 du *DBC* : Michel Paquin, « Callet (Collet), Luc », « Constantin, Justilien », « Foucault, Simon », « Rouillard, Ambroise », *DBC*, v. 3, p. 100-101, 143-144, 242-244, 618; Fidèle Thériault, « Carpentier, Bonaventure », *DBC*, v. 4, p. 145-146; Jean-Guy Pelletier, « Crespel, Emmanuel », *DBC*, v. 4, p. 196-197.
70. Voir AC, C11A, v. 103 : 380-383, Vaudreuil à Montcalm, 21 juillet 1758, à propos des cantiniers de la colonie qui suivent l'armée.
71. AC, C11A, v. 105 : 296-301v, Michel de Couagne à Choiseul, La Rochelle, 22 août 1761, à propos des détournements de fonds dans les forts et l'habitude de vendre de l'eau-de-vie aux travailleurs, soldats et miliciens.
72. Pouchot, *Mémoire*, v. 1, p. 59-65.
73. Contrairement aux milices de la Nouvelle-Angleterre qui sont relativement bien payées et ne peuvent pas toucher leur paye avant la fin de leur contrat, donc sont forcées d'économiser : Anderson, *A People's Army*, p. 38.
74. RAPQ (1924-1925), p. 113 et 123, an., « Mémoire du Canada »; AC, F3, v. 15 : 86-86v, Vaudreuil au ministre, 12 février 1758, à propos du butin du village des Palatins. Un seul

Sauvage a rapporté 30 000 livres en or, écrit-il. La troupe a emporté en espèces plus de 100 000 livres sans compter la porcelaine, l'argenterie, etc.

75. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7 : 102-103, 190 et 292, journal de Montcalm à propos des espèces trouvées dans la caisse de Chouaguen [août 1756] qui sont remises à l'intendant et du pillage à Chouaguen et au fort George [août 1757]; voir aussi *RAPQ* (1923-1924), p. 301-302, journal de Bougainville, 1757.
76. Archives de la Guerre, A1, 3417, n° 210, Montcalm au ministre, 28 août 1756; *RAPQ* (1931-1932), p. 34, La Pause à propos du désordre dans le pillage de Chouaguen.
77. Anderson, *A People's Army*, p. 155-160; Ian K. Steele, *Warpaths. Invasions of North America*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 53-56.
78. Ce sont les Amérindiens surtout qui s'emparent des dépouilles de l'armée de Braddock, massacrent les chevaux, répandent les farines et la poudre sur le terrain. Cette victoire est la leur. Voir « Life and Travels of Col. James Smith », dans H. H. Peckham (dir.), *Narratives*, p. 71 et suiv.; Peckham (dir.), « Thomas Gist's Indian Captivity »; Pouchot, *Mémoires*, v. 1, p. 43; *RAPQ* (1932-1933), p. 309-310, an. « Relation de l'affaire de la Belle rivière », 9 juillet 1755. À propos du butin rapporté après la bataille de Carillon, voir Malartic, *Journal des campagnes*, p. 191.
79. Les Amérindiens aussi pillent pour revendre ou échanger. L'expression « grande brocanterie » employée par Montcalm semble appropriée : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 420-421, journal, 28 juillet 1758. Après le combat de la Montmorency, l'intendant achète les armes et les outils que les combattants ont recueillis sur la berge : Ordres du jour, 2 août 1759, cité dans John Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 5, en note.
80. Une allusion aux blessés du 13 septembre 1759 que les assiégés tentent de récupérer dans AC, C11A, 104 : 390, Foligné, « Journal ». Le 14, ils demandent un cessez-le-feu pour aller chercher leurs morts. Les Britanniques leur répondent qu'ils sont déjà enterrés : Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 114. Voir aussi la description du terrain après la bataille du 28 avril 1760 dans « Relation du siège de Québec par une religieuse de l'Hôpital Général » dans Hébert (dir.), *Relation du siège*, p. 27-28.
81. On dit volontiers dans le pays « nos généraux », même si Montcalm n'accède au rang de lieutenant général qu'en 1759.
82. Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, *passim*, et en particulier p. 331-363; William J. Eccles, *France in America*, Markham, Fitzhenry and Whiteside, 1990 (c1972), p. 209-211, et surtout les deux articles du même auteur intitulés respectivement « Les forces armées françaises en Amérique du Nord pendant la guerre de Sept Ans », *DBC*, v. 3, p. xv-xxiv, et « Rigaud de Vaudreuil de Cavagnial, Pierre de, marquis de Vaudreuil », *DBC*, v. 4, p. 716-730. On y trouve une critique féroce des bataillons français, absente dans les publications antérieures de l'historien. Voir aussi Jean Meyer : Jean Meyer, Jean Tarrade, Anne Rey-Goldzeiguer et Jacques Thobie, *Histoire de la France coloniale*, v. 1, *Des origines à 1914*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 110 et suiv., et Laurier LaPierre, 1759, *The Battle for Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1990, p. 45-54.
83. Né à Québec en 1698, quatrième fils de Philippe de Rigaud de Vaudreuil, gouverneur de la Nouvelle-France de 1703 à 1725. Voir Guy Frégault, *Le Grand Marquis : Pierre Rigaud de Vaudreuil et la Louisiane*, Montréal, Fides, 1952, et W. J. Eccles, « Rigaud de Vaudreuil de Cavagnial, Pierre de, marquis de Vaudreuil », *DBC*, v. 4, p. 716-730. Ce sont deux portraits flatteurs.



84. Casgrain (dir.), *Extrait des archives des ministères de la Marine et de la Guerre à Paris*, Québec, Demers, 1890, p. 107, Vaudreuil au ministre, 30 octobre 1755.
85. AC, B, v. 103 : 12-14, le ministre à Vaudreuil, 15 mars 1756, suivi de l'ordre du roi, qu'il est libre de communiquer ou pas à Montcalm.
86. AC, C11A, v. 101 : 3-4, Vaudreuil au ministre, 16 [juin] 1756.
87. Archives de la Guerre, A1, 3457, n° 163, copie de la lettre de Vaudreuil au ministre de la Marine, 23 octobre 1756.
88. Moras réprimande sévèrement Montcalm sans lui révéler cependant la source des accusations. Elles sont fausses, réplique Montcalm qui, comble de l'ironie, compte sur le gouverneur et l'intendant pour blanchir sa réputation : AC, B 105 : 25-26, Moras à Montcalm, 27 mai 1757, et réponse de ce dernier, 19 février 1758 dans Arch. De la guerre, A1, 3498, n° 14.
89. AC, F3, art. 15 : 129-136, Vaudreuil au ministre, 4 août 1758 ; AC, C11A, 103 : 302, le même au même, 4 novembre 1758.
90. AC, C11A, v. 102 : 185-186, Vaudreuil au ministre (1757).
91. Voir *supra*, chap. 9, section 7, à propos des punitions relativement modérées imposées aux miliciens par les officiers de la colonie.
92. Avant Vaudreuil, tous les gouverneurs généraux sont nés en France. En revanche on compte plusieurs Canadiens parmi les gouverneurs particuliers et les autres officiers d'état-major. Les contemporains lient l'issue des opérations, militaires ou diplomatiques, à l'expérience des commandants et non à leurs origines.
93. Vaudreuil est le seul gouverneur de la Nouvelle-France qui n'a pas d'expérience militaire. Sa participation à la campagne de 1728 contre les Renards ne peut en tenir lieu.
94. Les reproches sont classés d'après l'espace qu'ils occupent dans l'ensemble de la documentation, correspondance, mémoires et journaux de campagnes. Pour un bref aperçu des présupposés et des attentes déçues des officiers des bataillons, voir *supra*, chap. 8, section 1.
95. Le même opprobre recouvre les officiers qui volent le trésor public, ceux qui ont des intérêts dans le commerce des fourrures et, par association, la majorité qui n'en a pas.
96. Les officiers de la colonie ne font pas allusion à ces querelles dans leurs écrits mais il est souvent question de leur arrogance et de leur agressivité dans ceux de leurs détracteurs.
97. AC, C11A, v. 103 : 299-300 et 318-320, Vaudreuil au ministre, 4 et 20 novembre 1758, à propos des officiers d'artillerie de la Marine qui échappent à son contrôle et des jeunes gens de la colonie qui ont obtenu une commission dans les troupes de terre. Notons enfin que l'estime de Montcalm et de ses officiers pour plusieurs officiers de la colonie contredit les généralisations lapidaires que contiennent leurs écrits.
98. Comme Vaudreuil exige que les partis soient commandés par ses officiers, plusieurs officiers des bataillons s'abstiennent d'y participer, en particulier ceux dont le grade est égal ou supérieur à celui du commandant. Voir aussi les jalousies entourant le rappel de Pouchot, commandant à Niagara.
99. Voir *supra*, chap. 9, section 5, à propos des faiblesses de l'encadrement des milices.
100. Têtu et Gagnon (dir.), *Mandements*, v. 2, p. 131, mandement du 15 juillet 1758 ordonnant un *Te Deum* pour « la victoire remportée le 8<sup>e</sup> de ce mois près le Fort Vaudreuil ». Partisan fidèle du gouverneur, l'évêque semble le seul à se souvenir que le fort Carillon (construit par Chartier de Lotbinière, un neveu) devait s'appeler Vaudreuil.

101. « Les canadiens sont, dans un camp, mêlés dans chaque compagnie aux troupes de la colonie » : [Aleyrac], *Aventures militaires*, p. 33. Au siège de Chouaguen on compte 50 miliciens et 15 soldats; dans l'expédition de février 1757, 33 et 17, etc., sans compter les cadets et les sous-officiers.
102. Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire tenu par Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, Ch<sup>er</sup>, seigneur de Neuville au Canada », du 19 juillet au 30 octobre 1756 et du 8 mai au 21 novembre 1759, *RAPQ* (1928-1929), p. 5-86, *passim*; ou encore *RAPQ* (1933-1934), p. 67-231, La Pause, « Relation de la campagne de Canada jusqu'au 20 août 1757 », *passim* et p. 194 à titre d'exemple.
103. Il y a bien quelques mouvements d'humeur où les miliciens sont pris directement à partie, mais l'essentiel de la critique est dirigé contre l'état-major colonial responsable des levées et du commandement.
104. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 45-51, « Réflexions générales sur les mesures à prendre pour la défense de cette colonie », 10 septembre 1758; *ibid.*, v. 7, p. 444, journal de Montcalm, [septembre 1758]; AC, C11A, v. 103 : 460-461v, « Inconvénients dans la constitution des milices » [1758].
105. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 171-174, « Règlement pour l'incorporation des Canadiens dans les bataillons des troupes de terre » signé par Vaudreuil, Québec, 1<sup>er</sup> juin 1759. C'est la principale source qui aborde des problèmes de discipline mais laisse dans l'ombre les aspects essentiels.
106. Pour les critiques, voir Pouchot, *Mémoires*, v. 2, p. 132 et suiv., et AC, C11A, v. 104 : 200. Quant aux nombres, il n'y a que deux références très éloignées l'une de l'autre. Montcalm parle de 300 miliciens par bataillon et Malartic de 108 : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 566, et Malartic, *Journal*, p. 240.
107. Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire », fin octobre 1756, *RAPQ* (1928-1929), p. 29; *RAPQ* (1931-1932), p. 91, journal de La Pause, qui écrit à propos de l'armée de Beauport : « dans les dits gouvernements étaient annexés tous les officiers et soldats de la Marine qui étaient de ces départements ».
108. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 171-174, règlement du 1<sup>er</sup> juin 1759; *ibid.*, v. 2, p. 283-290, Lévis aux commandants des bataillons, mars-avril 1760; *ibid.*, v. 5, p. 88 et 95, Bourlamaque à Lévis, août 1760. La distribution du logement en 1759-1760 correspond à la distribution des milices entre les troupes de la Marine et les différents bataillons; voir tableau 10.1.
109. Braves, dociles, soumis et faciles à conduire, écrit un officier dans un élan d'enthousiasme. « Ils sont patients dans leur souffrance, ingambes autant que les sauvages, d'un fort tempérament et infatigables dans les campagnes. C'est une des meilleures milices qu'il y ait au monde. » *Mémoires de M. le Chev. de Johnstone*, Québec, Literary and Historical Society of Quebec, 1915, p. 176.
110. Voir *supra*, chap. 1, section intitulée « Le nouveau combattant », p. 70 et suiv., de même que Eccles, « Les forces armées françaises », p. xviii; voir aussi Martin L. Nicolai, « A Different Kind of Courage : the French Military and the Canadian Irregular Soldier during the Seven Year's War », *Canadian Historical Review*, 71 (1989), p. 70, à propos des usages militaires transmis de génération en génération.
111. AC, F3, art. 13 : 318-347, Céloron de Bienville, journal de sa campagne à la Belle Rivière, 1749.

112. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 23, Bourlamaque à Rigaud de Vaudreuil, Île-aux-Noix, 8 août 1759.
113. L'ensemble ne comprend pas certains mouvements défensifs de 1759 et de 1760, sièges, abandons de postes, que nous abordons dans le chapitre suivant.
114. Contre la violence de la guerre à l'amérindienne, on trouve plusieurs belles déclarations de principe dans les écrits des officiers des bataillons. Citées en dehors du contexte militaire, elles donnent aisément l'impression que leurs auteurs s'opposent fermement à ce genre de guerre. Il faut tout lire pour voir qu'il n'en est rien.
115. RAPQ (1923-1924), p. 313, journal de Bougainville, octobre 1757; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 191, journal de Montcalm, mai 1757.
116. Francis Jennings, *Empire of Fortune. Crowns, Colonies and Tribes in the Seven Years War in America*, New York, Norton, 1988, p. 189-198; Steele, *Warpaths*, p. 197.
117. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 107, journal de Pouchot, commandant à Niagara, 20 juillet 1757.
118. C'est l'interprétation que l'on retrouve dans Eccles, *France in America*, p. 199-206, ou encore dans Mathieu, *La Nouvelle-France: les Français en Amérique du Nord xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*, [France], Belin; Québec, Presses de l'Université Laval, 1991, p. 225.
119. Peter MacLeod, « Microbes and Muskets: Smallpox and the Participation of the Amerindian Allies of New France in the Seven Years' War », *Ethnohistory*, 39, 1 (hiver 1992), p. 42-64.
120. White, *The Middle Ground*, p. 250-255; James Titus, *The Old Dominion at War. Society, Politics and Warfare in Late Colonial Virginia*, Columbia, University of South Carolina Press, 1991, p. 121-125.
121. Nous nous appuyons, entre autres sources, sur le journal de Pouchot, commandant à Niagara en 1756 et 1757, dans Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 87-116, et sur ses *Mémoires*, v. 1, *passim*. Les commandants du fort Duquesne n'ont pas laissé de journaux, mais on trouve des informations sur les partis dans la correspondance de Vaudreuil avec le ministre et dans les journaux de Montcalm et de Lévis qui rapportent aussi ce qui se passe ailleurs qu'à Carillon. Sur les partis de la guerre de Succession d'Autriche, voir *supra*, chap. 8, p. 300-301.
122. Voir l'annexe B. Aussi, Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 196-202, « Journal de la campagne de M. de Villiers au fort Nécessité »; RAPQ (1926-1927), p. 372-394, Chaussegros de Léry, « Journal de la campagne d'hiver du 13 février au neuf avril 1756 »; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 53-64, « Journal de la campagne de M. de Léry », attribué à Charly, février-avril 1756; Pouchot, *Mémoires*, v. 1, p. 170-173.
123. Parce qu'ils ont été commandés pour aller rejoindre l'armée, ces hommes figurent dans la colonne « milice » de l'annexe A, plutôt que dans celle des volontaires réservée à ceux qui partent de chez eux volontairement.
124. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 127-142, « Journal de la campagne de M. de Bellestre en octobre et novembre 1757 ».
125. AC, F3, art. 15 : 86-86v, Vaudreuil au ministre, 12 février 1758.
126. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 198, journal de Montcalm, 6 mai 1757; pour un autre exemple de détournement, voir RAPQ (1928-1929), p. 33, « Journal militaire » de Renaud d'Avène Des Méloizes, 9 juin 1759.
127. Sans leurs guides indigènes, les officiers de la colonie les plus expérimentés s'égarent dans

- les bois. Voir par exemple les mésaventures du détachement de M. de Langy : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 390 et 393, journal de Montcalm, 5 et 6 juillet 1758. Le capitaine Chaussegros de Léry qui doit aller découvrir des barges ennemies sur le lac Champlain avec un détachement de 100 hommes retarde son départ « persuadé que [...] des Sauvages métait nécessaire » : RAPQ (1928-1929), p. 229-234 et suiv., « Journal », Carillon, septembre 1756.
128. La pénurie d'éclaireurs amérindiens à Carillon est endémique, sauf dans les semaines précédant le siège du fort George — juillet et début août 1757 —, alors qu'un millier de guerriers venus des pays d'en haut campent près du fort. Montcalm peut alors « inonder de petits partis le chemin de Lydius et les bois voisins » : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7 : p. 283, journal de Montcalm, 5 août 1757.
  129. L'étude de Peter MacLeod, *The Canadian Iroquois and the Seven Years' War*, Toronto, Dundurn Press; Canadian War Museum, 1996, porte essentiellement sur le rôle des Iroquois domiciliés dans les grandes opérations de la guerre de Sept Ans. Elle néglige les petits mouvements et, par conséquent, les problèmes spécifiques aux découvertes.
  130. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 279-281, Montcalm à Bourlamaque, 27 novembre 1758.
  131. D'après les comptes rendus des journaux de Lévis, de Bougainville, de Montcalm, de Malartic, de La Pause, de Renaud d'Avène Des Méloizes et de Chaussegros de Léry. Le va-et-vient incessant est difficile à suivre et nos tentatives de quantification ont été vaines.
  132. On pourrait citer les critiques d'un ingénieur militaire qui, à l'occasion d'un affrontement entre le parti de Marin et celui de Rogers (Carillon, août 1758), accuse les Canadiens de se conduire en poltrons, mais elle est exceptionnelle : Désandrouins, *Guerre du Canada*, p. 202-203.
  133. RAPQ (1931-1932), p. 67-69, projet de La Pause pour « rétablir la guerre de parti » en créant des compagnies de partisans composées d'une majorité de miliciens (1757); AC, C11A, 105 : 361-370, Mémoire de Bourlamaque sur le Canada [1762].
  134. RAPQ (1923-1924), p. 349, journal de Bougainville, 28 juillet 1758, à propos des peurs paniques dans les camps de la milice en 1756 et en 1758.
  135. Pour retracer ces engagements, voir l'annexe B.
  136. Le meilleur ouvrage de ce genre est celui de C. P. Stacey, *Quebec 1759 : The Siege and the Battle*, [Toronto, Macmillan, 1959; Londres, Pan Books, 1973] édition revue et augmentée par Donald E. Graves, Toronto, Robin Brass Studio, 2002.
  137. Nous nous appuyons sur le fait que le bataillon figure comme tel, nommément dans les tableaux des forces militaires, au même titre que les divers bataillons de troupes de terre ou de la Marine. Parmi toutes les références aux mouvements de 1759 et de 1760, voir principalement le journal de Lévis, dans Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits*, v. 1, *passim*, et celui de La Pause, en particulier RAPQ (1933-1934), p. 143, à propos de la place du bataillon le 28 avril 1760.
  138. Un ordre de Vaudreuil aurait laissé des traces, attiré des commentaires. Le silence des archives militaires indique qu'il s'agit d'une initiative civile.
  139. Voir *supra*, chap. 9, p. 326 et suiv.; aussi chap. 5, p. 201 et suiv., au sujet de l'origine des volontaires avant 1715.
  140. Simon Réaume, le commandant du bataillon de Montréal tué dans la bataille du 28 avril 1760, est sans doute le même Réaume qui figure parmi les capitaines de milice de 1750. La plupart des autres capitaines, trop âgés, auraient cédé leur place. Parmi les

- 15 autres officiers de milice tués ou blessés à Sainte-Foy, nous croyons déceler une majorité de citoyens, mais ce sont des listes bien imprécises.
141. Hébert, *Le Siège*, p. 59, an., « Le siège de Québec en 1759 ».
  142. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 215-218, « Relation de la campagne de M. le chevalier de La Corne à Chouaguen, en 1759 ».
  143. Parmi les nombreux comptes rendus de cette affaire, voir RAPQ (1920-1921), p. 170-171, an., « Journal du siège de Québec du 10 mai au 18 septembre 1759 ». Le détachement compte 200 Abénaquis, partis en reconnaissance au moment de la débânde, 160 soldats et quelque 300 miliciens tirés du camp de Beauport. Les autres sont des Québécois (artisans et employés d'âge mûr, et 35 collégiens) inexpérimentés.
  144. Archives de la Guerre, A1, 3405, n° 106, « Relation depuis le départ des troupes... » ; Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur*, p. 390 et suiv. ; Kopperman, *Braddock, passim* ; MacLeod, *The Canadian Iroquois*, chap. 3. Les miliciens se rallient après ce recul. Ils sont toutefois peu nombreux et le mérite de la victoire revient sans contredit aux participants amérindiens.
  145. AC, F3, art. 14 : 183-188, « Relation de l'action qui s'est passée le 8 septembre au lac St-Sacrement » ; Archives de la Guerre, A1, 3417, 8 et 11, le chevalier de Montreuil au ministre, 18 septembre et 10 octobre 1755 ; RAPQ (1931-1932), p. 19-22, journal de La Pause ; Ian K. Steele, *Betrayals. Fort William Henry and the « Massacre »*, New York, Oxford University Press, 1990, p. 44-56 ; MacLeod, *The Canadian Iroquois*, p. 70-77 ; Stanley, *The Last Phase*, p. 102.
  146. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 473-475, « Extrait d'une lettre de M. Du Vernys, officier d'artillerie », 16 septembre 1758.
  147. Voir le résumé de ces actions dans Stacey, *The Siege*, p. 174-178.
  148. Voir Keegan, *The Face of Battle*, chap. 5 ; André Corvisier, « La mort du soldat depuis la fin du Moyen Âge », *Revue historique*, 254, 1 (1975), p. 3-30.
  149. RAPQ (1944-1945), p. 136-140, Doreil au ministre, 28 juillet 1758 ; RAPQ (1923-1924), p. 340, journal de Bougainville, 10 juillet 1758 ; Archives de la Guerre, A1, 3499, n° 60, Relation.
  150. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 255-257 et p. 269-271 ; RAPQ (1933-1934), p. 141-147, journal de La Pause, qui remplit les fonctions de major. Voir aussi AC, C11A, 105 : 23 et suiv., et Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 304 et suiv.
  151. Voir entre autres les ouvrages de W. J. Eccles (*France in America*, Markham, Fitzhenry and Whiteside, [1972] 1990), C. P. Stacey (*Quebec, 1759: The Siege and the Battle*, [Toronto, Macmillan, 1959] édition revue et augmentée par Donald E. Graves, Toronto, Robin Brass Studio, 2002), J. Mathieu (*La Nouvelle-France: les Français en Amérique du Nord xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle*, [France], Belin ; Québec, Presses de l'Université Laval, 1991), J. Lacoursière (*Histoire populaire du Québec*, Québec, Septentrion, 1995-1997) ou celui de M. Trudel sur *Le Régime militaire dans le gouvernement des Trois-Rivières, 1760-1764*, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1952. « Les guerres en Nouvelle-France n'ont jamais été aussi meurtrières qu'en France », lit-on dans l'ouvrage d'André Lachance, *Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France*, Montréal, Libre Expression, 2000, p. 189. L'auteur oublie une dimension importante : seule une infime portion de Français participe à la guerre, comme soldats ou miliciens, alors que tous les Canadiens sont mobilisés. À notre connaissance, seul Christopher Moore pose la question des pertes de vie durant la guerre de Sept Ans. Il propose

- un taux de 10 % pour l'ensemble de la population : p. 188 dans Craig Brown (dir.), *The Illustrated History of Canada*, Toronto, Lester et Orpen Dennys Ltd, 1987.
152. Jacques Henripin, *La Population canadienne au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nuptialité, fécondité, mortalité infantile*, Paris, Presses universitaires de France, 1954, p. 12-17 ; J. Henripin et Yves Péron, « La transition démographique de la province de Québec » dans Hubert Charbonneau (dir.), *La Population du Québec : études rétrospectives*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1973, p. 23-44 ; H. Charbonneau et R. C. Harris, « Le repeuplement de la vallée du Saint-Laurent », dans Louise Dechêne, R. Cole Harris et Geoffrey Matthews (dir.), *Atlas historique du Canada*, v. 1, *Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, pl. 46 ; H. Charbonneau et coll., « La population française de la vallée du Saint-Laurent avant 1760 », dans Serge Courville (dir.), *Atlas historique du Québec. Population et territoire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 31-45 ; Yves Landry et Rénaud Lessard, « Les causes de décès aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles d'après les registres paroissiaux québécois », *RHAF*, 48, 4 (printemps 1995), p. 509-526.
  153. *Programme de recherche en démographie historique*, registre informatisé de la population du Québec des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, sous la responsabilité de Bertrand Desjardins, assisté de Denis Duval. Montréal, Département de démographie, Université de Montréal, et Gaëtan Morin, c1999-.
  154. Soit le recensement de 1739 et le recensement de la milice de 1750, d'une part, et le recensement des paroisses rurales du gouvernement de Québec de 1762, d'autre part. Faute de moyens et de temps nous avons dû renoncer à ces enquêtes.
  155. La proportion augmente avec les guerres napoléoniennes mais ce n'est qu'en 1914 que le rapport s'inverse. Alain Guéry, « Les comptes de la mort vague après la guerre. Pertes de guerre et conjoncture du phénomène guerre », *Histoire et mesure*, 6, 3-4 (1991), p. 289-312 ; Corvisier, « La mort du soldat depuis la fin du Moyen Âge » ; Joël Cornette, *Le Roi de guerre. Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle*, Paris, Éditions Payot et Rivages, 1993, p. 288-290. Geoffrey Parker, *The Military Revolution : Military Innovation and the Rise of the West, 1500-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 53-55. John Kegan, *History of Warfare*, New York, Vintage Books, 1994, p. 360-361.
  156. *Note des éditeurs* : nous n'avons pas retrouvé les références concernant, entre autres, les registres des forts.
  157. Anderson, *A People's Army*, p. 98-99.
  158. *Ibid.*, chap. 2 et 3. À la différence des miliciens canadiens, cependant, ceux de la Nouvelle-Angleterre vont rarement en reconnaissance.
  159. Il faudrait aussi tenir compte des pertes chez les Amérindiens, encore plus mal connues. Pour un compte rendu succinct de cette campagne et les sources qui s'y rapportent, voir *supra*, chap. 8, p. 296-297 et notes 34-35. Voir aussi François Rousseau, *L'Œuvre de chère en Nouvelle-France. Le régime des malades à l'Hôtel-Dieu de Québec*, Presses de l'Université Laval, 1983, p. 39.
  160. Ces chiffres arrondis sont évidemment approximatifs, mais assez près de la réalité car les témoignages s'accordent et l'état-major ne les dément pas.
  161. Archives de la Bastille, 12145, f. 12-35, « Défense présentée par le Sr. Péan », juillet 1762 ; voir aussi Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur, passim* ; voir aussi *supra*, p. 367.
  162. Voir entre autres RAPQ (1927-1928), p. 355-429, « Journal » de Chaussegros de Léry, 1754.
  163. Peter MacLeod, « Microbes and Muskets ». Un tiers des guerriers du Sault-Saint-Louis

meurent dans la première vague de l'épidémie, en 1755-1756. La présence au fort Duquesne d'un cimetière des picotés dès 1756 montre que l'épidémie se déplace vite : Registre, inhumation de Thomas Proulx de Saint-Thomas, vingt et un ans, 5 décembre 1756 ; Marthe Faribault-Beauregard (dir.), *La Population des forts français d'Amérique, XVIII<sup>e</sup> siècle. Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures célébrés dans les forts et les établissements français en Amérique du Nord au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 2 vol., Montréal, éd. Bergeron, 1982-1984.

164. Voir *supra*, p. 366-367 ; aussi *Collection de manuscrits*, v. 4, p. 164-168, Montcalm au ministre de la Guerre, 20 juillet 1758.
165. BAnQ-CAM, CN601, S202, minutes du notaire G. Hodiesne, 30 janvier 1760. La déposition est faite à la demande de Marie-Françoise Arbour, veuve de Joseph Sigouin, qui veut se remarier.
166. Conformément à l'usage, seuls les officiers sont nommés dans ces bilans des victimes, une distinction qui s'étend aux officiers de milice.
167. Seulement 250 miliciens participent à la bataille de Carillon et leurs pertes sont confondues avec celles des 150 soldats de la colonie qui combattent à leur côté : AG, 3499, n° 60. Sur la journée du 8 septembre 1755, voir Steele, *Betrayals*, p. 44-56, et les autres références de la note 145, *supra*.
168. Voir *supra*, p. 387 et note 150. En confrontant les chiffres de La Pause et de Lévis, pour déterminer le nombre de combattants dans chaque corps, nous sommes en mesure d'estimer l'importance des pertes.
169. Les chiffres disparates lus ici et là ne reposent sur rien. Il n'y a pas de rapport officiel dans les Archives de la Guerre.
170. Stacey estime que les Français ont environ 4 500 combattants le 13 septembre 1759, soit autant que les Britanniques : *Quebec, 1759*, chap. 8. Nous savons qu'au début du siège, les cinq bataillons ne comptaient que 1 900 soldats : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, p. 169, Montcalm à Lévis, 1<sup>er</sup> juillet 1759. (Il faut retenir le chiffre du manuscrit et non celui, erroné, introduit par l'éditeur.) Une minorité de miliciens incorporée aux troupes de terre est avec celles-ci au centre. La majorité est regroupée de chaque côté.
171. Pouchot, *Mémoires*, v. 2, p. 110-111 et 273-282 ; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 263-271, « Extrait du journal de M. Vauquelin, commandant la frégate l'*Atalante*, dans le fleuve Saint-Laurent, en 1760 ». Il a embarqué 60 miliciens pour compléter son équipage qui sont mêlés au combat des 16 et 17 mai qui fait 43 victimes. Sur l'affaire de Belle-Famille, le 24 juillet 1759, il n'y a pas de chiffres précis. Le détachement comprend des hommes des Illinois, des soldats et une majorité de miliciens mobilisés au printemps pour fortifier les rapides et partis ensuite rejoindre Le Marchand de Lignery au fort Machault. Il y aurait eu 500 tués et 100 prisonniers. Pouchot, *Mémoires*, v. 2, p. 3 et suiv. ; Chagny, André, *Un défenseur de la « Nouvelle-France » : François Picquet, « le Canadien » (1708-1781) ; contribution à l'histoire du Canada pendant les vingt-cinq dernières années de la domination française*, Montréal, Beauchemin, 1913, p. 506 ; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 306-308 ; Montcalm à Bourlamaque, 31 mars 1759 à propos du nombre de soldats et de miliciens dans les pays d'en haut pour la campagne de 1759.
172. Archives de la Guerre, A1, 3499, n° 30. Daine au ministre de la Guerre, 13 août 1758.
173. Archives de la Guerre, A1, 3417, n° 182. Duchat, capitaine du régiment de Languedoc à son frère, Carillon 15 juillet 1756.

174. *A Narrative of the Captivity of Mrs Johnson containing an Account of her Sufferings during Four years with the Indians and the French*, Windsor (Vermont), 1807, p. 142-143 : lettre de la veuve Brisson à madame Johnson datée de Québec le 15 septembre 1757. Le fils Jacques, qui aurait eu dix-huit ans en 1757, est probablement mort : Tanguay, *Dictionnaire*, v. 2, p. 293.
175. Cliche, *Les Pratiques de dévotion*, p. 68. Le curé voit là une dangereuse superstition. Arlette Farge raconte comment une mère parisienne a recours au même secret pour connaître le sort de son fils soldat pendant la guerre de Succession d'Autriche : *Les Fatigues de la guerre*, p. 30-31.
176. « List of Canadians who are Prisoners of war in Great Britain or Ireland or supposed to be so », Québec 8 septembre 1762. Le document est en anglais. Dans la lettre d'envoi au secrétaire d'État, Murray intercède en faveur des prisonniers mais ne croit pas qu'il y en a autant : BAC, Great Britain, Colonial Office, 42, v. 24 : 52-57v. Voir aussi les lettres des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec au général Murray, de septembre et octobre 1759, demandant le retour de parents présumés prisonniers dans BAC, MG 18-M, série 1, v. 33.
177. Contrairement aux ruraux, le lieu et la date de la disparition n'ont pas été notés pour la plupart des citadins. Notons en passant que les chances de retrouver les prisonniers vivants après trois ans de captivité sont faibles, compte tenu de la forte mortalité carcérale en Grande-Bretagne.
178. AC, C11A, 95 : 346, « Récapitulation des milices [...] pour l'année 1750 » ; RAPQ (1925-1926), p. 127-129, « Le Recensement du Gouvernement de Québec en 1762 ». Nous avons inclus tous les hommes de quinze ans et plus, y compris les domestiques. Sont exclus les Acadiens « réfugiés » et trois « étrangers ».
179. Arlette Farge, *Les fatigues de la guerre. XVIII<sup>e</sup> siècle*. Watteau, Paris, Gallimard, 1996, p. 100.
180. BRH, 31 (1925), p. 300, lettre de Lebert-Laforce à ses beaux-parents, Carillon, 28 juillet 1758. Il la confie au nommé Baptiste qui rentre à Kamouraska avec un congé pour cause de blessure ou de maladie.
181. [BANQ-CAM], archives judiciaires, pièces détachées, boîte 1759-1760. Il y a un post-scriptum au sujet de la location d'une petite maison qui va servir de procuration à Marie-Joseph Miller pour un bail passé à Montréal devant le notaire Danré de Blanzly, le 9 juillet 1759. L'original de cette lettre aurait été dérobé par un collectionneur et remplacé par une copie dont nous avons respecté l'orthographe mais rétabli la ponctuation. Mathieu Valentin Jacques Miller, né à Paris en 1732, marié à Montréal le 8 janvier 1757, soldat de la compagnie de Boucherville en 1759, semble être mort à la guerre. *Note des éditeurs* : nous n'avons pas retrouvé ce document à BANQ-CAM, étant donné qu'il s'agissait d'une copie et non de l'original, comme le dit L. Dechêne dans sa note.

## CHAPITRE 11 • L'INVASION

1. AC, C11A, v. 104 : 8-18v, lettres de Vaudreuil au ministre, janvier 1759, *passim*.
2. AC, C11A, v. 104 : 47-52v, « Précis du plan des opérations générales de la campagne de 1759 », 1<sup>er</sup> avril 1759.
3. H.-R. Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 12 vol., Montréal, Beauchemin, 1889-1895, v. 7, p. 307 et 313, journal de Montcalm, octobre 1757, et v. 6,



- p. 67, Montcalm à Lévis, 14 octobre 1757, à propos d'une tournée sur la côte de Beaupré et au cap Tourmente avec Pellegrin, capitaine de port, un officier d'artillerie, etc., et de son Rapport sur les mesures à prendre pour la défense de Québec, que Vaudreuil n'a pas retenu; *ibid.*, v. 4, p. 64-74, « Côtes du Sud du fleuve Saint-Laurent », mémoire anonyme, 1758; AC, C11A, v. 103 : 468-474, mémoire de Bougainville, 29 décembre 1758.
4. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 144-152, commentaires de Montcalm et réponses de Vaudreuil en marge du plan de ce dernier pour la prochaine campagne, 20 et 21 mars 1759.
  5. C. P. Stacey, *Quebec, 1759: The Siege and the Battle*, [Toronto, Macmillan, 1959; Londres, Pan Books, 1973] édition revue et augmentée par Donald E. Graves, Toronto, Robin Brass Studio, 2002, p. 50.
  6. Voir *supra*, chap. 1, *passim*, et chap. 5, section 2. Les propos auto-glorificateurs, les expressions de vanité abondent dans la correspondance officielle.
  7. RAPQ (1944-1945), p. 33, Doreil au ministre, 19 août 1755; voir aussi AG, A1, 3417, n° 182, Relation de Duchat, capitaine dans le bataillon de Languedoc.
  8. « A Faithful Narrative of the many Dangers and Sufferings as well as Wonderful Deliverance of Robert Eastburn during his late Captivity among the Indians », in Samuel G. Drake (dir.), *Tragedies of the Wilderness or True and Authentic Narratives of Captives*, Boston, 1846, p. 277.
  9. Pierre Pouchot, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre*, 3 vol., Yverdon (France), [s.n.], 1781, v. 1, p. 28 et suiv. La remarque vise en particulier les officiers Péan et LeMercier, conseillers du gouverneur. Notons que les officiers des bataillons sont, quoique moins chauvins que ceux de la colonie, aussi enclins à sous-estimer les forces anglo-américaines. L'anglophilie n'a pas encore touché l'armée française.
  10. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 10, p. 86-87, Péan à Lévis, Chambly, 13 juillet 1758, à propos de famine et de guerre civile imminente à Boston. Il s'agit du même officier cité ci-après.
  11. RAPQ (1944-1945), p. 296-297, Abraham Gradis à Moïse Gradis, Bagnères, 26 juillet 1759. Après sa mission à Versailles, Péan est allé se refaire une santé dans cette ville d'eau où Gradis alla le rencontrer.
  12. AC, C11A, v. 85 : 208-215v, le gouverneur Beauharnois au ministre, 10 octobre 1746. À propos du débat autour des fortifications de Québec au lendemain de la chute de Louisbourg de 1745, voir *supra*, chap. 7, section 1.
  13. AG, A1, 3499, n° 197, Daine, lieutenant général civil et criminel de la prévôté de Québec au ministre de la Guerre, 3 novembre 1758.
  14. RAPQ (1970), p. 71-72, Estèbe au négociant québécois Jacques Perrault, Bordeaux, 30 janvier 1759. Il a quitté Québec à l'automne.
  15. *An Historical Journal of the Campaigns in North America for the Years 1757, 1758, 1759 and 1760 by Captain John Knox*, publié sous la direction d'Arthur G. Doughty, 3 vol., Toronto, Champlain Society, 1914-1916, [ci-après : Knox, *An Historical Journal*], v. 1, p. 371-373. L'amiral britannique a embarqué des pilotes français pour assister les siens dans les passages difficiles. À propos des réactions à la côte du Sud, Pierre-Georges Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry conservés aux archives de la province de Québec*, 3 vol., Québec, s.n., 1939-1940, v. 3, p. 26 et suiv., « Journal de Mr de Léry », mai-juin 1759.

16. RAPQ (1920-1921), p. 140-241, anonyme, « Journal du siège de Québec du 10 mai au 18 septembre 1759 ». Le manuscrit a été retrouvé à la bibliothèque Saint-Sulpice à Montréal, ce qui, avec les références personnelles dans le texte même, prouve que l'auteur, un employé des magasins du roi, est bien de la colonie et qu'il n'y a pas que les « Français » qui critiquent le gouvernement.
17. Comme nous l'avons vu précédemment, les habitants commencèrent par refuser ce plan, préférant rester chez eux pour défendre leurs familles et leurs biens; *supra*, chap. 4, p. 165-166.
18. AC, C11A, v. 81 : 141-154v, Beauharnois au ministre, 8 octobre 1744; *ibid.*, v. 83 : 3-36 v. Beauharnois et Hocquart au même, septembre-octobre 1745, *ibid.*, vol. 85 : 101-172 v, *passim*, « Extrait en forme de journal de ce qui s'est passé... », décembre 1745-novembre 1746. Voir aussi Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 2, p. 53-63, « Dispositions pour la défense de Québec et du pays remise à monsieur le marquis de Beauharnois, [...] au commencement de l'année 1745, par monsieur de Léry, premier ingénieur » et « Dispositions de la manœuvre que feront les brulots » remises au même.
19. Les ordres pour la construction de cajeux, de brûlots et de cabanes dans les bois partent au début d'avril 1746. Voir aussi la distribution de munitions dans les paroisses et les efforts pour mettre au point le système de vigies (sources signalées dans la note précédente).
20. Voir Stacey, *Quebec, 1759*, chap. 3, pour une analyse détaillée de ces mouvements.
21. Un chiffre très approximatif car il n'y a pas de recensement entre 1739 et 1762. Nous supposons 14 000 habitants depuis Lévis au sud, Beauport au nord et en descendant, ce qui ferait 2 800 familles à raison de cinq individus par famille.
22. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 175-176, journal de Lévis, [mai] 1759.
23. L'envoi à Carillon de 1 000 à 1 200 miliciens du gouvernement de Québec fait partie du plan de Vaudreuil : AC, C11A, v. 104, p. 47-52 v; voir aussi RAPQ (1928-1929), p. 29-30, Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire tenu par Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, Ch<sup>er</sup>, seigneur de Neuville au Canada », du 19 juillet au 30 octobre 1756 et du 8 mai au 21 novembre 1759, à propos des divers mouvements de troupe et de milice au sud et à l'ouest de Montréal; aussi Stacey, *Quebec, 1759*, p. 58-59.
24. RAPQ (1924-1925), p. 147, an., « Mémoire du Canada ».
25. AC, C11A, 104 : 79-83, Vaudreuil au ministre, 8 mai 1759, à propos des ordres aux paroisses d'en bas; Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 3, p. 26-39, journal de Léry, mai-juin 1759. Il arrive à Rivière-Ouelle le 21 mai en même temps que le courrier du gouverneur.
26. MCQ, fonds d'archives du séminaire de Québec, Rigaud de Vaudreuil à un capitaine de milice d la côte du Sud, 4 mai 1759, Polygraphie 18, n° 64. Les ordres n'ont pas été conservés mais ils sont bien résumés dans les instructions du capitaine de Léry, datée aussi du 4 mai : BAC, MG18-M (coll. Northcliffe), série 1, v. 24 : 195-196.
27. « Il faut que vous voyés que, dans l'évacuation, il n'y ait que les femmes, les enfants et les infirmes qui suivent les bestiaux », Vaudreuil au capitaine Montesson responsable des opérations entre Sainte-Anne et Lévis, 31 mai : BAC, MG18-M, série 1, v. 24 : 200; voir les ordres, *ibid.*, v. 24 : 195-196.
28. Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 3, p. 26-39, journal de Léry, mai-juin 1759.

- Québec envoie six bateaux pour la traversée de la rivière Ouelle. Reste celle de la rivière du Sud et de la rivière Boyer.
29. *Ibid.*, v. 3, p. 28, 23 mai 1759. Joseph-Michel Legardeur de Croisille et de Montesson commande les opérations de Sainte-Anne à Lévis. Gaspard Chaussegros de Léry celles des paroisses en aval, Rivière-Ouelle, Kamouraska, Le Portage. Tous deux sont capitaines dans les troupes de la Marine.
  30. *Ibid.*, v. 3, p. 32, 1<sup>er</sup> juin 1759; BAC, MG18-M, série 1, v. 24: 210, Vaudreuil à Léry, 31 mai 1759.
  31. Après la fusillade de Beaumont, le 29 juin, les papiers de Léry, soit son journal et les lettres de Vaudreuil, tombèrent aux mains des Britanniques qui les ont conservés.
  32. Roy (dir.), *Inventaire des papiers de Léry*, v. 3, p. 33-34, journal de Léry, 3, 6 et 10 juin. Les hommes sont finalement autorisés à aller s'occuper de leurs familles et 110 miliciens de Montréal viennent garder la côte à leur place.
  33. *Ibid.*, v. 3, p. 35-36, 15 juin. Vaudreuil est incapable de concevoir le détail d'une opération. Les officiers des bataillons l'ont maintes fois constaté. Ici c'est un de ses propres officiers qui laisse plusieurs fois percer son exaspération. Dans *L'Année des Anglais. La Côte-du-Sud à l'heure de la conquête*, Sillery, Septentrion, 1988, Gaston Deschênes donne une interprétation des faits fondée sur celle de Vaudreuil : les ordres de celui-ci ne sont pas en cause, toutes les difficultés proviennent de l'insouciance et de l'indocilité des habitants, dépeints par le gouverneur et par l'auteur comme des enfants capricieux.
  34. Deschênes, *L'Année des Anglais*, p. 54. Voir aussi Knox, *An Historical Journal*, v. 1, p. 386-390.
  35. À propos de l'évacuation forcée de l'île aux Coudres par Tarieu de La Naudière et un détachement de 300 hommes, voir Jean-Claude Hébert (dir.), *Le Siège de Québec en 1759, par trois témoins*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1972, p. 55-57, an., « Le siège de Québec en 1759 ».
  36. Sur les fautes commises par Saint-Vincent, l'officier responsable de l'évacuation de l'île d'Orléans, nous avons trois témoignages concordants : Hébert (dir.), *Le Siège*, p. 55-56; RAPQ (1920-1921), p. 147-148, an., « Journal du siège de Québec », 8-11 juin 1759; Jean-Claude Panet, *Journal du siège de Québec en 1759*, Montréal, E. SÉNÉCAL, 1866, p. 5.
  37. Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/P2, 57 (et microfiche 2575), ordre de Vaudreuil au capitaine de LaNaudière de conduire les familles et les bestiaux de la côte de Beaupré au lac Saint-Charles, 1<sup>er</sup> juin 1759; *ibid.*, P58/K, 27-28 (et microfiche 2387), ordonnance de Vaudreuil et Bigot aux habitants des paroisses d'en bas pour conduire leurs bœufs dans les entrepôts militaires de La Canardière et de la rivière Jacques-Cartier, publiée les 7 et 15 juin.
  38. À Québec, l'évacuation « des bouches inutiles » est recommandée mais non imposée. Ce sont les mieux nantis surtout qui vont mettre leurs familles à l'abri. Les étrangers apparaissent dans les registres comme parents au baptême de leur enfant ou parmi les défunts. Pour plus de détails sur la source, voir *infra*, note 42.
  39. Têtu et Casgrain (dir.), *Mandements*, v. 2, p. 137-141, lettre circulaire de l'évêque du 5 juin et une autre lettre du vicaire général au clergé des paroisses menacées, s.d. (mal datée dans cette édition, elle a été écrite vers les 18-22 juin.)
  40. Knox, *An Historical Journal*, *passim*; *Extract from a Manuscript Journal Relating to the Operation before Quebec in 1759 kept by Colonel Malcolm Fraser, then Lieutenant of the 78<sup>th</sup>*

(*Fraser Highlanders*) and serving in that Campaign, Québec, Literary and Historical Society of Quebec, 1868 (copie au Musée McCord d'histoire canadienne, à Montréal, M. 22060).

41. BAC, MG18-M, série 1, v. 21, le capitaine Joseph Goreham au général Wolfe, 19 août 1759.
42. Hubert Charbonneau et Jacques Légaré (dir.), *Répertoire des actes de baptême, mariage, sépulture et des recensements du Québec ancien*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, soit les volumes 32 à 35. La consultation de transcriptions à la place des originaux nous a privée d'informations sur l'aspect des documents (état des registres, feuilles volantes, etc.) qui auraient pu être utiles, mais n'auraient pas résolu les autres problèmes. Les interruptions sont plus difficiles à déceler dans les paroisses peu peuplées — la majorité — où les actes sont souvent très espacés. La série des baptêmes est la plus étoffée. Notons aussi que les paysans ne se marient pas en été, donc que l'absence de mariage entre mai et octobre 1759 n'est pas significative.
43. Kamouraska, Rivière-Ouelle, Islet Bonsecours, Pointe-Lévis, l'île aux Coudres et les cinq paroisses de l'île d'Orléans.
44. Sainte-Anne de la Côte-du-Sud, Saint-Thomas, Beaumont, Saint-Joachim, Château-Richer. Les curés ont reçu l'ordre d'emporter les effets de leur église dans leur retraite : voir *supra*, note 42. « Les registres depuis le 21 janvier 1759 jusqu'au 8 septembre 1759 ont été emportés par les Anglais qui les ont pris dans les bois », écrit le curé de Saint-Thomas (le 22 septembre).
45. Ce nombre ne comprend pas celles de Saint-Nicolas, Saint-Antoine et Sainte-Croix, paroisses en amont de Québec qui n'ont pas reçu d'ordres d'évacuation. Lorsque les Britanniques y débarquent à la mi-août, les habitants fuient dans les bois.
46. Voir Stacey, *Quebec, 1759*, chap. 4 et 5, *passim*. Composé d'abord de 600 miliciens, soldats et Amérindiens, le détachement est porté à 1 000 hommes le 6 août et le commandement passe de Dumas à Bougainville.
47. Notre interprétation suit celle de Stacey et s'écarte de celle d'Eccles qui croit que les Français n'ont aucune raison d'être pessimistes sur l'issue de la campagne et de la bataille de Québec : William J. Eccles, « The Battle of Quebec : a Reappraisal », *Essays on New France*, Toronto, Oxford University Press, 1987, p. 125-133.
48. RAPQ (1938-1939), p. 1-9, journal de Fournerie de Vezon : « Événements de la guerre du Canada depuis le 13 septembre 1759 jusqu'au 14 juillet 1760 » ; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 220 et suiv., journal de Lévis, septembre-octobre 1759 ; Knox, *An Historical Journal*, v. 2, *passim*. AC, F3, art. 16 : 12-19, Vaudreuil au ministre, 15 avril 1760.
49. AC, F3, 15 : 280, Vaudreuil au ministre, 5 octobre 1759, à propos des femmes, ce qui n'est pas confirmé par les autres sources. Voir Knox, *An Historical Journal*, *passim* ; RAPQ (1920-1921), p. 191, an. « Journal du siège du 10 mai au 18 septembre 1759 », 19 août, à propos des prisonniers que font les habitants ; Wolfe à Holderness, 9 septembre 1759 : « Des vieillards de 70 ans et des garçons de 15 ans se postent à la lisière des bois, tirent sur nos détachements », cité par Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, p. 336.
50. BAC, MG 18-M, série 1, v. 28, Vaudreuil au capitaine de milice et au curé de Baie Saint-Paul, 18 et 23 juillet, 1<sup>er</sup> août 1759 ; au curé de Saint-Joachim, 20 août ; à M. de la Haussaye, officier de milice et au curé de Saint-Michel, 27 août ; au curé de Saint-Charles, 28 août. Il s'agit d'une correspondance suivie, quasi quotidienne dans certains cas.

51. Seule la côte de Beupré reçoit des renforts : Casgrain, *Collection*, v. 8, p. 71-72, Vaudreuil à Lévis, 28 juillet 1759 et la lettre du même au curé Portneuf [?] citée dans la note précédente.
52. RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 12-48, correspondance entre Dumas et Vaudreuil, 6 mars au 27 juin 1760, *passim*; Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 272.
53. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4 : 273-276, copie du placard de James Wolfe affichée à la porte de l'église de Saint-Laurent, dans l'île d'Orléans, 27 juin 1759. Les Britanniques distribuent les copies partout où ils mettent les pieds. C'est le premier d'une série d'au moins huit placards de portée générale publiés entre juillet 1759 et août 1760.
54. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les Européens procèdent au cours de la guerre à des cartels d'échange selon des règles de réciprocité entre soldats et officiers. La pratique a cours en Amérique et jusqu'en 1759, les miliciens de la Nouvelle-France, comme ceux des colonies britanniques sont considérés aussi comme prisonniers de guerre et échangés, à un palier inférieur à celui des troupes réglées cependant. Voir AC, C11A, v. 103 : 91-92 et 95-99, correspondance entre Vaudreuil à Abercrombie, 24 avril et 4 juin 1758, à propos de l'échange de Jacques Corriveau, capitaine de milice; voir aussi RAPQ (1933-1934), p. 104, journal de La Pause, 25 juillet 1759, à propos des protestations de Vaudreuil lorsque Murray refuse le statut de prisonnier de guerre à des miliciens capturés sur la côte de Beupré.
55. Voir les autres placards dans Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 273 et suiv., en particulier celui du 14 novembre 1759, p. 280-282.
56. Knox, *An Historical Journal*, v. 1, p. 431, 433 et 441. Est-il nécessaire de préciser que l'excuse des Indiens est pure invention.
57. *Ibid.*, v. 1, p. 379, ordre du 28 juin 1759.
58. *Ibid.*, v. 1, p. 400, ordre du 5 juillet 1759 où Wolfe rappelle à ses soldats de rapporter dans les entrepôts de l'armée les bestiaux, etc., pris dans les campagnes et de ne pas détruire les maisons et les églises sans en avoir reçu l'ordre.
59. *Ibid.*, v. 1, p. 385 et 441 (en note). « A Journal of the expedition up the River St-Lawrence containing a true and most particular account of the transactions of the Fleet and the Army... by the sergeant-major of General Hopkins Grenadiers. »
60. *Ibid.*, v. 2, p. 273 (en note), extrait du journal de Murray, novembre 1759.
61. Fraser, *Extract*, entrée du 1<sup>er</sup> juillet 1759.
62. Stacey, *Quebec, 1759*, p. 23-26; C. P. Stacey, « Scott, George », *DBC*, v. 3, p. 637-638. Chaque compagnie comptant normalement 100 hommes, il y aurait 600 Rangers dans l'armée de Wolfe. À propos de la création de ce corps, voir *supra*, chap. 8, p. 307. Sur le corps des Rangers, en général, voir Francis Jennings, *Empire of Fortune. Crowns, Colonies and Tribes in the Seven Years War in America*, New York, Norton, 1988, p. 199.
63. Ordre daté de Montmorency le 27 juillet, cité dans Knox, *An Historical Journal*, v. 1, p. 438. Nous ignorons s'il s'agit d'un nouveau règlement ou d'un rappel.
64. Il est impossible de quantifier les échauffourées et le nombre de victimes. Les officiers n'en rapportent que quelques-unes. Knox mentionne un combat entre les Rangers et les soldats des troupes de la Marine, à Beaumont, le 30 juin, au terme duquel sept soldats français sont tués et scalpés : *An Historical Journal*, v. 1, p. 385.
65. Pouchot, *Mémoires*, v. 1, p. 89.
66. Les références sont dans les archives criminelles. Voir entre autres le cas des jeunes gentilshommes déguisés en Indiens pour voler les passants, à Montréal vers 1683, cité dans

- Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, p. 384.
67. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 42-45; Hébert, *Le Siège*, p. 42, an., « Journal de l'expédition sur le fleuve Saint-Laurent »; Fraser, *Extract*, entrée du 23 août. Cette opération est commandée, non par un officier des Rangers mais par le capitaine Montgomery, du 43<sup>e</sup> régiment.
  68. Knox, *An Historical Journal*, v. 1, p. 439-441, à propos des mouvements de Dalling et de Fraser, qui, en plus des prisonniers, ramènent beaucoup de bestiaux. L'ordre est du brigadier Monckton, commandant à Pointe-Lévis, agissant pour le général Wolfe, comme le montre la formulation du placard qui suit.
  69. Voir la remarque du capitaine LeMercier durant une suspension d'armes, au sujet du coût de tous ces prisonniers nourris sur les bateaux, rapportée par Knox : *An Historical Journal*, v. 1, p. 441.
  70. AC, C11A, v. 104 : 309-310v. C'est la copie de Saint-Henri, la seule retrouvée. Voir Hébert (dir.), *Le Siège*, p. 101, an. « Le siège de Québec en 1759 ».
  71. BAC, MG18-M, série 1, v. 21, rapport du capitaine Joseph Goreham à Wolfe, août 1759. Avec 300 hommes il détruit toutes les habitations jusqu'à la Malbaie entre le 8 et le 15 août.
  72. Hébert (dir.), *Le Siège*, p. 112, an., « Le siège de Québec en 1759 »; AC, C11A, v. 104 : 193. an., « Journal tenu à l'armée ». Pour être visibles de Québec, les incendies du côté sud seraient vers Saint-Michel et Beaumont. Nous n'avons pas les détails de ces dernières opérations, ni de celles dans l'île d'Orléans.
  73. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 14-15 (en note); *A Journal of the expedition up the River St-Lawrence... by the Sergeant-Major of General Hopkins Grenadiers*, New York Mercury, 1759 (microrep. 07849). C'est la brigade de Murray qui est responsable des incendies et destructions au-dessus de Pointe-Lévis.
  74. Fraser, *Extract*, entrées du 23 août au 1<sup>er</sup> septembre. Montgomery descend à Saint-Joachim le 17 août avec un petit détachement qui est renforcé à deux reprises par la suite.
  75. BAC, MG18-M, série 1, v. 21. Comme nous ignorons le nombre de maisons ou de ménages dans ces paroisses en 1759, il est inutile de s'attarder sur les chiffres de Scott. Il note 998 « good buildings » [maisons ou granges?] détruits.
  76. Deschênes, *L'Année des Anglais*, p. 66-84. L'auteur avance plusieurs hypothèses intéressantes, mais impossibles à vérifier. Rappelons que certaines de ces paroisses ont déjà été incendiées en août. *Note des éditeurs* : dans l'avant-propos de la deuxième édition de son ouvrage, Deschênes signale une source selon laquelle des jeunes femmes de Sainte-Anne de la Pocatière se seraient déguisées en hommes pour faire feu sur des soldats britanniques qui incendiaient les granges des habitants : *L'Année des Anglais : la Côte-du-Sud à l'heure de la conquête*, Québec, Septentrion, 2001, p. ix-x.
  77. Sur la côte de Beauré, les blés encore verts n'ont pas pu être brûlés par Montgomery, et au début de septembre, après le départ de l'armée britannique, les habitants, protégés par les troupes françaises, viennent le récolter. *A Journal of the expedition [...] by the Sergeant-Major*, 23 août; Hébert (dir.), *Le Siège*, p. 115, an., « Le siège de Québec en 1759 »; Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 136.
  78. AC, C11A 104 : 366-370v, l'évêque de Québec au ministre, 9 novembre 1759, et sa « Description imparfaite de la misère du Canada » datée du 5 novembre 1759; Richer, *Journal du siège de Québec*, Québec, SHQ, 1959.

79. Lettre du 10 août 1759 citée par Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, p. 335.
80. Les quelques cas rapportés dans les journaux des officiers britanniques ne représentent certainement pas la totalité des sévices exercés contre les miliciens pris les armes à la main, mais il est impossible d'évaluer le nombre de ces actions.
81. AC, C11A, v. 104 : 318-327, mémoire de Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay, « ci-devant lieutenant de Roi, commandant à Québec, au sujet de la reddition de cette ville », s.d. [1759-1760]. C'est Ramezay qui précise que la ville mit un certain temps à s'apercevoir que les tentes étaient vides.
82. AC, C11A, v. 104 : 331v-333, placet des bourgeois et citoyens de Québec et marchands forains, s.d. [14 septembre], suivi de 22 signatures; voir aussi AC, A1, 3540, n° 101-102. Daine, lieutenant général civil et criminel de la prévôté, au ministre de la Guerre, 9 octobre et 22 septembre 1759.
83. AC, C11A, v. 104 : 318-327, mémoire de Ramezay.
84. Il y aurait environ 1 500 combattants dans la ville dont un tiers de miliciens. Sur l'état d'esprit de cette garnison, voir le mémoire de Ramezay cité dans la note précédente, Casgrain (dir.), *Collection*, v. 10, p. 111-114, de Bernetz à Lévis, 18 et 20 septembre 1759, et AC, C11A, v. 104 : 390-393v, Foligné, « Journal mémoratif de ce qui s'est passé de plus remarquable pendant qu'a duré le siège de la ville de Québec ».
85. AC, C11A, v. 104 : 390-393v, Foligné, « Journal mémoratif »; RAPQ (1931-1932), p. 101-102, papiers La Pause, pour une copie des articles de la capitulation.
86. RAC (1918), appendice B, p. 1, proclamation du 22 septembre 1759.
87. AC, C11A, v. 104 : 393v, Foligné, « Journal mémoratif ».
88. AC, C11A 104 : 366-370v, l'évêque de Québec au ministre, 9 novembre 1759, et sa « Description imparfaite de la misère du Canada », datée du 5 novembre 1759.
89. La capitulation de Québec porte sur la ville seulement. La délimitation de la frontière entre les deux armées dépend donc du rapport de forces. Sur les mouvements et affrontements de l'automne et de l'hiver, voir RAPQ (1938-1939), p. 1-9, journal de Fournerie de Vezon; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 220 et suiv., journal de Lévis, septembre-octobre 1759; Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 336 (en note), lettre de Murray du 24 décembre 1759, où il précise que l'occupation ne va pas au-delà des rivières du Cap Rouge et Chaudière.
90. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 278-280, ordres au curé et aux officiers de milice de Sainte-Foy, 14 et 21 octobre 1759; AC, F3, art. 16 : 17v, Vaudreuil au ministre, 26 mars 1760.
91. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 134, 137 et 159. Voir aussi RAC (1912), appendice 1, p. 84-87, inventaire de la correspondance du général Murray, 1759 et 1760.
92. Notre traduction. La formule en français récitée par les habitants n'a pas été conservée. Voir la version anglaise dans le journal de Knox avec la description de la cérémonie à Saint-Antoine en juillet 1760 : *An Historical Journal*, v. 2, p. 475.
93. RAC (1918), appendice B, p. 7, placard de Murray, 26 février 1760. Pour les mouvements, voir Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 226-242, journal de Lévis, octobre 1759-mars 1760. On brûla aussi quelques habitations à Sainte-Foy.
94. Les lettres de Vaudreuil aux officiers de milice et aux curés du gouvernement de Québec et les ordres de Lévis émis au début du siège, le 28 avril, ont évidemment influencé les

- habitants. Voir Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 429, qui observe le retour d'un grand nombre de Canadiens dans les paroisses du nord et du sud les 16 et 17 mai et note une lettre de Lévis priant Murray de ne pas punir ces hommes d'une part parce qu'ils ont été forcés de venir au siège, d'autre part parce qu'ils n'ont pas combattu.
95. AC, C11A, v. 105 : 64-64v., manifeste du général Murray, 20 mai 1760; autre copie datée du 22 mai dans RAC (1918), appendice B, p. 9-10.
  96. La valeur exemplaire des trois condamnations décrites ci-après a échappé aux historiens, à Marcel Trudel en particulier, qui suggère que le Sr. Duchesnay n'est pas le seigneur de Beauport, mais son fils, un jeune homme de vingt ans, enseigne dans les troupes de la Marine; ce qui n'a aucun sens puisque comme officier, il ne peut pas avoir fait serment de neutralité et qu'en plus il ne possède rien. *Histoire de la Nouvelle-France*, X, *Le Régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France, 1759-1760*, Montréal, Fides, 1999, p. 27.
  97. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 453-457. La sentence du 30 mai 1760 est exécutée immédiatement. « On dit [...] le capitaine de St Charles pendu », écrit Dumas à Vaudreuil, le 31 mai : RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 29. La présence de l'ordre de Lévis du 28 avril à ce même capitaine Nadeau de Saint-Charles dans les archives de la Guerre (AG 3574, n<sup>o</sup> 31) n'est pas expliquée. La saisie des biens d'Antoine Juchereau Duchesnay [1704-1772] a probablement lieu au début de juin, en même temps que l'arrestation du prêtre. Le 2 juillet 1760, Murray en fait don à deux de ses officiers : Archives de l'Université de Montréal, collection Baby, P58/P2, 64 (et microfiche 2576). Plus tard, ces arrangements sont annulés. Duchesnay retrouve sa seigneurie et le curé, sa liberté.
  98. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 374. L'ordre est du 21 avril et ces gens ont trois jours pour préparer leur départ. Le 2 juillet, ils sont autorisés à venir brièvement dans la ville prendre les effets qui leur manquent : *ibid.*, v. 2, p. 463, et v. 3, p. 307, journal de Murray.
  99. *Ibid.*, v. 3, p. 307, journal de Murray.
  100. Au départ, Murray ne dispose que de 2 800 soldats. Chemin faisant il reçoit des renforts de Louisbourg, environ 1 000 hommes. Voir Frégault, *La Guerre*, p. 381 et suiv.
  101. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4 : 284-285, placard de Murray [13 juin date initiale], 23 juillet 1760. Les informations qui suivent proviennent essentiellement des journaux de Knox et de Murray, de la correspondance entre Bourlamaque et Lévis (Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5) et du journal de ce dernier (*ibid.*, v. 1).
  102. Knox, *An Historical Journal*, v. 2, p. 512-514. Ce nouveau placard mentionné par l'officier britanniques n'a pas été conservé.
  103. AC, F3, art.16 : 111-114 et 121-126, lettres de Bigot et de Vaudreuil au ministre, 2 et 10 septembre 1760; journal du major Robert Rogers commandant des Rangers, cité par George F. G. Stanley, *New France, the Last Phase 1744-1760*, Toronto, McClelland and Stewart, 1968, p. 254-255.
  104. Une fausse rumeur qui met plusieurs jours à se dissiper. Voir Knox, *An Historical Journal*, 2, p. 514-515; MacLeod, D. Peter, *The Canadian Iroquois and the Seven Years' War*, Toronto, Dundurn Press; Canadian War Museum, 1996, p. 173-176.
  105. RAPQ (1924-1925), p. 147, an., « Mémoire du Canada »; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 286 et 289, Montcalm à Bourlamaque, 7 et 11 mars 1759.
  106. Voir Stacey, *Quebec, 1759*, p. 59, et Stanley, *New France*, p. 294, note 19. L'estimation repose sur tous les compte rendus des opérations. En supposant, comme c'est probable,



que 15 229 vaut pour tous les hommes de quinze à soixante ans, les 11 000 participants représenteraient 72 % de l'ensemble. Rappelons que le dernier recensement de la colonie remonte à 1739. Pour avoir 70 000 habitants vingt ans plus tard, il aurait fallu que la croissance se maintienne au même rythme pendant la guerre. Nous pensons qu'elle a ralenti et que ce chiffre, généralement accepté, est trop fort.

107. AC, C11A, v. 104 : 268, Foligné, « Journal mémoratif », mai 1759. Pour les effectifs des milices à Beauport, il n'y a pas de chiffres sûrs, compte tenu de la confusion avec les troupes de la Marine. Nous retenons ici ceux de Montcalm : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 6, p. 166-172, lettres de Montcalm à Lévis, 1<sup>er</sup> et 3 juillet 1759.
108. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 4, p. 171-174, règlement de Vaudreuil, 1<sup>er</sup> juin 1759; *ibid.*, v. 2, p. 283-290 et 348-350, lettres circulaires de Lévis aux commandants de bataillon, 25 et 29 mars, 16 avril, 14 juin 1760; *ibid.*, v. 8, p. 160-161, Vaudreuil à Lévis, 24 avril 1760. Aussi *supra*, chap. 10, section 3, « La milice et les troupes réglées », p. 370.
109. Voir *supra*, chap. 10, tableau 10.1 pour la répartition du logement des gens de guerre.
110. Voir *supra*, chap. 10, p. 392 et note 171.
111. Pouchot, *Mémoires*, v. 1, p. 40-111. La garnison compte 486 hommes dont 133 miliciens.
112. Ian K. Steele, *Warpaths. Invasions of North America*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 216-217; Stanley, *New France*, p. 215-219; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 1, p. 188-192, journal de Lévis, [juillet] 1759.
113. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 13-81, lettres de Bourlamaque à Vaudreuil, Rigaud de Vaudreuil et Lévis, 7 août-18 novembre 1759; Stanley, *New France*, p. 234 et suiv.
114. Stanley, *New France*, ch. 17; Casgrain (dir.), *Collection*, v. 11, p. 263-271, « Extrait du journal de M. Vauquelin, commandant la frégate l'*Atalante*, dans le fleuve saint-Laurent, en 1760 ». Les deux navires du roi et les autres bâtiments qui transportaient les munitions de l'armée vont s'échouer devant Neuville et sont incendiés, l'*Atalante* le sera après un violent combat. L'équipage de 170 hommes comptait 60 miliciens.
115. Stanley, chap. 17 et en particulier p. 254.
116. C'est ce que note Fred Anderson à partir de la correspondance et des journaux des miliciens de Nouvelle-Angleterre qui servent sur le lac Champlain : *A People's Army: Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, p. 153-155.
117. Pouchot, *Mémoire*, v. 1, p. 92-93, entrée du 6 mai 1757.
118. RAPQ (1928-1929), p. 8 et suiv., Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire », Carillon, août 1756.
119. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, p. 511, journal de Montcalm, 1<sup>er</sup> mai 1759.
120. RAPQ (1928-1929), p. 76-78, Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire », septembre 1759.
121. RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 39, Vaudreuil à Dumas, 1<sup>er</sup> juin 1760. Le gouverneur ne veut pas que les nouvelles se répandent avant « que sçûes de moi » ; elles doivent être un secret impénétrable.
122. RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 25, Dumas à Vaudreuil, 12 avril 1760.
123. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 32, Bourlamaque à Lévis, Île-aux-Noix, 13 août 1759. Environ 1 000 miliciens, venus tôt au printemps du gouvernement de Québec, servent dans l'armée de Bourlamaque. À Beauport, ce sont les miliciens du gouvernement de Montréal, inquiets pour leurs récoltes et redoutant une attaque *via* le lac Ontario, qui

- désertent en grand nombre de l'armée de Beauport : AC, C11A, v. 104 : 286-287, Foligné, « Journal mémoratif ».
124. André Lachance, « La désertion et les soldats déserteurs au Canada dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'université d'Ottawa* (janvier-avril 1977), p. 151-161.
  125. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 109, Bourlamaque à Lévis, Saint-Ours, 26 août 1760.
  126. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 2, p. 323-326, Lévis à Vaudreuil, 25 mai 1760; AC, F3, art. 16 : 115, Vaudreuil au ministre, 29 août 1760. Les officiers des troupes réglées sont autorisés à publier le ban mais non à exécuter la sentence sans l'accord de Vaudreuil, dont l'indulgence est bien connue.
  127. Bourlamaque a commencé à réclamer ce ban dès août 1759, alors qu'il commandait à l'Île-aux-Noix; en 1760, il revient souvent sur le sujet dans sa correspondance avec Lévis : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 32, 13 août 1759, et p. 87 et suiv., en particulier p. 91, août 1760.
  128. RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 36, Dumas à Vaudreuil, Jacques-Cartier, 27 juin 1760. Sur la frontière de la zone occupée, Sainte-Croix est particulièrement vulnérable et sa milice refuse de quitter la paroisse pour suivre l'armée. D'autres officiers utilisent la menace d'incendie, qui a si bien servi les Britanniques, mais rien ne permet d'affirmer, comme le fait Frégault, qu'ils la mirent à exécution : Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, p. 103, le capitaine Bellot à Bourlamaque, Sorel, 22 août 1760; Frégault, *La Guerre*, p. 387.
  129. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 2, p. 323-326, Lévis à Vaudreuil, 25 mai 1760; RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 27-28, Dumas à Vaudreuil, Jacques-Cartier, 18 avril 1760, au sujet du capitaine Villeneuve et de Jean Trépanier, aide-major de Batiscan qui a déserté avec les autres habitants de cette paroisse. En citant cette anecdote hors du contexte militaire, Colin Coates lui donne un sens qu'elle n'a pas : *The Metamorphoses of Landscape and Community in Early Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 89.
  130. Voir *supra*, chap. 10, p. 356-357.
  131. D'après l'évaluation de Dumas qui n'a pas de moyens de contrainte et doit compter sur la bonne volonté : RAC (1905), v. 1, 4<sup>e</sup> partie, p. 21, Dumas à Vaudreuil, 28 mars 1760. Voir aussi le rapport entre les miliciens de l'armée de Lévis et ceux qui participent au combat du 28 avril : *supra*, chap. 10, p. 387.
  132. Pouchot, *Mémoires*, v. 2, p. 261 et suiv. Le siège fait 60 victimes du côté français. Pouchot loue la fermeté de sa garnison y compris celle des 60 miliciens.

## CHAPITRE 12 • LES ENJEUX MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS

1. *Note des éditeurs* : comme l'explique Thomas Wien dans l'avant-propos (page 32), ce chapitre est celui qui nous est parvenu dans sa forme la moins achevée. Il comportait une introduction, puis quatre parties sans ordre établi et une section que nous avons renvoyée dans le chapitre 11. Par ailleurs, plusieurs notes en marge du texte appelaient des nuances ou soulignaient des interrogations. Dans bien des cas, les références étaient incomplètes ou inexistantes. Enfin, parfois, l'ordre de présentation des arguments ne respectait pas la logique annoncée et certains passages étaient écrits deux fois de façons différentes. La mise en forme a consisté à supprimer des passages argumentatifs incomplets, à compléter des phrases qui apparaissaient en style télégraphique, à ajouter des charnières et à faire

quelques réaménagements destinés à rétablir la cohérence que l'auteure aurait donnée au texte si elle l'avait révisé. Sylvie Dépatie s'est chargée de ce travail. À la lecture du chapitre, le lecteur ne reconnaîtra donc pas toujours le style de l'auteure; nous n'avons pas indiqué toutes les interventions effectuées sur le texte, mais les références que nous avons ajoutées en signalent un bon nombre.

2. *Note des éditeurs*: une attitude dont témoigne clairement l'article de W. J. Eccles, « The Social, Economic and Political Significance of the Military Establishment in New France », *Canadian Historical Review*, 52 (1971), p. 1-22. Eccles y soutient, entre autres, qu'étant donné la fréquence des conflits, la mentalité militaire était un des traits caractéristiques de la colonie. L'auteur y postule un processus de percolation automatique de la mentalité du groupe des officiers militaires vers le bas de la société, sans poser le problème des rapports sociaux. D'autres historiens souscrivent à ce point de vue, dont Ian K. Steele dans *Warpaths. Invasions of North America*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 73, 75 (l'auteur y oppose l'obéissance des miliciens canadiens à la résistance des Virginiens), 77, et dans *Betrayals. Fort William Henry & the « Massacre »*, New York, Oxford University Press, 1990, p. 47. Dans *The Canadian Frontier*, Eccles écrit, après avoir comparé l'état de développement des institutions culturelles au Canada et dans les colonies américaines : « In short New France was the Sparta, not the Athens of North America. » Albuquerque (NM), University of New Mexico, édition révisée 1983 [1969], p. 102.
3. *Note des éditeurs*: voir entre autres Allan Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique locale au XVIII<sup>e</sup> siècle : Quelques cas dans la vallée du Richelieu », *Société canadienne de l'histoire de l'Église catholique. Sessions d'études*, n° 47 (1980), p. 19-33 ; Thomas Wien, « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle : Les moulins des Couillard », dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Actes du colloques d'histoire comparée Québec-France, février 1990, Chicoutimi/Paris, Centre universitaire SOREP/École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990, p. 225-235. Dans *Justice et justiciables. La procédure civile à la Prévôté de Québec 1667-1759*, John A. Dickinson mentionne plus de 150 causes relatives aux droits seigneuriaux, dans la seule juridiction de la prévôté en question : Québec, Presses de l'Université Laval, 1982, p. 121-123.
4. Fred Anderson, *A People's Army : Massachusetts Soldiers and Society in the Seven Years' War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, p. 38-39. À la fin de chaque campagne, les miliciens touchent une somme substantielle, soit leur solde accumulée et une prime d'enrôlement représentant la paie mensuelle et parfois davantage. L'auteur situe ces avantages à 15 livres en moyenne. C'est à peu près ce qu'un paysan canadien déterminé à ne pas marcher est prêt à payer pour se faire remplacer. Voir *supra*, chap. 3, p. 130 et note 38.
5. Voir *supra*, chap. 3.
6. *Note des éditeurs*: en marge du titre de cette section, L. Dechêne a écrit : « à reprendre et lier aux "volontaires". Voir les articles de Greer sur la mutinerie. On est volontaire pour le butin. Cas des soldats et aussi sans doute milice. » L'auteure fait ici référence aux volontaires engagés dans des opérations militaires spécifiques, comme l'attaque de mars 1744 contre le poste britannique de Canso qui, sous l'autorité du gouverneur de Louisbourg, a impliqué 80 soldats des troupes de la Marine et 37 soldats « suisses » du régiment Karrier, volontaires contre la promesse d'avoir une part dans le butin : Allan Greer, « Mutiny

- at Louisbourg, December 1744 » et « Another Soldiers' Revolt in Isle Royale, June 1850 », dans Eric Krause *et al.* (dir.), *Aspects of Louisbourg*, Sydney, The Louisbourg Institute, 1995, p. 75-57 et 78. Sur le pillage, voir aussi *supra*, chap. 10, p. 369-370.
7. Voir le journal de William Pote, p. 1 et suiv. : V. H. Paltsits (dir.), *The Journal of Captain William Pote Junior during his Captivity in the French and Indian War from May 1745 to August 1747*, New York, Dodd, Mead and Co., 1896.
  8. Voir les divers comptes rendus dans AC, C11A, v. 83 : 3 et suiv., 156 et suiv., et 173-181, ainsi que C11A, v. 84 : 103-107v.
  9. Ce qu'ils ne font pas toujours honnêtement, cependant. Pouchot rapporte que des officiers et des employés du fort Frontenac gardèrent pour eux une partie du butin de Chouaguen revenant au roi : Pierre Pouchot, *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale entre la France et l'Angleterre* [3 vol., Yverdon (France), s.n., 1781] réédition : Sillery, Septentrion, 2002, p. 68.
  10. AC, C11A, v. 115 : 150-228, bordereau de 1745 ; v. 116 : 91-140, bordereau de 1748.
  11. Voir le poste « rachat de prisonniers anglais et chevelures » dans AC, C11A, v. 116 : 91-140, bordereau de 1748 ; AC, C11A, v. 85 : 284 et suiv., état des fournitures aux Ouyatanons pour 1743-1746. La prime n'a pas augmenté depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Voir à ce sujet *BRH*, v. 21, 1915, p. 187-189. Les colonies britanniques, qui ne disposent pas de troupes indigènes aussi nombreuses, doivent offrir ces primes aux colons : J. Axtell et W. C. Sturtevant, « The unkindest cut or who invented scalping? », *WMQ*, 3<sup>e</sup> série, 37, juillet 1980, p. 451-472.
  12. Desmond Morton, *A Military History of Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992, p. 5. L'auteur s'appuie sans doute sur le témoignage d'un colon américain selon lequel Raimbault, cadet dans les troupes de la Marine commandant un parti d'Abénaquis du côté de Boston, aurait levé lui-même une chevelure. Voir Samuel G. Drake (dir.), *Tragedies of the Wilderness, or, True and Authentic Narratives of Captives*, Boston, Antiquarian Bookstore and Institute, 1844, p. 89. Il n'y a rien d'autre, à notre connaissance. Par ailleurs, il est certain que, si la milice avait scalpé les morts, même occasionnellement, les officiers des bataillons français n'auraient pas manqué de le relever, car ces pratiques les scandalisent et ils ne ménagent pas la réputation des troupes de la colonie. Sur cette question, voir *supra*, chap. 4, p. 180. *Note des éditeurs* : la récente contribution de Jean-François Lozier reprend la position de Morton : « Lever des chevelures en Nouvelle-France : la politique française du paiement des scalps », *RHAF*, vol. 56, n° 4, printemps 2003, p. 526.
  13. La troupe de Léry, qui comprend 76 soldats, 110 Amérindiens et 166 miliciens choisis avec soin, fait un massacre : Journal de M. de Léry, février 1756, dans *RAPQ* (1926-1927), p. 372 et suiv. Quant au village des Palatins, 15 soldats, 300 volontaires canadiens et 200 Amérindiens participent à sa destruction et à celle de ses habitants : Journal de M. de Bellestre, oct.-nov. 1757 dans H.-R. Casgrain (dir.), *Collection des manuscrits du maréchal de Lévis*, 12 vol., Montréal, Beauchemin, 1889-1895, vol. 11, p. 127-142, et Journal de Montcalm, *ibid.*, vol. 7, p. 305 ; AG, A1, 3498, n° 85, lettre de Daine, 19 mai 1758, à propos des rapports exagérés sur l'importance du butin ; AC, C11A, v. 104 : 127-133, lettre de Vaudreuil, 28 nov. 1759, au sujet du gaspillage, « craignant d'être poursuivi ».
  14. AG, A1, 3417, n° 208, Montcalm au ministre, 28 août 1756 ; journal de Montcalm, Casgrain (dir.), *Collection*, vol. 7, p. 292. Voir aussi Pouchot, *Mémoires*, p. 38, à propos de la victoire de la Monongahela en juillet 1755 : « tous les effets des officiers qui étaient bien équipés, dont les sauvages et Canadiens ont fait leur profit. »

15. La Pause décrit la confusion à Chouaguen où toute l'armée, soldats compris, se livre au pillage : *RAPQ* (1931-1932), p. 33-34. Du côté britannique, par contre, après la prise du fort Frontenac, le butin considérable est ramené au fort Bull et partagé entre les 2 700 hommes qui ont participé à l'action, chacun recevant pour une valeur de 13 £ : Fred Anderson, *A People's Army*, p. 158-159. Mais il n'y a pas toujours autant d'ordre et l'auteur décrit le pillage des cadavres après les batailles comme une pratique ordinaire.
16. Voir AC, C11A, v. 84 : 142-144v, pour les paiements aux habitants des paroisses de Lévis à la Rivière-du-Loup ; ou encore C11A, v. 71 : 146 et suiv., pour des paiements semblables aux alentours de Montréal à l'occasion du départ d'un parti envoyé contre les Chicachas en 1739. *Note des éditeurs* : sur cette question, voir *supra*, chap. 10, p. 356.
17. *Note des éditeurs* : en marge de cette phrase, L. Dechêne a écrit : « Elles ne sont pas étrangères à leur refus de marcher ». Cette remarque fait évidemment référence à l'indifférence affichée par les autorités à l'égard des exigences des travaux agricoles, lors de la levée des milices. Voir *supra*, chap. 9, p. 313, 320-321, chap. 10, p. 356-357, chap. 11, p. 428.
18. H. Têtu et C.-O. Gagnon (dir.), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, vol. 2, Québec, imprimerie Côté, 1888. Voir les p. 34-146 pour les mandements de M<sup>gr</sup> de Pontbriand entre 1744 et 1760. Aussi, Claudette Lacelle, *Monseigneur Henry-Marie Dubreuil de Pontbriand : ses mandements et circulaires*, mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 1971. C. Lacelle a retrouvé et reproduit en annexe plusieurs mandements et circulaires non publiés, dont les circulaires du 14 mai 1746, du 14 juillet 1753 et de l'été 1755, ainsi que les mandements du 9 août 1755, de 1756 (aux Amérindiens domiciliés), de [octobre] 1756, du 21 février 1757 et du 31 mai 1759. Au total, l'analyse qui suit utilise 23 mandements et 8 lettres circulaires aux curés relatives à ces mandements et à diverses dispositions à prendre en regard de la guerre.
19. Voir Michel Gilot, « Le souvenir d'une belle bataille », dans *L'Histoire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Aix-en-Provence, 1980, p. 307-328. L'auteur a dénombré 23 *Te Deum* en France de 1744 à la signature de la paix en 1749. Les nouvelles ne parvenant à la colonie qu'une fois l'an, les victoires et les célébrations sont télescopées.
20. L'évêque est particulièrement attaché aux intérêts de la famille de Vaudreuil et on ne peut expliquer autrement le *Te Deum* ordonné pour célébrer le saccage de bateaux et de hangars par un gros détachement commandé par le frère du gouverneur, une opération aussi obscure et médiocre ne méritant pas de figurer parmi les grandes victoires. Voir les critiques de Montcalm (*note des éditeurs* : nous n'avons pas retrouvé la référence exacte).
21. Les *Te Deum* sont chantés au bruit des canons de la ville et des navires au port. Ce sont des journées de réjouissances. Voir AC, C11A, v. 85 : 206, lettre de Beauharnois, 7 octobre 1746.
22. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, Journal de Montcalm, p. 510, à propos du mandement du 18 avril 1759 qui n'a pas voulu dissimuler le danger.
23. Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, « Journal militaire tenu par Nicolas Renaud d'Avène Des Méloizes, Ch<sup>er</sup>, seigneur de Neuville au Canada », du 19 juillet au 30 octobre 1756 et du 8 mai au 21 novembre 1759, *RAPQ* (1928-1929), p. 78.
24. AC, C11A, v. 87 : 363-367, circulaire de Vaudreuil aux capitaines de milice, datée du 30 mai 1760 et distribuée dans la semaine qui suit ; le fait est rapporté avec beaucoup d'ironie par un chroniqueur contemporain anonyme, *RAPQ* (1924-1925), p. 175.

25. *RACm* 4<sup>e</sup> partie, p. 39, lettre de Vaudreuil à Dumas, 1<sup>er</sup> juin 1760, et lettre du même au même, 3 juin, à propos de la circulaire citée plus haut.
26. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 10, p. 87, lettre de Péan à Lévis, 13 juillet 1758, au sujet des colons de la Nouvelle-Angleterre, affamés et révoltés, qui veulent se mettre sous la protection des Français, d'après ce que rapportent trois Acadiens échappés de Boston. Pouchot, *Mémoires*, p. 55, à propos de la rumeur de l'assassinat de Louis XV : « Le 6 Mai [1757], un Sauvage Iroquois et un Anglais qui s'était domicilié parmi eux, vinrent à Niagara. Ils dirent à M. Pouchot que le roi de France avait été tué, et que le roi de Prusse avait pris la reine d'Hongrie, quoiqu'il ne fût encore arrivé aucun vaisseau de France. Ce commandant [Pouchot] trouva ces nouvelles si extraordinaires qu'il crut devoir en faire part à M. de Vaudreuil. Il fut vérifié que le roi avait été blessé, et que la reine de Pologne avait été arrêtée par le roi de Prusse. »
27. Fernand Grenier (dir.), *Papiers Contrecoeur et autres documents concernant le conflit anglo-français sur l'Ohio de 1745 à 1756*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1952, p. 226, Duquesne à Contrecoeur, 25 juillet 1754.
28. Jean Delumeau, *La Peur en Occident (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles). Une cité assiégée*, Paris, Fayard, 1978, p. 174-176.
29. *RAC* (1905), p. 25, Dumas à Vaudreuil, de Jacques-Cartier, 12 avril 1760.
30. *RAPQ* (1924-1925), p. 168, Mémoire anonyme ; à propos de la réaction à la nouvelle de la reddition de Québec en septembre 1759.
31. *Note des éditeurs* : sur la question de l'identité, voir Christophe Horguelin, « Le XVIII<sup>e</sup> siècle des Canadiens : discours public et identité », dans Philippe Joutard et Thomas Wien (dir.), *Mémoires de Nouvelle-France*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2005, p. 209-219.
32. Paltsits (dir.), *Journal*, p. 158. Passage repris à peu près textuellement dans un autre journal de prisonnier [anonyme] : Isabel M. Calder (dir.), *Colonial captivities, marches and journeys*, New York, Macmillan, 1935, « The journal of a Captive 1745-1748 », entrée du 26 juillet 1747, p. 87. Il n'y a aucun moyen de savoir si les propos rapportés sont vrais ou faux.
33. *Note des éditeurs* : Il s'agit d'un incident relaté dans Thomas Wien, « Les conflits sociaux dans une seigneurie canadienne au XVIII<sup>e</sup> siècle : Les moulins des Couillard », dans Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Actes du colloques d'histoire comparée Québec-France, février, 1990, Chicoutimi/Paris, Centre universitaire SOREP/École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990, p. 225-235.
34. Reuben G. Thwaites (dir.), *The Jesuit Relations and allied documents : travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1791*, 73 vol., Cleveland, Burrows Brothers, 1896-1901, v. 69, p. 150-198, « Relation du voyage de la Belle rivière fait en 1749, sous les ordres de M. de Celoron, par le P. de Bonsecamps » : « Le 25<sup>e</sup> [août...] Le soir on fit un feu de joye pour célébrer la S<sup>t</sup> Louis. Tout le détachement étoit sous les armes et l'on fit une triple décharge de mousqueterie précédée de plusieurs Vive le Roi. » T. C. Pease et E. Jenison (dir.), *Illinois on the Eve of the Seven Years War, 1747-1755*, Springfield, Illinois State Historical Library, v. 29, French Series III, 1940, p. 702 : McCarty à Vaudreuil, 2 septembre 1752, Saint-Louis, on tire du canon et on fait tirer trois salves par tous les hommes devant le portrait du roi ; p. 722 : le père de Guyenne à Vaudreuil, mission Saint-Joseph (Louisiane), 10 septembre 1752, feu de joie pour la naissance du Duc de Bourgogne.

35. *Note des éditeurs*: De toute évidence, l'auteure songeait à Marius Barbeau qui, de 1916 à 1969, a récolté plus de 900 chansons, et à Luc Lacourcière qui a fondé en 1944, à l'Université Laval, les Archives de folklore et d'ethnologie : Centre de documentation Marius-Barbeau (2004), « À la mémoire de Marius Barbeau, 1883-1969 », adresse URL : <http://www.cdmb.ca/marius.html>; Denis Lessard, « Un chercheur aux cent préfaces, Luc Lacourcière », *Bulletin Mnemo* (consulté en décembre 2007), adresse URL : [http://www.mnemo.qc.ca/html/99\(26\).html](http://www.mnemo.qc.ca/html/99(26).html)
36. AC, C11A, v. 102 : 185-186, lettre au ministre, s. d. [1757].
37. AG, A1, 3457, n° 163, lettre de Vaudreuil, 23 octobre 1756.
38. Lettre du 3 février 1759, B109, citée par Stacey, *Québec, 1759*, p. 40; voir Casgrain (dir.), *Collection*, v. 3, p. 162, lettre à Montcalm, 10 février 1759.
39. Sur le caractère mesquin et pompeux de Vaudreuil, le meilleur résumé est celui fait par Stacey, chapitre 1, « Dramatis personae », *passim*. « Ma fermeté a pénétré tous les cœurs et un chacun, dit-il hautement. Le Canada notre pays natal nous ensevelira sous les ruines plutôt que de nous rendre aux anglais. » Lettre de Vaudreuil, 28 mai 1759, AC, F 315 : 265-270.
40. Voir Anderson, *A People's Army*, sur l'état des esprits en Nouvelle-Angleterre : sur l'absence de héros aux yeux des miliciens, p. 23 ; sur l'absence de critique immédiatement après la défaite, p. 153-155.
41. *Note des éditeurs*: On retrouve des traces de tensions entre habitants et soldats dans quelques sources, généralement citées dans le contexte d'une critique des actions de Montcalm ; c'est le cas de Guy Frégault, *François Bigot, administrateur français*, 2 vol., [Ottawa, Études de l'institut d'histoire de l'Amérique française, 1948] Montréal, Guérin, 1994, v. 2, p. 261, et *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, p. 361, et de J.-B.-A. Ferland, dans son *Cours d'histoire du Canada*, 2<sup>e</sup> partie, 1663-1759, Québec, A. Côté, 1865, p. 588-589. Il faudrait retourner aux documents de la série C11A (Archives des Colonies) sur lesquels s'appuient ces deux auteurs et en faire une lecture prudente. C'est ainsi que nous comprenons la mention « à vérifier » que L. Dechêne a inscrit en marge de la phrase.
42. Voir Casgrain (dir.), *Collection*, v. 5, Montcalm à Bourlamaque, au sujet de conflits entre officiers et « capitaines des côtes », p. 246 et 250, entre autres.
43. Michel Brunet, *Les Canadiens après la conquête, 1759-1775*, Montréal, Fides, 1969, p. 27-28 ; Louise Dechêne, *Le Partage des subsistances au Canada sous le régime français*, Montréal, Boréal, 1994, p. 184-185, lettre du marchand Jacques Hervieux, 25 septembre 1761.
44. Ce sont surtout des Irlandais. BANQ-CAM, TL4, D5542, D6091 et D6194, et BANQ-CAQ, TL5, D1794 : procès tenus entre 1750 et 1758.
45. Titus King ; Stephen Coffen ; Robert Eastburn ; Peter Williamson. Parmi les moins crédibles, Jemima Howe et Thomas Brown. Voir « The Narrative of Titus King of Northampton, Mass : A prisoner of the Indians of Canada 1755-1758 », réimpression, The Connecticut Historical Society, 1938. On trouvera dans Drake (dir.), *Tragedies of the Wilderness*, les récits de Eastburn, Williamson et Howe. S'il est rarement question des habitants des côtes et des villes, les captifs mentionnent plus souvent leurs relations avec les officiers dans les postes, avec les prêtres qui veulent les faire abjurer et avec les bourgeois qui rachètent ces prisonniers des Amérindiens pour les utiliser comme domestiques. Mais il est bien difficile de tirer des conclusions à partir de cet ensemble d'anecdotes qui révèlent des attitudes fort disparates.

46. Paltsits (dir.), *Journal*, et Calder (dir.), *Colonial captivities*, « The journal of a Captive », entrée du 28 avril 1747, p. 54-56 et 93.
47. Casgrain (dir.), *Collection*, v. 7, *Journal de Montcalm*, p. 530 et 254; AG, A1, 3417, n° 182, Relation de monsieur Duchat, capitaine de Languedoc, 15 juillet 1756. (*Note des éditeurs*: l'auteur précise qu'elle a noté d'autres références sur les abus des gouvernements coloniaux, mais nous n'avons pas retrouvé ces références). Les arguments de l'Église sont exposés plus bas.
48. *Notes des éditeurs*: nous n'avons pas retrouvé la référence exacte.
49. Voir *supra*, chapitre 6.
50. Louis de Courville, notaire rural, considère que les Anglais sont fondés de se plaindre des procédés des Canadiens et de leurs alliés. Il est difficile cependant de savoir si cette remarque a été écrite en 1759 ou ajoutée plus tard à ses *Mémoires sur le Canada, depuis 1749 jusqu'à 1760*, Québec, Société littéraire et historique de Québec, [1838] 1873, p. 128-129. En apprenant le massacre des prisonniers britanniques après la prise du fort George, un marchand de Montréal aurait publiquement déclaré que le Canada s'était attiré la vengeance du Ciel. Captain Jonathan Carver, « Narrative of his Capture and subsequent escape from the Indians at the bloody massacre committed by them when Fort William Henry fell into the hands of the French under general Montcalm in the year 1757. Written by himself », Drake (dir.), *Tragedies of the Wilderness*, p. 172-178.
51. AC, C11A, v. 104 : 309-310v et 296-296v, placards des 27 juin et 25 juillet 1759, publiés à Saint-Laurent de l'île d'Orléans et à Saint-Henri.
52. AG, A1, 3574, pièce n° 102, p. 348, Malartic citant une lettre de Bernier, commissaire des guerres, du 12 septembre 1760; RAPQ (1924-1925), p. 178, « Mémoire du Canada ».
53. Il y a une lettre de Wolfe d'août 1759 au curé de l'Ange Gardien, qui écarte l'éventualité de la déportation. Voir RAPQ (1933-1934), p. 119, papiers La Pause.
54. Nous avons cherché dans les greffes des notaires des testaments de miliciens qui pourraient indiquer, même à travers les formules stéréotypées, comment ces prédications sont reçues. Malheureusement ces testaments sont beaucoup trop rares pour dénoter une tendance. Un arpenteur royal déclare avant de partir « que les circonstances de la guerre ou nous sommes doit nous exposer à mourir pour soutenir la religion catholique, apostolique et romaine et la gloire de Dieu »; d'autres partent simplement « pour aller en guerre contre les ennemis de l'État ». Mais ces quelques exemples ne sont pas représentatifs. Les sondages n'ont donné que quatre testaments dans les greffes de Panet et d'Hodiesne en 1759 et de Simonnet (1756). Nous avons abandonné cette piste. BAnQ-CAM, CN601, S308, minutes du notaire P. Panet, 30 juin 1759, testament de Louis Lefebvre, marchand voyageur, et 25 février 1761 (date du dépôt; ce testament s. d. serait de 1759), Jean-Baptiste Chevretils Belisle, arpenteur royal; *ibid.*, CN601, S202, minutes du notaire G. Hodiesne, 20 mai 1759, testament de Michel Demers, tonnelier; *ibid.*, CN601, S372, minutes du notaire F. Simonnet, 23 juillet 1756, testament de Pierre-Amable Gadoua, officier de milice.
55. Têtu et Gagnon (dir.), *Mandements*, v. II, p. 105-110 : mandement du 15 février 1756.
56. Circulaire aux curés, été 1755, dans Claudette Lacelle, *Pontbriand*, p. 278.
57. Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le régime militaire, 1759-1764*, Montréal/Québec, Institut d'Histoire de l'Amérique française/Presses de l'Université Laval, 1956-1957.
58. MCQ, fonds d'archives du séminaire de Québec, Polygraphie 18, n° 64, lettre circulaire



- de Rigaud de Vaudreuil aux capitaines des côtes, 4 mai 1759; AC, F3, v. 16 : 42, lettre circulaire du même aux curés du gouvernement de Québec, 16 avril 1760; Têtu et Gagnon, *Mandements*, v. 2, p. 137-140, lettre circulaire de l'évêque aux curés, 5 juin 1759.
59. Pouchot, *Mémoires*, p. 127 : [12 juillet 1759]; F. Grenier, p. 198 à propos des cérémonies au fort Duquesne.
  60. L'analyse qui suit est tirée de l'ensemble des mandements de cette période relatifs à la guerre, soit les 21 publiés dans Têtu et Casgrain et cinq autres reproduits dans la thèse de C. Lacelle.
  61. L'apparition aurait été rapportée par un prisonnier ennemi et la mère Duplessis en fait état dans sa correspondance. Cité par Guy Frégault, *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955, p. 34. A.-L. Leymarie (dir.), « Lettres de Mère Marie-Andrée Duplessis de Sainte-Hélène », *Nova Francia*, v. 4 (1929), p. 57.
  62. Lacelle, *Pontbriand*, p. 275-277, mandement ordonnant un *Te Deum* pour la victoire survenue le 9 juillet sur l'Ohio.
  63. Têtu et Gagnon, *Mandements*, v. II, p. 126, mandement de l'évêque, 20 janvier 1758.
  64. Delumeau, *La Peur en Occident*, p. 136-142.
  65. Jean-Guy Lavallée, « Dubreil de Pontbriand, Henri-Marie », *DBC*, v. 3, p. 206-213, note, en s'appuyant sur la correspondance de l'évêque, que celui-ci a cessé de croire à une possible victoire française assez tôt et ne songeait qu'à sauver son Église. Fort bien, mais cela n'explique pas tout. L'homme se sait atteint d'une maladie grave — il meurt en juin 1760. Il y a aussi sa servilité passée vis-à-vis du gouverneur.
  66. Lacelle n'a retrouvé qu'une seule glose de ces mandements, pour la paroisse Notre-Dame de Montréal, desservie par les prêtres de Saint-Sulpice : *Pontbriand*, p. 63-64. Nous savons par ailleurs que ceux-ci prêchent régulièrement contre les fêtes, les jeux et autres divertissements de la bonne société, des officiers civils et militaires surtout, jugés « déplacés » en ces temps de misère. Il est évident que les foudres épiscopales ont plus de pertinence dans cette ville de garnison que dans le fond des campagnes.
  67. Les thèses récentes sur la baisse de religiosité et la hausse de l'immoralité qui caractérisaient la population coloniale au XVIII<sup>e</sup> siècle nous apparaissent sans aucun fondement. Il est certain qu'en mettant bout à bout toutes les fautes dénoncées par les prêtres au fil des années, on peut présenter le portrait d'un peuple irréligieux et dépravé, de n'importe quel peuple et à n'importe quel moment de leur histoire, puisque tel est le contenu ordinaire des prédications. Les démêlés des paroissiens avec leurs curés touchant la construction des églises et presbytères témoignent d'une volonté d'autonomie dans les affaires temporelles de la paroisse et non pas d'une désaffection en matière spirituelle. Voir Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1974, et Allan Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique locale au XVIII<sup>e</sup> siècle : quelques cas dans la vallée du Richelieu », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique. Sessions d'études*, 47 (1980), p. 19-33. Pour la thèse de l'irréligion, Cornelius Jaenen, *The Role of the Church in New France*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1976.
  68. « Relation de ce qui s'est passé au Siège de Québec, et de la prise du Canada; par une Religieuse de l'Hôpital Général de Québec; adressée à une Communauté de son Ordre en France », dans Jean-Claude Hébert (dir.), *Le Siège de Québec en 1759, par trois témoins*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1972, p. 11-31.
  69. RAPQ (1924-1925), [anonyme], *Mémoire du Canada*, p. 173-174.

## CONCLUSION

1. Une partie de ces notes est écrite à l'endos d'une feuille de papier à en-tête de l'université McGill portant le logo du 175<sup>e</sup> anniversaire (1821-1996).
2. Mot souligné dans le manuscrit.
3. Sur l'évolution de cette idée dans l'historiographie québécoise et de l'argumentation qui la sous-tend, voir Christophe Horguelin, « Le XVIII<sup>e</sup> siècle des Canadiens : discours public et identité », *Mémoires de Nouvelle-France*, Philippe Joutard et Thomas Wien (dir.), Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2005, p. 209-219. L'auteur y exprime une position dissidente.
4. Ce discours sur une « canadianisation » hâtive et sur une distinction entre le peuple et les élites à cet égard est ancien. Il apparaît au XIX<sup>e</sup> siècle chez les historiens canadiens-français (dont H. R. Casgrain, *Guerre du Canada 1756-1760. Montcalm et Lévis*, Québec, Imprimerie, L. J. Demers et Frères, 1891, 2 vol.), et se perpétue jusqu'à nos jours (par exemple dans Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France. Les Français en Amérique du Nord XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Québec/Paris, Presses de l'université Laval/Belin, 1991 ; ce dernier ne parle pas, toutefois, des incidences de ce phénomène sur la façon dont les « Canadiens » ont vécu la Conquête). Ce discours est omniprésent dans l'œuvre de Guy Frégault : *La Guerre de la Conquête*, Montréal, Fides, 1955. Les historiens canadiens-anglais ont repris la même idée : voir par exemple William J. Eccles, *The Canadian Frontier, 1534-1760*, New York, Holt Rinehart and Winston, 1969. La persistance de cette idée d'une opposition entre Français et Canadiens qui éclate au grand jour lors de la guerre de Sept Ans est illustrée par l'article de Sahila Belmessous, « Être français en Nouvelle-France : Identité française et identité coloniale aux dix-septième et dix-huitième siècles », *French Historical Studies*, 27, 3 (été 2004), p. 507-540.
5. Voir *supra*, chap. 8, p. 293-294, et chap. 10, p. 370 et suiv.
6. Cette idée de l'attachement au roi est évoquée dans un article récent de Colin M. Coates : « La mise en scène du pouvoir : la préséance en Nouvelle-France », *Bulletin d'histoire politique*, 14, 1 (automne 2005), p. 109-118. L'auteur soutient qu'en dépit des conflits opposant les dirigeants coloniaux, « les colons de la Nouvelle-France, en aucun temps ne rejetèrent la légitimité du pouvoir royal » : p. 116.
7. Voir *supra*, chap. 12, section 2, « L'information ». Kenneth J. Banks donne des exemples de réjouissances publiques au Canada en rapport avec la famille royale et le destin militaire de la France : *Chasing Empire across the Sea. Communications and the State in the French Atlantic, 1713-1763*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002.
8. Ce fait est attesté par l'analyse de Christophe Horguelin, « Le XVIII<sup>e</sup> siècle des Canadiens ».
9. « Mandement sur les prières publiques » de Henri-Marie Dubreil de Pontbriand, Québec, 20 juin 1745, publié dans H. Têtu et C.-O. Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Evêques de Québec*, 6 vol., Québec, Imprimerie générale A. Coté et Cie, 1888-1890, v. 2, p. 44.
10. Fernand Dumont a aussi exprimé cette idée dans *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p. 84 et suiv. Plus récemment, elle a été reprise et étayée par Christophe Horguelin dans « Le XVIII<sup>e</sup> siècle des Canadiens ».

## ANNEXES • INTRODUCTION

1. L'annexe D de la thèse inédite de Jay Cassel, *The Troupes de la Marine : Men and Material, 1683-1760*, Université de Toronto, 1987, livre les résultats d'un exercice semblable, mais plus sommaire et parfois moins fiable pour ce qui est du décompte de miliciens, de volontaires et d'alliés amérindiens. Les planches 42 et 44 du vol. 1 de l'*Atlas historique du Canada* font ce travail pour la guerre de Sept Ans. L'annexe E, dans Evan Haefeli et Kevin Sweeney, *Captors and Captives. The French and Indian Raid on Deerfield*, Amherst et Boston, University of Massachusetts Press, 2003, fondée sur des sondages particulièrement intensifs dans les sources anglo-américaines, dresse une liste plus complète des « raids » menés contre la Nouvelle-Angleterre pour la période 1703-1712 (30 pour la seule année de 1704, par exemple), mais ne fait de distinction qu'entre partisans « French » ou « Indian ». Dans la plupart des cas, les sources sont muettes quant au nombre de ceux qui participent à ces attaques.
2. Voir chap. 4, p. 154.
3. Voir chap. 4, note 4.
4. *Ibid.*
5. Voir chap. 8, p. 293.
6. *Ibid.*

# Index

- Acadie, 54, 57, 77, 78, 84, 154, 170, 173, 179, 184,  
186, 295-298, 300-306, 328, 337, 339, 344,  
348, 351, 389, 412, 432, 434, 436;  
carte de l'Acadie, 47, 51;  
déportation des Acadiens, 302, 436, 448;  
population, 302
- Alée, Louis, 362, 364
- Amérindiens :
- Abénaquis, 153, 155, 169, 170, 173, 175,  
178-183, 186, 195, 196, 296, 297, 299, 303;  
Agniers (Mohawks), 106, 135, 136,  
210, 311;  
Algonquins, 98, 103, 104, 153, 180, 195;  
Chaouanons, 379;  
Chicachas, 143, 179, 188, 196, 202, 215;  
Cinq-Nations, 93, 121, 136, 150, 153,  
163, 197, *voir aussi* Iroquois;  
domiciliés, 53, 132, 135, 154, 159, 161, 163,  
168, 175, 176, 178, 187, 195, 196, 271, 293,  
295-299, 332, 343, 381, 382, 408, 422;  
Hurons, 67, 70, 97, 103, 104, 163, 180,  
186, 187, 195, 196, 296, 379;  
Illinois, 131, 190, 196, 304, 347;  
Iroquois, 70, 74, 77, 90, 93-95, 97, 99,  
100-109, 112, 121, 125, 127, 131-136,  
147, 153, 155, 156, 159, 160-163, 175,  
178, 180, 185, 186, 190, 191, 194-197,  
208-210, 223, 271, 297, 300, 379, 422,  
425, 437, *voir aussi* Agniers,  
Cinq-Nations, Mohawks, Onneiouts,  
Onontagués, Tsonnontouans;  
Loups, 379;  
Malécites, 301;  
Miamis, 196, 304, 325, 337;  
Micmacs, 196, 296, 297, 301, 303;  
Mississaugués, 379;  
Mohawks (ou Agniers), 300, 447;  
Montagnais, 103, 104;  
Ojibwés, 196, 197, 379;  
Onneiouts, 136, 189;  
Onontagués, 53, 136, 162, 189;  
Outaouais, 103, 196, 197, 304, 379;  
Ouyatanons, 179, 336;  
Renards, 92, 143, 188-192, 196, 215;  
Sakis, 196;  
Sauteux, 304;  
Tsonnontouans, 56, 133, 153
- Amherst, Jeffery, 420, 422, 448
- Ancien Régime :
- colonial, 13;  
français, 13, 15, 20, 38, 39, 173, 219,  
221, 256, 264, 284, 343, 442
- Ancienne-Lorette, 405, 407
- Annapolis Royal, 186, 295;  
siège, 296
- Ange-Gardien, 415

Antilles, 45, 62, 77, 113, 148, 152, 206, 215, 350

Armée :

- à Beauport, 223, 353, 376, 416, 424 ;
- à Carillon, 293, 334, 338, 341, 364, 367, 368, 373, 376, 382, 392, 402 ;
- à Chouaguen, 293 ;
- au lac Champlain, 378, 389, 390, 420, 422 ;
- coloniale, 119, 132, 134, 145 ;
- d'Amherst, 420, 422, 448 ;
- de Bougainville, 425 ;
- de Bourlamaque, 421 ;
- de Braddock, 366, 370, 385 ;
- de Forbes, 380 ;
- de Haviland, 408, 420 ;
- de Lévis, 353, 387, 418, 420, 453 ;
- de Montcalm, 373, 420 ;
- de Murray, 420, 422, 426 ;
- de Sainte-Foy, 377 ;
- de Wolfe, 307, 387, 401, 403, 407, 411-413, 415, 418, 419, 424, 428, *voir aussi* Rangers

Armes, 94, 98, 100, 104, 112, 114, 115, 126, 128, 129, 132, 133, 136, 191, 212, 230, 232, 233, 236, 252, 271, 306, 310, 332, 333, 338, 339, 376, 401, 403, 409, 410, 417, 419, 421, 422

Ataria, Louis, 153

Auberteuil, Hilliard d', 89

Bacqueville de la Potherie, Claude-Charles, 57, 68, 71, 72, 74, 76, 91, 135, 160, 161, 181, 198, 292, 398

Baie-Saint-Paul, 406, 414

Bataille :

- de Carillon, 293, 307, 319, 364, 369, 372, 387, 391, 393, 397, 424, 426 ;
- de Chouaguen, 307, 333, 341, 369, 372, 385, 387, 398, 446 ;
- de Grand-Pré, 389 ;
- de la rivière Monongahela, 307, 348, 369, 387, 451 ;
- de Sainte-Foy, 386 ;
- des plaines d'Abraham, 376, 386, 387, 391, 393, 424 ;
- du lac Saint-Sacrement, 391, 393

Batiscan, 151, 268, 415, 427

Baugy, de (lieutenant), 66, 133

Bazinet, Antoine, 243

Beauharnois, Charles de Boische, marquis de, 265, 279, 283, 324, 401

Beaulieu, Antoine Gourdeau dit, 150

Beaumont, 404, 413, 415

Beauport, 131, 165, 223, 236, 272, 337, 353, 365, 366, 376, 394, 404, 405, 407, 409, 415, 416, 418, 420, 424, 426

Beaupré (côte de), 151, 236, 353, 393, 402, 404, 415

Beauvais, Marie-René Legardeur de, 151

Bécancour, 195

Bégon, Élisabeth, 301, 315

Bégon, Michel, 91, 279, 282

Bellefonds, Genaple de, 202

Belle-Rivière, 312, 362, 363, 379, 390

Berthelet, Joachim, 318

Bigot, François, 223, 251, 278-280, 284

Bonaventure, Pierre Denys de, 174

Bonavista, 204

Boston, 53-55, 57, 154, 165, 177, 183, 186, 209-213, 295, 381, 398

Bouat, François-Marie, 230

Boucher, Pierre, 69, 90, 92, 144, 151

Boucherville, 143, 249

Bougainville, Louis-Antoine de, 379, 425

Bourlamaque, François-Charles de, 377, 383, 421, 425, 427

Brière, Jacques, 250

Brigeart, Claude de, 69

Callière, Louis-Hector de, 161, 170, 210

Campagne militaire, 27, 71, 77, 79, 113, 125, 139, 149-151, 168-175, 185, 191, 195, 199, 251, *voir aussi* Bataille ;  
 contre les Chicachas, 188, 196, 202 ;  
 contre les Iroquois, 26, 105-109, 127-136, 153, 188, 189, 194, 335 ;  
 contre les Renards, 188-192, 196 ;  
 contre Manhatte et Boston, 209-214 ;  
 d'Acadie, 297, 298, 434 ;  
 de la Baie d'Hudson, 154, 168, 203, 208, 295 ;  
 de l'Ohio, 303-307, 321, 305, 328, 336, 347, 348, 363, 379, 380, 389, 424, 449, *voir aussi* Ohio ;

- de Terre-Neuve, 196, 203-205;  
de 1745 à 1748, 377;  
de 1759 et 1760, 423-425;  
journaux de campagnes, 289, 290, 292, 382;  
Canada (carte), 47
- Canadiens :  
et Français de la métropole, 31-34, 373, 439, 440, 457, 458;  
évolution du nom, 294;  
portrait, 12, 25, 35, 38, 62, 71, 79, 81-89, 173, 198, 215, 283, 290, 293, 343, 377, 378, 398, 456
- Capitaine :  
de côte, 235, 236, 241, 247, 248, 251, 253-257, 319-321, 327, 423, 450;  
de milice, 29, 99, 111, 113, 149-152, 229-231, 234-236, 239-244, 247-253, 262, 276, 277, 309, 312, 316, 317, 320-323, 329-331, 348, 352, 392, 402, 420;  
*voir aussi* Officier de milice
- Cap Saint-Ignace, 415
- Cap Santé, 252, 406
- Captifs, *voir* Pillage
- Carillon, *voir* Bataille, Armée, Fort
- Carignan-Salières, *voir* Régiment
- Casco, 169, 183
- Casernement, 273, 276-281, 353
- Catalogne, Gédéon de, 159, 164
- Céloron de Blainville, Pierre Joseph, 315, 325
- Cession du Canada en 1763, 36, 38
- Chabert de Joncaire (frères), Philippe-Thomas et Daniel, 326
- Chagouamigon, 122
- Challe, Robert, 66, 78, 79, 82
- Chambly, 166, 191, 249, 331, 332, 408, 422,  
*voir aussi* Fort
- Champigny, Jean Bochart de, 198, 223, 267, 271, 323
- ChAMPLAIN (lac) :  
opérations militaires, 56, 161, 165, 188, 214, 296, 300, 307, 331, 378, 381, 397, 424, 426,  
*voir aussi* Armée
- ChAMPLAIN, Samuel de, 95, 101, 104, 176
- Charles II, 210
- Charlesbourg, 236, 312, 365, 405, 418, 420
- Charlevoix, Pierre-François-Xavier de, 59, 67, 68, 71, 79, 80, 82, 84, 86-88, 91, 175, 181, 198, 213
- Charly, Louis, 230
- Chartier de Lotbinière, René-Louis, 107, 149, 230, 334
- Château Saint-Louis, 274
- Châteauguay, 157, 158, 249
- Château-Richer, 56, 312, 393
- Chaudière (rivière), 169, 212, 213, 413, 419, 420
- Chaussegros de Léry, Gaspard-Joseph, 288, 289, 346, 403, 404, 433
- Chauveau, François, 269
- Chauvignerie, Michel de la, 363
- Chevelure, 28, 161, 176-180, 186, 187, 369, 379, 400, 412, 413, 433, 447
- Chevry, marquis de, 184
- Chouaguen, *voir* Bataille, Fort, Pillage
- Clastres, Pierre, 197
- Closse, Lambert, 69
- Colbert, Jean-Baptiste, 123, 125, 126, 137, 220-222, 225;  
et la fondation des milices coloniales, 116-118
- Compagnie des Cent-Associés, 69, 90, 95
- Compagnies franches de la Marine,  
*voir* Troupes de la Marine
- Conquête de 1760, 25, 39, 307, 409, 439
- Conseil de la Marine, 113, 189, 215, 279
- Conseil souverain, 149, 225
- Conseil supérieur, 222, 223, 280
- Contrecoeur, Claude-Pierre Pécaudy de, 289, 323, 325
- Corlar (Schenectady), 169, 174, 202, 205
- Corvée, 12, 19, 20, 29, 30, 115, 117, 143, 223, 245-247, 251, 255, 259, 260, 262, 263, 267-272, 281-283, 286, 335, 337, 372, 373, 377, 388, 389, 418, 430, 434
- Corsaire, 174, 182, 297, *voir aussi* Course sur mer
- Côte du Sud, 54, 165, 236, 241, 354, 392, 399, 401, 402, 404, 406, 407, 410, 415
- Coudres (île aux), 316, 337, 401, 404, 411, 414
- Courcelle, Daniel de Rémy de, 108, 112, 118, 125, 169

- Coureur de bois, 15, 27, 72, 85, 86, 103, 104, 122-124, 169, 191, 138, 208
- Course :  
sur mer, 28, 53, 57, 203, 204, 206, 207, 227, *voir aussi* Corsaire, Flibustier ;  
sur terre, 71, 76, 77, 104, 105, 143, 170, 172, 192, 325, *voir aussi* parti, petite guerre
- Cousineau, Louis-Eustache, 318
- Crespin, Jean, 230
- Dain, Jacques, 208
- Dalling, major, 413
- Daneau de Mui, Jacques-Pierre, 347
- D'Anville, duc, 296, 436
- Deerfield, 183, 186, 199, 323
- De Meulles, Jacques, 66, 128, 138, 243
- Denonville, Jacques-René de Brisay, marquis de, 133, 134, 138, 151, 153, 158, 168, 177, 197, 210, 243
- Denys, Nicolas, 90, 92, 144
- Descarri, Louis, 205
- Deschambault, 407, 421
- Détroit, 171, 180, 299, 336, 344, 345, 347
- Diderot, Denis, 88
- Dieskau, Jean-Armand, baron de, 292, 371
- Dollier de Casson, François, 67, 108
- Dubois Berthelot de Beaujours, Josué, 323
- Du Bois d'Avaugour, Pierre, 101
- Duc d'York, 210
- Duchesneau, Jacques, 124, 137, 210
- Dufy Desauniers, Thomas-Ignace, 328
- Dulude, Jacques, 249
- Dumas, Jean-Daniel, 325, 425-427
- Du Noyer de Saint-Martin, 65
- Duplessis Faber, François Lefebvre, 146
- Dupré, Pierre, 252
- Dupuy, Paul, 150
- Dutau, Joseph, 393
- Édit de Nantes, 187
- Edmond, Anne, 25, 55-57
- Effectifs, 95, 127, 128, 135, 145, 155, 168, 172, 191, 195, 197, 199, 200, 229, 236, 274, 283, 294, 298, 306, 312, 314, 324, 333, 343, 351, 353, 354, 365, 377, 380, 381, 383, 391, 407, 410, 435, *voir aussi sous* Milice, recensement et rôle
- Église catholique, 39, 90, 108, 131, 182, 220, 265, 276, 285, 358, 360, 368, 449, 452, 458-460
- Entraînement (des hommes de milices), 31, 32, 133, 134, 173, 174, 232, 310, 311, 378, 391, *voir aussi* Exercice
- Équipement, 31, 130, 332, 201, 339, 341, 343, 376, 431, *voir aussi* Armes, Habillement et Vivres
- Érié (lac), 288, 303, 304, 314, 318, 336, 342, 346, 379
- Estèbe, Guillaume, 399
- Etchemin (rivière), 413
- Exercice (formation militaire), 76, 77, 97, 99, 112, 116, 134, 135, 232, 252, 253, 310, 311, *voir aussi* Entraînement
- Exquemelin, Alexandre-Olivier, 72, 75
- Fezeret, René, 202
- Fleury Deschambault, Jacques-Alexis, 150, 230
- Fleury Deschambault, Joseph, 319, 320, 329, 330
- Flibustier, 54, 77, 368, *voir aussi* Course sur mer
- Foligné, Jérôme de, 417, 418
- Fonville, Charles de, 269
- Forges du Saint-Maurice, 272
- Fort : 93, 157-161, 352 ;  
Albany, 204 ;  
Beauséjour, 302, 306, 344 ;  
Bourbon, 202 ;  
Bull, 332, 340, 343, 380, 433 ;  
Carillon, 367, 375, 424, 437, *voir aussi* Bataille et Armée ;  
Cataracoui, 55, 126, 127, 132, 170, 223, 361 ;  
Chouaguen, 433, *voir aussi* Bataille et Pillage ;  
de Chambly, 269, 295 ;  
de Montréal, 295 ;  
des Grands Lacs, 132 ;  
de Verchères, 160 ;  
Duquesne, 304, 306, 307, 321, 325, 334, 337, 341, 342, 346, 361-366, 379, 382, 386, 424, 436 ;  
Frontenac, 307, 318, 333, 341, 361, 424, 436 ;  
Gaspereau, 302 ;

- George, 183, 307, 316, 328, 338, 364, 369, 381, 433;  
 La Présentation, 305, 321, 343;  
 Lévis, 366, 392, 425, 428;  
 Loyal (Casco), 183;  
 Loyalhanna, 380;  
 Lydius, 381;  
 Machault, 304, 329, 363, 424;  
 Massachusetts, 298, 328, 348;  
 Necessity, 301, 304;  
 Nelson, 76;  
 Niagara, 133, 293, 305, 306, 318, 368, 392, 424, 425;  
 Ontario, 433;  
 Oswego, 433;  
 Pemaquid, 183;  
 Pontchartrain, 347;  
 Presqu'île, 304, 321, 363, 367;  
 Richelieu, 95, 161;  
 Rivière-aux-Bœufs, 304, 341;  
 Saint-Frédéric, 276, 278, 295, 297, 300, 306, 318, 321, 326, 367, 424;  
 Saint-Jean, 305;  
 Saint-Joseph, 325;  
 Toronto, 305;  
 William Henry, 433  
 Fortification, 30, 61, 115, 116, 148, 165, 216, 223, 227, 251, 255, 260, 261, 264-266, 270-272, 282, 335, *voir aussi* Montréal, Québec, Trois-Rivières  
 Fourrures, commerce des, 16, 77, 81, 83, 85, 91, 93, 95, 97, 103, 122-124, 138, 168, 174, 192, 197, 203, 205, 210, 230, 285, 303, 305, 315, 317, 340, 384, 431, 456  
 Franquet, Louis, 71, 273  
 Fraser, colonel, 413  
 Frontenac, Louis Buade, comte de, 54, 55, 122, 126, 127, 140, 189, 190, 211, 212  
 Fusils, *voir* Armes  
 Gages, 96, 169, 202, 203, 268, 289, 335-338, 352, 356, 368, 431  
 Gaspé (péninsule), 307, 316, 397, 436  
 Goreham, Joseph, 414, 415  
 Gradis, Abraham, 399  
 Grande Paix de 1701, 135, 136, 153, 196  
 Grand-Pré, 297, *voir aussi* Bataille  
 Grands Lacs (carte), 50  
 Guérilla, 101, *voir aussi* petite guerre  
 Guerre :  
   de Hollande, 126;  
   de la Ligue d'Augsbourg, 27, 127, 140, 153, 199, 200, 274, 398;  
   de Succession d'Autriche, 25, 77, 179, 232, 239, 287, 292, 294-301, 323, 324, 327, 329, 335, 338, 351, 356, 398, 401, 458;  
   de Succession d'Espagne, 117, 141, 154, 168, 170, 185, 191, 194, 209, 262;  
   de Sept ans, 36, 45, 50, 51, 66, 88, 133, 139, 167, 179, 200, 288, 290, 291, 323, 324, 337, 340, 349, 362, 375, 455-459  
 Guiton de Monrepos, Jacques-Joseph, 226  
 Guy, Pierre, 230  
 Habillement (des hommes de milice), 108, 129, 199, 234, 293, 336, 339-341, 348, 366, 367, 369, 376, 388, 389  
 Halifax, 301  
 Hanson, Elizabeth, 182  
 Haverhill, 175, 199, 323  
 Haviland, William, 408, 420, 422  
 Hazeur, François, 130, 132  
 Henri IV, 94  
 Héros, 31, 58, 69, 70, 74, 77-80, 104, 160, 164, 444  
 Hertel, François, 69, 148, 170, 174  
 Hertel, Jean-Baptiste, 174  
 Hocquart, Gilles, 145, 215, 283, 284, 324  
 Hôpital général de Québec, 65, 322, 367, 453  
 Hôtel-Dieu de Québec, 99, 108, 164  
 Hugué, René, 162  
 Huronie, 95  
 Iberville, Pierre Le Moine d', 28, 53, 57, 71, 74, 80, 196, 199, 202, 203, 208, 212, 213, 432  
 Identité, 23, 33, 71, 257, 294, 442, 457;  
   canadienne, 34, 430, 439, 456;  
   coloniale, 35, 70, 458  
 Île-aux-Noix, 316, 377, 424-426  
 Iroquoise, 54, 193, 209  
 Jacques II, 187, 211



- Jacques-Cartier (rivière, poste), 405, 407, 418, 421, 426, 438
- Joachim, Louis, 249
- Jumonville, Joseph Coulon de Villiers de, 290, 304
- Kahnawake, 157, 188, 195, *voir aussi* Sault Saint-Louis
- Kalm, Pehr, 71, 76, 82, 85, 398
- Kamouraska, 249, 250, 401, 403, 415
- Kennebec (rivière), 155, 212
- Lachine, 331, 336, 346; massacre, 27, 158, 162
- La Barre, Joseph-Antoine Lefebvre de, 125, 126, 134, 151
- Laffemas, Barthélemy de, 81
- Lafitau, Joseph-François, 176, 181
- La Galissonnière, Roland-Michel Barrin, marquis de, 303, 325
- La Gorgendière, Joseph Fleury de, 230
- Lahontan, Louis-Armand, baron de, 66, 76, 82, 85, 86, 88, 133, 163
- La Jonquière, Jean-Pierre de Taffanel, marquis de, 296, 329, 371
- La Prairie, 158, 162, 166, 209, 239, 242, 256, 297, 317, 336, 337, 408
- Latour, Bertrand de, 66
- Lebault, Jacques, 249
- Leclerc, Chrestien, 69
- Legardeur de Croisille, Charles, 323
- Léger de la Grange, Jean, 207
- Lejeune, Paul, 97
- Le Moyne, Charles, 156
- Le Moyne (famille), 146, 202, *voir aussi* Iberville
- Lenclus, Pierre, 277
- Lesage, Alain-René, 67, 77, 79, 208
- Lessard, Étienne, 151
- Lessard, Prisque, 242
- Lévis, François-Gaston, chevalier de, 290-292, 313, 354, 387, 407, 408, 418-420, 427, 453
- Lignery, François-Marie Le Marchand de, 189, 424
- L'Isle-Dieu, abbé de, 285
- Logement des gens de guerre, 30, 223, 231, 251, 255, 259, 273-281, 321, 349, 353, 354, 35, 376, 362, 445
- Logement des officiers, 251, 275, 278, 280
- Long-Sault, 101
- Lorette, 186, 195
- Louis XIV, 94, 117, 119, 142, 143, 153, 187, 219, 220, 233
- Louis XV, 425
- Louisbourg, 204, 296, 301; chute, 266, 295, 299, 307, 397, 401, 436; siège, 265
- Louisiane, 145, 154, 188, 190, 202, 304
- Maisonnette, Paul de Chomedey de, 69, 96, 99
- Maladie, 55, 132, 133, 232, 297, 306, 321, 335, 341, 348, 366, 367, 388-390, 392, 426, 438
- Malbaie, 414
- Manhatte, 209-211
- Manthet, Nicolas d'Ailleboust de, 174
- Marie de l'Incarnation, 107, 118
- Marin, Paul, 296-298, 300, 432
- Maryland, 379
- Massachusetts, 175, 288, 362, 389, 392, 431, *voir aussi* Fort
- Mather, Cotton, 181
- Maurepas, Jean-Frédéric Phélypeaux, comte de, 215, 282, 294, 304
- Messier, Michel, 150
- Michillimakinac, 171, 192, 197, 206, 318, 336
- Migeon de Branssat, Jean-Baptiste, 150
- Migeon de la Gauchetière, Daniel, 202
- Milice, 12, 20, 22, 26, 28, 31, 45, 55, 56, 109, *voir aussi* Capitaine, Officier de milice; contre les Iroquois, 127-136; critique, 145-149; définition, 114, 115, 118, 119, 127; encadrement, 149-152; fondation, 26, 112-113; importance, 28, 127; levée, 65, 115, 117, 136, 232, 272, 312, 335, 351-353, 359, 371, 376, 377, 387, 411, 412, 423, 449, 450; originalité, 115; potentiel militaire, 28, 133, 134; recensement, 237, 312, 314; rôle, 149, 224, 229, 319-320;

- rurale, 29, 116, 117, 122, 128, 151, 165, 224, 235, 236, 242, 253, 313, 315, 330, 423;  
 urbaine, 29, 98, 116, 135, 149, 150, 165, 224, 233, 235, 262, 276, 310, 315, 316, 330, 384, 417
- Mirabeau, Victor Riqueti, marquis de, 88  
 Miramichi (rivière), 303  
 Monckton, Robert, 412, 417  
 Monneville, comte de, 67, 77  
 Montcalm, Louis-Joseph, marquis de, 30, 320, 344, 354, 372, 373, 376, 379, 380, 391, 398, 411, 425, 437, 444;  
     différend avec Vaudreuil, 370, 372-374, 379, 444, 456;  
     journal, 290, 291, 354  
 Montchrestien, Antoine de, 65, 81  
 Montgomery, capitaine, 415  
 Montigny, Jacques Testard de, 174, 199, 202, 204  
 Montmagny, Charles Huault de, 69, 180  
 Montmorency (rivière), 303  
 Montmorency, 386, 411, 413  
 Montréal:  
     agriculture, 122;  
     défense de la ville, 100, 105, 156-159, 161, 165, 193, 260, 274, 295, 297, 337;  
     enceinte, 269-271, 281, 408;  
     police, 226;  
     troupes (garnison et milice), 95, 96, 99, 128, 132, 148, 149, 150, 164, 191, 199, 227, 229, 230, 232, 236-239, 240, 251, 254, 276, 279, 310-316, 384, 386  
 Moray de la Chauvignerie, 326  
 Moreau de Saint-Méry, 234  
 Mortalité, 32, 101, 102, 108, 133, 143, 162, 199, 321, 373, 387-395, 406, *voir aussi* pertes  
 Mouet de Langlade, Charles-Michel, 304, 326  
 Murray, James, 290, 393, 412, 418-422, 426
- Neveu, Jean-Baptiste, 230  
 New York, 177, 182, 211-213, 380, 398, 437, *voir aussi* Nouvelle-York  
 Noblesse, 19, 22, 26, 27, 29, 68, 74, 76, 80, 83, 84, 90, 114, 137-139, 142-145, 148, 150, 201, 220, 224, 225, 240-242, 276, 285, 316, 348, 374, 384  
 Nouvelle-Angleterre, carte, 47  
 Nouvelle-Écosse, 301, 302; carte, 51  
 Nouvelle-York, 186, 193, 205, 211, 213, 379, *voir aussi* New York  
 Odanak, 180, 195  
 Officier de milice, 31, 32, 34, 113-116, 137-139, 149-152, 165, 166, 229, 231-233, 236, 239-243, 247, 249-254, 262, 266, 288, 296-298, 301, 311, 314, 325-329, 343, 348, 376, 384, 408, 416, 426, 427, 453, 457; *voir aussi* Capitaine  
 Officier :  
     des troupes de la Marine, 31, 137, 139-146, 147, 149, 152, 154, 159, 174, 182, 185, 193, 227, 265, 294, 311, 314, 316, 322, 323, 326, 343, 348, 370, 373, 384, 423;  
     des troupes de terre, 316, 318, 327, 413, 444;  
     des troupes réglées, 145, 242, 289, 311, 328, 331, 345, 375, 427  
 Ohio, 288, 304, 333, 337, 397, *voir aussi* Campagne  
 Ontario (lac), 53, 126, 149, 297, 318, 369, 379, 402, 420  
 Orange, 154, 210, 211  
 Orléans (île d'), 54-56, 136, 165, 166, 186, 208, 236, 272, 313, 394, 397, 401-405, 411, 415, 448;  
     population, 404  
 Ouellet, Joseph, 250  
 Outaouais (rivière), 156, 208, 318
- Paix de Ryswick, 145, 274  
 Palatins (village des), 343, 380, 381, 433  
 Paris, Pierre, 255  
 Paroisses de la vallée du Saint-Laurent (cartes), 48, 49  
 Parscau Du Plessis, Louis-Guillaume de, 87  
 Parti (de guerre), 27, 28, 99, 101, 124, 131, 142, 142, 155, 161, 166, 167-187, 188, 189, 190, 191, 194, 196, 199, 200, 201, 202, 203, 205, 206, 208, 213, 214, 291, 293, 295, 297, 298, 299, 300, 325, 330, 335, 339, 341, 342, 343, 363, 364, 365, 368, 369, 375, 378, 379-381, 382, 386, 399, 412, 413, 419, 421, *voir aussi* Petite guerre

- Péan, Jean-Hugues, 399
- Pennsylvanie, 212, 303, 363, 379, 437
- Perrot, Nicolas, 76, 91, 92
- Pertes, 109, 436;  
     en mer, 295, 340, *voir aussi* mortalité
- Petite guerre, 94, 103, 167, 292, 307, 326, 344,  
     383, *voir aussi* Parti, Course sur terre
- Philibert, Nicolas, 278
- Phips, William, 27, 165, 398
- Picoté de Bellestre, François-Marie, 433
- Pillage, 34, 98, 123, 131, 169, 184, 202-205, 411,  
     430;  
     armée britannique, 412, 413, 415, 422;  
     Baie James, 169, 205;  
     captifs, 101, 102, 135, 159, 176, 180-184,  
         186, 195, 432, 446;  
     de Chouaguen, 433;  
     de Corlar, 205;  
     de German Flatts (Palatins), 381;  
     de Saint-Jean (Terre-Neuve), 203;  
     de Varennes, 422;  
     réprimé, 418, 419;  
     toléré ou encouragé, 205, 369, 370,  
         431-433
- Plaines d'Abraham, 33, 376, 386, 391, 424
- Plaisance, 65, 196, 204, 206, 296, 384
- Pointe-aux-Trembles (Neuville), 405, 407,  
     418
- Pointe-aux-Trembles (sur l'île de Montréal), 158,  
     164, 270
- Pointe-Lévis, 165, 403, 411, 413
- Pontbriand, Henri-Marie Dubreil de, 358, 458
- Pontchartrain, Jérôme Phélypeaux de, 14, 24, 61,  
     79, 184, 221
- Popelinière, Lancelot Voisin de la, 65
- Population :  
     coloniale, 12, 15, 23, 26, 30, 35, 36, 38,  
         135, 452;  
     féminine, 388;  
     de la Nouvelle-France, 195, 196, 264,  
         387, 392, 393, 423;  
     masculine, 15, 106, 127, 314, 388, 422;  
     rurale, 25, 256, 400, 441;  
     urbaine, 225, 228, 263, 315
- Port-Joli, 268
- Port-Royal, 203, 206, 295, 296, 384, 432
- Prat, Louis, 207
- Prévost, Antoine-François, dit l'abbé, 88
- Québec (capitale) :  
     capitulation, 94, 407, 409, 411, 416,  
         418, 424, 425, 428;  
     défense, 55, 99, 105, 213, 214, 265, 261,  
         265, 267, 271, 335, 397, 401, 423;  
     fortifications, 260, 262, 266, 271, 286, 297;  
     marchands, 66, 85, 207, 431;  
     population, 261;  
     siège, 164, 337, 376, 385, 387, 393, 397,  
         400, 412, 413, 415, 453;  
     troupes (garnison et milice), 128, 227,  
         229, 239, 240, 274, 275, 278, 279,  
         313-315, 347, 353, 391
- Quenel, Jean-Baptiste, 242
- Radisson, Pierre-Esprit, 104
- Ramezay, Claude de, 272, 328, 416
- Rangers, 139, 307, 383, 411, 412, 414, 415, 421,  
     *voir aussi* Troupes
- Raudot, Antoine-Denis, 66, 70, 82, 152, 181, 198,  
     246, 253
- Raynal, Guillaume-Thomas, dit l'abbé, 88
- Régiment de Carignan-Salières, 68, 76, 105, 109,  
     118, 125, 134, 137, 140, 144, 146, 147, 150,  
     151, 198, 202, 210, 274, 275;  
     *Relations* (des jésuites), 67, 101, 103, 106,  
         108
- Renaud d'Avène des Méloizes, Nicolas, 346
- Repentigny, 163, 254
- Repentigny, Jean-Baptiste Legardeur de, 107, 108,  
     278
- Réquisition, 20, 31, 117, 191, 210, 223, 255,  
     259, 272, 273, 327, 349, 351, 352, 354,  
     357, 402, 404, 415, 418, 428, 434, 443,  
     445, 451
- Richaume, Jacques, 254
- Richelieu (rivière), 105, 156, 161, 166, 297, 305,  
     335, 408, 424
- Rivière-Ouelle, 246, 402, 404
- Robutel de la Noue, Zacharie, 202
- Rogers, Robert, 180, 422, *voir aussi* Rangers
- Rouen, 64, 98
- Rouillé, Antoine Louis, 282, 283, 304

- Royale (île), 51, 145, 278, 279, 295, 296, 302, 347, 350
- Ruette d'Auteuil, Denis, 147
- Saint-Antoine, 407, 415, 418, 421
- Saint-Augustin, 405, 407
- Saint-Castin, Jean-Vincent d'Abbadie, baron de, 54, 57
- Saint-Charles (rivière), 265, 365
- Saint-Domingue, 72, 75, 88, 89, 234, 283, 330
- Saint-François (rivière), 156, 169
- Saint-Henri, 413
- Saint-Ignace (île), 421
- Saint-Jean (île), 302, 303
- Saint-Jean (rivière), 57, 196, 212, 296, 302, 303
- Saint-Jean (sur Richelieu), 331, 337, 422, *voir aussi* Fort
- Saint-Jean (Terre-Neuve), 203
- Saint-Joachim, 415
- Saint-Luc La Corne, Charles, 385
- Saint-Nicolas, 407, 415, 420
- Saint-Sacrement (lac), 334, 362, 364, 369, 375, 382, 386, *voir aussi* Bataille du lac Saint-Sacrement
- Saint-Thomas, 415
- Saint-Vallier, Jean-Baptiste de La Croix de Chevrières de, 83
- Saratoga, 298
- Sault Saint-Louis, 153, 195, 300, *voir aussi* Kahnawake
- Saunders, Charles, 403, 411
- Scalp, *voir* Chevelure
- Schenectady (Corlar), 27, 169, 183, 199, 213
- Scott, George, 412, 415, 421
- Séminaire de Saint-Sulpice, 156, 263, 270, 272, 276
- Sévigné, Madame de, 223
- Société Notre-Dame de Montréal, 95
- Soldats, *voir* Troupes
- Sorel, 158, 377, 421
- Subercase, Daniel d'Auger de, 184, 185
- Talon, Jean, 110, 111, 125, 137, 145, 210
- Tariou de La Naudière, Charles-François, 353
- Terrebonne, 249, 250
- Terre-Neuve, 71, 153, 154, 171, 172, 174, 196, 199, 203, 204, 207, 432
- Tilly, Charles Legardeur de, 144, 149
- Tilly, Pierre-Noël Legardeur de, 151
- Tocqueville, Alexis de, 39, 219, 221, 222
- Townshend, George, 417
- Traité d'Aix-La-Chapelle, 301
- Traité d'Utrecht, 121, 154, 192, 209, 301
- Trêve de Ratisbonne, 126
- Trois-Rivières :  
     défense, 95, 98, 105, 148 ;  
     gouvernement, 224, 226, 234, 241 ;  
     troupes (garnison et milice), 95, 148, 149, 150, 180, 237, 238, 254, 277, 279, 310, 313, 354
- Trottier Desautiers, Pierre, 265
- Troupes :  
     de la Marine, 26, 28, 32, 71, 139, 143, 146, 147, 149, 168, 193, 194, 198-200, 202, 213, 226, 229, 231, 232, 233, 240, 241, 253, 274, 280, 294, 298, 302, 305, 307, 309, 310, 319, 324, 326, 327, 329, 332, 333, 338, 343, 345, 353, 354, 365, 366, 370-375, 377, 378, 380, 384, 391, 399 ;  
     de terre, 212, 372, 373, 376, 377, 423 ;  
     régées, 74, 115, 125, 127, 133, 230, 233, 306, 328, 339, 349, 351, 355, 364, 370-377, 385, 388, 424, 426, 428, 432 ;  
     *voir aussi* Armée, Effectifs, Régiment, Officier
- Troyes, Pierre, dit chevalier de, 173, 203, 304
- Truchon, Jean-Baptiste, 250
- Turquet de Mayerne, Théodore, 65
- Uniforme, *voir* Habillement
- Varennnes, 421, 422
- Vauban, Sébastien Le Prestre de, 14, 61, 62, 146
- Vaudreuil (famille), 328, 329
- Vaudreuil, François de Rigaud de, 179, 298, 299, 318, 328, 332, 341, 344
- Vaudreuil, Philippe de Rigaud, marquis de, 141, 165, 166, 175, 178, 185, 190, 197, 205, 214, 239, 252, 270, 279, 282, 401

- Vaudreuil de Cavagnial, Pierre de Rigaud de,  
30-34, 289, 290, 319-320, 324, 329, 337,  
348, 367, 370-376, 381, 391, 397, 399,  
403-404, 406, 408, 411, 419, 424, 425,  
437, 443, 444, 456;  
différend avec Montcalm, 370,  
372-374, 379, 444, 456
- Verchères, 160-161
- Verchères, Madeleine de, 160-161
- Villebon, Robineau de, 54, 57
- Virginie, 304, 379
- Vivres, 64, 70, 79, 128, 129, 130, 133, 165, 171,  
178, 179, 192, 213, 251, 268, 274, 289, 299,  
332, 335, 340-343, 347, 349, 351, 353, 363,  
366, 367, 369, 372, 373, 389, 390, 394, 401,  
404, 416, 418, 433, 432, 443, 449;  
transport, 132, 190, 211, 212, 336, 342,  
363, 364, 399
- Volontaires, 28, 58, 72, 95, 97, 99, 106, 108, 115,  
117, 119, 125, 130-132, 139, 143, 168-170,  
172, 174, 190, 192, 193, 199, 200-209, 213,  
295, 296, 298, 300, 301, 304, 316, 317, 319,  
326, 327, 335, 340, 343, 345, 379, 380-385,  
412, 429, 432, 433
- Voltaire, 88
- Voyageur, 86, 91, 124, 133, 139, 171, 188, 192, 206,  
240, 294, 303, 315, 317, 336, 363
- Voyer d'Argenson, Pierre de, 99, 101
- Walker, Hovenden, 166, 398
- Washington, George, 304, 380
- Wolfe, James, 39, 387, 401, 410-415

# Table des matières

Préface	7
AVANT-PROPOS • Thomas Wien	11
LE TRAVAIL D'ÉDITION • Hélène Paré	41
Introduction	53
CHAPITRE 1 • Représentations	61
CHAPITRE 2 • Mise en place de l'institution militaire (1608-1669)	93
CHAPITRE 3 • Réajustements de l'institution militaire (1667-1687)	121
CHAPITRE 4 • D'une guerre à l'autre (1687-1744)	153
CHAPITRE 5 • Qui fait la guerre? (1687-1744)	193
CHAPITRE 6 • Ordre public et pouvoir militaire	219
CHAPITRE 7 • La question des impôts	259

CHAPITRE 8 • Une guerre de seize ans (1744-1760)	287
CHAPITRE 9 • Prêts à partir au premier commandement	309
CHAPITRE 10 • Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre	349
CHAPITRE 11 • L'invasion	397
CHAPITRE 12 • Les enjeux matériels et immatériels	429
CONCLUSION • Sylvie Dépatie et Catherine Desbarats	455
ANNEXES • Introduction : Catherine Desbarats	461
ANNEXE A • Mouvements militaires (1666-1740)	467
ANNEXE B1 • Mouvements militaires (1744-1748)	489
ANNEXE B2 • Mouvements militaires (1749-1760)	497
Abréviations	511
Notes	513
Index	653



MISE EN PAGES ET TYPOGRAPHIE :  
LES ÉDITIONS DU BORÉAL

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN AVRIL 2008  
SUR LES PRESSES DE MARQUIS IMPRIMEUR  
À CAP-SAINT-IGNACE (QUÉBEC).



## Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français

Dernier ouvrage, posthume, de la grande historienne, *Le Peuple, l'État et la Guerre au Canada sous le Régime français* vient modifier considérablement notre vision de la société coloniale et de son État militaire. Les annales militaires puis à leur suite l'historiographie du Régime français nous ont habitués à voir évoluer le milicien canadien presque d'un bout à l'autre de l'épopée coloniale. Le milicien et non les miliciens, voilà le problème, car on a élevé les Canadiens au statut de symbole de bravoure, d'indiscipline, de « canadienité » en somme. S'attaquant au mythe du peuple guerrier, ce livre entreprend de rendre aux miliciens leur pluralité et, par là, une certaine densité humaine.



En fait, c'est l'ensemble de la population d'une colonie, devant composer avec la guerre et ses exigences, que Louise Dechêne fait revivre ici. Adoptant la perspective des paysans et du petit peuple urbain, c'est sans complaisance mais de près qu'elle regarde les puissants, ceux de Québec et dans une moindre mesure ceux de France, faire leur travail de gouvernants au nom des privilégiés.

Alliant empathie et sensibilité au social, Louise Dechêne entreprend de reconstituer le point de vue des dominés. Rejetant une historiographie fondée sur le bellicisme et le particularisme populaires, elle cherche à rendre à cette condition coloniale une partie de ses dangers, de son équivoque. Et au peuple, une voix.

*Louise Dechêne (1928-2000) a connu une brillante carrière dans l'enseignement aussi bien à l'Université de Montréal qu'à McGill. Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle (« Boréal compact », n° 5), qu'elle publiait en 1974, a marqué une date dans l'historiographie de la Nouvelle-France et a remporté le Prix du Gouverneur général, de même que le prix François-Xavier-Garneau. Elle a ensuite fait paraître au Boréal, en 1994, Le Partage des subsistances au Canada sous le Régime français.*